

JEAN DE CROONE

DESTINÉES
Des vies plurielles

Septembre 2018

Avant-propos

La galerie de portraits que nous présentons au lecteur dans cet ouvrage n'a pas d'autre propos que de lui fournir une évasion, en rappelant le souvenir de personnages dont la vie à rebondissements est digne d'un roman et qui sont souvent oubliés ou, s'ils ne le sont pas, ne sont plus que des noms.

Les hommes ont toujours été fascinés par le destin, mais leurs avis sont partagés sur son rôle. Les uns croient à la prédestination et, pour eux, on n'échappe pas à son destin ; c'était l'opinion universelle dans l'Antiquité. Les autres croient que chaque individu se forge la vie qu'il veut et est responsable de son destin, opinion poussée à l'extrême par la philosophie existentialiste. Quoi qu'il en soit, lorsque la vie s'achève, que l'on ne peut plus rien y ajouter ni en retrancher, on peut faire un bilan et le destin de l'individu se juge retrospectivement.

Chez la plupart d'entre nous, le destin agit de façon peu perceptible, mais ce qui nous a paru intéressant, ce sont les trajectoires qui présentent une bifurcation qui a fait qu'elles n'ont pas correspondu à la destinée sinon normale, du moins moyenne, que pouvait laisser attendre leurs origines familiale et sociale et qui fit de leurs vies des vies « plurielle ». Cette bifurcation a pu résulter de leur propres choix, de leurs passions, mais toujours des événements extérieurs ont joué un rôle déterminant, en particulier – cela ne surprendra personne- les guerres et les révolutions.

Ce livre n'est pas un catalogue d'aventuriers ou d'originaux : il faut pour y figurer de l'envergure dans l'action, une réussite éclatante, même momentanée, même suivie de catastrophe.

Enfin, nous avons retenu de préférence des Français et des étrangers qui étaient sortis du cadre des frontières de leurs pays.

On y trouvera donc des rois et des voyous, des prélats et des soldats perdus, plusieurs traîtres et des hommes qui ont revêtu divers déguisements, se sont habillés en femme, ou en Turc, pourvu que leur vies soient des vies de roman, hors du commun, des vies multiples. Même si, quand ils ont participé à la grande Histoire, c'est souvent en marginaux, dans la coulisse, dans tous les cas, ils se sont démenés pour accomplir leur destinée, parfois pour y échapper, produisant des vies parfois courtes, mais toujours intenses.

Si singulières que soient ces destinées, elles n'en peuvent pas moins être regroupées selon une typologie que reflètent les chapitres de cet ouvrage, mais on constatera que plusieurs de ces vies multiples pouvoir s'insérer dans plusieurs chapitres, selon la facette que l'on retient.

Chacune pourrait donner lieu à un film à grand spectacle. Cela n'a été le cas pour aucune.

Les Paladins de Méditerranée

Entre le XII^{ème} et le XIV^{ème} siècle, le bassin méditerranéen est le théâtre d'une action politique et militaire française, dont les promoteurs ne sont pas forcément les rois. Le XV^{ème} siècle apparaît comme la période de liquidation de cette expansion, avec la perte de Chypre et de l'Achaïe, même si l'on relève les entreprises de Jacques Cœur, et le XVI^{ème} comme celui d'une relance de cette action, avec les guerres d'Italie et les Capitulations conclues avec l'Empire ottoman. De cette aventure, nous avons retenu ici quatre figures héroïques symbolisant chacune une facette de ces entreprises.

Robert Guiscard

Le presbytère d'Hauteville-la-Guichard, village de 400 âmes dans le Coutançais (Manche), est devenu musée. Il raconte la fabuleuse histoire de la famille de Tancrede, seigneur d'Hauteville au XI^e siècle. Ce seigneur avait douze garçons. Le domaine étant trop petit, onze des douze fils partirent à l'aventure en Italie du Sud. Parmi eux, Robert.

Origines

Du Moyen Âge au XIX^e siècle, on a voulu donner à la famille Hauteville d'illustres origines. En en faisant un descendant de Rollon, premier duc de Normandie, un des fils du duc Richard II de Normandie ou de son frère Guillaume de Brionne, ou un fils du duc Richard III. Ces affirmations sans fondement, qui se contredisent entre elles, sont démenties par les textes les plus sûrs et n'ont pour origine que la fantaisie de leurs auteurs.

Robert d'Hauteville, dit Robert Guiscard - « le Rusé » - est né vers l'an 1020. Il est le fils de Tancrède d'Hauteville, petit seigneur normand sans fortune de la région de Coutances, dans l'ouest du duché de Normandie et de sa seconde épouse Frédésende, qui passe parfois pour être une fille du duc Richard II de Normandie. Selon le chroniqueur d'origine normande Geoffroi Malaterra, Tancrède d'Hauteville fait partie de la noblesse du duché sans être cependant l'un des principaux seigneurs. La princesse grecque Anne Comnène, le dit d'obscur origine.



Pièce de monnaie à l'effigie de Robert Guiscard

À partir de l'an 999 selon la légende, les premiers mercenaires normands, réputés bons guerriers, commencent à servir les ducs et princes lombards et Grecs d'Italie méridionale : quand le duc Serge IV de Naples installe l'un de leurs principaux chefs (Rainulf Drengot) dans la forteresse d'Aversa en 1029 (premier établissement permanent des Normands en Italie), ils commencent à organiser la conquête d'un pays divisé et en proie à l'anarchie.

Vers l'an 1035 arrivent en Italie les premiers Hauteville, les frères Guillaume (bientôt surnommé « Bras-de-Fer ») et Drogon, les deux fils aînés de Tancrède d'Hauteville ; en à peine quelques années, après avoir servi de mercenaires jusqu'en 1040, ils décident de combattre pour leur compte et entament la conquête

de l'Apulie sur l'Empire romain d'Orient¹. En 1042, Melfi est choisie comme capitale de leur fief d'Apulie² et Guillaume Bras-de-Fer y est élu chef des Normands d'Italie en septembre de la même année. Ce dernier se proclame bientôt « roi en Apulie ». En 1044 arrive un autre de leurs nombreux frères, Onfroï qui, avec sa bande, sert ses aînés.

Arrivée en Italie et premières conquêtes

C'est trois ans plus tard environ, en 1046-47, que Robert d'Hauteville, sixième des fils de Tancrède, arrive de Normandie à Melfi, à la tête de cinq chevaliers et trente-cinq fantassins.



Le château de Melfi

Description

¹ Nom officiel de l'empire grec de Constantinople. Cet empire conserve alors quelques territoires en Italie, vestiges de la reconquête qu'il avait réalisée sous Justinien, au VI^{ème} siècle.

² Le talon de la botte italienne. A l'époque moderne le nom d'Apulie a évolué en Pouilles.

Nous connaissons une description partielle de Robert Guiscard : « *Il avait plus de finesse que Cicéron et que l'habile Ulysse. Ses yeux d'un bleu très clair semblaient lancer des éclairs* », rapportent les chroniqueurs de l'époque. « [...] *il était de très haute stature, large et robuste, les cheveux blonds, un teint coloré et des yeux d'un bleu très clair, la voix puissante, un regard vif mais qui inquiète [...]* ». (Anne Comnène).

Un bandit calabrais

Accueilli froidement par son frère Drogon devenu comte d'Apulie depuis peu (après une violente dispute, Drogon met brièvement son jeune frère au cachot), Robert est alors dirigé avec sa petite bande armée vers la Calabre. Il y mène dès lors, à partir de son principal repère de San Marco Argentano, sur les hauteurs du Crati (près de Cosenza), une vie de brigand, connaissant aussi bien la faim, la soif et la misère que la fortune, pillant les riches monastères et les églises, volant le bétail, rançonnant la population et détroussant les voyageurs, harcelant les troupes grecques et semant la terreur dans la région. C'est durant cette période qu'il reçoit son surnom normand de « Guiscard », l'« Avisé », l'« Astucieux ». En même temps que cette vie de bandit, il sert occasionnellement le prince lombard Pandolf IV de Capoue, ainsi que ses frères Drogon puis Onfroi, devenu comte d'Apulie en 1051.

Mariage

Il poursuit sa vie de voleur jusqu'à son mariage, vers 1051-52, avec Aubrée de Bourgogne, fille du comte Renaud I^{er} de Bourgogne, et parente d'un puissant baron d'Apulie servant le duché lombard de Bénévent. Par ce mariage avantageux, son statut social s'élève nettement. Il reçoit en dot le commandement d'une troupe de quelque deux cents chevaliers normands. D'Aubrée, il aura un fils, Bohémond.

En 1053, aux côtés de ses frères et du comte normand Richard d'Aversa, il participe vaillamment à la bataille de Civitate sur le

Fortore (près de San Severo), opposant les Normands d'Italie et leurs ennemis soutenus par le pape Léon IX, tous inquiets des entreprises des Normands détestés et qualifiés de « nouveaux sarrasins », qui se montrent de plus en plus pressants, entreprenants, agressifs et incontrôlables. L'armée papale est sévèrement battue. En 1057, Onfroi, comte d'Apulie, meurt. Robert Guiscard évince ses deux jeunes neveux, Abagelard et Herman et succède à son frère. Il entreprend alors, en compagnie de son jeune frère Roger, surnommé « Bosso », récemment arrivé en Italie, la conquête totale de l'Apulie, conquête qu'il achève hormis le sud, resté aux mains des Grecs, notamment avec Bari, qui résiste. Il commence également à s'attaquer à la Calabre pendant que Richard d'Aversa fait main-basse sur la principauté de Capoue qu'il place sous son autorité.

Constitution du futur royaume normand

La Papauté, en grande difficulté et de plus en plus isolée du fait de sa rupture d'un côté avec le Saint-Empire romain germanique dans l'affaire des Investitures, et de l'autre côté avec l'Empire grec causé par le schisme religieux de 1054, décide alors de reconnaître l'autorité des Normands et d'en faire ses alliés officiels. Le 23 août 1059, à Melfi, le pape Nicolas II officialise leurs possessions en échange du versement d'une rente annuelle et de l'engagement de porter la bannière papale dans leurs guerres. Robert Guiscard devient alors duc d'Apulie, de Calabre et de Sicile. Il n'a aucune autorité sur ces deux dernières provinces, mais, à partir de cette date clef, les Normands ont les mains libres et peuvent maintenant servir l'Église : ils peuvent surtout se servir d'elle et légitimer leurs actions et leurs prises de pouvoir en Italie du Sud et en Sicile.

Pendant la quinzaine d'années qui suit, Robert Guiscard fait une série de conquêtes. A partir de février 1061, il envahit la Sicile avec Roger et, ensemble, malgré le peu d'hommes dont ils disposent (rarement plus d'un millier), font la conquête de

Messine. A cette époque, l'île est encore sous domination musulmane. Sa conquête est donc, sinon une véritable « croisade », du moins un épisode –l'un des premiers- de la reconquête par les Européens de leurs territoires occupés par les Sarrazins. La progression est lente et difficile, tant par le très petit nombre de guerriers normands expérimentés dont Robert et Roger disposent pour se battre efficacement sur plusieurs fronts, que par le nombre important de forteresses musulmanes qui quadrillent la Sicile. En 1063, à Cerami, ils remportent une éclatante victoire, malgré leur faiblesse numérique face aux « innombrables » troupes musulmanes. Quelques années plus tard, Guiscard, qui a chassé définitivement les Grecs d'Italie avec la prise de Bari en avril 1071, commence le siège de Palerme par mer, tandis que son frère prend la ville à revers, par voie terrestre (1071) ; la ville, musulmane depuis plus de deux siècles, tombe enfin aux mains des Normands l'année suivante. Sous le gouvernement des Hauteville, l'île va connaître un âge d'or, dont il reste des églises de style roman, comme Montreale, et des châteaux, dont le palais des rois normands à Palerme, qui abrite aujourd'hui l'assemblée régionale de Sicile.

En Italie continentale, les Normands s'attaquent à la partie du sud qui est baignée par la mer tyrénienne, dominée par les Lombards. Le duché d'Amalfi est supprimé en 1073 et les Grecs sont expulsés en grand nombre du sud du pays. La principauté de Salerne appartient déjà nominalement à Robert, mais, en 1076, il assiège et prend la ville, dont il chasse le duc lombard, Gisolf, qui est par ailleurs son beau-frère. En 1077, Robert Guiscard fait de cette ville riche sa capitale principale. L'attaque normande sur Bénévent, fief papal depuis 1053, alarme et irrite le pape Grégoire VII qui excommunie un temps Guiscard. Mais, pressé durement par l'empereur germanique Henri III, le pape concède au Normand à Ceperano en 1080 tout le sud des Abruzzes sauf Salerne.

Guerre contre Constantinople

La dernière grande expédition de Guiscard consiste à attaquer l'Empire romain d'Orient avec ses vassaux. Son objectif est peut-être même de s'emparer de Constantinople. En effet, les Normands détestent les Grecs, qu'ils trouvent trop « efféminés », et l'ambitieux Normand pourrait songer à prendre la capitale de l'Empire, espérant se saisir du trône du *basileus*. Il soutient dès lors la cause de l'empereur grec Michel VII Doukas, qui a été déposé en 1078. De plus, l'une des filles de Robert, Hélène, était fiancée au fils de Michel VII, Constantin, avant le renversement de sa famille. Il s'embarque donc avec 16 000 hommes (des troupes en majorité non-normandes) en mai 1081 et en février 1082 pour traverser l'Adriatique et occupe Corfou et Durazzo, après avoir infligé une lourde défaite à l'empereur Alexis Comnène (octobre 1081). Cependant il est rappelé à l'aide par le pape Grégoire VII, assiégé dans Rome par l'empereur germanique Henri IV en juin 1083, et doit retourner en Italie, laissant le commandement à son fils aîné Bohémond.

Sac de Rome et mort de Robert Guiscard

Marchant vers le nord avec 36 000 hommes, quasiment tous des mercenaires musulmans, il entre dans Rome et force l'empereur germanique, pris de court, à se retirer. Cependant, un mouvement de panique gagne les citoyens romains, provoquant trois jours de mise à sac total de la ville en mai 1084, un des pires sacs que la « Ville éternelle » ait connus. Aux cris de « Guiscard !, Guiscard ! », les troupes normandes mettent la cité à feu et à sang. La population est massacrée et des femmes sont violées, les plus jeunes et les plus belles prises et emmenées en esclavage, destinées à servir de prostituées dans le royaume normand, ou à finir dans des harems. Le pape, lui-même épouvanté, quitte la ville pour aller se réfugier en lieu sûr, dans la forteresse de Salerne.

Pendant ce temps, Bohémond, un temps maître de la Thessalie, perd le terrain conquis en Grèce. Robert, en ayant fini avec Rome, revient pour le reprendre, réoccupe Corfou et l'île de Céphalonie, mais il meurt de dysenterie ou de typhoïde, le 17 juillet 1085, âgé d'environ 65 ans.

Son cœur et ses entrailles sont prélevés et son corps embaumé est ramené en Apulie. Lors du voyage, le cercueil tombe à l'eau et on peine à le récupérer. Il est inhumé dans l'Abbaye de la Trinité de Venosa, en un lieu qu'il avait lui-même choisi et où il avait déposé les dépouilles de ses frères aînés, loin de sa Normandie natale. Ce sera la sépulture familiale des Hauteville. À Coutances, les statues des Tancrede rappellent que la cathédrale fut restaurée au XI^e siècle avec le butin des Normands d'Italie.



Tombeau familial des Hauteville, dans l'abbaye de la Trinité de Venosa

Robert était devenu veuf d'Aubrée de Bourgogne et avait épousé en 1058 la sœur de Gisolf, prince lombard et duc de Salerne, qui répondait au doux nom de Sykelgaite. De cette union est né un fils, Roger. Selon un scénario classique, la seconde épouse promet les intérêts de ses enfants au détriment de ceux que son mari a eus d'un premier lit et c'est donc son fils Roger qui succède à Robert, au détriment de Bohémond, qui est pourtant l'aîné. Celui-ci, écarté de l'héritage paternel, doit se contenter de la cité de Tarente et de son duché, mais il jouera bientôt un rôle capital dans la première Croisade et deviendra prince d'Antioche.

Le chroniqueur d'origine normande Guillaume de Pouille nous a laissé l'histoire de Robert Guiscard dans son ouvrage intitulé *Geste de Robert Guiscard (Gesta Roberti Wiscardi)*, narrant notamment les aventures normandes en Méditerranée de 1016 à 1085, et l'ascension de Guiscard.

La dynastie fondée par Guiscard lui survivra un peu plus d'un siècle. En décembre 1194, faute d'héritier mâle légitime, Constance d'Hauteville, fille posthume du roi Roger II, détrône son cousin Tancrède, petit-fils bâtard de Roger II, et devient reine, mais elle est mariée depuis 1186 avec Henri de Hohenstaufen dit le « Cruel » ou le « Sévère » (mort en 1197). Elle fait ainsi entrer la couronne de Sicile, pour 70 ans, dans la famille de Hohenstaufen. La reine Constance meurt en 1198 et, avec elle, la maison d'Hauteville, pour les Italiens, les d'Altavilla, disparaît de l'Histoire. Son héritage passe au jeune fils et successeur du roi Henri le Cruel, Frédéric-Roger de Hohenstaufen (mort en 1250), dit « *stupor mundi* », à moitié normand par sa mère. Nous retrouverons cet héritage un peu plus loin.

Renaud de Châtillon

Le chien fou de Terre sainte

Faisons un saut d'un siècle ; c'est l'époque de ce que l'on appellera bien plus tard les Croisades. Cette période a vu de prodigieuses élévations de hobereaux franciliens, champenois ou languedociens devenant rois, souverains de principautés taillées dans l'empire grec ou dans les territoires sarazins, les Courtenay, les Lusignan, les Villehardouin, les de la Roche. Il n'y a que l'embarras du choix. Celui que nous avons choisi est un bel archétype de paladin, un petit seigneur du Val de Loire, coureur de batailles et de fortune, ayant plus de courage que d'esprit politique, et qui, après des aventures flamboyantes, mena les Croisés à un désastre.

Renaud de Châtillon naquit vers 1120. Certaines sources en font le fils d'Henri I^{er}, seigneur de Châtillon et d'Ermengarde de Montjay mais, selon d'autres, il aurait été fils d'Hervé II de Donzy, seigneur de Gien, Châtillon (Châtillon-sur-Loing, actuellement Châtillon-Coligny) et Donzy. Ce qui est sûr, c'est qu'il appartient à la cohorte des cadets sans fortune parmi lesquels se sont recrutés tant d'aventuriers.

On ne sait rien des 30 premières années de Renaud et l'Histoire le saisit lorsqu'il part pour la Terre sainte, vers 1150. Au printemps 1153, il épouse Constance, princesse régente d'Antioche, veuve de Raymond de Poitiers, qui n'est autre que l'arrière-petite-fille de Robert Guiscard. Il devient alors l'un des premiers barons francs de Terre sainte et entend bien en exercer toutes les prérogatives.

Premières razzias et emprisonnement

Le patriarche d'Antioche, Aimery de Limoges, dont ce mariage diminue l'influence sur la princesse, ayant parlé de lui avec

mépris, Renaud le fait jeter en prison, torturer, enduire ses blessures de miel, enchaîner et exposer au soleil et aux insectes.

Il s'allie avec les Grecs contre le prince Thoros II d'Arménie, puis, prétextant le refus du basileus, Manuel I^{er} Comnène, de lui payer la somme due pour prix de son alliance, il décide de lancer un raid contre Chypre, qui est alors un thème (une circonscription) de l'empire romain d'Orient. Il n'est pas gêné de s'allier pour ce faire avec son ennemi de la veille, Thoros, débarque à Chypre au printemps 1155, défait sans difficultés la garnison grecque, puis ravage systématiquement l'île : les champs cultivés sont brûlés, les troupeaux massacrés, les églises, les palais et les couvents pillés et incendiés, des femmes violées, les vieillards et les enfants égorgés, les hommes riches emmenés en otage et les pauvres décapités. Avant de quitter l'île avec son butin, Renaud fait rassembler tous les prêtres et les moines grecs et leur fait couper le nez avant de les envoyer à Constantinople. Même en cette époque où la piraterie contre l'empire grec est chose ordinaire, la violence de cette razzia indigna tous les chroniqueurs.

Renaud est un personnage violent mais aussi un chevalier d'un courage à toute épreuve. Pendant les trois années qui suivent le raid sur Chypre, il est aux côtés du roi Baudouin III de Jérusalem dans divers combats contre les forces musulmanes, ce qui lui permet, en 1158, de reprendre la place forte d'Harim à Saladin³.

L'empereur Manuel I^{er} Comnène, forcé d'abandonner ses ambitions en Méditerranée occidentale, y gagne d'avoir les mains libres en Orient. Les princes francs d'Orient désirent son alliance

³ Salah ad-Din Youssouf (1138-1193), d'origine kurde, premier prince de la dynastie ayyoubide, qui a régné en Égypte à partir de 1169 et en Syrie à partir de 1174 et qui, à ce titre, a été le principal ennemi des Francs du Levant pendant 25 ans.

et Baudouin III de Jérusalem épouse sa nièce. L'empereur réunit une importante armée, reconquiert la Cilicie sur les Arméniens et prend ses quartiers d'hiver à cent cinquante kilomètres d'Antioche. Renaud de Châtillon, conscient de ce que les autres princes francs désapprouvent sa conduite à Chypre et que Manuel I^{er} lui en tient rigueur, prend les devants et demande, prosterné, pieds nus et la corde au cou, le pardon de l'empereur. Celui-ci le lui accorde et, en avril 1159, fait à Antioche une entrée pacifique, mais destinée à rappeler la vassalité d'Antioche envers Constantinople.

Prisonnier chez les Turcs pendant seize ans

Le 23 novembre 1160, Renaud est fait prisonnier par les soldats turcs au cours d'une opération de pillage. Nur ad-Din le tient emprisonné à Alep (peut-être dans la citadelle) durant seize ans. Pendant sa captivité, Constance d'Antioche meurt et Bohémond III d'Antioche, fils du premier mariage de Constance, hérite d'Antioche. Grâce à un échange de prisonniers, Renaud est libéré en 1176 par As-Salih Ismail al-Malik, le fils de Nour ad-Din Mahmûd. Selon d'autres sources, en tant que beau-père de l'impératrice Marie d'Antioche, il est racheté pour la somme extraordinaire de 120 000 dinars d'or.

Apogée

Il propose alors ses services au nouveau roi de Jérusalem, Baudouin IV (le « roi lépreux »). En récompense, le roi lui donne la seigneurie d'Hébron. En épousant la jeune veuve de Miles de Plancy, Étienne de Milly, dame d'Outre-Jourdain, il devient seigneur de Montréal et d'Outre-Jourdain. Ce terme d'Outre-Jourdain désigne les terres chrétiennes situées à l'est du Jourdain ; on dirait aujourd'hui la Jordanie. Il tient notamment les forteresses de Kerak et de Chobak. Appuyé sur ces forteresses, il multiplie les provocations. Allié des Templiers, il exerce sur la cour de Jérusalem une influence grandissante. Il est partisan d'une politique de conquête face aux musulmans, motivée peut-être

autant par ses espoirs de pillage que par des considérations stratégiques.

En 1177, le royaume de Jérusalem et l'Empire grec projettent d'organiser une campagne commune contre l'Égypte, gouvernée par Saladin. Une escadre grecque aborde peu après à Saint-Jean-d'Acre, mais Baudouin, en pleine crise de lèpre, ne peut pas prendre la tête de l'armée du royaume et propose à Philippe d'Alsace, comte de Flandre, arrive en Terre sainte avec une armée d'en prendre le commandement. Celui-ci refuse, prétendant qu'il est venu à Jérusalem pour faire ses dévotions et défendre le royaume et non porter la guerre dans des États voisins. Son refus fait échouer l'expédition et les Grecs retournent chez eux.

Philippe d'Alsace quitte Jérusalem, et se rend en octobre 1177 à Tripoli, où il aide le comte Raymond III à assiéger sans succès la forteresse de Hama au début du mois de septembre 1177. Il se rend ensuite à Antioche et, avec le prince Bohémond III d'Antioche, il assiège à la fin du mois de novembre la forteresse de Harenc.

Baudouin IV avait également envoyé des troupes au siège de Hama, mais, ce faisant, il dégarnit le royaume et il ne reste plus à Jérusalem que cinq cents chevaliers, en comprenant les garnisons des Templiers et des Hospitaliers. En apprenant le projet d'attaque franco-grecque, Saladin quitte Damas pour l'Égypte, afin d'organiser la défense et la résistance du pays. Plus tard, ses espions lui apprennent l'abandon de cette expédition, puis le siège de Hama, qui occupe la plus grande partie de l'armée franque.

Entre le 18 et le 23 septembre, il pénètre dans le royaume de Jérusalem avec son armée forte de 10 000 à 25 000 soldats, évite la forteresse de Gaza dont les Templiers ont renforcé la garnison et marche sur Ascalon.

Dès qu'il apprend la nouvelle, le roi Baudouin part au-devant de Saladin avec toutes les troupes qu'il a pu trouver et arrive à Ascalon peu avant ce dernier. Saladin met le siège devant la place et Baudouin tente une sortie mais doit battre retraite immédiatement. Saladin s'avise que le royaume est sans défense, lève le siège d'Ascalon et poursuit sa route vers Ramla (aujourd'hui entre Tel-Aviv et Jérusalem), qu'il prend sans aucune difficulté, la ville ayant été évacuée, et l'incendie, puis assiège Mirabel et Lydda. Pensant que la défense du royaume est totalement paralysée, Saladin autorise ses soldats à se disperser pour piller la région et, ne voulant pas s'encombrer de prisonniers, en fait égorger un certain nombre.

À Ascalon, Baudouin IV décide de tenter le tout pour le tout, malgré son infériorité numérique. Il demande à Eudes de Saint-Amand, maître de l'ordre du Temple, retranché avec quatre-vingt Templiers à Gaza de venir le rejoindre. Avec les quelques seigneurs qui sont avec lui, Renaud de Châtillon, Baudouin d'Ibelin, seigneur de Ramla, son frère Balian d'Ibelin, seigneur de Mirabel, Renaud Grenier, comte de Sidon, et Josselin III de Courtenay, l'oncle du roi, il dispose d'une armée de cinq cents chevaliers et de quelques milliers de soldats. Contrairement aux chroniqueurs francs, qui semblent vouloir minimiser son rôle en cette occasion, mais conformément à tous les chroniqueurs musulmans, on pense maintenant que c'est Renaud de Châtillon qui commande l'armée des croisés lors de la célèbre bataille de Montgisard (25 novembre 1177).

Baudouin et Renaud quittent Ascalon, suivent une route en arc de cercle pour contourner l'armée de Saladin et le rejoignent en un lieu nommé Tell el-Jezer en arabe, traduit en latin par Mons Gisardus par les chroniques et, en français, Montgisard, près de Ramla. L'armée franque attaque l'ennemi par le nord alors que Saladin le croit toujours au sud-ouest. Bénéficiant de l'effet de surprise et voulant à tout prix venger le massacre des prisonniers,

elle charge celle de Saladin, amollie et alourdie par le butin. Taqi al-Din tente de contenir la charge ennemie mais plusieurs émirs, dont son propre fils, sont tués, et le reste finit par prendre la fuite.

C'est ensuite aux mille mamelouks de la garde personnelle de Saladin de tenter de contenir la charge franque, mais ils sont écrasés. Les prisonniers francs survivants en profitent pour se libérer et attaquer leurs gardiens. Saladin lui-même échappe de peu à la mort, ordonne à tous de prendre la fuite et profite de la nuit qui tombe pour échapper aux chevaliers francs.

Saladin repart alors vers l'Égypte, tout en étant harcelé pendant sa retraite par les Bédouins. Il ne réussit à rentrer qu'avec le dixième de son armée et arrive au Caire le 8 décembre 1177, à temps pour démentir la nouvelle de sa mort. Baudouin le suit jusque dans la péninsule du Sinâï mais est incapable de prendre l'avantage.

Cette bataille a un énorme retentissement dans la chrétienté et contribue pour beaucoup au prestige de Baudouin le Lépreux, que l'on compare bientôt à Godefroy de Bouillon, à Raymond IV de Saint-Gilles ou à Tancrède d'Hauteville. Les Francs n'ont pas réussi à tirer avantage de cette victoire, mais elle assure un sursis au royaume de Jérusalem.

Les Chrétiens vont certes subir des défaites au cours des deux années suivantes : le 10 mars 1179, en revenant d'un raid, Renaud manque d'être capturé à Panéas au cours d'un affrontement où est tué le connétable Onfroy II de Toron. Le 10 juin 1179, l'ost est battu à Marj Ayoun et de nombreux soldats sont tués ou fait prisonniers. Enfin le 29 août 1179, Saladin assiège et détruit le Chastelet du Gué de Jacob, forteresse que Baudouin venait de faire édifier pour garder la frontière. Néanmoins, ce ne sont pas des revers décisifs.

La guerre économique

Les deux royaumes sont épuisés et, en 1180, une trêve est conclue entre les deux rois. Pour Chatillon, cette trêve militaire ne suspend pas d'autres formes de combat : dans une sorte de stratégie du faible au fort, il entreprend de mener la guerre économique. Certes, ces pillages ont l'avantage de l'enrichir, mais on peut aussi lui faire le crédit d'une vision moderne de la guerre, impliquant l'attaque de la puissance économique de l'adversaire. Depuis les châteaux forts qu'il détient, Châtillon dévalise toutes les caravanes venant d'Égypte et qui sont destinées à Damas. En 1181, malgré la trêve, il pille une caravane se rendant à la Mecque. Saladin s'en plaint à Baudouin, qui ne trouve pas la force de sévir contre son vassal (il est alors à nouveau en pleine crise dans sa maladie). Saladin, fou de rage, aurait déclaré qu'il tuerait Renaud de Châtillon de ses propres mains.

Aventures en Mer rouge

La prise des caravanes ne lui suffit pas. En 1182, il monte une expédition maritime en faisant transporter des bateaux depuis le rivage méditerranéen en pièces détachés, à dos de chameaux, à travers le désert du Neguev et les remonte en mer Rouge, à Aïla (l'actuelle Eilat), sur le golfe d'Aqaba. Avec cette flotille corsaire, il pille les ports du Hedjaz et menace les villes saintes de l'Islam, La Mecque et Médine (Ses hommes ne sont repoussés qu'à une journée de marche de cette dernière). En chemin, il coule un bateau de pèlerins musulmans se rendant à Djeddah. Tandis que Renaud, chargé de butin, remonte vers ses terres, ses hommes continuent à sillonner la mer Rouge et piller le Hedjaz ; grandiose dans sa conception, efficace du point de vue stratégique (porter la guerre au cœur du territoire ennemi, menacer La Mecque, Médine, pouvait créer une utile diversion en détournant les forces arabes du royaume de Jérusalem), l'opération manque de moyens et son exécution, peu rationnelle, en limite les effets. Le frère de Saladin, al-Adel, gouverneur d'Égypte, lance contre les corsaires de mer Rouge une flotte qui les écrase. Certains d'entre eux sont

conduits à La Mecque et décapités en public. Saladin multiplie alors les raids de représailles sur le territoire de Chatillon (1183). Il assiège la forteresse de Kérah, mais fait épargner le secteur où se déroulent les noces de la belle-fille de Renaud. Celui-ci ne doit son salut qu'aux secours de Baudouin IV.

À la mort du roi en 1185, le trône de Jérusalem échoit à Baudouin V, âgé de huit ans, et la régence du royaume à Raymond III de Tripoli, mais la sœur de Baudouin IV, Sibylle, mariée à Guy de Lusignan prétend au trône et, à la mort rapide du petit Baudouin V à Acre, un coup d'État mené par Josselin III de Courtenay fait couronner Guy de Lusignan et Sybille.

L'homme par qui la catastrophe arrive

Fin 1186 ou début de 1187, Châtillon attaque une caravane, pourtant sous forte escorte, qui se rend du Caire à Damas. Il en massacre les hommes en armes et emprisonne les commerçants et les caravaniers dans sa citadelle de Kérah. Par la suite, il attaque d'autres caravanes de pèlerins allant à La Mecque, projetant même de détruire le lieu sacré de l'islam. Dans un premier temps, face à ces nouveaux pillages, Saladin temporise. Son empire est délabré par de nombreuses années de guerre entre seigneurs arabes et contre les Francs. Il vient d'achever l'unification des musulmans et il estime que le moment de la rompre n'est pas encore arrivé. Il envoie donc des émissaires porteurs de messages d'indignation à Renaud de Châtillon, le sommant de respecter la trêve, de relâcher les prisonniers et de restituer les biens saisis. Méprisant, Renaud lui conseille de demander à Mahomet de venir les sauver.

Ne pouvant laisser cet affront impuni, Saladin réunit un peu plus de 12 000 soldats à Damas, puis dès le mois de mars, assiège la citadelle de Kerak (Moab) puis la citadelle de Montréal (ou Chôbak), avant de se diriger vers Baniyas, près de Tibériade. Les troupes musulmanes rencontrent par hasard un parti de barons francs, qu'elles massacrent ou font prisonniers. De leur côté, les

Francs s'enlisent dans leurs querelles internes. En mars 1187, Raymond de Tripoli, fort de la trêve de quatre ans signée avec Saladin et sûr de son soutien, refuse de prêter hommage au nouveau roi de Jérusalem. Celui-ci, désireux de se débarrasser de son rival qu'il accuse de complaisance envers les musulmans, se prépare à attaquer Tibériade, qui appartient à la femme du comte de Tripoli. Alerté, ce dernier conclut une alliance avec Saladin qui débloque la ville.

Le 30 avril 1187, conformément à leur alliance, Saladin demande à Raymond de Tripoli de laisser ses éclaireurs faire une reconnaissance du côté du lac de Tibériade. Le comte, embarrassé, ne peut refuser. Il exige cependant que les soldats musulmans quittent son territoire avant le soir et ne s'en prennent ni aux biens, ni aux personnes. Le 1^{er} mai, 7 000 cavaliers passent sous les murs de la ville. Le soir même, alors qu'ils font le chemin en sens inverse, ils rencontrent 150 chevaliers templiers et hospitaliers qui ont attaqué une colonne musulmane près de Séphorie, au nord de Nazareth. C'est le massacre, connu sous le nom de la bataille de La Fontaine du Cresson. Seuls cinq Hospitaliers et trois Templiers parviennent à s'enfuir, dont le maître de l'Ordre, Gérard de Ridefort. Le supérieur des Hospitaliers, Roger de Moulins, meurt dans l'affrontement d'un coup de lance.

À la suite de ce désastre, Raymond de Tripoli se repent et met ses forces à la disposition de Guy de Lusignan. Le 24 juin, les Francs sont prêts. Ils ont réuni une grande armée constituée de 2 000 chevaliers (dont 1 200 chevaliers commandés par Ridefort et des Hospitaliers menés par le grand précepteur de l'Hospital Guillaume Borrel, remplaçant Roger de Moulins) et 13 000 fantassins. Ils sont soutenus par 40 000 mercenaires, en majorité musulmans, dont 2 500 cavaliers et 7 000 fantassins payés et armés par les Templiers et les Hospitaliers. En face, de nouvelles troupes ont rejoint Saladin, qui aligne une force de plus

de 30 000 soldats. A l'échelle des guerres de cette époque et de ce théâtre d'opérations, c'est donc une très grande bataille qui se prépare.

Le 2 juillet, dans l'après-midi, l'armée des Francs arrive à Séphorie. Ils sont à l'abri de toute attaque et disposent là de vivres en quantité et d'eau à volonté, grâce aux fontaines de la cité. Pour forcer les Francs à venir à lui, Saladin attaque la cité de Tibériade où se trouve la comtesse Échive de Bures, épouse de Raymond de Tripoli. Ses troupes réussissent à prendre la ville basse, qui est incendiée, et poussent la population à se réfugier dans la forteresse, tout en laissant passer des messagers qui rejoignent l'armée franque à Séphorie, distante d'environ vingt-sept kilomètres de Tibériade. Saladin espère ainsi pousser les Francs à l'affrontement.

Le soir même de l'attaque, le roi réunit un conseil. Face à la menace qui pèse sur Tibériade, les trois beaux-fils de Raymond de Tripoli veulent que l'armée vole au secours de leur mère, mais Raymond s'oppose à eux : selon lui, il convient d'attendre Saladin en position de force. Les Sarrasins seraient alors épuisés par leur progression sur des routes poussiéreuses et brûlantes, ainsi que par le manque d'eau. Il déclare qu'il « *préfererait perdre Tibériade et tout ce qu'elle renferme plutôt que l'unique armée du Royaume* ». Renaud de Châtillon accuse Raymond de lâcheté. Néanmoins, c'est ce dernier qui emporte la décision à la fin du conseil.

Après celui-ci, Gérard de Ridefort s'entretient personnellement avec le roi sous sa tente pour le convaincre de changer d'avis. Il rappelle la réputation de trahison de Raymond de Tripoli et argue que concéder une victoire aux Sarrasins alors que l'armée était si proche serait un signe de faiblesse. Il laisse également entendre que si le roi ne laisse pas ses hommes venger les morts de la fontaine de Cresson, les Templiers risquent fort de désertir. Guy

de Lusignan se range alors malheureusement à l'avis du Maître de l'Ordre.

L'armée franque, divisée en trois corps, se met en route à l'aube du 3 juillet. Les réserves d'eau sont vite épuisées et les hommes souffrent de la chaleur et de la soif. Saladin a pris soin de faire combler les puits et d'empoisonner les trous d'eau. Sans jamais engager le combat, des cavaliers les harcèlent de tous côtés de leurs flèches, et ralentissent la marche. Cette tactique réussit si bien, qu'au soir du 3 juillet, le roi propose de rejoindre le village de Hattin où se trouve l'un des rares points d'eau. Mais Saladin, fin stratège, lui barre la route. À la nuit tombée, les Francs, souffrant de la soif, sont obligés de bivouaquer au milieu des pierres brûlantes, sur le sable sec. Toute la nuit, les attaques de harcèlement se multiplient, obligeant les Francs à rester éveillés pour la troisième nuit consécutive.

La bataille

Au matin du 4 juillet, journée annoncée encore plus chaude que la veille, les Francs se trouvent sous le vent. Saladin fait déployer ses troupes afin de bloquer toute tentative de sortie, puis fait mettre le feu aux broussailles. Le vent pousse la fumée et le feu vers les croisés. Sans eau pour se rafraîchir, les Francs étouffent sous leurs cuirasses. Ils mènent cependant des combats pour tenter de percer les lignes ennemies et de gagner les rives du lac de Tibériade.

Peu à peu, les Francs sont repoussés et contraints de se rassembler sur une élévation appelée les cornes de Hattin, un piton basaltique dominant la plaine voisine. Raymond de Tripoli réussit à s'ouvrir une sortie vers Séphorie en emmenant avec lui le fils du prince d'Antioche, ses chevaliers et quelques barons syriens. Quelques détachements réussissent également à s'enfuir vers Tyr. Le grand commandeur de l'Hospital, Garnier de Naplouse, blessé, réussit à gagner Ascalon avec quelques

cavaliers, évitant ainsi une mort certaine. Le reste des forces défendent leur position élevée sur les cornes de Hattin. Selon les récits des chroniqueurs, la bataille est terrible et les morts nombreux des deux côtés. La chute de la tente royale symbolise la défaite franque, alors que le roi et ses grands barons parviennent à trouver refuge dans la forteresse de Tibériade.

Un peu plus de 30 000 soldats meurent en une journée des deux côtés. La fine fleur de la chevalerie franque est décimée, réduisant les défenses du royaume de Jérusalem à néant. Les musulmans infligent de plus aux croisés une dure défaite psychologique, car ils capturent la relique de la Vraie Croix, emblème de la chrétienté.



Site de la bataille de Hattin.

Le lendemain, 5 juillet, sans espoir de secours, les barons réfugiés dans la forteresse de Tibériade se rendent à Saladin. Parmi les prisonniers de marque figurent le roi de Jérusalem Guy de Lusignan, le connétable du royaume Amaury II de Lusignan, le comte de Jaffa et d'Ascalon Geoffroy de Lusignan, Châtillon, Ridefort, Onfroy IV de Toron, Guillaume de Montferrat.

Le roi est conduit à Damas, avec les autres nobles capturés, en vue d'être libérés contre rançon. Tous les Templiers et Hospitaliers survivants, à peu près 300, sont immédiatement mis à l'écart et décapités en place publique, sauf les grands-maîtres, Gérard de Ridefort, fait prisonnier avant d'être libéré moyennant rançon, et l'hospitalier Garnier de Naplouse, en fuite vers Ascalon. Les autres chevaliers francs, faits prisonniers, sont épargnés, hormis Renaud de Châtillon. Celui-ci est décapité sur ordre de Saladin, qui tient sa revanche de Montgisard dix ans après, et de toutes les provocations de Chatillon. Si l'estimation de l'année de sa naissance est juste, Chatillon a alors soixante-sept ans, ce qui est un âge vénérable à l'époque, surtout pour un guerrier qui a eu une vie aussi rude. Les chevaliers de Chatillon subissent le même sort que leur chef. Les soldats turcs et musulmans au service des Francs, les turcoples, considérés comme traîtres et renégats, sont massacrés sans pitié. Les autres combattants francs faits prisonniers sont réduits en esclavage.

Conséquences

La Palestine passe au pouvoir de Saladin. Lors du seul mois de juillet, il s'empare de Saint-Jean d'Acre, de Césarée, de Sidon et de Jaffa (aujourd'hui Tel-Aviv). Cette dernière résiste plus longtemps à l'armée d'al-Adel venue d'Égypte mais finit par être conquise, et ses habitants sont vendus en esclavage. Le 6 août, c'est au tour de Beyrouth, avant Ascalon le 4 septembre et Gaza le 5 septembre. Le 20 septembre, Saladin commence le siège de Jérusalem, alors défendue par seulement 6 000 hommes levés en hâte parmi les habitants et dirigés par Balian d'Ibelin.

La ville sainte tombe le 2 octobre 1187. Elle n'est pas pillée, mais les habitants sont réduits en esclavage ; seuls ceux qui peuvent se racheter sont libérés. Les Templiers négocient leur sortie. Saladin conclut ainsi un marché avec notamment Balian d'Ibelin préservant les lieux saints musulmans en échange de la sauvegarde des lieux saints chrétiens. Comme auparavant ceux de Saint-Jean d'Acre et d'Ascalon, les chevaliers de Jérusalem sont autorisés à rejoindre Tyr, dernier bastion de la résistance franque.

En novembre, Saladin vient mettre le siège devant Tyr, défendue par le baron Conrad de Montferrat. Les Francs réussissent à incendier une partie de la flotte musulmane, et obligent ainsi Saladin à abandonner le siège, son importante armée devant être démobilisée à l'entrée de l'hiver. Sur le chemin du retour, il s'empare encore des villes de Lattaquié, Tartous, et Safed en territoire syrien.

Hattin modifie considérablement l'équilibre des forces au détriment des chrétiens. Trois ans après cette bataille, les possessions franques en Palestine sont réduites à Tyr, Tripoli et Antioche. Cependant, cette défaite des croisés, une fois connue en Occident, provoque un vigoureux sursaut des principaux souverains de la chrétienté : l'empereur Frédéric Barberousse, le roi de France Philippe Auguste et le roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion. Des renforts considérables vont commencer à affluer. La troisième croisade commence peu après.

On peut considérer que Renaud de Chatillon, par ses provocations brouillonnes et ses conseils intempestifs, est à l'origine de cette catastrophe. Pourtant, il fut jugé de manière nettement moins négative par ses contemporains que par la postérité, car il répondait à un certain idéal guerrier de courage et d'intrépidité. Par son impulsivité, sa cruauté et sa conception fruste de l'art militaire, il est représentatif jusqu'à la caricature

d'une des facettes du chevalier de l'époque. Très vite, ses violences de Renaud le rendent odieux à ses voisins Alépins, aux Grecs et à ses propres sujets. Propulsé au premier plan du jeu politique levantin par son mariage avec Constance, il n'a pas le sens diplomatique nécessaire pour comprendre un orient compliqué et sa pratique du pillage, si elle porte préjudice à l'adversaire musulman, a surtout pour effet de susciter chez celui-ci une haine grandissante qui va fortement contribuer à la catastrophe, la perte définitive de Jérusalem par les Francs.

Charles d'Anjou



Statue de Charles d'Anjou (Carlo d'Angio) au Palais royal de Naples.

Nous sautons encore un siècle et arrivons à Charles d'Anjou. Celui-ci ne part pas d'aussi loin que les deux précédents personnages, puisqu'il n'est autre que le frère du futur roi Saint-Louis, mais son histoire grandiose mérite d'être tirée de l'oubli où elle est tombée.

Charles naît le 21 mars 1227. Il est le dernier des sept enfants de Louis VIII le Lion et de Blanche de Castille. Le prénom de Charles, inhabituel jusqu'alors chez les Capétiens, met en avant

son ascendance carolingienne. Il était d'abord destiné à une carrière ecclésiastique, selon la volonté de son père. Mais en 1232, la mort sans descendance de ses frères Jean et Philippe Dagobert, font de lui l'héritier de vastes domaines dans le centre de la France. En 1237, à onze ans, Charles est à la cour de son frère, Robert d'Artois. A treize ans, il possède une petite cour, un cheval pour la chasse, des serviteurs, un professeur et un prêtre. Il est formé à l'atmosphère de la cour de France, au milieu des tournois, de la poésie courtoise et des chansons. Contrairement à son frère aîné, Louis IX, il n'est pas profondément imprégné par les préoccupations spirituelles.

Comte de Provence

En 1242, à 15 ans, Charles suit son frère Louis IX dans une expédition militaire contre le comte de la Marche. C'est la première fois qu'il s'engage dans une entreprise militaire. En 1246, il épouse Béatrice de Provence (1234-1267), comtesse de Provence et de Forcalquier, fille du comte Raymond Bérenger V et de Béatrice de Savoie. Par ce mariage, il devient lui-même comte de Provence et comte de Forcalquier, principautés qu'il continuera à gouverner jusqu'à sa mort. À l'occasion de ce premier mariage, son frère Louis IX, le nomme comte d'Anjou et du Maine, créant de ce fait la seconde dynastie angevine.

Dès le début de son gouvernement, Charles doit faire face en Provence à un important parti anti-français. Les grandes villes, comme Arles, Avignon et Marseille, en plein essor économique, sont quasiment indépendantes, et cherchent à conserver leur autonomie. De son côté, Charles vise à renforcer l'administration comtale, mais en 1248 son action est interrompue par la septième croisade qui commence.

Charles se rend à l'invitation de son frère Louis IX d'y participer, malgré la situation explosive du comté de Provence. Il embarque avec le roi et avec Robert d'Artois à Aigues-Mortes le 28 août

1248 et débarque le 18 septembre à Chypre, où Béatrice donne naissance à un fils qui mourra peu après. En Égypte, Charles combat avec vaillance mais est fait prisonnier en 1250 à la bataille de Mansourah comme le roi et de nombreux chevaliers. Il est libéré un mois plus tard moyennant une forte rançon. Affaibli par le paludisme et inquiet des désordres qui ont lieu dans son comté, Charles propose de ramener l'armée en France. Louis IX reste finalement en Terre Sainte mais autorise ses deux frères à rentrer en France.

Charles débarque en Provence en avril 1251. Il soumet Arles, puis Avignon, et assiège Marseille en août 1251. Il obtient la soumission du chef de la rébellion, Barral des Baux, puis de la ville de Marseille en 1252.

Dans le même temps, Marguerite de Hainaut a épousé en 1226 Guillaume de Dampierre, comte de Flandre. En 1244, la sœur de Marguerite, Jeanne, qui est comtesse de Hainaut, se retire dans un monastère ; Marguerite met la main sur le comté de Hainaut et opprime durement la population, qui tente d'organiser la résistance. En 1252, pensant ne pouvoir venir à bout de cette résistance, Marguerite propose à Charles d'Anjou de gouverner le comté à titre viager. Charles, incapable de refuser une aubaine, accepte volontiers, en dépit de la distance et de la fragilité de la situation en Provence. Il appelle à l'aide les seigneurs de langue d'oïl et l'opération s'apparente à un pillage en règle du malheureux Hainaut. La lutte prend fin en juillet 1254. L'arbitrage de Louis IX, de retour de Terre Sainte, oblige Charles à renoncer au comté de Hainaut.

Charles retourne donc en Provence, où il redresse la situation. La même année, Béatrice donne naissance à un deuxième enfant, le futur Charles II. Charles renforce son emprise sur la ville de Marseille en 1257 et soumet le comté de Vintimille l'année suivante, étendant sa domination vers l'est du comté.

Un guelfe contre les gibelins⁴ : le développement progressif de l'influence de Charles d'Anjou en Italie

C'est à partir de 1259 que celui qui apparaît jusqu'alors un peu comme un jeune chien, va trouver sa voie en se plongeant avec un mélange de ruse et de brutalité dans le système politique italien et dans les affaires de Méditerranée orientale.

Charles va progressivement développer une entreprise d'hégémonie en Italie, fondée sur ses positions de domination directe dans différentes parties de la péninsule, sur une entente très étroite avec la Papauté, sur le leadership du guelfisme italien, sur l'alliance avec les grandes puissances financières toscanes, sur l'exclusion de la péninsule des autres puissances qu'elles soient méditerranéennes, comme l'Aragon, de plus en plus présent sur les mers italiennes, ou qu'elle soit continentale, avec les revendications bien prévisibles des empereurs allemands.

Charles se porte d'abord sur le Piémont, à la faveur des dissensions entre communes et seigneurs, et sans doute aussi de ses propres manoeuvres souterraines. En 1251 Cuneo, puis Alba, Mondovi, Cherasco, Savigliano se donnent au comte de Provence, qui y introduit des officiers français. Quelques abbayes lui cèdent leur temporel. Il bénéficie de la bienveillante neutralité des comtes de Savoie, qui voyent toute cette activité des Angevins se tourner particulièrement contre Asti, leur grand ennemi.

La marche vers la couronne des Deux-Siciles

⁴ L'opposition entre les partis guelfe et gibelin a en partie structuré la vie politique italienne du XI^{ème} au XV^{ème} siècle, les seconds étant les partisans de l'insertion de l'Italie au sein de l'Empire romain germanique et les premiers souhaitant au contraire prendre leurs distances par rapport à l'Empire. La Papauté, comme les rois de France, a presque constamment soutenu le parti guelfe.

Le pape Innocent IV cherche à détacher la Sicile des ambitions de l'empereur germanique Conrad IV. En 1252, un légat pontifical est envoyé en Angleterre auprès de Richard de Cornouailles afin de lui proposer la couronne de Sicile. Richard demande certaines garanties, et fait traîner les négociations jusqu'au printemps 1253.

Elu pape, Urbain IV veut aller plus loin et chasser définitivement la maison de Hohenstaufen d'Italie. En 1262, le pontife propose la couronne des Deux-Siciles à Charles d'Anjou. Il est probable que la pénétration angevine dans la péninsule italienne ait encouragé, si ce n'est déterminé, le choix d'Urbain IV pour la France. Mais il est aussi probable que la pénétration même des Angevins ait provoqué chez le pape un soin très attentif à négocier le « pacte angevin ».

Il persuade Louis IX que ce royaume sera un instrument précieux pour la prochaine croisade que le roi de France cherche à organiser. Toutefois, une nouvelle révolte éclate en Provence en 1262, dirigée par Boniface de Castellane. La révolte est soutenue en Aragon par Jacques II et Pierre III d'Aragon, qui a épousé la fille de Manfred de Hohenstaufen. Charles souhaite donc d'abord consolider son autorité en Provence. C'est chose faite entre juillet et octobre 1262 : un accord est signé avec le marquis de Gênes à Aix-en-Provence en juillet, par lequel Charles cède les villes de Vintimille, Roquebrune et Monaco, et, en octobre, la place forte de Castellane est prise, grâce à la médiation de Jacques d'Aragon. Enfin, selon un nouvel accord, la ville de Marseille doit abattre ses fortifications et mettre sa garnison à la disposition du comte.

En juin 1263, le pape envoie l'archevêque de Cosenza en France et en Angleterre pour obtenir, si nécessaire avec de l'argent, le consentement des rois. En Angleterre, Henri III d'Angleterre, en lutte avec les barons, renonce aux revendications de son fils Edmond de Lancastre. En France, la reine Marguerite de Provence oblige son fils, le futur Philippe III de France, à ne pas

former d'alliance avec son oncle. Mais Louis IX autorise finalement le pape à entamer des négociations avec son frère. Urbain IV ne sous-estime pas l'expansion de Charles d'Anjou et cherche à lui imposer des conditions strictes. Le prince ne doit pas influencer les affaires ecclésiastiques dans le royaume. Enfin, l'union des Deux-Siciles à l'Empire est formellement interdite.

Pour faire accepter à Louis IX l'accession de son frère au trône de Sicile, on présente cette dernière comme le premier acte d'une croisade sur le modèle – peut-on dire – de ce qu'on a fait pour Constantinople à l'occasion de la croisade de 1204. Le royaume de Sicile constitue effectivement une base logistique et stratégique de premier ordre pour une expédition militaire au Proche-Orient.

Le point le plus délicat des négociations finit par être, en fait, de savoir à qui reviendrait la succession de Charles, le moment venu. Du côté du pape, on aurait souhaité une succession en ligne directe ; du côté angevin, on préfère, et c'est ce que l'on obtient, que la succession soit étendue aux branches collatérales de la Maison de France. La différence est de taille : par la succession directe, l'arrivée de la dynastie française en Italie, avec les Anjou en Sicile, reste limitée à sa branche cadette ; par la succession collatérale, c'est toute la maison de France qui obtient un titre capital pour une politique d'hégémonie en Italie.

A Rome, dans le cadre de la lutte entre guelfes et gibelins, un soulèvement populaire expulse la noblesse gibeline, et Charles d'Anjou est élu sénateur à vie. Cette élection est l'œuvre du cardinal Annibaldi, homme entièrement dévoué au prince angevin. Le pape, surpris par la nouvelle, décide de ne pas s'opposer à l'élection. Il meurt en octobre 1264 et Charles met à profit ce retard pour s'assurer un passage en Italie du Nord. Au début de l'année 1265, il reçoit le soutien de plusieurs villes du nord de l'Italie. En février 1265, l'élection du pape français Clément IV renforce sa position.

En Lombardie, Milan, Bergame, Côme et Brescia, ainsi que d'autres villes importantes, finissent par se déclarer favorables à l'expédition angevine en Italie du Sud. Les négociations pour financer l'expédition sicilienne constituent à leur tour l'occasion pour qu'entre Charles et les banquiers toscans s'instaurent les rapports qui sont à la base de ce que deviendra en Italie le système guelfo-angevin pendant un siècle environ, jusqu'au milieu du XIV^{ème} siècle. Charles obtient du pape sa nomination comme vicaire impérial en Toscane, ce qui est possible par suite de l'absence de souverain sur le trône impérial depuis la mort de Conrad IV en 1254.

Afin de secourir rapidement le parti angevin à Rome, Charles s'embarque à Marseille le 14 mai 1265 avec 1 500 hommes à bord de quarante navires et débarque sans encombre à Ostie le 21 mai, malgré une tentative de blocus par les forces de Manfred. Le comte de Provence est reçu avec les honneurs à Saint-Paul-hors-les-Murs, et est accompagné jusqu'au palais de Saint-Pierre. Grâce au patient travail de maillage qu'il a effectué, basé sur la solidarité politique et guelfe, l'armée de terre traverse les Alpes sans grande difficulté en novembre 1265, et fait sa jonction avec le prince à Rome.

Charles (désormais Charles I^{er}) est couronné roi des Deux-Siciles au Latran le 6 janvier 1266. Il met aussitôt son armée en marche afin de prendre possession de son nouveau royaume. Manfred abandonne la ville de Capoue afin de se retirer en Apulie, mais sa retraite est coupée par les forces angevines près de la ville de Bénévent, où une bataille acharnée oppose les deux armées, le 26 février 1266. L'armée allemande est vaincue et Manfred trouve la mort.

Charles fait une entrée triomphale dans Naples avec sa femme Béatrice. Il entreprend de rétablir l'ordre dans le royaume et de

distribuer des emplois à ses chevaliers. Il augmente les charges publiques, donne à des seigneurs français les fiefs confisqués au seigneur du pays. La reine Béatrice de Provence meurt à Nocera en 1267. Le choix de Naples comme résidence, tout en ne négligeant pas l'assise sicilienne du royaume, confirme les visées sur la péninsule que Charles d'Anjou – suivant une ligne déjà tracée par Frédéric II de Hohenstauffen – nourrit dans toute son action. De fait, la même année, il se fait remettre la seigneurie de Florence et fait son entrée dans la ville.

Dans le nord de l'Italie, des députés gibelins font appel à un prince de seize ans, Conradin, le neveu de Manfred. En 1268, celui-ci se rend à Pavie, accompagné de 3 500 hommes d'armes, puis traverse la Lombardie et la Toscane sans rencontrer de résistance. Au même moment, une révolte éclate dans le royaume des Deux-Siciles. Charles part combattre la rébellion et effectue le siège de Lucera en Apulie. Malgré l'excommunication du pape, Conradin entre à Rome en triomphateur. Le jeune prince quitte aussitôt la ville à la tête de 5 000 hommes d'armes afin de rencontrer le roi Charles. Celui-ci abandonne alors le siège de Lucera et les deux armées se rencontrent le 23 août 1268 dans la plaine de Tagliacozzo. Une charge de la réserve angevine provoque la déroute de l'armée allemande et Conradin prend la fuite en direction de la Sicile.

Avec ses compagnons, il est capturé à Astura au sud de la ville d'Anzio. Ils sont transférés au château de l'Œuf, à Naples, avant d'être l'objet d'un procès à charge. Conradin et ses compagnons sont convaincus de trahison et de rébellion, puis décapités sur la place du Marché le 26 octobre. Charles d'Anjou élimine ainsi un concurrent dangereux pour la couronne des Deux-Siciles et consolide une dynastie mise à mal par les révoltes en Apulie et en Sicile. En Calabre, à Naples et à Rome, l'insurrection italienne est réprimée dans le sang. Charles chatie sévèrement les populations de certaines villes rebelles, telle que Lucera, dont la population

musulmane est passée au fil de l'épée après un siège de plusieurs mois.



L'exécution de Conradin après la bataille de Tagliacozzo (1268).

L'exécution du dernier héritier de la maison de Hohenstaufen provoque l'indignation

non seulement des gibelins, mais aussi des guelfes et des milieux ecclésiastiques, qui commencent à prendre leurs distances avec Charles d'Anjou.

Ambitions en Méditerranée

L'hégémonie qu'il recherche en Italie n'est pas, pour Charles I^{er}, une fin en soi. Elle n'est que l'instrument d'aspirations et d'actions qui ne se cantonnent pas à la péninsule italienne. La zone des Balkans, l'Empire romain d'Orient, l'aire hongroise, celle du Levant des croisades, constituent en effet la toile de fond de l'hégémonie que le premier des Anjou de Sicile considère manifestement comme d'intérêt primordial pour lui.

En 1267, Charles fiance son fils Philippe avec la fille du prince Guillaume II d'Achaïe. D'après le traité de Viterbe, la principauté d'Achaïe doit revenir à Philippe si Guillaume meurt sans héritier mâle. Par ailleurs, Charles s'engage à restaurer Baudouin II sur le trône de Constantinople, en échange de la suzeraineté sur

l'Achaïe, l'Épire, Corfou, plusieurs îles de la Mer Égée, et le tiers des conquêtes à venir, à la seule exclusion de la ville de Constantinople. L'accord est conclu par le mariage de Béatrice, fille de Charles, avec Philippe I^{er} de Courtenay, fils de Baudouin. En 1268, Charles épouse en secondes noces Marguerite de Bourgogne.

En France, Louis IX prépare une nouvelle croisade qui, sous l'influence de Charles, se dirigera vers Tunis. Louis IX quitte Aigues-Mortes en juillet à bord de navires génois, mais meurt de maladie devant Tunis le 25 août 1270, avant l'arrivée de son frère. Charles débarque finalement avec de puissants renforts et prend le commandement de la croisade. Il fait du sultan de Tunis un vassal des Deux-Siciles, avant de rentrer dans ses Etats.

Charles a-t-il rêvé de devenir une soertere de roi d'Italie lattaché part un lien très vague à l'empereur germanique ? Sa stratégie d'influence multiforme en Itale pourrait le laisser croire, même si cette notion de roi d'Italie n'était pas dans l'esprit de l'époque. Ainsi, il imagine de faire obtenir, avec l'aide du Pape, la couronne d'empereur germanique à son neveu, Philippe III, nouveau roi de France – pour que ce dernier puisse ensuite le nommer vicaire impérial en Italie –, ce qui aurait pu apparaître comme un marchepied vers cette royauté italienne. C'est peut-être d'ailleurs pour cela que ce projet se heurte à l'opposition du nouveau pape Grégoire X, inquiet de l'action du souverain sicilien en Toscane. Le pape va jusqu'à préférer solliciter pour cette élection les princes allemands, qui, le 1^{er} octobre 1273, mettent tout de suite fin à cet interrègne en élisant comme empereur, pour la première fois, un Habsbourg, Rodolphe⁵. Au même moment, le pape négocie avec Michel VIII Paléologue en vue de la réunion des

⁵ Ainsi, l'activisme de Charles d'Anjou est à l'origine, entre autres choses, de la longue histoire entre le Saint-Empire et la Maison de Habsbourg.

deux Églises. Pour ce dernier, cet accord est un moyen de se défaire des ambitions angevines sur Constantinople.

En 1277, Marie d'Antioche, en lutte avec Hugues III de Chypre pour la couronne de Jérusalem, vend ses droits à Charles d'Anjou, contre une rente annuelle de quatre mille livres tournois. En juin, une expédition du capitaine angevin Roger de San Severino à Saint-Jean-d'Acre⁶ fait reconnaître Charles comme roi de Jérusalem par la plupart des barons latins. A l'époque, il y a plus d'un siècle que les Latins ont perdu Jérusalem, mais le titre garde une valeur juridique et, surtout symbolique⁷.

Charles prépare une entreprise d'envergure afin de combattre l'empire grec. En s'emparant de l'héritage de Manfred en 1266, Charles est également entré en possession de la façade maritime de l'Albanie. Or, l'Albanie est sillonnée par des vallées orientées d'est en ouest, qui font de ce pays une bonne base de départ pour la conquête de Constantinople. Dès 1278, Charles noue des alliances avec Jean de Thessalie et Nicéphore d'Épire, les ennemis de Michel VIII Paléologue. Il envoie en Albanie de nombreuses troupes, de l'argent, des chevaux et de grandes quantités de matériels. Charles donne le commandement de l'armée à Hugues de Sully, qui assiège la ville de Berat en 1280. Le siège dure plus d'un an. Après une embuscade, au cours de laquelle Hugues de Sully est fait prisonnier, l'armée grecque s'empare du camp angevin et inflige une sévère défaite aux troupes françaises.

En 1281, après des élections tumultueuses, dirigées en sous-main par Charles, Simon de Brion est nommé pape sous le nom de

⁶ A cette date, les possessions franques au Levant se réduisent à Saint-Jean-d'Acre, qui finira par tomber aux mains des Musulmans (1291).

⁷ Deux siècles plus tard, René d'Anjou et de Provence – le « bon roi René », ne doit son appellation royale qu'à ce titre in partibus, qui s'est transmis de génération en génération dans sa lignée.

Martin IV. Ce pape, entièrement favorable à la politique angevine, annule la réunion des deux Églises et prononce l'excommunication de l'empereur Michel VIII Paléologue. Puis le pape pense à un mariage entre la fille du nouvel empereur germanique, Clémence de Habsbourg, et un prince angevin, en vue d'une pacification et d'une stabilisation politique qui favoriseraient l'expédition envisagée contre l'empire grec. Les négociations révélatrices encore des ambitions du roi de Sicile, sénateur romain, et vicaire impérial en Toscane, aboutissent début 1281. On doit aussi au pape Martin IV la pleine reconnaissance de Charles comme chef du parti guelfe en Italie centrale et en Romagne.

Les « Vêpres siciliennes »

Le 30 mars 1282, près de Palerme, au cours de la seconde fête de Pâques, un Français aurait outragé une jeune fille et provoqué l'indignation des Siciliens. Au son des cloches de l'église du Saint-Esprit, qui sonnent le service des vêpres, la foule retourne à Palerme et massacre tous les Français qui se trouvent dans la ville. La commune déclare aussitôt la fin du règne de Charles I^{er} et la soumission de la ville à l'Église romaine. Le mouvement se répand rapidement et la Sicile est le théâtre d'une véritable chasse aux Français, dont très peu réchappent. Le pape Martin IV dénonce les rebelles et invite ces derniers à la soumission. Charles arrive à Messine le 6 juillet et commence le siège de la ville.

Pierre III d'Aragon, opposant de longue date de Charles d'Anjou, débarque par surprise à Trapani (extrême ouest de l'île) et entre à Palerme en septembre. La flotte provençale de Charles de Salerne, fils de Charles I^{er}, est détruite par l'amiral Roger de Lauria au cours de la bataille de Malte. Ce dernier entame alors le blocus maritime de la ville de Naples.

En 1283, le pape excommunie Pierre d'Aragon et lui confisque son royaume. Il proclame la croisade et nomme le jeune Charles

de Valois, fils de Philippe III, souverain de l'Aragon. La même année, Charles d'Anjou provoque Pierre d'Aragon en combat singulier, mais ce duel n'aura pas lieu. Le 5 juin 1284, une nouvelle flotte dirigée par Charles de Salerne tente de détruire la base aragonaise de Nisida, au large de Naples. Sa flotte est interceptée par Roger de Lauria et Charles de Salerne est fait prisonnier.

Avec la perte de la Sicile, tout le système guelfo-angevin patiemment construit par l'activité politique de Charles I^{er} en Italie, connaît une grave crise. Dès lors, l'idée dominante des Angevins sera de ramener la grande île de la Méditerranée sous leur autorité.

Fin et postérité

Charles d'Anjou meurt à Foggia le 7 janvier 1285, il n'avait pas 58 ans. Son corps est transféré à Naples et enterré dans la cathédrale. En sa qualité de fils de France, il a aussi droit à un cénotaphe en la basilique de Saint-Denis.

Charles I^{er} est essentiellement un prince français assis sur le trône sicilien. Lui et sa famille considèrent encore le roi de France comme le chef de la maison royale, à laquelle ils sentent qu'ils appartiennent toujours. Leur présence et leur activité dans le cadre méditerranéen apparaissent encore comme une projection de cet extraordinaire raz-de-marée expansionniste français du XIV^{ème} siècle, qui ne fut pas uniquement d'ordre politique et militaire, puisque, tout particulièrement en Italie, il envahit tout le domaine artistique et culturel, et fit du français « *la parleure plus délitabile et plus commune à toutes gens* » selon la définition de Brunetto Latini – et d'autres dans une plus ou moins grande mesure en Italie – et « presque seconde langue des Italiens ».

Avant de prendre congé de ce personnage hors norme, ajoutons que, comme son contemporain Thibaut de Champagne, dit le

Chansonnier, Charles fut aussi poète « à ses heures », selon l'expression consacrée, qu'il cultiva le style courtois et qu'il fut aussi un grand protecteur des arts et fit de Naples un grand centre culturel.



Tombeau de Charles d'Anjou à la basilique de Saint-Denis.

Les tentatives de

reconquête

Après la mort de notre héros, il y eut encore des tentatives de reconquête de la Sicile, dont une menée par le frère de Philippe IV le Bel, Charles de Valois, en 1302 pour le compte de Charles II de Naples, qui restèrent vaines, mais, s'il a perdu la Sicile, Charles a gardé la partie continentale du royaume, qui représente près du tiers de la superficie de l'Italie continentale, et la dynastie qu'il a créée le conservera 160 ans

Charles I^{er} eut pour successeur son fils, Charles II. Les succès ne firent pas défaut au second souverain angevin. Car on peut parler de succès pour la reconstruction d'une nouvelle puissance angevine dans le Piémont et dans les Balkans. La restauration angevine fut couronnée par la nomination du fils du roi, Raymond Bérenger, comme comte de Piémont, titre que le roi garda pour lui après la mort de son fils. Son autre fils, Charles-Martel se fit ouvrir la voie au trône de Hongrie. En 1305, le troisième fils de Charles II, Robert, qui allait être son héritier, fut nommé capitaine en chef des villes guelfes de Toscane.

Avec Charles II, après les Vêpres, se profile « l'histoire moderne » du Sud de l'Italie, dans ses composantes sociales, morales, idéologiques, profondément influencées par l'action des Anjou déjà au temps de Charles I^{er}. Le « vaste et infirme royaume » placé entre trois mers sera à partir de là, et jusqu'en 1860, c'est-à-dire jusqu'à l'unité italienne, un acteur essentiel de l'histoire italienne aussi bien pour l'équilibre plus ou moins réel et dynamique qui se réalisera en son sein que pour le rôle qu'il jouera dans la politique générale, méditerranéenne, italienne, européenne. Ce n'est qu'avec Jeanne I^{ère} que les Anjou deviendront vraiment et uniquement des princes napolitains et italiens et verront pratiquement se dissoudre leur physionomie de princes de la maison de France.

Le maréchal Boucicaut



Boucicaut d'après une enluminure de son livre d'Heures (1405-1408)

Jean II Le Meingre naquit le 25 août 1364, à Tours. Il était le fils du maréchal de France Jean I^{er} Le Meingre et de Florie de Lignières. Son père, également surnommé Boucicaut fut aussi maréchal de France. Il avait servi avec éclat sous les rois Jean II et Charles V et avait accompagné dans sa croisade le dauphin Humbert II de Viennois. Plus tard, prisonnier en Angleterre, il avait obtenu d'Edouard III, pour lui et douze chevaliers, la permission de se rendre à Saint-Jacques de Compostelle et de là en Terre Sainte (1354). Il mourut à Dijon en 1367 et fut enterré dans la basilique de Saint-Martin de Tours. L'exemple paternel ne fut pas perdu.

Dès l'âge de huit ans, en 1372, le jeune Jean II eut à remplir sa première mission officielle : il fut chargé de représenter son père à la cérémonie de remise des reliques de saint Roch au couvent de la Trinité d'Arles. Il était accompagné de Philippe de Mézières, compagnon d'armes du maréchal. Le pape Grégoire XI avalisa la volonté paternelle et le petit Jean se rendit avec son mentor en pèlerinage à Arles et aux Alysamps.

Ses premières campagnes

Boucicaut avait montré un courage précoce. Élevé à la Cour comme page d'honneur du roi Charles V, qui l'avait distingué et l'avait placé parmi les compagnons de jeux du futur Charles VI., il fit ses premières armes dès l'année 1378. En juillet, le roi ordonna la confiscation des fiefs normands de son cousin Charles le Mauvais. Il en chargea le duc Louis II de Bourbon qui entra en campagne accompagné de Boucicaut, alors âgé de quatorze ans.

Lorsque, le 19 juillet 1380, les pourparlers de Leulinghem entre la France et l'Angleterre furent rompus, Hugues de Calveley débarqua à Calais et entreprit de ravager l'Artois et la Champagne. En représailles, Charles V ordonna à Jean de Vienne de traverser la Manche et de porter la guerre sur le sol anglais. Ce que fit l'amiral, le 30 août, en détruisant Gravesend, à l'embouchure de la Tamise. Pendant ce temps, le maréchal Louis de Sancerre, accompagné de Boucicaut, s'avança en Guyenne et mit le siège devant Montguyon, à une journée de marche de Libourne.

En 1382, il prit part à l'expédition de Flandre. Si Louis II de Bourbon, l'oncle maternel de Charles VI, s'illustra à la bataille de Roosebeke, le 27 novembre 1382, notre héros se fit aussi remarquer par sa vaillance au cours des combats. Il tua un Flamand en combat singulier et fut armé chevalier au soir de la victoire par le duc en présence du roi, il avait dix-huit ans.

Expédition en Espagne

En 1385, Jean de Gand, duc de Lancastre, revendiquant le royaume de Castille, l'envahit avec une armée de Galice. Une expédition française sous les ordres du duc de Bourbon partit au secours du roi Jean 1^{er} de Castille. Boucicaut se signala à nouveau par sa bravoure au cours de cette campagne.

Pèlerinage en Terre-sainte

En 1387-1388, Boucicaut fit le pèlerinage en Terre-sainte que tout chevalier se devait d'accomplir, en passant par Venise et Constantinople. Arrivé en Palestine, il apprit que le comte d'Eu, cousin du roi, avait été arrêté à Damas sur ordre du Sultan d'Egypte. Il acheta un cheval et arriva à Damas, où le convoi de prisonniers se mettait en marche pour gagner Le Caire. Boucicaut se glissa dans le convoi et assista le comte d'Eu pendant sa captivité. Au bout de quatre mois, celui-ci fut libéré sur l'intervention de Venise, sans doute déclanchée par le roi de France, et moyennant une rançon. Ils visitèrent alors ensemble les Lieux Saints et eurent encore le temps d'être jetés en prison à Beyrouth pendant un mois avant de pouvoir regagner l'Europe à bord d'un navire vénitien.

Les joutes de saint Inglevert

Au cours de l'année 1388, Charles VI chargea Boucicaut, de contenir les Anglais de Guyenne qui s'efforçaient de reconstituer leur domaine fortement réduit par les conquêtes de Charles V. Puis il s'illustra en Normandie par la prise du château de Breteuil qui commandait les liaisons entre cette province et l'Île de France.

En 1389, lors d'une trêve, il se rendit à Saint-Inglevert, près de Calais. Accompagné de deux chambellans du roi, pendant trente jours il défia tous les chevaliers ou écuyers anglais ou autres qui les voudraient combattre en joute. Les trois Français se relayèrent pour rompre leurs lances contre trente-six adversaires originaires

d'Angleterre, du Hainaut et de Bohême, sans être désarçonnés une seule fois.

Expédition en Tunisie

Au printemps 1389, des centaines de Routiers convergèrent vers la Provence. À leur tête se trouvaient Louis II de Bourbon et Enguerrand de Coucy. Ils furent rejoints par Philippe d'Artois, comte d'Eu, Boucicaut et Jean de Vienne. Tous préparaient activement une expédition contre les infidèles. Le 13 mars, le duc de Touraine fit savoir qu'il prêtait 20 000 ducats à son oncle Louis et 10 000 au sire de Coucy.

Le départ se fit de Marseille vers la Tunisie. Arrivés sur place, les croisés proposèrent un combat de dix chevaliers contre dix guerriers musulmans. Boucicaut se porta immédiatement volontaire. Cette joute n'eut pas lieu mais, lors d'un affrontement, il fut capturé en compagnie du comte d'Eu. Emmenés au Caire, ils restèrent prisonniers sur parole pendant quatre mois.

Libérés en novembre 1390, ils purent rejoindre la Cour de France, qui séjournait à Cluny. Sur recommandation de Philippe d'Artois, Boucicaut fut nommé chambellan du roi. Pour rembourser sa rançon, il fut alors contraint de vendre sa seigneurie de Chaumussay à Guy de Craon, seigneur de Sainte-Julitte, autre chambellan du roi.

Expédition en Prusse avec les chevaliers teutoniques

Au début de l'été 1391, toujours à la recherche de plaies et de bosses, Louis de Bourbon, l'Hermitte de Faye, Boucicaut et son frère Geoffroy le Meingre rejoignirent les chevaliers teutoniques pour guerroyer en Prusse et en Lituanie, dans un contexte assez obscur. Sous les ordres du Grand Maître Conrad de Wallenrod, le 1^{er} août à Elbing, ils attaquèrent les troupes polonaises du roi

Vladislas II Jagellon, partisan du pape de Rome⁸. Ce fut à Koenigsberg, à la mi-décembre, que Boucicaut reçut de Charles VI sa nomination de maréchal de France, il avait vingt-sept ans.

Dans la forêt du Mans

Son retour en France fut rapide puisque le roi lui remit en grande solennité le bâton de maréchal le jour de Noël 1391 en l'église de Saint-Martin de Tours. Il succédait au maréchal de Blainville qui venait de mourir. La première mission du nouveau maréchal fut de se rendre à Périgueux afin de démanteler la forteresse qu'Archimbaud V, comte de Périgord, avait fait construire sur le site des Arènes antiques.

Le 5 août 1392, Boucicaut chevauchait auprès du roi Charles VI dans la forêt du Mans, lorsque celui-ci fut pris d'une crise de démence. Il tenta de tuer son frère Louis, que sauva son écuyer Bertrand Boytard, et tua quatre membres de son escorte. Le roi de France put être maîtrisé grâce à l'intervention de Boucicaut.

Affaires privées

Le 24 décembre 1393, le vicaire de la chapelle castrale des Baux, célébra le mariage de Boucicaut et d'Antoinette de Turenne, âgée alors d'environ 17 ans, unique héritière de son père, le vicomte Raymond VIII de Turennes.

Ce mariage, un peu extorqué au père de la mariée⁹, était très avantageux pour Jean Le Meingre : par contrat, le maréchal

⁸ Urbain VI. Le grand Schisme d'occident s'est déclenché en 1378 et la France soutient le pape d'Avignon, Clément VII.

⁹ Le vicomte de Turenne, l'un des plus grands seigneurs de Provence et de Languedoc, d'un tempérament sanguin, mena des guerres féodales contre ses voisins, au premier rang desquels les papes d'Avignon. Il fut imaginé de marier sa fille à un des principaux officiers du roi, le maréchal Boucicaut, pour le calmer.

recevait en dot le comté d'Alès, la baronnie d'Anduze, les fiefs de Portes-Bertrand et de Saint-Étienne-de-Valfrancesque. En contrepartie, il affirma être prêt à soutenir la querelle de son beau-père contre le pape et la seconde maison d'Anjou et même à lui céder son château de Boulbon. De plus, il promit que ses héritiers mâles porteraient sur leur écu les armes de Turenne écartelées des siennes. Mais les promesses du maréchal restèrent lettre morte. Il n'y eut point de rétrocession de Boulbon comme promis. Le vicomte furieux commença à accuser son gendre de « *tricheries, desloiautés et barateries* » d'autant qu'il s'était emparé de Pontgibaud en Auvergne, fief de son beau-père, en mars 1394.

Le vicomte, qui trouvait déjà que ce mariage était une mésalliance, prit alors conscience qu'il avait été joué et que l'accord passé n'avait jamais été considéré par le maréchal comme un engagement réel. En 1413, à la mort de son père, Antoinette devint vicomtesse de Turenne.

L'expédition en Bulgarie. Nicopolis

Dans la lutte pour le pouvoir à Constantinople entre les Paléologues et les Cantacuzène, ces derniers avaient demandé par deux fois — en 1346 et en 1352 — l'aide de l'armée ottomane pour combattre leurs rivaux. Lors de sa dernière intervention, cette armée, au lieu de retraverser le Bosphore, avait décidé de conquérir la Thrace et asservit la Bulgarie et la Serbie (bataille de Kossovo, 1389). En 1395, le *basileus* Manuel II Paléologue et le roi de Hongrie Sigismond I^{er}, relayés par le pape Boniface IX, demandèrent l'organisation d'une expédition qui repousserait les forces ottomanes de Bajazet, dit Yildirim (la Fondre ou l'Éclair) au-delà du Bosphore. La France et l'Angleterre, qui étaient alors en trêve, répondirent dans un premier temps à l'appel bien qu'en définitive seule la France envoyât 10 000 soldats — dont 1 000 chevaliers et écuyers — auxquels vinrent s'ajouter des troupes d'Allemands, de Tchèques, de Transylvains, de Croates, de Serbes et de Valaques.

Le corps expéditionnaire se concentra à Dijon le 20 avril 1396 sous les ordres du fils du duc de Bourgogne, Jean, comte de Nevers (le futur Jean sans Peur). Parmi les principaux de cette armée se trouvaient le duc Jean I^{er} de Bourbon, l'amiral Jean de Vienne, porteur de l'étendard marial, Philippe d'Artois, comte d'Eu, connétable de France, Gui de La Trémoille, Enguerrand de Coucy, Boucicaut et son frère Geoffroy, bref, pour employer l'expression consacrée, la fine fleur de la chevalerie française.

Les armées alliées firent leur jonction à Bude (aujourd'hui Budapest) en juillet 1396. Sigismond proposa une stratégie plutôt défensive, conseillant d'attendre l'armée de Bajazet plutôt que de se porter au-devant des troupes ottomanes, mais cela ne faisait pas l'affaire de nos chevaliers qui ne rêvaient que d'en découdre et de faire montre de leur bravoure. Cette stratégie fut donc rejetée par la majorité des chevaliers français, dont Enguerrand de Coucy fut le porte-parole en cette occasion.

Sur la route, l'armée chrétienne prit la place de Vidin, puis Rachova (Oryahovo en Bulgarie) dont une partie des habitants fut gardée en otage, contre l'avis de Sigismond, mais délaissa une citadelle d'où partirent des messagers pour prévenir le sultan turc Bajazet de l'arrivée de l'armée chrétienne. Cet épisode marqua le début d'une méfiance entre Hongrois et Français qui dura pendant toute l'expédition. Les chevaliers, renforcés par les Hospitaliers de Philibert de Naillac, Grand Maître de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, se dirigèrent vers Nicopolis (aujourd'hui Nikopol, en Bulgarie, sur le Danube, à la frontière roumaine).

La rencontre avec l'armée de Bajazet eut lieu le 25 septembre 1396. Même si, 6 ans plus tard, il sera battu par Tamerlan à Ankara, Bajazet était un des plus grands capitaines de son temps. Cette bataille constitue un des tournants de la conquête des Balkans par les armées ottomanes.

Nicopolis était une cité bien défendue, alors que les chrétiens n'avaient apporté aucun engin de siège. Les fourrageurs du corps expéditionnaire signalèrent les premiers des mouvements de l'armée ottomane. Ces premiers rapports furent négligés, notamment par Boucicaut, qui craignait que la nouvelle démoralisât les troupes. Sigismond finit néanmoins par envoyer une reconnaissance, qui confirma que l'armée de Bajazet opérait à une centaine de kilomètres du camp chrétien, mais le commandement allié resta persuadé que le sultan n'attaquerait pas.

À l'annonce de l'arrivée de l'armée turque, les alliés s'affolèrent et se préparèrent en toute hâte et dans la confusion. Jean de Nevers et les chevaliers français avaient exigé de constituer l'avant-garde de l'armée, contre l'avis des chefs hongrois et valaques, bien que ceux-ci fussent plus familiarisés de la tactique des Turcs pour les avoir affrontées sur les champs de bataille.

En face, Bajazet alignait une avant-garde d'archers à pied et de janissaires, qui masquait un champ de pieux destinés à briser l'assaut de la cavalerie adverse. Le gros de l'armée ottomane, en particulier sa cavalerie (archers ou *akindji* et sipahis), et ses alliés serbes restait caché derrière les collines.

Dès sa première charge, la cavalerie française se heurta aux pieux et dut poursuivre le combat à pied. Les cavaliers, cuirassés dans leurs harnois, résistèrent aux volées de flèches de l'archerie ottomane et enfoncèrent l'infanterie adverse. Les Ottomans comptaient de très nombreuses victimes et la cavalerie française essaya de pousser son avantage. Elle attaqua et défit la cavalerie ottomane qui fuit vers l'arrière-garde. Bien que toujours à pied, les chevaliers poursuivirent les fuyards en direction des collines. C'est alors qu'ils tombèrent sur le gros de l'armée de Bajazet et furent alors écrasés par le nombre. De nombreux chevaliers

furent tués — dont Jean de Vienne et Regnaut de Roye — et les principaux chefs de guerre français — Jean de Nevers, Enguerrand de Coucy, Boucicaut, Philippe d'Artois furent faits prisonniers.

Voyant l'avant-garde en difficulté, Sigismond tenta de rétablir la situation avec l'infanterie, mais l'entrée en jeu de la cavalerie lourde serbe de Stefan Lazarević¹⁰ fit pencher la balance en faveur des Ottomans et Sigismond, comprenant que l'issue de la bataille ne faisait plus de doute, choisit de s'échapper. Escorté par le futur grand maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, Philibert de Naillac, et quelques chevaliers hospitaliers, il rejoignit les bouches du Danube sur un bateau de l'Ordre, d'où il embarqua sur un des vaisseaux de la flotte vénitienne.

En représailles de l'exécution de mille otages, commise précédemment par l'armée chrétienne, le sultan Bajazet fit massacrer la plupart des prisonniers, soit environ trois mille hommes.

Les plus fortunés furent épargnés et réduits en esclavage dans l'attente du paiement de rançons très élevées. Ainsi, le duc Philippe le Hardi dut payer la somme astronomique de 100 000 florins pour la libération de son fils, le comte Jean. Celui-ci, qui avait gagné sur ce champ de bataille son surnom de Jean sans Peur, intervint auprès de Bajazet pour que les deux frères Boucicaut, Gui de La Trémoille et Enguerrand de Coucy aient la vie sauve. On raconte que, confondu dans la foule des captifs, Boucicaut allait être égorgé, lorsque Jean de Nevers se jetant aux pieds du sultan, *« joignit les deux doigts ensemble de ses deux mains en regardant le Bazat, et fist signe que il estoit comme son propre frère et qu'il le*

¹⁰ Prince serbe, Stefan était chrétien, mais, à la suite de la bataille de Kosovo Polje, en 1389, il était devenu vassal et beau-frère de sultan Bajazet I^{er}.

respitast ». Bajazet, saisi par cette éloquence muette, fit mettre à part Boucicaut.

Ils firent partie des vingt-quatre seuls prisonniers emmenés par Bajazet en captivité. La somme réclamée par celui-ci pour la libération de ces 24 prisonniers aurait atteint 200 000 ducats. Le maréchal fut du reste d'une grande utilité à Jean de Nevers. Il fut envoyé à Rhodes, puis de là à Lesbos, auprès de François Gattilusio, seigneur de Mytilène dont il obtint un fort subside, avec lequel il paya sa rançon et adoucit le sort de ses compagnons; il est très probable en outre que son intervention auprès de Bajazet fut une des causes qui engagèrent le sultan à réduire la rançon des chevaliers français de un million de francs à cent cinquante mille; mais il paraît certain qu'il ne prit pas, comme on on l'a dit, l'engagement de ne plus porter les armes contre les Turcs.

Boucicaut fut libéré par anticipation, afin d'avertir les familles des prisonniers à rançon de la somme qui leur était imposée. Gui de La Trémoille, Philippe d'Artois ou Enguerrand de Coucy moururent en captivité ou sur le chemin du retour.

1399. Nouvelle expédition contre les Turcs

L'échec de Nicopolis n'avait pas éteint l'ardeur des princes occidentaux. Lorsqu'en 1397, les succès de Bajazet eurent mené les Turcs aux portes de Constantinople, l'empereur Manuel Paléologue sollicita à nouveau les secours de l'Europe. Assez mal accueillis en Italie, ses ambassadeurs furent somptueusement reçus par Charles VI qui leur fournit un secours immédiat en argent et promit l'envoi d'une armée. C'est à Boucicaut que fut confié le commandement de l'expédition.

Les préparatifs furent menés rapidement et l'infatigable Boucicaut, non sans avoir fait un crochet en Guyenne, en 1398, pour châtier à nouveau le comte de Périgord sur ordre du roi,

s'embarqua à Aigues-Mortes en juin 1399. A bord de deux galères et de quatre nefes, avec 400 chevaliers et 800 hommes de pied. Il attend vainement les renforts que Gênes et Venise s'étaient engagées à fournir (ils rejoindront plus tard), puis gagne Constantinople, après avoir dispersé au passage une escadre ennemie. L'empereur lui décerna l'épée de connétable de l'empire grec et, quelques jours après, le nouveau connétable entra en campagne. Celle-ci, destinée à terroriser les Turcs supérieurs en nombre, se fit, il faut le dire, à coup d'incendies de village et de massacre de populations civiles, comme le faisaient jadis et pour les mêmes raisons, les Vikings. En un mois, les Turcs furent contraints de lever le blocus. Il fallait maintenant mettre l'empire d'Orient en état de résister à de nouvelles attaques, qu'il était facile de prévoir ; or toutes les ressources étaient épuisées, et seul le roi pouvait en fournir. Boucicaut résolut de rentrer en France et convainquit Manuel de l'accompagner lui-même en Occident pour plaider sa cause.

Boucicaut laissa dans Constantinople 100 hommes d'armes, autant de valets d'armes et de nombreux arbalétrier et les Gênois et Vénitiens apportèrent également des contingents, tandis que le *Basileus* confiait la régence à son neveu Jean Andronicos. Manuel, escorté par Boucicaut, partit le 10 décembre 1399, sur des galères vénitiennes. Après un séjour à Venise et dans le nord de l'Italie, l'empereur arriva en France en mai 1400 et à Paris le 3 juin, où il fut reçu avec faste par le roi Charles VI qui, par chance, était dans une de ses périodes de lucidité. Malheureusement, les promesses et les bonnes paroles peinaient à se concrétiser et Manuel resta deux ans à Paris, à attendre. Le salut de Constantinople vint d'ailleurs. En 1402, Tamerlan battit Bajazet à Ancyre (Ankara) et Manuel put rentrer dans son empire (décembre 1402).

Gouverneur de Gênes

Entre temps, Boucicaut avait quitté Paris pour Gênes. En effet, en 1395, le doge de Gênes, Antonio Adorno, avait offert la

souveraineté de la *Superbe République* à Charles VI pour tenter de mettre fin aux conflits entre les grandes familles. En mars 1396, le roi, poussé par son frère Louis d'Orléans, gendre de Jean-Galéas Visconti, potentat de Milan, avait accepté cette offre et les troupes françaises avaient pris possession de Savone, qui avait fait la même offre le 16 mars 1396, et de Gênes le 27 novembre 1396. Depuis lors, aucun des gouverneurs n'était parvenu à rétablir l'ordre dans la cité. Boucicaut devint gouverneur de Gênes et Savone en 1401. Il s'acquitta de sa mission avec son énergie habituelle ; les Génois sentirent bientôt qu'ils avaient un maître, l'administration fut réorganisée, les fortifications réparées et accrues de deux châteaux, les vassaux de la république durent rentrer dans l'obéissance.

Il restait à consolider les colonies génoises de Kaffa en Crimée, Péra près de Constantinople, Chios dans l'Archipel, Famagouste à Chypre, qui était un comptoir génois depuis 1372, et du même coup Boucicaut trouva l'occasion de se mesurer de nouveau avec les musulmans. Précisément en 1402, le roi de Chypre, Janus de Lusignan, ayant tenté de s'emparer de Famagouste, une expédition immédiatement envoyée arrêta ses progrès. Boucicaut allait rencontrer devant lui un autre ennemi, Venise, que les progrès de Gênes effrayaient. Des vaisseaux vénitiens avaient été capturés en 1402 dans les eaux de Chypre par des galères génoises; Venise demandait réparation et les négociations durèrent plus d'une année. Puis, lorsque Boucicaut eut enfin mis à la voile, en mai 1403, Venise le fit suivre par son amiral Zeno, en apparence pour le soutenir contre les musulmans, en fait pour le surveiller et empêcher ses succès. Après avoir fait escorter l'empereur grec Manuel, qui rentrait alors à Constantinople, Boucicaut commença sa campagne par l'attaque du château d'Escandelour pendant que le grand-maître de Rhodes s'entremettait auprès du roi de Chypre pour lui faire signer la paix (1403). Le maréchal, continuant son expédition, ne put s'emparer d'Alexandrie et se décida à attaquer les côtes de Syrie. Mais les

Vénitiens, désireux de faire échouer la campagne, avaient prévenu les musulmans et, partout, Boucicaut trouva l'ennemi sur ses gardes ; il échoua devant Tripoli, devant Sagette (Saïda), devant Laodicée et ne put que piller Beyrouth et rentra à Rhodes en août 1403.

A Beyrouth, en représaille de la trahison de Venise, on avait détruit beaucoup de marchandises vénitiennes. Venise réclama très vivement et Boucicaut reçut très mal ces réclamations. C'est alors que Zeno attaqua sans déclaration de guerre la flotte génoise dans les eaux de Modon¹¹ (octobre 1403). Boucicaut resta maître du champ de bataille et put se retirer sans être inquiété. Cette affaire, toutefois, donna lieu à de très longues négociations qui se terminèrent, en 1406, par la signature d'un traité, mais qui, en fait, ne prirent fin qu'en 1408, et Gênes dut indemniser Venise.

La même année, il trouva encore le temps de faire une dernière campagne contre les Maures, en saccageant les établissements qu'ils avaient sur la côte de Provence.

L'année suivante, en 1404, pendant que Boucicaut faisait une expédition en Italie et recevait l'hommage du duc de Milan pour ses possessions génoises, Gênes se soulevait. La garnison française fut surprise et massacrée. Le maréchal ne put reprendre la ville.

Prisonnier à la bataille d'Azincourt

Après la révolte de Gênes, attristé par des chagrins de famille, le maréchal se retira dans son gouvernement du Languedoc (1413).

En 1415, L'Angleterre rompit la trêve et reprit les hostilités. Bien qu'âgé pour l'époque (51 ans), Boucicaut, en sa qualité de maréchal de France, se devait d'être l'un des chefs de l'ost. Les

¹¹ Dans le sud du Péloponèse.

deux armées se rencontrèrent à Azincourt, le 25 octobre. La bataille fut livrée contre l'avis de Boucicaut. Les troupes françaises placées sous le commandement du comte d'Alençon et du connétable d'Albret, furent taillées en pièces. Alençon, Albret et le duc de Bar furent tués. Henri V, roi d'Angleterre, ordonna le massacre des prisonniers à rançon. Rares furent ceux qui, comme Charles d'Orléans, le duc de Bourbon et Boucicaut, eurent la vie sauve et furent emmenés outre-Manche. Le maréchal était fait prisonnier pour la troisième ou quatrième fois de sa vie : ce serait la dernière. Ainsi se terminait tristement, prisonnier des Anglais comme son père l'avait été cinquante plus tôt, cette carrière par ailleurs incroyablement riche et brillante.

Mort en Angleterre et inhumation à Tours

Boucicaut mourut le 21 juin 1421, dans le Yorkshire, à l'âge de 57 ans, au terme d'une vie assez courte mais bien remplie, trop tôt de 8 ans pour voir l'épopée de Jeanne d'Arc et le redressement de sa patrie. Son corps fut rapatrié en France et inhumé en la basilique de Saint-Martin de Tours, dans la chapelle de sa famille. Une épitaphe rappelle son titre de *Grand Connétable de l'Empereur et de l'Empire de Constantinople*.

Le mariage de raison entre Boucicaut et Antoinette avait été heureux. Sans doute la vie fort dévote que menait le couple y fut pour beaucoup. La maréchale vécut au château d'Alès puis, quand Boucicaut fut nommé gouverneur de Gênes, en 1403, elle le suivit en Ligurie où elle résida neuf ans. Elle mourut en 1416. De ce mariage naquit un seul enfant, Jean, qui mourut peu avant 1413. Ainsi, le maréchal eut-il la tristesse de survivre à sa femme et à son fils.

Un chevalier dévôt

Ses mémoires nous laissent un portrait convenu et enjolivé, mais sans doute avec un fond de vérité :

« De sa vêtüre et habillement le Maréchal n'est mignot ni déguisé, quoique son appareil soit propre et net ».

« Quant à la nourriture, sachez que la coutume de ce Boucicaud est telle que jamais à table il ne mange que d'une seule viande, la première qui lui tombe sous la main. Jamais il ne se délecte en étranges viandes, ni sauces ou saveurs diverses ».

« Quant au vin, il ne le boit que couper d'un quart d'eau, et il n'en prend jamais hors à dîner et à souper. Il boit comme il mange, très tempérément et sobrement ».

« Et quoique ses gens soient servis en argent doré et qu'il ait assez de vaisselle, jamais il ne veut être servi de nulle chose en or ni en argent. Il préfère l'être en étain, en verre ou en bois ».

« Le Maréchal a le jour du vendredi en grande révérence. Il n'y mange chose qui ne prenne mort et, en l'honneur de la Passion de Notre-Seigneur, il ne se vêt que de noir. Le samedi, il jeûne de droite coutume ainsi que tous les jours commandés par l'Église. Et pour rien n'en briserait ».

« Le Maréchal cause peu. Et quand de son mouvement, il se prend à parler, c'est toujours de Dieu ou des saints, de vertu ou de bien qu'aucun a fait, de vaillance et de chevalerie, de quelque bon exemple ou de toutes autres belles choses ».

« Sachez que moult lui plaît ouïr beaux livres de Dieu et des saints, des faits des antiques Romains et histoires anciennes ».

« Il aime Dieu et le redoute surtout car il est très dévot. Chaque jour, il dit ses heures, oraisons et suffrages des saints. Et quelque besoin ou hâte qu'il ait, il entend chaque matin deux messes, les genoux à terre. Ni nul n'oserait lui parler tandis qu'il est à ses messes et qu'il dit son service ou prie Dieu ».

« De plus, jamais ne jure Notre-Seigneur, ni la mort, ni la chair, ni le sang, ni autre détestable serment. En son hôtel, il ne souffre aucun jurement ni que ses gens renient et mangréent, comme tant font. Mal leur adviendrait si cela venait à sa connaissance et il n'y a si grand qu'il n'en punirait ».

« Le Maréchal aime à secourir couvents et églises et fait réparation de chapelles et lieux d'oraison. Volontiers il donne aux pauvres prêtres, aux

pauvres religieux et à tous ceux qui sont au service de Dieu. Et à tout dire, jamais ne fault à ceux qui lui demande l'aumône pour l'amour de Dieu ».

« Quand le Maréchal voyage aucune part en armes, il fait défendre expressément, sous peine de la hart, que nul ne soit si hardi de grever église, ni monastère, ni prêtre, ni religieux, même en terre d'ennemis ».

« Outre cela, Boucicaut va très volontiers en pèlerinage ès lieux dévots tout à pied, en grande dévotion, et prend grand plaisir de visiter les saintes places et bons prud'hommes qui servent Dieu ».

« Boucicaut est très secourable et grand aumônier. Il aime chèrement toutes gens dont il est informé qu'ils mènent bonne et sainte vie et qui servent dévotement Notre Seigneur. Volontiers les visite et les hante, car comme dit le proverbe commun : Chacun aime son semblable ».

« Davantage ne ment et ce que le Maréchal promet, il le tient. Il hait les mensongers et flatteurs qu'il chasse. Il hait pareillement jeux de fortune ni nul temps n'y joue ».

Boucicaut, à cette époque si troublée, est souvent regardé comme le type du chevalier. De retour de Nicopolis, le maréchal créa l'ordre de la *Dame blanche à l'écu vert* en l'honneur de son épouse, pour défendre les femmes et filles des chevaliers que l'absence de leur époux et de leur père mettait dans leurs châteaux à la merci des brigands. L'ordre compta d'abord treize, puis soixante chevaliers.

Il n'a pas acquis un titre à figurer dans le présent ouvrage par ses qualités de chef de guerre, car on a vu qu'il avait participé à deux grandes batailles qui ont été perdues par l'obstination de la chevalerie française dans des voies qui ne pouvaient plus mener à la réussite, et de ce point de vue, il représente un retour en arrière par rapport à son illustre aîné du Guesclin. Certes, il n'était pas le commandant en chef, mais, que ce soit à Nicopolis ou à Azincourt, il ne put ou ne voulut s'opposer aux choix tactiques des « barons », chez qui régnait l'esprit funeste de Crécy, de Poitiers et, plus tard, de Pavie. C'est en fait par le nombre des missions et la grande diversité des théâtres sur lesquels il a

combattu, exceptionnelle pour l'époque, que l'on peut retenir ce chevalier méconnu au titre des destinées d'exception qui composent ce livre : Espagne, Tunisie, Prusse, Bulgarie, Italie, Chypre, Constantinople, Liban.

Œuvres

Ses Mémoires, connues sous le nom de *Livre des faits du bon messire Jean le Maingre, dit Boucicaut*, écrites par lui-même ou sous ses yeux, sont la principale source de l'histoire de Boucicaut, dont l'unique manuscrit est à la Bibliothèque nationale.

Les Heures du maréchal Boucicaut font partie des collections du *Musée Jacquemart-André* à Paris ; elles sont illustrées par un miniaturiste appelé de ce fait le Maître de Boucicaut.

Marchands aventuriers

Pendant longtemps, les marchands, dès qu'ils allaient faire des affaires au-delà de leur pays, étaient un peu des aventuriers. Au milieu du XIII^e siècle en Angleterre, on appelle *Merchant Adventurers* les marchands franchissant les mers pour leur négoce, plus particulièrement ceux qui commercent avec l'Europe continentale. Le terme *aventurier* souligne l'incertitude et les dangers d'un voyage au long cours à l'époque. De même, on a longtemps parlé de prêt à la grosse aventure pour désigner les prêts accordés aux armateurs pour financer des transports maritimes lointains, prêts dont le taux d'intérêt supérieur aux taux en usage par ailleurs en raison des dangers et aléas particuliers de ces opérations¹². Nous avons sélectionné quelques belles figures de ces marchands aventuriers de diverses époques.

Jean de Béthencourt

Hobereau, marchand, seigneur des Canaries.

Jean de Béthencourt, contemporain de Boucicaut, naquit en 1360 ou 1362 au château de Grainville-la-Teinturière, en Normandie (Seine-Maritime). A Grainville, comme son nom l'indique, existait une activité de teinturerie.

Conseiller et chambellan de Charles VI, Jean de Béthencourt était un riche seigneur, mais qui, comme beaucoup de Normands, s'intéressait aux choses de la mer. Il était cousin de l'amiral Jean de Vienne et avait fait ses premières campagnes de mer avec celui-ci, notamment contre les pirates barbaresques en

¹² L'expression « prêt à la grosse aventure » n'a disparu de notre Code de commerce qu'en 1969.

Méditerranée, dans l'expédition de Louis II de Bourbon contre Tunis en 1390, dont nous avons parlé au chapitre précédent. Béthencourt et Boucicaut s'y cotoyèrent. Selon certaines sources, c'était également un aventurier accusé d'actes de piraterie lui ayant valu des poursuites judiciaires en 1401. Sa femme était de la maison de Fayel en Champagne ; elle mourut avant lui sans avoir eu d'enfants.

Comme les foulons et les tisserands de Grainville faisaient grand usage de l'orseille¹³, colorant végétal rouge-violet que l'on trouvait notamment aux îles Canaries, l'idée lui vint (ou lui fut soufflée), de tenter de fonder des établissements dans ces îles pour contrôler l'approvisionnement en orseille et plus, si affinités.

Les Canaries sont un archipel volcanique au large du Maroc, composé de 7 îles principales (voir la carte). Elles n'avaient encore été fréquentées que par quelques marchands ou pirates espagnols. En 1334, l'énergique résistance des habitants de ces îles, les Guanches (peuple d'origine berbères, qui, venant des côtes marocaines, occupa le premier ces îles), avait mis en échec une première tentative de conquête menée par le prince castillan et comte de Clermont Louis de La Cerda. Selon certaines sources, Henri III, roi de Castille, aurait permis la conquête de ces îles à Robin ou Robert de Braquemont, devenu ensuite amiral de France, qui l'avait servi dans la guerre du Portugal ; Braquemont en aurait chargé Jean de Béthencourt, son proche parent. Cette circonstance paraît assez vraisemblable; elle explique pourquoi Jean de Béthencourt s'arrêta en Espagne avant d'aller aux îles Canaries, et pourquoi le roi d'Espagne lui aurait donné les moyens d'en achever la conquête.

¹³ L'orseille est extraite de certains lichens. Elle a été utilisée jusqu'au XIX^{ème} siècle comme substance colorante de couleur violette.

C'était aussi une occasion de s'éloigner de la guerre des Armagnacs et des Bourguignons, qui ravageait son pays et l'avait ruiné et peut-être aussi de mettre un peu d'espace entre lui et ses créanciers.

Béthencourt vendit les biens qu'il possédait dans le Vimeu, en Picardie, sa terre de Saint-Martin-le-Gaillard, une maison à Paris et gagea sa seigneurie de Grainville-la-Teinturière pour 7 000 livres tournois à son oncle Robert de Braquemont afin de pouvoir financer son expédition. Il quitta la Normandie sur un vaisseau, et vint à La Rochelle accompagné de plusieurs gentilshommes qui s'étaient attachés à sa fortune. Il y trouva un chevalier nommé Gadifer de la Salle¹⁴, avec qui il avait fait campagne en Méditerranée et qui, selon la coutume du temps, y attendait quelque aventure, et se réunit aussitôt à lui, ainsi que d'autres aventuriers qu'il avait à sa suite.

Le récit des exploits de Béthencourt a été écrit par ses chapelains, Philippe (ou Pierre) Bontier (ou Boulrier), capucin de Saint-Jean-de-Marnes et Jean Le Verrier, prêtre qui l'avaient accompagné dans ses voyages. La chronique, dont il existe un livre manuscrit et enluminé qui semble de première main, est intitulé *Le Canarien*. On dispose donc d'un récit contemporain et détaillé de cette expédition dans un recueil de notes publiées, au jour le jour. Cette relation manuscrite a été tirée de la bibliothèque de Galien de Bethencourt, conseiller au parlement de Rouen, et imprimée à Paris en 1630. Les historiens modernes considèrent donc qu'en

¹⁴ Gadifer de La Salle était né en 1340 à Vrines (Deux-Sèvres). Il avait obtenu une renommée de grande bravoure dans la guerre de Cent Ans, où il s'était illustré dans des combats en Normandie et en Flandres. Il était écuyer du duc Jean I^{er} de Berry, seigneur de Ligron et gouverneur de Bigorre. Il avait fait la connaissance de Béthencourt dans l'expédition de 1390 contre Tunis. Il mourut en 1415.

dépit de son caractère extraordinaire, cette aventure est authentique, même si les détails sont parfois embrouillés du fait de l'interférence d'autres sources dues à des descendants de Gadifer de la Salle, qui donnent un plus beau rôle à ce dernier.

Le 1^{er} mai 1402, Béthencourt quitta La Rochelle avec Gadifer sur trois bons navires. Cependant, une révolte ayant éclaté à bord, il fallut mettre à terre, sur les côtes d'Espagne, dans les ports de la Corogne puis de Cadix, près de 200 matelots normands et gascons qui refusaient d'aller plus loin. Il dut se disculper d'une accusation de piraterie portée contre eux à Cadix par des marins génois, italiens et anglais et eut aussi quelques discussions avec des marchands de Séville; mais le conseil du roi de Castille lui fit droit. Ils reprirent la mer au bout de plusieurs semaines et la flotte se rendit en cinq jours de Cadix à l'île d'Allegranza, et toucha à l'île Gracieuse. Béthencourt vint s'établir à Lanzarote, la première des îles des Canaries quand on vient d'Europe, où il défit aisément les 300 Guanches qui l'habitaient. On devait être à l'été 1402.



Il bâtit un fort et, de là, alla visiter l'île Fuerteventura, ou Fortaventure, située immédiatement au sud de Lanzarote. Le

manque de vivres, et quelques mouvements séditieux qui s'élevèrent parmi ses gens, l'obligèrent à revenir sur ses pas.

Voyant que ses forces n'étaient pas suffisantes pour faire la conquête de toutes les îles, il laissa le commandement des troupes à Gadifer de la Salle, et celui du fort de Lanzarote, baptisé Rubicon, à Bertin de Barneval et retourna demander des renforts et des vivres en France, mais le règne agité de Charles VI ne lui permit d'en recevoir aucun secours pour continuer sa conquête. Il put, en revanche, en obtenir du roi Henri III de Castille, mais à la condition qu'il lui ferait hommage des terres à conquérir. Sous cette condition, il obtint les secours qu'il demandait; le roi lui accorda en outre la seigneurie des îles Canaries, avec la permission de battre monnaie et de percevoir un droit sur toutes les productions.



Comment M. de Bethencourt et Gadifer eurent paroles ensemble Extrait du Canarien, représentant Jean de Béthencourt et Gadifer de La Salle sur l'île de Fuerteventura lors de sa campagne de conquête des îles Canaries, avec les châteaux de Riche Roque et Baltarbais en arrière-plan.

C'est aussi vers cette époque que le pape Benoît XIII, dont la garde était commandée par Robert de Bracquemont (le pape résidait alors à Avignon), accepta d'accorder, par la bulle *Apostolatus officium* du 22 janvier 1403, des faveurs spirituelles à ceux qui contribueraient à la conquête et à la défense des îles Canaries.

Tandis que Béthencourt était à la cour d'Espagne, il s'éleva des troubles parmi les siens qui faillirent ruiner toutes ses affaires. Bertin de Barneval, commandant le fort Rubicon de Lanzarote, profita d'un voyage que fit Gadifer à la petite île Lobos pour se rendre maître d'une partie de ses troupes, et s'empara de plusieurs habitants qu'il vendit à des marchands d'esclaves espagnols. Le roi du pays lui-même fut arrêté; mais par sa force et son audace, il parvint à s'échapper. Ce Bertin de Barneval, après avoir pillé et dissipé toutes les provisions du fort Rubicon, retourna en Europe en abandonnant ceux qu'il avait entraînés dans sa révolte. Le plus grand nombre, craignant la punition qui était réservée à leur crime, prirent la fuite dans un petit bateau, et abordèrent sur les côtes d'Afrique, où presque tous furent noyés. Gadifer se hâta de revenir et trouva les révoltés dispersés, mais il restait sans vivres et avec un petit nombre de gens peu capables de faire face aux insulaires, exaspérés de la trahison de Barneval.

Gadifer ne perdit pas courage, il ranima l'esprit des siens et parvint, par des promesses, à calmer le ressentiment des habitants, et peu à peu à regagner leur confiance. Il reçut de Béthencourt un renfort de quatre-vingts hommes, et se vit ainsi sur un pied respectable, qui lui permit de subjuguier les habitants de l'île et de faire plus de cent prisonniers.

Dans ces circonstances, Béthencourt revint d'Espagne (nous étions en 1404). Gadifer avait à peu près terminé l'exploration de l'île. Le retour de Béthencourt donna une nouvelle énergie à ses

troupes, et quelques escarmouches achevèrent de jeter les insulaires dans le découragement. Les Français terminèrent la conquête de l'île de Lanzarote, firent baptiser le roi Guardarfia sous le nom de Louis en février 1404 et convertirent la plus grande partie des indigènes. Ils colonisèrent ensuite Fuerteventura, où ils établirent leur capitale. Le sol de l'île de Fuerteventura fut partagé entre les indigènes et les nouveaux occupants, sa conquête assurant à Béthencourt le fructueux monopole sur l'orseille, conformément à l'objectif même de l'expédition.

Mais Béthencourt ne put faire admettre à Gadifer de la Salle qu'il n'avait pu éviter de faire allégeance au roi de Castille, un dissentiment s'éleva entre ces deux hommes, et son lieutenant fut obligé de revenir en France.

Les Français firent également des expéditions vers le littoral africain, dont le détail est incertain. On évoque une expédition avec trois galères sur les côtes d'Afrique voisines des Canaries, et même jusqu'à la Rivière d'Or (Rio des Oro), dont il avait entendu parler. Bethencourt se serait transporté au cap Bojador (ou, selon une autre tradition, les vents contraires l'y aurait jeté sur les côtes), dans un bateau, avec vingt hommes, se serait emparé de quelques Africains, puis serait revenu au fort Rubicon, mais l'affaire n'eut pas de suite.

Bethencourt prit alors la résolution de s'éloigner à nouveau, et d'aller chercher lui-même en France de nouveaux moyens pour consolider ses établissements. Il laissa le commandement des troupes à Jean Le Courtois, dont il avait éprouvé la fidélité, et partit de Fortaventure en janvier 1405 et gagna Honfleur, en trois semaines, dit-on. Son séjour en Normandie ne fut prolongé que le temps nécessaire au rassemblement de tous les gens de bonne volonté qui voulurent le suivre.

Il revint avec deux navires chargés de vivres, ayant 160 colons du pays de Caux (quatre-vingts hommes de troupes, des ouvriers de tous les métiers et quelques femmes). Son neveu, Maciot de Béthencourt, fils de Regnaud, son unique frère, s'embarqua avec lui.

Les Français visitèrent aussi la grande Canarie (voir la carte), se contentèrent d'approcher du rivage, et fit quelques échanges avec les habitants. Ils mirent pied à terre sur l'île de Gomèra, dont les habitants les obligèrent à se rembarquer, restèrent plusieurs jours sur l'île de Fer qui était peu habitée, allèrent renouveler leur eau à l'île de Palme, et revinrent au fort Rubicon en côtoyant toutes les îles par le Nord.

Selon d'autres sources, Béthencourt, de retour d'Afrique, serait venu à la Grande Canarie. Les troupes, enflées des succès qu'elles avaient remportés à la côte d'Afrique, auraient engagé un combat avec les habitants sans avoir reçu d'ordre, et auraient été repoussées avec une grande perte. Il y aurait eu vingt-deux hommes tués, parmi lesquels Jean le Courtois et Hannibal, le fils de Gadifer. Quoiqu'il en soit, la grande Canarie et l'île de Ténériffe, qui sont les îles centrales et aujourd'hui les plus peuplées de l'archipel, ne furent pas conquises.

Autrefois, la plupart des historiens donnaient à Jean de Béthencourt le titre de *roi des Canaries*. Ses deux chapelains se servent une ou deux fois de cette qualification; mais c'est en parlant de son autorité sur les naturels du pays, qui probablement l'appelaient leur roi : il est certain qu'il n'a jamais pris juridiquement que la qualité de seigneur des Canaries. Bergeron, l'éditeur de la relation, dit avoir vu un acte de 1417 où il prenait cette qualité. Son frère en avait hérité, comme il paraît par deux actes, dont l'un est de 1426 et l'autre de 1434. Cette qualité lui est donnée dans ce dernier par le prévôt des marchands et des échevins de Paris.

Le retour en France

Pour des raisons inconnues, Béthencourt décida de ne pas rester dans l'archipel. Il distribua les terres à tous ceux qui l'avaient aidé à conquérir les îles et régla les affaires du gouvernement. Son neveu, Maciot de Béthencourt, fut institué gouverneur, en qualité de son lieutenant; il lui enjoignit de rendre la justice suivant les coutumes de France et de Normandie, et lui recommanda d'envoyer au moins deux navires par an dans les ports de cette province. Il lui accorda le tiers du revenu des impôts qu'il percevrait dans les îles, tant qu'il les administrerait en son nom. Les deux autres tiers devaient être employés, pendant cinq ans, à la construction d'édifices publics, et ensuite lui être envoyés.

Béthencourt partit de Fortaventure en décembre 1405, pour ne plus jamais retourner aux Canaries. Il alla d'abord en Espagne et se serait ensuite rendu à Rome, où il aurait obtenu du pape qu'il nomme un évêque pour les Canaries. Il revint dans ses terres de Normandie, probablement au printemps 1406 et s'y fixa définitivement. Son aventure canarienne avait duré moins de quatre ans, mais quatre années bien remplies.

On ne sait ce qu'il advint de la colonie après son retour, ni si elle lui envoya des revenus, comme il l'avait escompté, mais la reprise de la guerre avec l'Angleterre en 1415, l'occupation de la Normandie par les troupes ennemies et la domination de la marine anglaise dans la Manche durent interrompre les communications entre les Canaries et le Normandie.

Béthencourt mourut à Grainville-la-Teinturière en 1425 ou 1429, à plus de 60 ans. Il est enterré dans l'église du village, devant le maître-autel.

Le devenir des Canaries après Béthencourt.

Trois traditions s'affrontent à ce sujet. Selon la première, Béthencourt vendit l'archipel à la Castille en 1418.

Selon une seconde tradition, son frère Regnauld aurait été son seul héritier et, après lui, la seigneurie des Canaries serait restée à son neveu Maciot de Béthencourt. Maciot de Béthencourt aurait été forcé de vendre la seigneurie à un Pedro Barba, qui l'aurait revendue à Fernando Peraça ; ensuite elle serait passée entre les mains d'une famille de Herrera.

Selon une troisième tradition, Jean aurait eu de sa liaison avec Lerize Guardateme, fille d'un chef Guanche de l'île de Lanzarote, Fernando Guardateme, qui s'était converti au christianisme, une fille, Marguerite de Béthencourt, qui aurait épousé le neveu de Jean, Henri. C'est lui qui aurait vendu les Canaries ; il les aurait vendues, en l'occurrence, à l'infant Henri le Navigateur et il serait ensuite passé sur l'île de Madère, où il aurait vécu honorablement, ayant privilège des savonneries de l'île. Chevalier de l'Ordre de Malte, il aurait laissé une descendance illégitime.

Quoi qu'il en soit, en 1431, le pape Eugène IV reconnut les droits de la Castille sur les Canaries nonobstant l'invocation par le Portugal de cette troisième tradition.

Jacques Cœur

L'homme d'affaire bérichon devenu capitaine des galères pontificales



Buste présumé de Jacques Cœur (situé sur la façade du palais Jacques-Cœur à Bourges et commandé par l'intéressé).

Sa jeunesse

Jacques Cœur est sans doute le seul grand homme d'affaires du moyen-âge dont la réputation soit parvenue au grand public de notre époque. Il est né à Bourges, à la fin du XIV^e siècle, peut-être en 1395 ou bien encore en 1400. La date diffère selon les historiens. Contrairement à ce qui fut parfois affirmé, il n'est pas né dans le Bourbonnais – c'est son père qui était venu de cette province une dizaine d'années plus tôt –, et encore moins à Pézenas, ville où par contre il habitera pendant un temps.

Cœur n'est pas parti de rien. Pierre Cœur, son père (né à Saint-Pourçain-sur-Sioule, mort à Bourges en 1435), est maître fourreur et le « marchand pelletier le plus riche de son temps », suivant des auteurs anciens. L'opulence de la cour du duc Jean I^{er} de Berry permet un très bon débit de pelleteries. Bourges est alors une ville importante dans laquelle le commerce est florissant. Pierre Cœur épouse Marie Lambert, veuve d'un boucher, Jean Bacquelier, qui donne naissance à un second fils vers 1403, Nicolas Cœur.

L'enfance de Jacques Cœur ne paraît pas avoir été studieuse, au dire d'un contemporain, qui le représente comme étant sans éducation. Mais en revanche, il est de bonne heure initié par son père à la vie pratique des affaires, et ses qualités personnelles suppléent à son défaut d'instruction.

En 1418, le dauphin, futur Charles VII, quitte précipitamment Paris, chassé par Jean sans Peur l'allié des Anglais, et se réfugie dans le Berry. Il devient alors « le roi de Bourges », comme on l'appelle par dérision. En contrepartie, la présence du dauphin et de la Cour va stimuler la ville sur le plan des échanges et du commerce.

Très jeune, Jacques Cœur gère l'un des douze bureaux de change de la ville. Considéré comme un homme des plus industriels et des plus ingénieux, il se marie en 1420, ou 1418, avec Macée de Léodepart, fille d'un ancien valet de chambre du duc Jean I^{er} de Berry, Lambert de Léodepart, devenu prévôt de Bourges. La belle-mère de Jacques Cœur, Jeanne Roussart, est la fille d'un maître des monnaies de Bourges, et son mariage facilite son entrée au service du roi.

En effet, en 1427, associé avec le changeur Pierre Godart, il prend à ferme la monnaie de Bourges, pour le compte de Ravau Le Danois, maître titulaire de ladite monnaie. Deux ans après, il

est accusé d'avoir fait affiner trois cents marcs d'argent au-dessous du titre légal, ce qui lui aurait procuré un bénéfice de 120 à 140 écus. Ravau Le Danois sollicite en 1429 des lettres de rémission pour ce fait, et le roi les accorde le 6 décembre 1429 moyennant une amende de 1 000 écus d'or. Cœur est gracié moyennant une légère amende. D'autres ont été ou seront envoyés dans un cul-de-basse-fosse pour le même délit.

Son ascension sociale : négociant, banquier, armateur, etc.

L'une de ses sœurs épouse Jean Bochetel, secrétaire de Charles VII. Son frère, Nicolas Cœur, est évêque de Luçon (1441-1451). L'une de ses nièces, Perrette, épouse Jean de Village, natif lui aussi de Bourges, qui deviendra chambellan d'un prince de la maison d'Anjou, le duc de Calabre. Durant douze années, Jean de Village exercera auprès de Jacques Cœur les fonctions de « patron des galées » (responsable de l'armement maritime). Fidèle à son oncle et patron, il le libérera en 1453 de la place de Beaucaire où Jacques Cœur s'était réfugié, fuyant les poursuites intentées contre lui par le roi.

Jacques Cœur s'oriente vers le négoce international et forme une société d'import-export avec les frères Barthomié et Pierre Godart. Cette association dure jusqu'à la mort des deux Godart, vers 1439. Il conçoit un plan grandiose, plein d'audace, et d'une exécution difficile, mais qui doit lui apporter gloire et profit. Il ne s'agit de rien moins que de se porter rival des Vénitiens, des Pisans et des Génois, qui détiennent un quasi monopole du commerce avec le Proche et le Moyen-orient. Afin de poser les bases de ses relations futures avec les nations orientales, Jacques Cœur favorise les

opérations économiques non plus par le troc mais par du numéraire en exploitant notamment des mines d'argent, de cuivre et de plomb dans le Lyonnais et le Beaujolais. Parallèlement, il fait copier les navires génois et se rend en Égypte et en Syrie dans le

courant de l'année 1432. Un écuyer du duc de Bourgogne Philippe le Bon, dans le récit d'un pèlerinage qu'il fait à cette époque, dit l'avoir rencontré à Damas. Il se rend ensuite à Beyrouth et s'y embarque sur une galère de Narbonne. De retour en France, Jacques Cœur établit des comptoirs à Montpellier, qui jouissent de privilèges spéciaux (suppression de péages) pour commercer avec les infidèles.

Un des bateaux de Jacques Cœur



De retour en 1432, Jacques Cœur débarque dans un Languedoc ravagé par la peste. Il vient de jeter les bases du commerce avec le Levant : bientôt sa flotte desservira toute la Méditerranée.

Pour centre de ses affaires, il choisit Montpellier, attiré par le rayonnement culturel de la cité et par ses liens

avec les pays arabes.

Pour mener sa politique commerciale méditerranéenne, Jacques Cœur s'appuie sur Aigues-Mortes, Montpellier et Marseille. Il

installe un chantier naval à Aigues-Mortes où il fera venir par flottage sur le Rhône des troncs de résineux de Savoie, organise ses propres écuries pour le transport de ses marchandises. Au XV^e siècle, Montpellier se redresse économiquement grâce à l'activité du port voisin de Lattes et au génie mercantile de Jacques Cœur. Ce dernier crée une factorerie à Pézenas, ville réputée pour son activité de négoce.

Le début de ses opérations est presque instantanément couronné de succès. Entre ses mains s'amasse une prodigieuse fortune : il achète de splendides hôtels, une trentaine de seigneuries, et prête de l'argent au roi lui-même. L'incompréhension et la jalousie de ses contemporains face à cette ascension fulgurante donne naissance à des légendes sur sa prétendue « *découverte du secret de la pierre philosophale* » grâce à sa rencontre avec le fameux alchimiste Raimond Lulle (mort 120 ans plus tôt en 1316 !). Ainsi, en 1655, Pierre Borel, dans *Recherches et antiquités gauloises et françaises*, écrira très sérieusement que « *le père de Jacques Cœur était si pauvre qu'il n'avait pas de quoi louer boutique, mais qu'ayant fait la connaissance de Raimond Lulle, majorquin, celui-ci lui communiqua le secret pour faire de l'or, secret qu'il transmit à son fils, qui feignant d'avoir beaucoup gagné dans le commerce, couvrit, par ce moyen, l'origine de sa richesse* »¹⁵.

En réalité, Jacques a plus de douze navires sillonnant la Méditerranée en tous sens, et « *à lui seul* », dit le chroniqueur Matthieu de Coucy, « *il gagne chacun plus que l'ensemble de tous les autres marchands du royaume* ». Ses agents sont répandus au nombre de trois cents dans tous les ports et dans les villes principales de l'intérieur. Au surplus, il met une grande loyauté et une extrême bonne foi dans ses transactions ; et des témoignages de générosité

¹⁵ Ce texte illustre le pessimisme français à l'égard de la possibilité de gagner de l'argent dans le commerce international. L'idée qu'une fortune comme celle de Cœur puisse venir de ce commerce paraissait peu vraisemblable.

habilement répandus auprès des princes d'Orient lui donnent autorité et un grand crédit auprès d'eux. Il reçoit le monopole d'importation des épices et du transport des marchandises françaises vers les ports musulmans.

Jacques Cœur transporte aussi, -illégalement, car l'exportation de l'or et de l'argent est interdite- des monnaies françaises toujours fort recherchées dans les échelles du Levant. Cela lui sera reproché lors de son procès.

Au service du roi (1439-1451)

Son mariage avec la petite-fille du maître de la monnaie de Bourges l'a introduit à la cour du futur Charles VII, et il a attiré l'attention de celui-ci. Malgré les abus qui lui sont reprochés, on le retrouve maître des monnaies à Bourges en 1435. L'année suivante, après la rentrée des troupes royales dans Paris, l'hôtel des monnaies de la capitale lui est également confié, et il y fait fabriquer les écus d'or à la couronne. Charles VII croit pouvoir demander plus encore à l'activité du maître des monnaies : il rétablit la charge d'argentier, et la lui confère. Le 2 février 1439, Jacques Cœur est nommé par Charles VII à la tête de l'Argenterie du royaume de France. Bien qu'à l'époque contemporaine, on surnomme parfois de façon plaisante, le ministre des finances le « grand argentier », sans doute parce que, dans ce mot, il y a « argent », le grand argentier n'est nullement un ministre des finances, qui n'existe pas à l'époque (pas plus que les autres fonctions ministérielles, qui ne commenceront à être différenciées qu'à la fin du XVI^{ème} siècle). Cette charge est plutôt une sorte de surintendant de l'hôtel du roi. Il a la garde du mobilier, des objets précieux etc., mais reçoit également tous les ans des trésoriers généraux une certaine somme affectée aux dépenses de la maison du roi, et dont il devait faire connaître l'emploi à la chambre des comptes. Néanmoins, entre les mains de Jacques Cœur, ces fonctions prennent un caractère d'une utilité beaucoup plus générale. En régularisant l'emploi des finances du roi, livrées au

désordre, et en créant des ressources nouvelles, il contribue puissamment à fournir les moyens dont Charles VII a besoin pour délivrer la France de l'occupant anglais. Jacques Cœur institue progressivement la taille et le fouage (impôts directs), les aides et la gabelle (impôts indirects). La levée de ces impôts entraîne la création de nouvelles institutions.

« *Cet homme intelligent* », dit Jules Michelet, « *rétablit les monnaies, invente en finances la chose inouïe, la justice, et croit que pour le roi, comme pour tout le monde, le moyen d'être riche, est de payer* ». Il comprend les bienfaits de la statistique pour établir l'assiette de l'impôt et l'évaluation des ressources, et présente au roi un dénombrement sommaire de la population et du revenu du royaume. Il prend des mesures pour rendre plus rigoureuse la gestion de la maison du roi. Ces services signalés méritent un témoignage de reconnaissance.

Au mois d'avril 1441, Charles VII accorde à son argentier des lettres d'anoblissement pour lui, sa femme et ses descendants. Le marchand est devenu homme d'État, le roturier devient noble, et prend comme écu des armes parlantes : *D'azur à la fasce d'or, chargées de trois coquilles de sable*, allusion à saint Jacques, *et accompagnées de trois cœurs de gueules*, avec cette devise : *A vaillans cuers riens impossible*.

Conseiller, marchand et pourvoyeur de monnaies

Tout en administrant les monnaies et les finances du roi, Jacques Cœur dirige son entreprise d'import-export avec le Levant et l'Italie. Le délit d'initié n'existe pas à l'époque. Il exporte draps, fers, toiles, vins, cuivre et autres métaux, et importe soieries, draps d'or, fourrures, maroquins, tapis et pierres précieuses. Il jouit de la plus haute position de considération et de fortune qu'un homme puisse ambitionner à son époque.

En 1442, il entre au Conseil du roi. A ce moment, celui-ci, dirigé par Dunois, est composé presque exclusivement de roturiers (Jacques Cœur, Jean Bureau, Étienne Chevalier, Guillaume Cousinot, Jouvenel des Ursins, Guillaume d'Estouteville, Tancarville, Blainville, Beauvau et le maréchal Mchet). Le 25 septembre 1443, la Grande Ordonnance de Saumur, promulguée à son instigation, crée les conditions de l'assainissement des finances de l'État. La France se relève et connaît la prospérité.

Charles VII lui donne de nombreuses marques de confiance. En 1444, il le charge, avec l'archevêque de Toulouse, de procéder à l'installation du nouveau parlement du Languedoc. La même année, en septembre, Jacques Cœur figure au nombre des commissaires chargés de présider, au nom du roi, les « États » de cette province. Il remplira chaque année ces fonctions jusqu'à sa disgrâce. Ces États de Languedoc votent à diverses reprises des sommes importantes pour Jacques Cœur, en témoignage de reconnaissance pour les services qu'il rend au pays.

Il lui confie plusieurs missions diplomatiques. En 1446, Cœur est chargé d'une mission à Gênes, où s'est formé un parti qui demandait la réunion de la ville à la France (quarante ans après l'épisode Boucicaut). L'année suivante, il est envoyé à Rome, à l'occasion du schisme que menace d'introduire dans l'Église l'élection par le concile de Bâle d'Amédée de Savoie, contre Eugène IV, candidat de la France. Dans toutes ces missions, il fait preuve de grande habileté.

Le 27 juillet 1447, une ordonnance royale dont Jacques Cœur est l'instigateur prévoit, pour la première fois depuis 1370, la frappe de pièces d'argent de bon aloi, à 92 % d'argent fin, qui vont être surnommées « Gros de Jacques Cœur ». Il rachète les mines d'argent de la montagne de Pampailly, sur la commune de Brussieu (Rhône), puis les développe. Jacques Cœur va ouvrir dans le Beaujolais et le Lyonnais des mines d'argent, de fer, de

plomb, de cuivre. Il prend à ferme pour douze ans le droit que le roi levait sur toutes les mines. Il fonde une compagnie avec un maître mineur, un fondeur, un marchand de Beaujeu. Jacques Cœur a là une possibilité reconnue de se procurer du métal d'argent, alors que les ordonnances royales interdisent l'exportation des pièces monnayées. Désormais, où qu'il rafle des pièces d'argent, il pourra prétendre, en les embarquant pour le Levant, fondues en lingots, avoir extrait cet argent de ses mines.

Quand Charles VII décide de chasser les Anglais de Normandie, Jacques Cœur avance aussitôt deux cent mille écus. Le 6 août 1449, la guerre contre l'Angleterre reprend. Dunois et le duc de Bretagne conduisent l'opération. Aussi, lors de l'entrée du roi à Rouen, le lundi 27 juillet 1447, l'argentier a-t-il une place d'honneur dans le cortège, marchant à côté de Dunois et vêtu comme lui. Il est devant les plus hauts membres de la noblesse et du clergé. Ces derniers ne protestent pas, car ils sont les obligés de Jacques Cœur. Ils ont tous recours à la bourse de l'argentier.

Possessions

Jacques Cœur est le propriétaire de biens immobiliers considérables, de terres et de maisons dans toutes les provinces. Les seigneurs ruinés par les guerres ou leurs veuves lui vendent leurs patrimoines. Les seigneuries et châtellenies passent entre ses mains. Il rachète des fiefs abandonnés pour les remembrer à sa guise. C'est ainsi qu'en 1450, il achète la terre de Saint-Fargeau ; Georges II de La Trémoille, fils du sire de la Trémoille, qui aurait voulu conserver cette terre, gardera un tenace ressentiment envers le nouveau propriétaire. En 1452, il achète le château d'Augerville qui, faute d'entretien et du fait des pillages, est en ruine. Cet achat correspond à l'apogée de l'homme d'affaires, mais il n'aura pas le temps d'y séjourner. Il a plus de vingt seigneuries, comprenant quarante paroisses. Il possède des hôtels particuliers ou des maisons dans plusieurs villes : deux à Paris, dont une au 38-42, rue des Archives, où il fonde et fait

d'importants dons au collège des Bons-Enfants, de l'université de Paris. À Montpellier, il a deux hôtels, dont l'un, construit à l'italienne, avec un toit en terrasse d'où on aperçoit la mer et d'où Jacques peut guetter l'arrivée de ses navires. D'autres propriétés sont sises à Lyon, Marseille, Béziers, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Sancerre, Cézy. Mais la plus remarquable de toutes, qui reste attachée à sa mémoire, est le célèbre hôtel de Bourges, qu'il fait construire entre 1443 et 1453, qui lui aurait coûté cent mille écus d'or, et que l'on peut toujours admirer. Ce chef-d'œuvre de l'architecture gothique tardive naît de la volonté de Jacques Cœur de bâtir une *grant'maison* dans sa ville natale. Toutefois, l'argentier de Charles VII n'y habite pas. Lorsqu'il est arrêté, le palais est confisqué avec tout son mobilier par la couronne.

Agnès Sorel

En 1444, le roi offre à Agnès Sorel pour vingt mille écus de bijoux, dont le premier diamant taillé connu à ce jour. Pour se procurer ces atours précieux, elle devient la meilleure cliente de Jacques Cœur, qui a amassé des trésors venus d'Orient dans son palais de Bourges. Elle achète de grandes quantités d'étoffes précieuses et, bien sûr, toutes les femmes de la cour l'imitent.

Une amitié va les lier et Agnès va protéger Jacques Cœur. Malheureusement, elle meurt à vingt-huit ans, au Mesnil-sous-Jumièges, le 9 février 1450. Son enfant meurt quelques semaines après elle. La mort est causée officiellement par une infection puerpérale, mais elle est si rapide qu'on croit tout d'abord à un empoisonnement.

Deux de ses débiteurs, Jeanne de Vendôme, épouse de François de Montberon et un Italien, Jacques Colonna, accusent même Jacques Cœur, de l'avoir fait assassiner, mais il est lavé de cette accusation. De fait, Cœur était l'un de ceux qui avaient le plus à

perdre à la mort d'Agnès¹⁶. Il est l'un de ses trois exécuteurs testamentaires avec Étienne Chevalier et le médecin d'Agnès.

Certains auteurs ou romanciers feront d'une liaison entre Jacques Cœur et Agnès Sorel la clé des malheurs du grand argentier. En réalité, Cœur était très jaloux pour sa grande fortune et, après la mort d'Agnès Sorel, ses ennemis, ses débiteurs et ses envieux parviennent rapidement à le perdre, tandis que Charles VII oublie les services qu'il lui a rendus et l'abandonne à l'avidité des courtisans (notamment Antoine de Chabannes, bailli de Troyes, et le trésorier des finances à Toulouse, le Florentin Otto Castellani, qui aspire à le remplacer) qui se partagent ses dépouilles. Accusé de crimes imaginaires, il est arrêté pour malversation en 1451.



Vue d'une des façades intérieures de l'hôtel de Jacques Cœur à Bourges.

Le destin bascule : Disgrâce et procès

Le 31 juillet 1451, après avoir entendu le Grand Conseil au château de Taillebourg (Charente-Maritime), le roi décrète Jacques Cœur d'accusation, en sa présence, du chef de crime de lèse-majesté, et ordonne son arrestation immédiate et la mise sous séquestre de ses biens.

¹⁶ Les examens faits en 2004 sur les restes d'Agnès montrent une présence tout à fait anormale de sels de mercure dans l'organisme, qui pourrait correspondre à un empoisonnement, volontaire ou accidentel.

Antoine de Chabannes participe au procès, partie par devoir, partie par jalousie, et bénéficiera largement du dépeçage de ses biens, se voyant octroyer en fief une bonne partie de la Puisaye, et le château de Saint-Fargeau.

Le roi confisque aussitôt cent mille écus sur la fortune de Cœur pour financer la guerre qui reprend en Guyenne. Castellani (ou Castellain) obtient les fonctions d'argentier. Trop de gens sont intéressés à la perte d'un homme dont ils ont déjà en partie partagé les biens : ceux à qui il a prêté de l'argent sans intérêt, et dont la liste est longue (Chabannes, Antoinette de Maignelais, Guillaume Gouffier), se trouvent tout d'un coup quittes de leurs dettes par la condamnation de leur bienfaiteur. Ils obtiennent du roi une autre commission, pour enquêter sur de nouvelles accusations : *« les principales sont qu'il avait fait sortir du royaume de l'argent et du cuivre en grande quantité ; qu'il avait renvoyé à Alexandrie un esclave chrétien qui s'était réfugié en France, et avait abjuré le christianisme depuis son retour en Égypte ; qu'il avait contrefait le petit sceau du secret du roi et ruiné le pays de Languedoc par des exactions sans nombre, par d'affreuses concussions colorées de différents prétextes propres à faire retomber sur le prince tout le mécontentement des peuples »*. On l'accuse enfin d'avoir, sans l'autorisation écrite du roi et du pape, *« transporté chez les Sarrasins une grande quantité d'armes qui n'avait pas peu contribué au gain d'une victoire remportée par ces infidèles sur les chrétiens »*.

Le 14 juin 1452, une réunion générale se tient au château de Chissay, à proximité de Tours, pour faire le point sur l'affaire Jacques Cœur, savoir s'il convient de poursuivre l'instruction et de lever le secret. À tout, Cœur répond avec simplicité et précision. Il explique et justifie tout, protestant qu'il avait servi constamment le roi sans avoir *pris larvinement aucun de ses deniers*. On lui demande ses preuves, mais on le met dans l'impossibilité de les fournir. On éloigne de lui tous ceux qui peuvent lui être utiles, et on n'accueille que les dépositions de ses ennemis, à savoir cent cinquante témoins à charge. Ses enfants se battent

pour le défendre, mais n'obtiennent rien. L'évêque de Poitiers, Jacques Jouvenel des Ursins, et l'archevêque de Bourges réclament l'argentier, comme clerc tonsuré, au nom de la juridiction ecclésiastique. Le pape lui-même écrit à Charles VII en faveur de l'argentier, et envoie un ambassadeur, rien n'y fait. Le procès traîne en longueur, pendant que le prisonnier est conduit de château en château, de Taillebourg à Lusignan, en passant par Maillé, puis le château de Tours et celui de Poitiers.

La commission, dont Castellain fait partie, décide de faire donner la question à Jacques Cœur. Il renonce à son appel à la juridiction ecclésiastique, et s'en rapporte au témoignage de qui l'on veut. C'est au milieu de ces tortures (il subit le supplice des brodequins à Poitiers en mars 1453) qu'il apprend que sa femme vient de mourir de chagrin à Bourges.

Le 29 mai 1453, Jacques Cœur est reconnu coupable des crimes de lèse-majesté, de concussion et d'exactions. Il est condamné à la saisie de ses biens, au paiement d'une amende de trois cent mille écus, au remboursement de cent mille écus au Trésor royal. Sa condamnation à mort est commuée en bannissement perpétuel pour service rendu à la couronne. Il doit rester en prison jusqu'au paiement de l'amende et ensuite être banni du royaume. Sur l'accusation d'empoisonnement d'Agnès Sorel, l'arrêt décide de suspendre la procédure. Quant aux créances des tiers sur ses biens, on refuse, par ordre du roi, d'en reconnaître aucune.

Jacques Cœur reçoit, le 2 juin 1453, à Poitiers, commandement de payer la somme de quatre cent mille écus. Trois jours après un échafaud est dressé sur la grande place de cette ville, et en présence d'une foule immense, Jacques à genoux, sans ceinture ni chaperon, un cierge au poing, doit faire amende honorable. Tout ce que la reconnaissance peut inspirer à Charles VII est d'accorder cinq cents livres aux enfants de l'argentier.

L'évasion

En octobre 1454, il réussit à s'échapper du château de Poitiers, alors qu'il était sous la garde de Chabannes. Il se réfugie d'abord à Limoges, puis, en février 1455, il est à Beaucaire chez les frères franciscains. Accompagné de son fils et avec l'aide de son neveu Jean de Village, il gagne la Provence, puis rejoint Rome.

A 55 ans, une nouvelle carrière comme chef d'escadre au service du Pape

Le pape Nicolas V apprécie beaucoup Jacques Cœur depuis le voyage diplomatique que celui-ci a fait Rome en 1447, et l'invite à demeurer en son propre palais. Il le fait soigner par ses médecins. Miné par la maladie qu'il a contractée à la suite des mauvais traitements endurés, Cœur passe l'année 1455 à Rome, à rassembler les débris de sa fortune, car tout n'était pas en France : nombre de galères se trouvaient en mer pendant son procès, et il a des biens qui sont entre les mains de ses correspondants d'Italie et du Levant. De plus, il reçoit des bénéfices qui ont pu être mis à l'abri par certains agents demeurés fidèles.

Jacques Cœur prépare pour le nouveau pape Calixte III une expédition sur l'île génoise de Chios qui est menacée par les Ottomans, qui viennent de prendre Constantinople. Il devient le conseiller et le financier de l'expédition. Il a le titre de capitaine général de l'Église et commande la flotte sous la direction du patriarche d'Aquilée. Il embarque en 1456. L'expédition passe par Rhodes, puis aborde à Chios, où il meurt le 25 novembre 1456. Que s'est-il passé ? Selon les versions, le capitaine général a été blessé par un boulet de canon lors du siège de l'île par les Turcs ou a été victime d'une maladie infectieuse comme la dysenterie. Il est enseveli au milieu du chœur de l'église des Cordeliers de la ville de Chios, qui sera malheureusement détruite par la suite par les Turcs. L'obituaire de Saint-Étienne de Bourges lui donne le titre de capitaine-général de l'Église contre les infidèles, et Charles VII, à qui il recommande ses enfants en mourant, déclare dans

des lettres du 5 août 1457, « *que Jacques Cœur étoit mort en exposant sa personne à l'encontre des ennemis de la foi catholique* ».

Une légende dans le Berry raconte que Jacques Cœur n'est pas mort à Chios mais y a rencontré une femme, dame Théodora, et qu'il a refait sa vie avec elle dans l'île de Chypre, acquérant une nouvelle fortune et engendrant deux filles.

La réhabilitation

Charles VII, par lettres patentes datées du 5 août 1457, restitue à ses fils Ravant et Geoffroy une petite partie des biens de leur père. Sous Louis XI, Geoffroy, qui est maître d'hôtel du roi, obtient la réhabilitation de la mémoire de son père et des lettres de restitution plus complètes. Mais les contestations qui s'élèvent à ce sujet entre la famille Cœur et le comte Antoine de Chabannes ne prendront fin que sous Charles VIII, au moyen d'une transaction entre la veuve de Geoffroy, Isabelle Bureau, et le fils d'Antoine de Chabannes.

Après dix ans de séquestre, en 1463, Geoffroy loue une partie du fief, privé qu'il est de l'héritage paternel. Geoffroy Cœur est mort en 1488, léguant le château d'Augerville-la-Rivière à son fils Jacques II Cœur qui, pouvant enfin jouir de l'héritage de son grand-père, ne tarde pas à le dilapider. Il meurt en 1505 sans descendance et la lignée directe des Cœur s'éteint avec lui. Sa sœur, Marie Cœur, hérite du château d'Augerville.

Cœur a eu cinq enfants avec Macée de Léodepart, quatre fils et une fille. Ses descendants ne sont pas restés gens d'affaires car ils sont tous désormais soit seigneurs, soit d'Église. Après sa mort, aucun homme d'affaires français n'a la puissance politique des maîtres de Lisbonne, d'Augsbourg ou d'Amsterdam. Toutefois la Provence, qui échoit au royaume de France, va permettre à ce dernier, grâce à la bourgeoisie de Marseille, de refonder sa fortune méditerranéenne.

Jean-Baptiste Tavernier



Tavernier en oriental. Portrait paru dans Les Six Voyages de Jean-Baptiste Tavernier (1679).

Il nous faut sauter deux siècles pour aller à la rencontre de notre troisième Marchand-aventurier, Jean-Baptiste Tavernier.

Les années de formation

Jean-Baptiste Tavernier naquit à Paris en 1605. Son père Gabriel et son oncle Melchior exerçaient la profession de géographe et de graveur. Son père était un marchand de cartes de géographie d'Anvers. Persécuté dans cette ville comme protestant, il se

réfugia en France. Dans cette atmosphère familiale, Jean-Baptiste se découvrit très tôt le goût du voyage : on peut imaginer qu'il fut *l'enfant amoureux de cartes et d'estampes* dont parle le poète. À l'âge de seize ans, il avait déjà visité l'Angleterre, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Il faut croire qu'il y avait quelques chose dans sa bonne mine, son intelligence et son don des langues qui séduisait, car il se fit embaucher comme page au service du vice-roi de Hongrie (1624–1629), puis il voyagea en Italie avec le ministre de France à Gênes, Monsieur de Sabran, séjourna à Mantoue une année, en 1629, auprès de Charles, duc de Rethel, et de son père, Louis de Gonzague, duc de Nevers et de Mantoue en pleine guerre : l'Empereur avait refusé à Gonzague l'investiture de Mantoue, parce qu'il le trouvait trop français. Gonzague essaya de se maintenir dans Mantoue et les Impériaux de l'en déloger. Tavernier y acquit l'habitude des cours, ce qui lui fut très utile par la suite. Il acquit aussi une certaine expérience militaire à Mantoue, où il assista au siège de la ville par les Impériaux et fut blessé. Finalement, les Impériaux durent lever le siège.

Tavernier, à peine parti de Mantoue et, semble-t-il, après un bref retour à Paris, poursuivit ses pérégrinations. En 1630, il servit contre les Suédois dans l'armée impériale¹⁷ (on est en pleine Guerre de Trente ans) sous les ordres du colonel irlandais Walter Butler, qui passera à la postérité pour avoir tué Wallenstein, puis se rendit en Pologne.

Les voyages en Asie

En juillet 1630, il se trouvait à Ratisbonne, lors de la venue de l'Empereur Ferdinand III à la diète où fut révoqué Wallenstein à

¹⁷ En d'autres termes, bien que protestant, il sert dans l'armée catholique de l'empereur contre le protestant Gustave-Adolphe.

l'instigation souterraine du Père Joseph¹⁸, qui était là, officiellement, pour obtenir la restitution de Mantoue à Gonzague. Le Père Joseph, qui avait connu le jeune Tavernier à Paris, lui proposa d'accompagner en Palestine deux gentilshommes, M. de Chapes et M. de Saint-Liebau, qui avaient reçu une mission pour le Levant. Tavernier accepta et, en leur compagnie, atteignit Constantinople au début de 1631 ; il se sépara d'eux et passa onze mois dans la capitale ottomane, avant de rejoindre Tokat, Erzerum et Erevan en Arménie. Il alla, lors de ce premier voyage, jusqu'à Ispahan, où il acheta des turquoises, qu'il revendra à Malte lors du voyage de retour, et des étoffes qu'il revendra avantageusement en France. Il reprit la route du retour par Bagdad, Alep, Alexandrette¹⁹, Malte et l'Italie, et retrouva Paris au printemps 1633.

Des cinq années suivantes, on ne sait pas grand-chose, mais c'est probablement durant cette période qu'il entra au service de la maison du duc d'Orléans, comme contrôleur (intendant).

Mis en relations avec le joaillier Goisse, dont il épousera plus tard la fille, il apprit la valeur des pierres précieuses. On ne peut s'empêcher de penser qu'en tant qu'issu d'une famille d'Anvers, l'une des capitales de la taille et du négoce du diamant, sont attiré pour les pierres précieuses n'était pas le fruit du hasard.

En 1638, il commença un deuxième voyage avec plus de moyens, accompagnés de son frère cadet et d'un chirurgien. Ils s'embarquèrent le 12 septembre sur un vaisseau hollandais et, par Alep et la Perse, ils atteignirent l'Inde du nord fin 1640. Tavernier se rendit à Agra et, de là, à Gwalior. Il était au port portugais de

¹⁸ Voir la notice consacré à celui-ci.

¹⁹ Port syrien devenu turc en 1938 sous le nom d'Iskenderum.

Goa début 1642, passa à Golconde²⁰, puis retourna à Surate (sur la côte de Malabar) à l'été 1642. Il revint en France en 1643.

Ses visites à la cour du Grand Moghol et aux mines de diamants étaient le prélude à ses périples suivants, au cours desquels Tavernier voyagea comme un marchand de haut rang, négociant des bijoux coûteux et d'autres marchandises précieuses, et trouvant ses principaux clients parmi les plus grands princes de l'Orient. Infatigable, il repartit en décembre 1643 pour un troisième voyage.

Il s'embarqua, toujours sur un navire hollandais, pour Alexandrette, en compagnie de Capucins des Missions étrangères, traversa la Mésopotamie en passant par les ruines de Babylone, puis se rendit d'Ispahan à Surate (janvier 1645) via le détroit d'Ormuz et Bandar Abbas, et de là à Golconde. C'est alors qu'il acheta des rubis et des diamants pour plusieurs dizaines de milliers de livres. Il quitta ensuite l'Inde par Goa, mais, au lieu de revenir en Europe, il poursuivit son périple vers Java, peut-être pour y retrouver son frère aîné, qui y faisait le négoce depuis dix ans, et pour visiter les établissements coloniaux des Hollandais (juillet 1646) et y vendre une partie des pierreries achetées en Inde.

Son frère Daniel, laissé sur place lors du deuxième voyage, avait gagné Batavia et, doué de facilité pour les langues, avait appris le malais et armé un navire. Il s'était livré au commerce entre Java, le Siam, le Tonkin, mais mourut dans les bras de son frère lors du séjour de celui-ci à Batavia. Jean-Baptiste quitta Java en octobre

²⁰ Golconde (Golkonda) était la capitale d'un Etat situé dans l'est du Deccan, près d'Haïderabad, Etat où se trouvaient les mines produisant des diamants célèbres pour leur grosseur (Régent, Sancy, Koh I Noor, etc.) Jusqu'au XIX^{ème} siècle, il n'y avait de mines de diamant que dans deux contrées au monde : Bornéo et la région de Golconde.

1646 et revint en Europe à bord d'une escadre hollandaise qui fit escale au Cap. A Sainte-Hélène, elle rencontra une escadre anglaise. Les officiers des deux nations firent une fête en profitant de la tente, des tapis persans et du vin de Chiraz mis à leur disposition par Tavernier. L'escadre parvint à Flessingue. Tavernier dut intenter un long procès à la compagnie hollandaise pour récupérer l'argent qu'elle lui devait (17 500 florins) et ne rentra à Paris qu'au printemps 1649. Il vendit les pierreries et marchandises rapportées d'Orient et fit plusieurs voyages à Amsterdam pour son procès, qui se termina par une transaction plusieurs années plus tard.

Pour son quatrième voyage, Tavernier quitta Paris 18 juin 1651, s'embarqua à Marseille le 26 août et aborda à Alexandrette en octobre. De là il se rendit à Alep, après que le vice-consul de France à Alexandrette eut prévenu de son arrivée le consul à Alep par pigeon voyageur. Il s'agrégea à une caravane qui se rendait en Mésopotamie, qui était alors troublée par la guerre entre Arabes et Kurdes (il écrit « Kourdes »), retrouva Bagdad, qui, depuis son premier passage, était passée de la domination persane à celle des Ottomans, et y coucha au couvent des Capucins. Il descendit le Tigre puis le Chott-el-Arab et, en mai 1652, s'embarqua à Ormuz sur un navire de commerce du roi de Golconde qui se trouvait là et l'emmena au port indien de Masulipatnam, sur la côte de Coromandel (côte orientale de l'Inde) où il fut reçu par le commandant hollandais. Il voulait vendre des perles achetées dans le golfe persique et des pierreries au roi de Golconde, mais, ayant appris que celui-ci n'achetait rien sans l'avis de son Premier ministre Mirgimola, qui se trouvait à la guerre dans le Carnatique, Tavernier y alla sans désespérer. Il arriva à Madras et, là encore, trouva le gîte chez les Capucins, puis, introduit par un Français que Tavernier avait connu à Batavia et qui servait le roi de Golconde, il rencontra Mirgimola, qui venait de prendre la forteresse d'un prince révolté (septembre 1652). Mirgimola ne lui acheta pas ses perles, mais lui donna une recommandation pour le

roi et une escorte, et Tavernier arriva à Golconde. Présenté au roi par le médecin de celui-ci, il proposa ses perles. L'eunuque du roi les trouva trop chères. Tavernier, outré, selon ses dires, partit séance tenante pour Surate et c'est en vain que le roi lui envoya des messagers pour le faire revenir. Là, le gouverneur du Goudjérat, Chah Hest Khan, qui était le beau-frère du Grand Moghol, l'invita à venir à Ahmedabad lui présenter ses bijoux. Il fut reçu avec beaucoup d'honneurs mais ne put faire affaire non plus. Il retourna aux mines de diamant de Golconde, puis revint à Surate, pour rentrer en Europe, bien que la guerre qui avait éclaté entre l'Angleterre et les Provinces-Unies rendît la route maritime peu sûre.

De fait, la petite flotte hollandaise à bord de laquelle Tavernier avait pris passage dut soutenir un combat naval contre quatre vaisseaux de guerre anglais, son navire en prit un à l'abordage et en fit couler un autre et lui-même paya de sa personne. Enfin, il poursuivit par la voie de terre à travers la Perse, pour acheter des laines précieuses de Carmanie (région de Karman, Perse), on était à la fin de 1654. Comme les gens du pays se plaignaient au gouverneur de ce qu'en emportant toute cette laine, Tavernier allait priver d'ouvrage les ouvriers persans et créer de la pauvreté, non excessivement étouffé par les scrupules, il fit croire au gouverneur que cette laine était destinée à être tissée en France mais qu'ensuite, il enverrait à Karman des ouvriers français pour monter une manufacture de draps qui permettraient de se passer des importations anglaises et hollandaises. Il fut le premier à faire connaître ces laines en Europe. Il rentra par l'Arménie (Erévan), Erzeroum, Smyrne et Livourne et arriva en France à l'automne 1655. Il rapportait aussi du musc et, sans doute, des épices, en dépit du monopole gardé jalousement par la compagnie hollandaise des Indes.

Quoiqu'il fût sans doute à la tête d'une fortune déjà considérable, il resta peu de temps en France et repartit en février 1657. Il

s'embarqua, comme précédemment, à Marseille et échappa de peu à un pirate. Il emportait pour 500 000 livres de pierreries. Il semble qu'il achetât des pierres brutes en Orient, les fit tailler en France puis en revendit une partie en Orient, avec la valeur ajoutée représentée par la taille. Il vendait également aux souverains orientaux des perles achetées dans l'empire ottoman et venant de Mer rouge ou du Golfe persique (il les appelle « *la meilleure des marchandises que l'on puisse porter aux Indes* »). C'est ainsi que, lors de ce cinquième voyage, en route pour Smyrne, il envoya un de ses agents acheter des perles à Constantinople, ou il avait appris qu'un juif en vendait de fort belles. De Smyrne, il passa en Perse par la route du nord : Erévan, Tabriz, Ispahan. Il resta dans la capitale de la Perse, peut-être un an et demi, et vendit pour 360 000 livres de pierreries et autres objets précieux au chah, Abbas II, et partit fin 1658 ou début 1659. La guerre faisait rage en Inde entre le Grand Moghol Chah-Djahan et son fils Aureng Zeb. Tavernier envoya un agent proposer à Chah-Hest Khan, que nous avons déjà rencontré, des marchandises précieuses qui étaient peut-être des commandes que lui avait faites alors le gouverneur du Goudjérat. Il se rendit lui-même à Surate en mai 1659 et, malgré divers contretemps, put vendre à Chah-Hest Khan le solde de ses pierreries. Il repartit ensuite pour la Perse début 1661, peut-être après avoir fait un détour par les mines de Golconde. Il était à Paris en 1662.

C'est alors, à l'âge de 56 ans, qu'il se maria avec Madeleine Goisse, fille du joaillier qui était une de ses relations d'affaires. La cérémonie eut lieu au temple protestant de Charenton (les lieux de culte protestants étaient interdits à Paris). Ce mariage ne le fixa pas dans ses foyers, puisqu'en novembre 1663, il reprit la route des Indes, en emmenant un neveu de 13 ans, Pierre, et huit serviteurs (dont deux mourront en route) et en emportant pour 400 000 livres de pierreries et d'autres objets précieux pour le chah de Perse et le Grand Moghol. Il s'embarqua à Marseille et faillit périr noyé en essayant d'échapper aux douaniers. Il suivit

l'itinéraire devenu habituel par Smyrne, Erevan et Tabriz ; visiblement il n'avait plus envie de faire des découvertes. Il arriva à Ispahan en décembre 1664, vendit tous ses bijoux, sauf les perles, au chah et partit en février 1665, avec les poches remplies des commandes du Chah pour un prochain voyage et poursuit sa route par Chiraz et Persépolis et s'embarqua à Bender-Abbas pour Surate sur un vaisseau de la compagnie des Indes hollandaises. De là, il alla à Agra, à 1300 kilomètres de route de là, se présenter au nouveau grand Moghol, Aureng Zeb, puis à Djinahabad et vendit une partie de ses perles à Aureng Zeb et à son oncle Giafer Khan. Le grand Moghol l'invita à la fête donnée à l'occasion de la réception du tribut des rajahs, ses vassaux, tribut dont Tavernier dit qu'il s'élevait ce jour là à plus de 30 millions de livres, en pierreries, perles, éléphants, etc.. Le souverain lui-même se tenait sur un trône qui évoque le vers de Baudelaire : *des trônes constellés de bijoux lumineux, des palais dont la féérique pompe serait pour vos banquiers des rêves ruineux*. Ce trône comportait 108 gros rubis et 160 émeraudes et un baldaquin couvert de diamant et surmonté d'un paon éployé dont les ailes étaient elles-même couvertes de saphir²¹. Tavernier évalue le tout à 160 millions de livres (soit le double du budget de l'Etat louis-quatorzien pour une année). Le roi lui montra ensuite ses trésors. En novembre 1665, il quitta le roi en compagnie d'un Français qui était le médecin de celui-ci, François Bernier, pour se rendre au Bengale, où résidait alors son meilleur client, Chah Hest Khan, qu'il appelle le Nabab, en passant par Alahabad et Bénarès. Il arriva à Dacca en janvier 1666, et les Hollandais lui donnèrent une réception ; il fit ses affaires avec le nabab, avec quelques difficultés dues sans doute à la jalousie des marchands indigènes, puis partit par Cassimbazar, la vallée du Gange, Agra et Surate. Il s'y embarqua début 1667 pour Bandar-Abbas, où il rencontra d'autres membres de la mission envoyée par Colbert pour jeter les bases d'une

²¹ Ce trône a été volé par le chah de Perse durant une guerre indo-persique et devint le trône royal de Perse.

compagnie de commerce avec la Perse et les Indes ainsi que Chardin, autre grand voyageur de ce temps, mais son cadet de 38 ans²².

La mort de Chah-Abbas avait annulé les commandes que celui-ci lui avait faites et il se rendit à Ispahan, sans doute pour essayer de les faire confirmer par le nouveau roi de Perse, vainement semble-t-il. Alors, Tavernier prit le chemin du retour, on était début 1668. Il prit son itinéraire habituel mais avec un crochet par Constantinople et parvint à Paris en décembre 1668 avec plus de 1000 diamants. Il ne devait plus revoir l'Orient.

La vie sédentaire

Il avait voyagé trop longtemps, les temps avaient changé : sa carrière de commerçant au long cours, commencée sous Louis XIII, prenait fin avec la consolidation de la monarchie absolue, son vieil ami Chah Abbas était mort, les Hollandais ne pouvaient plus être ses amis, compte tenu de la rivalité croissante entre leur pays et la France et Colbert voulait créer des compagnies par actions qui risquaient de monopoliser le commerce dont, lui, l'individualiste, avait ouvert la voie. A 64 ans, il était temps de se retirer.

C'est alors que Tavernier fut présenté à Louis XIV. Le roi, grand collectionneur, lui acheta pour 3 millions de pierreries. Parmi ses achats figurait le Bleu de France, appelé aussi le Tavernier, plus gros diamant bleu connu (114 carats)²³.

²² Jean Chardin est protestant, comme Tavernier et, comme lui, pratique le négoce de bijoux avec la Perse. Lorsque Tavernier le croise, il est au début de sa carrière et Tavernier à la fin ; ils ne se feront donc pas concurrence.

²³ Volé lors du vol des joyaux de la Couronne, en 1792, il réapparut, retaillé à 69 carats à Londres au XIX^{ème} siècle, puis à Paris, chez Cartier, au début du XX^{ème} siècle et est aujourd'hui à la Smithsonian Institution de Washington.



Les diamants les plus remarquables vendus au roi par Tavernier, dans leur taille indienne. Le premier est le grand bleu de France (répliques réalisées pour l'exposition de 2018).

Le 16 février 1669, le roi lui décerna des lettres de noblesse en récompense des renseignements précieux pour la géographie et le commerce qu'il avait recueillis au cours de ses voyages en Asie, lui permettant, l'année suivante, d'acheter la baronnie d'Aubonne et le château attenant, dans le canton de Vaud, pour 250 000 livres.

Il semble qu'il ait découvert la région de Genève au retour de ses voyages, en remontant le Rhône. Il fut, là encore un précurseur, en plaçant une partie de sa fortune en Suisse. Le fait que cette région était calviniste joua sans doute un rôle dans son choix. Il devint donc baron d'Aubonne et fit adjoindre, au château, en remplacement du donjon d'origine, une tour blanche de type

oriental et surmontée d'un toit en bulbe, rappelant par sa forme un minaret.

A Paris, il était un homme connu, de par ses fonctions dans la maison du duc d'Orléans et par ses voyages, avant même qu'il écrivit ses mémoires. Il était l'ami du philosophe La Motte Le Vayer et du président de Lamoignon. Chaque fois qu'il faisait escale à Livourne il obtenait une audience du grand duc de Toscane et, se réfugiant au port de Monaco lors de son dernier départ, il fut reçu par la princesse.

Ainsi installé, profitant de son aisance et de hautes protections, Tavernier s'occupait, suivant le désir du roi semble-t-il, à publier le compte rendu de ses voyages. Il n'avait pas été un observateur scientifique des contrées traversées, mais, dans tout ce qui se rapporte au commerce de ces régions, sa connaissance est vaste et sans égale, et ne peut que prouver son utilité. Il se mit donc au travail avec l'aide d'un écrivain protestant, Samuel Chappuzeau, et rédigea sa *Nouvelle relation de l'intérieur du zérail du Grand Seigneur* (Paris, 1675), fondée sur ses deux visites de Constantinople au cours de ses premier et sixième voyages.

Suivirent les *Six voyages de J. B. Tavernier* (Paris, 1676) et le complément : *Recueil de plusieurs relations* (Paris, 1679), pour lequel il fut aidé par un certain La Chapelle. Ce dernier ouvrage contient une description du Japon, recueillie auprès de négociants et d'autres, et une du Tonkin, dérivée des observations de son frère Daniel. Il contient également une violente attaque contre les agents de la Compagnie hollandaise des Indes orientales, avec lesquels Tavernier semble avoir eu plus que sa part de difficultés.

Les voyages de Tavernier, bien que souvent réimprimés et traduits, ont un défaut : l'auteur livre un récit plein de digressions et parfois confus. Il abandonne souvent l'ordre chronologique et laisse la place à des notes décrivant des itinéraires qui concernent

différentes destinations. Cependant, ces ouvrages remplissent correctement leur objet, qui est de fournir un guide à d'autres négociants, répertoriant toutes les informations qui pourraient leur être utiles, comme les monnaies en cours et les taux de change pratiqués, les différentes mesures de poids et de longueurs, les règles douanières et commerciales.

Les derniers voyages

Les plus curieux voyages de Tavernier sont les derniers. Le Grand Électeur de Brandebourg Frédéric-Guillaume, appliquant par anticipation le mot d'ordre de son lointain successeur, « Notre avenir est sur l'eau », poursuivait avec acharnement une politique de développement du commerce maritime, en essayant, lui aussi, de créer des compagnies coloniales. En 1684, peut-être sur le conseil de son ambassadeur à Paris, Spanheim, il invita Tavernier à Berlin, pour voir avec lui comment développer une compagnie brandebourgeoise des Indes orientales. L'âge de Tavernier -79 ans-, même si sa robustesse est évidente, rend étonnantes à la fois la démarche de Frédéric-Guillaume et la réponse positive de Tavernier. Celui-ci partit en avril et emprunta un itinéraire très biscornu, passant par Aubonne, Cologne, Nimègue et Hambourg. Il fut traité avec distinction par le Grand Electeur, avec lequel il eut plusieurs entretiens et revint à la fin de l'année. Le grand Electeur faisait de Tavernier, par lettres patente son ambassadeur auprès du chah de Perse et lui confiait trois vaisseaux de guerre ; il lui confiait le soin de créer une compagnie pour faire le commerce d'Orient. Le vieux voyageur devenait également gentilhomme de la chambre, puis chambellan. Partout sur le chemin du retour, il fut reçu comme un grand seigneur. L'entreprise, finalement ne vit pas le jour, peut-être par manque de capitaux, malgré la vente par Tavernier de son château d'Aubonne au fils de l'amiral Duquesne, lui aussi calviniste.

Le dernier voyage, qui comporte des zones d'ombre, restera inachevé. Il semble que le neveu Pierre, qu'il avait emmené dans

son sixième voyage et qui était l'un des agents de son réseau, ait eu des difficultés avec une cargaison, à Ispahan, en 1687. Tavernier serait parti pour essayer de dénouer cette affaire et, comme pour un protestant, il serait devenu difficile de s'embarquer à Marseille, comme il avait coutume de le faire, il aurait décidé de faire la route par voie de terre en passant par la « Moscovie ». C'est ainsi qu'après avoir fait un crochet par Copenhague et Stockholm, il arriva à Moscou en juillet 1689. C'est là que la mort le rattrapa et il s'éteignit, en voyage, comme il se devait, à l'âge, étonnant compte tenu de l'époque et de la vie qu'il avait menée, de 84 ans. Il fut inhumé au cimetière protestant de la ville.

Durant quarante ans, Jean-Baptiste Tavernier avait parcouru, ainsi qu'il l'écrit, 60 000 lieues, soit pas moins de 240 000 kilomètres, un record pour l'époque. Outre ses qualités instables, sa résistance physique, son sens des situations et des affaires, il bénéficia, à ses débuts, de la protection du Père Joseph, qui lui facilita le premier de ses voyages, de l'amitié de ses corréligionnaires hollandais²⁴, du réseau des consuls de France et de celui des Capucins, développé par Père Joseph, qui pouvaient l'héberger et, à l'occasion, servir d'interprète, comme le père Raphaël, supérieur du couvent d'Ispahan. En cela, il était dans la droite ligne de la pensée de son protecteur. Il était reçu à la cour d'Ispahan, comme à celle d'Ahmedabad, comme un grand personnage et non comme un vulgaire marchand, ce qui ne l'empêchait pas d'être dur en affaire et de ne pas céder sur sa marge, qu'il avait fixée une fois pour toute à 25 %. Il savait toujours, en arrivant, faire de beaux présents à ses futurs clients,

²⁴ Ce qui ne l'empêche pas, dans ses mémoires, de souligner leur cruauté à l'égard des indigènes et leur mauvaise foi, mais il est possible qu'il écrive sous le coup du souvenir de la mauvaise manière que des Hollandais lui firent lors de son voyage à Java ainsi que sous celui de la guerre de Hollande.

aux gouverneurs, etc., tels que miroirs, longues vues, pendules, et en obtenait en contrepartie les laissez-passer nécessaires à son commerce. Il employait la tactique du faible au fort, et non celle des Espagnols à l'égard des Indiens ou des Hollandais à l'égard des peuples de l'Insulinde. Il resta toujours un individualiste et le récit qu'il fit de sa rencontre à Agra, en juillet 1666, avec la mission Colbert est assez malveillant. Peut-être voyait-il dans une telle grande compagnie par action une menace pour sa PME.

Voltaire parle avec dédain de ses voyages, disant « *qu'il n'apprend guère qu'à connaître les grandes routes et les diamants* », mais Montesquieu puisa largement dans ce récit pour ses *Lettres persanes*. Il est vrai que le livre de Tavernier est avant tout un *Itinéraire* à l'usage de ceux qui voudraient, sur ses traces, aller faire du négoce dans ces pays, c'est-à-dire la description des routes à emprunter, les étapes, les distances, les caravansérails où s'arrêtent les caravanes et les péages prélevés par tous les potentats locaux, et non un récit des événements survenus ou des portraits des personnages rencontrés.

On rend plus de justice aujourd'hui à la qualité des renseignements que Tavernier a rapportés. Avant lui, une compagnie avait déjà été créée pour le commerce avec l'Insulinde, mais s'était heurtée aux Hollandais et, par la maladresse de ses chefs, avait misérablement échoué. Tavernier a rendu de grands services par la description des itinéraires et les conseils utiles pour les voyageurs et négociants. Il ouvrit la voie au commerce français en Perse, en Inde et en Insulinde, montra que la France pouvait se procurer par elle-même les productions de l'Asie et par quelles voies. Il fut le maître des voyageurs tels que Jean Thévenot ou Chardin. Il fut le premier Français à se rendre dans certaines contrées et sans doute le premier d'entre eux à voir le Taj Mahal (il le vit en construction lors de son deuxième voyage et terminé lors du dernier qu'il fit en Inde). Mais c'est surtout la fascination des modernes pour les diamants (le Moyen-âge prisait plus les

rubis), qui assure le souvenir de Tavernier. Il restera l'un des hommes ayant possédé et négocié les plus beaux diamants de l'Histoire. C'est ainsi qu'une exposition a été organisée à Paris par l'Ecole des Arts joailliers en janvier 2018, intitulée « *Le Fabuleux destin des diamants de Tavernier* ».

En 2005, à l'occasion du 400^e anniversaire de la naissance de Tavernier, le réalisateur suisse Philippe Nicolet lui a consacré un long métrage *Les Voyages en Orient du Baron d'Aubonne*. Un autre suisse, le sculpteur Jacques Basler, a réalisé une statue grandeur du voyageur. Elle domine le lac Léman à Chexbres.

Pierre Poivre



Buste de Pierre Poivre au Jardin de Pamplermousses (Ile Maurice)

Pierre Poivre appartient à cette catégorie de personnages dont le destin semble avoir été déterminé par le nom qu'ils portent : Poivre sera l'introducteur dans les colonies françaises de nombreuses épices, comme Frézier sera l'introducteur en Europe de la fraise moderne, ou Duchesne le rénovateur de l'art des jardins au XIX^{ème} siècle.

Origines et jeunesse

Pierre Poivre naît le 23 août 1719 à Lyon, dans une famille de commerçants modestes. Son père, Hilaire Poivre (1671-1739), est négociant en soieries à Lyon, et sa mère est Marie Pompallier (v.1699-1770). Le couple s'est marié en 1718, à l'église Saint-Nizier, à Lyon. Notre héros est le fils aîné du couple ; son frère cadet, Jean Poivre, reprendra le négoce paternel et deviendra maître et marchand-passementier.

Pierre entre chez les frères missionnaires de Saint-Joseph à la Croix-Rousse. Il réussit très bien ses études et est rapidement envoyé à Paris, où il entre au Séminaire des Missions étrangères, rue du Bac. Il déclare vouloir œuvrer pour l'évangélisation de l'Extrême-Orient.

Missionnaire en Extrême-Orient

En 1741, à l'âge de 21 ans, Poivre s'embarque pour la Chine. Pendant deux ans, il séjourne à Canton où, après un séjour en prison, il devient un protégé du vice-roi, qui l'autorise à visiter l'intérieur du pays. Il passe à Macao avant de s'installer à Fai-Fo en Cochinchine. Rapidement, Poivre oublie l'objectif de son voyage et se passionne pour le commerce et l'agriculture. Face à son manque de conviction, ses supérieurs le renvoient en France.

Détention à Batavia et découverte des épices

Cependant son goût de l'aventure et, sans doute, la passion qu'il a contractée pour l'Asie lors de son premier voyage, sont les plus forts. Il retourne en Asie en 1745, à bord d'un navire de la Compagnie française des Indes orientales. Le navire est attaqué par les Britanniques et un boulet de canon lui emporte la main droite. Il est soigné sur le vaisseau britannique mais il doit être amputé du bras. Il est débarqué et interné à Batavia (appelée de nos jours Djakarta) qui est alors un centre important de l'exploitation des épices, notamment les noix de muscade et des clous de girofle qui, par leur rareté, représentent une richesse

fabuleuse jalousement gardée par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, qui en a le monopole.

Trois épices ont fait la fortune de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (la V.O.C – Vereenigde Oostindische Compagnie) : la cannelle cultivée sur l'île de Ceylan, le girofle cultivé à Amboine et la muscade à Banda (Poulo-ai), ces deux dernières îles appartenant à l'archipel des Moluques ; on appelle souvent ces épices, les « épicerie fines ». En ce milieu du XVIII^e siècle, les Hollandais contrôlent complètement tout le commerce de ces trois épices, et bien sûr, les autres nations ont souvent rêvé de partager le pactole.

Il est retenu prisonnier à Batavia (Djakarta), principal centre de la V.O.C, ce qui lui permet d'observer au plus près les mouvements de ces riches cargaisons, et de s'instruire sur l'organisation de ce commerce. C'est à ce moment que, privé de liberté, Pierre Poivre a le temps de rêver, d'échafauder des projets. Il lui semble qu'il suffirait d'un peu de courage et de détermination pour se procurer les épices, et il conçoit alors ce qui sera la grande entreprise de sa vie : rompre le monopole hollandais et



Muscadier

aller lui-même chercher aux Moluques muscade et girofle pour en introduire la culture aux îles de France et de Bourbon (Iles Maurice et de la Réunion. « *J'appris enfin* , écrit-il, *que cette riche possession des épiceries, qui est la baze de la Puissance hollandaise aux Indes, avait pour principal appuy l'ignorance et la lâcheté des autres nations commerçantes de l'Europe, et que pour partager avec les Hollandais cette source intarissable de richesses qu'ils possèdent en secret dans un coin du monde, il suffisait de la connaître et d'oser vouloir la partager avec eux.* » Nous sommes dans le contexte des rivalités coloniales entre, d'une part, la France et, d'autre part, l'Angleterre et accessoirement les Provinces-Unis, qui atteignent leur paroxysme entre 1740 et 1760. Les Indes seront d'ailleurs l'un des théâtres d'opérations majeurs de la guerre de Succession d'Autriche.

Il se met alors en tête d'acclimater ces espèces à l'Ile de France (aujourd'hui île Maurice). Les Hollandais le libèrent en 1746 et il se rend à Pondichéry, où il fait la connaissance de La Bourdonnais. Poivre rentre alors en France pour défendre son idée auprès de la Compagnie française des Indes orientales. Après de nombreuses péripéties, il est engagé par la Compagnie et chargé de s'occuper du développement des épices pour le commerce. Sur ces entrefaites, la guerre s'est terminée provisoirement par la paix d'Aix la Chapelle (octobre 1748), mais la concurrence ne faiblit pas.

Le 23 octobre 1748, il part de Lorient sur le vaisseau le *Montaran* se rendant en Chine, mais, à la suite d'un naufrage, il embarque sur un navire néerlandais, qui est attaqué par un navire malouin. Celui-ci est à son tour attaqué par un bateau anglais. Poivre est fait prisonnier et détenu à Guernesey, puis rentre pour repartir l'année suivante alors chargé d'une mission par le ministre de la Marine. Il fait escale au Cap en janvier 1749, à l'Ile de France en mars – avril, qu'il découvre à cette occasion, à Pondichéry en juin

– juillet et aborde à Tourane pour être accueilli par la Cour de Hué. Il y séjourne d'août 1749 à février 1750. Il obtient plusieurs audiences et des Lettres Patentes par lesquelles le gouvernement annamite accorde aux Français, jusque là inconnus en Cochinchine, la permission de faire le commerce dans toute l'étendue du Royaume, mais ne parvient pas à obtenir l'autorisation de fonder un comptoir.



Giroflier.

Il est de retour à l'Île de France en avril 1750 et y séjourne jusqu'en juin 1750, puis, infatigable, il repart, non pas pour rentrer en métropole, mais pour retourner en Extrême-orient. En août 1750, il arrive à Macao puis à Canton, où il fait fabriquer des soieries propres au commerce de Manille. En avril 1751, il charge cette cargaison sur le Santa Rita et part pour Manille, capitale des Philippines, qui sont alors espagnoles, où il arrive fin mai 1751 et qui lui servira de base arrière pour ses interventions dans les Indes hollandaises. Là, il apprend qu'il y circule une lettre de Dupleix offrant récompense à qui lui rapportera des plants d'épicerie fines. Cette initiative gêne l'entreprise de Poivre qui souhaitait avec la Compagnie que le projet restât secret. Cette démarche malencontreuse de Dupleix fait apparaître la mauvaise coordination (surtout due à Dupleix), qui régnait à la Compagnie des Indes.

Un marchand chinois ayant apporté quelques sacs de noix muscades, il se procure par lui 300 noix fraîches, les plante

aussitôt dans la meilleure terre possible et en peu de temps en voit successivement sortir et germer une douzaine. Pour chercher des plants de giroflier, il arme deux bateaux espagnols de concert avec le gouverneur de Manille, sous un nom espagnol et sous le prétexte de les envoyer en course contre les insulaires d'Iolo, pour cacher le vrai motif de leur voyage. Son but est de les envoyer à la recherche des plants d'épices, afin de les avoir prêts à l'arrivée de la frégate qu'il a demandée à la Compagnie et qu'il ne recevra jamais. En mars 1752, les bateaux vont dans les Moluques, mais reviennent bredouilles à cause de la mousson.

En février 1753, faute de voilier à sa disposition, Poivre quitte Manille avec 12 plants de muscadier vifs et, après 6 mois d'escale à Pondichéry, arrive à l'Île de France sur le *Rouillé* accompagné du *Lys* en décembre 1753.

Il confie ses plants de muscadiers et de girofliers à Jean-Baptiste Christian Fusée-Aublet (1720-1778), directeur du jardin d'essai de l'Île de France, et, malgré le mutisme de la Compagnie des Indes, il choisit de persévérer dans sa mission. Il décide le gouverneur, qui est Bouvet à cette époque, à lui confier un vaisseau, *La Colombe*, et à l'armer pour retourner aux Philippines, où il espère trouver des plants supplémentaires.

La *Colombe* appareille le 1^{er} mai 1754 et atteint Manille le 17 août. Il y reste cinq mois pour réparer et améliorer la frégate, vend sa cargaison, en achète une autre dans le souci de ne rien coûter à la Compagnie.

Il s'adresse au Gouvernement général des Philippines et l'amène à faire avec lui une convention relative à l'exécution de son projet au terme de laquelle le Gouvernement général donnerait ordre à celui de Sambuangan d'expédier un bateau armé pour le commerce interloppe des Moluques, pour aller y chercher au moins 25 plants de chaque épicerie avec la plus grande quantité

de graines fraîches qu'ils pourraient recueillir. Malheureusement, les îles sont en guerre, et le gouverneur de Sambuangan, avec lequel il avait passé une convention, n'a pu se procurer les épices

Il quitte donc Manille en janvier 1755 avec un vaisseau chargé et même bondé de marchandises, afin du moins que le voyage soit financé par leur vente aux habitants des îles et descend dans le sud, d'îles en îles, aux Moluques, aux Célèbes, mais il lui est impossible d'accoster dans les îles à épices. En mai 1755, il fait escale sur l'île de Timor, où il signe pour la Compagnie un traité commercial avec le gouverneur.

Il rencontre à la pointe méridionale de Button un vaisseau hollandais, devant lequel il se déguise, en lui montrant un pavillon de sa couleur et, le 10 avril suivant, il mouille dans la rade de Lifao, principal établissement des Portugais à Timor.

Il s'ouvre au gouverneur du motif de sa relâche et le met dans ses intérêts. Poivre a ouï dire que l'île de Timor produisait quelques « épiceries ». Ce gouverneur envoie son secrétaire dans les provinces orientales de l'île. Quinze jours après, le Secrétaire revient avec plusieurs petits plants adhérant chacun à une noix qu'il reconnaît pour être une muscade, mais ayant ouvert quelques noix, il les trouve presque sans arôme. Ces plants sont en fait une espèce sauvage qui ne peut servir que pour la curiosité, cependant il les transporte au nombre de onze et les fait porter à bord.

Il passe encore quelques jours dans cette rade pour conférer avec le gouverneur de Timor sur les moyens qu'il pouvait avoir par sa place de réussir à acquérir les plants d'épicerie, achète 19 esclaves et 18 quintaux de cire brute, puis retourne à l'Île de France.

Il revient à l'Île de France en juin 1755, avec 3 000 noix de muscade et surtout des plants d'épices et fruits divers. Il découvre

ses premières plantations de muscadiers mortes. Quand les nouveaux plants meurent à leur tour, une enquête révèle que Fusée-Aublet, qui prétendait que le muscadier ne pouvait pas être naturalisé à l'Ile de France, avait lui-même tué volontairement les jeunes plantes, notamment en les arrosant à l'eau bouillante.

Poivre persuade le botaniste Philibert Commerson d'explorer l'Ile de France. Il forme également son neveu, Pierre Sonnerat, lequel devient l'assistant de Commerson.

En octobre 1755, un nouveau gouverneur, Magon, qui est l'un des directeurs de la Compagnie, arrive à l'Ile de France mais lui déclare qu'on ne lui avait donné aucune connaissance de son projet à Paris, et que n'ayant pas reçu d'ordre de la Compagnie à son sujet, il ne pourrait donner aucun secours à Poivre. Abandonné par la Compagnie qui, depuis plus de six années, n'a pas répondu un seul mot aux lettres pressantes qu'il lui a écrites, il décide de s'embarquer malgré les périls de la guerre qui recommence, pour venir savoir les intentions de la Compagnie, l'informer de sa conduite, de ses découvertes.

En avril 1756, Poivre quitte donc l'Ile de France sur le *Pondichéry* qui, de mai à septembre 1756 fait un hivernage à Madagascar. Il y découvre un muscadier sauvage qui le conforte dans l'idée que le climat de nos îles convient à la culture du muscadier et du giroflier. Le 23 décembre 1756, le *Pondichéry* est capturé par les Anglais, et Poivre est conduit à Cork en Irlande.

Retour en France et reconnaissance (1757 – 1767)

En avril 1757, Poivre est libéré et rentre en France, il a 38 ans. Il constate que les lettres qu'il a adressées à la Compagnie pendant toutes ces années se sont entassées dans un carton sans être lues et que la Compagnie l'a oublié. Il rend compte de sa mission et, dans son rapport, explique que si le résultat n'a pas répondu aux espérances, c'est la Compagnie qui en est responsable. Il souhaite

que ses mérites soient reconnus, et entend que les pensions et gratifications sonnantes et trébuchantes promises par la Compagnie lui soient attribuées. La Compagnie ne répond pas à sa demande, et il lui faut attendre que Bertin parvienne au ministère des finances pour qu'une pension lui soit enfin allouée.

Déjà correspondant de l'Académie des sciences auprès de Jussieu, il est reçu à l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, aux séances desquelles il participe assidument. Cette institution, ouverte à toutes les idées nouvelles, est alors un intense foyer d'activité intellectuelle. Presque toutes les grandes questions philosophiques ou sociales qui agitent le siècle y trouvent un écho et y éveillent parfois des controverses passionnées. Pour sa part, Pierre Poivre interviendra le plus souvent sur les questions relatives au commerce international et, particulièrement maritime, qui « contribue à l'adoucissement des mœurs et à une meilleure connaissance des droits de l'humanité ». Il publie à cette époque le récit de ses trois expéditions aux Moluques et à Timor sous le titre *Les Voyages d'un philosophe* qui ont du succès.

Le 5 septembre 1766, à 47 ans, il se marie avec Françoise Robin (1749-1841), à Pommiers ; il a à 47 ans, elle en a 17. De cette union naissent trois filles : Marie (1768-1787), Françoise Julienne Ile-de-France (1770-1845), qui épouse Jean-Xavier Bureau de Pusy (1750-1806) et Sarah (1773-1814).

La Compagnie de Indes, en faillite, cède ses colonies à la Couronne. Le 3 octobre 1766, quelques jours après son mariage, le duc de Praslin, alors ministre de la Marine, nomme Pierre Poivre commissaire ordonnateur de la Marine faisant fonction d'intendant des îles de France et de Bourbon puis, en décembre 1766, Louis XV voulant lui donner un témoignage encore plus grand de son estime pour ses services (six combats, quatre emprisonnements, un bras emporté), lui confère des lettres de noblesse. Poivre a bénéficié toute sa vie de la protection du

ministre Henri Bertin, et, plus ponctuellement, de celle du ministre Turgot.

Intendant des Iles de France et de Bourbon (1767-1772)

Le navire *Le Dauphin* sur lequel il s'embarque le 8 mars 1767 arrive à Port-Louis, à l'Isle de France le 17 juillet, avec sa jeune femme, Françoise. Bernardin de Saint-Pierre, de passage dans l'île en tombe amoureux et pensera à elle en écrivant *Paul et Virginie*.

À sa nomination, Pierre Poivre est chargé de mettre en place les premières structures de l'administration royale qui dorénavant vont remplacer celles de la Compagnie des Indes.

En six ans, Pierre Poivre impulse un véritable développement économique dans l'archipel des Mascareignes où il organise des plantations. Il crée dans sa propriété de Mon Plaisir, l'un des plus beaux jardins botaniques : le jardin de Pamplémousses, qui existe toujours et est ouvert au public, où il acclimater des plantes des contrées lointaines. Il envoie une nouvelle expédition vers les Moluques qui rapporte alors suffisamment de muscadiers et de girofliers pour mener à bien une acclimatation. Une dernière expédition permettra de varier encore les plants. Poivre ordonne que les plantations ne soient pas limitées à l'île de France. Elles seront disséminées aux Seychelles, sur l'île Bourbon et même en Guyane française.

Sur l'île Bourbon, il introduit entre autres le giroflier, le litchi, l'anis étoilé, l'avocatier du Brésil. À l'île de France, il rapporte d'Europe l'imprimerie, et réussit à acclimater le giroflier, la muscade, le poivre, la cannelle. Le monopole du commerce des épices tenu par les Hollandais est enfin brisé. Si Poivre s'est beaucoup intéressé à la culture des épices, il a également porté son attention sur les arbres fruitiers tels que le manguier, le mangoustan, le cacaoyer.

Enfin, il s'est préoccupé du sort des esclaves, convaincu de l'inutilité économique de l'esclavage. Il dénonce également l'immoralité de cette condition.

Retour en France

Pierre Poivre quitte l'Ile de France en 1772, en compagnie de sa femme et de ses deux enfants, pour rejoindre sa propriété de la Fréta près de Lyon où il meurt le 6 janvier 1786, à l'âge de 66 ans. Il est inhumé dans la Basilique Saint-Martin d'Ainay le 8 janvier 1786.

Son œuvre aurait périclité, son successeur ayant négligé les plantations, si Jean-Nicolas Céré, nommé en 1775 directeur du Jardin du roi, n'avait opposé la plus ferme résistance à ceux qui en méconnaissaient l'utilité.

Postérité

Un buste sculpté représentant Pierre Poivre âgé d'une trentaine d'années est érigé à l'entrée du Jardin botanique de Pamplemousses à l'Ile Maurice. Un autre sculpté (Pierre Poivre âgé d'une cinquantaine d'années) est érigé à l'entrée du Jardin botanique de Victoria (Mahé, Seychelles), au-dessus d'une plaque explicative rappelant qu'il *fut à l'origine du premier établissement des Seychelles et qu'il fit introduire des plantes à épices plus particulièrement le cannellier aux Seychelles en 1772*. Une plaque commémorative a été dévoilée au Château de la Freta à Saint-Romain-au-Mont-d'or en 1994 par l'Association Pierre Poivre de Lyon, présidée par l'écrivain Khal Torabully et Madame Vernazobres. Une allée Poivre a été inaugurée dans les Dombes en juin 2007. Un petit archipel des Seychelles a été nommé les îles Poivre. Un thé de la gamme du jardin de thé mauricien Bois-Chéri rend hommage à celui qui introduisit le théier à l'Ile de France.

Ecclésiastiques de combat

On imagine mal, aujourd'hui, des moines ou des prélats faire le coup de feu, commander une escadre ou exercer des fonctions diplomatiques en temps de guerre. Au XVII^{ème} siècle, cela n'étonnait personne. En ces temps, le passage de l'état laïc à l'état religieux était plus facile. Les guerres de religion avaient habitué l'opinion à voir des ecclésiastiques prendre les armes et Richelieu ne dédaignait pas de se montrer à cheval revêtu d'une cuirasse. En voici quelques specimens.

Le père Joseph



Deux hommes incarnent la politique française au début du Grand Siècle : deux ecclésiastiques. L'un, Richelieu, en fut l'artisan ; l'autre, le père Joseph, en fut la cheville ouvrière. Leur objectif était simple : soumettre les Grands, les rebelles huguenots et les ennemis de la France pour étendre la gloire du roi Très-Christien.

Le militaire

Le père Joseph ne s'appelait pas Joseph, mais François. François Leclerc du Tremblay. Il naquit le 4 novembre 1577 à Paris, dans une famille de cette petite noblesse de robe et d'épée qui a donné tant de grands serviteurs de l'Etat. Fils aîné de Jean Leclerc du Tremblay, chancelier du duc d'Alençon, président de la Chambre des requêtes du Parlement de Paris et de Marie Motier de Lafayette, son épouse, il reçut une éducation classique très soignée. C'était un enfant introverti et d'une intelligence exceptionnelle. Durant son enfance, marquée par les guerres de religion, on ne pouvait lui parler qu'en grec ou en latin. Seule sa mère, qui joua un rôle central dans son éducation, pouvait lui parler en français. Il étudia les auteurs classiques, mais également les auteurs contemporains et fréquenta la célèbre académie équestre de Pluvinel. Adolescent, il voyagea en Allemagne, séjourna à la cour d'Henri IV avec le titre de baron de Maffliers et, en 1595, fit un long voyage en Italie dont il revint pour embrasser la carrière des armes. Il participa, en 1597, à son premier fait d'armes, le siège d'Amiens occupée par une garnison espagnole. Il accompagna ensuite une ambassade extraordinaire à Londres. Son frère, Charles Leclerc du Tremblay, sera gouverneur de la Bastille.

Le religieux

En 1599, le baron de Maffliers renonça aux vanités du monde pour entrer en religion chez les capucins²⁵ d'Orléans où il prononça ses vœux, les capucins étant alors les confesseurs des rois et des reines. Très vite, il fut remarqué par les supérieurs de son ordre, qui lui confièrent des postes importants : il entra ensuite au couvent de la rue Saint-Honoré, à Paris, où il devint lecteur de philosophie. Atteint d'une maladie des yeux, il renonça à ses cours, se consacra aux choses de la religion avec une piété exemplaire et devint prédicateur près des couvents de Meudon, Bourges, Angers, Saumur, Le Mans, Rennes, Tours, Nantes. Des foules assistaient aux prêches de ce jeune moine portant cilice, qui allait pieds nus et se flagellait. De 1601 à 1610, il est provincial de son ordre pour la Touraine. En 1606, avec Antoinette d'Orléans-Longueville, alors religieuse à l'abbaye de Fontevraud, il fonda l'ordre des Filles du Calvaire, et écrivit un ouvrage de dévotion à leur intention. Il participa également à partir de 1609 à la réforme de l'abbaye de Fontevault. L'évêque dont relevait l'abbaye était l'évêque de Luçon, un certain Armand du Plessis, plus connu sous le nom de Richelieu, qui allait aider Joseph dans son œuvre et s'en faire apprécier pour sa hauteur de vues.

Le Père Joseph met le pied à l'étrier de Richelieu

Joseph fut remarqué par Marie de Médicis vers 1613. Il est vrai que les Italiens ont une considération particulière pour les capucins, qui sont les héritiers de la tradition de Saint-François d'Assise, mais, en outre, Joseph fréquentait des milieux catholiques (Madame Accarie, Bérulle) qui avaient accès à la reine-mère, et celle-ci appréciait son esprit et son action à Fontevault. C'est grâce aux entrées qu'il avait auprès de Marie que Joseph allait pouvoir entonner les louanges de l'évêque de Luçon. Joseph fut donc, dès ce moment, un homme d'influence, ce qu'il restera jusqu'à sa mort, un quart de siècle plus tard. Richelieu saura ensuite se mettre en valeur grâce à ses talents

²⁵ Branche la plus répandue en France des Franciscains.

propres, notamment comme député du clergé aux Etats-généraux de 1614 et sera nommé secrétaire d'Etat fin 1616 dans le gouvernement dominé par Concini.

Joseph, était donc un conseiller officieux mais écouté de Marie de Médicis. En 1616, il fut l'un des artisans de la Paix de Loudun²⁶, qui assit sa réputation de négociateur. À la demande de la reine-mère, il contribua, lors de la conférence qui aboutit à cette Paix, à apaiser la révolte des princes conduite par Condé. Soutenu par la reine et par le légat du Saint-Père, il s'opposa aux thèses gallicanes qui avaient la faveur de la noblesse, et il réussit à les convaincre d'abandonner les tendances schismatiques du gallicanisme.

En mai 1617, à la chute de Concini, Richelieu connut la disgrâce et l'exil à Avignon, comme d'autres ministres, jugés trop proches du maréchal d'Ancre. Joseph allait être une seconde fois l'homme providentiel pour Richelieu : en 1619, les relations entre les différents acteurs du jeu politique français, le roi, son entourage, le gouvernement, les « Grands » et la reine-mère étaient tellement embrouillées et conflictuelles que Joseph et un autre ami de Richelieu, Bouthilier, estimèrent que l'heure de ce dernier avait sonné et qu'ils pouvaient le présenter au roi comme le seul capable d'opérer une médiation utile. Rapidement convaincu, le roi adressa une lettre à Richelieu lui ordonnant de gagner Angoulême, où la reine-mère s'était réfugiée. C'est Charles du Tremblay, propre frère de Joseph, qui porta cette lettre à Richelieu. Les relations entre le roi et sa mère comprendront encore plusieurs crises, mais Richelieu était définitivement remis

²⁶ Non loin de Luçon. Le traité, signé le 3 mai par la reine-mère et Condé, a officiellement mis fin aux révoltes de nombreux nobles français au prix de concessions royales et de réparations à Condé et d'autres. Condé, qui fut amnistié ainsi que d'autres, reçut un million et demi de livres et la présidence du conseil d'État. Concini fut limogé de ses fonctions de lieutenant-général de Picardie et gouverneur d'Amiens.

en selle grâce à cette affaire ; il rentra au gouvernement en 1624, avec le fidèle Joseph comme conseiller.

L'éminence grise

C'est alors qu'apparut l'expression d'« éminence grise », pour désigner Joseph ; la couleur grise était une allusion à la robe de bure des capucins, et le titre d'Éminence insinuait que Joseph était le vrai cardinal. Une grande amitié, toute de complicité politique, s'établit entre « l'homme en rouge » et le moine aux mille ressources. Richelieu, admiratif de ses talents de prédicateur et de fin négociateur, le surnommait affectueusement *Ezéchiel*, ou *Tenebroso-Cavernoso*.

Grâce à son vaste réseau de capucins, Joseph créa un véritable service de renseignements avant l'heure, qu'il mit au service de la diplomatie de Richelieu. Les moines, devenus agents de renseignements, lui permettaient d'avoir en permanence des informations confidentielles en provenance des différentes zones de conflits.

Joseph du Tremblay vivait aux Missions étrangères. Il avait également une belle maison dans le parc du château de Richelieu à Rueil, laquelle, contrairement au château, existe encore²⁷. L'image que donnent de lui Jules Michelet ou Alfred de Vigny, qui en font la figure emblématique du conseiller de l'ombre manipulateur à la grande noirceur, est extravagante. C'était avant tout un grand chrétien et un grand patriote. La grande question pour ce genre d'homme est de savoir comment faire la synthèse entre ces deux composantes.

²⁷ 34, Bld Richelieu.



La maison du père Joseph à Rueil

Un premier grand dessein : le projet d'expédition européenne contre les Turcs

À la suite de Charles de Gonzague, duc de Nevers (issu par sa grand-mère maternelle des Paléologue, dernière famille régnante de Constantinople), le père Joseph s'était passionné pour un projet d'expédition militaire contre l'Empire ottoman. En effet, les Turcs maintenaient leur domination jusqu'à Bude, aux portes de la Hongrie royale des Habsbourg et les pays d'Europe occidentale vivaient toujours dans la crainte de voir déferler les janissaires sur leurs territoires. Cette menace n'avait rien d'un fantasme, car Vienne avait été assiégée par les Turcs en 1529 et le sera à nouveau en 1683. Le duc rêvait de libérer les Grecs de l'oppression ottomane surtout depuis qu'une délégation de prêtres orthodoxes venus de Morée l'avait sollicité en ce sens dès 1609.

En 1616, Richelieu, lors de son premier passage au gouvernement, et Louis XIII acceptèrent de confier à Joseph une première mission à Rome, auprès du pape Paul V. Le but était de sceller la paix en Europe en impliquant les princes chrétiens dans

un projet commun. Alors que Nevers devait se rendre à Vienne, Joseph alla donc à Rome, où il resta plus d'un an, et entra en contact avec le cardinal Glezel, archevêque de Vienne et conseiller de l'empereur. Il rencontra les agents ou les correspondants des ducs de Saxe et de Bavière. Pour la Pologne, ce fut un capucin de Varsovie en voyage dans la ville éternelle qui servit d'intermédiaire. Joseph reçut des accords de principe de la Pologne et de plusieurs États italiens.

Il prévoyait aussi de susciter des attaques de revers sur les arrières des Turcs et, pendant près de 4 mois, il négocia également avec les « *prêtres et autres gens de qualité* » des Druses du Liban. Dans le même but, le père Joseph voulait aussi s'appuyer sur les Géorgiens et les Arméniens d'Asie Mineure ou encore le Négus d'Éthiopie, Sousénios, en apportant toutefois à celui-ci et *via* le royaume du Congo (!), les armes qu'il demandait pour chasser les Turcs d'Égypte. Mais on comptait surtout sur la puissance militaire de la Perse qui depuis plusieurs années déjà sollicitait le pape, l'empereur et le roi d'Espagne pour mener à bien une grande offensive contre les Turcs.

Comme on peut le lire dans un des mémoires du père Joseph, il s'agissait ainsi de « *coopérer à la ruine du Turc comme à l'établissement et propagation de la foi catholique* ». Plusieurs expéditions étaient prévues. Une « *Milice chrétienne des chevaliers de Jésus-Christ pour sa gloire, la paix et la libération des Chrétiens de l'oppression des Infidèles* », devait marcher sur Constantinople à partir de la Pologne. C'était le noyau dur du projet, qui avait retenu l'attention de Charles de Gonzague. Un corps de 12 à 15 mille hommes se tenait prêt à se diriger vers l'Empire ottoman par la Valachie. Au sein de l'expédition, les troupes françaises auraient trouvé une place de choix : « *les dicts chevaliers s'attendent prendre pour leur général M. le duc de Nevers, comme plusieurs fois ils lui ont fait entendre* », lit-on dans un mémoire.

Une autre armée devait être levée par l'empereur Mathias et l'archiduc Ferdinand de Styrie pour attaquer la Hongrie, front un peu dégarni depuis que le sultan Ahmed I^{er} avait utilisé plusieurs de ses garnisons pour porter ses offensives en Perse. À ces deux bataillons, le père Joseph ajoutait l'apport essentiel des 25 000 à 30 000 hommes de « *la nation belliqueuse des Cosaques chrétiens du culte latin* », installés aux confins de la Pologne et ennemis jurés des Turcs. Le projet envisageait aussi une offensive sur mer qui avait pour but de combiner plusieurs forces navales : celles du vice-roi de Naples, de l'Espagne et de la France, tout en espérant pouvoir y ajouter les navires anglais, hollandais et surtout vénitiens. Nevers lui-même arma cinq galions en 1621 pour transporter son armée en Grèce.

Le capucin poète

De 1617 à 1625, pour assurer ce qu'on appellerait aujourd'hui la communication sur son projet d'expédition contre les Turcs, le père Joseph se fit même poète. Il écrivit une ode de plus de 4600 vers latins, *La Turciade*, dédiée au pape Urbain VIII, qui faisait entrer son lecteur dans la cour céleste. Devant un parterre d'anges, le Christ prenait la parole : il exprimait sa douleur de voir le Proche et le Moyen-Orient dominés par les Musulmans et invitait les forces du ciel à y porter remède. Jésus se tournait aussi vers les puissances terrestres : il voulait convaincre les deux principaux rois de la Chrétienté, Louis XIII et Philippe IV, d'engager la guerre sainte contre la Sublime Porte.

Cette Ode sera imprimée en deux exemplaires. Urbain VIII, destinataire de l'un d'eux et lui-même poète, l'appela « L'Énéide chrétienne ». Il sera à l'origine de la création par le pape, en 1622, de la Congrégation pour la propagation de la foi.

D'autres poèmes comme le *Vol d'esprit dans la course des voyages pour le service de la Grèce et de la Terre Sainte* ou encore la *Complainte de la*

pauvre Grèce au Roy Louis Le Juste et aux François, aspiraient à cette même entreprise de libération.

Il restait finalement à convaincre l'Espagne, sans laquelle rien ou presque ne pourrait être lancé. Par l'intermédiaire du général des Capucins en visite dans la péninsule ibérique, des négociations furent engagées avec Philippe III²⁸. En 1618, du Tremblay se rendit lui-même à Madrid, où son projet reçut en apparence un accueil chaleureux. Mais de nombreuses réticences apparurent rapidement au grand jour au point de bloquer les négociations, avant tout à cause de la place prépondérante que la France prenait dans l'organisation de l'expédition.

Les affaires intérieures

Le siège de la Rochelle fut mené par le Cardinal d'octobre 1627 à octobre 1628. Le moine n'y assista pas passivement mais y participa à sa manière. Il s'installa modestement dans uneasure à demi-ruinée, fréquemment inondée par la montée des eaux du marais, et y recevait un incessant va-et-vient d'espions et de transfuges, qui lui transmettaient tous les renseignements nécessaires sur le moral de la population, les dissensions qui agitaient les chefs protestants et l'état de leurs forces. En mars, l'un de ces renseignements, qu'il transmit à Richelieu, indiquait qu'il était possible de passer par des chenaux bourbeux, sous l'une des portes de la ville, la porte Maubec. On décida d'une attaque brusquée de ce côté par une brèche qui y fut pratiquée, mais une mauvaise coordination entre les différents groupes fit échouer l'opération. La ville capitula finalement le 28 octobre 1628. Richelieu proposa à Joseph le poste d'évêque de La Rochelle. Le capucin, flatté mais fidèle à sa conception qui le faisait préférer aux honneurs l'influence et la propagande, préféra organiser avec un autre père, La Mortagne, l'œuvre des missions,

²⁸ A l'époque du cardinal et de Joseph, le roi d'Espagne est Philippe III jusqu'en 1621, Philippe IV ensuite.

destinée à réimplanter le catholicisme dans ce fief du protestantisme.

Le retour des conflits intra-européens : la guerre de Trente Ans

Le début de la guerre de Trente ans rendit caducs les projets unificateurs de la Chrétienté. La guerre est, à la base, un conflit entre l'Empereur germanique catholique et des vassaux protestants, mais sur ce schéma central se greffent des enjeux très variés. Au début de la guerre, Louis XIII avait plus ou moins, de sa propre initiative, assuré l'empereur Ferdinand II de son soutien. Son ministre des Affaires étrangères le convainquit de renoncer à ce soutien au profit d'une offre de médiation. Puis la logique de conflictualité entre la maison de France et les Habsbourg allait peu à peu s'imposer, jusqu'à l'entrée en guerre officielle en 1635.

Le renversement des alliances

L'infléchissement de la pensée de Joseph, le Capucin diplomate, définisseur de la politique internationale de la France après 1620, suit ce cours, tant à l'égard des Habsbourg qu'à celui des Turcs

A l'égard des Habsbourg

Avec le développement de la guerre en Allemagne, Joseph en vint à considérer que les Habsbourg étaient l'obstacle qui empêchait la paix paneuropéenne. Dans le *Dessein perpétuel des espagnols à la monarchie universelle* daté de 1624, le Capucin diplomate présentait les Habsbourg comme des princes aux visées agressives, avides de victoires et de conquêtes. L'Espagne de Philippe IV qui, selon le père Joseph ne procédait pas de façon différente de l'Autriche, était tout aussi coupable. Cette ambition universaliste était d'autant plus dangereuse qu'elle visait directement la France. Encerclé de toute part, le royaume devait tout faire pour se protéger d'une telle menace.

Jusqu'en 1625, le père Joseph crut à son projet d'expédition contre les Turcs : il se rendit à Rome pour faire accepter sa Milice dont les constitutions furent officiellement acceptées par Urbain V le 24 mai 1625. Mais à cette date, la crise de la Valteline mit un terme définitif à toutes formes de coopération éventuelle entre la France et les Habsbourg. Dans son *Discours sur l'Etat lamentable de la Valtoline adressé au Roy*, l'Éminence grise laissait entrevoir les conséquences néfastes de la politique espagnole dans cette région stratégique, après que les Habsbourg eussent réussi à soumettre les « *Lignes grises* ».

La Milice chrétienne, qui avait déjà perdu la plupart de ses membres, devenait caduque et désuète : elle vivota jusqu'en 1628 puis fut démantelée.

Une mutation fondamentale s'opéra dans la définition même des relations entre États : l'idée de justice internationale ne résidait plus dans la formation d'une Europe unifiée ou pacifiée par la religion, mais renvoyait plutôt au principe d'équilibre, à un rapport de force stable et tempéré entre les puissances. Le Capucin avançait l'idée qu'une politique expansionniste était anti-chrétienne lorsqu'elle prétendait soumettre un pays par la contrainte et l'utilisation de la force armée. Or, les Habsbourg opprimaient les « *libertés germaniques* ». En toute logique, ils ne pouvaient être considérés comme de bons chrétiens, contrairement aux Français qui prenaient la défense des opprimés. Toutes les alliances de revers contre l'Espagne et l'Empire étaient donc d'essence divine, parce qu'elles contrebalançaient les prétentions universalistes de ceux qui avaient usurpé de nombreux territoires. Le père Joseph mentionnait le « *titre glorieux jadis acquis par nos roys, de protecteur des libertés germaniques* ».

C'est ainsi que le Capucin paladin du catholicisme s'engagea et engagea Richelieu, au nom de l'intérêt national, dans une

politique d'alliance avec les ennemis des Habsbourg, qui se trouvaient être pour la plupart des protestants. Il prenait l'exemple du traité secret que François 1^{er} avait signé avec la ligue de Smalkalde en janvier 1634 ou celui qu'Henri II avait conclue à Chambord en 1552 avec les princes allemands.

Payant de sa personne, Joseph se rendit à la Diète de Ratisbonne en 1630 (nous avons fait allusion à cet épisode à propos de Tavernier), et persuada les princes allemands que l'Empereur n'avait plus besoin de conserver sur le pied de guerre des forces aussi importantes sous peine de trahir des visées expansionnistes. Ferdinand II s'inclina et congédia son meilleur général, Wallenstein. Cette révocation, qui affaiblissait l'empereur, est l'un des chefs d'oeuvres de la diplomatie ténébreuse de Joseph.

Dans la foulée, en janvier 1631, le roi de Suède Gustave-Adolphe se proposant d'attaquer l'Empire par le nord, Joseph, avec Charnacé, ambassadeur de France, mit sur pied un traité d'alliance avec lui (traité de Baerwald), par lequel la France versait 1 million de livres par an à la Suède pour soutenir son effort de guerre, celle-ci s'engageant à respecter la religion catholique, ses ministres et ses lieux de culte et à laisser la Bavière en dehors du conflit.

Joseph menait un jeu délicat : la France n'était pas en guerre ; elle faisait la guerre par roi de Suède interposé, mais il s'agissait de canaliser l'efficacité militaire des Suédois en direction des Etats héréditaires des Habsbourg et d'éviter qu'ils s'en prennent aux Etats catholiques du sud de l'Allemagne. Comme dit Joseph : « *Il faut se servir de ces choses (l'alliance suédoise) comme des venins, dont le peu sert de contre-poison et le trop tue* ».

A l'égard des Turcs

Dans le même temps, le religieux passait d'une politique méditerranéenne à une autre. D'abord partisan et agent d'une

expédition européenne contre les Turcs, il se mit à défendre un autre type d'action : l'évangélisation devenait désormais un moyen d'assurer la présence de la France sur le pourtour méditerranéen.

Dès 1625, le père Joseph conseilla à Richelieu de réquisitionner et d'intégrer dans la flotte royale les vaisseaux que le duc de Nevers avait fait construire pour transporter ses troupes en Grèce. Un an et demi plus tard, Charles de Gonzague acceptait de brader ses vaisseaux à Louis XIII.

Voyant la carte suédoise faiblir après la victoire de l'armée impériale à Nördlingen le 6 septembre 1634, il n'hésita pas à réveiller la diplomatie de Louise de Savoie sous François I^{er} et à négocier un accord avec les Turcs : au moment où la France allait entrer en guerre contre l'Autriche, il s'engageait à verser des subsides à la Porte pour qu'elle attaquât conjointement l'Empire et l'Espagne. Même si cette alliance militaire ne fut jamais activée, elle révélait les nouvelles orientations ottomanes du père Joseph. On trouve une évolution comparable dans le rôle spirituel qui fut assigné aux Filles du Calvaire. Mobilisées à l'origine dans le but de favoriser la Milice chrétienne, les moniales devaient désormais prier pour le succès des missions d'Orient mais aussi pour celui du « roi de guerre », en lutte contre les armées espagnoles.

L'homme passa d'un catholicisme dévot et universaliste animé par l'idée d'une réunification de la Chrétienté, à un catholicisme d'État, défenseur de son prince et partisan des missions pacifiques dans l'Empire ottoman et sur le pourtour méditerranéen. Au temps de la guerre de Trente Ans, c'était finalement la seule politique conciliable avec le rayonnement de la France en Europe. Mais ce qui rendait possible ce passage, c'était la place que le religieux attribuait au roi très-chrétien. Dans un cas comme dans l'autre, le roi était au centre de sa pensée et de l'ordre du monde.

La France dans la guerre

Gustave-Adolphe mourut en 1632 à la bataille de Lutzen. L'armée suédoise privée de son chef, essuya des défaites, dont la plus importante, à Nordlingen, apparut comme un échec de la politique allemande de la France. Celle-ci ne pouvait plus se reposer sur les Suédois pour faire la guerre par Etats interposés. Il fallait y aller, mais avec des alliés et, le rapport de forces étant ce qu'il était, des alliés protestants. Joseph et Richelieu poursuivirent dans la voie initiée avec le traité de Baerwald et conclurent, durant l'année 1635, un traité d'alliance avec les Provinces-Unies (8 février), un nouveau traité avec la Suède (traité de Compiègne, 28 avril) et un autre avec Bernard de Saxe-Weimar, sorte de condotière protestant, jusqu'alors au service des Suédois (octobre).

La France entra finalement officiellement en guerre en mai 1635. La guerre coûtait très cher, car elle se déroulait à la fois sur plusieurs théâtres terrestres et sur mer, sur le théâtre méditerranéen (cf. notice suivante relative à Monseigneur de Sourdis). En 1636, la prise de Corbie par une armée espagnole venant des Pays-Bas entraîna un début d'invasion et la panique chez les Français. Les finances de l'Etat étant au plus bas, on dévalua la livre-tournois. Dans cette période dramatique, Joseph s'efforça par tous les moyens de soutenir la résolution de Richelieu ; il lui présenta même un capucin défroqué, le Père Dubois, qui prétendait savoir le secret de la transmutation des métaux. Richelieu ordonna que l'on donne les moyens nécessaires à Dubois. Après des débuts prometteurs, l'expérience tourna court et Richelieu fit juger et exécuter l'apprenti alchimiste.

Le danger espagnol fut finalement éloigné de Paris et la guerre se concentra dans le nord de l'Italie, dans les Grisons et, en particulier, sur la vallée de la Valteline, lieu de passage des troupes espagnoles circulant entre l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas. Le

Père Joseph ne fut pas toujours bien inspiré ; ainsi, en rationnant les envois d'armes et de renforts à l'armée française qui occupait ces régions, commandée par le duc de Rohan, il porte une lourde responsabilité dans la capitulation de ce dernier et dans la perte de celle-ci.

En 1637, la guerre s'enlise et l'on retrouve le Père Joseph dans l'affaire du vœu de Louis XIII consacrant le royaume de France à la Vierge. Contrairement à ce que l'on dit parfois, ce vœu, prononcé solennellement le 10 décembre, n'est pas lié à l'attente de la naissance d'un Dauphin, mais à la victoire militaire. En voici le principal passage, rédigé par Joseph, bien entendu : « *prenant la très sainte et très glorieuse Vierge pour protectrice spéciale de notre royaume, nous lui consacrons particulièrement notre personne, notre État, notre couronne et nos sujets, la suppliant de nous inspirer une si sainte conduite, défendre avec soin ce royaume contre l'effort de nos ennemis que, quoiqu'il souffre le fléau de la guerre ou jouisse des douceurs de la paix, il ne sorte point des voies de la grâce qui conduisent à celles de la gloire* ». Quand on apprendra la grossesse d'Anne d'Autriche, Louis XIII, le 10 février 1638, renouvellera le vœu, en y ajoutant des prières spéciales pour l'héritier.

L'homme de communication

A travers toute la carrière de Joseph, l'importance accordée à la propagande et au renseignement est une constante remarquable, et en cela, il est moderne. Il pratique la diplomatie d'influence et la guerre psychologique. Son intense action politique ne l'empêche pas de développer l'œuvre d'évangélisation de son ordre, au contraire, cette dernière en est un élément : le réseau des missions étrangères est mis au service de l'action de la France à l'étranger et sous les deux espèces, la propagande et le renseignement. Il est significatif à cet égard qu'il dirigea, de 1624 et 1638, le seul journal autorisé à l'époque, le *Mercurius français* créé en 1605, y théorisant notamment l'absolutisme catholique.

Le promoteur des Missions étrangères

L'envoi de missions dans des contrées à évangéliser s'inscrit dans cette action. Ce fut au début des années 1620 que le projet d'envoyer des missionnaires capucins à l'étranger prit forme. En janvier 1622, un religieux de cet ordre, le père Pacifique de Provins s'embarqua pour les Échelles du Levant à la demande de Joseph.

Le père Joseph fit savoir qu'un des membres de sa communauté maîtrisait suffisamment bien l'arabe pour l'enseigner à ses religieux « *selon l'ouverture ou l'emploi qui nous sera commandé car il est vrai que c'est une chose insipide d'étudier en cette langue sans espérance d'emploi* ». En 1625 à Rome, l'Éminence grise fut désignée préfet des missions d'Orient et d'Angleterre. S'il envoya des missionnaires au Canada en 1632, il laissa au père Léonard de Paris le soin de répandre son ordre en Acadie et en Grande-Bretagne, préférant se concentrer sur le pourtour méditerranéen.

Dès 1626, quatre pères capucins débarquèrent à Constantinople avec les lettres du père Joseph en poche, accolées à celles du roi et du cardinal de Richelieu. Les clercs franciscains avaient reçu l'autorisation d'y fonder un monastère. L'ambassadeur de France les installa dans la chapelle Saint-Georges du faubourg de Péra, à laquelle on ajouta bientôt une école qui deviendra plus tard le séminaire Saint-Louis. À partir de là et grâce aux appuis politiques du père Joseph, l'extension fut rapide et aboutit à la fondation de plusieurs maisons en Méditerranée : en 1627 dans l'île de Chios, puis l'année suivante à Naxos et Smyrne. La custodie de Grèce prenait forme.

De même, ce fut en 1626 que les Capucins s'installèrent en Syrie (Alep) et au Liban, à Saïda puis à Beyrouth. La ville de Bagdad fut atteinte en 1628 et celle d'Ispahan, en Perse, l'année suivante. Le troisième foyer était celui de l'Afrique du Nord : d'abord le Maroc au début des années 1620 avec cependant des obstacles qui en

repoussèrent la réussite, puis vinrent les installations en Égypte (Alexandrie, Le Caire) et en Barbarie (Tunis). Après 1630, de nombreux sites vinrent s'ajouter à cette liste : Tripoli de Syrie, Syros, Andros avec également des projets à Chypre, Adalia et Damas.

La fonction de ces missions était multiple. Il s'agissait d'abord et avant tout d'apporter l'encadrement et le soutien spirituels nécessaires aux chrétiens d'Orient. À cela s'ajoutait une action apostolique tournée aussi bien vers les musulmans que les orthodoxes de ces régions. L'Éminence grise pensait ainsi que le bon missionnaire était celui qui savait confesser et prêcher dans la langue du pays. Sur place, les clercs prenaient en charge les tâches traditionnelles des prêtres envoyés à l'étranger, auxquels ils tentaient d'ajouter, lorsque les moyens ou les occasions se présentaient, le service éducatif, la création d'un Tiers Ordre ou encore, mais plus occasionnellement, le rachat des captifs. À travers cette œuvre religieuse et apostolique de la France, il s'agissait également, pour le père Joseph, de promouvoir l'autorité de l'État en Méditerranée.

Depuis les Capitulations, le royaume était le protecteur des chrétiens d'Orient. L'action missionnaire trouvait donc dans la monarchie un soutien essentiel, que le moine, agent du roi et conseiller privilégié de Richelieu, ne cessait de solliciter et d'activer. C'est sur les recommandations du père Joseph que Louis XIII se fit le protecteur mais aussi le fondateur des missions capucines en Méditerranée. Il leur apporta l'argent nécessaire et sollicita, en leur faveur, l'appui de ses principaux conseillers, de ses ambassadeurs et de ses consuls. Le Capucin, particulièrement attaché à la fidélité princière, incitera plusieurs des siens à venir se présenter au roi avant de partir pour les contrées méditerranéennes. Il s'efforça également d'avantager les Français au sein de la Congrégation pour la propagation de la foi.

Sur les nouveaux édifices religieux, les armes royales étaient apposées et les clercs servaient la politique internationale de la France, en renforçant leur système d'alliances. L'action des religieux entrainait dans le cadre d'une politique globale : porter des messages de conciliations aux princes locaux ou encore vivre en bonne intelligence avec les populations autochtones pour ne pas desservir la réputation du roi de France. Ce fut le cas par exemple du père Pacifique de Provins qui, grâce aux largesses d'Abbas I^{er}, fonda deux maisons en Perse, à Ispahan et à Casbin. Très vite, il fut chargé de nouer des relations durables avec le Chah, au nom du roi de France. Les Capucins devenaient donc de véritables agents diplomatiques, prenant le relais de l'Éminence grise.

Une disparition rapide

Joseph ne vit pas la fin de la guerre en Europe, qui allait encore durer 10 ans. Après une première attaque cérébrale au printemps 1638, il fut à nouveau frappé, à Rueil, le 18 décembre 1638. Richelieu assistait à l'agonie de son conseiller. On raconte que, tout à coup, il sortit de la chambre et y revint à grand fracas quelques instants plus tard, tenant à la main un vague papier qui pouvait ressembler à une dépêche, puis, se penchant sur le mourant, il lui cria : « *Père Joseph, Père Joseph, Brisach est à nous !* ». Pieux mensonge qui n'en était pas un puisqu'effectivement, Brisach était tombée aux mains de Saxe-Weimar le matin même, mais on ne l'apprit à Paris que quelques jours plus tard. Ainsi le prélat n'avait trouvé d'autre étincelle de lumière pour accompagner l'âme du capucin dans son dernier voyage qu'un viatique de guerre et de sang.

A 61 ans, il mourait épuisé par 40 années d'un labeur continu. S'il avait vécu un peu plus longtemps, il serait devenu effectivement Eminence, car Louis XIII avait demandé au pape le « chapeau » (de cardinal) pour lui. Richelieu écrivit : « *Je perds ma consolation et mon unique secours, mon confident et mon appui.* ». Il sera,

dans une certaine mesure, remplacé par Mazarin, comme interlocuteur privilégié et confident de Richelieu.

Monseigneur de Sourdis

L'amiral archevêque



Portrait vers 1638-1642, avec une représentation en arrière-plan de l'un de ses combats navals

Fils cadet de François d'Escoubleau, marquis de Sourdis et d'Alluye, gouverneur de Chartres et premier écuyer de la Grande Écurie, et d'Isabelle Babou de la Bourdaisière, dame d'Alluye, tante de Gabrielle d'Estrées, Henri d'Escoubleau de Sourdis naît en février 1593. Il est baptisé le 20 février dans la paroisse de

Saint-Germain-l'Auxerrois. Il passe son enfance au château de Jouy-en-Josas et, destiné à la carrière ecclésiastique comme de nombreux cadets de famille, il fait ses humanités et sa philosophie au collège de Navarre, suivies d'études de droit et obtient son doctorat *in utroque jure*. Tonsuré en mai 1605, il est encore simple clerc lors de sa nomination épiscopale mais il est commendataire de l'abbaye de Saint-Jouin, dans le diocèse de Poitiers. Le Cardinal François d'Escoubleau de Sourdis, son oncle, résigne en sa faveur son titre de coadjuteur de Maillezaïs le 23 mars 1615. Il hérite en 1616 de son oncle le titre d'évêque de Maillezaïs et il est confirmé le 18 mai 1616 et consacré en 1623.

Dès ses débuts, il conjugue sans complexe la carrière ecclésiastique et celle des armes, pour laquelle il a apparemment au moins autant de goût que pour la première. C'est ainsi qu'il prend part à la guerre de Trente Ans puis, en 1628, combat en tant qu'intendant de l'artillerie au siège de La Rochelle, où il rend des services signalés. L'année suivante, il prend la succession de son frère François à l'archevêché de Bordeaux. Cette succession, convenue plusieurs années auparavant, fut confirmée par un décret du cardinal de Richelieu.

Lors de l'Affaire des démons de Loudun, ville située dans son archidiocèse, il tente de calmer l'agitation publique en faisant interner les malades et en mettant un terme aux exorcismes, mais il est pris de vitesse par Richelieu qui, ayant en vue le démantèlement de places huguenotes dans la région, profite de ces événements pour y dépêcher son agent plénipotentiaire, le baron de Laubardemont.

Sourdis est reçu commandeur du Saint-Esprit le 14 mai 1633, mais l'année suivante, Jean Louis de Nogaret de La Valette, gouverneur de Guyenne, fait voler son chapeau d'un coup de canne lors d'une procession. Interdit de duel, Henri de Sourdis

exige l'excommunication de son offenseur. Il n'obtient pas satisfaction, mais, du moins, La Valette est exilé à Plassac.

Il poursuit ses activités militaires. Après que la France a déclaré la guerre à l'Espagne, il est nommé chef des conseils du roi pour les armées navales. Le 14 septembre 1635, les Espagnols prennent l'initiative en s'emparant des îles Lérins, sur la côte de Provence, qu'ils fortifient immédiatement. Louis XIII ordonne de mettre de suite en mer toutes les forces navales de la France. Il nomme Henri de Lorraine, comte d'Harcourt et d'Armagnac, généralissime des armées de terre et de mer du Levant et lui donne pour sous-ordre le marquis du Pont de Courlay, généralissime des galères. Notre archevêque est nommé chef des conseils du roi en l'armée navale auprès du comte d'Harcourt, pour l'assister « *dans tous les conseils qui se tiendront, et en toutes les affaires concernant le fait de ladite charge, et aussi avoir la direction de la subsistance, vivres, munitions de guerre, équipages, fortifications de places, règlement des dépenses, jugement des prises, avec pouvoir de faire poudre et fondre artillerie et tout ce qui sera nécessaire.* » Le sieur Desgouttes, capitaine de pavillon de l'amiral commande en son absence.

La bataille des Iles de Lérins

Après avoir pris une peine incroyable à contenter les capitaines des vaisseaux « qui avoient accoutumé à avoir l'argent du roi pour se promener de port en port du royaume, et être retombé dans les crieries des gens de pied qui croyoient avoir leurs commodités quand ils logeoient chez le paysan »²⁹ l'archevêque de Bordeaux met à la voile, le 23 juillet 1636. L'armée navale arrive à Toulon dans les premiers jours du mois d'août. Le 18, elle paraît devant les îles Lérins, mais elle ne peut atteindre le mouillage parce que le vent est contraire. A quelques jours de là, elle laisse tomber l'ancre dans la rade de Gourjan où M. de Beauveau, évêque de Nantes, la rallie avec 12 autres vaisseaux et une galère (on voit à

²⁹ Correspondance de M. de Sourdis

cette occasion que Sourdis n'est pas le seul prélat officier de marine !). Le 6 septembre, à défaut du vent qui lui refuse son assistance, l'amiral se sert des bras des chiourmes³⁰ pour remorquer 20 vaisseaux qui, sous les ordres du vice-amiral Manty, doivent attaquer les galères espagnoles retirées dans le port de Monaco. Peu confiantes dans le canon de la place, celles-ci sortent dès qu'elles aperçoivent les vaisseaux français. Il n'y a toutefois pas dégagement ; un fort coup de vent oblige les Français à se retirer à Villefranche d'où, plus tard, ils rallient le reste de l'armée à Menton. Le 19, vers 6 heures du matin, 32 galères d'Espagne et de Florence sont aperçues se dirigeant vers ce port où elles croient probablement surprendre les Français. Mais leur chef se trompe ; ceux-ci sont disposés à les recevoir, et 12 des grands vaisseaux, pris à la remorque par les galères, se portent à leur rencontre. Les rôles changent alors : les galères espagnoles s'enfuient sous les boulets des vaisseaux français qui les canonent pendant deux heures, mais ne peuvent les empêcher d'atteindre un abri. Alors que, le lendemain, l'amiral français se disposait à les y attaquer, elles coupent leurs câbles et se prennent à fuir dans le plus grand désordre, en abandonnant un grand nombre d'embarcations. La flotte française ne les poursuit pas et jette l'ancre. Changeant alors de tactique, l'ennemi se présente, vers midi, à l'entrée de la rade et manœuvre pour enlever quelques petits navires attardés. Il fait calme plat, mais, lorsqu'il voit les galères prendre plusieurs vaisseaux à la remorque, l'Espagnol se retire de nouveau. Larguant de suite la remorque, les galères françaises les poursuivent : elles rallient les vaisseaux après leur avoir envoyé une bordée. Le commandant en chef fait voile vers Villefranche. Le défaut de vivres fait renvoyer les galères à Toulon. Les dissensions qui divisent les chefs appelés à prendre part aux opérations retiennent l'armée navale dans l'inaction la plus complète depuis le mois de septembre jusqu'à la fin de l'année 1636.

³⁰ La chiourme est l'ensemble des rameurs d'une galère.

La bataille de Guetaria

Le 4 mars 1638, l'archevêque de Bordeaux est nommé lieutenant général et commandant en chef de l'escadre destinée à coopérer à la prise de Fontarabie dont le prince de Condé a entrepris le siège par voie de terre. L'escadre appareille de l'île de Ré, le 29 juillet, et le 2 août, elle mouille devant Fontarabie. Le 7, le sieur de Cangé la rallie avec une division qui était allée détruire quelques navires dans le port du Passage. L'arrivée de 11 nouveaux bâtiments porte l'escadre à 64 voiles dont 44 galions ; les autres sont des frégates, des flûtes et des brûlots. Le 17, vers 8 h du matin, le chevalier de Montigny, contre-amiral de l'escadre, qui croisait au large avec une division, signale 14 galions espagnols et 4 frégates ; ces bâtiments, commandés par l'amiral Lopez, portent des troupes à Saint-Sébastien. Sourdis réunit un conseil de guerre, qui est d'avis que l'amiral doit sortir avec 10 galions et 5 brûlots, tandis que le vice-amiral Delaunay-Razilly restera au mouillage avec le reste de l'escadre.

L'amiral appareille à 23 h., mais la brise de terre manque quelque temps après, et, drossé par le courant, puis menacé d'être entraîné à la côte, il est forcé de jeter l'ancre. Cette contrariété permet aux galions espagnols de mouiller sous les batteries de Gattary (Guetaria). Le calme retient l'escadre française dans l'inaction pendant trois jours. Le 22, à midi, les batteries et les bâtiments ennemis sont attaqués par six vaisseaux, deux de 30 canons, deux de 24 et deux de 16. Le peu de profondeur de la rade empêche l'emploi d'un plus grand nombre de bâtiments, mais ceux qui ont pu prendre place dans la ligne sont accompagnés chacun par un brûlot, et les brûlots sont eux-mêmes soutenus par un vaisseau de 24, deux de 16 et 3 autres bâtiments. La lutte est acharnée ; l'artillerie française a le dessus, et les brûlots complètent la victoire : tout ce qui n'est pas coulé devient la proie des flammes. Le succès de cette affaire est attribué au commandeur Desgouttes, lequel, écrit M. de Sourdis, a su si bien ménager

l'ordre de combat, les mouillages et l'avantage du vent, qu'ils ont causé le gain du combat. Les Français n'ont pas plus de 40 tués ou blessés. Sept de leurs bâtiments ont seuls des avaries de quelque importance. Les pertes de l'ennemi montent à 5 000 tués. Sourdis envoie au roi le pavillon de l'unique vaisseau espagnol rescapé.

La bataille de Fontarabie

L'archevêque est moins heureux quelques mois plus tard, à la fin de la campagne de 1638. Entre juin et septembre 1638, les troupes françaises –environ 25 000 hommes- commandées par le prince de Condé, assiègent la place forte de Fontarabie, ville frontalière située à l'embouchure de la Bidassoa, au Pays basque, défendue par environ 1300 soldats. Sourdis est chargé de compléter le dispositif en assiégeant la place par voie de mer. Il dispose pour ce faire de 20 à 30 bâtiments.

Le siège est mené avec acharnement. On estime à 16 000 le nombre de boulets tirés par les Français sur les murailles de la ville. À la fin, il reste environ 300 survivants, principalement des femmes et des enfants, mais la ville, largement détruite, ne se rend pas et, le 7 septembre, une armée de secours espagnole, commandée par Cabrera, amiral de Castille, arrive, avec 15 000 fantassins et 500 cavaliers et défait les Français.

La défaite est durement ressentie par la cour de France, d'autant qu'elle a été infligée par un ennemi inférieur en nombre, et il n'y aura plus de tentative sérieuse d'invasion de l'Espagne par le Pays basque. Sourdis attribue la responsabilité de l'échec à un des généraux, Bernard de La Valette, futur duc d'Épernon, qui a refusé de diriger une attaque, ne croyant pas à son intérêt tactique et craignant un échec. Sourdis obtient l'appui de Richelieu dans cette affaire et La Valette est condamné à mort³¹.

³¹ Il s'enfuit en Angleterre puis fut réhabilité sous Mazarin.

Au printemps de l'année 1639, l'archevêque de Bordeaux prend le commandement d'une escadre qui était réunie sur la rade de Belle-Isle. Une série de mauvais temps retient cette armée au mouillage jusqu'au 1^{er} juin. Ce jour-là, elle peut mettre à la voile et, le 8, elle paraît devant la Corogne. 35 navires espagnols ou portugais se trouvent sur cette rade, protégés par deux batteries et une estacade. Le commandant en chef juge la position trop forte pour l'attaquer et, n'ayant pu réussir à décider les Espagnols à sortir, il rentre à Belle-Isle dans les premiers jours de juillet. La flotte reprend la mer le 7 août, et se porte de nouveau sur la côte d'Espagne.

La prise de Laredo et de Santona

Sourdis apprend bientôt la présence de 2 galions dans la Colindre, rivière qui se jette dans la baie, sur les bords de laquelle les villes de Santona et de Laredo (au Pays Basque espagnol, entre Bilbao et Santander) sont bâties. Il résout d'aller les enlever ou les détruire. L'entrée de cette rivière est défendue par 5 batteries comptant ensemble 30 canons ; une barre en rend en outre l'accès fort difficile. Le 13, après avoir fait reconnaître la barre, l'archevêque met les troupes à terre, soutenues par les chaloupes ; celles-ci marchent d'abord sur Laredo ; à la fin du jour elles sont maîtresses de la ville, dont elles rasant les fortifications. Le 16, 5 frégates, 24 chaloupes et 4 brûlots entrent dans la rivière, tandis que les troupes se dirigent sur Santona. La chute du vent qui survient alors et la vivacité du feu de l'ennemi font douter un moment de la réussite de l'entreprise en ce qui concerne les galions. Mais l'attaque de Santona est dirigée avec tant de vigueur que les troupes entrent promptement dans la ville ; et le double rempart derrière lequel les galions avaient cherché un abri n'existant plus, leurs capitaines les abandonnent en les livrant aux flammes. On saute à leur bord, mais un seul peut être préservé d'une destruction complète : le second était trop loin dans la rivière pour que des secours efficaces pussent arriver à temps. Le

manque de vivres oblige la flotte à rentrer en France à la fin du mois de septembre.

Tarragone

En 1640, les hostilités continuent toujours avec l'Espagne et Sourdis est remplacé à la tête de l'escadre de l'Atlantique par Jean Armand de Maillé-Brézé et affecté à la flotte du Levant (c'est-à-dire de Méditerranée).

Pendant que le général de La Mothe-Houdancourt fait le siège de Tarragone, sur la côte méditerranéenne de l'Espagne, l'archevêque de Bordeaux bloque cette ville par mer avec 12 vaisseaux, 6 pataches, 1 frégate, 5 brûlots et 12 galères. Dans la nuit du 10 mai 1641, les capitaines commandeur de Chastellus, Duquesne³², Garnier, Daups et le capitaine de brûlot Cîret réussissent à détruire 1 navire réfugié sous les batteries de la ville. Le 13, l'armée navale fait une expédition contre les îles Alfages³³. Elle retourne ensuite devant Tarragone, malgré l'avis d'un conseil réuni à bord de la Capitane, lequel a émis l'opinion qu'il était inutile de bloquer par mer une ville dont l'investissement par terre n'était pas complet. Plusieurs engagements partiels de galères ont lieu pendant le blocus. Le 4 juillet, 41 galères de Naples, de Gênes et d'Espagne, tentent d'entrer dans le port. Une d'elles, la San Felipe, est prise et 29 rebroussent chemin. Les 11 autres, qui ont réussi à atteindre le port, y sont immédiatement attaquées. Ces galères et ces batteries, sur la protection desquelles elles ont compté, sont presque immédiatement abandonnées. Malheureusement, la brise, en fraîchissant du large, force les vaisseaux français de s'éloigner.

³² Le futur amiral, calviniste, que nous avons déjà croisé à propos de Tavernier. La cohabitation

³³ Situées à l'embouchure de l'Ebre, au-dessous de Tortose.

Le lendemain, le capitaine Duquesne détruit celles des galères ennemies qui avaient résisté à la canonnade de la veille. Le 19 août, 35 vaisseaux espagnols et 25 galères, sous les ordres de l'amiral général Don Antonio d'Oguedo, paraissent devant le port de Tarragone. Les galères et quelques barques tentent de forcer le blocus pendant que les vaisseaux engagent la canonnade avec l'armée française; elles n'y réussissent pas. Après quatre heures d'engagement que la nuit vient interrompre, les Espagnols se retirent fort maltraités, mais les Français ont aussi beaucoup souffert. Le calme maintient les deux flottes en vue, mais en dehors de la portée du canon pendant la journée du 21. Le lendemain, les Français sont à grande distance sous le vent. L'archevêque de Bordeaux assemble un conseil. Il est reconnu que la supériorité numérique de l'ennemi, jointe au manque prochain de vivres et d'eau, nécessitait le départ de l'escadre. Le 25, elle est sur la côte de Provence.

À la suite de ce combat incertain et de nouveaux revers contre les Espagnols, Sourdis est accusé de trahison et perd la faveur de Richelieu, malgré les protestations de ses officiers. Il est exilé en Provence, puis finalement obtient l'autorisation de Louis XIII de regagner son diocèse de Bordeaux. Il sera cependant démis de ses fonctions d'archevêque par le pape parce qu'il a porté les armes. Il meurt en 1645 à Auteuil, il n'a que 52 ans.

Si l'Etat a commencé à avoir une vision politique en matière de marine de guerre au XIII^{ème} siècle, avec la création du port d'Aigues-Morte (1240-1300) et du Clos des Galées près de Rouen (1292), c'est Louis XIII et Richelieu qui dotèrent pour la première fois la France d'une flotte puissante et cohérente. En tête des personnalités qui contribuèrent le plus à apporter des améliorations dans la partie pratique de cette grande œuvre, on doit placer Henri d'Escoubleau de Sourdis, archevêque de Bordeaux. Ce prélat, que le cardinal-ministre considéra comme le plus capable, sinon de bien conduire les armées navales au feu, du

moins de les organiser et de les diriger, ne resta certainement pas au-dessous de la mission qui lui avait été confiée. Sa victoire de Guétaria fut la première de la nouvelle marine de guerre voulue et construite par Richelieu en quelques années. Elle vient donc justifier les sacrifices financiers que cette construction a coûtés. Elle est aussi la première victoire navale de la guerre. Elle contribua à ôter aux Français quelques unes de leurs complexes dans la guerre navale.

L'abbé de Watteville



La lignée des Watteville ou Wattenville ou encore Vatteville (orthographe de Saint-Simon), qui porte « De gueules à trois demi-vols d'argent ») remonte à une famille noble de la ville de Berne en Suisse illustrée au début du XVI^e siècle par Jacques de Wattenville (en allemand Jakob von Wattenwyl) qui vécut de 1466 à 1525). Personnage influent de la République de Berne, sénateur et homme de guerre, il commande les Bernois au siège de Dijon en 1513, combat contre l'armée de François I^{er} dans le duché de Milan et participe à la négociation de la paix perpétuelle de Fribourg en 1516. Il est l'un des premiers champions de la Réforme à Berne. Les Watteville étaient également barons et seigneurs de Châteauvilain, Foncine et autres lieux, dans le département actuel du Jura, alors possession espagnole. Ils font

partie des serviteurs de cet Etat archipélagique qu'est alors l'Espagne, passant pour les besoins de leur carrière de la Franche-Comté à l'Espagne et de l'Espagne au Milanais ou aux Pays-Bas, sans que la discontinuité territoriale ou les différences de langue soient apparemment un problème. Origine peut-être de la souplesse dont fera preuve l'abbé qui nous intéresse.

Ainsi, le père de notre héros, Pierre de Watteville, s'établit en Espagne (il est nommé parfois don Pedro) et fait une carrière militaire qui le conduit à Milan ; il épouse la fille d'un sénateur de Milan, Giuditta de Brebbia, qui mourra en 1682, dont il a deux fils : Charles, l'aîné (Don Carlos de Watteville) né à Chateaufrain en 1605 ou 1615 et mort à Lisbonne en 1670, militaire (maître de camp en 1647) et ambassadeur d'Espagne³⁴, et Jean, notre héros.

Son cousin Jean-Charles de Watteville, resté au service d'Espagne, a été lieutenant général et gouverneur de province (il est mort en 1699) et sa cousine Marie Angélique de Watteville, morte en 1700, était abbesse de Château-Chalon.

Vie aventureuse

Le futur abbé de Watteville naît donc à Milan le 1^{er} novembre 1618, italien de mère et Comtois de père, et suit d'abord l'exemple familial en entrant dans la carrière des armes au service de l'Espagne dans le cadre du *Cercle de Bourgogne*, qui regroupe les possessions des Habsbourg héritées de la maison de Bourgogne, dont fait alors partie la Franche-Comté.

Watteville est d'abord employé dans le Milanais et atteint le grade de maître de camp (colonel) du régiment de Bourgogne en 1647-1649 ; il s'y distingue au siège de Crémone en 1648. D'un naturel batailleur, il tue en duel un gentilhomme espagnol et c'est

³⁴ Un monument a été élevé en 1671 à sa mémoire par sa mère en l'église Santa Maria della Passione de Milan

là que son destin bascule : il se réfugie à Paris et choisit la voie ecclésiastique, il prononce des vœux simples comme frère profès, en 1651/1652 (il a 33 ou 34 ans) et entre dans l'ordre des Capucins puis dans l'ordre des Chartreux, à Bourg-Fontaine près de Villers-Cotterêts dans le département actuel de l'Aisne (information incertaine), puis à la chartreuse de Bonlieu dans le Jura, près des terres de sa famille.

A partir de là s'ouvre une parenthèse dans laquelle prennent place des rebondissements en partie légendaire, à la suite de la notice que lui consacre Saint-Simon dans ses mémoires, qui brode autour de faits pas toujours bien assurés.

Watteville, lassé sans doute de la vie monastique, se serait évadé de son couvent. Un complice, déguisé en moine, l'aurait attendu à l'extérieur, muni d'une péruque pour permettre à Watteville de dissimuler sa tonsure, mais le prieur veut l'empêcher de sortir et Watteville n'a pas d'autre ressource que de le tuer. Peu après, alors qu'il est en fuite, il aurait tué un officier dans une hôtellerie et aurait alors fui vers l'Espagne. À Perpignan il séduit la fille de son hôte avant de gagner Madrid et de mener une vie galante sous un nom d'emprunt. Une nouvelle fois il tue en duel un gentilhomme, fils d'un Grand d'Espagne, et doit de nouveau s'enfuir. Il aurait trouvé refuge dans un couvent de femme à Madrid et y aurait séduit une jeune religieuse avec laquelle il se serait enfui et aurait rejoint Lisbonne. Tous deux s'embarquent alors pour Smyrne où la jeune femme succombe.

Jean de Watteville se rend alors à Constantinople, se fait circoncire, prend le turban, devient musulman et s'engage dans les janissaires du Grand Turc. Pris en affection par l'Agha des janissaires, celui-ci l'introduit auprès du Sultan, Ibrahim I^{er}, qui lui confie le poste de gouverneur-pacha de la Morée (le Péloponnèse), où il mène une existence de satrape, avec un harem. Mais il joue double jeu et confie des secrets militaires aux

Vénitiens, qui conservent encore quelques intérêts dans cette province et leur livre des places fortes, espérant ainsi obtenir du Pape le pardon de ses mauvaises actions.

Grillé, il profite du passage d'une galère vénitienne pour s'y embarquer, plantant là son gouvernement et son harem, et rentre en Italie puis, de là, en Franche-Comté. Le pape Innocent X l'absout de son apostasie et de ses autres crimes et le relève de ses vœux de moine chartreux en 1654.

L'enlèvement d'une ou plusieurs femmes, des duels, un séjour chez les Turcs, des galères, des turbans, des évasions, ce sont trop là des ingrédients habituels des romans et des pièces de théâtre de l'époque pour ne pas sentir l'affabulation, mais pourquoi celle-ci s'est-elle portée spécialement sur Watteville ? Sans doute parce qu'il y a un trou d'une dizaine d'années dans son existence et que sa vie, si elle n'a pas été aussi aventureuse qu'on l'a imaginé, a tout de même comporté quelques épisodes romanesques inattendus pour un prélat.

L'homme de pouvoir et d'intrigues

Revenu à l'état de prêtrise et soutenu par son frère qui occupe de hautes fonctions à la cour d'Espagne, il est nommé abbé de l'abbaye de Baume-les-Messieurs en 1659 par le roi d'Espagne Philippe IV. La bulle papale du 13 novembre 1660 confirme cette nomination à la tête de l'une des plus riches abbayes de Franche-Comté. Il ne peut cependant pas accéder à la fonction d'archevêque de Besançon qu'il convoitait, peut-être à cause de son passé trouble, à moins que ce soit de sa proximité avec la cour de Louis XIV. Il est malgré tout successivement nommé coadjuteur de l'abbé de Luxeuil en 1660, doyen du chapitre de la cathédrale Saint-Jean de Besançon en 1664 et maître des requêtes au Parlement de Dole (conseiller maître aux requêtes ecclésiastiques ordinaires) en 1663 (nomination effective en 1666).

Louis XIV risque de réclamer la Franche-Comté au titre de la dot, jamais payée par l'Espagne, de son épouse Marie-Thérèse. En 1666, le Parlement de Dôle donne à Watteville les pleins pouvoirs pour négocier avec les cantons suisses pour obtenir d'eux un contingent de soldats pour contrer les visées françaises sur la Franche-Comté. Les sommes votées par le Parlement sont jugées insuffisantes par les Treize Cantons. Watteville a néanmoins obtenu la présence d'une garnison suisse, mais cette présence heurte l'indépendance des Comtois. Watteville est remercié et renvoyé à son abbaye.

En 1668, la guerre éclate entre la France et l'Espagne. C'est la Guerre dite de Dévolution, ainsi nommée précisément parce qu'elle a pour objet la dévolution de l'héritage du roi d'Espagne, Philippe IV, qui vient de mourir, héritage que Louis XIV revendique pour sa femme, Marie-Thérèse, fille du feu roi. L'armée française procède sans difficulté à l'occupation de la Comté. Considérant la situation comme perdue, Jean de Watteville préconise le ralliement à la France : « *Si l'on a fait les bêtes avec les Suisses (en ne parvenant pas à un accord avec eux), il ne faut pas faire les braves avec les Français* », dira-t-il plus tard pour se justifier.

Il obtient en quinze jours la capitulation de la province, en février 1668. Il reçoit 2000 pistoles du roi, accédant à l'idée qu'il a vendue sa province. Malheureusement pour lui, les troupes françaises se retirent dès mai 1668, après le deuxième Traité d'Aix-la-Chapelle, et l'Espagne reprend possession de la Comté : l'abbé de Baume est alors considéré comme un traître. Il se réfugie en France et son procès s'ouvre à Bruxelles au printemps 1671 : ses biens et ses bénéfices ecclésiastiques sont confisqués au profit du roi d'Espagne. Le gouvernement français le dédommage en lui donnant la commende de l'abbaye de Saint-Josse-lès-Montreuil, en Picardie.

A partir de 1674, la Franche-Comté est de nouveau un enjeu, lors de la guerre entre la France et la Hollande, dont l'Espagne est l'alliée. La province est occupée par l'armée française et annexée au traité de Nimègue qui met fin à cette guerre en 1678. Jean de Watteville, qui est du parti des vainqueurs, rentre alors en possession de tous ses biens et dignités.

L'abbé de Baume-les-Messieurs



L'abbaye de Baume-les-Messieurs

Dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, l'abbaye de Baume-les-Moines se transforme en établissement réservé aux familles nobles de la province et les liens avec l'abbaye mère de Cluny se distendent : elle devient d'ailleurs « Baume-les-Messieurs ». Cette

évolution aboutira à la sécularisation de l'abbaye en avril 1759 par une bulle du pape qui transforme les moines en chanoines.

L'abbaye était en commende depuis longtemps et l'abbé Jean de Watteville y mène une vie de grand seigneur, protégé par le roi Louis XIV : « Il venait rarement à la cour et y était reçu du roi avec considération » note Sain-Simon qui dit aussi par euphémisme qu'il était « Peu châtié dans ses mœurs ». Chicanier et autoritaire, il se fait une réputation d'attachement extrême à ses droits d'abbé de Baume en même temps qu'on le décrit comme jouisseur. Il installe une maison d'éducation dans son château de Saint-Lothain dont les mauvaises langues prétendent qu'elle lui sert de harem ou de réserve de chair fraîche.

Il transforme en partie les bâtiments de l'abbaye, en particulier le logis de l'abbé, le transept nord et la décoration intérieure de l'église, et fait tailler un escalier dans le fond de la reculée pour rejoindre Crançot.

Il meurt le 4 janvier 1702, à l'âge, très respectable pour l'époque, de 84 ans, et est inhumé dans l'église abbatiale de Baume-les-Messieurs, où a été édifié un imposant tombeau, en grande partie détruit à la Révolution.

Prolongements

La vie tumultueuse et sans doute en partie légendaire de l'abbé de Watteville a marqué les esprits du temps : Dangeau dans son journal et le duc de Saint-Simon dans ses Mémoires ont fait connaître sa vie et l'abbé Saint-Pierre a brodé sur cette trame au début du XVIII^e siècle dans le 13^e tome de ses *Ouvrages de morale et de politique*. La mise en avant des aspects scandaleux de la vie de Jean de Watteville est sans doute liée à l'intention de dénigrer l'abbé auquel on ne pardonne pas sa « trahison » de la cause franc-comtoise.

Balzac dans son roman *Albert Savarus*, publié en 1842 et qui se déroule à Besançon sous la Restauration, évoque ainsi le « turbulent » personnage comtois : le « fameux *Watteville*, le plus heureux et le plus illustre des meurtriers et des renégats dont les aventures extraordinaires sont beaucoup trop historiques pour être racontées ». Il est devenu une figure romanesque, par exemple dans le roman historique de Noël Amaudru *L'Abbé de Watteville* - 1897 - Société d'éditions scientifiques et littéraires, Paris.

Autour de la Guerre de succession d'Espagne

Le quart de siècle qui suivit la Glorieuse Révolution d'Angleterre de 1688 est l'une des grandes articulations de l'Histoire du Monde. En son sein, la Guerre de Succession d'Espagne, qui opposa la France et l'Espagne au reste de l'Europe, fut un carrefour des destinées. En voici trois exemples.

Mylord Galloway



Sous ce nom très britannique se cache un gentilhomme français, Henri de Massue (ou de Massué), marquis de Ruvigny. Il était né à Paris, le 9 avril 1648 du premier marquis de Ruvigny, diplomate français en vue.

Ruvigny servit comme officier sous Turenne, lui aussi protestant, qui l'estimait. C'est probablement en raison de ses liens avec l'Angleterre qu'en 1678 le gouvernement français lui confia une mission difficile dans ce pays pour des négociations secrètes avec Charles II, dont il s'acquitta avec brio. Il succéda à son père en tant que député des églises portestantes.

Pour lui, le destin frappa avec la révocation de l'édit de Nantes (1685). Il déclina la proposition de Louis XIV de le conserver comme général. Il aurait pu s'en tenir à un fier exil intérieur sur ses terres, mais, en 1690, âgé de 42 ans, n'étant pas retenu en France par une femme et des enfants, il suivit son père et passa à l'ennemi avec quelques uns de ses anciens subordonnés huguenots et entra au service de Guillaume d'Orange, roi d'Angleterre, comme major-général, renonçant à ses terres en France.

Guerre jacobite et guerre de la Ligue d'Augsbourg

En juillet 1691, il s'illustra à la bataille d'Aughrim. Une armée franco-irlandaise, les Jacobites, combattait une armée anglo-hollandaise, les Orangistes, en Irlande. Elle était sur la défensive et avait dû se retirer derrière le fleuve Shannon, où elle attendait des secours de France, via les villes portuaires, notamment Galway et Limerick.

Le général néerlandais, Godert de Ginkell, avait franchi cette ligne de défense en traversant le Shannon à Athlone, Westmeath. Le général français, le marquis de Saint Ruth, n'avait pu arriver assez vite pour venir au secours d'Athlone, car il avait dû d'abord rassembler ses troupes depuis leurs cantonnements et en recruter

de nouvelles parmi les bandes de rapparees (francs-tireurs irlandais) et les contingents des propriétaires fonciers irlandais. Ginkel traversa la ville de Ballinasloe, sur la route principale menant à Limerick et à Galway, avant de se retrouver bloqué au village d'Aughrim par l'armée de Saint Ruth, le 22 juillet 1691. Chacune des armées comptait environ 20 000 hommes.

La bataille d'Aughrim

L'armée jacobite tenait une forte position au village d'Aughrim. Saint Ruth avait déployé son infanterie le long d'une crête. Il repoussa quatre attaques orangistes, mais lorsque les Jacobites voulurent utiliser leurs munitions de réserve, ils constatèrent que celles-ci, de fabrication britannique, ne convenaient pas à leurs mousquets, fournis par les Français.

C'est alors qu'Henri de Massue chargea de nouveau avec un régiment de cavalerie anglo-hollandais assez frais. Confrontés à un faible feu de mousqueterie, il traversa la chaussée et atteignit le village d'Aughrim en ne subissant que de faibles pertes. Le château tomba rapidement, et la garnison jacobite restante fut tuée. Henry Luttrell, commandant une unité de cavalerie jacobite, aurait pu alors renforcer la position, mais il préféra battre en retraite.

Saint Ruth, alors qu'il tentait de rejoindre sa cavalerie sur la gauche pour contre-attaquer et repousser la cavalerie orangiste, fut décapité par un boulet. À ce stade, la cavalerie jacobite, démoralisée par la mort de son chef, s'enfuit du champ de bataille, laissant le flanc gauche découvert et permettant aux orangistes de s'y engouffrer et d'envelopper les lignes jacobites. Les Jacobites de l'aile droite, voyant que la situation était désespérée, commencèrent à se disperser.

Près de 7 000 hommes furent tués dans cette bataille, 3 000 du côté orangiste, et 4 000 du côté jacobite. Aughrim fut la bataille

décisive de la conquête orangiste de l'Irlande. La ville de Galway capitula sans combat après la bataille, et le gros de l'armée jacobite rendit les armes peu après, après un court siège à Limerick.

Un grand seigneur anglo-irlandais

En 1692, il fut un temps chef d'état-major en Irlande et, en novembre de la même année, en souvenir de son rôle décisif dans la bataille d'Aughrim, il fut fait vicomte Galway³⁵ et baron Portarlington et reçut une part importante des fiefs confisqué par la couronne anglaise en Irlande dans la guerre contre les Jacobites.

En 1693, dans le cadre de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, il prit part à la bataille de Neerwinden dans les rangs de l'armée anglo-hollandaise qui fut battue par le maréchal de Luxembourg. Il y est blessé et fait prisonnier, mais s'échappa par la ruse, en se faisant passer pour Français. En 1694, avec le grade de lieutenant-général, il commanda le corps expéditionnaire britannique chargé de soutenir le duc de Savoie contre les Français et de porter secours aux Vaudois. Le revirement du duc de Savoie en 1695 provoqua la neutralisation de la péninsule italienne, forçant Henri de Massue à replier ses troupes aux Provinces-Unies.

De 1697 à 1701, période critique de l'histoire irlandaise, le comte de Galway (il avait été promu à ce rang en 1697) fut pratiquement gouverneur de l'île en tant que *Lord Chief Justice of Ireland*. Il fut également nommé membre du *Privy Council of Great Britain*. Il appartenait ainsi au premier cercle du pouvoir politique britannique, lui, le gentilhomme français, illustrant le fait que,

³⁵ On l'appelait en France (Saint-Simon, par exemple dans ses mémoires), Lord Galloway, ou mieux, selon l'usage de l'époque, Milord Galloway, mais le titre irlandais de Galway n'a rien à voir avec le titre écossais de Galloway.

pour Guillaume d'Orange, le ressentiment des huguenots français à l'égard de Louis XIV en faisait des collaborateurs des plus fiables.

La guerre de succession d'Espagne

Après quelques années de retrait des affaires, la couronne lui demanda, en 1704, de diriger le corps expéditionnaire alliés au Portugal, mission qu'il assura avec succès jusqu'à la bataille d'Almansa en 1707 où il subit une défaite décisive contre le duc de Berwick.

Les Anglais firent d'abord plier la première ligne de l'aile droite de l'armée française ; puis le chevalier d'Asfeld, à la tête de la seconde ligne française, battit les assaillants et chargea ensuite leur aile droite, la mit en fuite et poursuivit les fuyards. Le lendemain de la bataille, les Français firent prisonniers plusieurs généraux et 13 bataillons ennemis, dont 5 Anglais, 5 Hollandais et 3 Portugais.

La bataille d'Almansa fut décisive pour la guerre, mais n'a pas signifié la reddition immédiate du royaume de Valence. L'armée des Bourbons dut conquérir les villes et les villages qui résistaient. À la suite furent conquises Denia, Alcoy et finalement Alicante.

Almanza est sans doute la seule bataille où une armée française commandée par un Anglais ait affronté une armée anglaise commandée par un Français.

Henri de Massue leva une nouvelle armée et, bien qu'infirme et âgé de 60 ans, fut reconduit comme généralissime en Espagne par le gouvernement britannique. Il mena encore une campagne militaire, où il s'illustra par sa bravoure, puis se retira du service actif. Ses biens en France furent confisqués en 1711 par Louis XIV, qui les donna au cardinal de Polignac. Il servit encore en 1715 comme procureur général d'Irlande après l'insurrection

irlandaise qui se produisit cette année là. La plupart de ses terres d'Irlande ayant été restituées à leurs anciens propriétaires, et ses possessions françaises ayant été depuis longtemps confisquées, le parlement lui octroya une pension annuelle de 1 500 livres sterling.

Il fut également gouverneur de l'Hôpital français (La Providence), dont la mission était de secourir et de soigner les huguenots français, nombreux à Londres après la Révocation.

Il mourut célibataire, le 3 septembre 1720, à 72 ans. Le titre de noblesse irlandaise ne lui survit pas, mais le titre de marquis de Ruvigny s'est transmis dans la branche restée en France.

La princesse des Ursins ou la diplomatie d'influence



Elle portait un grand nom italien, celui des Orsini, et est passée à la postérité pour son action en Espagne, et pourtant elle était bel et bien française et appartenait même à la plus haute noblesse du royaume. A une époque où, à moins d'être souveraine ou régente, il était impossible à une femme d'exercer des fonctions gouvernementales ou diplomatiques, elle a exercé les unes et les autres, du moins officieusement.

Marie-Anne de La Trémoille naquit à Paris en 1642 dans l'une des plus anciennes familles de l'aristocratie française (le roi l'appelait « ma cousine »), puisqu'elle était la fille de Louis II de La Trémoille, marquis puis duc de Noirmoutier et de Renée fille de Jean Aubery seigneur de Tilleport. Elle épousa en 1659, en premières noces, à l'âge de 16 ans, le prince Blaise de Talleyrand-Chalais, lui aussi de haute naissance.

En fuite après un duel (on se souvient que les duels étaient interdits en France depuis Louis XIII), il entra en service du roi d'Espagne puis fut fait prisonnier au Portugal. Marie-Anne passa plusieurs années à Madrid en attendant la libération de son mari et y apprit la langue et les usages. Peu de temps après sa libération, Chalais mourait en Italie, laissant Marie-Anne veuve. Elle vécut alors dans un couvent

En février 1675, à 33 ans, elle épousa Flavio Orsini, alors âgé de 55 ans, qui appartenait lui aussi à la haute noblesse, puisque les Orsini étaient, avec les Colona, les deux familles qui dominaient la vie politique de Rome depuis le moyen-âge. Il était plus âgé qu'elle de 22 ans : de ce mariage de raison, il espérait obtenir des grâces financières de la part de Louis XIV, car, malgré ses nombreuses possessions, il croulait sous les dettes. Orsini, chef de cette puissante famille, prince de Nerola et duc de Bracciano, était aussi l'un des chefs de file du parti français à Rome. Cette position n'était pas facile sous les papes Innocent XI, Alexandre VIII et Innocent XII. Marie-Anne devint donc « princesse des Ursins » en francisant son nom, comme c'était l'usage à l'époque, mais, à Rome, on l'appelait surtout duchesse de Bracciano.

Le mariage dura 22 ans, pendant lesquels elle allait se mettre tout naturellement à exercer dans les sphères du pouvoir pontifical ce que l'on appellerait aujourd'hui une diplomatie d'influence, à défaut d'exercer des fonctions diplomatiques officielles. Il s'agissait de défendre ou de promouvoir les intérêts français face,

principalement, à ceux de l'Empire, qui était à l'époque l'autre grande puissance catholique. Par ses qualités personnelles, son aisance mondaine acquise à Paris et à Versailles, son sens de la persuasion et de la négociation, elle savait se rendre utile, voire indispensable, dans de nombreuses tractations, des mariages ou l'organisation de cérémonies. Elle connaissait tous les arcanes du Vatican et des conclaves et conseilla l'ambassadeur du roi ; elle était aidée dans son labeur par un secrétaire, homme de confiance (et peut-être plus), le sieur d'Aubigny. C'est cette manière d'agir, la seule permise aux femmes à l'époque, qui lui valut la réputation d'intrigante. Elle rentra en France de 1687 à 1694, où elle continua son rôle de vaticanologue, puis revint à Rome, mais les temps changèrent. Un nouvel ambassadeur de France arriva, le cardinal de Bouillon, avec lequel elle ne s'entendit pas ; puis son mari mourut. Elle exercera encore son influence par la suite, depuis Madrid, lorsqu'en 1706 son frère, le cardinal de La Trémoille sera devenu ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.

De nouveau veuve en 1698, à 56 ans, la princesse des Ursins était alors réputée immensément riche. En réalité son mari ne lui avait laissé que dettes et procès, notamment avec Livio Odescalchi, neveu d'Innocent XI, qui se considérait comme l'héritier des titres et des possessions d'Orsini, notamment du duché de Bracciano. Le mari lui laissait le palais Orsini, à Rome ; elle prit vers cette époque le titre de princesse des Ursins et continua à vivre à Rome.

L'« homme fort » de la Cour de Madrid

C'est à Rome que la trouva la guerre dite de Succession d'Espagne. Le roi d'Espagne Charles II était mort en novembre 1700 et avait légué tous ses Etats au duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. Celui-ci avait accepté ce legs et le petit duc d'Anjou (15 ans) devint Philippe V d'Espagne. L'ennui est que, du vivant de Charles II, le roi de France, d'une part, l'Empire, l'Angleterre

et les Provinces-Unies d'autre part, avaient convenu secrètement qu'à la mort du roi d'Espagne, un archiduc d'Autriche monterait sur le trône, moyennant de fortes compensations territoriales pour la France. Les puissances cosignataires de cet accord entrèrent donc en guerre fin 1701-début 1702 contre l'Espagne de Philippe V et contre la France.

Fin 1700, il fallut trouver rapidement une reine pour le nouveau roi d'Espagne. Le choix se porta, par défaut, comme souvent, et conformément aux recommandations de Mme des Ursins, sur une princesse italienne de 13 ans, Marie-Louise de Savoie, qui était la soeur de la duchesse de Bourgogne, épouse du petit-fils de Louis XIV. Mme des Ursins se mit alors en tête qu'hispanophone et italianisante, par son entregent et son savoir-faire, elle était la meilleure candidate pour le poste de *camerera mayor* de la future reine et, comme elle avait une correspondance immense, notamment avec des cardinaux, qu'elle connaissait tous, elle faisait cheminer sa candidature par divers truchements, et notamment celui du cardinal espagnol Portocarrero, qu'elle avait amené au parti français. Louis XIV, qui connaissait ses qualités et les services qu'elle avait rendus à Rome, y était favorable. Un mois après son entrée à Madrid, Philippe V écrivit à Marie-Anne d'accompagner la nouvelle reine d'Italie en Espagne.

Remplir cette charge, c'était éveiller la reine le matin en tirant les rideaux, l'habiller, faire sa prière avec elle, ce qui donnait d'innombrables occasions de glisser des avis, des suggestions. C'était aussi commander à 300 dames d'honneur. Auprès d'une reine si jeune, une *camerera mayor* pouvait devenir quelque chose comme une mère. Bref, Anne-Marie allait acquérir une influence absolue sur la reine et, au travers de celle-ci, sur le roi, qui s'avèra être un faible.

Elle allait exercer cette influence au profit du redressement de l'Espagne, de la résistance à l'envahisseur, et de l'union avec la

France (Marlborough disait rageusement : « *Cette femme est l'âme damnée de la France* »).

L'Espagne avait entamé son déclin depuis un siècle et l'arrivée des Bourbons, dans un contexte de guerre de surcroît, se traduisait par une relative mise de l'Espagne sous tutelle de la France. Aucune décision importante ne se prenait sans qu'on demande l'autorisation à Versailles. Anne-Marie en était souvent l'interprète ou le truchement. Elle s'efforçait, à son niveau, d'insuffler un esprit plus moderne à la Cour, d'en alléger l'effroyable étiquette (c'était l'une des instructions qu'elle avait reçue du gouvernement français), de la dès-habsbourgiser, et de diminuer l'influence de l'Inquisition, tout en entretenant une correspondance intense avec le ministre des Affaires étrangère français, Colbert de Torcy et avec Mme de Maintenon, qui lisait ses lettres au roi.

Au début du règne, l'opinion publique espagnole était partagée entre Habsbourgs et Bourbons. La France représentait alors la modernité, avec ce que cela pouvait comporter de dangereux pour les esprits traditionnels. La princesse sut conseiller au jeune couple royal les mots et les attitudes les plus propres à leur gagner le cœur des Espagnols. Les maladresses commises par les ennemis firent le reste. Seule la Catalogne conserva toujours une préférence pour le prétendant Habsbourg.

Louis XIV la considérait comme garante de son influence en Espagne. Fine politique, elle promut la popularité du jeune roi et de sa reine. Ayant rapidement gagné leur entière confiance, seule à y avoir accès (elle les habille le matin, et les déshabille le soir), et bénéficiant en outre de l'amitié de Mme de Maintenon, elle devint toute-puissante. Elle fit renvoyer du Despacho (ou « Bureau ») les ministres espagnols et diplomates français qu'elle jugeait inefficaces (comme le cardinal Portocarrero et le cardinal

d'Estrées). Lorsque le roi faisait une déclaration solennelle, il était assis avec la reine à son côté et la princesse debout derrière eux.

En octobre 1704, un incident fut cause du rappel en France de la princesse. On découvrit à Versailles qu'elle lisait la correspondance de l'ambassadeur de France (c'était alors d'abbé d'Estrée) et y avait apposé par défit une phrase ironique sur un passage la concernant. Torcy lui ordonna de revenir immédiatement à Versailles. Le roi et la reine d'Espagne n'eurent de cesse d'obtenir son retour à Madrid.

A force de supplications et de bouderies et, eu égard à la situation et aussi au fait que, depuis le départ de Mme des Ursins, l'influence française était retombée, Louis XIV se résigna à « rendre » la princesse au roi d'Espagne. Elle rentra triomphalement à Madrid au début de 1706. Louis XIV dès lors, la soutint contre vents et marées, même quand, alors qu'on commençait à parler de négociations, des émissaires de l'ennemi faisaient savoir au roi que son maintien à Madrid était considéré par eux comme un obstacle à la paix. L'influence française reprit, plus forte que jamais, avec une nouvelle équipe : le nouvel ambassadeur de France, Jean Amelot, allait être un quasi-Premier ministre, tandis que l'économiste Jean Orry³⁶ s'efforçait de remettre de l'ordre dans les finances publiques et travaillait, sous sa protection, à un vaste programme d'assainissement et de centralisation des finances, dont l'organisation était jusqu'alors désastreuses ; il réussit à doubler les revenus de l'État.

³⁶ Il fut surintendant général de l'armée, exerça le contrôle des finances royales, s'acquittant, aux dires des auteurs espagnols, avec un rare mérite de la lourde tâche que constituait la réorganisation de l'intendance royale. Après quatorze années passées au service de Philippe V, il revint en France en 1715 comme envoyé extraordinaire du monarque espagnol à la cour de Versailles

De juin à octobre 1706, la dégradation de la situation militaire obligea la reine, accompagnée de la princesse, à quitter Madrid pour Pampelune, près de la frontière française. La reine, en cet exil, fut suivie par très peu de dames nobles, mais, à son retour, le peuple madrilène lui fit fête. Elle avait gagné la bataille de l'opinion publique et Mme des Ursins y était pour beaucoup. Elle obtint le consentement de Versailles pour que Philippe V chasse le Nonce apostolique lorsque le Pape reconnut l'archiduc Charles comme roi d'Espagne. En 1709, alors que la situation était la plus critique, en France comme en Espagne, et que l'on en venait, à Versailles à espérer la mort ou l'exil de Philippe V, pour que la guerre cessât, la princesse organisa la prestation de serment des Grands au fils du roi, le jeune prince des Asturies.

Le duc d'Orléans fut envoyé début 1707 commander l'armée franco-espagnole et prit un certain nombre de villes (Saragosse, Tortosa, Lerida) mais il fut rappelé à Versailles dès l'été 1708, en raison de ses mauvaises relations avec Mme des Ursins, des propos très libres que le cabinet noir avait trouvés dans ses courriers, critiquant Mme des Ursins, mais aussi Mme de Maintenon (il les nommait respectivement « le con capitaine et le con lieutenant »). Surtout, en juillet 1709, l'aide de camp et le secrétaire du duc d'Orléans furent arrêtés, leurs sacoches pleines de papiers. Ils se rendaient auprès de Lord Stanhope, général en chef du corps expéditionnaire anglais en Espagne, avec une proposition de leur maître : tablant sur la chute prochaine de Philippe V et la mort de l'archiduc, il proposait de monter sur le trône de Madrid avec le soutien de l'Angleterre, promettant de mener une politique pro-anglaise.

Mme des Ursins se hâta de faire connaître ces révélations à Versailles. Orléans n'échappa à l'échafaud que parce que Louis XIV ne voulait pas donner à l'Europe ce spectacle de dissensions au sein de sa propre famille.

Lorsque les pourparlers de paix se précisèrent, il fallut faire des concessions et Louis XIV les fit porter à l'Espagne. Il s'agissait pour celle-ci de renoncer à toutes ses possessions européennes en dehors de l'Espagne elle-même (Milanais, royaume de Naples et de Sicile, Pays-Bas) et, en Espagne même, d'entériner le passage de Gibraltar et de Port-Mahon, aux Baléares sous souveraineté anglaise. La pillule était très amères, mais Madrid sauvait l'essentiel : les colonies. Ce fut encore la princesse des Ursins qui persuada Philippe V, après quels atermoiements, d'accepter.

Disgrâce et retour en France

La reine Marie-Louise Gabrielle mourut en 1714, à 27 ans. CE fut un grand malheur. Philippe V souhaitait se remarier très rapidement, Dans le délai imparti, il n'y avait pas beaucoup de choix et celui-ci se porta sur Élisabeth Farnèse, nièce du duc de Parme. Dans un premier temps, ce mariage, peut-être suggéré par le futur cardinal Alberoni, fut favorisé par la princesse des Ursins. Cependant, le jour même de son arrivée à Madrid (Noël 1714), la nouvelle reine d'Espagne eut un entretien de dix minutes avec la princesse, dont elle sortit en criant en italien : « *Qu'on m'ôte cette folle, et qu'on m'apporte de quoi écrire !* » et elle écrivit immédiatement l'ordre de révocation et d'exil de Mme des Ursins. La scène semblait avoir été préparée à l'avance, probablement à l'instigation d'Alberoni et la princesse Farnèse souhaitait avant tout se débarrasser d'une femme qui risquait de lui disputer l'emprise sur le faible Philippe V. Celui-ci, incapable de rien refuser à sa nouvelle épouse le jour des noces, laissa renvoyer celle à qui il avait donné jusque là tant de marques de confiance et d'attachement. Il se borna à lui envoyer en cachette un petit mot de sympathie.

A 71 ans, en plein hiver, la princesse dut monter dans son carrosse sans rien emporter et gagner la France sans parler à quiconque, faire 150 lieues, escortée par 75 soldats, par des

chemins de perdition, comme l'étaient toutes les routes d'Espagne à cette époque.

Alberoni la remplaça dans son rôle d'éminence grise avant d'être nommé premier ministre en 1716, pour mener l'Espagne, elle aussi sur des chemins de perditions, mais ceci est une autre histoire. L'influence française s'évanouit rapidement, Amelot, Orry, d'Aubigny, Robinet (le confesseur français du roi) quittèrent l'Espagne et celle-ci fut rendue au parti-prêtre et à l'Inquisition.

La princesse se rendit d'abord à Paris, où elle demeura dans une petite maison des Jacobins que possédait son frère, rue Saint-Dominique, vis-à-vis l'hôtel de Saint-Simon. Elle fut reçue à Versailles par le roi et Mme de Maintenon le 21 mars 1715. L'entretien dura une heure.

Les dernières années

Six mois plus tard, à la mort de Louis XIV, le duc d'Orléans devenait régent du Royaume. Cette perspective n'enthousiasmait par Anne-Marie, qui partit vivre en Italie, d'abord à Gênes puis à Rome, où elle était respectée, malgré la vindicte de la reine d'Espagne. Louis XIV lui garantit une pension ; le roi d'Espagne lui écrivait des lettres en cachette, et, plus tard, on lui témoigna – indirectement – des honneurs (son frère Joseph de la Trémoille, fut nommé archevêque de Cambrai).

Elle mourut à l'âge –respectable pour l'époque et compte tenu de la vie qui avait été la sienne- de 80 ans, en décembre 1722. Sa dépouille reçut les honneurs de princesse et fut ensevelie dans le tombeau des Orsini, à Saint-Jean-de-Latran.

La princesse était notamment l'amie de Saint-Simon et de Cosnac :

« C'était une femme plutôt grande que petite, brune avec des yeux bleus qui disaient sans cesse tout ce qui lui plaisait, avec une taille parfaite, une belle gorge, et un visage qui, sans beauté, était charmant ; l'air extrêmement noble, quelque chose de majestueux en tout son maintien, et des grâces si naturelles et si continuelles en tout, jusque dans les choses les plus petites et les plus indifférentes, que je n'ai jamais vu personne en approcher, soit dans le corps, soit dans l'esprit, dont elle avait infiniment, et de toutes les sortes ; flattuse, caressante, insinuante, mesurée, voulant plaire pour plaire, et avec des charmes dont il n'était pas possible de se défendre quand elle voulait gagner et séduire ; avec cela un air qui, avec de la grandeur, attirait au lieu d'effaroucher, une conversation délicieuse, intarissable, et d'ailleurs fort amusante par tout ce qu'elle avait vu et connu de pays et de personnes, une voix et un parler extrêmement agréables, avec un air de douceur. Elle avait aussi beaucoup lu, et elle était personne à beaucoup de réflexion. Un grand choix des meilleures compagnies, un grand usage de les tenir, et même une cour ; une grande politesse, mais avec une grande distinction, et surtout une grande attention à ne s'avancer qu'avec dignité et discrétion. D'ailleurs la personne du monde la plus propre à l'intrigue, et qui y avait passé sa vie à Rome par son gout ; beaucoup d'ambition, mais de ces ambitions vastes fort au-dessus de son sexe et de l'ambition ordinaire des hommes, et un désir pareil d'être et de gouverner. C'était encore la personne du monde qui avait le plus de finesse dans l'esprit sans que cela parut jamais, et de combinaisons dans la tête, et qui avait le plus de talent pour connaître son monde et savoir par où le prendre et le mener. »

Le terme d'intrigue et d'intrigante, souvent employés à son propos et à son époque, sont inappropriés : certes, son action fut de style indirect, car elle ne gouvernait pas elle-même, mais elle fut un excellent agent de diplomatie d'influence pour la France ; ses actions n'étaient pas dictées par l'ambition et l'intérêt personnels comme c'est le cas des intrigants, mais par l'intérêt de la France et celui, bien compris, de l'Espagne.

Nérolis et Fleur d'oranger

En hommage à sa terre de Nerola, la princesse, qui mit à la mode l'usage de l'essence de bigaradier (ou oranger amer) baptisa ce parfum « néroli », nom encore utilisé aujourd'hui en parfumerie pour désigner l'essence de fleur d'oranger amer.

Le comte de Bonneval



Claude Alexandre, comte de Bonneval, naquit le 14 juillet 1675 au château de Bonneval à Coussac-Bonneval (Haute-Vienne). Descendant d'une vieille famille noble du Limousin de la vicomté de Ségur, Bonneval fut mis au collège des jésuites après la mort de son père. Très vite, il se montra un être brillant, mais instable, orgueilleux et incapable de tenir sa langue, ce qui lui vaudra de nombreux déboires, des condamnations à la prison et un exil définitif hors de son pays et hors de sa religion.

Le maréchal de Tourville, son parent, le fit entrer dans la marine à l'âge de treize ans. Lorsque la guerre se déclara, en 1688, le marquis de Scignelay, ministre de la marine, passant en revue les gardes marines, voulut réformer le jeune Bonneval à cause de son âge (treize ans) : « On ne casse pas un homme de mon nom, répondit fièrement l'enfant, qui annonçait déjà ce qu'il serait bientôt. « N'importe, monsieur, dit le ministre, qui savait deviner les hommes, le roi casse le garde marine, mais le fait enseigne de vaisseau. » Le jeune officier se montra digne d'un avancement si prématuré et se distingua aux combats de Dieppe, de La Hogue, et de Cadix, où le maréchal de Tourville commandait la flotte française. Cependant, dégoûté de la Marine après une affaire d'honneur, et n'espérant pas d'avancement rapide sous le ministère du comte de Pontchartrain, qui avait épousé la querelle dont son adversaire avait été le provocateur, il acheta, en 1698, un emploi dans le régiment des gardes où il demeura jusqu'en 1701.

Au début de la guerre de Succession d'Espagne, il servit en Italie et se distingua sous Catinat, Villeroi et Vendôme. Il obtint de commander un régiment, le régiment de Labour (infanterie), et donna des preuves de courage et d'une grande capacité militaire. C'est néanmoins durant cette guerre que le Destin frappa.

Le passage à l'ennemi

Son attitude insolente envers le ministre de la guerre lui valut un passage en cour martiale en 1704. En effet, cette année là, après la prise d'Ivrée par le duc de Vendôme, le bouillant comte de Bonneval s'attira l'animadversion du ministre Chamillard, et se donna tort par la hauteur avec laquelle il lui répondit dans ses lettres, « *Si dans le terme de trois mois, lui écrivait-il, je ne reçois pas satisfaction de l'affront que vous me faites, j'irai au service de l'Empereur, où tous les ministres sont gens de qualité, et savent comment il faut traiter leurs semblables.* »

Ce poulet ne reçut bien évidemment pas de réponse. Craignant d'être arrêté, Bonneval demanda un congé au duc de Vendôme, et employa l'hiver de 1705 à 1706 à voyager en Italie. A Venise, il se lia avec le marquis de Langallerie, qui, de lieutenant général en France, avait passé au service de l'Empereur avec le même grade. Après une longue hésitation, n'ayant plus de ressources pécuniaires, ne voyant plus d'espoir de rentrer en grâce à la cour de France, Bonneval imita l'exemple de Langallerie, et porta les armes contre sa patrie, sous les drapeaux autrichiens. Le prince Eugène l'avait remarqué à la bataille de Luzzara, quand il combattait encore dans les rangs français, où il s'était conduit d'une manière assez brillante, et ce fut à ce souvenir que Bonneval dut l'honorable accueil qu'il reçut du prince, qui lui fit accorder le grade de général-major.

Il contribua au succès des Impériaux à Turin, et, par un singulier hasard, il eut le bonheur d'y sauver la vie à son frère, le marquis de Bonneval, près d'être massacré par des grenadiers hongrois. Il aida à la prise d'Alexandrie, monta le premier à l'assaut du château de Tortone, qui fut emporté l'épée à la main. Les années suivantes, il servit sous le prince Eugène en Provence et en Dauphiné, où les ennemis de la France pénétrèrent sans s'y maintenir.

En 1708, Bonneval eut le commandement d'un corps de troupes destiné à agir contre les États de l'Église : le pape Clément XI reconnaissait Philippe V, qui était à la fois roi d'Espagne et roi des Deux-Siciles, et se refusait à donner l'investiture de ce dernier royaume à l'archiduc Charles. Bonneval eut ordre d'entrer dans les États du Pape, pour le contraindre à céder. Cette ridicule guerre ne tarda pas à s'accommoder, après avoir été l'occasion pour notre intrépide héros d'une blessure d'autant moins glorieuse à ses yeux, qu'il la reçut de la main obscure d'un soldat des milices papales. Ce fut un coup de feu qui lui fracassa le bras.

En 1710, le prince Eugène l'appela en Flandre, où il se trouva au siège d'Aire ; il fit la campagne de 1711 et celle de 1712. Ce fut pendant la négociation de la paix d'Utrecht, amenée par les succès du maréchal de Villars, qu'on vit tour à tour le comte de Bonneval se battre en duel contre un Français qui trouva mauvais qu'il soutint à lord Strafford que Louis XIV aspirait à la monarchie universelle, et contre un officier général prussien, qui en avait dit autant, et s'était permis de mal parler du même roi. Il assista en 1714 à l'entrevue du prince Eugène et du maréchal de Villars à Rastadt. Ses services furent récompensés par Charles VI, successeur de l'empereur Joseph I^{er}; qui le fit lieutenant général et conseiller aulique en 1715.

La même année, la cour de Vienne déclara la guerre à l'empire ottoman : le prince Eugène commanda l'armée impériale en Hongrie ; Bonneval fut employé sous ses ordres : il se signala à la bataille de Péterwaradin en 1716. La victoire fut due, en grande partie à son intrépidité, et à la résistance que son régiment opposa à l'effort d'un corps nombreux de janissaires : il fut blessé au bas-ventre d'un coup de lance, qui l'obligea de porter un bandage de fer le reste de sa vie. Il participa également à la prise de Temeswar (en roumain, Timisoara) en 1716.

À l'extinction des poursuites engagées contre lui en France, il revint à Paris, où il épousa une fille du maréchal de Biron. Il revint, cependant, après une courte période, à l'armée autrichienne, et combattit avec distinction à Belgrade.

Mais la valeur et les talents du comte de Bonneval étaient accompagnés de présomption, d'indiscrétion et d'une légèreté satirique dans ses discours ou dans les chansons qui échappaient à son esprit vif, gai, original, mais peu mesuré. Ce fut ainsi qu'il perdit l'amitié du prince Eugène par des avis d'une franchise déplacée, lui reprochant de choisir mal ses créatures, ses favoris, qui étaient, disait-il, les plus grands coquins de l'empire turc et

romain, et en se moquant de sa relation ambiguë avec la comtesse Eléonore de Batthyany-Strattmann, alors qu'il aurait pu atteindre le plus haut rang.

Le prince Eugène l'envoya, en guise de disgrâce, comme maître de l'artillerie des Pays-Bas, devenus autrichiens, où son caractère l'amena à une nouvelle querelle, avec le vice-gouverneur des Pays-Bas, cette fois, le marquis de Prié, à qui il s'avisa de demander raison publiquement de propos calomnieux contre la reine d'Espagne. Le marquis de Prié, que Bonneval et ses amis n'appelaient que *le Transalpin* et *le vilain*, répondit à son défi en le plaçant à l'isolement.

Le prince Eugène, sans s'intéresser à la personne de Prié, protégeait le caractère public dont il était revêtu et l'Empereur, quoiqu'il aimât et appréciait le mérite militaire de Bonneval, lui donna tort dans cette scandaleuse affaire, lui ôta tous ses emplois, et le condamna même à cinq ans de prison, peine qui, selon les apparences, aurait pu être réduite à une détention de vingt-quatre heures, si le fougueux et fier Bonneval s'était soumis à la punition ; mais, au lieu d'obéir, il passa à Venise, territoire neutre, d'où il envoya au prince Eugène une lettre à laquelle il ne manquait que le nom de cartel.

L'exil ottoman

Dépouillé de son rang et de ses titres et exilé à Venise, Bonneval offrit en 1720, peu après sa libération, ses services au gouvernement de l'empire ottoman.

Il écrivit de Constantinople une longue lettre au marquis de Bonneval son frère, comme au chef de sa maison, pour faire l'apologie de sa conduite. Il dit, dans cette lettre, que le jour même de son entrée dans la capitale de la Bosnie, il fut arrêté, à la sollicitation d'un officier allemand, et que la cour de Vienne offrit de fortes sommes pour qu'il fût remis entre ses mains. « *Ce fut*

alors, dit-il, que je quittai le chapeau pour le turban, qui seul pouvait me sauver. Vous jugerez bien, ajoute-t-il, qu'un homme aussi déterminé que moi n'aurait pas attendu, pour se faire Turc, le moment où on allait le livrer aux Autrichiens, si tel avait été mon dessein en passant dans les États du sultan ; mais je me serais fait diable, plutôt que de me voir à la merci de l'Empereur d'Allemagne. »

En 1730, il se convertit à l'islam et prit le nom d'Ahmed. Bonneval s'exprime sur sa conversion à l'islam dans une lettre : « *Je sentais qu'il y avait une espèce de ridicule à me faire circoncire ; mais on m'assura bientôt qu'on m'épargnerait cette opération en faveur de mon âge. Le ridicule de changer de Religion ne laissait pas encore de m'arrêter : il est vrai que j'ai toujours pensé qu'il est fort indifférent à Dieu qu'on soit Musulman, ou Chrétien, ou Juif, ou Guèbre : j'ai toujours eu sur ce point l'opinion du duc d'Orléans régent, des ducs de Vendôme, de mon cher marquis de la Fare, de l'abbé de Chaulieu et de tous les honnêtes gens avec qui j'ai passé ma vie. Je savais bien que le Prince Eugène pensait comme moi et qu'il en aurait fait autant à ma place ; enfin il fallait perdre ma tête, ou la couvrir d'un turban. Je prononçai mot-à-mot d'après l'Iman la formule : Alla illa allah Mohammed resoul allah. Ensuite on me fit dire la prière qui commence par ces mots : Benamyezdam, Bakshaeïer dâdâr, au nom de Dieu clément et miséricordieux, etc. Cette cérémonie se fit en présence de deux Musulmans qui allèrent sur le champ, en rendre compte au Pacha de Bosnie. Pendant qu'ils faisaient leur message, je me fis raser la tête, et l'Iman me la couvrit d'un turban, etc. »*

Nommé pacha (général), il fut affecté à l'organisation et au commandement de l'artillerie turque où il créa le corps d'armée des bombardiers, d'où son titre turc de *Kumbaracı* qui signifie « bombardier ». Il sera connu désormais sous le nom de Humbaracı Ahmed Pacha. Il apprit à un corps de troupes qui lui fut confié les exercices et les évolutions des armées européennes ; son projet était de mettre sur un pied régulier toutes les milices du vaste empire ottoman. Il apprit aux Turcs à se mieux servir des bombes et de l'artillerie moderne, et leur rendit familiers les

instruments propres à ce travail. La cour de Russie conçut des inquiétudes de ces innovations : mais le pacha de Bonneval trouva bientôt dans la nation turque elle-même des obstacles insurmontables : le sultan craignit une révolte générale, et la modernité inquiétait, même si elle faisait la preuve de son efficacité sur les champs de bataille.

Il rendit de précieux services au sultan dans sa guerre contre la Russie et contre Nâdir Châh et reçut le gouvernorat de Chios en récompense. Le grand vizir Ali avait en lui quelque confiance ; il partagea la disgrâce de ce ministre, et fut exilé dans un pachalik à l'extrémité de la mer Noire.

Il reparut cependant en 1739, et se signala dans la guerre contre les Impériaux et l'on peut dire que, par la réforme des armées ottomane qu'il introduisit, il a contribué à la défaite autrichienne à Niš et à la paix de Belgrade qui s'ensuivit, où l'Autriche perdit le nord de la Serbie avec Belgrade, la petite Valachie et les territoires du nord de la Bosnie. En dépit des services rtendus et de l'amitié proche d'un mollah local très respecté, Ismaïl Pacha, son crédit à la Porte ottomane n'alla jamais au delà des égards et des honneurs qu'on rend à un homme dont on recherche les lumières, mais dont on soupçonne toujours la sincérité.

L'inquiétude de son caractère et de son esprit ne l'abandonna qu'avec la vie. Il songeait, peu de temps avant sa mort, à s'enfuir à Rome, et à rentrer au service de France, lorsqu'il mourut d'un accès de goutte à Istanbul le 23 mars 1747, à 71 ans.

Son tombeau se trouve à Péra, dans un cimetière de derviches tourneurs. On y a gravé cette inscription turque : « *Dieu est permanent ; que Dieu, glorieux et grand auprès des vrais croyants, donne paix au défunt Achmet-Pacha, chef des bombardiers, l'an de l'hégire 1160 (1747)* ». Son fils Soliman-Aga, nommé auparavant comte de la Tour, lui succéda dans la charge de topigi-bachi.

Sa famille existe toujours et est actuellement propriétaire du château de Bonneval situé à Coussac-Bonneval en Limousin. Un de ses lointains descendants est le scénariste et dessinateur Gwen de Bonneval, qui a publié en 2012-2013 une biographie de son aïeul en bande dessinée.

L'ouvrage apocryphe intitulé *Mémoires du comte de Bonneval*, imprimé à Paris en 1737, et plusieurs fois réimprimé, contient de nombreuses affabulations, comme les biographies de l'abbé de Watteville. Casanova, qui était alors officier de la marine vénitienne, rencontra Bonneval à Constantinople, où son bâtiment était stationné. Il a raconté cette rencontre dans ses célèbres mémoires.

L'historien Albert Vandal dans *Le Pacha Bonneval* de 1885 porte un jugement balancé sur Bonneval : « *En dévoilant aux Turcs les calculs égoïstes de notre politique, et en les poussant à réclamer de nous certains engagements que la France était décidée à leur refuser, il contribua à altérer l'intimité traditionnelle entre la France et la Porte, au détriment des deux puissances* ». *En revanche, « en introduisant d'utiles réformes dans l'état militaire de la Turquie et en mettant au service de cette nation son expérience de la guerre, il aida la diplomatie française à suspendre les progrès de la Russie et de l'Autriche en Orient, et à prolonger dans cette partie du monde un équilibre de forces conforme à nos intérêts.*»

* *
*

Une autre figure au service du Sultan au XVIII^{ème} siècle : le baron de Tott

Plusieurs officiers français s'engagèrent au service de l'étranger sous l'Ancien régime, les uns de leur propre initiative, sans que leur carrière présente des particularités telles qu'elles justifient une

notice dans le présent ouvrage, d'autres en service commandé, envoyés par le gouvernement français, comme Forbin au Siam, ou des officiers dépêchés auprès de l'empereur d'Annam à l'époque de Gia Long, dont nous avons parlé, ou encore de plusieurs officiers affectés comme conseillers techniques auprès du sultan turc, qui était l'allié de la France. Ce qui fait la particularité de la vie de Bonneval, c'est qu'il fut successivement doublement traître et renégat : traître en passant du service du roi à celui de son ennemi l'empereur Habsbourg en pleine guerre de Succession d'Espagne, puis du service de ce dernier à celui de son ennemi le Grand Turc, également en pleine guerre –en fait, il était devenu un mercenaire- et renégat, puisqu'il se convertit à l'islam, ce que ne faisaient pas les officiers en mission officielle auprès de la Sublime Porte

Parmi ces officiers et diplomates, il faut tout de même dire un mot du baron de Tott, dont le parcours fut également curieux. Fils d'un gentilhomme hongrois officier au service de France, il était né en 1733 à Chamigny, près de La Ferté-sous-Jouarre, et fut employé à l'ambassade de France à Constantinople de 1757 à 1763. Nommé en 1767 consul de France en Crimée, il eut part au rétablissement de Qirim Giray, khan des Tatars.

Appelé en Turquie auprès de Mustapha III, il y rendit d'importants services : il réforma les pontons et l'artillerie, défendit les Dardanelles contre la flotte d'Orlov³⁷, et donna les moyens de mettre à couvert la frontière turque du côté d'Otchakov et de la Crimée. Tott fut chargé d'organiser une école d'artillerie à tir rapide (diligents ou « süratchis » en turc) et construisit une fonderie de canons, dont le bâtiment existe toujours à Istamboul, mais, lui aussi trouva chez les Turcs tant

³⁷ Nous reparlerons d'Orlov à propos de Le Borgne-de Boigne, qui s'était, lui, engagé dans les troupes de Marine de celui-ci, lors de cette guerre russo-turque de 1768-1774, voir supra.

d'antipathie pour les améliorations qu'il se dégoûta et revint en France.

Il fut alors nommé inspecteur général des Affaires étrangères, chargé des consulats dans les Échelles du Levant et en Barbarie³⁸ en 1776-1777. Il avait aussi une mission secrète : examiner la possibilité d'une éventuelle expédition en Égypte. Il fut un ardent propagateur de ce projet, mais celui-ci fut rejeté par Vergennes, alors ministre des affaires étrangères, et différé jusqu'à l'entreprise de Bonaparte (qui avait lu Tott).

Nommé gouverneur de Douai en novembre 1785, il émigra en 1790, et mourut dans le pays de ses ancêtres, à Bad Tatzmannsdorf, en Hongrie (1793)³⁹.

Le baron de Tott a publié des *Mémoires du Baron de Tott sur les Turcs et les Tartares* qui furent traduits et lus dans toute l'Europe avec intérêt, accréditant la thèse d'un Empire ottoman moribond. Ainsi, sa traduction anglaise est l'un des ouvrages les plus empruntés de la *New York Society Library* pour l'année 1789.

De son mariage en 1755, à Constantinople, avec Marie Rambaud (qui appartenait à une puissante famille de négociants lyonnais installée à Constantinople au XVIII^e siècle), il eut deux filles, Sophie de Tott (1758-1848), artiste peintre, connue par le portrait

³⁸ Les provinces maghrébines de l'empire ottoman.

³⁹ Le village s'appelait *Tarcsa* et se situait en Hongrie quand le baron de Tott y vint. Les habitants du village célèbrent toujours sa mémoire par l'entretien de sa maison, surnommée *Hexenhaus* (« maison des sorcières »), en raison des expériences de physique qu'il y accomplit. L'inauguration de son tombeau symbolique en 1972 donna lieu à une cérémonie officielle.

qu'en a fait E.Vigée-Lebrun en bacchante, et Marie-Françoise (1770-1854), mariée avec François XIII de La Rochefoucauld.

L'Indochine

Jusqu'au milieu du XVII^{ème} siècle, les Français, englués dans leurs guerres civiles et continentales, avaient laissé le champ libre en extrême-orient aux Hollandais, aux Espagnols et aux Portugais. L'intérêt pour ces contrées fut d'abord l'œuvre de Tavernier, qui fut en Insulinde de 1643 à 1646, nous l'avons vu, et de son frère, qui y séjourna durablement. Puis ce fut le Siam, principale puissance de l'Indochine à l'époque, avec l'ambassade croisée des deux puissances, dans les années 1680, puis enfin l'empire d'Annam et les pays qui composèrent plus tard l'Indochine française (Cochinchine, Tonkin, Cambodge, Laos). L'Indochine, lointaine et difficile à pénétrer, tant physiquement que psychologiquement, a été féconde en aventuriers et en personnalités bien trempées. Nous en présentons quatre, mais d'autres figures de notre galerie de portraits, dans d'autres chapitres, ont également fréquenté cette région.

L'abbé de Choisy



Arrière-petit-fils d'un marchand de vins en gros, Jean de Choisy né vers 1525, François-Timoléon de Choisy, ou Mme la comtesse des Barres ou Mme de Sancy, est né le 16 août 1644 à Paris.

Il est le quatrième et dernier fils de Jean III de Choisy, seigneur de Balleroy (né en 1598, mort à Blois le 20 février 1660), conseiller d'État, intendant du Languedoc, chancelier de Gaston d'Orléans, et de Jeanne-Olympe Hurault de L'Hospital (1604-1669), petite-fille de Michel de L'Hospital et amie intime de la reine de Pologne Marie de Gonzague.

Sa mère l'habille en fille jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour faire sa cour à la reine Anne d'Autriche et l'introduire dans l'entourage de Monsieur, frère de Louis XIV, de dix ans son cadet, qui est peu attiré par le sexe opposé, et dont il a été le compagnon de jeu au jardin du Luxembourg : « *Écoutez, mon fils ; ne soyez point glorieux, et songez que vous n'êtes qu'un bourgeois. Je sais bien que vos pères, que vos grands-pères ont été maîtres des requêtes, conseillers d'État ; mais apprenez de moi qu'en France on ne reconnaît de noblesse que celle d'épée. La nation, toute guerrière, a mis la gloire dans les armes: or, mon fils, pour n'être point glorieux, ne voyez jamais que des gens de qualité.* », lance-t-elle à son fils pour le presser de se rendre aux fêtes et d'y faire ses avances. Il se liera durablement, entre autres, au cardinal de Bouillon « *Ma mère m'a accoutumé aux habillements des femmes ; j'ai continué à m'en servir dans ma jeunesse.* »

A l'époque, jusqu'à 7 ou 8 ans, les vêtements des enfants ne diffèrent guère selon leur sexe. Cependant, le garçon ayant perdu son père à 15 ans, Madame de Choisy lui imprime durablement sa marque. Olympe modèle ce corps blafard et potelé. Elle lui perce les oreilles pour lui prêter ses boucles, lui administrant des baumes pour éradiquer les poils du menton. Comme d'autres jeunes gens, il apprend la danse, la musique et le clavecin mais évite les disciplines plus viriles.

C'est ainsi qu'il est poussé, tout jeune, à la fois à se détourner de la vie militaire et à faire sa cour au futur cardinal de Bouillon, son contemporain, dont il restera l'ami.

De 18 à 22 ans, il étudie la philosophie et la théologie en Sorbonne et Olympe lui fait recevoir en 1663 la charge d'abbé ainsi que les revenus temporels liés à l'abbaye de Saint-Seine en Bourgogne. Mais, à 20 ans, il fugue à Bordeaux pour rejoindre une troupe de théâtre. C'est un jeu dangereux au moment où il reçoit les honneurs de sa charge, mais il est fou de joie des mois passés à jouer les héroïnes de Corneille. « *J'avais des amants à qui*

j'accordais des petites faveurs, fort réservé sur les grandes», confie-t-il dans ses souvenirs. Il est cependant appelé à se calmer, quelque temps, mais, pour ce faire, sa famille l'envoie à Venise ; curieuse idée quand on sait la réputation des maisons de jeu et des établissements de prostitution de la ville. Choisy va s'y adonner au jeu, passion autrement plus destructrice.

En 1669, à la mort de sa mère, il choisit dans l'héritage sa garde-robe et ses bijoux. Quelques années plus tard, il écrit : *«Je suis retombé dans mes anciennes faiblesses, je suis redevenu femme.»* Prenant résidence au faubourg Saint-Marcel, où il sait bénéficier de la tolérance amusée d'un quartier populaire, il se fait appeler «Madame de Sancy». Ainsi est-il apprécié à la paroisse Saint-Médard, où il fait le spectacle en se chargeant de la quête, prenant bien soin que tout le monde remarque ses beaux atours, son maquillage, ses mouches, sa peau si douce et blanche entretenue à l'eau de veau et à la pommade de pieds de mouton. Un peu embarrassé, le curé pardonne à ce fidèle qui augmente ses revenus et se montre généreux envers les pauvres. C'est une période heureuse pour le jeune homme, qui vit largement des héritages familiaux.

Choisy pousse le travestissement plus loin, en se rendant à un bal masqué, lui en femme, sa Charlotte du moment en écuyer. Il répète maintes fois la scène, ce qui décuple son excitation. Il commande à François de Troy leur portrait. Lors du carnaval, en présence de sa famille, il organise même une parodie de mariage entre «Madame de Sancy» et «Monsieur de Maulny», qui n'est autre que Charlotte portant perruque et pantalon. Il la remplace par une lingère, qu'il renomme «Mademoiselle Dany». Il ne pleure guère aux ruptures, disant d'une amante perdue : *«Quoique je l'aimasse beaucoup, je m'aimais encore davantage, et ne songeais qu'à plaire au genre humain.»* Tout est dit. Il reçoit bien parfois des moqueries et des lettres anonymes, ses frasques font l'objet d'échos dans les gazettes, il est brocardé par les chansonniers, il entend les

chuchotements à l'église, mais, ainsi protégé et si heureux de se donner en spectacle, il ne s'en soucie guère. Ce qui choque le plus, du reste, n'est pas forcément son excentricité vestimentaire mais ses liaisons hors mariage.

Ces folles années prennent fin un soir où, à l'Opéra, il salue le grand Dauphin, alors âgé d'une dizaine d'années, dans sa loge. Il est accompagné de son gouverneur, le duc de Montausier, surnommé «Rabat-joie», dont on dit qu'il a inspiré le Misanthrope de Molière. Le prince s'amuse de la rencontre avec cette belle personne, ce qui ne peut qu'inciter Choisy à redoubler de coquetterie, mais le duc l'apostrophe : *«J'avoue, madame ou mademoiselle, je ne sais comment vous appeler, j'avoue que vous êtes belle. Mais en vérité, vous n'avez point de honte à porter un pareil habillement, et de faire la femme, alors que vous êtes assez heureuse de ne l'être pas ? Allez, allez vous cacher.»*

L'abbé ne peut prendre à la légère l'avertissement d'un homme aussi influent. Joueur impénitent, il a peut-être aussi quelques motifs à se faire oublier. Il part pour Bourges, où il installe son propre théâtre devant les provinciaux ébahis. Il se fait passer pour une riche veuve, «la comtesse des Barres» (1670-1671). Au château de Vouzay, appelé alors Crespon, il joue de la musique, partageant chocolat, thé et café, autant de nouveautés. Il s'attache à une demoiselle de la Grise âgée de 16 ans, qui en paraît 12. Il l'installe à demeure, sous le prétexte de lui apprendre à se coiffer et à jouer la comédie. Il lui prête ses diamants et il va jusqu'à parodier les jeux de l'amour devant ses invités, poussant la jouvencelle dans son lit, la couvrant de baisers, avant de lui *«donner de plus solides plaisirs»*, en cachette sous les draps, tout au bonheur de *«tromper les yeux de son public»*.

Il s'éprend d'une petite actrice de passage pour le carnaval, Roselie. Dans son récit, il abandonne soudain l'usage du féminin pour livrer son trouble : *«J'étais né pour aimer les comédiennes.»* Il

rejoue l'échange des rôles, sur les planches comme à la ville, appelant l'orpheline, âgée de 15 ans, «*mon petit mari*». Mais celui-ci «*sprit la mauvaise habitude de vomir tous les matins*». Il faut se rendre à l'évidence : le petit comte est enceint. Le scandale les presse de s'enfuir à Paris, où Timoléon lui trouvera un mari.

Il séduit sous ce costume filles de bonne famille et comédiennes – y compris les actrices Montfleury et Mondory – dont une qu'il met enceinte avant de la marier au comédien du Rosan, toutes aventures qu'il a rapportées dans ses *Mémoires de l'abbé de Choisy habillé en femme*. Il se rend ensuite à Paris, où il se fait connaître, de 1672 à 1674, sous le nom de Madame de Sancy.

Madame de Lafayette l'encourage, en présence du duc de la Rochefoucauld. Madame de Sancy est de toutes les fêtes du frère du roi, qui la fait danser avec ses amants. Elle invite à souper le curé et ses paroissiennes, proposant à certaines de s'attarder. Comment y voir du mal ? Elle est comme une sœur pour elles. Il convainc les mères de lui confier leur fille, au besoin en calmant leurs inquiétudes par quelque cadeau.

En 1677, sa famille l'ayant persuadé de renoncer à se travestir, il retourne à Venise où, s'abandonnant à son autre passion, il se ruine au jeu. Pendant sa jeunesse, ses deux passions, le travestissement et le jeu lui auront coûté, l'une, l'épiscopat ; l'autre, de vivre toute sa vie d'expédients.

Revenu impécunieux en France, sa relative pauvreté l'oblige à vivre de son bénéfice ecclésiastique. En 1675, il accompagne le cardinal de Bouillon au conclave à Rome, où il sert d'assistant à la délégation française. Il lui est ainsi revenu d'écrire la missive au roi le convainquant d'assurer l'élection du pape Innocent XI. C'est à peu près au moment de ce voyage qu'il se lie avec Mgr de Cosnac, évêque de Valence.

Tombé malade en août 1683, il frôle la mort et, décidé à changer de vie, se retire un an au séminaire des Missions étrangères de Paris, rue du Bac, il a 39 ans.

L'ambassade au Siam

C'est en raison de ce passage par le séminaire des Missions étrangères qu'il est choisi pour accompagner, comme coadjuteur, le chevalier Alexandre de Chaumont dans une mission au Siam auprès du roi Narai.

En 1681, sur le conseil de Constance Phaulcon, son ministre principal, le roi de Siam, Phra Narai, avait envoyé une ambassade au roi de France pour lui proposer une alliance contre les Hollandais, désireux alors de soumettre toutes les Indes orientales à leur commerce et dont l'expansion coloniale dans le sud-est asiatique l'inquiétait. Le vaisseau le Soleil d'Orient, qui transportait cette ambassade avec de nombreux présents, avait fait naufrage entre Madagascar et le Cap de Bonne Espérance à la fin de 1681.

Le roi de Siam, sans nouvelle de son ambassade, avait envoyé en 1684 une mission avec un missionnaire français, Bénigne Vachet. Celui-ci prenant ses espoirs pour des réalités, s'imaginait que le roi de Siam était mûr pour se convertir au catholicisme et cherchait à obtenir du gouvernement français qu'il envoyât une ambassade qui emporterait le morceau. Ne connaissant personne à la Cour, il demanda à Choisy, qui se trouvait précisément au Séminaire à ce moment-là, d'intercéder auprès des ministres, ce que Choisy fit en lui faisant rencontrer les ministres des Affaires étrangères, Colbert de Croissy et de la Marine, Colbert de Seignelay, qu'il parvint à convaincre, malgré l'invraisemblance de la chose, dans le but de prendre possession des ports et des établissements qui lui étaient offerts en échange de son aide mais également pour répandre la religion chrétienne dans ces pays.

Choisy, alors âgé de 41 ans, est tout naturellement retenu pour être du voyage. Dans un mémoire au ministre, anticipant sur l'expédition de Bonaparte en Égypte, il propose que la mission comporte un peintre, un ingénieur et un astronome.

La mission comprend le chevalier de Chaumont, capitaine de vaisseau, ambassadeur, l'abbé de Choisy, Forbin, six pères jésuites, embarqués comme mathématiciens, quatre missionnaires, plusieurs gentilshommes. Elle s'embarque à Brest le 3 mars 1685 à bord du vaisseau *L'Oiseau* et de la frégate *La Maligne* pour un voyage qui dure plus de 6 mois, via le Cap de Bonne Espérance. En août, voulant faire de l'eau après une longue traversée, le navire mouille à Bantam, dans la presqu'île de Malacca et, alors que le vaisseau a été bien reçu par le gouverneur hollandais du Cap, il tombe ici sur un poste hollandais qui lui interdit le débarquement. C'est qu'on était là dans la chasse gardée de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, source de la richesse des Pays-Bas à l'époque, nous en avons parlé précédemment.

Les navires parviennent le 23 septembre à la Barre de Siam, un grand banc de vase formé par le dégorgeement de la Ménam, à l'embouchure de ce fleuve sur lequel est située Voudra, l'ancienne capitale du Siam. Au bout de six jours, deux envoyés du roi de Siam, avec Louis Laneau, l'évêque de Métellopolis et l'abbé de Lionne, déjà sur place au titre des Missions étrangères, montent à bord de *L'Oiseau* et, après quinze jours de préparatifs, l'ambassade française se dirige vers la capitale à bord de chaloupes dorées. Aux abords de Voudra, l'ambassadeur met la lettre de Louis XIV dans une boîte, la boîte dans une coupe et la coupe sur une soucoupe, le tout en or. Choisy porte le tout sur une chaloupe où cette lettre voyagera seule suivie de la chaloupe de l'ambassadeur et de celle de Choisy, puis de celles de la suite. Arrivé à Voudra, sur le quai, l'abbé se voit soulevé par huit hommes et déposé dans une litière. L'avenue qui mène au palais royal est bordée par des

éléphants blancs, qui s'agenouillent au passage de la lettre royale. A l'entrée du palais du monarque, Choisy franchit le porche du palais en tendant la coupe d'or comme un ostensorio.

L'audience royale a lieu sans délai. À un signal donné, le mystérieux souverain de Siam paraît tout à coup à une fenêtre, portant un grand chapeau pointu, un vêtement couleur de feu et d'or, une riche écharpe dans laquelle était passé un poignard, et ayant aux mains une multitude de bagues du plus grand prix. Le prince étant toujours à la fenêtre, l'ambassadeur français, qui était assis dehors sur un fauteuil doré que portait une estrade recouverte de velours cramoisi, se lève, prononce un discours que Phaulkon traduit, et présente une lettre de Louis XIV dans une coupe d'or placée au bout d'une manche d'environ trois pieds et demi également d'or. Compte tenu de la hauteur du balcon où se tient le roi, il faudrait que Chaumont tende très haut le manche, ce qu'il ne fait pas, le trouvant contraire à la dignité du roi de France (« *Haussez, Monseigneur, haussez!* » chuchote Phaulkon). C'est donc Tchaou-Narai qui se penche pour récupérer la lettre. L'ambassadeur accompagne cette remise de missive par un discours qui invite purement et simplement le roi de Siam à des convertir au catholicisme. Celui-ci écoute d'un air impassible.

Constance Phaulkon

Il est temps de dire un mot de cet autre personnage de roman, étonnamment méconnu, Constance ou Constantin Phaulkon, (Costantin Gerachis, dit). Celui-ci, alors âgé de 38 ans, n'était nullement siamois.

C'était un Grec, né en 1647 dans la forteresse d'Assos (région d'Erissos dans l'île de Céphalonie. Sa famille était originaire du village de Plagia situé dans la même région, où elle était établie depuis le dernier quart du XVI^e siècle.

Il s'engage dans la Compagnie anglaise des Indes orientales. Lors d'un séjour à Londres, il change son nom de Gerachi en Phaulkon ; *gerakis* et *falcon* signifient tous deux « faucon », respectivement en grec et en anglais. Il apprend les langues étrangères aux cours de ses voyages, l'anglais, le français, le portugais, le malais et le thaï.

Il arrive aux Indes avec deux Anglais en 1670 et, de là est envoyé au Siam huit ans plus tard pour s'occuper du comptoir anglais. Fait exceptionnel et à mettre au crédit de son talent et de son pouvoir de séduction dans un Extrême-orient qui est alors xénophobe et fermé aux ingérences étrangères, il plaie, comme interprète, au ministre siamois du Trésor, et est promu surintendant du commerce extérieur, ce qui lui confère un droit de regard sur la diplomatie. Il se marie avec avec une Portugaise, Maria Guyomar de Pinha, avec qui il a deux fils, João (mort en 1688) et Jorge, qui lui a survécu.

C'est là que, parmi les nombreux parrains qui se penchent sur le Siam, il choisit Louis XIV. Il entre dans le jeu français, coupant court à toutes les autres influences extérieures, notamment aux



« friponneries des mahométans » (abbé de Choisy), puisque le Chah de Perse s'était mis en tête, lui aussi, d'amener la famille royale siamoise à sa propre foi, l'islam chiite.

Ambassade française à la cour du Roi de Siam, 1685 avec le roi Narai, l'ambassadeur français Alexandre de Chaumont et Choisy debout à

droite, et Constantin Phaulkon prosterné à gauche.

Choisy reste 3 mois en Thaïlande (de fin septembre à fin décembre 1685). N'ayant apparemment rien de mieux à y faire, il s'y fait ordonner prêtre par monseigneur Laneau, le 10 décembre 1685 puis repart dès le 22 décembre pour un voyage de retour

Le roi de Siam remarque Forbin et le nomme amiral et général des armées du roi de Siam avec le sabre et la veste d'honneur, qui sont les marques de sa nouvelle dignité. Forbin, qui n'apprécie pas l'endroit, doit néanmoins rester sur place. Il se rend à Bangkok, qui n'est alors qu'un village sur la Ménam, en aval de Voudra, pour surveiller la construction d'un fort destiné aux soldats français qui accompagneront la prochaine ambassade.

Peu après, le roi de Siam élève Forbin à la dignité d'*Opra sac di son craam*, ce qui signifie « une divinité qui a toutes les lumières et toute l'expérience pour la guerre ». Par les soins de ce lieutenant de vaisseau transformé en généralissime, les troupes siamoises sont assez convenablement entraînées à la discipline militaire européenne. Forbin fait quelques expéditions contre les Macassars, pirates de la mer des Indes dont trois cents qui avaient bénéficié de l'hospitalité du roi de Siam alors qu'ils tentaient d'échapper aux Hollandais et qui sèment le trouble dans le royaume.

Fatigué par le genre de vie qu'il mène et de ses démêlés avec Phaulcon, Forbin quitte le Siam et arrive en France à la fin juillet 1688. Reçu à la Cour pour rendre compte de ce qu'il avait vu, il contredit les rapports trop idyllique des missionnaires sur ce pays : « *Sire, le royaume de Siam ne produit rien, et ne consomme rien* », et quant aux chances de convertir le roi Narai au catholicisme, « *Ce prince n'y a jamais pensé, et aucun mortel ne serait assez hardi pour lui en faire la proposition* », propos qu'il réitère devant le père Lachaise et devant le marquis de Seignelay, ministre de la Marine.

Suite de l'ambassade

En 1686 les Hollandais quittent le Siam et le père Lachaise, confesseur de Louis XIV, convaincu en dépit des mises en garde de Forbin, réussit à obtenir l'armement de six vaisseaux à Brest, destinés à conduire une nouvelle ambassade au royaume de Siam, et convoyant plus de six cents soldats français afin de concrétiser l'alliance. Ils sont installés dans un repli fluvial du golfe de Siam, Banko, fondant alors la fortune de la future Bangkok.

La position de Phaulkon suscitait beaucoup de jalousie de la part des Thaïs de la cour. Quand le roi Narai tombe gravement malade en 1688, la rumeur court que Phaulkon voulait utiliser l'héritier désigné, Phra Pui, pour devenir roi lui-même. Lors d'un coup d'État organisé par le général Petracha, beau-frère de Narai, Phaulkon, ses partisans et le dauphin sont arrêtés et exécutés le 5 juin 1688 à Lopburi. À la mort du roi, quelques jours plus tard, Petracha lui succède sur le trône d'Ayuthayya et instaure un régime xénophobe. Les soldats français de Fort-Banko sont renvoyés à Pondichéry.

Retour et fin de vie

Choisy, quant à lui, accomplit le long voyage de retour – de décembre 1685 à juin 1686- à bord du vaisseau l'Oiseau, accompagnant trois nouveaux ambassadeurs du roi de Siam. C'est la grande ambassade, reçue fastueusement à Versailles, dont l'Histoire a gardé le souvenir. Choisy, quant à lui, raconta son périple dans un très vivant *Journal de voyage au Siam*, en partie écrit à bord du bateau du retour.

À son retour en France, l'abbé reçoit le bénéfice du prieuré de Saint-Benoît-du-Sault en 1689 et le doyenné du chapitre de la cathédrale de Bayeux, le 11 avril 1697. En dépit d'une brouille à son retour d'Asie, Louis XIV favorise son entrée à l'Académie en août 1687 et il collabore avec Charles Perrault à la rédaction des

Opuscules sur la langue française. Il écrit une brève biographie de sa parente, l'édifiante M^{me} de Miramion. Le facétieux abbé tire un peu à la ligne, mais se réveille quand il raconte la tentative rocambolesque d'enlèvement de ladite dame par Bussy-Rabutin.

Il reprend l'habit féminin (mais seulement dans son intérieur) et, habillé en dame de qualité jusqu'à l'âge de quatre-vingts ans, affectionnant les couleurs sieyant à son âge, le violet et le gris, il a un appartement au Palais du Luxembourg et rédige un certain nombre de travaux historiques et religieux dont une volumineuse *Histoire de l'Église* en 11 volumes au sujet de laquelle, selon D'Alembert, il aurait déclaré : « *J'ai achevé, grâce à Dieu, l'histoire de l'Église ; je vais, présentement, me mettre à l'étudier.* » Il l'écrivait, paraît-il, sur le conseil de Bossuet. Ses deux mémoires, celui sur Louis XIV et celui sur son travestissement, sont écrits avec grâce, alacrité, humour et un sens pénétrant de la restitution des gestes, des attitudes, des intonations. On retrouve parfois chez Choisy, quoique avec moins d'intensité, le sens du portrait et de l'animation de Saint-Simon.

Son œuvre peut-être la plus marquante est le journal d'un témoin de quelques moments marquants du règne de Louis XIV, *Mémoires pour servir l'histoire de Louis XIV*. Il écrira aussi une historiette du règne de Louis XIV. Toujours bienveillant, ne reculant pas devant l'hagiographie, il touche son public par une prose légère, tissée d'anecdotes qui tiennent de l'ouï-dire.

Le voyage de Siam avait pris place au milieu de la vie de Choisy, puisque celui-ci mourut à l'âge respectable pour l'époque, de quatre-vingts ans, le 12 octobre 1724. La Régence et ses fêtes étaient passées par là et avaient fait oublier les extravagances de notre abbé.

Monseigneur Pigneau de Behaine



Pierre Pigneau de Behaine est né à Origny-en-Thiérache (Aisne) le 2 novembre 1741. Il était l'aîné d'une famille de dix-neuf enfants. Il suivit des études à Laon, puis à Paris, au séminaire des Trente-Trois.

Les Missions étrangères. Il entre au séminaire des Missions étrangères de Paris en 1765 et est affecté à l'Indochine. Il n'est pas le premier religieux chrétien à s'établir en Indochine. Il faut rappeler le souvenir du père Alexandre de Rhodes (1591-1660)

qui, outre son travail d'évangélisation, mené au péril de sa vie, est l'auteur du système dit quoc-ngu de translittération de l'annamite en alphabet latin, adopté définitivement (au détriment des idéogrammes chinois) en 1919 et toujours en vigueur.

Quoi qu'il en soit cette affectation n'est pas une sinécure. Pigneau s'embarque le 9 septembre 1765 sur un navire de la compagnie des Indes. Il est d'abord enseignant au collège général des Missions étrangères qui déménage provisoirement à Hon Dat en 1767. Deux ans plus tard, il en est le supérieur général. Des troubles l'en font partir pour Malacca le 11 décembre 1769, puis il est envoyé en Inde française, au comptoir de Pondichéry avec quarante-trois séminaristes et domestiques. Il s'installe dans le faubourg de Virampatnam au sud de la ville, où il fait construire un nouveau séminaire.

Sous le faux prétexte d'avoir hébergé un dignitaire siamois, il subit une dure détention avec port de la cangue. Il survit, alors que son compagnon d'infortune, le père Artaud périt peu après leur libération. Revenu auprès de ses quarante élèves, il doit, au bout de deux ans se replier sur Malacca (décembre 1769), puis il est envoyé en Inde française, au comptoir de Pondichéry avec quarante-trois séminaristes et domestiques. Il s'installe dans le faubourg de Virampatnam au sud de la ville, où il fait construire un nouveau séminaire. Il y restera quatre ans. C'est à cette époque qu'il rédige son dictionnaire français-annamite.

Distingué pour ses différents travaux, il est nommé évêque *in partibus* d'Adran⁴⁰, en 1771, par le pape Clément XIV, il devient vicaire apostolique de Cochinchine (Sud du Viêt Nam actuel) à la mort de M^{sr} Piguel le 21 juin 1771. Il est sacré à Madras, le 24 février 1774. Il s'installe avec trois autres prêtres en 1775 à Ha

⁴⁰ Ville difficile à situer, sans rapport avec l'Extrême-Orient. Peut-être Bosra, aux confins de la Syrie et la Jordanie.

Tiên dans une région du delta du Mékong qui comprend quatre mille chrétiens. Il y retrouve deux prêtres des Missions étrangères. La région est en pleine guerre civile provoquée par la lutte entre, d'une part, les frères Tây Son qui se sont soulevés en 1773 et dirigent l'empire depuis 1775, et, de l'autre, le prétendant au trône, le prince Nguyen Anh, représentant légitime de la dynastie Lê.

En 1778, des pirates cambodgiens attaquent la mission, brûlant l'église et tuant plusieurs chrétiens dont sept religieuses annamites. Pigneau se réfugie avec son séminaire au nord de Saïgon, à Bien Hoa où réside le prétendant au trône de l'empire d'Annam Nguyen Anh. Face à la misère extrême provoquée par la guerre civile, Pigneau de Béhaine prend de vitesse les Anglais qui souhaitent traiter avec Nguyen Anh, ainsi que les Hollandais de Batavia, et décide d'intervenir et d'aider le prince Nguyen Anh, dont il devient alors un ami proche. Entre deux campagnes, ce dernier retrouve à la mission, accompagné de quelques mandarins, Pigneau qui le conseille sur la conduite à tenir.

Les Chinois étaient venus au secours des princes Trinh, qui gouvernaient le nord du pays, pour les aider dans leur dessein d'usurper le trône de la dynastie Lê. Les Tây Son avaient ensuite chassé les Chinois, mais, en 1782 ils s'emparent de Saïgon et massacrent des milliers d'habitants. Pigneau s'enfuit au Cambodge, puis à Poulo Way (Phú Quoc) pendant plusieurs mois. C'est alors qu'il retrouve Nguyen Anh en pleine déroute, manquant de tout, et notamment de vivres pour ses troupes. L'évêque partage ses derniers vivres avec eux et leur sauve ainsi la vie.

Pigneau de Béhaine propose au prétendant l'aide de la France. Il se rend compte également que les Tây Son sont des ennemis irréductibles du christianisme. Son coadjuteur Labartette écrit notamment: « *La religion des Tây Son est de ne pas en avoir. Si leur règne*

dure longtemps, nous aurons bien de la peine à échapper de leurs mains. ». Ils avaient en effet publié des édits de persécution en Haute-Cochinchine.

Nguyen Anh qui, allié au roi de Siam, vient à nouveau de se faire battre, accepte. Il confie à l'évêque le sceau royal et son fils Nguyen Phúc Canh, âgé de cinq ans et demi. Pigneau décide de rentrer en France pour demander de l'aide. Il arrive par Pondichéry à Lorient en février 1787. Les ministres de la cour de Versailles sont loin d'être unanimes. Seuls Loménie de Brienne ou l'archevêque de Narbonne, M^{gr} Dillon, comprennent l'avantage commercial que l'intervention militaire pourrait procurer à la France sur les autres puissances. Louis XVI reçoit finalement en audience l'évêque d'Adran au début de mai 1787 et lui donne un accord de principe.

Le 28 novembre 1787, un traité d'alliance entre le royaume de France et l'empire d'Annam est paraphé à Versailles par le comte de Montmorin, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, pour Louis XVI, et par le jeune prince Nguyen Phúc Canh, assisté de M^{gr} Pigneau de Behaine. La France s'engage à aider Nguyen Anh à remonter sur le trône, en échange de quoi, elle obtient la concession du port de Tourane, de l'île de Poulo Condor et, surtout, celle du commerce exclusif avec l'Annam. Pigneau repart pour l'Indochine le 27 décembre 1787 avec le jeune prince et huit missionnaires.

Cependant, par un courrier secret, Louis XVI, qui confiait au gouverneur de Pondichéry, le comte de Conway, la responsabilité de l'aide en troupes et en matériel à fournir à Nguyen Anh, lui laissait le choix de fournir ou non cette aide en fonction des possibilités locales. Le gouverneur ne la fournit jamais, soit qu'il n'en vit pas l'intérêt, soit qu'il estimât Pondichéry trop menacée pour prendre le risque de se dégarnir. Pigneau n'obtient aucune troupe de la part du gouvernement et le traité n'est pas exécuté.

Pour sauver néanmoins l'honneur de la France et tenir sa parole, Mgr Pigneau de Behaine décide d'aider le prince sur la fortune de donateurs (notamment des commerçants de Chandernagor, intéressés, de par leur situation géographique⁴¹, au développement du commerce avec l'Indochine, et de sa propre famille (quinze mille livres). Il achète munitions et matériel, traduit en annamite des ouvrages de fortification et de stratégie, recrute trois-cent cinquante marins volontaires et vingt officiers de marine (qui se trouvaient sans affectation par suite de la révolution qui avait éclatée en France), dont Olivier de Puymanel, Jean-Baptiste Chaigneau, Philippe Vannier et Jean-Marie Dayot. Ceux-ci instruisent les soldats annamites et construisent un réseau de citadelles à la Vauban, dont la plus importante est la citadelle de Saïgon. Par là, Pigneau de Behaine aurait pu figurer dans le chapitre que nous avons consacré aux « ecclésiastiques de combat » (mais il s'interdit toujours de participer personnellement aux opérations militaires).

Pigneau de Behaine meurt à 58 ans, le 9 octobre 1799 pendant le siège et juste avant la prise de la forteresse de Qui Nhon (sur la côte sur de l'Annam), dernier point d'appui des frères Tây Son. Il est enterré à Govap, au nord de Saïgon. Le jeune Nguyen Phúc Canh mourra deux ans plus tard, à vingt-et-un ans, de la variole.

Nguyen Anh est intronisé empereur d'Annam et monte sur le trône en 1802, sous le nom de règne de Gia Long. Il fait construire les citadelles de Hué et de Saïgon par des officiers de Pigneau de Behaine, Vannier et Puymanel, nommés mandarins en récompense de leurs services et charge Dayot de faire le relevé hydrographique des côtes de la Cochinchine.

⁴¹ Chandernagor était un comptoir français situé au fond du golfe du Bengale, près de Calcutta.

Il faut croire que le voyage de son fils en Europe ne lui a pas rendu celle-ci sympathique, ou plus exactement, qu'en ayant perçu la puissance, il jugea urgent de s'en protéger. Il ferme l'Annam à l'Occident, mais, par gratitude envers Pigneau de Behaine, s'abstient d'expulser les missionnaires.

Bilan

Ancienne statue de M^{sr} Pigneau de Behaine devant la cathédrale Notre-Dame de Saïgon



On peut dire que l'évêque d'Adran a beaucoup marqué cette période en Cochinchine et en Annam, et que l'histoire de la présence française en Indochine n'aurait pas été la même sans lui. Il a fait montre de réels talents d'organisateur s'adjoignant les services de Puymanel pour l'armée et les fortifications et de Dayot pour la marine et la cartographie. L'armée et la marine annamites furent organisées à la française pendant que les fortifications l'étaient à la Vauban.

Une statue fut élevée devant la cathédrale Notre-Dame de Saïgon en 1902, représentant l'évêque d'Adran tenant son élève par la main, le jeune prince Nguyen Phúc Canh (1780–1801). Elle a été

remplacée depuis par une statue de la Vierge. Un collège de Dalat porta le nom d'Adran.

Auteur du premier dictionnaire latin-annamite.

Pigneau de Béhaine est également l'auteur d'un dictionnaire latin-annamite, le *Dictionarium Anamitico Latinum*, dont le manuscrit a été complété par Jean-Louis Taberd qui l'a fait imprimer (en 1838) avec son propre dictionnaire aux presses baptistes de Serampore, comptoir commercial danois entre Calcutta et Chandernagor.

Hommages en France

La maison natale de M^{gr} Pigneau de Behaine, à Origny-en-Thiérache, a été transformée, en 1953, en un « Musée d'Adran », principalement consacré aux civilisations extra-européennes, asiatiques notamment, et à l'Histoire.

Les cendres de M^{gr} Pigneau de Behaine ont été exhumées en 1983 par Jean-François Parot, consul général de France à Saïgon, et ramenées en France à bord du bâtiment de la Marine Nationale, la *Jeanne d'Arc*. Une partie repose en la chapelle de la rue du Bac et l'autre en l'église de son village natal, Origny-en-Thiérache, en présence des autorités civiles et religieuses. Jean-François Parot prononça l'éloge funèbre. Il s'est inspiré de cette aventure pour son roman « *Le prince d'Indochine* ».

**VINH SAN (Prince).
L'empereur qui réparait des postes de radio.**



En février 1943, le général Le Gentilhomme faisait route vers la Réunion à bord d'un bâtiment des Forces navales françaises libres, le *Léopard*, pour prendre possession de l'île au nom de la France libre. Écoutons le futur général de Boissieu, qui était alors son aide de camp :

« En faisant ses allers et venues [sur le pont du navire], il [Le Gentilhomme] croise, un matin, un matelot d'aspect indochinois qui attire son attention. Il demande au commandant d'où vient ce marin : d'Angleterre ou du Moyen-Orient ? Le commandant lui répond par la négative, mais qu'il s'agit d'un engagé de la Réunion. Il est venu de lui-même signer un engagement dans la France libre pour la durée de la guerre. Il doit être d'une grande famille, car les autres Indochinois sont pleins de respect pour lui.

Un Indochinois à la Réunion ? ne serait-il pas de la famille du roi Than Thai, qui avait abdicé en 1907 ? En 1916, son fils, le prince Vinh San, qui n'avait que dix-sept ans, avait pris la tête d'une petite insurrection fomentée par les sociétés nationalistes. Il avait été déposé à son tour par le Gouvernement français et exilé auprès de son père, à l'île de la Réunion. Il y vivait sous le nom de Duy Tan, qui signifie paraît-il « Ere nouvelle ».

Après quelques recherches discrètes de l'officier de sécurité, le général Le Gentilhomme pense que la France pourrait avoir besoin de lui. Il me donne aussitôt pour consigne de préparer une correspondance au général de Gaulle dès notre arrivée à la Réunion afin de l'informer de la présence de ce personnage et de suggérer au chef de la France Combattante de lui offrir un stage à l'école des Cadets (il a 43 ans...) de Ribbesford pour pouvoir l'orienter vers une carrière d'officier dans la France libre.

Une fois la prise de possession de l'île accomplie, le général s'entretient avec le gouverneur du territoire Capagory et son directeur de cabinet.

En 1907, l'empereur Than Thai son père règnait à Hué sur l'Annam. Il donna alors des signes de plus en plus évidents de déséquilibre mental. Il était atteint d'une véritable folie sadique et, de son fait, il y eut de nombreuses victimes dans son entourage. Le gouvernement français, puissance protectrice, dut l'interner le 29 juillet 1907. L'empereur abdiqua volontairement et désigna, pour lui succéder, son cinquième fils, ce que le conseil de régence et le gouvernement français acceptèrent, puisque cela était conforme aux règles de la dynastie de Gia Long. Le prince Vinh San, âgé de huit ans, fut intronisé le 5 septembre 1907 avec un faste considérable. C'est une sorte de conseil de régence qui gouverna en son nom. Le jeune empereur se montra un excellent élève, particulièrement doué pour les sciences et la musique, très sportif malgré sa petite taille, son sport favori étant l'équitation. En 1916, il se maria et commença à s'occuper des affaires

publiques. Toute une classe de jeunes intellectuels attendait avec impatience la majorité de l'empereur. Un complot fut organisé par des étudiants. Vers la fin du mois d'avril 1916, l'un des chefs de la conjuration, apporta à l'empereur la liste de ses membres. Celui-ci comprit qu'avec ou sans lui, la révolte allait éclater et qu'il pourrait peut-être y jouer un rôle modérateur, alors, il donna son autorisation pour déclencher le mouvement. Le 2 mai dans la nuit, il quitta son palais. La révolte échoua et, le 6 mai, il se laissa arrêter sans résistance dans une pagode voisine. Il fut déposé par le gouvernement français, mais n'abdiqua pas et fut exilé à la Réunion. Il s'embarqua le 3 novembre 1916 sur le *Guedania*, avec sa femme, sa mère et l'une de ses sœurs. Son père partit sur le même navire à sa demande, mais les deux hommes n'eurent aucun contact à bord. Le 21 novembre 1916, l'empereur Duy Tan, redevenu prince Vinh San, débarquait à la Réunion.

Il s'installa, après avoir surmonté quelques problèmes de santé. Avec courage et ténacité, il reprit ses livres et se spécialisa dans un domaine qui, à l'époque était à la pointe de la modernité : la radio-électricité. Il se remit à l'équitation et monta même en course. Il s'attacha à une jeune fille de Salazie, Fernande Antier, qui, de 1929 à 1938, lui donna quatre enfants.

En reprenant ses études de radio-électricité, le prince avait très vite acquis des connaissances étendues en la matière et s'était construit un puissant poste émetteur-récepteur. Il devint le premier radio-amateur de l'île, avec l'indicatif FR8VX. Pour augmenter ses ressources, il organisa un laboratoire, où il fit réparer et améliorer les appareils de radio. Il ouvrit même un magasin « Radio-Laboratoire Vinh San », 41 rue La Bourdonnais, à Saint-Denis (de la Réunion). Il acquit une telle compétence que des revues spécialisées pour les sans-filistes amateurs publièrent des articles et des études rédigées par lui. C'est grâce à son matériel puissant que Vinh San captera les appels de de Gaulle en juin 1940, retransmis par les postes d'Afrique et par l'émetteur de

l'île Maurice. Désormais, il consacra tout ses loisirs de sans-filiste à capter le maximum de messages et à entrer en contact avec des « Centres français de résistance ». Malheureusement, ce seront en réalité des postes anglais qui utilisaient cette appellation, et non des antennes du comité français de Londres. Ils transmettaient aux Français libres éparpillés dans le monde des messages trop souvent tronqués et avec des délais si considérables que leur valeur en était réduite. C'est tout de même par ce seul moyen que les résistants de la Réunion purent faire passer à de Gaulle leur vœu de rallier la France libre.

Ses actions de résistant lui ont valu d'être interné le 7 mai 1942 au Lazaret de Saint-Denis. Il fut libéré un mois plus tard. Son matériel fut confisqué mais il parvint à reconstruire un poste de fortune. Au lendemain du ralliement de la Réunion à la France Libre, fait quartier-maître radio, il s'embarqua sur le "Léopard".

Le général Le Gentilhomme était résolu à présenter le prince comme un atout pour la France en Indochine après la guerre. Malheureusement, des influences joueront contre Vinh San. La sécurité militaire de Madagascar, ne faisant pas dans la dentelle, le présenta comme un franc-maçon, comme un communiste ou du moins comme un socialiste « avancé ». et le commandement militaire s'opposa à son départ pour l'Angleterre. Néanmoins, le prince fut remis en selle par Pleven, ministre des Colonies du Gouvernement provisoire, auprès de qui le gouverneur Capagory plaida sa cause lors de son passage à la Réunion.

Il ne put rejoindre l'Europe qu'en mai 1945 et élaborer un memorandum sur l'avenir politique du Viet-Nam, fondé sur la réunion des trois « Ky » (Annam, Cochinchine et Tonkin), l'indépendance totale, une alliance étroite avec la France et un système de coopération avec le Laos et le Cambodge sous l'égide de la France. L'évolution de la ligne politique du Gouvernement provisoire sur la question indochinoise l'inquiétait : il y voyait

l'oeuvre de la « Rue Oudinot » (le ministère de la France d'Outre-mer), qui parlait encore de colonies, d'empire colonial, de souveraineté française, d'administration directe.

Le général de Gaulle souhaitant jauger l'homme reçut la prince le 14 décembre 1945, et il fut convenu que le prince se rendrait en mission exploratoire sur place. Pour Vinh San, conquis par la personnalité du général et s'illusionnant sans doute, il s'agissait de ramener la paix, la prospérité et la pacification des esprits et si possible, de remonter sur un trône auquel il n'avait jamais renoncé. Il avait prévu un référendum. Pour de Gaulle, il s'agissait d'avoir plusieurs fers au feu et d'en faire une carte possible pour sauver au maximum les intérêts et l'influence française au Viet-Nam.

Le 24 décembre 1945, moins d'un mois avant le départ du général de Gaulle du pouvoir, Vinh San prit place à bord d'un avion Lockheed Lodestar, type C-60, immatriculé F.BALV, du Réseau des Lignes Aériennes Françaises, service officiel qui assurait, pendant la durée des hostilités et dans l'immédiat après-guerre, l'ensemble des liaisons aériennes françaises, tant civiles que militaires. L'avion passa par Alger, où il fit une longue escale, puis par Fort-Lamy au Tchad le 26 décembre 1945, et s'écrasa le même jour à 18 h 30 GMT près de M'Baiki, sur le territoire de l'Oubangui-Chari (aujourd'hui République centrafricaine). Le prince mourait à 46 ans, emportant dans la tombe, qui sait, une solution au problème indochinois. Celui-ci allait devenir de plus en plus grave et le départ du général de Gaulle confiait à une IV^{ème} République bien faible, le soin de le régler.

On parla de tragique et mystérieux accident. Erreur des instruments ? Erreur de navigation ? Attaque par la foudre, ce qui expliquerait le silence de sa radio ? Tornade sur Bangui empêchant le pilote d'atterrir et l'obligeant à se poser en

catastrophe dans une clairière ? Cet avion⁴² paraissait bien limité pour un tel périple. Son rayon d'action n'était que de 2760 km, il n'était doté que de 2 moteurs de 750 CV chacun, obligeant à de nombreuses escales et offrant peut-être une résistance insuffisante dans les tempêtes tropicales. Le général de Gaulle fut affecté par cette mort, dans laquelle il voyait pour la France la perte d'une carte maîtresse.

Vinh San fut inhumé dans un cimetière local où ses restes reposèrent pendant 42 ans avant que son fils, Nguyen Phuc Bao Ngoc, puisse les ramener en avril 1987 dans la Plaine des tombeaux à Huê, ancienne capitale impériale, afin qu'il puisse reposer auprès de ses illustres ancêtres. Il était médaillé de la Résistance.

Descendance

Nguyen Phuc Bao Ngoc, alias *Georges Vinh-San*, né le 31 janvier 1933 à Saint-Denis de La Réunion, est le fils aîné du prince et de sa compagne, Fernande Antier. Mais elle n'est pas la seule et unique femme avec laquelle il aura eu des enfants.

Après des études primaires et secondaires à la Réunion et au lycée Chasseloup-Laubat à Saïgon, le prince s'engage dans l'armée française. Bao Ngoc parcourt la France continentale, puis la Martinique, où il se marie en mai 1954. Il rejoint Madagascar, en garnison à Tamatave, sur la côte est de l'île, à Marseille, puis en Algérie pendant les opérations de maintien de l'ordre ; il occupe notamment la région du ruisseau des Singes, du côté de Mouzaïa. En 1963, il est affecté dans une unité d'artillerie à Melun et quitte l'armée en 1967.

⁴² C'était l'un des 6 exemplaires livrés à la France libre ; un autre exemplaire était l'avion personnel de de Gaulle.

Rendu à la vie civile, un emploi à la société *Continental-France-import-export* de céréales l'occupe jusqu'en 1969, où il décide de passer un concours pour entrer au ministère des Finances. Il est reçu et affecté à la Direction générale des douanes et droits indirects. Son nouveau lieu de travail est à l'aéroport d'Orly, au service de contrôle des voyageurs et du fret aérien. S'intéressant aux conditions morales et matérielles des personnels, il s'engage dans l'organisation syndicale Force ouvrière et est élu, en 1975, membre permanent du Bureau national de FO, jusqu'en 1988.

Le prince Bao Ngoc retrouve le service douanier dans une affectation à l'Interrégion des Douanes d'Île-de-France et y reste jusqu'en 1991. Une mutation à l'Île de la Réunion, au fret aérien à l'aéroport de Gillot à Saint-Denis de La Réunion, le ramène sur son île natale de 1991 à 1996.

À la retraite, le prince Bão Ngoc rentre en métropole et consacre son temps libre à des recherches historiques au sujet de son père, l'empereur Duy Tan, aux voyages au berceau impérial à Hué ou en Californie aux États-Unis, à des cérémonies à la mémoire de la dynastie des Nguyen.

Le prince et son épouse, Monique Vinh San, ont quatre enfants : Chantal Vinh San, Patrick Vinh San, Annick Vinh San, Pascale Vinh San, neuf petits-enfants et deux arrière-petits-enfants.

L'amiral Thierry d'Argenlieu

Le Carme naval



Enfance, formation et début de carrière

Issu d'une famille bourgeoise picarde établie à Argenlieu, près d'Avrechy, dans l'Oise, Georges Thierry d'Argenlieu est né le 7 août 1889. Il est le fils d'un contrôleur général de la Marine, Olivier Thierry d'Argenlieu. Après des études au collège Stanislas à Paris et au lycée Saint-Charles à Saint-Brieuc, il entre à l'École navale en octobre 1906. Enseigne de vaisseau de 1^{re} classe en

1911, il participe à la campagne du Maroc et y reçoit la Légion d'honneur, à 22 ans. On va voir qu'il aurait eu, lui aussi, tout aussi bien sa place dans notre chapitre sur les ecclésiastiques de combat.

Première Guerre mondiale

Servant en Méditerranée pendant la Première Guerre mondiale, il demande son admission dans le Tiers-Ordre du carmel lors d'une escale à Malte, en 1915. En juillet 1917, il est promu lieutenant de vaisseau. Il démissionne après la guerre pour entrer chez les Carmes déchaux.

Religieux



À la fin de la guerre, d'Argenlieu entreprend des études de théologie au Collège Saint-Thomas, la future Université pontificale Saint-Thomas-d'Aquin, *Angelicum*, à Rome. Il prend l'habit de carme au couvent d'Avon en 1920 et devient en religion Louis de la Trinité ; il prononce ses premiers vœux le 15 septembre 1921. Après quatre années d'études dans les facultés catholiques de Lille, il est ordonné prêtre à Lille en 1925. La Province des Carmes de Paris ayant été restaurée le 11 février

1932, il est nommé supérieur provincial de Paris en 1935.

Seconde Guerre mondiale

En septembre 1939, il est mobilisé dans la Marine comme officier de réserve et rejoint Cherbourg. Promu capitaine de corvette le 10 février 1940, il est fait prisonnier lors de la défense de l'arsenal de Cherbourg le 19 juin, mais il s'évade trois jours plus tard et rejoint le général de Gaulle à Londres le 30. Selon de Gaulle, qui l'écrit dans ses mémoires, d'Argenlieu serait à l'origine de la proposition de la croix de Lorraine comme symbole de la France libre. D'autres sources, dont Thierry d'Argenlieu lui-même, indiquent que le 1^{er} juillet 1940, il participa à une entrevue avec de Gaulle au cours de laquelle le vice-amiral Muselier a proposé la Croix de Lorraine comme symbole.

Il est parmi les tout premiers compagnons décorés de l'ordre de la Libération, le 29 janvier 1941, avec Félix Éboué et trois autres. Il devient le premier chancelier de cet ordre et le restera jusqu'en 1958.

Nommé chef d'état-major des Forces navales françaises libres en juillet 1940, il participe à l'expédition de Dakar, dirigeant la délégation de parlementaires envoyés auprès des autorités vichystes le 23 septembre. En novembre, il dirige les opérations navales lors de la campagne du Gabon.

Il devient en 1941, membre du Conseil de défense de l'Empire puis du Comité national français. Après une mission politique au Canada en mars 1941, il est nommé Haut-commissaire de France pour le Pacifique avec les pleins pouvoirs civils et militaires en juillet. À ce titre, il préside au ralliement de Wallis-et-Futuna en mai 1942. Au cours de son séjour en Nouvelle-Calédonie, son autoritarisme cassant lui vaut l'animosité de la population, aggravée par ses divergences de vue avec le gouverneur Henri Sautot, si bien que des troubles graves secouent Nouméa où son autorité est malmenée ; la menace d'une attaque japonaise ramène les protagonistes à la raison.

Revenu à Londres en 1943, il est nommé chef des Forces navales françaises libres en Grande-Bretagne le 19 juillet. Il est nommé vice-amiral en décembre 1944. Thierry d'Argenlieu cherchait à compenser par une mise impeccable, un peu raide, la pauvreté des moyens de la France libre et, par une contrepétrie approximative, on le surnommait « Tient lieu d'argenterie ».

Le début de la guerre d'Indochine

Le 16 août 1945, le général de Gaulle le nomme Haut-commissaire de France et commandant en chef pour l'Indochine avec pour mission de rétablir l'ordre et la souveraineté française dans les territoires de l'Union indochinoise et, une fois l'Indochine libérée de l'occupation japonaise et chinoise et les provinces laotiennes et cambodgiennes annexées par le Siam récupérées, de mettre en place une fédération des peuples de la péninsule.

Au moment où la métropole est libérée, en août-septembre 1944, l'Indochine est administrée par un Gouverneur général, l'amiral Decoux, nommé le 25 juin 1940 et maintenu en fonction par Vichy, qui a dû composer avec les autorités japonaises et réussi à les tenir à bout de gaffe. De Gaulle le maintient également à son poste et envoie successivement plusieurs émissaires en Indochine. C'est d'abord, en novembre 1944, le commandant de Langlade, qui rencontre Decoux. Puis, le 9 mars 1945, alors que le Japon est en train de perdre la guerre, l'armée japonaise prend le contrôle de l'Indochine sans que les faibles forces de Decoux, à l'armement dépassé, puissent s'y opposer. Decoux est interné. De Gaulle envoie en avril un nouvel émissaire, le commandant Sainteny, qui doit attendre quatre mois à Kounming, en Chine, la capitulation japonaise en août, pour pouvoir atterrir à Hanoï avec la qualité de haut-commissaire au Tonkin. Entre temps, les Vietnamiens, avec la complicité des Japonais, ont proclamé l'indépendance. Sainteny négocie avec Ho-Chi-Minh, chef du gouvernement vietnamien communiste, qui ne contrôle qu'une

petite partie du Tonkin. En octobre, c'est le général Leclerc qui arrive, rétablit l'ordre en Cochinchine puis débarque au Tonkin et rencontre à son tour Ho. Sainteny et Leclerc sont tous deux sur une ligne assez libérale tendant à reconnaître le gouvernement communiste et à négocier avec lui d'une part sur le sort des Français et, d'autre part sur la forme d'association du Viet-Nam indépendant à la France.

Enfin, l'amiral d'Argenlieu arrive à Saïgon le 31 octobre 1945 et y retrouve le général Leclerc. Les deux hommes ne s'entendent guère et leur conflit conduit au départ de Leclerc en juin 1946. Ils n'ont pas la même position sur l'opportunité et la nature des négociations avec Hô Chi Minh.

La succession en l'espace de quelques mois de trois émissaires, Sainteny, Leclerc et d'Argenlieu, munis de pouvoirs qui se chevauchent, s'explique par le dénuement du gouvernement français, qui envoie les moyens qu'il peut ; elle a des conséquences funestes.

Le 6 mars 1946, un accord (accords Hô-Sainteny) est signé par lequel « la France reconnaît la République du Viêt Nam comme un État libre ayant son gouvernement, son Parlement, son armée et ses finances », accord qui fut qualifié en privé par d'Argenlieu de « Munich indochinois », en raison de la représentativité très faible du gouvernement communiste dans le nord et nulle dans le sud. Le 18 mars, Leclerc arrive à Hanoi avec des éléments de sa 2^e DB, accueilli triomphalement par les Français mais défilant dans les rues vides du quartier annamite. Le commentaire précise : « La foule est clairsemée et les Indochinois sont absents ».

D'Argenlieu n'accepte pas vraiment les accords Hô-Sainteny du 6 mars 1946. Ses entretiens avec Hô Chi Minh, le 24 mars 1946, à bord de l'*Émile Bertin*, en baie d'Along, en présence de Jean Sainteny et de Pignon, ne rapprochent pas les points de vue et

sont l'occasion d'un incident violent avec Leclerc. L'amiral d'Argenlieu convoque le général Salan et, tremblant de colère, lui demande de « rappeler Leclerc à la raison ». En opposition aux accords du 6 mars 1946, il proclame une République de Cochinchine le 1^{er} juin 1946, alors qu'Hô Chi Minh s'est rendu en France accompagné de Salan. Il est promu vice-amiral d'escadre en mars 1946 et amiral trois mois plus tard.

Du côté français, il n'y a donc pas d'unité de vues, mais des tensions entre les partisans de la ligne Sainteny et ceux qui souhaite le maintien du Viet-Nam sous l'autorité française, dont font partie Thierry d'Argenlieu et la majorité des Européens, qu'ils soient civils ou militaires.

De juin à novembre 1946, la situation est délétère, des attentats se produisent contre les Français, sans que l'on sache s'ils sont provoqués ou favorisés par les dirigeants viet-minh, qui ne contrôlent pas grand chose. C'est à propos d'un contrôle douanier d'une jonque qu'a lieu le premier accrochage le 19 novembre 1946. Des coups de feu sont échangés entre deux patrouilles, une française et une vietnamienne, puis dans la ville pour se transformer en bataille généralisée. La fusillade dégénère et fait 24 morts. Parmi eux le commandant Carmoin qui s'avance avec un drapeau blanc vers les Vietnamiens de la jonque.

L'incident de la jonque chinoise est aussitôt exploité par les partisans d'une reconquête de l'ancien protectorat. Un cessez-le-feu intervint, assorti d'un ultimatum français, exigeant l'évacuation de la ville par les troupes communistes.

Henri Martin raconte : « À 10 heures le 23 novembre 1946, les bâtiments de la marine nationale ouvrent le feu. Le croiseur *Émile Bertin* tire depuis l'embouchure de la rivière Rouge mais nous, avec *Le Chevreuil*, nous étions sur la rivière, dans la ville. Nous avons épuisé notre stock de cinq-cents obus, et ravitaillés, nous en avons encore tiré cinq cents. L'amiral Battet a

estimé le nombre des victimes en ville à six mille, mais il est possible qu'il y en ait eu davantage quand on sait que le bombardement a porté surtout sur le quartier annamite, aux maisons serrées [...] ».

L'objectif militaire est provisoirement atteint, mais les tentatives de bâtir des structures nouvelles se heurtent à la volonté politique du gouvernement d'Hô Chi Minh. Le 19 décembre 1946, le Viet-Minh attaque par surprise les Français à Hanoï : c'est le début d'une guerre qui va durer huit ans. Le lendemain, Ho-Chi-Minh prend le maquis et établit son quartier général à Ha-Dong.

Le général Leclerc, revenu en mission le 28 décembre, prend conscience de la gravité de la situation. Il écrit dans son rapport que si l'on ne veut pas connaître une situation comme celle de la guerre d'indépendance espagnole sous Napoléon I^{er} ou de l'expédition du Mexique sous Napoléon III, il faut résoudre le problème politiquement et non militairement.

L'amiral d'Argenlieu est maintenu à son poste sous les gouvernements de Félix Gouin, Georges Bidault et Léon Blum, mais son action est controversée et le gouvernement de Paul Ramadier le remplace le 5 mars 1947 par Émile Bollaert, également Compagnon de la Libération.

Dernières années

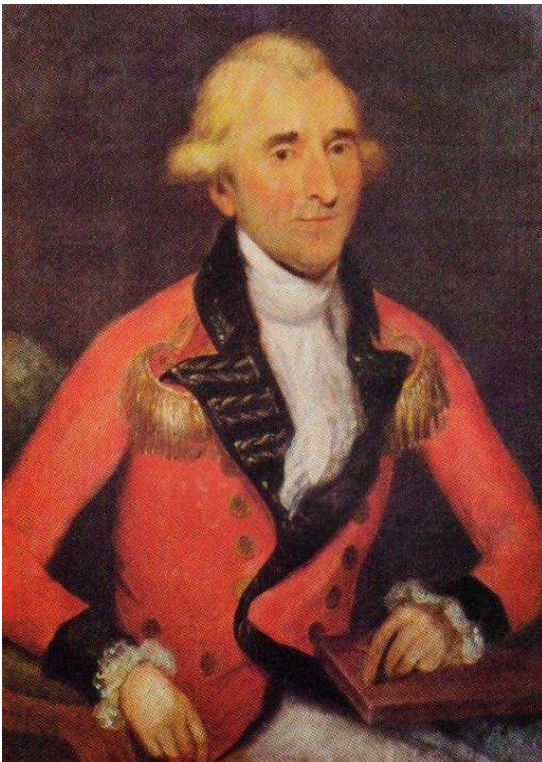
Georges Thierry d'Argenlieu redevient frère Louis. En 1947, il célèbre le mariage du fils du général de Gaulle, Philippe de Gaulle, avec Henriette de Montalembert.

Des ennuis de santé l'obligent à restreindre ses activités à partir de 1955, et il se démet de ses fonctions de chancelier de l'ordre de la Libération en 1958. Retiré définitivement au Carmel, il meurt à Brest, âgé de 75 ans, le 7 septembre 1964. Ses obsèques ont lieu en l'église Saint-Lucien d'Avrechy (Oise), où il est inhumé dans le croisillon sud.

Fortunes indiennes

Malgré la perte des Indes par la France suite au traité de Paris de 1763, des hommes d'action résolus ont pu y faire de solides fortunes, soit en servant la compagnie anglaise des Indes, comme Martin et Boigne, soit en servant les princes indiens qui la combattaient, comme le général Allard. Nous allons conter l'histoire de trois de ces personnages d'exception.

Claude Martin



Comme Pierre Poivre, Claude Martin est un lyonnais. Il naît le 4 janvier 1735 dans une famille d'artisans et commence son apprentissage de tisserand mais, désireux de faire fortune, il s'enrôle, en 1751, dans la Compagnie française des Indes orientales et s'embarque le 9 décembre (ou le 18 septembre selon les sources), à Lorient, à destination de Pondichéry où il arrive le 20 juillet de l'année suivante.

Il sert dans la compagnie à Pondichéry et Porto-Novo, et se retrouve sous les ordres de Bussy, puis de Lally-Tollendal en 1758.

Après la conclusion du traité de Paris (1763), souhaitant rester en Inde, il décide de passer à l'ex-ennemi et propose ses services à Eyre Coote, le commandant des forces britanniques. À partir de cette année, il restera quasiment toujours au service, non pas directement de la Couronne britannique, mais de l'armée privée de la Compagnie anglaise des Indes orientales (CAIO). Il en gravit les échelons : enseigne en 1763, il terminera major général en 1795. Cependant sa nationalité -il choisira de garder sa nationalité française jusqu'à sa mort- lui interdit de toucher les mêmes émoluments que les Britanniques de même grade.

Il participe, dès 1764, à la campagne contre Mir-Kasim, reçoit sa nomination de lieutenant et est attaché au service topographique de Calcutta ; on lui attribue un plan de cette ville, dressé en 1764.

En 1765, il est nommé percepteur en Awadh et est cantonné à Lacnau (nom anglicisé en Lucknow, forme que nous emploierons pour la suite). Il découvre ainsi la région et la ville où il passera l'essentiel du reste de sa vie. Chargé du relevé et de l'entretien des routes dans la province de Bihar, nommé capitaine en 1766.

Renvoyé de l'armée de la CAIO en 1767, il reste en Inde employé comme géomètre pour faire des relevés cartographiques dans le nord de l'Inde. Il est réengagé en 1769 et continue son travail de géomètre au service de la CAIO dans le nord-est. Tandis qu'il relève les plans du Cooch Behar, en 1773, il tombe malade, ayant des calculs dans la vessie qui le feront souffrir tout le reste de sa vie. Vers 1780, il s'opère lui-même, avec succès, de ses calculs de la vessie, par les voies naturelles ; il écrit un mémoire décrivant son mode opératoire et l'envoie au *Royal College of Surgeon* de Londres, où il n'est pas pris au sérieux car on doute qu'il ait pu faire cette opération lui-même. De toute façon, les calculs reviennent toujours et seront probablement à l'origine de sa mort.

Il sert dans les troupes cipayes et est ensuite attaché au service topographique du génie. En 1774, mis en rapport, à Lacnau, avec le nabab-vizir d'Aoude et son fils Asafoud-Daulah (qui lui succéda en 1775), Martin ne tarde pas à gagner leur confiance.

En 1775, il adopte son premier enfant indien, Boulone (appelée aussi Lise) âgée de neuf ans. L'année suivante, Il est nommé directeur de l'arsenal du nabab. Sans abandonner son service à la Compagnie, où il conserve son grade, il est dès lors un agent officieux très influent du gouverneur général anglais à la cour de Lacnau, « comme le principal conseiller militaire de Son Altesse, ainsi que son conseiller dans les questions politiques ».

En 1779, Martin est promu au grade de commandant ; il obtient de rester à Lacnau avec l'emploi qu'il y occupait, mais reprend cependant bientôt du service dans la campagne contre le radjah Chait-Singh, de Bénarès, et reçoit le grade de lieutenant-colonel. Martin est, à cette époque, l'ami du général de Boigne (cf. notice suivante) et du gouverneur général Warren Hastings, qui le cite comme « *un officier brave et expérimenté, un homme très strict au point de vue de l'honneur* ».

Au physique, Claude Martin est grand, avec une noble prestance, une figure très fine et des yeux vifs. Son intelligence déliée supplée à une instruction très incomplète. Son activité merveilleuse, son énergie, sa persévérance, lui permettent, sans abandonner les devoirs de sa charge militaire et les soins de ses fonctions diplomatiques, de mener de front de nombreuses affaires industrielles et commerciales ; il est à la fois architecte, ingénieur, fabricant de canons, négociant, agriculteur, industriel, banquier, et même médecin.

Martin est un homme du siècle des Lumières et il se tient au courant des inventions qui sont produites en Europe. Il imagine et met en pratique un procédé nouveau pour l'extraction de l'indigo et le publie dans les Annales de la Société asiatique en 1791. C'est lui qui en 1785, deux ans à peine après les expériences des frères Montgolfier, lance à Lacnau les premiers aérostats qu'on eût vus aux Indes, ce qui est remarquable compte tenu du temps que mettent à l'époque les informations pour circuler de l'Europe vers l'Inde.

Il reprend du service actif en 1791 et accompagne Lord Cornwallis comme aide de camp, lors de la Troisième guerre du Mysore, contre le sultan Tippou Sahib puis retourne à Lacnau après la chute de Seringapatam. Le grade de colonel lui est conféré « pour récompenser le zèle et les efforts prodigués par cet officier dans la dernière guerre ». C'est pendant cette campagne, informé des événements qui se déroulent en France, qu'il prend la décision de ne pas rentrer en Europe et de terminer ses jours en Inde, contrairement à ses amis Polier, qui sera assassiné à Avignon par des brigands en 1795, et de Boigne, qui se réfugie en Angleterre pendant la Révolution. En 1794, il se porte volontaire pour conduire la cavalerie du Nabab de l'Awadh contre les Rohillas révoltés, ce qui lui vaut sa dernière promotion, au grade de major général, en 1795, bien qu'il ait refusé de se faire

naturaliser Anglais. « Né Français, je veux mourir Français », disait-il.



La Martinière, Constantia, Lacnao, Inde

À la suite de sa décision de ne pas rentrer en Europe, (plutôt en Angleterre d'ailleurs, où il avait prévu de passer sa retraite, qu'en France), il utilise une partie de sa fortune colossale, peut-être la plus importante amassée par un Européen en Inde, pour faire bâtir un palais, *Constantia*, d'après sa devise *Labore et Constantia* ; le palais, bien que largement achevé en 1795, ne sera pas complètement terminé à sa mort.

Le monument, à la construction duquel Martin consacra les dernières années de sa vie, se situe à Lackperra, dans les environs de Lacnao. Un contemporain le décrivait ainsi : « *C'est un palais construit sur une échelle très grande, mais dans l'architecture et la disposition duquel se montre très bien la singularité de goût du général. Sous l'appartement principal se trouvent des chambres souterraines qui doivent être*

utilisées dans la saison chaude. Au milieu de la plus vaste de ces sombres chambres, il avait déjà érigé son tombeau ; et le nombre des lumières qui devaient être allumées là, nuit et jour, et perpétuellement, ainsi que la somme destinée à cet usage, tout était déjà mentionné ; mais on ne disait pas quelle devait être la destination de l'immense édifice au-dessus, lorsque son excentrique créateur occuperait la chambre au-dessous. »

Sentant sa santé décliner, Martin fait son testament le 1^{er} janvier 1800 et meurt le 13 septembre suivant, à 65 ans. Il est inhumé dans son palais de Constantia, et le nabab Sadat-Ali, qui avait exprimé pour cette somptueuse demeure une admiration excessive, doit renoncer à s'en emparer. Les cendres du mort sont dispersées en 1857 lors de la fameuse Révolte des cipayes, et le tombeau ne renferme plus que quelques ossements qui y furent replacés plus tard par les soins du major Abboth, commissaire de Lacnau.

Le testament de Claude Martin, écrit en entier de sa main, est un document volumineux et fort curieux, dont l'original, en langue anglaise, fut traduit en français et imprimé dans les deux langues, en vertu d'un arrêté du préfet du Rhône, dès décembre 1803. L'arrêté stipule qu'« un exemplaire sera adressé au gouvernement, avec invitation instante d'autoriser la commune de Lyon à accepter le legs mentionné au dit testament ». Le testament, divisé en 34 articles, est suivi d'un « Extrait » qui résume les dons, s'élevant à environ 5 millions de francs, et de quatre balances du grand-livre, dont la dernière permet d'évaluer approximativement la fortune mobilière et immobilière du général, au moment de sa mort, à une dizaine de millions (environ 150 millions d'euros de 2017).

Par l'article 1^{er}, il donne la liberté à tous « les femmes, domestiques mâles et femelles, eunuques et autres » qui lui appartiennent, et les 19 premiers articles sont consacrés à énumérer avec minutie les dons qu'il fait à chacun d'eux et

auxquels viendront s'ajouter encore ceux mentionnés par les tout derniers articles. L'article 20 est consacré aux sommes léguées par Martin aux différents membres de sa famille à Lyon. Enfin les articles 23 à 28 sont relatifs aux institutions de bienfaisance et aux fondations. Des sommes importantes sont léguées au profit des pauvres de Lacnau, Calcutta et Chandernagor et pour la libération de prisonniers à Lyon, de débiteurs pauvres, notamment de soldats. Les legs principaux sont consacrés à la fondation de trois établissements d'enseignement, à Lacnau, Calcutta et Lyon, que l'on va prendre l'habitude d'appeler « La Martinière ».

Les intentions de Martin ont été réalisées et ont été ouvertes :

à La Martinière de Lyon : une école pour garçons (1826) et une école pour filles (1879), qui devinrent mixtes.

à La Martinière de Calcutta : une école pour garçons et une école pour filles (1836) ;

à La Martinière de Lacnau : une école pour garçons (1845), une école pour filles (1869) ;

La *Martinière* de Lacnau est installée dans le palais de Constantia. Les Martinière indiennes enseignent toujours et leurs filières sont très prisées, pour leurs formations industrielles et scientifiques, aussi bien que pour les arts appliqués.

S'agissant de La Martinière de Lyon, le Conseil municipal de Lyon prit acte de son legs de 700 000 francs pour la construction d'une école pour garçons et filles, trois ans après sa mort, mais il fallut 22 ans pour que Charles Tabareau, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de la Ville de Lyon, soit chargé de la fondation d'une école gratuite consacrée aux arts et métiers.

Cette école sera très novatrice du point de vue pédagogique, inventant par exemple l'utilisation de l'ardoise, technique portant d'ailleurs le nom de méthode ou procédé *La Martinière*. Elle est devenue une pépinière de techniciens et d'ingénieurs, les « Martins », dans les domaines du textile, de la mécanique, de la

chimie. Elle fut le principal établissement technique de Lyon jusqu'à la création de l'École centrale de Lyon. Jusque vers 1965, cette école est semi-publique, sous la tutelle de la Ville de Lyon, exécutrice testamentaire du Major-Général Martin. Elle se scinda en trois lycées indépendants dans les années 1960 : La Martinière Terreaux, La Martinière Duchère et La Martinière Monplaisir. Le lycée La Martinière Diderot est issu de la fusion en 2007 entre les lycées La Martinière Terreaux et le lycée Diderot -- l'ancienne École de Tissage, fondée en 1884.

Le Conseil municipal de Lyon décida en même temps qu'une statue serait élevée au donateur. Cette statue, achevée en 1842 par Foyatier, fut érigée en 1862 et se trouve dans la cour de la Martinière de Lyon.

Le comte de Boigne



Le comte de Boigne n'était pas comte et ne s'appelait pas de Boigne. Il s'appelait Leborgne, ce qui est moins distingué. Il est moins connu que sa seconde épouse, la comtesse de Boigne, dont les mémoires sont une mine de renseignements sur l'Histoire de France de la Révolution à la Monarchie de Juillet. Son destin n'est pas sans rapport avec celui de Martin, que nous venons de narrer, et dont il fut d'ailleurs l'ami.

Benoît Leborgne (ou « Benoist Le Borgne »), connu sous le nom de Benoît de Boigne, *comte de Boigne* ou encore *général-comte de Boigne*, naquit le 8 mars 1751 à Chambéry, où son grand-père paternel, né à Burneuil en Picardie, s'était installé au début du XVIII^e siècle, dans un duché de Savoie alors possession du roi de Piémont-Sardaigne. Le père de notre homme était marchand de pelleteries et la boutique paternelle marqua le jeune Leborgne. Dans ses *Mémoires*, il raconte comment il était fasciné par l'enseigne exotique de ce magasin : elle représentait, en couleurs vives, des animaux sauvages, lions, éléphants, panthères et tigres, avec en dessous pour devise : « *Vous aurez beau tout faire, vous aurez beau crier, vous viendrez tous chez Leborgne, le pelletier* ». L'imagination de l'enfant est alors galopante, il interroge régulièrement ses parents et grands-parents sur ces animaux. Il veut savoir où ils vivent, les voir et connaître ces contrées lointaines qui accueillent cette faune singulière.

Son père, Jean-Baptiste, est contraint par son métier à de fréquents voyages. Il parcourt toutes les foires à sauvagine d'où il rapporte des fourrures d'ours, de renards, de castors ou de martres. Le commerce le pousse parfois jusqu'en Écosse. Il songe à plusieurs reprises à se rendre aux Indes, projet auquel sa femme s'oppose mais qui marque son fils.

L'enfant est né d'un mariage d'amour. Sa mère, Hélène Gabet, est issue d'une lignée de notaires très proches du Sénat de Savoie. Ce mariage heureux donne naissance à sept enfants dont le troisième, Benoît, qui est destiné au barreau, n'est pas le seul à être un aventurier attiré par les horizons lointains. Son frère Claude se rend à Saint-Domingue. Emprisonné à Paris durant la Terreur, il devient quelque temps plus tard député de Saint-Domingue au Conseil des Cinq-Cents pendant le Directoire. Sous le Premier Empire, il est nommé fonctionnaire à Paris. Il prend le titre de baron de Boigne.

Début de sa carrière militaire au sein d'un régiment irlandais

A l'âge de dix-sept ans, Benoît Leborgne blesse un officier sarde lors d'un duel. Cette mésaventure l'empêche d'intégrer la Brigade de Savoie. Il s'engage alors dans l'armée française.

Sa carrière militaire débute dans le nord de la France. Il est simple soldat dans le régiment irlandais aux ordres de lord Clare et cantonné en Flandre. Il y apprend les rudiments du métier et l'anglais. Il écoute les récits militaires de ses supérieurs et plus particulièrement ceux du major Daniel-Charles O'Connel, qui raconte ses faits d'armes aux Indes. Il retrouvera bien plus tard en Angleterre ce major qui lui permet de rencontrer sa première femme Adèle. Au sein de ce régiment, il participe à de nombreuses campagnes militaires qui le font voyager à travers l'Europe mais qui l'emmènent également dans les îles de l'océan Indien et notamment à l'île Bourbon. En 1773, à 22 ans, Benoît Leborgne donne sa démission. L'Europe est alors en paix et en conséquence ses chances d'avancement sont devenues minces.

Le régiment du prince Orlov et la guerre russo-turque

En quittant le régiment irlandais, le jeune Benoît Leborgne apprend par les gazettes que, dans cadre de la guerre russo-turque (de 1768-1774) le prince Orlov lève, au nom de la tsarine Catherine II, un régiment grec pour préparer une attaque contre l'Empire ottoman. À l'époque, la Russie en pleine expansion tente d'obtenir un débouché sur la mer Noire et utilise à cette fin les sentiments anti-turcs des peuples sous domination ottomane. Benoît Leborgne voit dans cette entreprise une occasion d'assouvir ses désirs d'aventure, de gloire militaire et de voyages exotiques. Il fait un bref séjour à Chambéry, au cours duquel il obtient une lettre de recommandation d'une des clientes de sa mère auprès d'un cousin, connaissance intime du prince Orlov. Il se rend d'abord à Turin, capitale du royaume de Sardaigne, où il obtient grâce à sa lettre un appui du cousin du prince Orlov. Il

débarque à Paros, où le prince Orlov est en train de former son régiment gréco-russe. Celui-ci accepte sa candidature et l'intègre à ses effectifs.

Il constate très vite que cet engagement, résultat d'un coup de tête, est une erreur. Le prince lui a confié ses doutes sur la future campagne militaire et sur les chances de victoires. Ces prévisions pessimistes sont très vite confirmées. Les Turcs l'emportent sur l'île de Ténédos et la guerre russo-turque prend fin pour le jeune Chambérien : si une partie des soldats du régiment réussissent à rembarquer et à s'échapper, d'autres, dont Leborgne, sont faits prisonniers. Emmené à Constantinople, il devient esclave et doit effectuer de basses besognes durant de nombreuses semaines. Son calvaire prend fin lorsque son propriétaire turc a recours à sa connaissance de l'anglais, acquise au sein du régiment irlandais, pour commercer avec un Anglais, lord Algernon Percy. Ce dernier, surpris de voir un Européen esclave d'un Turc, fait en sorte de le faire libérer par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Angleterre après une semaine de négociations. Lord Algernon Percy prend alors le Savoyard comme guide dans l'archipel grec jusqu'à ce que celui-ci se rende à Paros pour se faire licencier de son régiment.

L'appel des Indes

Désormais libre de toute contrainte, Leborgne a pour unique ressource sa dernière solde reçue avant son licenciement. Il décide de se rendre à Smyrne, qui connaît à l'époque une période de prospérité, grâce à son port en plein essor. Sur place, il rencontre plusieurs marchands venus de tous horizons, en particulier des Indes. Ces derniers lui font le récit de leurs voyages. À l'époque, les terres indiennes étaient créditées de fabuleuses richesses et beaucoup d'aventuriers s'y rendaient en vue d'y faire fortune. Nous avons déjà parlé des mines de diamants de Golconde, on peut citer encore les saphirs de Ceylan. Certains de ces marchands lui exposent également leurs théories

sur l'existence de voies commerciales passant par le nord des Indes. Il est question d'exploration du Haut-Cachemire ou de passage le long des glaciers du Karakoram. Enfin, les marchands expliquent à notre héros que beaucoup de radjahs recherchent régulièrement des officiers européens afin d'y organiser et d'y commander leurs armées.

Ces récits décident Leborgne à tenter sa chance aux Indes. Il lui reste à trouver un moyen de transport et quelques finances pour cette entreprise. Grâce à son ami lord Percy, il possède des lettres d'accréditation auprès de lord Hastings et de lord Mac Cartney aux Indes. Il demande également des lettres d'accréditation russes. Il fait appel au prince Orlov à Saint-Pétersbourg, qui lui obtient une audience auprès de la tsarine Catherine II. Leborgne lui explique qu'il veut découvrir de nouvelles voies d'accès aux Indes en passant par l'Afghanistan ou le Cachemire. L'impératrice, désireuse d'étendre son influence jusqu'aux terres afghanes, apporte son soutien à ce projet. En cette fin de d'année 1777, Leborgne entame un voyage fertile en péripéties. Après avoir tenté de passer par la voie terrestre il renonce et décide de rejoindre sa destination par la voie maritime. Durant son trajet vers l'Égypte, ses affaires, dont les précieuses lettres d'accréditation, sont emportées par la mer au cours d'une tempête. Ne pouvant revenir en arrière, il se résout à se rendre au consulat d'Angleterre à Alexandrie, où il parvient à rencontrer sir Baldwin. Après de nombreuses discussions, on lui conseille de prendre du service à la Compagnie anglaise des Indes orientales, et on lui remet une lettre de recommandation à cet effet.

Arrivée aux Indes et désillusions

L'administration des Indes anglaises, nous l'avons dit, n'est pas assurée par le gouvernement de Londres, mais par la Compagnie anglaise des Indes, et l'armée d'occupation est l'armée privée de la compagnie. La compagnie exerce son pouvoir soit directement, soit, le plus souvent sous forme de protectorat imposé aux

seigneurs locaux, ces derniers restant en place, mais comme des rois fainéants.

En 1778, Benoît Leborgne débarque aux Indes dans le port de Madras. Bien qu'émerveillé et enchanté par ce pays si différent, il connaît des jours difficiles. Pour survivre, il donne des cours d'escrime, qui lui permettent de rencontrer un neveu du gouverneur Rumbold. On lui propose d'être enseigne au 6^e bataillon de cipayes, troupe composée d'indigènes levée par la Compagnie anglaise. Il accepte l'offre afin d'assurer sa subsistance. Durant cette période de garnison, il s'initie aux mœurs locales et forme les troupes cipayes. Pendant quatre ans, sa vie à Madras se déroule sans gloire militaire, ce dont il se lasse bientôt car il a de plus grandes ambitions. On lui explique qu'il pourrait trouver ce qu'il cherche en se rendant à Delhi, dans le nord du pays, où l'empereur moghol Chah Alam tient sa cour. En effet, les seigneurs mahrattes et radjpoutes s'entourent d'Européens et leur confient le commandement de leurs armées. Le nouveau gouverneur, lord Mac Cartney, lui remet des lettres le recommandant auprès du gouverneur de la province du Bengale à Calcutta. Leborgne s'y rend par voie maritime.

Il y découvre un pays accablé par une chaleur insupportable dont les habitants vivent dans un dénuement extrême. Dès son arrivée, il est suivi par une nuée de mendiants. Il rencontre le gouverneur Warren Hastings qui approuve son projet d'exploration. Une nouvelle fois, des lettres lui sont remises à l'intention du radjah d'Aoudh, Asaf-ud-Daulah, dont la capitale est Lacnau et qui est un vassal des Anglais. En janvier 1783, il se met en route. Sur le trajet, il traverse de nombreux villages d'une extrême pauvreté tout en se familiarisant avec la vie culturelle et religieuse indienne. Il constate la présence de quartiers musulmans et hindous distincts.

Et Leborgne devint *de Boigne*

Arrivé à Lacnau, ville riche et commerçante, Le Borgne est accueilli favorablement par le nabab Asaf-ud-Daulah. Il est invité à résider chez un autre officier européen au service de la Compagnie Anglaise, le colonel Pollier, qui est suisse. Comme lui explique par la suite un Anglais présent lors sa rencontre avec le nabab, Middleton, cette invitation est en fait un ordre et, en cas de refus, Le Borgne aurait été jeté en prison. Le colonel Pollier le reçoit chaleureusement. Apprenant que la ville abrite de nombreux Européens, il rencontre deux d'entre eux parlant le français. Le premier, Claude Martin, que nous avons présenté précédemment, et le second, Drugeon, Savoyard comme lui. Leborgne reçoit du nabab un kélat décoré d'or et de diamants, accompagné de lettres de change pour Kandahar et Kaboul ainsi que de douze mille roupies. Cinq ans durant, le nabab fait de Le Borgne, comme beaucoup d'autres, un captif volontaire. En attendant, celui-ci se consacre à l'apprentissage du persan et de l'hindî.

Il en profite également pour changer de nom. Il se fait désormais appeler *de Boigne* transcription inspirée de la prononciation des Anglo-Saxons (ceux-ci ont du mal à prononcer le R de Le Borgne) qu'il fréquente depuis le régiment irlandais. Avec Martin, Benoît de Boigne s'occupe en marchandant quelques bijoux d'argent, des tapis de soie ou encore des armes niellées d'or. Cependant cette activité n'est qu'un passe-temps, en attendant son départ pour le nord du pays. Il va également à la chasse au tigre à dos d'éléphant en compagnie de Pollier et du nabab.

Départ pour Delhi. L'empereur Chah Alam face aux Mahrattes

En août 1783, il obtient l'autorisation de quitter Aoudh et sa capitale pour se diriger vers le nord, à la recherche de nouveaux passages. Son voyage, effectué à cheval, l'amène à Delhi en compagnie de Pollier qui doit lui aussi s'y rendre pour affaire. Le résident anglais, Anderson, propose à de Boigne de lui obtenir

une audience auprès de l'empereur Chah Alam, qui tient sa cour au Fort Rouge d'Accra. Très rapidement, de Boigne et son ami sont convoqués en audience. Lors de cette rencontre, il expose à l'empereur son projet d'exploration. L'empereur diffère sa décision (« Nous verrons »). De Boigne séjourne dans la ville en attendant une réponse favorable. Au même moment la situation de l'empereur se trouve radicalement modifiée. En effet, le lendemain de l'audience, un édit impérial attribue à Madahadji Sindhia le gouvernement des provinces de Delhi et d'Âgrâ. En d'autres termes, le Mahratte devient régent impérial et le réel détenteur du pouvoir temporel alors que l'empereur Chah Alam, sans être déchu, n'a plus aucun pouvoir politique et n'est plus qu'un souverain d'apparat.

En 1790, il résume la politique indienne de l'époque en ces termes : *« Le respect envers la maison de Timour (la dynastie moghole) régnait à tel point que, quoique toute la péninsule se fut successivement soustraite à son autorité, aucun prince de l'Inde ne s'était arrogé le titre de souverain. Sindhia partageait le respect, et Shah Alam était toujours assis sur le trône Mogol, et tout se faisait en son nom. »*

Au milieu de ces bouleversements politiques, de Boigne rencontre un autre Européen, ami de Pollier, Le Vassoult, officier français au service de la bégum, qui l'invite à se rendre au camp de Sindhia en sa compagnie.

Embrouilles indiennes : volé par les Mahrattes et trahis par les Radjpoutes

Les Mahrattes avaient établi un camp et assiégeaient la citadelle de Gwâlior, que commandait l'Écossais Sangster. A l'arrivée des deux amis au camp, l'accueil est cordial. Le Vassoult présente Boigne comme un militaire de valeur et une tente lui est attribuée. Cependant, alors qu'il est sorti, ses bagages sont dérobés et avec eux les précieuses lettres de change d'Hastings mais aussi celle sur Kaboul-Peshawar. Très vite, il apprend que ce vol est

commandité par Sindhia qui veut se renseigner sur cet Européen qui lui semble suspect. Désireux de se venger, il entreprend de rejoindre discrètement la citadelle assiégée et l'Écossais Sangster afin de lui proposer d'attaquer le camp mahratte. Alors qu'il attend une réponse positive, il est appelé par le mahratte Sindhia, à qui ses plans ont été révélés : Boigne doit expliquer que ses actes sont une réponse à l'affront occasionné par le vol de ses bagages et de ses lettres de change.

Le Mahratte lui explique ses craintes de voir le projet d'expédition dans le nord de l'Inde être le prélude à une invasion des Afghans. Après ces explications, Sindhia propose cependant à Boigne le commandement de la garde du camp, que celui-ci refuse. Vexé, le Mahratte lui donne congé sans pour autant lui rendre ses précieux papiers. Cette mésaventure permet à Boigne de prendre conscience que son projet d'expédition déplaît fortement aux Indiens et il se résout à l'abandonner son projet. Sa rupture avec Sindhia parvient aux oreilles des ennemis de celui-ci et, en premier lieu, à celles du radjah de Jaïpour, qui cherchait un officier européen capable de former deux bataillons. Le Savoyard accepte l'offre et s'en retourne à Lacnau pour y lever et y former des hommes. Méfiant, les Anglais demandent à Boigne de venir s'expliquer auprès de Hastings qui, rassuré sur ses intentions, ne met pas de veto à l'entreprise. Une fois les bataillons recrutés et opérationnels, Boigne et ses hommes prennent le chemin de Jaïpour. Cependant, en cours de route, ils sont bloqués à Dholpour par un petit seigneur local dont la forteresse tient l'unique passage. En échange d'une rançon, il accepte de les laisser passer. Cet épisode déplaît au radjah de Djaïpour, qui congédie de Boigne, sans aucune indemnité, tout en conservant ses deux bataillons.

Au service de l'empire mahratte



L'empire marathe à son apogée vers le milieu du XVIII^e siècle.

Après un temps d'errance, de Boigne retrouve son ami Le Vassoult. Ce dernier lui permet de faire la connaissance de la bégum Joana. Cette femme chef d'armée confie à de Boigne que Sindhia, le chef mahratte, le regrette beaucoup. Bien que celui-ci se méfie de ses projets d'exploration, et malgré leur différend consécutif à la confiscation des bagages du Savoyard, Sindhia a été impressionné par les capacités des deux bataillons qu'il a formés sur le modèle européen, qui contrastent avec ses propres troupes mal organisées. Boigne finit par accepter de rentrer au service des Mahrattes. Il est chargé d'organiser une fonderie de canons à Agra, ainsi que d'équiper et d'armer mille sept-cents hommes en deux bataillons. Il vit dès lors une vie d'officier

général et devient très vite un homme influent. L'un des premiers faits d'armes sous son commandement est, en octobre 1784, la prise de la citadelle de Kallingarh dans la région du Bundelkund. Le radjah de cette région finit par traiter avec Boigne, ce qui permet à Sindhia d'entrer en maître à Delhi. Le chef mahratte se nomme lui-même Colonel de l'empire et premier ministre. Cette prise de pouvoir engendre de nombreux conflits et de nombreuses trahisons.

Plusieurs batailles ont lieu entre Mahrattes, Moghols, Radjpoutes et Rathors, au cours des années suivantes. L'année 1788 est particulièrement mouvementée. Le 10 août, Gholam Kadir, un des principaux protagonistes, fait arracher les yeux de l'empereur Chah Alam. Le 14 août, l'armée mahratte alliée à celle de la bégum Joana et à celle de son ancien ennemi Ismaël Beg entrent dans Delhi pour reprendre la ville qu'ils avaient perdue un temps. Kadir s'échappe mais est capturé. Les Mahrattes le tuent, en lui arrachant, entre autres, les yeux, en lui coupant les oreilles et le nez. Ses dépouilles sont par la suite remises à l'empereur. Une nouvelle fois Mahadaji Sindhia triomphe et redevient le véritable détenteur du pouvoir politique du pays. De Boigne, à cette période, propose à Sindhia de créer une brigade de dix mille hommes afin de consolider l'assise politique et militaire du nouveau maître des Indes. Celui-ci refuse par manque de trésorerie, mais également parce qu'il a des doutes sur la supériorité de la combinaison artillerie-infanterie par rapport à la cavalerie qui constitue la force des armées mahrattes. Ce refus entraîne un nouveau différend entre les deux hommes. L'officier européen donne alors sa démission et, à nouveau sans emploi.

Démission de l'armée mahratte, vie commerçante et premier mariage

De retour à Lacnaou, de Boigne retrouve ses amis Polier et surtout Martin. Ce dernier convainc notre héros de participer à ses activités commerciales. Bien que Boigne ne se sente pas l'âme

d'un commerçant, il peut en revanche utiliser ses qualités militaires. À l'époque, les routes des Indes sont peu sûres et même certains comptoirs de commerce en ville sont parfois dévalisés. Claude Martin, aidé de Boigne, crée un dépôt dans un ancien fort. Il fait construire des salles fortes, engage des gardes armés et incorruptibles et les instruit. Très vite cette entreprise remporte un grand succès. Parallèlement, Boigne fait le négoce des pierres, du cuivre, de l'or, de l'argent, de l'indigo, des châles cachemires, des soieries et des épices. Devenu un homme riche, il possède une résidence luxueuse avec de nombreux serviteurs, une cave et des chevaux de prix. Durant cette période, il tombe à Delhi sous le charme d'une jeune fille prénommée Nour (*lumière* en persan). C'est la fille d'un colonel de la garde persane du Grand Moghol qu'il a rencontré pour régler un litige. Il sollicite le jour même, auprès du colonel, la main de sa fille. Après une longue discussion, le père accepte, bien que de Boigne ait refusé de se convertir à l'Islam. Il fait la cour à Nour, celle-ci s'exprime en anglais. La cérémonie du mariage, qui dure plusieurs jours, a lieu d'abord à Delhi, avec de fastueux repas puis plus simplement à Lacnau (1788). Nour lui donnera deux enfants, une fille en 1790 et un fils en 1791.

Retour au service de l'Empire mahratte et titulaire d'un jaghir

En 1788, Sindhia prend discrètement contact avec Boigne. Le Mahratte a de grandes ambitions. Il souhaite unir l'Inde du nord et l'Inde du nord-ouest. À l'époque, les Rajpoutes ont des relations tendues avec les Mahrattes. Les paysans sont de plus en plus hostiles aux Mahrattes qui les écrasent d'impôts. Sindhia réussit à convaincre Boigne de rentrer à son service. Il lui demande d'organiser une brigade de douze mille hommes en un an (de janvier 1789 à janvier 1790). Boigne en obtient ensuite le commandement en chef, avec le grade de général et ne relève que du radjah. Pour pouvoir régler la solde de ses hommes, Sindhia propose à son nouveau général un jaghir, c'est-à-dire un fief

accordé à titre viager, avec pour seule contrepartie le versement d'une redevance au trésor impérial. À la mort du titulaire, le jaghir est remis à un autre officier méritant. Dans les faits, comme aux débuts de la féodalité en France, ces fiefs devenaient des biens héréditaires. Il se voit attribuer le Doāb, qui est une région de plaine dont la superficie est équivalente à trois ou quatre départements français et qui se situe entre Delhi et Lacnau. La venue et l'établissement d'une brigade sur ces terres redonne courage aux paysans locaux. Boigne investit une part de ses économies dans la remise en état de ce territoire. Il construit une citadelle ainsi que des magasins, ce qui favorise l'essor du commerce et de l'industrie.

Le camp militaire créé par de Boigne est très européenisé. Pour encadrer la nouvelle brigade, il engage les Français Frémont et Cuillier-Perron, le Savoyard Drugeon, l'Écossais Sangster, le Hollandais Hessing, ainsi qu'un Allemand, Polhmann, et un Italien, Filoze. La langue administrative et militaire devient le français. Le drapeau de la Savoie (rouge à la croix blanche) sert d'insigne à la nouvelle brigade. En raison de son grade militaire élevé, Sindhia oblige de Boigne à se constituer une garde personnelle. Celui-ci choisit cinq-cents Sikhs et Persans. La brigade qu'il organise est constituée de neuf bataillons d'infanterie disposant chacune de son artillerie et de son train des équipages. L'artillerie de la brigade est constituée d'environ cinquante canons en bronze dont la moitié sont de gros calibre et tirés par des bœufs, les autres pièces étant transportées par des éléphants et des chameaux. La brigade de Boigne invente également une arme composée de six tubes de mousquets joints entre eux. Elle est soutenue par trois mille cavaliers d'élite, cinq mille serviteurs, conducteurs d'attelages, charpentiers, forgerons... En outre, Benoît de Boigne forme, nouveauté pour les Indes, un corps d'ambulance, chargé de recueillir les blessés amis comme ennemis, ce qui déplait à Sindhia. Benoît argumente que les ennemis soignés correctement et non délaissés comme c'était

coutume de le faire aux Indes, accepteraient volontiers de rentrer au service de la brigade et donc de changer de camp. S'ils n'acceptent pas d'intégrer la brigade, les ennemis seraient libérés sans être tués. Le chef mahratte finit par accepter cette innovation dans la mesure où Benoît en assume la charge financière. La brigade est prête en 1790.

Succession des campagnes militaires et des victoires

Très vite, la brigade doit affronter les Radjpoutes, Ismaïl Beg, ainsi que les radjahs de Bîkâner et de Djaïpour. Boigne décide de frapper cette coalition par surprise le 23 mai. Il peut désormais exprimer pleinement ses talents militaires et enchaîne les victoires. Il devient un stratège reconnu et craint par tous. La compagnie des Indes, elle-même, voit d'un très mauvais œil cette nouvelle armée mahratte désormais dangereuse pour sa domination. En six mois au cours de l'année 1790, dans un terrain hostile au relief accidenté, la brigade défait cent-mille hommes, confisque deux cents chameaux ainsi que deux cents canons, plusieurs bazars, cinquante éléphants. L'armée mahratte prend d'assaut dix-sept forteresses. Elle remporte plusieurs batailles décisives dont les plus disputées sont Patoun, Mairtah et Ajmer. Les Radjpoutes reconnaissent l'autorité de Sindhia en tant que premier ministre. Les Mahrattes sont désormais les maîtres de l'Inde du nord et du nord-ouest. Durant ces campagnes militaires, Benoît continue à distance son association commerciale avec Martin. Sindhia, plus puissant que jamais, demande à Benoît de lever deux brigades supplémentaires. Celles-ci sont formées et leur commandement est confié par Benoît à Frémont et Perron assistés de Drugeon.

Pendant un certain temps, Benoît de Boigne peut jouir de sa nouvelle position sociale et du respect que lui valent ses victoires ainsi que les réformes qu'il a entreprises au sein de son jaghir. Il fait restaurer le Taj Mahal, menacé par la ruine. Il se fait bâtir une maison à colonnes entourée d'un vaste jardin. Sa table est ouverte

à toutes les personnalités en vue du moment. Sa popularité est immense. Mais le calme est de courte durée, et les campagnes militaires reprennent bientôt. Les Mahrattes de l'Inde centrale jaloux de leurs cousins du nord se font menaçants. Aidé par le Peshwâ de Pouné et pouvant compter sur l'appui de l'ennemi traditionnel de Sindhia, Ismaïl Beg, cette nouvelle coalition menace le jeune empire mahratte du nord de l'Inde. Le 11 juin 1792. Les négociations diplomatiques et les promesses de titres impériaux ne parviennent pas à stopper cette coalition. Ismaïl Beg et un autre protagoniste hostile à Sindhia nommé Holkar, engagent leurs troupes. Les hommes de Benoît de Boigne remportent rapidement la victoire. Les brigades de Sindhia sont désormais redoutées. Ismaïl Beg est fait prisonnier mais sa vie est épargnée car Boigne admire son adversaire qui a su se montrer téméraire et combatif. Boigne affronte ensuite Holkar et remporte une quatrième victoire *in extremis*, la plus éclatante selon lui. Le radjah de Djaïpour, qui se sent alors en position de faiblesse, préfère faire la paix. Boigne est récompensé par Sindhia, qui agrandit son jaghir et en donne également un à son fils, qui n'est à l'époque qu'un enfant.

L'homme de confiance des chefs mahrattes et les événements européens

Sindhia est devenu un homme puissant. Il détient le réel pouvoir politique en Inde. Ses ennemis sont nombreux et envient son pouvoir. Comme ils ne peuvent rivaliser sur le plan militaire, le chef mahratte doit faire face aux conspirations, aux intrigues et aux trahisons. Benoît de Boigne demeure fidèle à Sindhia et ce dernier en fait son homme de confiance. Benoît se trouve alors diriger non seulement son jaghir mais également toutes les affaires impériales du nord et du nord-ouest de l'Inde. Son autorité politique et morale est incontestée. Le ministre Gopal Rao, notamment, se rend à Algarth chez le général européen afin de prouver sa loyauté à Sindhia. Alors que les Indes sont fédérées politiquement sous l'autorité des Mahrattes, la situation politique

en Europe subit de profonds changements. La Révolution de 1789 a bouleversé l'équilibre européen et, par ricochet, les empires coloniaux. Le 12 novembre 1792, une assemblée savoyarde proclame l'union à la France, Benoît de Boigne devient français et le restera jusqu'en 1815. Les brigades de l'armée mahratte organisées par Benoît sont commandées toutes les trois par des officiers français. Dans ce contexte, Benoît de Boigne reste prudent et tente de préserver son armée des passions politiques françaises. Il s'inquiète davantage de la situation de Sindhia resté à Pouné. Le chef mahratte lui demande de lui envoyer du secours car il doit lutter contre les intrigues anglaises, mais également contre celles orchestrées par ses rivaux, Holkar et Nana Farnavis. Boigne lui envoie dix mille hommes avec à leur tête Perron.

Malheureusement, celui-ci ne peut arriver à temps et, le 12 février 1794, Mahâdâjî Sindhia succombe dans une embuscade organisée par Nana Farnavis. À ce moment précis, Boigne pourrait s'emparer du pouvoir et devenir le maître de l'Hindoustan, du nord et du nord-ouest de l'Inde s'il l'avait voulu. Chah Alam lui propose de devenir le régent impérial, mais le général français reste loyal à Daulat Râo Sindhia, le neveu et successeur légitime de Sindhia. Il se rend vite compte que la situation politique a changé. Son ambition de voir un jour les Indes fédérées et indépendantes ne pourra pas se réaliser dans l'immédiat. Le successeur de Sindhia est un homme faible et versatile. Les enjeux locaux sont également bouleversés par les événements européens.

En 1795, après vingt ans de séjour aux Indes, sa santé se dégradant, il abandonne son commandement, installe à sa place son homme de confiance Pierre Cuillier-Perron et organise son départ pour l'Europe. À la fin de sa carrière aux Indes, il est à la tête d'une armée de près de cent mille hommes organisée sur le modèle européen. La Confédération mahratte est ainsi le dernier État autochtone de l'Hindoustan à résister aux Anglais. En

novembre 1796, le général quitte les Indes, accompagné de sa famille et de certains de ses serviteurs indigènes les plus fidèles. Il vend sa garde personnelle aux Anglais avec l'accord de ses hommes pour un prix équivalent à 900 000 francs-or germinal (environ 20 millions d'euros 2017) et c'est Drugeon qui lui succède.

Retour en Europe et second mariage

Benoît de Boigne part pour l'Angleterre d'où il suit les péripéties de la Révolution française ainsi que les événements indiens. Il se fait une raison et installe son ménage dans les environs de Londres. La Révolution a fait de lui un Français et donc un ennemi potentiel des Anglais. Sa richesse et ses avoirs sont séquestrés à la banque. Cependant, l'épopée militaire de ce général est connue de beaucoup de Britanniques qui ont fait campagne aux Indes. Certains d'entre eux sont même reçus à sa table. Cette sympathie lui permet d'acquérir la nationalité anglaise le 1^{er} janvier 1798. Cette nationalité est cependant conditionnée. Boigne sera Anglais tant qu'il demeurera en Angleterre ou dans l'une de ses colonies. Désireux de quitter Londres, il acquiert une maison à la campagne, dans le Dorsetshire. À présent au calme, le général peut songer à son avenir. Il souhaiterait rejoindre Chambéry sa ville natale, mais la situation politique reste incertaine pour l'heure. Il songe un temps à faire une carrière politique en Angleterre, mais sa position n'est pas jugée suffisamment convenable par l'aristocratie anglaise, qui exige d'un candidat qu'il dispose de nombreux soutiens, qu'il ait suivi des études dans une des prestigieuses écoles du pays, mais également qu'il ait une femme capable de tenir une conversation policée et d'organiser des réceptions.

Benoît de Boigne fait baptiser sa famille et sa femme, Nour, devient Hélène. Bien qu'établi à la campagne, il est proche de Londres et s'y rend régulièrement. Il y rencontre de nombreux émigrés français qui attendent de pouvoir rentrer en France. C'est

ainsi qu'en 1798, il fait la rencontre d'une demoiselle d'Osmond, âgée de seize ans, de très bonne noblesse mais désargentée, originaire de Normandie. Sa première femme n'a pu s'adapter aux mœurs anglaises et est devenue de plus en plus distante en reprenant ses habitudes indiennes. N'étant pas légalement marié à Hélène, il s'accorde avec elle pour lui verser une rente et emploie un précepteur pour ses enfants. Il peut ainsi épouser le 11 juin 1798, à l'âge de 47 ans, Adèle d'Osmond.

Second mariage malheureux et découverte de la France sous le Consulat

Pour conclure ce mariage avantageux, Benoît de Boigne n'a pas révélé ses origines. Son désir semble être alors, après avoir mené une vie aventureuse, de fonder une famille et de s'établir en Europe grâce aux relations mondaines de sa femme. Le mariage est d'emblée un échec. En Angleterre, Benoît de Boigne a du mal à se réadapter aux mœurs européennes. La différence d'âge (trente ans) vient ajouter aux difficultés à la vie de couple. Le général est jaloux. Il doit également prendre de l'opium pour calmer ses douleurs car il est atteint de dysenterie, ce que sa femme et sa belle famille lui reprochent, bien qu'il se défende d'en abuser. En France, le Consulat s'installe et beaucoup d'émigrés reviennent en France. Boigne décide de s'y rendre également. En 1802, il s'installe à Paris et sa femme s'établit chez ses parents. Il acquiert également le château de Buisson-Rond, à Chambéry, et le fait aménager luxueusement pour son épouse.

Boigne découvre la capitale en pleine transformation sous l'égide du Premier consul. Le 30 avril 1802, il apprend de Drugeon, resté aux Indes, que Perron a pris une importance considérable, mais qu'avidement d'argent, il s'est emparé de l'œuvre de son prédécesseur pour un profit de court terme, au détriment de sa préservation dans la durée.

Boigne se lie d'amitié avec le général Thiébault. Ce dernier lui propose à plusieurs reprises de rencontrer Bonaparte, afin de reprendre du service dans l'armée française, mais Boigne, qui a atteint la cinquantaine, ne souhaite pas devenir colonel et se retrouver sous les ordres d'officiers plus jeunes que lui. Malgré ce refus, en 1803, le consul Bonaparte envoie une proposition à Benoît de Boigne à laquelle celui-ci ne donne pas suite. Il lui demande de prendre le commandement d'un corps expéditionnaire aux Indes. Napoléon lui propose le commandement de troupes franco-russes qui auraient accédé au nord de l'Inde en passant par l'Afghanistan en vue d'en chasser les Anglais.

Benoît de Boigne achète pour sa femme le château de Beauregard. Elle y emménage le 2 novembre 1804. La propriété est cédée le 14 novembre 1812 à François Borghèse, prince Aldobrandini, en échange d'une maison située à Châtenay.

Retour en Savoie

Boigne, séparé de fait de sa femme, finit par rentrer en Savoie en 1807. Il se fait appeler le « général de Boigne », habite seul le château de Buisson-Rond et est nommé président du conseil général du département du Mont-Blanc. Sa femme continue à résider dans les environs de Paris, où elle occupe successivement les châteaux de Beauregard puis de Châtenay. De cette vie parisienne, elle tire la matière de ses célèbres *Mémoires*, qui seront publiées en 1907. La comtesse de Boigne vient rarement séjourner au domaine de Buisson-Rond. Il lui arrive de donner quelques réceptions mondaines durant les périodes estivales, lors de son retour des eaux d'Aix en compagnie de ses amis madame Récamier, Staël, Adrien de Montmorency et Benjamin Constant.

Au retour des Bourbons, Boigne reçoit un brevet de maréchal de camp, daté du 20 octobre 1814 et la croix de Saint-Louis le 6 décembre. On honore ainsi l'époux d'Adèle d'Osmond et les

Tuileries font plaisir à la comtesse. Cependant Louis XVIII lui octroie, le 27 février 1815, la Légion d'honneur pour les services qu'il a rendu comme président du conseil général, mais, après les Cents-Jours, la France perd la Savoie, et Boigne redevient « sarde ». Très attaché aux idées royalistes, de Boigne est un ardent partisan du gouvernement de Victor-Emmanuel I^{er}, roi de Sardaigne et duc de Savoie, qui le nomme général et lui octroie en 1816 le titre de comte. Le roi Charles-Félix qui lui succède le fait grand-croix de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare.

Le comte de Boigne exerce de nombreuses activités durant les dernières années de sa vie. Il gère son immense fortune et fait l'acquisition de nombreuses propriétés aux alentours de Chambéry mais également dans le Genevois, par l'intermédiaire de ses agents locaux, et dans l'ouest de l'actuel département de la Savoie comme, en 1816 ou 1817, le château de Lucey ou le château de La Mar. Il consacre beaucoup de son temps au développement de sa ville natale. Il est ainsi membre du conseil de la ville de Chambéry en 1816. Bien que n'exerçant plus d'activités militaires, il est promu au grade de lieutenant-général en 1822. En 1824, il est élu membre de l'Académie des sciences, des belles-lettres et des arts de Savoie.

Le 21 juin 1830, Benoît de Boigne, âgé de 79 ans, s'éteint à Chambéry, la ville qui l'avait vu naître. Il est inhumé dans l'église Saint-Pierre de Lémence.

Le bienfaiteur de Chambéry

Dès 1814 et jusqu'à sa mort, Benoît de Boigne fait de nombreuses donations à la ville, afin que celle-ci puisse se développer sur les plans matériel, spirituel et social. Ces dons financent des fondations d'intérêt public ou religieuses, l'Assistance publique ainsi que des travaux publics et l'instruction publique. Devenu un notable savoyard, il se préoccupe de sa succession. De son second mariage avec Adèle d'Osmond, il n'a aucun enfant. Il

prend alors la décision de faire venir son fils Charles-Alexandre, issu de son premier mariage avec Hélène, et le fait légitimer et naturaliser.

La fortune que laisse à sa mort Benoît de Boigne est évaluée à 20 millions de francs de l'époque et le montant cumulé de ses donations est d'environ 3 484 850 francs. Le comte de Boigne verse une rente perpétuelle de 6 500 livres à l'église métropolitaine de Chambéry pour, entre autres, la maîtrise. Il remet une seconde rente perpétuelle à la Compagnie des nobles Chevaliers-Tireurs-à-l'Arc. Celle-ci s'élève, quant à elle, à 1 250 livres.

De Boigne fit de nombreux dons pour l'assistance publique, en particulier pour la fondation de plusieurs lits. Il en fonda trois, à l'Hôtel-Dieu, pour les pauvres malades, ce qui lui coûta 22 400 francs. Il fit, plus tard, encore fondation de quatre lits, pour les voyageurs étrangers, pauvres et malades, de quelque religion ou nation qu'ils soient, pour une somme de 24 000 francs. Benoît de Boigne paya les frais de construction de divers bâtiments de l'Hôtel-Dieu qui s'élevèrent à 63 000 francs. Il dota le dépôt de mendicité de Chambéry d'une somme de 649 150 francs puis fonda l'Asile de la vieillesse ou maison de Saint-Benoît, pour un coût de 900 000 francs. Il fit fondation d'une place aux orphelins pour environ 7 300 francs et une autre fondation d'une succursale de dix lits, à la Charité, pour les maladies contagieuses non admises à l'Hôtel-Dieu. Le comte accorda une rente perpétuelle de 1 650 livres, soit environ 33 000 francs, pour secours à distribuer chaque semaine, en linge blanc et vivres aux prisonniers pauvres. Il versa une rente perpétuelle pour les pauvres honteux de la ville, à distribuer à domicile et discrètement pour une somme de 1 200 livres, soit 24 000 francs. Enfin, il remit une rente perpétuelle de 1 200 livres aux pompiers de Chambéry, pour secours aux malades et blessés.

En matière de travaux publics, Boigne fit don de 30 000 francs pour la construction de l'église des Capucins, puis de 60 000 francs pour faire bâtir un théâtre. Par ailleurs, parmi ses nombreux dons, deux furent importants. Le premier représenta une somme de 320 000 francs pour divers travaux, la nue-propiété du domaine de Châtenay ainsi que d'autres valeurs. Le second don, d'un montant de 300 000 francs, était destiné à l'assainissement de la ville par l'ouverture d'une grande avenue transversale. Il versa également 30 000 francs pour la réparation de l'Hôtel de Ville et 5 000 francs pour le clocher de Barberaz.

En matière d'instruction publique, on peut compter, pour l'essentiel, quatre donations significatives : 270 000 francs pour la réorganisation du collège de Chambéry. Il versa 1 000 livres de rente perpétuelle, soit 20 000 francs pour la Société royale académique de Chambéry, pour l'encouragement de l'agriculture, les arts et les lettres et deux rentes perpétuelles de 150 livres chacune, soit 3 000 francs, d'une part aux Frères des Écoles chrétiennes et d'autre part aux sœurs de Saint-Joseph, qui délivraient une instruction gratuite, les uns aux enfants défavorisés et les autres aux jeunes filles.

La ville de Chambéry a donné le nom de Boigne à une rue du centre (qui donne d'ailleurs dans la rue Claude Martin) et lui a élevé une statue au sommet d'une fontaine monumentale, Place des éléphants⁴³.

⁴³ Dite aussi localement « fontaine des quatre sans culs », car, des quatre éléphants qui en composent le soubassement, on ne voit que la partie antérieure.

Le général Allard



Jean-François Allard est l'autre célébrité militaire de Saint-Tropez, après l'amiral de Suffren. Il y naquit en 1785. Son destin le conduisit du Var aux Indes, mais il n'appartient pas aux mêmes générations que Martin et de Boigne et, contrairement à eux, il ne se mit pas au service des Anglais, mais aida leurs ennemis.

Officier des guerres de la Révolution et de l'Empire

Comme beaucoup de jeunes hommes de sa génération, Jean-François Allard entra dans la carrière des armes attiré par les brillantes campagnes de la Révolution et de l'Empire. Il fut

affecté dans la cavalerie légère et gravit les échelons. Parvenu au grade de capitaine dans les chasseurs à cheval, il fut affecté à la garde personnelle de Joseph Bonaparte, roi de Naples puis d'Espagne. Après la défaite de Vittoria en 1813, Joseph le recommanda à son frère Napoléon, qui le prit dans la Garde impériale (Vieille garde). Il fit la campagne de France et reçut des mains même de l'empereur les insignes de chevalier de la Légion d'honneur après la bataille de Troyes le 27 janvier 1814.

Durant les Cent-Jours, il rejoignit Napoléon au Golfe-Juan, l'escorta jusqu'à Paris où il participa au grand défilé des Tuileries. Pendant les Cent jours, il fut détaché comme aide de camp auprès du maréchal Brune, commandant la VIII^e région militaire, ce qui explique pourquoi il ne fut pas à Waterloo où son régiment, le 7^e Hussard, sera complètement décimé. Il échappa miraculeusement aux émeutiers d'Avignon lors de l'assassinat du maréchal Brune, ayant été envoyé en estafette par ce dernier pour préparer une halte dans la ville de Privas, mais sera considéré comme un dangereux bonapartiste par l'administration des Bourbons.

Mis en demi-solde et assigné à résidence sur Saint-Tropez sous la deuxième Restauration, il décida de s'exiler pour fuir les tracasseries multiples dont il était victime à cause de son attachement à l'empereur. Il fit alors le projet de partir pour l'Amérique et acheta même son billet pour embarquer sur une frégate lorsqu'il rencontra un officier italien, ancien de la Garde impériale, Jean-Baptiste Ventura, qui lui propose d'aller chercher fortune en Egypte. Ils partirent, mais Allard ne trouva, comme fortune, qu'un accueil froid et la peste.

Il décida alors de partir pour la Perse, dont il apprit la langue. Il poussa jusqu'à Kaboul, puis franchit la Ravi à hauteur de

Shahdara, en face de Lahore⁴⁴, ayant voyagé sans être inquiété par la police secrète du Maharadja du royaume de Lahore, Ranjit Singh (1780-1839).

Période sikh

Face aux menaces anglaises de plus en plus pressantes, le roi avait conscience qu'il lui fallait des troupes disciplinées à l'euro péenne, afin d'affronter les Gurkhas formés par les Britanniques. Dès 1822, sitôt assuré qu'il ne s'agissait pas d'émissaires britanniques, Ranjit Singh, qui avait beaucoup entendu parler de Napoléon qu'il admirait, confia à Allard et à un autre ancien officier de la Garde impériale, Jean-Baptiste Ventura, son compagnon de route, le soin de former et de commander, sous son autorité immédiate, un corps de troupes d'élite sur le modèle français. Le fait qu'il ait reçu sa Légion d'honneur des mains de l'empereur était considéré par les monarques orientaux comme un certificat d'excellence. Allard allait donc créer avec l'aide de Ventura, une première brigade, baptisée spéciale (Fauj-i-Khas) par le Maharaja et « française » par les populations du Pendjab comme par les services de renseignement britannique (French Legion).

En 1827, Allard et Ventura faisaient venir à Lahore deux anciens frères d'armes, Claude-Auguste Court et Paolo Avitabile, qui formèrent chacun leur propre brigade au point que, vers 1830, environ 10 000 hommes, soit le tiers des forces régulières de Lahore, se trouvaient directement placés sous commandement français. L'efficacité de ces brigades étaient d'ailleurs telle qu'en 1835, le reste des troupes régulières du Pendjab fut réorganisé sur le modèle français.

Le quartier général de ces brigades était à Lahore, où le Maharadja les avait réparties tout autour de la ville, mais les responsabilités

⁴⁴ Lahore est aujourd'hui la deuxième ville du Pakistan, près de la frontière indienne.

de leurs commandements entraînaient les officiers français dans toutes les provinces du Pendjab : de Pechawar et Multan, à la frontière des possessions anglaises, jusqu'à Kangru et Mandi dans l'Himalaya. Ces fonctions militaires étaient d'ailleurs doublées d'obligations administratives et fiscales. Ces officiers portèrent un vif intérêt non seulement aux arts du Pendjab, mais encore à son histoire et à ses antiquités : entreprenant les fouilles du site bouddhique de Manikyala, collectionnant les pièces de monnaie et, bien sûr, recherchant les traces des campagnes qu'Alexandre le Grand avait menées dans ces régions.

Le roi le prit Allard en amitié et en fit l'un de ses conseillers les plus écoutés, participant à tous les conseils privés. Pour se l'attacher, le roi lui fit épouser Bannou Pan Deï (1811-1884), fille du radja de Chamba, un royaume vassal.

Retour en France

La pression anglaise se faisant de plus en plus forte aux frontières du Pendjab, Allard repartit pour la France en 1834 dans le but d'obtenir l'appui du nouveau monarque Louis-Philippe, moins hostile aux Bonapartistes que les Bourbons de la branche aînée. C'était aussi l'occasion pour lui d'emmener sa femme et ses enfants en France, pour donner à ceux-ci une éducation française et chrétienne.

L'arrivée à Bordeaux, en 1835, du général Allard, de la princesse et de leurs cinq enfants prit bientôt l'allure d'un retour triomphal. Toute la presse en parla et, lors de son séjour à Paris, les salons s'arrachèrent le général. Il en profita pour installer sa femme et ses enfants à Saint-Tropez, sa ville natale.

Le gouvernement français décida d'officialiser la présence française dans le Penjâb en nommant Jean-François Allard Agent de France à Lahore et en facilitant son retour à Calcutta sur un bâtiment de la Marine royale en 1836, ramenant avec lui des

armes et des modèles de canon à faire construire sur place sous les protestations anglaises. Lors de sa réception officielle à la cour de Lahore, Allard remit une lettre du roi Louis-Philippe adressée au Maharadja Ranjit Singh.

C'est à Pechawar que la mort le surprit en 1839, en plein conflit contre les Afghans, il n'avait que 54 ans.

L'armée à la française n'empêcha pas les Anglais de conquérir le Pendjab, en 1843-46, mais du moins, à cause d'Allard et de son Fauj-i-khas, les Anglais durent engager leurs meilleures troupes et mener trois années de guerre très difficiles pour s'emparer du Pendjab après la mort d'Allard et de Ranjit Singh. Du vivant de ces hommes, ils n'osèrent jamais s'y attaquer

Mémoire

L'ancienne demeure de maître construite en 1835 par le général Allard à Saint-Tropez, pour son épouse la princesse Pan Dei, a donné naissance après d'importants travaux respectant l'ancienne demeure princière aux allures orientales avec l'ambiance et le caractère des lieux, à un hôtel : Le "Pan Dei Palais". Une rue de la ville porte par ailleurs son nom.

La tombe du général est située à Lahore, dans le jardin de sa résidence d'Anarkali. Il y repose encore, aux côtés de sa fille aînée, Marie-Charlotte, et, probablement, de l'un de ses fils.

Devenue veuve, la princesse Bannou Pan Dei a mené une vie remarquable de voyage et fréquenté la haute société européenne de l'époque. Elle décida de se convertir à la foi chrétienne et fut baptisé dans l'église de St. Tropez. Le roi Louis-Philippe et la Reine de France acceptèrent d'être son parrain et sa marraine et le général Ventura qui venait d'arriver à Marseille l'assista dans sa réception. Elle mourut à l'âge de 70 ans le 13 Janvier 1884 et

elle fut enterrée dans la crypte familiale de la famille Allard au Cimetière Marin de St. Tropez.

Agents secrets

Le métier d'agent secret se prête par nature à la vie aventureuse, mais peut-être moins qu'on l'imagine. Le plus souvent, les agents secrets sont secrets, et la terre se referme sur eux sans que le public connaisse leurs actions. Pour cette raison et aussi parce que l'armée et la diplomatie, en France, ont longtemps eu une prévention à l'égard du Renseignement, et qu'elles ont eu moins recours à de tels agents que d'autres puissance, comme l'Angleterre, nous n'avons retenu que trois héros. Les deux premiers noms sont connus du public, le troisième totalement oublié.

Le chevalier d'Éon



Jeunesse

Autre homme déguisé en femme dans cette galerie de portraits, après l'abbé de Choisy, Charles d'Éon de Beaumont est né le 5 octobre 1728 à Tonnerre, où son père, Louis, de petite noblesse, est élu maire. D'Éon raconte dans son autobiographie, *Les Loisirs du chevalier d'Éon de Beaumont*, qu'il est né « coiffé », c'est-à-dire couvert de membranes fœtales, tête et sexe cachés, et que le médecin de la ville aurait été incapable de déterminer son sexe.

Son père, avocat au Parlement de Paris, avait fait fortune dans le commerce des vins tout en étant directeur des domaines du roi ; sa mère, Françoise de Charanton, était fille d'un commissaire général des guerres aux armées d'Espagne et d'Italie.

Il commence ses études à Tonnerre, puis, en 1743, va vivre à Paris, chez un oncle, pour les poursuivre au collège Mazarin, où il obtient un diplôme en droit civil et en droit canon en 1749 ; il a alors vingt et un ans. Dans la lignée de sa famille de noblesse de robe, il s'inscrit comme avocat au Parlement de Paris le 22 août 1748. Il montre également des talents en équitation et en escrime. Il publie en 1753 plusieurs *Considérations historiques et politiques*. L'ouvrage est remarqué, et le jeune homme se crée un réseau de relations, au nombre desquelles le prince de Conti, cousin du roi Louis XV, qui le nomme censeur royal pour l'Histoire et les Belles-Lettres.

Carrière

C'est à la suite de cette rencontre que Charles d'Éon est recruté en juin 1756, à 28 ans, dans le « Secret du Roi », cabinet de Louis XV.

La guerre de succession d'Autriche (France et Prusse contre Angleterre et Autriche) s'achève par le traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, source de vives déceptions en France, où l'on a le sentiment de s'être battu pour rien (« pour le roi de Prusse »). La santé chancelante du roi de Pologne Auguste III laisse augurer d'une prochaine élection royale par la diète polonaise et ce pays devient l'enjeu de toutes les attentions... Les électeurs sont courtisés par toutes les chancelleries, désireuses de placer un des leurs ou à tout le moins un allié sur le trône de Pologne. Le prince de Conti, cousin du roi de France, se voit proposer par certains nobles polonais de se porter candidat. Cette idée arrange bien le roi Louis XV, non seulement parce qu'il est marié à une princesse polonaise et souhaite renforcer l'alliance polonaise, mais aussi parce qu'il cherche à éloigner les princes de sang susceptibles de se dresser contre son pouvoir.

L'épisode ne serait qu'une péripétie de plus dans l'histoire diplomatique du XVIII^{ème} siècle si le roi n'avait chargé son cousin, au moment de partir pour la Pologne, en 1752, de mettre en place une correspondance secrète. Ainsi naît le « *Secret du roi* ». L'objectif est d'assurer la couronne de Pologne au Prince, mais aussi de nouer des liens avec la Suède et la Turquie... Le Secret s'efforça aussi de nouer une alliance avec l'Autriche et la Russie afin de les écarter de la Prusse et de l'Angleterre. Ce qui aboutit au renversement des alliances de 1756 et à une configuration nouvelle lors de la guerre de Sept-ans, avec d'un côté, la France, l'Autriche et la Russie et, de l'autre, l'Angleterre et la Prusse.

Le Secret du Roi, dirigé par le comte de Broglie (*l'oreille du roi*), comprenait un service de renseignements, qui fournissait des rapports oraux et interceptait les lettres, et un service de correspondance à l'étranger permettant une diplomatie parallèle avec un réseau d'agents secrets à l'étranger que le roi payait sur sa cassette, notamment Vergennes, le baron de Breteuil, le chevalier d'Éon, le général Monnet, Tercier).

A l'avènement de son petit-fils, Louis XVI, le Secret fut dissous. Cependant, ses agents, toujours actifs, notamment le comte de Broglie, s'efforcèrent de jouer un rôle important dans la guerre d'indépendance américaine. Ainsi, Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais fournit des armes aux « insurgés ».

Aussitôt après son recrutement, Eon est dépêché à la Cour de Russie comme secrétaire d'ambassade en juin 1756, alors que débute la guerre de Sept Ans, pour obtenir de l'impératrice de Russie Élisabeth une alliance avec la France. Il racontera plus tard, dans la publication romancée de ses *Mémoires*, y avoir été « lectrice » de l'impératrice sous le nom de Lia de Beaumont. La tsarine se serait alors rendu compte du déguisement et aurait tenté de « consommer », mais il serait resté « mou » et elle l'aurait été traité de fou. En fait, le poste de lectrice n'existait pas à la

cour de Russie, et l'histoire n'apparaît qu'à l'époque où il est en Angleterre. À la cour russe, l'impératrice donnant des bals costumés où l'on inversait les rôles – les hommes devaient être vêtus en femmes et les femmes en hommes –, d'Éon prend sans doute plaisir à se travestir, sa faible corpulence lui permettant de mystifier tout le monde.

Il est de nouveau à Saint-Pétersbourg comme secrétaire d'ambassade de 1758 à 1760 ; au-delà des anecdotes croustillantes, il est l'un des artisans du traité d'alliance entre la Russie et la France contre la Prusse et à l'honneur d'en porter le texte au roi à Versailles, où il arrive deux jours avant le courrier dépêché par l'impératrice.

Le roi le récompense en lui donnant un brevet de capitaine de dragons en 1760 et il participe avec distinction aux dernières campagnes de la guerre de Sept Ans, où il est blessé.

En 1762, à 34 ans, il quitte l'armée et revient à la carrière diplomatique. Il est envoyé à Londres, où il collabore, en tant que « secrétaire de l'ambassade de France pour la conclusion de la paix générale » auprès de l'ambassadeur, le duc de Nivernais, à la rédaction du traité de paix de Paris, qui sera signé le 10 février 1763. Sa grande habileté diplomatique et la subtilisation des documents préparatoires au traité, alors que la France est vaincue par la Coalition et que l'Angleterre qui veut s'emparer de tout l'empire colonial français, lui valent d'être décoré de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, l'une des plus grandes distinctions du temps.

Parallèlement, d'Éon est chargé par le Secret du Roi de la composition d'un plan de descente en Angleterre et au Pays de Galles, dont il a reconnu les côtes avec le marquis Carlet de la Rozière. Son existence ne fut découverte que quelques jours avant la mort de Louis XV. Il est nommé ambassadeur par

intérim lorsque le duc de Nivernais, malade, retourne à Paris. Dans l'attente d'un nouvel ambassadeur, il mène un train de vie fastueux, dont Choiseul, le ministre des Affaires étrangères, finit par ne plus vouloir supporter la charge.

À l'arrivée du nouvel ambassadeur, le comte de Guerchy, d'Éon reste secrétaire d'ambassade, mais les deux hommes ne s'entendent pas. L'estime du roi lui semblant acquise, d'Éon accepte difficilement les remarques de son supérieur, qu'il juge incompetent. Une opposition ouverte se déclare alors à l'ambassade de France, deux camps se forment, et une guerre de libelles voit le jour.

Le ministère des Affaires étrangères donne raison à l'ambassadeur et ordonne à d'Eon de rentrer en France. Celui-ci refuse. Le 4 novembre 1763, le gouvernement demande l'extradition du chevalier, mais la législation anglaise l'interdit. Redevenu simple particulier, d'Éon, par provocation, continue à se rendre à l'ambassade de France et continue à correspondre avec le Roi et le comte de Broglie, mais, en 1764, il divulgue des secrets d'État et une partie de sa correspondance personnelle, étant prêt à saborder sa carrière afin de discréditer Guerchy et de faire chanter le roi, en révélant notamment l'ordre de mission pour le débarquement. Le conflit est marqué par plusieurs procès devant

la Justice anglaise. Au cours de l'un d'eux, un témoin surprise accuse l'ambassadeur de France d'avoir tenté d'empoisonner son ex-secrétaire lors d'un repas.



Satire du duel d'escrime entre « Monsieur de Saint-George et Mademoiselle la chevalière d'Éon de Beaumont » à Carlton House le 9 avril 1787. Gravure de Victor Marie Picot basée sur l'œuvre originale de Charles Jean Robineau

Le dernier procès, en septembre 1767, donne raison au chevalier d'Éon, qui poursuit alors son métier d'espion et perçoit à nouveau sa pension (12 000 livres par an). Devant comparaître à l'un de ses nombreux procès mais n'ayant ni avocat, ni témoins, il préfère se dérober et se déguiser en femme, et il se réfugie chez un ami. En fait, disgracié et tombant dans l'oubli depuis qu'il a abandonné le chantage, il éprouve le besoin de provoquer en se travestissant en femme et de répandre la rumeur qu'il a toujours été une femme.

Sexe

Sa prétendue folie alimente les arguments de Treysac de Vergy et d'Ange Goudar, deux hommes de plume aux ordres de l'ambassadeur. La rumeur se fait persistante, alimentée par l'attitude équivoque du chevalier. Son changement de sexe n'y est pas non plus étranger. De fou, on le prétend hermaphrodite, puis femme. Les Britanniques réalisent de nombreuses caricatures du chevalier qu'ils baptisent *Épicène d'Éon*. Ils vont même jusqu'à ouvrir des paris sur son sexe : un parieur traînant en justice un autre parieur, le tribunal, avec de faux-témoins et en l'absence d'Éon, le reconnaît comme femme. Ce changement de sexe et ce travestissement supportent plusieurs interprétations, interprétations freudiennes (névrose, délire narcissique, schizophrénie, etc.) comme des lectures purement politiques ou stratégiques.

À cette même époque, d'Éon est en liaison avec le libelliste français Charles Théveneau de Morande. En 1775, Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais est envoyé à Londres par Louis XVI pour récupérer auprès du chevalier d'Éon la correspondance

échangée avec le feu roi Louis XV (notamment ses projets de débarquement et les *Mémoires* de M^{me} du Barry écrites par Théveneau de Morande). Pressé de clarifier sa situation par Beaumarchais, Charles Geneviève signe une proclamation appuyée par les constatations de plusieurs médecins. Il déclare être une femme. Après maintes péripéties, une transaction de plus de vingt pages est conclue entre eux deux qui stipule notamment la remise intégrale des documents et que la *chevalière* ne quittera plus jamais ses vêtements féminins, se faisant désormais appeler M^{lle} Éon. Dès lors, sur ordre du roi, à ce titre, elle n'a plus accès à l'armée, aux affaires politiques et à la diplomatie. En échange de quoi la rente viagère lui était accordée. Les négociations ont duré quatorze mois.

Ne supportant pas cette inactivité, la d'Eon demande à Louis XV l'autorisation de se vêtir en homme. C'est un refus. Puis quand le roi change, le chevalier d'Eon renouvelle sa requête à Louis XVI. Il quitte Londres le 13 août 1777 et se présente à la Cour en capitaine de dragons et supplie le roi de l'autoriser d'user à nouveau de sa personnalité masculine.. Une ordonnance est prise le 27 août 1777 par Louis XVI qui, soit pour le punir, soit parce qu'il croyait que c'était vraiment une femme, lui donne ordre « *de quitter l'uniforme de dragons qu'elle continue à porter et de reprendre les habits de son sexe avec défense de paraître dans le royaume sous d'autres habillements que ceux convenables aux femmes* » : habillé par Rose Bertin aux frais de Marie-Antoinette, âgé de 49 ans, le visage maintenant empâté, il est présenté à la Cour en robe à panier et corset le 23 novembre 1777. Il devient la coqueluche de la capitale, mais, voulant participer à la guerre d'indépendance des États-Unis, il se rhabille en dragon. Arrêté le 20 mars 1779, il est exilé à Tonnerre où il se résout à s'occuper de son domaine familial.

Fin de vie

En 1783, le roi le laisse revenir à Paris, mais, en novembre 1785 muni d'un passeport, il regagne l'Angleterre, où le propriétaire londonien de son appartement lui réclame ses loyers. Bien qu'ayant accueilli favorablement la Révolution française et proposé à l'Assemblée nationale ses services pour conduire une unité d'Amazones, il perd en effet sa pension. Il se retrouve dans une demi-misère, doit survivre par des duels-spectacles et vendre sa bibliothèque en mai 1791. La déclaration de guerre du 1^{er} février 1793 et de lourdes dettes le contraignent à demeurer sur le sol britannique ; il ne reviendra plus en France. Il est finalement recueilli par une veuve britannique de son âge, Mrs Mary Cole. Il continue de donner des démonstrations d'escrime, toujours en habits de femmes (gardant son agilité malgré une forte corpulence), jusqu'à l'âge de 68 ans. Mais alors, il est gravement blessé lors d'un dernier duel en août 1796 : un fleuret casse et lui transperce le poumon.

En 1804, il est emprisonné pour dettes. Libéré, il signe un contrat pour publier une autobiographie mais est paralysé à la suite d'une attaque vasculaire. Grabataire, il vivra encore quatre ans dans la misère, avant de mourir, à Londres, le 21 mai 1810, à l'âge de 81 ans, ayant donc passé les 25 dernières années de sa vie en Angleterre.

En effectuant la dernière toilette de la défunte, on découvre avec stupéfaction que cette vieille dame... est un homme. Le chirurgien M. Copeland accompagné de dix-sept témoins, membres de la Faculté de médecine de Grande-Bretagne déclare dans un rapport médico-légal, le 23 mai 1810 : « *Par la présente, je certifie que j'ai examiné et disséqué le corps du chevalier d'Éon en présence de M. Adair, de M. Wilson, du père Élysée et que j'ai trouvé sur ce corps les organes mâles de la génération parfaitement formés sous tous les rapports* »¹². Le chevalier d'Éon, habillé quarante-neuf ans en homme et trente-deux en femme, est enterré au cimetière de la paroisse Saint-Pancrease, dans le comté de Middlesex.

FOUCHER D'OBSONVILLE⁴⁵

L'agent secret naturaliste



Le baron Foucher d'Obsonville naît en 1739. Il appartient à une très ancienne noblesse poitevine, remontant à l'An Mille. Un « Foucher » est parti pour la première croisade et s'est distingué en montant le premier sur les murs d'Antioche. Un autre Foucher est Patriarche de Jérusalem en 1145. En 1525, Bertrand de Foucher, ancêtre direct de notre héros, est tué à la bataille de Pavie en se mettant devant le roi François I^{er}.

Son fils, Joachim, a épousé en 1516 Marie du Croizil, seule et unique héritière des Maisons de Retz et de Laval ; elle apporte

⁴⁵ Source : Claude Pasteur in %Miroir de l'Histoire, n°233, mai 1969.

dans la famille Foucher la baronnie de Retz et la seigneurie de Machecoul, alliant coul où il Ht brûler les restes d'une quarantaine d'enfants...).

Leur fils, Jean Foucher, hérite de ces titres. En sa qualité de baron de Retz, il reçoit les lettres de convocation du Roi pour se rendre aux Etats Généraux de Bretagne en 1565. Mais il a besoin d'argent et cède aux demandes d'une autre branche des Laval, moyennant l'octroi de nombreuses terres, ainsi que celui d'une somme d'argent. Mort sans postérité, c'est son frère, Jacques, second fils de Marie du Croizil, qui continuera cette lignée où se mélangent le sang des Foucher et des Rays ; deux cent ans plus tard, naît de cette lignée notre héros, Foucher d'Obsonville.

Foucher d'Obsonville entre à 14 ans dans l'armée, au service du roi Louis XV. En 1763 (il a 25 ans), il fait partie des troupes envoyées aux Indes. C'est l'époque où Français et Anglais luttent pour y obtenir la suprématie. Toute l'activité du baron Foucher d'Obsonville se situe pendant cette époque mouvementée qui se terminera au détriment de la France : le gouvernement de Louis XV ne soutiendra pas l'action de Dupleix, et signera le Traité de Paris qui consacra l'abandon de nos possessions en faveur de la Compagnie des Indes anglaise.

En cette période d'activités occultes et de « suspens » diplomatique, la valeur de Foucher d'Obsonville, son esprit ouvert, curieux et cultivé, le fait très vite remarquer. Il gravit les échelons, est décoré de la Croix de St-Louis, revient en France, puis, à deux époques différentes, est renvoyé aux Indes pour des missions secrètes, ainsi qu'il s'en expliqua lui-même :

— «Des ordres supérieurs, en temps de paix, m'ont le plus souvent attaché à des objets de confiance pour lesquels l'on daignait me présumer quelques talents. Porteur d'instructions et de lettres de créance, j'ai été chargé de diverses missions politiques. »

Ce brillant officier en temps de guerre devient donc en temps de paix un « agent secret » des plus discrets et des plus habiles, des plus courageux aussi, car ce « James Bond » du XVIII^e siècle risque à chaque pas sa vie. Au moins ne la risque-t-il pas pour rien : à certaine époque sa fortune s'élève à quelque cinq cent mille francs, qu'il dépose dans les banques alors célèbres de Pinet et Lebrun. La famille Foucher va-t-elle, grâce à lui, retrouver son opulence perdue ?... Non, car ces deux banques font faillite l'une en 1784, l'autre en 1787, laissant notre homme complètement ruiné.

Il se console en se consacrant à des travaux de littérature et d'histoire naturelle. H Ami fervent des bêtes, ses observations dans les Indes ont retenu l'attention de Buffon qui l'honore de son amitié. Le désir d'être agréable au grand homme lui inspire un ouvrage: « Essay sur les mœurs des animaux étrangers », qu'il dédie à « Monsieur le comte de Buffon ». et publie en 1782. Il est incarcéré sous la Terreur. Prévoyant cette arrestation, il détruit les papiers de famille qui risquent de le trahir en révélant son extraction noble.

Ce célibataire impénitent meurt en janvier 1802, âgé de 63 ans, sans postérité... Son neveu, Edme-Philippe recueille pieusement correspondance et manuscrits originaux, grâce auxquels nous pouvons faire connaître aujourd'hui cette pittoresque figure.

PSEUDO-MISSIONNAIRE

Aux Indes, Foucher d'Obsonville, chargé de mission, circule vêtu comme un indigène, à dos de chameau ou de cheval. Il porte un

turban, un bouclier et une longue barbe. Un jour que dans cet équipage, il traverse tranquillement un camp de Kurdes en train de vendre leurs troupeaux, ces indigènes s'imaginaient voir en lui un yésidi (secte hérétique de Mahométans). Justement, quelques membres de cette tribu viennent de voler plusieurs troupeaux aux Kurdes.

Aussitôt une foule menaçante assaille le cavalier, qui tente de se protéger derrière son bouclier. Heureusement, ses compagnons de voyage, des négociants turcs, s'interposent en jurant par le Prophète que cet homme est un Européen. On le conduit à la tente du cheik kurde, Foucher s'explique et reçoit de ce notable, en même temps que ses excuses, la tasse de café de l'amitié.

Louvoyant sans cesse entre les fanatiques et les brigands, Foucher, « agent secret », doit également échapper aux Anglais. Un jour, se trouvant avec deux domestiques noirs en territoire ennemi, il se propose de franchir clandestinement un passage de frontière qui doit le ramener vers les siens. En attendant la nuit qui facilitera sa fuite, il se retire dans une chaumière isolée pour y prendre un peu de repos. Soudain, les soldats indiens à la solde des Anglais encerclent la cabane : sa présence a été signalée.

Foucher est en grand danger d'être arrêté et livré aux autorités britanniques, ce qui signifie la fin de sa carrière. Brusquement, il songe à sa longue barbe qui le fait ressembler à un missionnaire (tous les autres Européens se rasent aux Indes). Aussitôt, il arrange son turban « d'une façon modeste, prend en main un long chapelet arabe et, un livre sous le bras, apparaît sur le seuil de la chaumière :

Avez-vous ordre, dit-il aux soldats, de troubler de pauvres religieux uniquement occupés du service de Dieu ? Le chef, interdit, regarde la barbe vénérable et répond avec douceur: « Il a reçu les ordres les plus précis pour arrêter un étranger allant du

côté des ennemis des Anglais. Il est convaincu que cela ne peut regarder un pénitent, mais il demande à celui-ci de rester à son poste, où il sera respecté jusqu'à ce que de nouveaux ordres soient parvenus.

A son corps défendant, Foucher d'Obsonville demeure huit jous dans la chaumière, jouant à merveille son rôle de missionnaire, à la très grande édification du pays, ne vivant que de légumes, bénissant les bons chrétiens qui accouraient des environs pour me visiter.

Un jésuite italien demeurant à quelques lieues s'empresse de lui envoyer son catéchiste pour le consoler et lui offrir ses services. Ce cathéchiste est un Indien qui, parvenu devant Foucher, se lea à ses pieds. Notre homme, jouant son personnage, relève le visiteur et presse sa tête sur sa poitrine avec emphase : « - Mon fils, c'est aux pieds de l'Eternel qu'il faut vous prosterner. »

Enfin, huit jours plus tard, le gouvernement anglais *fait porter 'ses excuses à Foucher*, « son intention n'ayant jamais été de molester des missionnaires paisibles ». Foucher, imperturbable, réclame alors un soldat du *district anglais pour l'escorter jusqu'à la frontière* — ce qui lui est accordé. Cet agent secret ne manquait pas d'humour...

ABANDONNÉ DANS LE DESERT

Et nous en arrivons à la terrible aventure dans laquelle Foucher d'Obsonville faillit laisser la vie. A la fin de 1761, Monsieur de Vilvaux, commissaire de Sa Majesté à la Compagnie des Indes, songe à utiliser les talents d'agent secret de Foucher d'Obsonville. Selon ce haut fonctionnaire « il était important de trouver quelqu'un qui eut la bonne volonté et la conduite nécessaire pour, par terre, se rendre dans l'Inde. Il s'agissait de vues politiques et Foucher se mit aussitôt en route sous les auspices du duc de Choiseul.

Arrivé en Syrie, il y trouve une épidémie de peste. Dans la ville d'Orpha, bâtie entre des montagnes, le fléau avait décimé, la moitié de la population. « Le spectacle était déchirant », raconte Foucher, qui respire dans les rues un air empoisonné et subit sans le savoir la contagion. Il poursuit son chemin jusqu'à Alep, en repart dès le lendemain avec une caravane pour Bassara. Monseigneur Corneille, évêque d'Ispahan, est du voyage, ainsi qu'une femme arménienne, également d'Ispahan, la dame Téhérémani, qui voyage dans une litière portée à dos de chameau.

A deux journées d'Alep, alors que la petite caravane se trouve en plein désert, Foucher ressent les premiers symptômes de la peste. Il se plaint d'un malaise général et d'une lourdeur de tête. Le lendemain: matin, la fièvre se déclare avec violence. Le troisième jour, deux bubons apparaissent à l'aîne gauche, tandis que la langue se gonfle et devient noire. Le quatrième jour, des charbons se montrent sur les régions lombaires ; certains sont grands comme la paume de la main, et d'un rouge pourpre. Le pestiféré souffre atrocement. Obligé de suivre la caravane, il est debout comme les autres voyageurs, à deux heures du matin, et colure de son cheval. La dame arménienne, qui du haut de son équipage, observe le malheureux, prend pitié de lui ; elle fait arrêter sa bête, invite Foucher à monter dans la litière, et se hisse elle-même bravement à cheval. Foucher, gisant sur les coussins, a perdu tout espoir de vivre. Il suit avec lucidité la progression de son mal ; tantôt du feu semble parcourir ses veines, tantôt il défaille de faiblesse. Le rythme du chameau achève de le supplicier. Il ne désire plus qu'une seule chose : mourir en paix dans quelque coin. Justement on arrive au petit village en ruines de Socun, habité par une tribu arabe. Les compagnons de Foucher décident de le laisser là. Par humanité, Monseigneur Corneille cherche au village une personne susceptible de s'occuper du malade, et trouve un « moullah », religieux arabe, qui, avec sa femme, se déclare disposé à prendre soin du Français. On dépose le corps presque inerte

sous la tente, et le « moullah », en remerciement des 50 piastres qu'on lui remet, promet d'adoucir les derniers moments du mourant et de l'en terrer décentement.

La caravane repart. Foucher reste seul sous la tente du moullah. La nuit tombe. L'arabe et sa femme chuchotent dans un coin. Cet Infidèle est bien long à mourir... Alors, quand la lune se lève, le couple saisit Foucher, le hisse en travers d'un âne, et l'emporte furtivement dans le désert. Là, ils l'abandonnent... Foucher d'Obsonville est seul. Il a conservé toute sa connaissance. Il s'attend d'un moment à l'autre à devenir la proie des bêtes féroces, il a peur, il a mal, il réalise toute l'horreur de sa situation, et souhaite ardemment la mort qui le délivrera. Par miracle, il y a là un peu d'eau. Il peut boire.

Il demeure ainsi, complètement abandonné, pendant environ huit jours. Son heure n'est sans doute pas arrivée, car ses plaintes finissent par attirer vers lui quelques femmes arabes. En apercevant le misérable, elles se frappent la poitrine en gémissant, le soulèvent, l'emportent au village. Le « moullah » est bien ennuyé de voir revenir vivant celui qu'il croyait mort, Il jure que le malade, tombé en léthargie, paraissait vraiment avoir rendu le dernier soupir quand il l'a emporté au désert. Mais il garde les 50 piastres et les effets du Français.

LE MIRACLE

Pendant un mois les femmes arabes prennent soin de Foucher. Elles l'aident à laver ses plaies avec de l'eau fraîche, renouvellent les herbes sèches qui lui servent de paille, lui portent du pain d'orge, du beurre et du lait caillé, elles lui chantent des mélodies pour adoucir ses heures de fièvre.

Plus tard, Foucher écrira : « J'étais étranger, hérétique, et dans un état à faire horreur. Assurément, leur compassion ne fut point

affaire d'intérêt ou d'ostentation ; vieilles et jeunes n'écoutaient que la sensibilité de leur âme. ».

Et le miracle s'accomplit : Foucher guérit de la peste. Les affreux bubons s'ouvrent ; d'eux-mêmes, explosant leurs humeurs mortelles ; les charbons pustuleux se transforment en profonds ulcères qui suppurent jour et nuit — mais la fièvre quitte le malade. Pourtant, les conditions dans lesquelles il se trouve sont pitoyables : il gît presque nu à même la terre sur quelques herbes, exposé le jour au soleil, et la nuit traîné à l'écart des bêtes sauvages sous un coin d'abri. Ses plaies sont exposées au grand air. Aucune position ne lui apporte le repos.

Enfin, après un vingtaine de jours, il réussit à faire comprendre aux femmes qu'il désire être ramené à Alep. Les maris de deux d'entre elles acceptent d'entreprendre le voyage, ils hissent le Français à califourchon sur un chameau. Pendant sept jours, Foucher souffre une véritable torture, obligé de rester en selle avec deux ulcères au scrotum...Mais voici enfin Alep...— « Sous les yeux du Consul, des négociants européens et d'une foule de peuple je parus dans un état dont peut-être il n'y a jamais eu d'exemple : presque nu, cinq bubons fluant encore couvraient mon corps d'une sanie infecte, des ulcères grands comme la paume de la main m'avaient rongé les chairs, et, en diverses parties, laissé les os à découvert... J'avais deux trous dans le scrotum... »

Dans Alep, c'est l'événement du jour. Mr Thomas, Consul de cette ville, écrit au ministre de la Marine (alors le duc de Praslin) pour lui raconter ce fait extraordinaire. Il signale qu'il a fait aussitôt transporter le survivant dans une maison particulière, « car il y aurait eu de la témérité à le recevoir dans la mienne », « et qu'il lui a fait donner tous les soins dont il avait besoin ». Soigné avec dévouement, Foucher achève de se rétablir. En moins d'un mois, ses plaies se cicatrisent.

Plus tard, se rappelant ce tragique épisode, il écrira : « Je n'ai été à même d'éprouver contre la peste aucune autre recette que celle de la résignation la plus absolue ». Peut-être fut-ce ce fatalisme qui le sauva...

Guéri, Foucher repart d'Alep, avec une caravane presque entièrement composée de janissaires commerçants. Une trentaine sont atteints de la peste, et meurent à ses côtés. Arrivé à Bassora, l'agent secret s'embarque sur un « dao », petit bâtiment du pays qui doit le conduire à Mascatte. A peine sortis de l'embouchure de l'Euphrate, une violente tempête les assaille ; il fait nuit noire, le capitaine arabe n'a pas de boussole, l'équipage indigène, saisi de panique, invoque le Prophète au lieu de s'occuper des manœuvres. Foucher, encore convalescent, saute alors à la barre du gouvernail, et parvient « à soutenir heureusement cet orage qui, au reste, ne dura pas deux heures ».

Foucher d'Obsonville, observateur infatigable, adore les animaux. Cette passion commune lui permet, lors d'un de ses séjours en France, de se lier avec Buffon, Intendant des jardins du Roi. Buffon, qui rédige alors son « Histoire Naturelle », aime à recueillir de la bouche des voyageurs des renseignements sur les animaux exotiques qu'il ne peut étudier lui-même. C'est en grande partie sur les dires de ces observateurs (auxquels il consacre une Table) qu'il bâtit son œuvre. Aussi demande-t-il à Foucher d'Obsonville de lui communiquer quelques notices sur des animaux étrangers. Écoutons Foucher :

— « Mon projet se bornait à lui faire hommage de ce que je trouverais dans mes papiers de relatif à ses vues. Cependant, par le rapprochement des matériaux, peu à peu se forma un ensemble plus considérable que d'abord je n'avais présumé. Le tout pourrait être communiqué à Monsieur de Buffon, en le prévenant qu'ensuite il serait livré à l'impression. »

Buffon fut-il satisfait de voir son correspondant le devancer en publiant un travail analogue au sien ? Sans rancune, il le cite au chapitre du « loris de Bengale », « sur lequel Monsieur le Chevalier d'Obsonville a bien voulu me donner des notices curieuses et très bonnes ».

Foucher ne se contente pas d'observer les animaux : chaque fois qu'il le peut, il se procure un spécimen. Une fois, de passage à Madagascar, il y achète une « roussette » (chauve-souris géante), « dont la figure approche d'un très petit chien berger ». C'est un petit mâle, qui ne peut boire que du lait, et qui meurt quand Foucher tente de le rapporter en Europe.

Une autre fois, il élève une petite mangouste, qui devient « plus privée qu'un chat, car elle venait à ma voix, et me suivait, même en liberté dans la campagne. Je fis un jour apporter une petite couleuvre d'eau vivante ; elle lui sauta sur la tête qu'elle brisa entre ses dents. Ce coup d'essai et ce nouvel aliment semblèrent avoir réveillé en elle un goût inné vorace et destructeur. J'avais chez moi des volailles de diverses espèces curieuses ; élevée au milieu d'elles jusqu'alors, elle les avait laissées aller et venir sans y faire attention, mais à quelques jours de là, se trouvant seule, elle les étrangla presque toutes ».

L'animal dont il parle avec le plus de tendresse, c'est l'élan. « J'en ai eu un dans l'Inde, à peine âgé de dix à douze jours ; je l'ai élevé et gardé pendant environ deux ans, sans jamais le mettre à l'attache. Quelquefois je me suis amusé à lui faire traîner dans ma cour, ou porter de petits fardeaux. Il accourait à ma voix ». Obligé de partir pour l'île de Sumatra, Foucher confie l'animal à son ami le Gouverneur Général, Law de Lauriston, qui l'envoie à la campagne, où on l'enchaîne dans un petit réduit. L'élan ne tarde pas à devenir furieux et dangereux.

— « Enfin, après plusieurs mois d'absence, je pus le revoir. J'avoue que je ne me rappelle encore qu'avec attendrissement les transports et les caresses de ce malheureux animal. Ces faits semblent indiquer, conclut Foucher, combien l'élan est susceptible d'éducation et d'attachement. » Les éléphants intéressent d'autant plus Foucher, que Monsieur de Buffon lui a fait l'honneur de lui demander des éclaircissements sur la manière dont ces animaux s'accouplent. Foucher pense que la femelle se couche sur le dos, dans un endroit un peu creux. (Buffon, un instant tenté par cette explication, ne s'y attardera heureusement pas dans son « Histoire Naturelle ». Il observe aussi le comportement d'un petit éléphant avec sa mère ; tête-t-il avec sa trompe ? « Non, assure Foucher, le petit éléphant tête sa mère, en n'y employant jamais que la bouche ». Un de ses amis a vu aussi la scène, « ce dont il a même fait tirer une estampe qu'il se propose d'offrir à Monsieur de Buffon ».

Il achète en 1755, à un Indien vagabond, un petit loris. « Je pris peu de temps après le parti de le laisser en liberté dans la chambre où je couchais. Ce petit animal a péri par accident ; il paraissait s'être attaché à moi. *J'avais l'usage* de le caresser, surtout après lui avoir donné à manger. Les marques de sa sensibilité consistaient à prendre ma main et à la serrer contre son sein, en fixant ses yeux à demi-ouverts sur les miens. » Foucher d'Obsonville ne part jamais pour ces randonnées sans emporter quelques provisions destinées à ses amis les singes. — « Comme ces sortes de rencontres étaient un de mes amusements, toujours soin d'être fourni d'une petite vision de pois grillés. Lorsqu'en route, pour me reposer, je m'arrêtais dans l'enceinte d'un temple antique, mon habillement indien n'inspirait aucune défiance à ces maux. »

Ce fervent des bêtes se devait d'avoir un chien. Le sien était un mâtin qu'il avait élevé dans l'Inde. Cet animal suivit un jour son maître, qui, de Pondichéry, devait se rendre dans le Haut-Maïssour, en traversant/ beaucoup de plaines, de montagnes et

de rivières. Arrivé à Benglour, après trois semaines de voyage, Foucher eut le chagrin d'égarer son chien qui, refaisant le long trajet en sens inverse, retourna à Pondichéry,..» et se rendit tout droit à la maison où son maître avait coutume d'habiter. Ce fut un grand sujet d'émerveillement pour le sensible baron.

FOUCHER D'OBSONVILLE ÉCRIVAIN

Outre son « Essay sur les mœurs des animaux étrangers » Foucher écrivit plusieurs ouvrages consacrés aux mœurs indiennes, et restés inédits. Ces manuscrits originaux subsistent dans notre bibliothèque, avec le parchemin daté de 1771 cacheté de cire aux armes de France, par lequel Louis XV nommait notre héros capitaine d'infanterie en pied « car tel est notre plaisir ».

L'amertume de voir ses gros in-folios, fruits de quinze ans de travail, condamnés à ne jamais voir le jour, transparait plusieurs fois dans les textes du baron : « J'ai souvent regretté des peines si ridiculement employées ». Sans doute estime-t-il également que les nombreux témoignages de satisfaction donnés par ses supérieurs ne récompensent que faiblement ses mérites. Il note avec une amertume non dissimulée : « Peut- être trop peu propre à solliciter je n'ai été honoré d'aucune des récompenses qui, au moins après un laps de temps quelconque, sont accordées au sujet même le plus médiocre. »

Pauvre « oncle d'Obsonville »...

Schulmeister



Le nom de Schulmeister est connu du public par un feuilleton de télévision des années soixante-dix, mais les aventures que présentait ce feuilleton étaient tellement éloignée de la réalité que c'est comme si le public ne le connaissait pas.

Karl Ludwig Schulmeister naît le 5 août 1770, à Neue-Freistett, dans le duché de Bade, à quelques kilomètres de la frontière française. Il est le sixième enfant d'un pasteur luthérien, qui le fait entrer à 15 ans comme cadet dans les hussards de Conflans, qu'il

quitte presque aussitôt pour terminer ses études. En 1788, il devient greffier de justice, à Kork, à 8 km de Kehl, ville-frontière, sur la rive droite du Rhin. Il n'y reste que peu de temps et se livre ensuite à l'agriculture.

Le 20 février 1792, à 21 ans, il épouse, à Sainte-Marie-aux-Mines, une jeune fille de 18 ans, Louise Charlotte Unger (1773- 1844), fille de Jean-Charles Unger, directeur des Mines de Sainte-Marie et de Marie Charlotte Schreiber.

Ernest d'Hauterive dépeint Schulmeister à cette époque comme « un petit homme, d'environ 1,65 m, trapu, sans lourdeur, respirant la force et l'audace. Sa chevelure d'un roux fauve (qu'il devait transmettre à tous ses enfants et petits-enfants) encadre son visage entièrement rasé et lui donne une apparence toute particulière. Ses petits yeux, d'un gris-brun très clair tout pétillants d'esprit ».

Le contrebandier

Si, à l'époque, la frontière franco-allemande est aussi poreuse qu'aujourd'hui pour les riverains du Rhin, qui parlent la même langue sur les deux rives et passent sans trop de difficulté d'une appartenance badoise à une appartenance alsacienne, il n'en est pas de même pour les marchandises, que surveillent les douaniers. Profitant des troubles en France, Schulmeister se livre à la contrebande, activité rentable mais dangereuse, parallèlement à une activité officielle de marchand de fer. Il la pratique à une grande échelle, fondant ainsi le début de sa fortune.

En 1794, il fait la connaissance de celui qui va être son mentor, Savary, futur duc de Rovigo, alors commandant, en mission par trois fois dans la ville. Avec sa petite équipe de contrebandiers, Schulmeister est partout et commence une activité de renseignement pour les armées. En l'an V (1797), il entreprend des démarches pour devenir citoyen français, francise ses

prénoms et s'établit à Strasbourg. En 1798, il est officiellement épicier et marchand de tabac à Strasbourg, et, officieusement, toujours contrebandier, tout en mettant en place son réseau d'informateurs, renseignant les armées de la République sur les mouvements de l'ennemi, mais aussi sur les activités des français en Allemagne et en Suisse et sur celles des Jacobins des deux rives du Rhin.

En Italie

Durant les guerres d'Italie, en 1797, il aurait pénétré dans Coni occupée par les Français et assiégée par les Autrichiens, déguisé en marchand, puis se serait présenté au commandant français comme un aide de camp de Masséna porteur d'un faux ordre de capitulation, ce qui aurait déterminé le commandant à rendre la place à l'ennemi. A partir de là, les Autrichiens eurent une grande confiance dans Schulmeister, qui put ainsi circuler librement chez l'ennemi et se livrer à ses activités préférées : le renseignement, mais au si l'intox.

En juin 1800, pendant la bataille de Marengo, qui se présente mal pour Bonaparte, il s'introduit auprès du commandant en chef autrichien, Melas, toujours comme espion autrichien, et lui annonce que le corps de Suchet arrive pour renforcer Bonaparte (ce n'est pas faux, mais, en réalité, Suchet est encore trop loin pour inquiéter les Autrichiens). Aussitôt, Melas, sans vérifier l'information, détache un corps de cavalerie à la rencontre de Suchet ; ce faisant, il affaiblit son propre corps de bataille et soulage d'autant Bonaparte, qui peut tenir jusqu'à l'arrivée d'un autre corps, celui de Desaix. La manœuvre d'intoxication de Schulmeister a déterminé la victoire.

La protection de Savary ne le met pas à l'abri des poursuites judiciaires au titre de ses activités de contrebande. Quand Savary vient le chercher à Strasbourg en septembre 1805, pour participer à la campagne de 1805, Schulmeister sort d'un séjour en prison,

libéré sous caution de 45 000 francs et a été expulsé de France. Mais la campagne commençant, il accompagne Savary derrière les lignes ennemies. Ils y font une si ample moisson de renseignement que Savary le présente à l'empereur à Strasbourg.

En Allemagne

Il repart Outre-Rhin et entame une manoeuvre d'intoxication à double détente à l'égard des Autrichiens. Il répand parmi les espions autrichiens la fausse information selon laquelle Napoléon va attaquer par le nord au débouché de la Forêt Noire, puis il se présente à l'un des chefs autrichiens en lui dévoilant la vérité (Napoléon va encercler Ulm en coupant les Autrichiens du Tyrol et de l'Italie), semant ainsi l'incertitude chez l'ennemi. Puis, alors que le général autrichien Mack est assiégé dans Ulm, Schulmeister y fait envoyer par porteurs des dépêches assurant qu'un coup d'État a eu lieu à Paris pour renverser Napoléon, que les Anglais ont débarqué en Normandie et que l'armée française va retraiter. Schulmeister ne s'en tient pas là : il s'introduit dans Ulm déguisé en meunier, obtient audience de Mack en tant qu'agent autrichien et lui confirme les yeux dans les yeux les « informations » relatives aux événements de France. Cette intoxication conduit Mack à s'abstenir de tenter une sortie risquée et à attendre passivement le départ des Français. Ce départ ne se produit pas et Mack est finalement contraint à capituler, le 20 octobre 1805, ce qui lui coûtera la dégradation et plusieurs années de forteresse. La commission d'enquête reprocha entre autre à Mack de ne pas avoir tenu compte des informations données par l'un des meilleurs espions autrichiens sur la manoeuvre d'encerclement des Français. Ce meilleur espion, c'est Schulmeister !

Après la reddition, Savary envoie Schulmeister vers l'est, pour éclairer la marche rapide de la Grande armée. Il parcourt 400 kilomètres en 4 jours, rencontre en chemin un officier autrichien de ses amis et obtient des informations. Il apprend que les Russes vont effectuer un mouvement de repli, car ils veulent attendre

l'arrivée du reste de leur armée avant d'engager une bataille. Quelques jours plus tard, il est arrêté par les Autrichiens mais il réussit à s'échapper.

Le 10 novembre 1805, il réapparaît devant Vienne et se présente à Savary ; il invente un subterfuge pour permettre aux Français, qui occupent le Prater, de pénétrer dans Vienne sans effusion de sang. Se faisant passer pour une personnalité autrichienne, porteur de papiers importants pour le commandant de la place, il crée la confusion à l'entrée du pont du Thabor, dont profitent les grenadiers d'Oudinot pour passer en force.

Le 15, il est nommé commissaire général de la police de sûreté (préfet de police) au sein du gouvernement militaire français installé dans la capitale autrichienne et confié au général Andréossy. Du 15 novembre 1805 à la mi-janvier 1806, sous le nom de M. Charles, il déploie une grande activité dans la recherche des dépôts d'armes et de matériel de guerre autrichiens, dans la surveillance de la population et dans la recherche de renseignements sur les armées ennemies. Grâce à un vaste réseau d'émissaires qu'il envoie jusqu'en Hongrie, il assure l'ordre et la tranquillité pendant toute l'occupation, avec des effectifs très faibles. Durant les quinze jours qui séparent l'entrée dans Vienne de la bataille d'Austerlitz, il s'éclipse pour se rendre dans la zone tenue par l'armée russe de Koutousov.

Après la paix de Presbourg, il commet cependant l'erreur de rester à Vienne alors que les troupes françaises s'en vont. Il est ainsi arrêté par les Autrichiens le 31 mars 1806 et restera emprisonné jusqu'au 31 juillet 1806.

C'est à ce moment-là que l'agent secret, revenu très riche de la guerre (on cite le chiffre de 4 millions de francs-or pour le

montant de sa fortune) réussit à acheter le grand domaine de la Canardière, à la Meinau, au sud de Strasbourg⁴⁶.

L'agent au combat

Mais la guerre va reprendre, cette fois à l'initiative de la Prusse, et Schulmeister reçoit une lettre de Savary en date du 17 septembre 1806, qui lui demande de repartir en mission chez l'ennemi.

Entre la déclaration de guerre prussienne du 1^{er} octobre et les victoires françaises d'Auerstedt (Davout) et Iéna (Napoléon), le 14 octobre 1806, il ne s'écoule que deux semaines. Un tel résultat est dû à l'efficacité de l'organisation de la Grande armée, mais également au travail de renseignement. Le 29, cinq jours après l'entrée de l'armée dans Berlin, Savary est chargé, de pourchasser la cavalerie prussienne avec cent dragons et avec Schulmeister en avant-garde, infatigable, qui déploie une fois de plus ses qualités de sang-froid, de courage et de présence d'esprit.

S'ensuit une chevauchée qui les mène jusque sur la Baltique, à l'est de Lübeck. Après la bataille de Waren, Savary reçoit l'ordre de poursuivre le général Usedom puis de s'emparer de Wismar. Escorté de sept hommes, Schulmeister prend la ville dans la nuit du 4 novembre 1806 en faisant prisonniers une quinzaine d'officiers et une centaine d'hommes composant la garnison de la ville. Attaqué par un escadron de hussards, il parvient à les repousser. Le lendemain, Savary, à la tête de cinquante hommes et d'une bonne artillerie, marche contre le corps d'Usedom fort de trois mille hommes, qui se rend presque sans combat.

⁴⁶ « Cela paraissait naturel à tous qu'un homme qui avait découvert un matériel de guerre s'élevant à des millions soit aussi largement récompensé » (Abel Douay et Gérard Hertault, Schulmeister p. 105).

De Wismar, notre homme s'empare, avec vingt-cinq hussards, de Rostock où il trouve dix-huit navires dans le port. La ruse, la séduction qu'il déploie sont déterminantes, plus que la force brute. Il participe au siège de Dantzig et, après la capitulation de la ville, il rejoint la Grande Armée pour la campagne de Pologne.

Le 16 février 1807, le réseau de Schulmeister intercepte un courrier du commandant en chef russe (Bennigsen), qui permet de déjouer une manœuvre de débordement et de remporter la victoire d'Ostrolenka. A Friedland (14 juin 1807), le maître espion reçoit une blessure au-dessus de l'oeil droit, dont il parlera toujours avec fierté. Au lendemain de l'occupation de Königsberg, le 16 juin, l'Empereur nomme Savary gouverneur de Königsberg et Schulmeister, préfet de police. « Monsieur Charles » exerce ces fonctions jusqu'au traité de Tilsit (juillet).

Police et renseignement à nouveau

À l'entrevue d'Erfurt (27 septembre-14 octobre 1808), il est chargé de la sécurité de l'empereur, du tsar Alexandre I^{er} et des rois et princes de la Confédération germanique qui y sont réunis, avec « le faste inouï » d'un « camp du drap d'or », ce qui signifie aussi informer l'empereur de ce que disent et pensent les souverains invités. Cette surveillance efficace ne lui permettra cependant pas de mettre à jour la trahison de Talleyrand, qui devient de plus en plus prononcée.

Le 10 avril 1809, les Autrichiens franchissent l'Inn. Napoléon en avait été prévenu par le télégraphe optique, qui n'aurait mis que cinq minutes et cinquante-deux secondes pour transmettre l'information. Dès le 13 avril, l'Empereur quittait Paris et le 17 avril, il était sur les lieux.

Le 21 avril 1809, les ponts de Landshut sont pris d'assaut. Avec Mouton et le 17^e de ligne, Savary et le 13^e de ligne, Schulmeister participe à l'attaque. Après un bombardement, Vienne est

occupée les 12 et 13 mai 1809. La population autrichienne en général et viennoise en particulier, est plus hostile aux Français qu'en 1805. Le subterfuge qui avait marché alors, pour entrer dans Vienne, n'est plus possible. Une tentative d'entrée en douceur échoue, Savary et Schulmeister, habillés en bourgeois aux abords de la ville sont rapidement entourés par une foule hostile et M. Charles est obligé de brûler la cervelle d'un des meneurs pour se dégager.

Le 18 mai 1809, la police lui en est une seconde fois confiée. C'est donc dans un contexte hostile qu'il doit assurer la subsistance de la ville, l'ordre public autant que la sécurité de l'empereur (c'est à cette époque qu'on arrête et exécute un étudiant qui projetait d'assassiner Napoléon) et de l'armée, qui se bat à quelques kilomètres au nord. C'est aussi pendant sa magistrature qu'ont lieu les obsèques de Haydn. Il s'efforce dans ces fonctions de concilier la fermeté et le souci de ne pas envenimer les relations avec la population. Il active ses réseaux en Hongrie, puis s'y rend lui-même sous couvert d'achat de chevaux, pour renseigner l'empereur sur le soulèvement anti-français qui se dessine dans ce pays.

Fausse monnaie et cercles de jeu.

Après la signature du traité de paix, le 14 octobre 1809, l'armée française quitte Vienne et Schulmeister rentre à Strasbourg. Entre 1810 et 1813, il ne suit plus la Grande armée, mais se livre à la fausse monnaie pour le compte du Gouvernement, dans le but d'affaiblir les monnaies anglaises et autrichiennes. Il diffuse ainsi de faux billets anglais, notamment via Hambourg. C'est un certain Lale, premier graveur d'écriture au ministère de la Guerre qui avait été chargé de réaliser les plaques de cuivre nécessaires à l'impression des faux billets. Sous la Restauration, devant les questions posées par les Anglais, Louis XVIII fera étouffer l'affaire. La fausse monnaie est aussi l'une des sources de financement des activités de renseignement et de contre-

espionnage de Savary et de M. Charles. L'autre source est les maisons de jeux, à Paris et dans l'Empire et même dans les villes occupées, où ils en ouvrent dès les premiers jours de l'occupation. Ces maisons sont aussi des lieux où recueillir des renseignements ou recruter des agents, parmi les joueurs décavés. Et comme il existe une porosité certaine entre les caisses de l'Etat et celles de M. Charles, les recettes considérables de ce genre d'établissement contribuent à sa fortune⁴⁷.

Il reprend du service durant les campagnes d'Allemagne (1813) et de France (1814) et il fournit à l'empereur des renseignements, car il est l'un des derniers en qui Napoléon ait confiance, mais on n'en connaît pas le détail. En tous les cas, les archives autrichiennes le signalent sur la ligne de front ou sur les arrières des Alliés.

L'homme arrivé

Quoique fils, petit-fils, frère et beau frère de pasteurs luthériens, Schulmeister est membre de la franc-maçonnerie (comme l'étaient aussi beaucoup de généraux de l'Empire). Si la mentalité de l'époque ne permet pas d'accorder la Légion d'honneur, ni un titre d'Empire à un espion, elle n'interdit pas de lui accorder des gratifications généreuses, pour prix de ses équipées, il est vrai harassantes et dangereuses. En outre, disons clairement que la guerre permet des profits de toutes sortes, surtout pour un contrebandier : revente de chevaux ou de navires confisqués dans les territoires ennemis occupés gratifications versées plus ou moins volontairement par les villes occupées (à l'époque, on appelle cela joliment des *douceurs*, mais on n'est pas loin du racket), qui font rapidement de notre héros un homme riche.

Il compense l'absence de décorations et de reconnaissances officielles par l'étalage du faste. Dans le vaste domaine de la

⁴⁷ Il conserva, avec un associé, la ferme des jeux jusqu'en 1819.

Meinau, il fait construire un château (1806-1808, aujourd'hui disparu), entretient un élevage, cultive la betterave et crée une raffinerie de sucre (qui fera faillite en 1818). En 1810, il achète le château du Piple, qui existe toujours, à Boissy-Saint-Léger (Val-de-Marne), qui a appartenu à Maurice de Saxe, à Mahé de La Bourdonnais et à Boulay de la Meurthe, qui le vendit à Schulmeister. Il est aussi propriétaire de deux immeubles à Paris : au n°14 rue Taitbout (9e) et au n°36, rue de Bondy, (10e - aujourd'hui rue René Boulanger).



Boissy-Saint-Léger, château du Piple

À la Meinau, son épouse, Charlotte, reçoit, en avril 1809, l'impératrice Joséphine, la reine Hortense, la reine Catherine de Wurtemberg, épouse du roi Jérôme de Westphalie, et la grande duchesse de Bade. On raconte que, par ses activités de contrebande qui continuent, il se procure des marchandises anglaises (interdites en vertu du Blocus continental), et en fait profiter Joséphine. En son château du Piple, Charlotte se lie d'amitié avec sa voisine, l'épouse du maréchal Berthier, Marie Elisabeth Birkenfeld, qui possède Grosbois.

Dernières missions

Sous la Première Restauration, il fait le dos rond, maintient ses contacts actifs et, après le 20 mars 1815, il effectue de nouvelles missions pour l'Empereur. C'est ainsi que celui-ci le charge de porter une lettre, datée du 4 avril 1815, à Marie-Louise, restée à Vienne. Pour le remercier, Napoléon, lors de son embarquement sur le Bellerophon, le 15 août 1815, fait don à Schulmeister de son mobilier de campagne : sa petite table à écrire pliante et son fauteuil (Jacob-Desmalter, sans doute 1813), aujourd'hui au château de Fontainebleau, mais cela lui vaut aussi d'être remarqué par les Alliés, qui le mettent sous surveillance⁴⁸. Sur la route de Paris à Boissy-Saint-Léger, les Prussiens l'arrêtent par ruse et bien entendu en toute illégalité, le 27 juillet 1815, et il passe quelques mois en prison en Prusse, à Wesel. Il est libéré en novembre 1815, ayant rappelé aux Prussiens le comportement bienveillant qui avait été le sien lorsqu'il était préfet de Königsberg et, surtout, ayant accepté de payer une énorme rançon (sans doute au moins 400 000 francs). Il rentre en France et partage désormais son temps entre Paris, Strasbourg et la campagne, faisant l'objet d'une surveillance serrée de la police de la Restauration.

La retraite

Retiré des affaires publiques, il organise des fêtes somptueuses dans son domaine de Boissy-Saint-Léger jusqu'en 1819, date à laquelle il le vend au banquier baron Hottinguer. Sa fortune lui permet d'être l'ami des nécessiteux et un mécène. Mais, ayant misé toute sa fortune sur la culture de la betterave et l'industrie du sucre, à contre-cycle, il est ruiné de fond en comble en 1843, et se trouve dans la gêne. Des amis lui obtiennent un débit de tabac qui est sa seule ressource.

⁴⁸ À Vienne, en 1815, on craignait un enlèvement du Roi de Rome par les Français (Schulmeister l'a toujours nié).

Son épouse meurt en 1844. Il vit à Strasbourg, dans une petite maison, au n°3, place Broglie⁴⁹, avec ses douze chats angoras. Ses deux filles, Julie et Joséphine, vivent dans le même quartier.

Après le coup d'État du 2 décembre 1851, alors que Napoléon III effectue un voyage officiel en Alsace, Schulmeister, qui n'a pas demandé audience, a la surprise de voir l'Empereur débarquer chez lui pour le saluer. Toutefois, pas plus que son oncle, celui-ci ne lui remettra les insignes de la Légion d'honneur, en dépit des services qu'il a rendu au pays.

Il meurt le 8 mai 1853, âgé de 83 ans, et est inhumé au cimetière Saint-Urbain, à Strasbourg. Tout Strasbourg se presse à son enterrement, le préfet prononce son éloge et la presse locale salue la mort de Charles Schulmeister, « ancien commissaire général des armées impériales », un titre qu'il n'avait jamais eu...

⁴⁹ Dans cette petite maison naîtra, en 1858, une autre personnalité : Charles de Foucault (1858-1916).

Le colonel Boutin

Vincent-Yves Boutin est né en janvier 1772 au Loroux-Bottereau près de Nantes, dans une famille de six enfants, dont le père, maréchal-ferrand aisé, sera élu maire de sa commune pendant la Révolution. Il est envoyé au collège des Oratoriens de Nantes, dont le préfet des études est Fouché, le futur ministre de la Police. Dans l'exaltation des guerres de la Révolution, il s'engage comme élève-officier du génie, à l'époque où son père et un de ses frères sont victimes des massacres de Nantes. Il est nommé officier en 1794 et participe aux campagnes de l'époque, aux Pays-Bas et en Allemagne, dans l'armée de Moreau, puis en Italie. Il mène des travaux de défense et de fortification en République cisalpine.

Mission à Constantinople (1806)

En 1806, ses qualités d'ingénieur des fortifications le font choisir pour se rendre à Constantinople, auprès de l'ambassadeur de France auprès de Sélim III, Savary (encore lui), afin d'établir les défenses du détroit contre la flotte britannique commandée par l'amiral John Thomas Duckworth comme contre les visées russes. Il est arrêté en chemin à Raguse (Dubrovnik) par les Russes (c'est l'époque où les îles illyriennes ont été occupées par la Russie), mais est libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers entre les deux pays. Boutin s'acquitte de cette mission avec célérité et diplomatie, et les Britanniques battent en retraite. En récompense, il est décoré de l'ordre ottoman du Croissant, qui s'accompagne d'une gratification de 40 000 francs-or. Il en profite pour faire un relevé cartographique des détroits, dans la perspective d'une éventuelle expédition française vers le Moyen-Orient par la voie terrestre⁵⁰ et, en tant que conseiller technique du commandant en chef turc, Ibrahim pacha, il s'immerge dans le

⁵⁰ Cf. Notice relative à Phélyppeaux.

monde turc, sa langue, ses coutumes et ses costumes, ce qui lui sera utile par la suite. A la suite de ce succès, il est nommé chef de bataillon en décembre 1807 et chevalier de la légion d'honneur en janvier 1808.

Mission à la régence d'Alger (1808)

Napoléon nourrit depuis longtemps un grand projet, celui d'une expédition en Afrique du Nord, dans le but de combattre le commerce et l'influence de l'Angleterre et, éventuellement, d'annexer cette partie du monde en faisant de la Méditerranée un "lac français". En 1802, en riposte aux pirateries des « Barbaresques », il fait exécuter par la Marine une démonstration de force devant Alger, qui aboutit à la restitution par le Dey des navires et des prisonniers français qui se trouvaient en sa possession. A cette occasion, le capitaine Berge en profite pour effectuer une rapide reconnaissance des lieux. La mission de Boutin s'inscrit dans la continuation de celle de 1802.

Reconnaissance des fortifications d'Alger

L'amiral Decrès, ministre de la Marine et des Colonies, responsable de ce projet, choisit, pour recueillir sur place les informations nécessaires, Boutin, comme le plus qualifié pour remplir cette mission. Boutin s'embarque le 9 mai 1808, à Toulon sur le brick Le Requin. La traversée est mouvementée, car le navire a à subir l'attaque d'un bâtiment anglais. Le combat tourne à l'avantage du vaisseau français, qui mouille dans la rade d'Alger le 24 mai, après une escale à Tunis. Accueilli par le consul de France, Dubois-Thainville, Boutin, se fait passer pour un commerçant proche partent du consul et effectue jusqu'au 17 juillet, une périlleuse mission où il devra mettre en œuvre toutes ses qualités. Il rencontre en effet de grands obstacles dus aux interdictions qui ferment aux "croumis" l'accès d'une grande partie d'Alger et de ses environs, ainsi qu'à la surveillance étroite dont il est l'objet par les autochtones.

Boutin ne perd pas de temps et se met à l'œuvre. Il se promène et flâne dans la ville et à la campagne. Il dépasse même de trois ou quatre lieues les limites assignées aux Européens. En plus d'une occasion, sa témérité met en danger sa vie et même celle des autres Français du consulat. Ses excursions répétées et parfois éloignées exaspèrent le Dey, méfiant, qui lui fait adresser à plusieurs reprises des observations et même des menaces par le consul. Rentré au consulat, il passe la nuit à mettre au point toutes ses observations. Il a à sa disposition un document important, le livre du docteur Shaw qui, même après soixante-dix ans, est encore à l'époque l'ouvrage le plus exact sur les Régences⁵¹ de l'Afrique du Nord. À Sidi-Ferruch, il a la conviction, compte tenu de la topographie des lieux, que c'est là que doit avoir lieu le débarquement. Il lui reste à reconnaître la route directe qui, de Sidi-Ferruch, mène à Alger, ce qu'il fait avec une précision remarquable. Après cinquante deux jours passés en terre africaine, Boutin rembarque le 17 juillet 1808 à bord du *Requin*.

Retour mouvementé

Au retour, le bateau est attaqué par la frégate anglaise, *Le Volage*, près de La Spezzia. Boutin jette tous ses papiers à la mer avant d'être fait prisonnier le 16 août à Malte, alors occupée par les Anglais. Le travail de tant de jours et de nuits est perdu ? Pas tout à fait ! Il réussit à sauver un carnet de croquis habilement dissimulé dans ses vêtements. Considéré comme civil, il jouit d'une certaine liberté sur l'île et, grâce à des Ragusains amis de la France, il s'embarque comme matelot à bord d'un navire de commerce qui l'amène à Smyrne, d'où il rejoint Constantinople.

Rapport

⁵¹ Nom donné alors aux provinces turques d'Afrique du Nord : on parle de la régence de Tunis, d'Alger, etc.

Enfin rentré à Paris, le 29 octobre, il reconstitue grâce à son petit carnet et surtout sa mémoire prodigieuse le dossier perdu, et rédige un rapport qu'il remet à Decrès début 1809. Comme l'a écrit François Charles-Roux : « *C'est un document capital, qui constitue la première étude compétente des conditions d'une expédition militaire contre Alger, le premier exposé méthodique des données nécessaires à connaître pour l'entreprendre et avec lequel aucun mémoire antérieur, même utile, ne supporte la comparaison.* »

Dans ce rapport, Boutin confirme que Sidi-Ferruch est le lieu idéal pour un débarquement. Il en explique les raisons. Il décrit la meilleure manière d'attaquer les positions de défense. Il évalue les forces du Dey. Il signale les conditions de succès d'une expédition : célérité, vigueur et unité de commandement. Il donne des conseils sur l'attitude à adopter vis-à-vis des indigènes : respect des personnes et des biens. Ce rapport est complété par un atlas de 15 cartes et plans. C'est un véritable chef-d'œuvre dont Napoléon se déclarera très satisfait.

Mais l'empereur, absorbé par des affaires plus pressantes, doit renoncer à son projet et le rapport de Boutin est classé aux archives de l'Armée. Cependant, il aura ultérieurement une influence considérable, et même décisive, sur la réussite de l'expédition de 1830. En 1827, en effet, après le « coup d'éventail » infligé au consul Deval, le projet d'expédition est repris et le mémoire de Boutin ressorti des archives. Le plan qu'il préconise est unanimement choisi et ses conclusions adoptées. Dans un rapport au roi Charles X, les ministres concluront à la possibilité d'un débarquement à Sidi-Ferruch et à la conquête d'Alger par des moyens qui ne sont autres que ceux indiqués par Boutin. C'est en suivant point par point ses suggestions que réussira une entreprise si souvent tentée en vain. Pour apprécier ce succès à sa juste valeur, rappelons que pendant plusieurs siècles aucune tentative pour s'emparer d'Alger n'avait réussi. Ni les Espagnols, ni les Anglais n'avaient pu, malgré leurs

bombardements tonitrueux, soumettre la capitale. Boutin a bien été le précurseur de l'Algérie française.

En mémoire de ce rôle déterminant, le nom de Boutin fut donné à un village de colonisation dans la région de Sidi-Bel-Abbès et un monument érigé à Dély-Ibrahim, dans les environs d'Alger.

La Cinquième coalition se constitue et Boutin est affecté à l'armée d'Allemagne, à l'état-major du général Bertrand. Blessé d'un coup de bisciaïen à la cuisse lors de la bataille de Wagram en juillet 1809, il doit effectuer une longue période de convalescence, puis est nommé commandant du génie du 4^{ème} corps (Masséna) début 1810, puis directeur des fortifications d'Ostende en juin. Il est nommé colonel en août, à l'âge de 38 ans.

Mission au Levant (1811-1815)

Le 30 juin, Napoléon ordonne de lui confier une "mission orientale", qui est en fait la plus importante et la plus périlleuse des missions qui lui aient été confiées, car elle relève d'une vision géopolitique très ambitieuse de Napoléon, vision qui consisterait à rallier à la France les chefs bédouins des territoires qui constituent actuellement la Syrie, le Liban et la Jordanie, afin de faire du Proche-orient une base de départ pour l'armée française, à destination soit de la Perse et de l'Inde, soit de l'Égypte. Nous avons effleuré les grands ambitions géopolitiques de Bonaparte en Orient à propos du baron de Tott et du comte de Boigne et nous y reviendrons avec Phélyppeaux. La mission de Boutin est une mission d'information, destinée à étudier la situation politique et militaire à Alexandrie, au Caire, à Damiette, Saint-Jean d'Acre, Alep, Damas, Alexandrette, Tripoli de Syrie, sans éveiller l'attention de quiconque et à nouer les contacts utiles.

Simplement accrédité comme agent du commerce extérieur auprès des consuls de France au Levant Boutin arrive fin mai 1811 à Alexandrie et gagne le Caire, Invité à une fête donnée à

Alexandrie, Boutin a, à côté de lui, une très belle femme, distinguée; c'est Lady Stanhope⁵², qui aime la France et les Français, et admire Napoléon. « *Vous êtes un espion de Bonaparte* », lui-dit-elle. « *Oh non, je ne suis qu'un pauvre archéologue* », répond-il. Puis il sillonne la Haute-Egypte, sous couvert de commerce et d'archéologie, et traverse le Sinäï. En mars 1814, on le retrouve en Syrie, où il s'assura les services d'un factotum Syrien, qui écrivit par la suite ses souvenirs et grâce auquel on connaît quelques détails de cette mission. Il retrouve Lady Stanhope.

Il disparaît mystérieusement en août 1815, dans les monts Ansariès (Syrie), près du village d'El Batta, au cours d'une expédition, alors qu'il était sur le point de rentrer en France. A-t-il été assassiné ? Nul n'a pu en faire la preuve, mais on lui prête une liaison avec Lady Stanhope, bien qu'elle fût un agent anglais. Selon certains auteurs, mission terminée, avant de regagner la France, il aurait voulu revoir les ruines de Baalbek. Il confia ses papiers à son amie, en lui disant que son absence serait de courte durée. Celle-ci se prolongeant, Lady Esther envoya ses gens à sa recherche, qui lui rapportèrent qu'ils avaient trouvé son corps, près d'Alep, où Boutin aurait été assassiné, vers juillet 1815. Lady Stanhope fit mander au pacha de Saint-Jean d'Acre une expédition pour rechercher et punir les meurtriers présumés de Boutin (la tribu des Haschichins). Elle déclara son admiration pour le défunt explorateur dans une lettre qu'elle envoya au frère de Boutin.

⁵² Riche nièce (1776-1839) du premier ministre britannique William Pitt. Après de nombreux voyages et aventures, lady Esther se fixe dans le pays druze, où elle se fait construire, dans les hauteurs solitaires des monts du Liban, un palais jardin. Elle s'y ruine, mais acquiert auprès des Druzes une réputation de « prophétesse ». Elle a inspiré le personnage central du roman de Pierre Benoît, *La chatelaine du Liban*.

Magda d'Andurain

La châtelaine du Liban



Le XX^{ème} siècle a été fertile en destinées extraordinaires d'agents secrets, favorisé par les conflits politiques, la concurrence économique et les luttes idéologiques : Révolution russe, guerres mondiales, guerre d'Espagne, guerre sino-japonaise, guerre froide, développement technique entraînant le développement de l'espionnage industriel et le progrès des moyens dont disposent les agents. Face à cette abondance de matériel, nous avons choisi, de façon nécessairement un peu arbitraire, un exemple. Ce n'est ni un homme ni un agent professionnel, mais une femme à la vie

romanesque à une époque, l'entre-deux-guerre, où l'on fantasme beaucoup sur les espionnes et les aventurières.

Marguerite (dite Marga) Clérisse naît le 29 mai 1893 à Bayonne où son père est notaire. Chassée de plusieurs écoles religieuses pour ses amours saphiques⁵³, elle s'enfuit à quinze ans avec un lieutenant de hussard, Pierre d'Andurain, qu'elle épouse.

Après une première installation en Argentine, le couple se trouve au Caire en 1914 et les services secrets britannique recrute Marga pour infiltrer le mouvement nationaliste égyptien. C'est ainsi qu'elle fait arrêter son chef de l'époque Saad Zaghloul Pacha, Trois ans plus tard, T.E. Lawrence (le fameux Lawrence d'Arabie), l'envoie auprès d'Ibn Séoud comme « agent d'influence » britannique.

En 1923, elle s'installe à Palmyre et prend la gérance d'un hôtel pour touristes, appelé sans effort d'imagination inutile « *hôtel de la reine Zénobie* ». C'est là que Pierre Benoit, à la recherche de l'inspiration, la rencontre et va faire de l'hôtelière de Syrie la *Châtelaine du Liban*...

Est-elle un agent double, travaillant à la fois pour l'Intelligence service et pour le Service de Renseignement français ? Toujours est-il qu'un de ses amants, le colonel Sinclair, ancien lieutenant de Lawrence, va mourir mystérieusement empoisonné à Damas en 1925.

Marga divorce de Pierre d'Andurain et, en 1932, devient l'une des épouses de Ben Souleiman, le chef des méharistes d'Ibn Séoud, toujours pour jouer son rôle d'influence au profit de l'empire britannique. Elle affirme être allée à la Mecque déguisée

⁵³ Sources : R. Faligot et R. Kauffer, Histoire mondiale du renseignement, T. I Lafont.

en homme, avec son mari. Elle aurait ainsi été la première femme à voir la Mecque, mais, découverte, elle aurait été condamnée à mort, mais grâciée par Ibn Séoud.

En 1935, Ben Souleyman meurt empoisonné à son tour. Veuve, elle revient à Palmyre et se remarie avec Pierre en 1937, mais celui-ci va mourir peu après, dans sa baignoire, lardé de 17 coups de couteau. L'hypothèse du suicide semble devoir être écartée...

En 1939, on la retrouve en France, au Pays basque, où elle vit de la contrebande : drogue, armes, diamant. A ce moment-là, ce n'est plus à l'Intelligence Service mais aux services secrets allemands qu'elle émargerait. Toujours est-il que, pendant l'Occupation, elle est très proche de la bande de Bony et Lafont, la « Gestapo française », mais son fils étant, lui, très engagé dans la Résistance, elle va pouvoir arborer le brassard FFI à temps et, à la Libération, échapper aux ennuis.

Après la guerre, Marga s'installe à Tanger, nid d'espions et lieu idéal pour les amateurs de trafics en tous genre. Elle vit semble-t-il très à l'aise et, en 1948, après avoir, au passage, empoisonné son amant du moment, elle part en croisière pour la Grèce sur son yacht, le *Djeïlan*, avec un nouvel amant, Hans Abele, un ancien comparse de la Gestapo. Au retour, fin de partie : c'est Abele qui la poignarde (ce qui lui sauve peut-être la vie). Elle avait 55 ans⁵⁴.

Autour de la Révolution et de l'Empire

La Révolution et l'Empire, avec leur cortège de bouleversements sociaux et de drames, ont été très fertiles en destinées

⁵⁴ Cela dit, son corps, jeté à la mer, ne fut jamais retrouvé. Il y a donc encore place pour imaginer d'autres rebondissements.

romanesques à commencer par celle de Napoléon, de sa famille et de ses maréchaux (« le fabuleux destin de Désirée Clary »). Ces histoires sont trop connues pour figurer ici. Nous nous attacherons seulement à deux destinées tout aussi hors du commun, mais moins en vue.

Nous parlerons au chapitre suivant de Bonapartes, mais non pas de l'empereur, (son exclamation : « *Quel roman que ma vie !* ») pourrait servir de devise à tous les personnages de cet ouvrage) trop connu, mais à quelques figures originales et moins en vue de la grande famille des Bonaparte.

Jean-Antoine Leclerc de Milfort dit Tastanegy

L'Ardenais chef de guerre des Indiens Creeks.

Cet aventurier bien oublié est né le 2 février 1752 à Thin-le-Moutier, dans les Ardennes. Il s'engage à douze ans comme enfant de troupe dans le régiment d'Infanterie de Lorraine¹. Il est possible qu'il ait combattu en Corse.

En 1775, à 23 ans, à la suite, semble-t-il, d'un duel ou d'une rixe dans lequel il aurait tué un employé du Roi ivre, il quitte la France, s'embarquant sur un bateau, à Dunkerque où il est en garnison, pour la Norvège. Arrivé à Bergen, il avise un autre bateau partant pour les Amériques et décide d'embarquer à nouveau, pour cette destination.

Aventure américaine avec la nation indienne des Creeks

Arrivé en Nouvelle-Angleterre, Leclerc se rend à Boston et prend le nom de Lewis Milfort. Il séjourne à New York, Philadelphie, Baltimore, d'où il s'embarque pour la Virginie et, de là, gagne la Géorgie. Il est très vite en conflit avec des colons américains.

Parti de France depuis dix-sept mois, il s'introduit en 1776 au sein de la nation indienne des Creeks, à l'est du Mississippi (l'Alabama aujourd'hui), apprend leur langue et adopte leurs coutumes.

Les Creeks vivent principalement dans l'Oklahoma, l'Alabama, la Géorgie et la Floride, ce qui fait qu'à l'époque, ils ont pour voisins, à l'est et au nord, les Anglais (puis les Américains), et au sud, les Espagnols. Leur langue, le *muskoke*, fait partie de la famille des langues muskogéennes. Les Séminoles sont de proches parents des Muscogees et parlent également la langue creek.

Leclerc rencontre parmi le peuple Creek plusieurs blancs ou métis, dont Alexander McGillivray, fils d'un Écossais et d'une métisse, elle-même fruit des amours entre un Français et une Indienne Creek, et qui parle français. Chez les Creeks, c'est l'ascendance maternelle qui était déterminante. Leclerc-Milfort se lie d'amitié avec ce McGillivray qui est devenu un des chefs indiens.

En 1778, Leclerc-Milfort épouse Jeannett McGillivray, la sœur d'Alexander, dont il a deux enfants, Alexander et Polly.

Nous sommes à l'époque de la guerre d'indépendance des États-Unis et, comme beaucoup de groupes indigènes à l'est du Mississippi, les Creeks sont divisés sur le parti à prendre. Les Creeks des villes basses restent neutres et ceux des villes hautes s'allient aux Anglais et combattent les colons rebelles. Leclerc-Milfort a plaidé pour une position de neutralité des Amérindiens, mais n'a pas été suivi : Alexander McGillivray épouse la cause des Britanniques, considérant les colons comme des voleurs de terres, et entraîne les tribus amérindiennes dans des opérations — limitées — contre les Insurgés.

Leclerc participe aux combats et fait profiter les Creeks de sa vaillance, mais aussi ses connaissances militaires. A telle enseigne qu'en 1780, il est nommé *Tastageny* (*grand guerrier* en creek), pour sa combattivité, ses méthodes de guerre et ses subtilités tactiques, et devient le lieutenant de son beau-frère McGillivray. Leclerc-Milfort prend auprès de lui et éduque son neveu William Weatherford, selon la tradition tribale. Le jeune William deviendra aussi un chef de guerre sous le nom de Hopnicafutsahia, *Celui qui dit vrai*, ou Lamochattee, *Aigle Rouge*.

Puis, il s'éloigne de sa tribu et va voyager à travers les terres creeks. À la tête d'une bande de 200 guerriers, il vit quelque temps dans les grottes où l'histoire de la tribu aurait commencé, au-dessus de la rivière Rouge.

Lorsque la guerre est officiellement terminée en 1783, les Creeks s'aperçoivent que la Grande-Bretagne avait cédé sans les consulter certaines de leurs terres aux États-Unis naissants. L'État de la Géorgie a commencé à empiéter sur le territoire creek. Alexander McGillivray organise la résistance, recevant des armes des Espagnols de Floride pour combattre les Géorgiens expansionnistes. Un peu comme Vercingétorix à la fin de la Guerre des Gaules, McGillivray a œuvré à l'émergence d'un nationalisme creek et à la centralisation du pouvoir creek en luttant contre les chefs de village qui, individuellement, vendaient des terres aux États-Unis.

En 1784, un traité est signé entre les Creeks conduits d'Alexander McGillivray, et les Espagnols, qui recherchent l'alliance des Creeks contre les Américains. Leclerc revenu auprès de McGillivray, participe aux négociations avec les Espagnols.

Six ans plus tard après plusieurs tentatives de conciliation, le gouvernement américain se rapproche à son tour d'Alexander McGillivray et signe avec lui le traité de New York en août 1790. Par ce traité, McGillivray a cédé une part significative des terres creeks aux États-Unis alors sous la présidence de George Washington, en échange de la reconnaissance fédérale de la souveraineté creek sur le territoire restant⁴. Cependant, après la mort de McGillivray en 1793, la Géorgie a continué son expansion sur le territoire creek. Ce traité est très contesté par le peuple Creek et par Tastageny, même si celui-ci s'emploie à calmer les esprits.

Parallèlement, une nouvelle convention est signée avec les Espagnols en juillet 1792.

Retour en France

Ayant appris les changements intervenus en France à la suite de la Révolution, Leclerc-Milfort y revient, semble-t-il en 1795⁹⁶, après la mort de sa première épouse métisse, laissant ses enfants au sein de sa nation adoptive.

Il offre ses services à la République et, en particulier, propose d'organiser une armée des Creeks, alliée des Français, qui participerait à la protection

de la Louisiane française. Leclerc intéresse le Directoire et est reçu par Charles Delacroix, Ministre des Affaires Étrangères.

Il est promu général de brigade le 19 avril 1796 (avec un brevet au nom de François (?) Tastageny) et est prié de rester en France : on craint sans doute qu'il aille proposer ses services ailleurs.

Les années passent. Talleyrand, lui-même de retour des États-Unis où il s'était réfugié, succède à Delacroix au ministère des Affaires Étrangères. Le Consulat succède au Directoire. Le Premier consul Bonaparte s'intéresse sporadiquement à la Louisiane. Une expédition se prépare à Flessingue, comprenant douze navires de charge encadrés de navires de guerre pour y rétablir l'autorité française. Une autre est montée pour venir à bout de la révolte des Noirs de Saint-Domingue. Mais l'échec de cette dernière expédition, et l'opposition conjointe de l'Angleterre et des États-Unis décident le Premier Consul à abandonner ses projets en Amérique.

Leclerc-Milfort tente de relancer les idées qui lui sont chères auprès de Bonaparte et de l'opinion publique. Il publie un ouvrage sur ses années passées, sous le nom de Milfort-Tastageny. C'est le *Mémoire, ou coup d'œil rapide sur mes différents voyages et mon séjour dans la nation Creecks et général de brigade au service de la République Française*, un récit étonnant et unique. La première partie de l'ouvrage décrit son périple en terre américaine, et le contexte politique entre colons américains, Espagnols, Anglais et tribus amérindiennes. La deuxième partie décrit les mœurs des différents peuples côtoyés, et notamment des colons, des Creeks et des Choctaws.

Il réagit également à un article de la Gazette de France qui évoquait les vues américaines sur La Nouvelle-Orléans en parlant de cette région de façon condescendante comme d'« un morceau de terre à peu près inutile et insignifiant ». Leclerc répond en argumentant sur l'intérêt économique et politique de ce territoire.

Mais rien n'y fait. La conviction de Bonaparte est faite et la vente de la Louisiane le 3 mai 1803, clôt définitivement le dossier. Leclerc-Milfort doit renoncer : ses projets en Amérique n'intéressent plus. À défaut, il tente d'obtenir du Consul un commandement effectif sur le vieux continent, mais sans succès : le 12 mai 1803, il est mis en demi-solde. Ses multiples demandes de réintégration au service actif resteront sans suite. Puis en 1810, il est mis à la retraite, avec une solde non négligeable, mais sans avoir

commandé en Europe. Il est vrai que sa promotion dans l'armée française, passant de simple soldat au grade de général de brigade, avait été un défi spectaculaire aux règles usuelles sur l'avancement...

Il meurt solitaire à Vallevillier (Yonne) en 1821, à l'âge de 69 ans.

Thérèse Cabarrus

De Notre-Dame de Thermidor à la princesse de Chimay



François Gérard, Portrait de M^{me} Tallien (1804), château de Versailles.

Ses origines

Thérèse ou Thérésia Cabarrus, naquit le 31 juillet 1773, au palais de San Pedro, à Carabanchel Alto, près de Madrid.

Les origines familiale de Thérèse sont illustratives des relations économiques étroites qui se sont développées entre la France et l'Espagne au XVIII^{ème} siècle, surtout depuis la montée sur le

trône espagnol d'un Bourbon, en 1701. Non seulement le marché espagnol est un débouché plus important que jamais pour la production française, mais de nombreux hommes d'affaires et financiers français sont présents en Espagne.

La famille Cabarrus est originaire de la Navarre espagnole et vient au début du XVII^e siècle se fixer à Capbreton (Landes). Par son dynamisme dans le commerce elle acquiert une grande fortune.

Le père de Thérèse est la fille du financier François Cabarrus, né à Bayonne le 15 octobre 1752, mort à Séville le 17 août 1810, fondateur de la banque San Carlos (ancêtre de la Banque centrale espagnole) en 1782, anobli en 1789 par Charles IV d'Espagne avec le titre de comte, puis ministre des Finances de Joseph Bonaparte. Sa mère, Maria Antonia Galabert est la fille d'un de ces industriels français établis en Espagne.



Son père, François Cabarrus, peint par Goya.

L'Espagne et la France

Élevée en Espagne par une nourrice jusqu'à l'âge de trois ans, Thérèse Cabarrus est ramenée par son grand-père à Carabanchel. Elle ne reste que deux ans au milieu de sa famille. Elle est élevée par des religieuses en France de 1778 à 1783, d'où peut-être son hostilité aux ecclésiastiques. En 1785, elle peut regagner provisoirement le château familial. Elle est déjà très

belle et un jeune frère de sa mère demande sa main à François

Cabarrus, lequel, scandalisé (elle n'a que 12 ans), chasse son beau-frère de chez lui et envoie Thérèse à Paris pour y parfaire son éducation et se marier, mais cette fois-ci sa mère l'accompagne.

Mariage avec Devin de Fontenay

La première inclination amoureuse de Thérèse va à Alexandre de Laborde. Les deux adolescents se plaisent beaucoup, mais, bien que leurs deux pères soient originaires de Bayonne et financiers, le marquis Jean-Joseph de Laborde n'accepte pas ce qu'il considère comme une mésalliance.

François Cabarrus veut renforcer ses positions en France et le mariage de sa fille, le 21 février 1788, avec Jean Jacques Devin de Fontenay (1762-1817), conseiller à la troisième chambre des enquêtes du Parlement de Paris, fils d'un président de la Chambre des comptes et petit-fils d'une Lecoulteux, de la très riche et puissante famille de financiers de ce nom, fait partie de son plan. Et Lecoulteux et Cie compte sur ce mariage pour retrouver en Espagne son influence qui s'était dégradée. Les biens de l'époux sont estimés à 800 000 livres et sa charge lui en rapporte 60 000. La dot de la mariée, qui n'a que quinze ans, est de 500 000 livres.

La jeune marquise de Fontenay est présentée à la Cour. Ils vont aussi à la cour d'Espagne, où l'accueil chaleureux que fait la famille royale à Thérèse pousse le marquis de Fontenay, qui est dans le même temps méprisé, à écourter leur voyage.

Les débuts de la Révolution

Devin de Fontenay était un débauché et Thérèse Cabarrus décida que leur union ne serait plus que de façade. En ces débuts de la Révolution, Thérèse Cabarrus est l'ornement de la bonne société du Marais. Elle reçoit dans ses salons de grands noms du moment, comme La Fayette, les trois frères Lameth, Lepeletier de Saint-Fargeau, Rivarol, La Rochefoucauld, et Mirabeau. Elle s'est affiliée, en 1789, à la loge maçonnique, *la loge Olympique*. Elle

s'enthousiasme pour les idées à la mode. Elle croise à cette époque le secrétaire d'Alexandre de Lameth, un certain Jean-Lambert Tallien, fils du cuisinier d'un chatelain et peut-être batard de celui-ci. Il est ébloui par sa beauté, mais cela ne semble pas réciproque.

Elle a un fils, le 2 mai 1789, Théodore Devin de Fontenay (1789-1815), dont le père est peut-être Félix Lepeletier de Saint-Fargeau, le frère de Louis-Michel Lepeletier de Saint-Fargeau.

Un premier malheur la frappe. Son père subit à ce moment les inconstances de la haute fortune : il trouve, à la mort du roi d'Espagne, un implacable ennemi, en la personne du nouveau ministre Lerena. Il est arrêté le 21 juin 1790, et détenu avec une extrême rigueur.

En mars 1793, fuyant Paris, où la chasse aux aristocrates fait rage, elle se rend, avec son mari et leurs fils à Bordeaux. Pour ce faire, elle a obtenu des passeports délivré par Tallien, devenu entre temps secrétaire de la municipalité de Paris. Thérésa et son mari divorcent le 5 avril 1793. Elle lui donne des bijoux pour qu'il puisse émigrer et il l'abandonne, avec leur enfant de 4 ans.

A Bordeaux, la femme de plaisirs, de modes et de fêtes devient une bienfaitrice des pauvres, au service de la Convention. La ville subit les rigueurs de la Montagne, qui poursuit avec acharnement les derniers Girondins. Elle refuse de rejoindre l'Espagne et intervient auprès des révolutionnaires pour faire libérer certains membres de sa famille ou d'autres premières victimes de la Terreur, comme les Boyer-Fonfrède.

Début décembre 1793, elle est arrêtée à son tour et détenue dans des conditions difficiles au château du Hâ, la prison de Bordeaux, pour avoir fait libérer des suspects. Justement, Tallien, vient

d'être envoyé à Bordeaux comme représentant en mission. Elle lui écrit pour réclamer sa liberté ou l'intéresser à son sort.

Madame Tallien

Tallien, de plus en plus épris, la fait libérer et l'installe chez lui. Elle use de son influence pour protéger tous ceux qu'elle peut. Sous l'influence de sa passion amoureuse, le proconsul apporte moins de sévérité dans l'exécution des décrets du comité de salut public. Son dévouement va lui valoir le surnom de *Notre-Dame de Bon Secours*.

En décembre 1793 le *Discours sur l'éducation, par la citoyenne Thérèse Cabarrus*, (est) lu dans la séance tenue au temple de la Raison de Bordeaux, le 1^{er} décadi du mois de nivôse, jour de la fête nationale, célébrée à l'occasion de la reprise de Toulon, par les armes de la république.

Mais, en sauvant des vies, elle risque à nouveau la sienne. Cette liaison d'un conventionnel avec une riche aristocrate fait scandale. Tallien doit revenir à Paris pour se justifier. Thérèse Cabarrus l'y rejoint. Elle est devenue suspecte à Bordeaux après le décret du 16 avril interdisant aux ci-devant nobles de séjourner à Paris et dans les ports. Mais, à la suite d'un ordre du Comité de salut public signé Robespierre, Collot d'Herbois et Prieur de la Côte d'Or, elle est à nouveau arrêtée et enfermée à Paris, à la prison de la Force, puis à la prison des Carmes. Elle y est la voisine de Marie-Rose (dite Joséphine) Tascher de la Pagerie, veuve Beauharnais, qui aurait écrit de sa main un message contresigné par Thérèse sur un mur : « *Liberté, quand cesseras-tu d'être un vain mot ? Voilà dix-sept jours que nous sommes enfermées. On nous dit que nous sortirons demain, mais n'est-ce pas là un vain espoir ?* »

Le 25 juillet 1794, sur le point de passer en jugement, elle obtient du geôlier, qu'elle a subjugué, de faire passer un mot à Tallien : « *L'administrateur de police sort d'ici. Il est venu m'annoncer que, demain, je*

monterai au tribunal, c'est-à-dire à l'échafaud. Cela ressemble bien peu au rêve que j'ai fait cette nuit. Robespierre n'existait plus et les prisons étaient ouvertes. Mais, grâce à votre insigne lâcheté, il ne se trouvera bientôt plus personne en France capable de réaliser mon rêve »⁵⁵.

Cette missive est remise à Tallien par un marchand d'oublies alors qu'arpentant les Tuilleries, Fouché et Tallien ont une conversation animée, le premier essayant justement de convaincre le second de faire tomber Robespierre. Le mot de Thérèse le détermine à entrer dans la conjuration. Le jour propice est le surlendemain, 27 juillet (9 thermidor) ; il faut donc différer de 24 heures le jugement de Thérèse (car les condamnés sont exécutés le jour même de leur jugement), ce que Fouché obtient. Le jour venu, Tallien prend la parole à la Convention, empêche Saint-Just de monter à la tribune, on connaît la suite. Le jour même, Thérèse est libérée et retourne vivre avec Tallien.

Thérèse, qui avait déjà été *Notre-Dame de Bon Secours* à l'époque du séjour à Bordeaux, est surnommée *Notre-Dame de Thermidor*, car la révolution thermidorienne sauve de nombreuses vies. Son salon, dans sa maison des Champs-Élysées (allée des Veuves, future avenue Montaigne), devient célèbre. Elle apprend le dessin auprès de Jean-Baptiste Isabey et lance la mode néo-grecque.

On l'appelle depuis longtemps Mme Tallien, mais ce n'est qu'après thermidor qu'elle épouse Tallien, le 26 décembre 1794. Elle l'influence grandement dans son parcours politique pendant la Convention thermidorienne, mais l'abandonne bientôt, quand il est rejeté à la fois par les Montagnards et par les modérés, qui le jugent dépassé. Elle se sépare de lui en 1795. Elle a d'autres enfants, mais avec différents amants. Ils ne divorceront que le 8 avril 1802, après la naissance de trois d'entre eux.

⁵⁵ Selon d'autres sources, le mot disait simplement : « *Je meurs d'appartenir à un lâche.* »

Maîtresse de Barras (début 1797)

En 1796, les biens des époux Devin de Fontenay sont vendus. L'année suivante, Thérèse Tallien est l'amie de Lazare Hoche et de Juliette Récamier. C'est cette même année 1797 que Paul Barras, homme fort du nouveau régime, devient son amant. Dans son château de Grosbois, où, sans attendre d'avoir divorcé de Tallien, Thérèse fait office de maîtresse de maison, il accueille Joséphine de Beauharnais, M^{me} de Mailly, M^{me} de Chateaurenaud, Cambacérès, Talleyrand, Fouché, Savary, le financier Ouvrard, fournisseur des armées, Choderlos de Laclos, Benjamin Constant, Madame Récamier, Fortunée Hamelin, Mademoiselle Lange.

Le père de Thérèse, François Cabarrus, sorti de prison, est chargé par Godoy, alors chef du gouvernement espagnol et qui sait que l'ex-M^{me} Tallien est devenue la maîtresse de Barras, d'entamer des négociations avec la France. La signature du traité de Bâle (22 juillet 1795) met fin aux hostilités entre les deux pays. Elle entraîne aussi la réhabilitation de Cabarrus et son indemnisation pour ses trois années passées dans les geôles espagnoles.

Thérèse accouche d'un enfant mort-né le 20 décembre 1797, au château de Grosbois.

Maîtresse d'Ouvrard (automne 1798)

À l'automne 1798, Thérèse et le richissime financier Ouvrard se rencontrent au cours d'une chasse donnée au château de Grosbois. Le Directeur La Révellière-Lépeaux prétend qu'elle aurait fait l'objet d'un marché honteux entre Barras, qui n'est son amant que pendant un temps relativement court, et Ouvrard. À partir de cette date, Thérèse est fréquemment vue au côté du financier. À peine six mois après leur rencontre, celui-ci offre à sa

maîtresse l'hôtel de Chanaleilles⁵⁶, dont une des entrées se situe au n° 186 rue de Babylone, et l'installe au château du Raincy, qu'il loue en 1799. De cette relation naissent quatre enfants entre 1800 et 1804.

Ouvrard est nommé en 1798 fournisseur des vivres de la Marine et fournisseur de l'escadre espagnole, du fait des liens unissant Thérèse au ministre, l'amiral Bruix. C'est chez M^{me} Tallien que Bonaparte et Ouvrard se rencontrent. Ouvrard écrira plus tard dans ses *Mémoires* : « J'étais loin de prévoir qu'il tiendrait dans ses mains les destinées du monde et que son inimitié aurait une si funeste influence sur ma vie. »

« Notre-Dame de Thermidor » est la reine du Directoire et Bonaparte n'est encore qu'un jeune général qu'elle prend quelque peu sous sa protection. Elle va même jusqu'à lui faire fournir du drap par l'intendance car son uniforme est en très mauvais état et quand elle le voit dans son uniforme neuf, elle lui lance : « Eh bien, mon ami, vous les avez eues, vos culottes ! » La plaisanterie, qui fait rire tous ses futurs ennemis, n'est pas du goût du général alors sans affectation. Selon Ouvrard, il fait cependant une cour appuyée à Thérèse en débitant mille folies, mais n'en obtient, selon Barras, qu'un dédain qui le laisse sans espoir. Bonaparte se rabat sur la meilleure amie de Thérèse, Joséphine de Beauharnais, qui, bien que de 10 ans l'aînée de Thérèse (et de 6 ans celle de Bonaparte) est encore très belle, et qu'il épouse. Tallien et Barras sont les témoins des mariés et, bien entendu, Thérèse est présente à cette cérémonie.

Le coup d'État du 18 brumaire met un terme à la brève mais intense carrière publique de Thérèse. Bonaparte, qui l'a pourtant

⁵⁶ L'hôtel, qui existe toujours, a été restauré pour l'armateur Stavros Niarchos. La salle de bains circulaire en sous-sol aménagée (après 1799) pour Thérèse est l'une des plus anciennes de Paris.

beaucoup aimée, ne l'admet pas à sa cour, ni sous le Consulat, ni sous l'Empire. Leurs rapports sont très tendus. Il écrit un jour à Joséphine : « *Je te défends de voir madame Tallien, sous quelque prétexte que ce soit. Je n'admettrai aucune excuse. Si tu tiens à mon estime, ne transgresse jamais le présent ordre* ». Devenu empereur, il lui refuse une invitation pour le bal des Tuileries, au prétexte qu'elle avait « eu deux ou trois maris et des enfants de tout le monde ».

Princesse de Chimay



Le château de Chimay.

Repoussée de la société officielle, M^{me} Tallien devient l'amie de Madame de Staël, chez qui elle fait la connaissance du prince de Chimay. Celui-ci s'en éprend, malgré son passé agité et ses huit grossesses, et ils se marient le 9 août 1805. François Joseph de Riquet de Caraman est prince de Chimay depuis le 22 août 1805. Officier dans un régiment de dragons au moment où éclate la Révolution française, le

jeune prince de Chimay, qui avait émigré avec ses frères, est revenu à la faveur des lois d'apaisement.

À la Restauration, le prince obtient la croix de Saint-Louis, et est nommé colonel de cavalerie et lieutenant de louveterie. En 1815, il est élu membre de la Chambre des députés, par le département

des Ardennes, et il y vote avec la minorité ; mais il n'est pas réélu l'année suivante. Mais, comme le comte de Boigne, le prince de Chimay cesse d'être français après les Cent-jours. Le château de Chimay se trouve dans les Ardennes belges, près de la frontière française. Rappelons qu'entre 1815 et 1831, l'actuelle Belgique fait partie du royaume des Pays-Bas. Le prince réside presque constamment dans les Pays-Bas, dont le roi le nomme, en 1820, membre de la première Chambre des états généraux ; dans cette assemblée, il fait constamment preuve de la plus grande indépendance. Quoique possédant depuis 1804 les biens de la maison de Chimay, ce n'est qu'en 1824 que le roi des Pays-Bas lui confirme le titre de prince.

Le mariage avec Chimay semble avoir sonné l'heure de l'assagissement pour Thérèse. Bien qu'âgée de 32 ans lors du mariage, on ne lui connaît plus d'amants et elle n'aura plus d'enfants. Pendant leur 25 années de vie commune, le couple reçoit de nombreux musiciens, comme Auber, Kreutzer, Cherubini, Charles de Bériot ou la Malibran, à Paris, puis à Chimay, où Thérèse forme une petite cour. Cherubini compose sa *Messe en fa* dans ce château.

Pour son épouse et pour leur passion commune pour la musique, le Prince de Chimay fait construire en son château un petit théâtre. Cette réalisation architecturale n'est pas la seule qui porte l'empreinte de M^{me} Tallien. Au bord du lac de Virelles, tout proche de Chimay, on trouve un petit pavillon qui porte son nom. À la fin des années 1980, le petit théâtre de M^{me} Tallien servit de décor pour le tournage des premières séquences du film *Le Maître de Musique*, de Gérard Corbiau, avec José Van Dam.

Thérèse meurt au château de Chimay, le 15 janvier 1835, et son dernier époux est enterré avec elle sous la sacristie de l'église locale, après avoir été pendant quarante ans le bienfaiteur de ce pays, car le prince a fait fonder par testament un hospice pour les

vieillards infirmes, et une salle d'asile (école maternelle) pour les enfants pauvres.

Parlant de M^{me} Tallien dans ses mémoires, la duchesse d'Abrantès évoque sa beauté animée et charmante, cet air qui réunit vivacité française et volupté espagnole. M^{me} Tallien a été représentée par le peintre Gérard, telle une déesse antique, couronnée de fleurs dans un décor théâtral. Ce tableau, resté dans sa descendance jusqu'en 2001, a été acheté par le musée Carnavalet.

Postérité

Peu de temps après sa mort, deux enfants, nés à l'époque où elle était encore la femme de Tallien et inscrits à l'état-civil sous le seul nom de Cabarrus, demandent à faire rectifier leur acte de naissance et à prendre le nom de leur père putatif. Les princes de Chimay s'opposent à cette légitimation de leurs frères utérins, mais les tribunaux les déboutent de leur prétention.

L'une des arrières-petites-fille de Thérèse, Elisabeth de Caraman-Chimay, épousera en 1878 le comte Greffuhle ; devenue la reine incontestée de la haute société parisienne de la belle-époque, la comtesse Greffuhle sera le principal modèle de Marcel Proust pour le personnage de la duchesse de Guermantes de *La recherche du temps perdu*.

Antoine Le Picard de Phélypeaux

Le grain de sable de Palestine

On sait qu'en 1798, un corps expéditionnaire français de 30 000 hommes, commandé par Bonaparte, traversa la Méditerranée et conquiert l'Égypte. C'était alors une province de l'Empire ottoman, mais, gouvernée par les Mamelouks, elle échappait largement à l'autorité de Constantinople. Néanmoins, le Sultan chercha à chasser les Français et les Anglais l'encouragèrent à mettre sur pied une armée à cet effet. Appliquant sa maxime, selon laquelle la meilleure défense est l'attaque, Bonaparte décida d'aller à la rencontre de l'armée turque.

Il laissa donc les garnisons strictement nécessaires pour tenir l'Égypte et partit pour la Syrie le 10 février 1799, à la tête de 15 000 hommes environ. Cette campagne fut dure, comme toutes les campagnes menées dans ces régions, et rendue plus dure encore par l'irruption de la peste – on connaît l'épisode des « pestiférés de Jaffa », par le tableau de Gros-

L'armée turque fut détruite (bataille du Mont-Thabor, 16 avril 1799), mais la place forte de Saint-Jean d'Acre, sur le littoral de Palestine (actuelle Akko, en Israël) résistait toujours. Un des chefs mamelouks chassés d'Égypte par le corps expéditionnaire français, Djeddar, s'y était réfugiés avec les trésors qu'il avait amassés en pressurant les populations égyptiennes et avec des troupes. Tout l'enjeu stratégique pour les Anglo-Turcs était de défendre et de renforcer cette place forte, qui menaçait les communications françaises. C'est ici qu'apparaît notre homme.

Antoine Le Picard de Phélypeaux était né le 1^{er} avril 1768 à Angles sur Anglin, dans la Vienne. Il était entré à l'âge de 15 ans à l'école militaire, où il avait été le condisciple de Bonaparte. Dès leur première rencontre en classe, les deux garçons s'étaient

détestés et, comme le hasard les avait placés l'un à côté de l'autre au même pupitre, ils en profitaient pour se donner des coups de pied sous la table, de sorte que leurs jambes étaient couvertes de bleus. On prétend aussi que l'on mit un autre élève entre eux et que c'est celui-ci qui prenait les coups de pied de l'un et de l'autre. L'aversion que Bonaparte éprouvait pour son condisciple était encore accrue par le fait que Phélippeaux remportait toujours la première place aux examens, alors que Bonaparte n'obtenait jamais que la seconde ou la troisième. En 1785, ils avaient passé en même temps leur examen de sortie, mais, là encore, Phélippeaux avait obtenu une meilleure note que son rival.

Nommés tous deux lieutenants d'artillerie, leurs carrières avaient divergé à partir de la Révolution, Bonaparte s'était rallié au nouveau régime, tandis que Phélippeaux avait émigré à Coblençe, où il s'était engagé dans l'armée de Condé. Mais, les méandres imprévisibles de l'Histoire les ramenèrent face à face de part et d'autre des remparts d'une vieille forteresse grecque et franque. Après avoir quitté l'armée de Condé, Phélypeaux revint clandestinement en France en 1795 et essaya de créer une sorte de Vendée en Berry, sans succès. Pourchassé par les forces de l'ordre, il parvint à leur échapper en se cachant à Bourges. On le retrouve ensuite à Paris et c'est là que la rencontre avec Sydney Smith va être le signe du destin.

Sydney Smith était un marin et aventurier britannique un peu plus âgé que Phélypeaux et Bonaparte, il avait participé à la guerre d'Indépendance américaine (du côté anglais, bien sûr) et s'était trouvé au siège de Toulon, en 1794. Comme il n'était pas inscrit régulièrement sur les rôles de la Marine anglaise, il avait été inculpé de piraterie par la justice française, mais n'avait pu être capturé que deux ans plus tard, alors qu'il se livrait à la guerre de course contre les navires français au large du Havre et avait été transféré à Paris, au Temple, accompagné du chevalier de

Tromelin, officier émigré français qu'il faisait passer pour son domestique, pour lui éviter d'être fusillé pour trahison⁵⁷.

Sydney Smith fut détenu à Paris pendant deux ans, malgré les efforts des royalistes français et les agents britanniques pour le faire évader et malgré la proposition britannique de l'échanger contre un officier français détenu en Angleterre. Phélippeaux, avec d'autres royalistes, entreprit de délivrer le commodore. Au moyen d'un blanc-seing volé sur le bureau du ministre de la guerre, que présenta au geôlier un danseur de l'Opéra, nommé Boisgirard, déguisé en commissaire de police, escorté de quatre faux gendarmes, les portes de la prison s'ouvrirent, le 24 avril 1798, et Sidney Smith monta sur-le-champ dans une voiture qui le conduisit à Rouen, d'où il se rendit immédiatement au Havre. Quelques heures plus tard on s'aperçut que le document présenté était un faux, acheté 60 000 francs-or par Phélippeaux.

Smith proposa à Phélypeaux de l'emmener en campagne en Méditerranée. Au début de mars 1799, Smith s'était justement vu confier le commandement de l'escadre qui faisait le blocus de la côte égyptienne en croisant devant Alexandrie. Il apprit, le lendemain de sa nomination, que le corps expéditionnaire français avait pris Jaffa. N'ayant pas oublié que Phélypeaux était officier d'artillerie, il le fit aussitôt embarquer sur le *Thésée* et l'envoya à Saint-Jean d'Acre pour aider le gouverneur turc, Djeddar, à défendre la ville.

⁵⁷ Ce Tromelin eut lui-même un parcours mouvementé, comme beaucoup d'autres à l'époque : renvoyé en Angleterre, il rentre en France secrètement, reprend du service dans la chouannerie normande, puis dans l'armée turque, et prend part aux campagnes de Syrie et d'Égypte. Il rentre en France en 1802 et est incarcéré à l'Abbaye lors de l'affaire Pichegru, Cadoudal et Mehée de la Touche ; il en sort au bout de six mois pour entrer, comme capitaine, au 112^e régiment d'infanterie de ligne. Il sert durant les guerres de l'Empire et participe, comme général, à l'expédition d'Espagne en 1823.

Nul homme, à ce moment, ne pouvait être plus précieux à Djeddar que Phélypeaux et sans cette arrivée providentielle, traversant une crise de dépression, il aurait peut-être évacué une place qui semblait impossible à défendre. Phélypeaux s'employa à l'en dissuader. Soutenu sur terre par l'ancien condisciple de Bonaparte et, sur mer, par Sydney Smith, Djeddar reprit courage.

A peine débarqué, Phélypeaux examina attentivement les fortifications. Acre était alors défendue comme au XII^{ème} siècle, par de mauvaises courtines flanquées de tours carrées. Fort de l'expérience acquise à l'Ecole militaire de Paris, il ne fut pas long à comprendre que, pour mettre la ville en état de soutenir un siège conduit avec des engins modernes, il fallait renforcer sa défense par de grands ouvrages supplémentaires. C'est à quoi il s'employa avec d'autant plus d'énergie qu'il avait un compte personnel à régler avec Bonaparte. Il fit doubler la vieille enceinte par une nouvelle ligne de retranchement et l'arma avec de l'artillerie et des munitions apportées par les bateaux anglais.

Cela suffisait en soi à rendre la tâche du corps expéditionnaire beaucoup plus ardue, lorsque survint un autre incident, encore plus déplorable pour les Français, qui eut pour effet d'accroître considérablement les ressources des assiégés et de diminuer d'autant celles de Bonaparte : la flotille de transport, commandée par l'amiral Perrée, qui devait apporter à Acre le matériel de siège, fut presque entièrement prise par les Anglais. Sur les dix bateaux qui la composaient, seules une corvette et deux barques réussirent à se réfugier dans l'anse de Tantourah. Les sept autres furent amarinnées par Sydney Smith, qui les utilisa pour harceler les positions françaises les plus proches du littoral. Bientôt, leur lourde cargaison de bronze s'aligna sur les créneaux de Saint-Jean d'Acre, et les canons destinés aux Français furent tournés contre eux. Les armes comme les madriers furent utilisés par Phélypeaux avec une habileté consommée.

Pendant ce temps –on était en avril-, les effectifs de Bonaparte fondaient. Une nouvelle mine posée par Caffarelli, le commandant du Génie français, n'eut pas le succès escompté. Sans compter les victimes de la peste et les blessés (plus de 1800), 500 hommes étaient morts, parmi lesquels beaucoup d'officiers distingués. Caffarelli lui-même succomba.

C'est alors que, le 1^{er} mai 1799, Phélypeaux mourut. Il venait d'avoir 30 ans. « *Son âme bouleversée était en proie aux remords les plus cuisants* devait dire de lui Napoléon à Sainte-Hélène. *Il s'indignait de diriger la défense des barbares contre les siens* ». Il semble plutôt que Phélypeaux soit mort d'une insolation pour s'être trop exposé sur la brèche, et avec le regret de ne pas voir le jour où Bonaparte serait obligé de reconnaître qu'il avait été vaincu par lui. Son rôle historique n'avait duré que quelques semaines, mais, tel le grain de sable qui grippe toute la machine, il avait suffi à renverser le cours des événements.

Car, en immobilisant les forces françaises devant Acre, Phélypeaux avait donné à l'armée turque de secours, rassemblée à Rhodes, le temps d'arriver. 10 à 12 000 hommes et une grande quantité d'armes et de munitions arrivaient par bateau, sous la protection de Sydney Smith. Alors, Bonaparte tenta un suprême effort. Le corps expéditionnaire pu faire une brèche et y pénétrer, mais les soldats tombèrent sur les défenses de deuxième ligne organisées par Phélypeaux et, après vingt-cinq heures de lutte, les assaillants durent renoncer. Bonaparte, quoique furieux, dut se rendre à l'évidence. Le temps jouait contre le corps expéditionnaire. Il temporisa quelques jours, puis, le 17 mai, il prit la décision de lever le siège. C'était la victoire posthume de Phélypeaux, non seulement que cette levée du siège, mais que la renonciation par Bonaparte à son grand dessein, qui était, après s'être assuré une solide tête de pont au Proche-Orient, de gagner les Indes par la voie terrestre, de tendre la main à Tipou-Sahib,

prince mahrate qui résistait aux Anglais, et de mettre ainsi la main sur ce qu'il pensait être la source de la prospérité britannique. Déjà, en 1798, il disait à Bourienne : « *L'Europe n'est qu'une taupinière. Tout s'use, ici. Il faut aller en Orient. Toutes les grandes gloires viennent de là.* » C'est aussi ce rêve qui le motivait lorsqu'il envoya le colonel Bouttin au Levant (voir chapitre « Agents secrets »).

Quelques originaux dans la famille Bonaparte

Dans le sillage du Premier et du Second Empires, la famille Bonaparte a produit de nombreux rameaux, dont certains se sont implantés à l'étranger. A côté de personnalités officielles, empereurs, rois et reines, nous présentons ici quelques membres de la famille au destin étonnant.

Le comte Léon



Fils naturel de Napoléon Bonaparte, Charles-Léon, baptisé à sa majorité “Comte Léon”, ne pouvait avoir une destinée ordinaire. Sa glorieuse ascendance aurait pu lui assurer de hautes fonctions et une réussite acquise : le destin en décida autrement.

Joséphine ayant eu deux enfants de son premier mariage, Napoléon crut que l'absence d'enfant issu de leur mariage prouvait qu'il était stérile, jusqu'au jour où une suivante de Caroline Murat, Catherine Éléonore Denuelle de la Plaigne, lui donna un fils : Charles Léon. Cette liaison marqua un tournant dans la vie du souverain, qui avait renoncé à l'espoir d'avoir des enfants. Le fils ressemblait à son géniteur, qui en ressentit une grande fierté. C'est ainsi que Napoléon se décida à divorcer de Joséphine pour fonder une dynastie. Il épousa le 2 avril 1810 Marie-Louise d'Autriche qui, le 20 mars 1811, lui donna un héritier, Napoléon II.

Pour en revenir à notre (anti) héros, “*qu'il ne prenne que la moitié de mon nom !*” aurait déclaré Napoléon, lorsque, le 31 décembre 1806 à Pulstuck, en pleine campagne de Pologne, il apprit la naissance de son premier enfant. Né 18 jours plus tôt à l'hôtel de la rue de la Victoire à Paris, Charles-Léon était un fils naturel.

Enfant gâté

Léon fut un enfant gâté, pour ne pas dire pourri, et la suite de sa vie le montra, comblé de cadeaux et de caresses. Il fut placé à la pension Hix, rue de Matignon, et continua à être reçu aux Tuileries, même après le mariage de son père avec Marie-Louise. En 1814, Napoléon lui constitua une rente de 12 000 francs par ans (150 000 euros). L'empereur songeait à l'adopter officiellement avant son exil à Sainte-Hélène en 1815. Il l'embrassa une dernière fois le 25 juin et lui fit un don de 100 000 francs-or. Dans son testament, Napoléon 1^{er} lui accorde une rente pour son entrée dans la magistrature et 320 000 francs pour l'achat d'une terre. Mais le fils de l'empereur, plus porté au plaisir qu'au travail, n'occupera jamais de hautes fonctions.

En l'absence de son père et de sa mère (qui a refait sa vie en Bavière), Charles-Léon est confié à un tuteur et élevé dans l'ignorance de sa filiation jusqu'à ses quinze ans.

Dandy jouisseur et rebelle

À sa majorité en 1827, il se fit baptiser "Comte Léon". Contrairement à son demi-frère Alexandre Walewski, fils de Marie Waleska (« l'épouse polonaise » de Napoléon I^{er}), qui n'aimait pas se vanter de son impérial géniteur, le comte Léon ne manquait pas de rappeler de qui il était le fils, ce qu'on ne pouvait pas mettre en doute, au vu de sa ressemblance avec l'Empereur et se vantait de sa glorieuse ascendance, mais son mode de vie de dandy aux goûts de luxe, jouisseur et paresseux, ne le faisait pas prendre au sérieux et on le surnommait "l'Aiglon des boulevards". Sous l'air de famille commun aux premières générations qui suivirent l'Empire, la veulerie éclate sur la photographie reproduite ci-dessus.

On raconte que, conduit au théâtre par Méneval, l'ancien secrétaire de l'empereur, que celui-ci avait chargé de surveiller le jeune Léon, celui-ci lui faussa compagnie à l'entracte, monta dans un cabriolet et partit pour l'Allemagne, où sa mère s'était remariée avec un comte de Lutzbouurg. Il n'en revint que quatre ans plus tard pour brûler sa jeunesse et sa fortune dans les cafés et les tripots de la capitale. Le jeu, qui lui apparaît comme le seul moyen de subsister sans rien faire, devient son vice.

Un soir, il ne put payer sa dette au capitaine Hesse, officier d'ordonnance du duc de Wellington. Injurié, le Comte Léon le provoqua en duel dans le bois de Vincennes et le tua d'une balle en plein cœur. À sa façon, le fils de Napoléon avait vengé l'affront de Waterloo ! Il n'échappa à la prison que grâce à son ascendance. Cette fois-là !

A la fin de la Restauration, à 22 ans, il était déjà à peu près complètement ruiné. Lors des Trois glorieuses, il fut nommé chef de bataillon de la Garde nationale de Saint-Denis. Ce grade lui donnait le droit d'être reçu régulièrement à dîner aux Tuilleries avec ses collègues et son nom lui permettait d'obtenir quelques subsides de Louis-Philippe, mais, dès 1832, à la suite d'un refus de service, il fut révoqué de la Garde nationale.

Ce fut le début d'une première dégringolade. En 1838, on le retrouve emprisonné pour dette à la prison de Clichy, où il obtint la permission de sonner de la trompe de chasse dans sa cellule. Il en sortit pour aller vivre aux crochets d'une magnétiseuse de la rue du Mail (V^{ème} arrondissement), devenue sa maîtresse. Puis, en 1840, il alla tenter sa chance à Londres, où venait de s'établir son cousin Louis-Napoléon, mais celui-ci refusa de le recevoir et il le provoqua en duel. La rencontre devait avoir lieu à Wimbledon mais tourna court, les policemen survenant et conduisant tout le monde au poste. Ils furent libérés sous caution. On le retrouve à la fin de l'année, il est à Courbevoie pour accueillir le retour des cendres de son père.

En 1848, il songea à se présenter aux élections présidentielles, mais, voyant ses chances minimes, il déclare, beau joueur, aux électeurs de Saint-Denis : « *Je ne diviserai pas les chances de la famille* ».

Fondamentalement fainéant, incapable de travailler ou de s'occuper à faire fructifier son argent quand il en avait, il considèrait son état de bâtard de Napoléon comme un titre suffisant pour lui donner des droits et soutire de l'argent à Louis-Philippe puis à Napoléon III. Le Second-Empire le remit à flot en lui assurant un capital de 225 000 francs et un revenu modeste (6000 francs-or par an, soit le revenu d'un proviseur de lycée) mais certain. Il pensa enfin à se fixer, épousa la fille de son jardiner et lui fit quatre enfants.

La déchéance finale

La chute de l'Empire en septembre 1870 fut pour lui une catastrophe fatale et le signal d'une seconde et définitive dégringolade. A 64 ans, il se sauva en Angleterre pour échapper aux Communards, puis passa par Toulouse, Bordeaux et Tours, avant de se réfugier, en 1879, à Pontoise au 4, rue de Beaujour (l'actuelle rue Jean-Paul Soutumier).

Le Comte Léon passa les dernières années de sa vie lamentable dans la misère, à l'ombre de la porte cochère d'un ancien relais de poste, avec sa femme et ses enfants. Il mourut le 14 avril 1881, à 74 ans, et fut enterré dans la fosse commune du cimetière de Pontoise. Ses voisins, qui l'aimaient bien car il était d'une bonhomie parfaite dans son malheur, payèrent son cercueil et recueillirent sa femme et la plus jeune de ses enfants, Charlotte, âgée de 13 ans, qui devint plus tard institutrice. Quant à ses fils, l'aîné, devint ingénieur et participa à la construction des chemins de fer du Vénézuéla et a aujourd'hui sa statue à Caracas, le second entra dans la cavalerie et le troisième s'installa aux Etats-Unis.

William Charles Bonaparte-Wyse

Bonaparte, Irlandais et félibre



William Charles Bonaparte-Wyse, né en Irlande le 20 janvier 1826, était le fils de Lætitia Bonaparte, fille de Lucien, et donc nièce de Napoléon I^{er}, et d'un homme politique anglais qui fut ambassadeur et fit carrière en Irlande, Sir Thomas Wyse.

Tout dans sa définition est paradoxal : petit-neveu de l'empereur, il est sujet britannique ; poète irlandais, il écrit en langue d'oc, avec laquelle il n'a aucune affinité de par sa filiation ni de par son pays d'origine.

William Bonaparte-Wyse est décrit par ses biographes comme un personnage brillant autant qu'excentrique. Nommé High Sheriff du comté de Waterford en 1855, il fut également capitaine au

9^{ème} régiment des fusiliers volontaires du Wiltshire en juillet 1866. Il a aussi servi dans l'artillerie de Waterford.

Il épousa, en 1864, à Londres, Ellen Linzee Prout (1842–1925) dont il eut quatre fils. L'un d'eux fera carrière dans l'administration publique britannique en Irlande et sera secrétaire général du ministère de l'Instruction publique d'Irlande, seul catholique à occuper des fonctions de ce rang.

Il occupe une place singulière dans le renaissance d'oc. Le prestige de son nom, ses réseaux internationaux et sa conception de la "Cause" félibréenne vont grandement participer au rayonnement du jeune mouvement provençal.

Comme beaucoup de ses contemporains, Bonaparte-Wyse rencontre la langue d'oc et l'aventure félibréenne à la lecture de *Mireille* (*Mirèio*), le premier chef-d'œuvre de Frédéric Mistral, découvert par hasard, en vitrine de la librairie Roumanille à Avignon. Il fait la connaissance de Frédéric Mistral peu après. Irlandais de naissance, grand voyageur, Bonaparte-Wyse se met à la langue d'oc qu'il maîtrise au point de pouvoir écrire dans la langue des troubadours qu'il admire et d'entamer une œuvre de poète provençal. En 1868, il publie son grand recueil *Li Parpaioun blu* (*Les papillons bleus*) édité à Avignon, Paris et Barcelone avec une préface de Mistral.

Il devient le seul membre étranger du consistoire du Félibrige, l'association littéraire provençale, mais ses rapports avec le Félibrige seront orageux et ses sentiments envers Mistral (qui sera le parrain de son fils aîné) pour le moins complexes. Il préside les grandes fêtes félibréennes de Forcalquier en 1882, et publie de nombreuses pièces en occitan. Bonaparte-Wyse est une figure du héros romantique, poète se voyant "porte-drapeau" des aspirations d'un peuple. Sa conception de la "Cause" félibréenne est difficile à cerner. S'il s'enthousiasme à l'idée d'une

indépendance catalane, on ne retrouve pas dans ses écrits et discours les mêmes ambitions pour la Provence. Il donne trois fois sa démission du Félibrige qu'il trouve peu respectueux de sa personnalité et de son œuvre, et tout entier voué au culte mistralien. Ainsi écrit-il :

”La ‘Cause’ devient de plus en plus... à peu près rien autre chose qu’un culte mistralien, en mettant de côté, bien entendu, le mouvement décentralisateur qu’il représente, et qui à ce moment est dans l’air universel. Cette idée - une bien belle idée - aura toujours, c’est probable, des adhérents. Elle se prête admirablement à des vues quasi-politiques des plus vitales.” (Lettre à Mariéton, 10 février 1887). Cet hommage à la décentralisation est savoureuse, de la part du petit neveu de celui qui fut sans doute l’un des chefs d’Etat les plus centralisateurs de la France.

Assez curieusement, Bonaparte-Wyse, qui a tant aspiré à l’éveil des nationalités romanes, ne s’intéresse pas à son Irlande natale qui vivait au même moment des heures particulièrement sombres. Fils d’un ambassadeur du Royaume-Uni, issu de la très haute société, Bonaparte-Wyse était unioniste. Certains de ses biographes l’ont d’ailleurs décrit “plus anglais que les Anglais.”

”Sans aucun doute j’étais destiné par la Providence à être une espèce de lien, entre les provinces éparses du ci-devant Empire. Aujourd’hui en Catalogne, autrefois en Provence, demain en Roumanie, lié avec ces poètes qui sont les interprètes de leur génie respectif...” (Lettre de William Bonaparte-Wyse à Frédéric Mistral, 20 mars 1881).

Symbole de la double culture provençale et irlandaise, Bonaparte-Wyse est resté dans l’histoire de la gastronomie comme le père de la recette des figues pochées au whisky ! Il finit ses jours sur la Côte d’Azur, et meurt à Cannes, à l’âge de 66 ans, le 3 décembre 1892. Il est inhumé au cimetière du Grand Jas, à Cannes.

... et son frère, à l'origine du canal de Panama

Frère de William-Charles⁵⁸, Lucien Napoléon Bonaparte-Wyse, né à Paris en 1844, est attiré par la marine et entre à l'École navale. Il est nommé aspirant de 2^e classe en 1862. Sa fortune familiale lui



permet de mener, parallèlement à sa carrière d'officier, une vie d'explorateur qui lui vaut son élection à la Société de géographie de Paris en 1866, à 22 ans – il est vrai que nous sommes sous le Second-Empire et que l'appartenance à la famille Bonaparte ouvre alors les portes. Au cours de la séance de la Société de *La*

statue de Lucien Bonaparte-Wyse à Panama

géographie du 22 janvier 1869, il présente les résultats d'un voyage qu'il a fait entre Valparaiso et Buenos-Aires à travers les Andes.

En juillet 1870, à la déclaration de la guerre franco-allemande, il est lieutenant de vaisseau, à bord du vaisseau *Amphion*, basé à Toulon. Après la guerre, il s'est établi à Tunis où il a entrepris une

⁵⁸ Demi-frère, plutôt, car il semble que son vrai père fût un officier anglais, le capitaine Studholm John Hodgson et que, par conséquent, notre personnage n'ait pas eu de sang Bonaparte dans les veines.

exploitation agricole et d'élevage des pur sang, sans abandonner sa carrière dans la Marine. Il envoie en 1874 un rapport d'excursion en Tunisie à la Société de géographie.

En juin 1876, son beau-frère, le général Étienne Türr, et un négociant français, Antoine (ou Arnaud) de Gorgonza, ont obtenu du gouvernement colombien une première concession pour la construction d'un canal dans la province de Panama. Pour trouver des fonds destinés à financer une expédition de recherche dans l'isthme de Darien, est créée le 19 août 1876 la « *Société civile internationale du Canal interocéanique par l'isthme du Darien* ». Présidée par le général Étienne Türr, elle compte parmi ses membres Ferdinand de Lesseps.

Cette société envoie dans l'isthme une Commission scientifique composée d'ingénieurs dirigés par Lucien-Napoléon Bonaparte-Wyse, qui va explorer, entre 1876 et 1879, les différentes routes possibles pour le futur percement du canal de Panama. Il effectue deux voyages à Panama avec Armand Reclus, géographe comme son frère Elysée, pour étudier la faisabilité du projet de canal interocéanique. Il étudie sept projets dont il fait des descriptions dans ses lettres à la Société de géographie. C'est durant cette mission qu'a lieu, le 7 mars 1878, l'incendie de la ville de Panama – mauvais présage. Le 23 mars 1878, au nom de la « Société civile internationale du Canal interocéanique », il signe avec le président Aquileo Parra le contrat par lequel le gouvernement colombien accorde pour 99 ans la concession du canal. Ce traité qui, dans la suite de l'histoire du canal, sera appelé « Concession Wyse » est ratifié par le Parlement colombien par une loi n°28 du 18 mai 1878. Il autorise la compagnie à percer le canal et à en avoir la jouissance. S'il était parvenu à son terme, la Société du Canal interocéanique aurait pu exploiter le canal jusqu'en 1977. Lesseps a pris une option de 10 millions de francs sur ce contrat. Après la réunion d'un Congrès international d'études pour le percement du

canal interocéanique en mai 1879 pour valider le projet du canal interocéanique de Panama et la création de la « *Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama* » en 1880, celle-ci rachète le 5 juillet les droits de la concession Wyse à la Société civile internationale du Canal interocéanique.

La nouvelle compagnie commet un certain nombre d'erreurs dans la définition du tracé et du profil du canal, dont Lesseps, dans son acharnement en faveur d'un canal sans écluses, est en partie responsable. Au moment où les travaux repartent sur de bonnes bases, à partir de 1889, elle éprouve des difficultés à trouver dans l'épargne française, très sollicitée par ailleurs, les ressources nécessaires.

En février 1890, la Colombie accepte de prolonger la concession du canal. Lucien Bonaparte-Wyse fait une mission en 1890-1891 et dessine un plan du canal de Panama avec 6 écluses et rédige des mémoires destinés à démontrer aux investisseurs que le projet était viable. C'est sa dernière contribution au projet, mais qui ne suffit pas à relancer la compagnie, qui doit fermer le chantier.

Lucien Bonaparte-Wyse meurt au Cap Brun, à Toulon, le 15 juin 1909 à 65 ans.

Charles Joseph Bonaparte

Un Bonaparte à l'origine du FBI



Autre petit-neveu de Napoléon I^{er}, Charles, Joseph Bonaparte est le fils de Jérôme Napoléon Bonaparte (1805–1870) lui-même fils de Jérôme Bonaparte, le plus jeune frère de l'empereur Napoléon I^{er}, et de sa première épouse, Elizabeth Patterson, avec laquelle il s'était marié lors d'un passage à New York en 1803. La mère de Charles est Susan May Williams (1812–1881), fille d'un riche homme d'affaires de Baltimore.

Charles Joseph Bonaparte (appelé aux Etats-Unis Charles J. Bonaparte-Patterson) naît à Baltimore le 9 juin 1851, l'année où son cousin, Louis-Napoléon fait son coup d'Etat. Il porte des prénoms typique de la famille Bonaparte : Charles, comme son arrière-grand-père et Joseph comme l'un de ses grands-oncles.

Il suit des études à Harvard, dont il sort diplômé de droit, et travaille ensuite comme juriste à Baltimore, devenant également un homme politique local, puis national, reconnu. Il est membre du *Board of Indian Commissioners* de 1902 à 1904, président de la *National Civil Service Reform League*). Résidant à Baltimore, il refuse la modernité. Chez lui, point d'électricité, point d'automobile. Il fait tous les jours l'aller-retour à Washington en calèche.

Proche du président Theodor Roosevelt et de sa politique, Charles Bonaparte est surnommé en 1884 Souphouse Charlie (Charlie Soupe Populaire) après son intervention remarquée : « *Pour l'État, assurer l'instruction publique serait aussi ridicule que d'ouvrir des soupes populaires !* »

En 1905, le président Theodore Roosevelt le nomme dans son cabinet comme secrétaire à la Marine, malgré les sarcasmes de la presse états-unienne qui titre alors : « *Le petit neveu du petit caporal à la tête de la marine des États-Unis !* ».

Puis, en 1906, Roosevelt le nomme procureur général des États-Unis (poste qui serait en France intermédiaire entre un ministre de la Justice et un procureur général qui aurait une compétence nationale) et le charge de mener de nombreuses enquêtes sur le crime organisé et les fraudes commises contre le Trésor.

Il est actif dans les poursuites contre les trusts et est un des principaux responsables de la fin du monopole du tabac, mais, par manque de moyens et de marge de manœuvre, il ne peut correctement accomplir sa mission.

Sa grande oeuvre est la création dans un pays où l'Etat central reste très faible, d'un embryon de Police fédérale. Il faut dire que jusqu'alors, la police, aux Etats-Unis, avait particulièrement mauvaise réputation. Organisée sur une base exclusivement locale, elle était mal formée, corrompue, comme les

administrations locales elles-mêmes, et sans aucune capacité d'action au-delà de sa circonscription. Aucun corps de police n'était habilité à centraliser les renseignements recueillis sur l'ensemble du territoire américain et à mener des enquêtes à travers tout le territoire.

En 1886, par un arrêt *Wabash, St. Louis & Pacific Railroad Company v. Illinois*, la Cour suprême des Etats-Unis jugea que les États fédérés n'avaient pas le droit de réglementer le commerce inter-étatique, ce qui signifiait que la compétence en la matière revenait à l'Etat fédéral. De fait, l'année suivante, le Congrès vota l'*Interstate Commerce Act of 1887* (« Loi sur le commerce inter-étatique », 1887). Mais jusqu'à l'arrivée de Charles J. Bonaparte-Patterson en tant que secrétaire de la Justice, le département de la Justice se contentait d'effectifs limités pour assurer cette fonction. Bonaparte-Patterson fait alors appel à diverses autres agences, dont le Service secret, afin d'obtenir des enquêteurs, mais, en 1908, le congrès vote une loi interdisant au département de la Justice de faire appel à des employés du Trésor.

C'est alors qu'après un puissant lobbying, Bonaparte-Patterson, le 26 juillet 1908, crée le *Bureau of Investigation* (BOI) en y intégrant ses propres agents spéciaux, issus des Services secrets (lesquels acceptent de transférer douze de leurs agents au BOI) et en embauchant les premiers agents de son histoire. Il déniche pour ce faire 25 employés, en bonne forme physique, diplômés, ayant une allure passe-partout et un langage châtié.

L'équipe rassemblée par Charles Bonaparte est donc le noyau d'un service fédéral d'investigation. La première mission officielle du BOI est de visiter les maisons de tolérance et d'établir des registres de celles-ci, afin de préparer l'application du Mann Act du 25 juin 1910 (ou *White Slave Traffic Act*, « loi sur la traite des blanches »). Le BOI a également pour rôle de lutter contre la corruption et contre les « voleurs de terres » qui, dans l'Ouest

américain, se sont appropriés, avec la complicité de membres du Congrès, d'élus locaux et de fonctionnaires, des dizaines de milliers d'hectares appartenant à l'État.

En 1932, le BOI, dirigé à partir de 1924 par J. Edgar Hoover (qui demeurera en poste pendant près de 48 ans, jusqu'à sa mort en 1972), fut renommé *United States Bureau of Investigation*. L'année suivante, il fusionna avec le Bureau of Prohibition, chargé d'appliquer les lois sur la prohibition de l'alcool, et prit le nom de *Division of Investigation* (DOI), avant d'adopter finalement son nom actuel de « Federal Bureau of Investigation » (FBI) en 1935.

Même si ce petit-neveu de l'empereur semble parfaitement intégré dans la société et la culture américaines, le fait que l'équipe rassemblée par Charles Bonaparte fut la base d'un service fédéral d'investigation sent son Bonaparte : l'intérêt pour la police (Napoléon n'avait-il pas été le premier à créer un ministère de la police ?) et le goût pour la centralisation : même si le Service était bien modeste, cela faisait quand même l'effet d'un coup de tonnerre dans l'Etat très fédéral qu'étaient les Etat-Unis à l'époque et cette initiative fit sans doute sourciller les fédéralistes les plus ombrageux. Il faudra attendre le neveu de Theodore, Franklin Delano, pour donner à l'Etat fédéral un poids nettement plus important, à la faveur de la grande Dépression.

Charles Joseph Bonaparte était alors mort depuis longtemps, puisqu'il décéda à 70 ans, le 28 juin 1921, dans sa propriété de *Bella Vista*, dans le comté de Baltimore, dans le Maryland, victime de la chorée. Il est enterré dans le cimetière de Loudon Park à Baltimore.

Son frère, Jérôme Napoléon Bonaparte II, son aîné de 21 ans, servit dans l'armée des Etats-Unis, puis dans l'armée française à l'arrivée de Napoléon III au pouvoir.

Marie Bonaparte

Bonaparte, princesse de Grèce et psychanalyste



Marie Bonaparte vers 1939

Marie Bonaparte est née le 2 juillet 1882 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Comme le félibre dont nous avons parlé, Marie descend de Lucien Bonaparte, dont elle est l'arrière-petite-fille ; elle est la petite-fille de Pierre Bonaparte, lui-même neveu de Napoléon I^{er}, un temps membre de l'Assemblée constituante. Mais par sa mère, elle est la petite fille de François Blanc, le créateur de Monte-Carlo et le fondateur de la puissante Société des Bains de mer (SBM). Son père, le prince Roland Bonaparte, avait en effet épousé Marie-Félix Blanc, qui mourut un mois après la naissance de Marie.

Marie Bonaparte dit d'elle-même dans un texte de 1951 : « *Si quelqu'un écrit ma vie, qu'il l'intitule La dernière Bonaparte, car je le suis. Mes cousins de la branche impériale ne sont que Napoléon* ».

Éducation

Le prince Roland, son père, né en 1858, avait commencé une carrière d'officier d'infanterie, qu'il avait dû interrompre en raison de la loi de 1886 interdisant aux membres des familles ayant régné sur la France de servir dans l'armée. Toutefois, cette loi ne l'obligeait pas à l'exil. Il va demeurer en France, mais en se consacrant à la science, en particulier à la botanique et à la constitution du plus grand herbier privé du monde, à la géographie (il sera président de la Société de Géographie) et à la spéléologie. C'est l'époque où, à Monaco, le prince Albert I^{er} se passionne pour l'océanographie. Peut-être cette ascendance explique-t-elle l'intérêt de Marie pour la science.

Après la mort de sa mère, Marie est élevée, les premières années, par des nourrices et un entourage domestique dirigé par sa grand-mère paternelle, la princesse Pierre. Le testament de Marie-Félix Blanc prévoit que Marie n'entrera en possession du legs d'une partie de sa fortune qu'à sa majorité. Son enfance, passée à Saint-Cloud puis, à partir de 1896, dans l'hôtel familial du 10, avenue d'Iéna (aujourd'hui l'hôtel Shangri-La), est également marquée par la rareté des apparitions paternelles. Elle reçoit une éducation empreinte des préjugés et des contraintes inculqués par sa grand-mère.

En réaction à cette éducation, elle a pour seules compagnes ses poupées et se réfugie dans la lecture. Elle développe des jeux langagiers complexes et des phobies multiples. De plus elle a vent, à cette époque, d'une rumeur selon laquelle la princesse Pierre et le prince Roland auraient supprimé sa mère pour hériter de sa fortune familiale. Elle noircit dès lors ses *Bêtises*, cinq petits cahiers à couverture noire cirée, « pour mieux camoufler la gravité

sombre, tragique des thèmes qui y sont traités ». Rédigés en anglais et en allemand, ces cahiers présenteront un intérêt dans la cure psychanalytique qu'elle entreprendra avec Freud.

Cette éducation lui permet donc d'être polyglotte et de se passionner pour le théâtre. Jeune fille, elle a une première aventure amoureuse avec Antoine Leandri, le secrétaire de son père, un Corse sans scrupules qui tente de la faire chanter : quatre années durant, il négocie la rétrocession des lettres que la princesse amoureuse lui a imprudemment adressées. Pour finir, 100 000 francs lui seront concédés.

Mariage

Marie commence sa vie mondaine en 1905 et est invitée aux bals de l'aristocratie du faubourg Saint-Germain. Elle est la cousine germaine de la duchesse de Bisaccia et du prince Léon Radziwill, ami de Proust. Sa dot suscitant un intérêt certain dans le grand monde, son père tente de la marier selon ses vues, mais finalement, en 1906, elle rencontre le roi Georges I^{er} de Grèce qui favorise un mariage en grande pompe à Athènes le 12 septembre 1907 avec son second fils, Georges de Grèce.

Elle est une proche de Gustave Le Bon, du chirurgien Albert Reverdin, du psychanalyste Rudolph Loewenstein ou encore du médecin Jean Troisier, qui apparaissent sous pseudonymes dans les écrits de Marie Bonaparte : "X" ou "l'Ami").

Les 200 clitoris de la princesse

Marie souffre de frigidité. C'est cette difficulté qui oriente ses premières tentatives d'étude de la sexualité dont elle parle ouvertement. En 1923, elle lit *l'Introduction à la psychanalyse* de Freud, qui lui avait été conseillé par Le Bon. Le 29 novembre 1923 elle fait la connaissance de René Laforgue qui avait lu Freud dès 1913 et avait consacré en 1922 sa thèse de médecine à « L'affectivité des schizophrènes du point de vue

psychanalytique ». Elle fréquente ses causeries, qui présentaient à un public restreint les premières notions de la psychanalyse. Elle entame une longue correspondance avec lui.

Parallèlement, elle recourt à la chirurgie esthétique pour son nez et ses seins et écrit, sous le pseudonyme de « A. E. Narjani », un article intitulé « Considérations sur les causes anatomiques de la frigidité chez la femme », dans lequel elle explique la frigidité féminine par une fixation clitoridienne induite par une distance trop grande entre le clitoris et le vagin. Elle appuie sa thèse par la mesure de la distance du clitoris et du méat urétral sur une population de 200 femmes, prises au hasard. Obsédée par son « accomplissement orgasmique », même après son analyse avec Freud, elle ne renoncera jamais à ses convictions et se fera opérer plusieurs fois, notamment par le Prof. Josef von Halban afin de se faire déplacer le clitoris. Elle écrit : « *Les hommes se sentent menacés par ce qui aurait une apparence phallique chez la femme, c'est pourquoi ils insistent pour que le clitoris soit enlevé* ».

La rencontre avec Freud

En 1924 à la suite de la mort de son père, elle fait une dépression. En 1925, elle convainc Laforgue d'intercéder auprès de Freud pour que ce dernier la prenne en psychanalyse. Celui-ci est d'abord réticent ; elle insiste, le rencontre et finit par convaincre Freud de la prendre comme patiente, le 30 septembre de cette année. Cette psychanalyse se déroule jusqu'en 1938, au gré de séjours plus ou moins longs (de deux à six mois), qu'elle fait à Vienne, car elle mène de front sa cure, sa vie mondaine et ses obligations familiales.

Sa psychanalyse auprès de Freud, son influence mondaine et sociale, les fréquents voyages entre Vienne et Paris vont lui donner un rôle d'intermédiaire entre le premier groupe des psychanalystes parisiens et Freud. Cette position est entérinée par Freud, qui la dissuade d'entreprendre des études de médecine à 44

ans, et lui demande de se consacrer au développement de la psychanalyse en France : elle devient sa représentante à Paris.

En 1936, elle achète à un marchand d'objets d'art la correspondance de Freud avec Wilhelm Fliess, mise en vente par la veuve de ce dernier. Elle refuse de restituer à Freud ces documents, présentant qu'il aurait pu les détruire. Elle ne les fait paraître, dans une version expurgée, qu'après la mort de Freud, en 1950, en collaboration avec Anna Freud et Ernst Kris, sous le titre *La naissance de la psychanalyse*.

Marie Bonaparte intervient personnellement, en faisant jouer ses relations sociales et diplomatiques, afin de permettre à Freud et à sa famille de quitter l'Autriche passée sous domination allemande. Elle verse aux autorités allemandes une « caution » de 4 824 dollars, que Freud lui rembourse à son arrivée à Londres. Freud, sur son trajet vers Londres, fait une escale à Paris, où il est reçu chez la princesse, rue Adolphe-Yvon. Elle envoie à Freud le professeur Lacassagne pour soigner le cancer de la mâchoire dont il est atteint depuis 1923.

Une pionnière de la psychanalyse

Représentante officieuse de Freud à Paris, Marie Bonaparte joue un rôle institutionnel important et complexe dans le développement de la psychanalyse française.

Le 4 novembre 1926, Marie Bonaparte fait partie des neuf membres fondateurs de la fondation de la Société psychanalytique de Paris, contribuant sur le plan institutionnel et financier.

Elle subventionne la première revue psychanalytique française, la Revue française de psychanalyse en 1927, dans laquelle elle publie une dizaine de communications, notamment ses traductions de *L'Avenir d'une illusion* et d'*Introduction à la théorie des instincts* et ses

cours professés de janvier à mars 1934, à l'Institut de Psychanalyse.

Elle intervient dans les débats de la jeune société avec autorité. En 1926, dans l'une de ses lettres à Laforgue, apparaît l'expression, de « *Freud pense comme moi* » qui contribuera, dans le cénacle des psychanalystes parisiens, à la faire surnommer *Freud m'a dit*.

Marie Bonaparte favorise la venue à Paris (en 1925) de Rudolph Loewenstein et aide à sa naturalisation en 1930. Elle aide également à l'arrivée en France des médecins psychanalystes suisses comme Raymond de Saussure, Charles Odier et Henri Flournoy.

Elle pratique la psychanalyse dans un cabinet rue Adolphe Yvon à Paris (près de l'avenue Henri-Martin) puis à Saint-Cloud ; avec des méthodes originales : elle envoie son taxi pour aller chercher ses clients et les ramener, et les reçoit sur une chaise longue en faisant du tricot.

En mai 1939, l'Institut de Psychanalyse est fermé, et la *Revue Française de Psychanalyse* interrompt sa publication. Paris occupé et la Grèce menacée, elle prend le chemin de l'exil avec la famille royale grecque : Crète, Alexandrie, puis Le Cap, en Afrique du Sud.

La traductrice

Marie Bonaparte a traduit plusieurs textes de Freud. Cette dimension de son action pour la psychanalyse ne doit pas être négligée car, avec ces traductions, la question de la formulation des concepts était posée. Cette question cruciale fut abordée très tôt par le groupe français et donna lieu à des débats passionnés. En mai 1927, elle s'allie à Pichon contre Hesnard pour faire traduire par le « ça » le « Es » allemand. On lui doit également le

titre : « *L'inquiétante étrangeté* » pour traduire le titre original allemand (« *Das Unheimlich* »).

En 1927, une traduction du *Souvenir d'enfance de Léonard de Vinci* de Freud paraît sous son nom. C'est un scandale pour son milieu mondain, à tel point que son mari tente de la faire rompre avec Freud. Elle traduit les *Cinq psychanalyses* en collaboration avec Loewenstein.

Bilan de son activité et fin de sa vie

Fin 1944, elle est à Londres, puis rentre à Paris début octobre 1945. À la mi-décembre 1945 elle retourne à Londres, avant de gagner les États-Unis. Après la guerre, elle n'a plus les moyens de financer la Société Psychanalytique de Paris qui renaît en novembre 1946 grâce à René Laforgue et Bernard Steele.

Elle défend encore une fois l'«analyse profane», c'est-à-dire conduite par un analyste qui n'est pas médecin, en 1950 lors du procès de Margaret Clark-Williams.

Du fait de son opposition à Jacques Lacan, elle s'investit de moins en moins dans la Société Psychanalytique de Paris à partir de 1957, et prend aussi ses distances avec la psychanalyse depuis la scission de la Société psychanalytique de Paris. Elle écrit à ce sujet : « *Freud s'est trompé. Il a surestimé sa puissance, la puissance de la thérapie et celle des évènements de l'enfance* ». La scission de la SPP avait réveillé un désaccord avec Jacques Lacan de qui elle s'était déjà fermement distanciée comme en témoigne une de ses lettres de 1948 à Loewenstein où elle écrit : « Quant à Lacan, il est trop teinté de paranoïa et fait des choses d'un narcissisme discutable, se permettant trop d'interventions personnelles ». En 1960, elle s'engage dans la lutte contre la peine de mort, se rend aux États-Unis et essaye en vain de sauver Caryl Chessman de l'exécution.

Fragilisée par une fracture du col du fémur, elle se replie dans sa résidence varoise, le *Lys-de-Mer*. Atteinte d'une leucémie, « la dernière des Bonaparte » meurt à la clinique de Saint-Tropez, le 21 septembre 1962, à l'âge de 80 ans. Elle lègue à la Société Psychanalytique de Paris des autographes de Freud, plusieurs collections complètes de ses œuvres, et des revues de psychanalyse rares.

Elle repose auprès de son époux dans la nécropole royale du domaine de Tatoi, près d'Athènes.

Marie Bonaparte a joué un rôle important dans l'implantation de la psychanalyse en France. Entièrement dévouée à la personne de Freud, elle a sans doute, par ses interventions dans la jeune Société psychanalytique de Paris, fait obstacle à ce que la psychanalyse française s'oriente vers une « psychanalyse à la française » redoutée par Freud et voulue notamment par Édouard Pichon.

Sa descendance.

La princesse Marie a eu deux enfants de son union avec le prince Georges :

- Eugénie de Grèce (1910-1988), princesse de Grèce et de Danemark, qui épousa le prince Dominique Radziwill (1911-1976) mais en divorça en 1948, se remaria l'année suivante avec Raymond de Tour et Taxis (von Thurn und Taxis) (1907-1986), duc de Castel Duino, avant de divorcer une seconde fois en 1965. Elle eut deux enfants de son premier mariage et un troisième du second. Par sa fille, Marie a toujours des descendants aujourd'hui.

- Pierre de Grèce, (1908-1980), qui étudia le droit, qui ne le passionnait guère, à la Sorbonne et obtint son doctorat en 1934. Il partit ensuite étudier l'anthropologie avec Malinowski à la *London School of Economics*, en 1935-1936.

La vie sentimentale du prince fut toutefois bouleversée par l'attirance incestueuse que lui et sa mère éprouvent l'un pour l'autre. En proie à de vifs tourments, Pierre se tourna vers l'analyse à partir de l'été 1930 mais le choix de Loewenstein comme thérapeute s'avéra bientôt catastrophique. Pour le prince, dont les relations avec son père étaient conflictuelles depuis l'adolescence, Loewenstein avait l'avantage de représenter une figure paternelle, mais il était également l'amant de Marie Bonaparte et Pierre ne tarda pas à se montrer jaloux de la liaison que tous deux entretenaient. Jusqu'à la guerre, Pierre qui vivait à Paris, fit plusieurs séjours en Grèce à la faveur de la restauration de la monarchie (1935) et fut nommé officier dans l'armée grecque. C'est en cette qualité qu'il participa à la guerre contre l'Italie puis contre l'Allemagne (1940-41), échappa de peu à la Wehrmacht alors qu'il se trouvait en Crète et poursuivit le combat dans les forces grecques en exil ; mais, en mauvais termes avec son cousin le roi de Grèce à cause d'un mariage que celui-ci considèrait comme une mésalliance (il avait épousé en 1939 sans en avertir sa famille une rotutrière russe, Irène Ovtchinnikova), il allait vivre au Caire, au Danemark (il est aussi prince de Danemark) et aux Etats-Unis, et consacrer le reste de sa vie à l'ethnographie et à la cause tibétaine. Il mourut à Londres en 1980.

Les hommes qui voulaient être rois

Devenir roi, régner sur des peuples et des territoires, qui n'en a rêvé ? Bien peu ont imaginé qu'ils pouvaient passer à l'acte. L'expansion coloniale européenne donna à penser à quelques uns que le rêve pourrait devenir réalité.

On trouve l'équivalent chez les Anglais, par exemple, avec ce James Brooke, dit le rajah blanc (1803-1868), qui se tailla un royaume dans la partie de l'île de Bornéo sous domination anglaise (le Sarawak) et inspira le personnage de Lord Jim, de Joseph Conrad. C'est aussi ce rêve qui est au centre de la nouvelle de Rudyard Kipling, intitulée précisément « *L'homme qui voulut être roi* ». Ce phénomène est l'une des formes, la plus pittoresque, que prit l'expansion coloniale européenne. Il reste le symbole d'une époque où tout était encore possible, et notamment la conquête de territoires quasi inconnus avec des moyens dérisoires.

Il ne suffit pas de rêver ou d'affabuler, il faut passer à l'acte, se rendre sur le territoire que l'on revendique, convaincre tout ou partie des habitants, poser des actes de souveraineté. C'est ce que firent les trois personnages présentés ici.

Maurice Beniowski



Issu d'une famille de la noblesse hongroise installée dans le comitat de Nyitra, Maurice Beniowski est le fils de Sámuel Benyovszky, colonel de hussard, et de la comtesse Rozália Révay. Il était né à Verbovo (Verbo, en Hongrie, aujourd'hui en Slovaquie) le 20 septembre 1741 (ou 1746 ?).

Il participe à la guerre de Sept Ans dans l'armée autrichienne. En 1764, il passe en Pologne après l'élection de Stanislas Auguste Poniatowski et ce Hongrois né en Slovaquie devient un des plus ardents patriotes polonais, à la tête de la Confédération de Bar,

formée en 1768 pour résister à la Russie⁵⁹. Décoré du ruban de l'ordre de l'Aigle blanc, il accède au grade de colonel lorsqu'il est fait prisonnier par les Russes, qui l'envoient dans une forteresse du Kamtchatka, dans l'Extrême-orient russe.

Cette région est alors un désert situé à 150 ou 200 journées de marche de la Pologne et quelle marche, par des chemins de perdition, autant dire qu'on n'en revient pas. Beniowski si, mais par la mer : il neutralise toute la garnison chargée de la garde des bagnards et, le 12 mai 1771, il parvient à s'échapper en compagnie d'environ quatre-vingt-cinq prisonniers (dont quelques femmes, surtout des exilés et prisonniers comme lui). Il s'empare d'une corvette, le *Saints-Pierre-et-Paul*, un trois-mâts de pêche, de 36 m et 240 tonneaux, et fuit par la mer avec ses compagnons. À bord de ce vaisseau, dont il a pris le commandement, il contourne le Kamtchatka, navigue jusqu'aux côtes de l'Alaska, puis descend au Japon, à Formose et débarque au port de Canton. Ce faisant, il fut peut-être le premier Européen à naviguer dans le Nord-Pacifique, avant Cook et La Pérouse.

Parvenu à Macao le 22 septembre 1771, il manifeste le désir de rentrer en Europe. Pour rebondir et pour secourir la Pologne, il compte demander l'aide d'une puissance européenne. La seule puissance susceptible de jouer ce rôle est la France, qui a des liens historiques avec ce pays sans nourrir d'ambitions territoriales à

⁵⁹ La Pologne est un royaume électif et, en 1764, le nouveau roi, Stanislas Poniatovski a été élu grâce à l'appui de la Russie, qui en profite pour accroître son influence et même son ingérence dans le royaume. La Confédération de Bar est un soulèvement d'une partie de la noblesse polonaise qui naît en 1768 contre cette influence russe. Les insurgés constituent une armée à Bar (dans le sud du royaume, près des rives de la Mer noire) et proclament la déchéance du roi Stanislas (1771), jugé trop complaisant à l'égard de la Russie. Les Confédérés sont finalement battus, ouvrant la route au premier partage de la Pologne (1772). Des insurgés capturés par les Russes sont envoyés dans des camps en Sibérie.

ses dépens et dont la feue reine⁶⁰ est d'origine polonaise. Beniowski affirme être en mesure de livrer à la France des plans secrets ourdis par la Russie en Europe. Quoique la réalité des plans secrets russes n'ait jamais été démontrée, la France soutient alors la Confédération de Bar contre l'expansion russe en Europe centrale.

Le retour en Europe

Parvenu en France, Beniowski impressionne par sa hardiesse. Son choix de la France mérite une récompense et l'on craint qu'il aille livrer à d'autres nations les connaissances que sa longue navigation lui a procurées. Il propose un plan de conquête de Formose (actuelle Taïwan). Le ministre de la Marine, le comte de Boynes préfère l'envoyer fonder un nouvel établissement commercial à Madagascar. Le baron ayant appris dans le cours de ses voyages la manière de traiter avec les peuples sauvages, paraît avoir tous les talents et surtout la douceur de caractère qui convient pour un pareil dessein.

L'exploration de Madagascar

Gratifié du titre de "Commandant en l'Île de Madagascar", il quitta Lorient à la tête d'une expédition importante en 1773. Les moyens qui lui ont été accordés sont considérables. Tout un corps de troupe - *les Volontaires de Beniowski* - est levé dans Paris pour accompagner le baron.

Il apparaît rapidement que les plans de Beniowski vont au-delà des intentions du ministre. Le baron désire en effet établir une véritable colonie à Madagascar. Les instructions du comte de Boynes manquent de précision : elles ne subordonnent pas clairement l'action de Beniowski au gouvernement de l'île de France, qui est pourtant chargé de son approvisionnement. Le baron estime donc n'avoir de comptes à rendre qu'à Paris.

⁶⁰ Marie Leckzinska est morte en 1768.

Il arrive à Madagascar, et aborde à un mouillage qui avait été baptisé Port-Choiseul à l'occasion d'un précédent passage des Français. Il décida de changer ce nom en celui de Port-Boynes et l'île Maroce (actuelle Nosy Mangabe) devient l'île d'Aiguillon (du nom de l'homme fort du gouvernement de l'époque). Il établit sa colonie.

Beniowski informe par courrier des progrès rapides de sa conquête. En quelques mois, il s'allie à certains chefs locaux, il assèche des marais sur lesquels une ville est fondée, nommée Louisbourg, le 15 février 1774, sur les deux rives de la rivière Tinguebale ou Tanguébale (actuelle Antainambalana), construit un fort à l'intérieur des terres, bâtit des hôpitaux, lève des troupes d'indigènes qui reconnaissent le roi de France pour leur suzerain et Beniowski accompagne ses lettres d'une comptabilité détaillée des travaux, ainsi que les plans de chacun des bâtiments construits.

Dans le même temps, il demande des moyens toujours plus importants à l'Île de France en hommes, en vaisseaux, en marchandises, en argent... ce que l'intendant général Maillart refuse en l'absence de justification des dépenses. Beniowski s'indigne auprès du ministre et accuse Maillart de vouloir faire échouer son entreprise et de soutenir des intérêts privés dans le commerce avec Madagascar... Alors que des bœufs par centaines, du riz par milliers de livres, des esclaves, attendent seulement des vaisseaux pour passer à l'Île de France, pourquoi le gouverneur préfère-t-il se tourner vers les Indes pour commercer à des conditions bien moins avantageuses ?

À Paris, les demandes du baron Beniowski restent lettre morte. Turgot, faisant un bref passage au ministère de la Marine, tente de rappeler à Beniowski les contours de sa mission, mais sa lettre ne lui parviendra jamais.

A partir de là, les informations sont contradictoires sur ce qui se passa réellement dans cette colonie.

Version favorable

Le premier souci du baron fut d'attirer à lui la population et il passa avec les chefs locaux des contrats d'amitié et de commerce. Il créa un jardin d'essai (sur l'actuelle commune de Mariariano (dont une rue porte son nom), des postes dans la campagne et fit explorer la région qu'il mit en valeur tout en développant le commerce. Malheureusement, alors que Louisbourg était en pleine prospérité, après plusieurs années, son chef commença à être critiqué et même calomnié par l'Île de France qui croyait y voir l'amorce d'une concurrence.

Version critique

En 1773, alors que Kerguelen mouille dans la baie d'Antongil dans le nord de Madagascar, il ne trouve pas la moindre provision auprès de l'établissement français. En revanche, Beniowski lui demande son aide pour incendier un village d'indigènes voisins. « *C'étaient tous, laissera tomber le chevalier de Kerguelen au sujet des *Volontaires de Beniowski, des enfants, des polissons, des décrotteurs du Pont-Neuf.* »*

Deux années après l'installation de Beniowski à Madagascar, Monsieur de Sartines, le nouveau ministre finit par ordonner une commission d'enquête à laquelle participe La Pérouse. Cette commission met au jour la supercherie : les constructions dessinées par le baron dans ses lettres n'ont jamais existé ; les forts se résument à quelques cabanes entourées d'une palissade pourrie, le *corps des Volontaires* a été décimé par les maladies, l'intérieur de l'île n'a jamais été vraiment exploré, les indigènes ont déserté le littoral et ne veulent plus commercer avec les étrangers. Finalement, trois cents des hommes de Beniowski sont morts et deux millions de livres ont été dépensées. Il faut se résigner,

conclut la commission avec l'intendant Maillart, à considérer la comptabilité de notre établissement à Madagascar comme celle d'un navire perdu corps et biens.

Le retour en Europe

Quoi qu'il en soit, on ne peut que constater que Beniowski n'est pas disgracié. Il se maintient à Louisbourg jusqu'en 1777, époque où, ayant perdu son fils unique, il demanda à regagner la France. Il est bien reçu à la Cour et Louis XVI, lui décerna la croix de Saint-Louis et une épée d'honneur pour services rendus au pays, mais refusa d'écouter ses propositions concernant la création d'un protectorat français, dont il serait le chef.

Beniowski essaie alors de vendre ses services à l'Autriche, à l'Angleterre, puis aux des Etats-Unis, où il aurait été reçu par Washington. Partout, il cherche des capitaux pour reprendre son œuvre à Madagascar. C'est à cette période de sa vie qu'il écrit ses mémoires, dans lesquelles ses aventures sont amplifiées et enjolivées : de la chasse à l'ours blanc en Sibérie jusqu'à son sacre comme roi de Madagascar, la somme d'exploits quotidiens du baron parvient à impressionner quelques crédules.

Nouveau départ

Les Etats-Unis lui offrent un navire et quelques matériels. Il revient clandestinement dans la Grande Ile, à Louisbourg en 1785 avec une quinzaine de compagnons. Il aborde sur la côte occidentale de Madagascar, où il est attaqué par les indigènes. La plupart de ses compagnons sont massacrés. On le tient pour mort, il réapparaît dans l'est, car il a réussi à faire le tour de la pointe septentrionale de l'île en pirogue, et, se trouvant dans la région du Cap-Est, au Fort d'Anosibe, il s'en prend à un établissement français. Un régiment part de l'Ile de France à sa poursuite, et il est tué d'une décharge de mousqueterie en pleine poitrine au cours d'une brève échauffourée, le 23 ou le 24 mai

1786, il avait 45 ans (pour autant que sa date de naissance en 1741 fût exacte).

Louisbourg existe encore aujourd'hui, elle s'appelle Maroantsetra. En 2003, une délégation hongroise y est venue pour remettre une stèle commémorant le souvenir de Beniowski, stèle dont l'original se trouve à Budapest. Ses aventures ont inspiré (librement) le roman de J.-C. Ruffin, *Le tour du monde du roi Zibeline*.



Stèle commémorative hongroise à Louisbourg (Maroantsetra)

Antoine de Tounens

L'avoué périgourdin devenu roi d'Araucanie



Antoine de Tounens en costume traditionnel Mapuche.

Tounens présente l'intérêt, dans notre galerie de destinées romanesque, de s'être tourné vers l'Amérique, ce qui est somme toute assez rare, contrairement à l'Inde ou à l'Indochine. Certes, il y eut bien des découvreurs de terre, comme Cavelier de la Salle, ou le Père Marquette, ou encore les « Barcelonnette », ces paysans des Hautes-Alpes qui firent parfois fortune dans le commerce au Mexique, mais nous n'y avons pas trouvé le côté romanesque, le

rebondissement, la bifurcation imprévue, qui sont les fils directeurs de cet ouvrage.

Orélie-Antoine de Tounens est né le 12 mai 1825 au village de La Chèze, près de Tourtoirac, en Dordogne. Il est le septième d'une famille de neuf enfants (cinq garçons et quatre filles) de Jean Tounens (1781-1862) et de son épouse Catherine Jardon (1787-1873). Sa famille exploite une terre de 32 hectares. Son père, Jean, obtient un jugement de la cour impériale de Bordeaux en date du 27 juillet 1857 autorisant sa famille à rectifier son patronyme en « Tounens » et à y ajouter une particule pour s'appeler désormais « de Tounens ». En effet, le nom de sa famille est mentionné *de Tounens* dans les actes d'état civil de la fin du XVII^e siècle au milieu du XVIII^e siècle, avant d'être altéré et de perdre la particule dans les actes ultérieurs.

L'avoué de Périgueux

L'aisance relative de cette famille de paysans, dont le bien est évalué de 70 000 à 80 000 francs, lui permet de faire des études, d'obtenir le baccalauréat et de faire des études de droit. En 1847, il devient clerc dans une étude d'Avignon et, en 1851, à l'âge de vingt-six ans, il fait l'acquisition d'une charge d'avoué à Périgueux, consécration de ses efforts et statut social méritoire pour un individu d'extraction modeste, Orélie-Antoine de Tounens semble avoir réussi dans une vie dont la suite semble tracée d'avance.

Et pourtant Orélie-Antoine poursuit d'autres rêves. En 1857, de façon inattendue, il vend sa charge d'avoué. Sa famille contracte un emprunt de 25 000 francs auprès du Crédit foncier de France en vue d'une expédition qu'il projette.

La 1^{ère} expédition : 1858-1862

Quelques mois plus tard, en juin 1858, il s'embarque pour l'Amérique du Sud. Le 28 août, il débarque à Coquimbo, au Chili.

Son ambition est folle : se tailler un Etat souverain dans l'extrême sud de l'Amérique du Sud, mais aussi, éventuellement, réunir en une grande confédération les républiques hispano-américaines dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle puis (rien de moins) offrir son alliance à Napoléon III ! Faire en quelque sorte pour l'Amérique du Sud ce que Garibaldi veut faire pour l'Italie. Le point de départ choisi est le territoire de la Patagonie.

La Patagonie couvre la partie orientale du continent sud-américain, du Río Negro (vers le 40^e parallèle de latitude sud) jusqu'à la Terre de Feu, dont elle est séparée par le détroit de Magellan. Anciennement habitée par les Tehuelches (sur la façade atlantique) et par les Fuégiens (sur le versant pacifique) la Patagonie fut découverte au début du XVI^e siècle, mais l'intérieur du territoire resta inexploré jusqu'au XIX^e siècle. A l'époque d'Orélie-Antoine de Tounens, ce pays, divisé entre la Patagonie andine (climat humide et végétation abondante) et le plateau patagonien, à l'est, sec et pauvre, est peuplé de tribus indiennes qui résistent toujours aux envahisseurs chilien et argentin.

Le 28 août 1858, il débarque à Coquimbo, au Chili, à 400 kilomètres de Santiago. De 1858 à 1860, installé au Chili, Tounens apprend à communiquer avec les diverses tribus indiennes et se familiarise avec la région patagonique. A la mi-1860, il débarque à Valdivia, port de l'extrême sud chilien de la côte Pacifique, et gagne la province d'Arauco (ou Araucanie). Il a apporté avec lui des objets qui lui semblent les attributs indispensables à la souveraineté d'un état : un sceau, un sabre de cavalerie, deux drapeaux de son futur royaume, quelques exemplaires de la Constitution qu'il avait rédigée, des « pesos patagons » frappés spécialement à Paris ainsi que divers uniformes militaires.

Quelques mois plus tard, le 20 novembre 1860, encouragé par l'adhésion à ses projets de plusieurs chefs de tribus locales

« araucaniennes » (il s'appuie sur les tribus Puelches et Tehuelches, qui lui restent fidèles par la suite), il se fait proclamer roi d'Araucanie et de Patagonie, prend le nom d'Orllie-Antoine I^{er}, revendiquant au passage l'extension de son royaume au-delà des Andes, jusqu'à l'Atlantique et au détroit de Magellan et rédige la constitution du nouvel Etat.

*Nous, Prince Orélie-Antoine de Tounens,
Considérant que l'Araucanie ne dépend d'aucun autre État, qu'elle est divisée par tribus, et qu'un gouvernement central est réclamé par l'intérêt particulier aussi bien que par l'intérêt général, décrétons ce qui suit: (...)*

CONSTITUTION

Par notre décret en date de ce jour, nous avons établi en Araucanie une monarchie constitutionnelle et décrété que le trône sur lequel nous sommes monté serait occupé, après notre mort, par nos descendants en ligne directe, et, à leur défaut, par des héritiers pris dans les autres branches de notre famille, selon un ordre ultérieurement fixé.

Les bases de la Constitution sont :

- 1° Un roi ou une reine selon l'ordre héréditaire ;*
- 2° Des ministres, dépendant du roi seul ;*
- 3° Un conseil du royaume, formé par des notabilités du pays ;*
- 4° Un conseil d'État, rédigeant les projets de loi et les défendant devant le corps législatif (...)*

Fait en Araucanie, le 17 novembre 1860.

Signé : Orélie-Antoine 1er "

Il prend soin d'envoyer aux gouvernements chilien et argentin une demande officielle de reconnaissance. Naturellement, ceux-ci ne prennent pas au sérieux les prétentions de ce monarque français autoproclamé... On regarde ce fantaisiste avec un air mi-amusé mi-perplexe : cet original n'est de toutes façons pas dangereux.

Mais l'homme agite des ambitions : il envisage de créer une ligne de vapeurs reliant la Patagonie à Bordeaux pour exploiter les nombreuses mines d'argent et d'étain dont il pense que le pays regorge. Pendant plusieurs mois, il conforte sa notoriété auprès des « sujets » de son royaume imaginaire et multiplie les correspondances avec la France pour informer ses concitoyens des développements locaux. Quoique dubitatifs et sarcastiques, « Le Périgord » mais aussi le très sérieux « Le Temps » (27 septembre 1861) publient ses messages.

Durant la période 1860-1862, le royaume d'Araucanie et de Patagonie a eu, dans une certaine mesure, une existence effective. Mais les ministres Lachaise et Desfontaines dont on voit les signatures au bas d'actes royaux n'existent pas : le nom du premier correspond au La Chèze (ou La Chaise) où naquit Antoine de Tounens et celui du second à Les Fontaines, un hameau proche du précédent.

Enfin, alertées par les rumeurs d'un prochain soulèvement des tribus indiennes, les autorités chiliennes prennent peur et décident de mettre un terme aux agissements de l'hurluberlu. Le 5 janvier 1862, « Orélie-Antoine 1^{er} » est arrêté par le lieutenant Villagran, de l'armée chilienne et emprisonné à Santiago. Accusé d'être un dangereux agitateur révolutionnaire, il est en fait condamné, en septembre suivant, à être... interné dans un asile, tant le tribunal a l'impression d'être face à un déséquilibré.

Sur l'intervention du consul général de France au Chili, Cazotte, Orélie-Antoine de Tounens est alors remis à l'autorité française et, le 28 octobre 1862, il est embarqué de force à Valparaiso sur le *Duguay-Trouin* pour être expédié vers la France.

De retour au pays, Orélie-Antoine ne désarme cependant pas. Il entend se conduire comme un souverain en exil, spolié de son royaume et il poursuit son agitation à Paris : il publie ses

« *Mémoires* » et un « *Manifeste* » visant à alerter l'opinion publique et à attirer l'attention du gouvernement français sur ses projets de restauration et de colonisation. En mars 1864, il lance un « *Appel à la Nation française* » et ouvre une souscription nationale qui ne lui rapporte rien. Sa famille doit régler ses dettes. Ses appels aux députés, au ministre des Affaires étrangères et à l'Empereur Napoléon III, alors que le gouvernement français a déjà sur les bras l'expédition du Mexique, demeurent sans réponse.

L'expédition de 1869.

La Bibliothèque nationale conserve la trace d'une souscription organisée en sa faveur, notamment à Bordeaux, à partir de l'été 1866. Franc-maçon, il a été membre de la Loge de Périgueux « Les Amis Persévérants et l'Étoile de Vésone », du Grand Orient de France, et il a écrit des lettres à ses frères maçons pour demander de l'aide dans ses expéditions. Il trouve ainsi un appui et, au bout de 7 ans, Orélie-Antoine 1^{er} décide de retourner en Patagonie, nous sommes en 1869. Il reprend le bateau. Débarqué à Carmen de Patagones, sur l'Atlantique, à l'embouchure du Rio Negro, il se lance, sur place, dans un périple dangereux à travers la Cordillère des Andes, dans des régions désertiques de la Patagonie, peuplées de tribus belliqueuses, pour arriver en Araucanie. C'est un véritable exploit qu'avait réussi péniblement, un demi-siècle plus tôt, le général San Martín, mais avec 5000 soldats et 10 000 mules ; c'est dire la détermination de notre homme.

Il parvient dans son royaume et rassemble ses chefs indiens stupéfaits de le voir réapparaître, alors que les Chiliens avaient répandu la nouvelle qu'il avait été fusillé.

La région est en pleine effervescence : rebellions de tribus et répression gouvernementale alternent. Pour le gouvernement chilien, Orélie est le véritable instigateur de ces troubles : on apprend qu'il est de retour, sa tête est maintenant mise à prix !

Sans appuis ni argent, le Français rebrousse prudemment chemin. En 1871, il est de retour en Europe.

L'expédition de 1874

De retour en France, il reprend son action de propagande et de lobbying et parvient à lancer une nouvelle expédition en 1874. Il fait frapper des pièces de monnaies au nom de son royaume et revient en Argentine sous une fausse identité (« Jean Pratt ») et un déguisement. L'aventure tourne cependant court et, rapidement démasqué, il est de nouveau emprisonné par les autorités argentines dès son débarquement à Bahia Blanca. Devant la gravité de la situation, il rédige son testament et règle la question de la succession au trône ! Le 31 octobre 1874, sur une (nouvelle) intervention des autorités consulaires françaises, les autorités argentines rendent la liberté au remuant « roi d'Araucanie » qui est expulsé encore une fois vers la France.



Peso émis au nom d'Aurélie Antoine I^{er} roi d'Araucanie et de Patagonie, Museo Historico y Numismatico, Buenos Aires.

L'expédition de 1876

Malgré ces échecs répétés, Orélie-Antoine continue son combat : il fait campagne dans les journaux provinciaux et parisiens et organise une cour en exil, avec un drapeau (vert, bleu et blanc), un sceau et deux ordres honorifiques : l'ordre de la Couronne d'acier et l'ordre de la Constellation du Sud.

En 1876, l'infatigable monarque sans royaume est encore de retour en Amérique du Sud ! C'est une nouvelle fois la prison qui l'attend en Argentine et la maladie grave qui le frappe. Soigné à l'hôpital Saint-Louis de Buenos Aires, il y subit une opération qui

le laisse invalide pour le restant de ses jours. Ce quatrième voyage sera donc le dernier. Revenu en France au début de 1877 à bord du paquebot Parana, il regagne Bordeaux, où il est hospitalisé. Sous les auspices du cardinal-archevêque Mgr Donnet, une souscription est lancée pour subvenir à ses besoins.

Il se retire chez son neveu Jean dit Adrien (1844-1889), établi à Tourtoirac comme boucher ; il y meurt le 17 septembre 1878, après de dures souffrances, âgé seulement de 53 ans, tout près de son lieu de naissance. Il est inhumé au cimetière de la commune.

Il meurt sans alliance ni descendance. Il est difficile de dire si ses dernières volontés ont été de désigner Achille Laviarde pour lui succéder à la tête du « royaume d'Araucanie et Patagonie ». En tout cas ses proches par le sang préfèrent travailler au rétablissement d'une situation financière compromise. Le neveu secourable, Adrien-Jean de Tounens, devenu l'héritier de la couronne à la mort de son père Jean (1805-1881), frère aîné d'Antoine-Orélie, renonce en 1882 en faveur de Laviarde, qui se fait appeler « Achille I^{er} ». Ses enfants s'appelleront simplement *Tounens*.

On peut dire, à la décharge de notre héros, que l'expédition française au Mexique, qui est contemporaine des tentatives de Tounens, est à peine plus réaliste que celles-ci, et que les conquistadors du XVI^{ème} siècle ont soumis des espaces immenses avec à peine plus de moyens que Tounens, mais on n'est plus au XVI^{ème} siècle : à l'époque de Tounens, « *tous les pavillons couvrent tous les territoires* », comme dit Paul Valéry, et sa grande erreur fut de se tromper d'époque et d'ignorer superbement les souverainetés chilienne et argentine qui s'exerçaient sur les territoires de son royaume.

Cette incroyable aventure va tomber dans l'oubli jusqu'aux années 1950 où l'écrivain Saint-Loup (Marc Augier), séduit par ce

« conquistador à la française », ce « Cyrano de Tourtoirac », rédige son livre : le « Roi Blanc des Patagons » et jusqu'à ce que l'écrivain Jean Raspail, dans son ouvrage « *Moi, Orélie-Antoine 1^{er}, roi de Patagonie* » lui donne la notoriété qui débouchera sur un téléfilm dans les années 80.

Ainsi que le dit François Tulli, l'un des porte-drapeaux de l'actuelle confrérie des « Patagons » : « *Antoine de Tounens est mort le 17 septembre 1878 à Tourtoirac, ruiné, oublié de tous, dans la seule compagnie de ses décrets royaux, de ses étendards et des ordres qu'il avait fondés. Et il ne reste rien - ou presque rien - de cet unique et mythique roi qu'ait connu la Patagonie* ».

Car il reste quand même un « presque rien ». Quelques individus ont décidé de se réunir pour maintenir vivant l'héritage et la mémoire de ce roi sans sujets, conquérant sans moyen, forcément battu d'avance et souverain imaginaire d'une contrée qui porta ses rêves avortés de gloire pacifique. Cette association informelle, animée par Jean Raspail, autoproclamé « consul général du Royaume de Patagonie » se livre ainsi à diverses manifestations : journal, communiqués de presse et cérémonies plus ou moins iconoclaste, telle l'« invasion » pacifique récente au nom du « Royaume Patagon » et durant 24 heures de la petite île des Minquiers, située non loin de Jersey et appartenant à...

l'Angleterre. Ces activités constituent pour ses membres une sorte d'espace de résistance qu'un journaliste a situé " *au sud de l'humour anglais et au nord de la poésie* ".

La succession

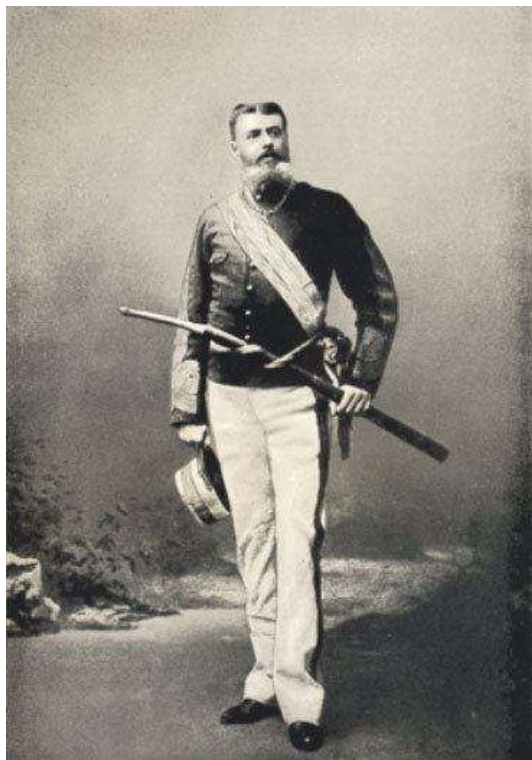
Monument d'Antoine de Tounens à Tourtoirac.



En 2016, la commune de Tourtoirac (avec l'association Auspice Stella) a érigé un monument en face de la maison dans laquelle Orélie-Antoine est mort. Ce monument a été inauguré par le maire Dominique Durand et le prince Antoine IV, successeur d'Orélie-Antoine.

David de Mayrena

Un boulevardier roi des sauvages



« *Un boulevardier roi des sauvages* » est le titre donné par le polygraphe Jean Dorsenne au récit qu'il fit de l'aventure du personnage que nous allons maintenant présenter, mais ce titre est un peu réducteur.

Les confins de l'Annam, du Cambodge et du Laos, très difficiles d'accès, ont longtemps été des territoires sans Etats ou objets de rivalité entre le royaume du Siam, l'Empire d'Anam et la France.

De nombreuses expéditions (de Carné, Pavie, Rivière, Doudart de Lagrée) les ont explorés vers 1860-1880. Cette situation marginale a inspiré à l'un de nos aventuriers l'idée de s'y tailler un royaume.

Auguste-Jean-Baptiste-Marie-Charles David, dit David de Mayrena naquit le 31 janvier 1842 à Toulon. Il était le fils de Léon Jacques Albert David, enseigne de vaisseau, né en 1812 à Dusseldorf, et de Marie-Anne Thunot, fille d'un colonel de la Garde nationale. Son grand-père paternel, Charles-Marie David (1780-1868), avait été directeur des douanes à Dusseldorf, puis maître des requêtes au Conseil d'État, conseiller d'État en poste à la direction du Commerce extérieur, au Ministère des Travaux publics, puis de l'Agriculture, député des Vosges en 1815, commandeur de la Légion d'honneur. Il avait épousé en 1815 Elisabeth Maitrié, fille de Jean-Louis Maitrier, ancien receveur des domaines.

Il perd son père très jeune et est élevé par sa mère. En 1857, il échoue au concours de l'École navale et s'engage au 6^e régiment de dragons en 1859. En 1863, il est muté en Cochinchine dans un régiment de Spahis et participe à l'annexion de ce territoire. En 1868, il démissionne de l'armée et rentre en France.

En 1870 il est mobilisé. Il est promu capitaine en 1871 et décoré de la légion d'honneur. Il publie alors *Souvenirs de la Cochinchine*, où il raconte sa vie de 1863 à 1868 et ses aventures, dont on ne sait séparer le vrai du faux.

D'une belle prestance (1m85), séducteur, portant fièrement la barbe et les beaux costumes, duelliste (il a occis un fâcheux à l'épée), il mène sa vie sur les Grands boulevards et les cabarets parisiens et s'installe comme banquier, mais en juillet 1883, accusé de détournement, il fuit en Hollande. De là, il s'embarque pour les Indes orientales néerlandaises où il arrive en septembre

1883, mais, dès août 1884 les autorités locales l'expulsent vers la France.

Affairiste et journaliste, il obtient des fonds du baron Roger Seillière pour financer une expédition scientifique dans le sultanat d'Aceh (Indonésie). Arrivé à Saïgon avec son frère, il change de projet mais garde le pécule. Après avoir dépensé l'argent du baron Seillière, il organise différents trafics, notamment celui des armes, et des escroqueries.

À partir de 1885, il monte plusieurs expéditions à l'intérieur de l'Indochine française. A l'époque, le Siam, profitant depuis des décennies de la faiblesse de ses voisins laotiens et cambodgiens, a usurpé des territoires de ces deux peuples et l'une des tâches des résidents et des gouverneurs généraux de l'Indochine, en tant que représentants de la France, est de récupérer ces territoires pour le compte des royaumes qu'elle protège et de repousser de nouvelles tentatives que pourrait faire le Siam encouragé par les Britanniques et les Allemands. Ainsi, en 1888, craignant que les Siamois, pénètrent depuis le Laos dans les Hauts Plateaux, alors sous influence des missionnaires français, le Gouverneur général Constans hésite à envoyer des troupes régulières depuis Saïgon. Il a l'idée d'essayer de créer une ligue des minorités bahnar, jaraï, et sedang. Aussi, le projet de Mayrena de conquérir ce territoire l'intéresse et, bien que les rapports de police présentent l'aventurier comme un trafiquant d'armes et un aigrefin mythomane, il le charge officieusement de partir là-bas sans ordre de mission officiel pour essayer de créer cette ligue. En cas de réussite, l'aventurier serait déclaré officiellement Chef de la *Fédération moi*, mais le territoire conquis sera intégré dans l'Indochine française mais en cas d'échec l'aventurier sera désavoué.

En mars 1888, David arrive à Quin Hon pour explorer le pays Moï. Il est à la tête d'une colonne de 80 porteurs et de 15

tirailleurs annamites et va se frayer un chemin à travers la jungle. Il est aussi accompagné par son acolyte, un aventurier louche nommé Mercuriol, ancien croupier, par le commerçant Paoli, ainsi que par quelques femmes, dont sa « congai », (concubine vietnamienne), qu'il présente comme une princesse descendant de l'ancien Royaume de Champa. En chemin il est rejoint par un missionnaire, le père Guerlach, qui vit dans la région depuis plusieurs années et parle les dialectes locaux.

Le peuple des Moï ou Hmongs, constitué de plusieurs ethnies, vit dans une zone de montagne et de hauts plateaux difficile d'accès. Rétifs à toute forme de civilisation, ils sont animistes, vénèrent les esprits de la forêt, vivent de la chasse et font souvent la guerre pour se procurer des esclaves. Leur territoire était alors considéré comme trop dangereux et insalubre et seuls quelques missionnaires étaient installés dans la localité de Kon Tum.

À part quelques intrépides missionnaires et quelques aventuriers installés à Kon Tum, nul Français n'ose y pénétrer. Trop dangereux, trop insalubre. C'est justement ce qui plaît à Mayréna. Cette absence de fonctionnaires et de militaires lui laisse le champ libre. Une *terra incognita* dont lui, qui rêve à Cortès et à Pizarre, sera le conquistador.

Arrivé sur le territoire des Moïs, s'appuyant sur les missionnaires de Kon Tum, habillé d'un pantalon blanc et d'un dolman bleu aux manches galonnées d'or, il mène une véritable campagne de découverte de tous les villages (rongs), n'hésitant pas à défier les opposants en combat singulier, mais aussi à prêter le serment de l'alcool de riz traditionnellement bu en groupe directement dans la jarre avec une grande paille. Sous sa tunique, il porte en permanence une cotte de mailles qui lui sauve plusieurs fois la vie en particulier lorsque des fléchettes de curare sont tirées sur lui. Il acquiert ainsi une réputation d'être surnaturel bénéficiant de la

protection des génies. Il aurait aussi impressionné les indigènes par ses tours de prestidigitation.

Marie 1^{er}, roi élu des Sedangs

En six mois, son audace, son panache et son charisme aboutissent à ce prodige dont toute l'Indochine va bientôt faire des gorges chaudes : il réussit grâce à son activité infatigable à regrouper différentes tribus, dont la plus importante et la plus redoutable, celles des Sedangs, et se fait élire comme leur roi sous le nom de Marie I^{er}. Dès novembre 1888, il se rend à Hong Kong, colonie britannique, avec sa garde d'honneur habillée d'uniformes d'opérette, pour rechercher des investisseurs en s'adressant aux financiers et marchands locaux. C'est au cours de ce séjour qu'il se serait battu en duel avec le marquis de Morès.

Il dote son jeune État de tous les attributs de la souveraineté : un drapeau (azur frappé d'une croix de Malte avec une étoile rouge en son centre), une devise jouant avec le mot Sedang (*Jamais cédant, toujours s'aidant*), crée une douane, un service des postes avec ses propres timbres et différentes décorations (ordre royal sédang, ordre du mérite sédang, ordre de Sainte-Marguerite) pour récompenser les lettres, les arts, les sciences, l'industrie et le dévouement à la maison royale. Il crée une armée avec 20 000 hommes équipés de revolvers Remington et d'arbalètes et promulgue une constitution. Sa maîtresse annamite devient reine des Sédangs et son acolyte Mercurol devient marquis d'Hénoui. Le village de Kon Jaraï devient sa capitale et le catholicisme est la religion d'État. Il fait la guerre aux insoumis, notamment aux groupes voisins Katu, Jaraï et Bahnar.

Le 21 mars 1889, il rencontre le gouverneur de l'Indochine pour demander la reconnaissance officielle de son pays. Face à son refus, il contacte également le consul allemand pour se mettre sous la protection du Kaiser, sans succès. Il aurait même menacé de déclarer la guerre à la France. Une campagne de presse dévoile

alors son passé trouble. En avril 1889, il décide de se rendre à Paris pour rencontrer le président Sadi Carnot et ouvrir une ambassade, rue de Grammont (II^{ème} arrondissement). Il donne de nombreuses interviews à des journalistes, dont Alfred Capus. Il fréquente les cabarets et c'est au Moulin rouge que Maurice Mac-Nab et Charles de Sivry auraient composé l'hymne national de son royaume. Il survit en vendant des titres de propriété ou d'exploitation, des décorations, des baronnies, des comtés et même des duchés de son royaume d'opérette, mais l'administration coloniale, profitant de son éloignement s'empare de son royaume.



Timbre du royaume des Sedangs

La fin

Le monarque trahi et déchu se rend à Bruxelles où il trouve un riche industriel qu'il fait baron et décore de divers ordres. Ce naïf met à sa disposition d'importantes sommes pour que Mayrena rentre dans son royaume avec d'autres investisseurs qui constituent sa cour. Le 18 avril 1890, à l'escale de Singapour, il est convoqué par le consul de France qui l'informe que son royaume n'existe pas, que la France revendique le territoire et qu'il sera arrêté s'il débarque en Indochine. Il imagine alors de vendre des actions d'une société qui construira un canal dans l'Isthme de Kra reliant l'océan Indien au golfe de Siam, mais ses compagnons le quittent et il se retrouve seul et sans argent.

Il échoue sur la petite île malaisienne de Tioman et il survit en collectant des nids d'hirondelles qu'il revend aux commerçants chinois. Sa santé mentale se dégrade, il se déclare persécuté et imagine que les autorités françaises cherchent à le faire supprimer. Il meurt seul le 11 novembre 1890, à 48 ans,

abandonné de tous sauf de son chien. Il n'aura survécu que 18 mois à sa chute. Certains prétendent qu'il fut empoisonné par un de ses compagnons, pour d'autres il se suicida, pour d'autres enfin il serait mort d'une morsure de serpent.

André Malraux, qui a connu son aventure par la lecture de Dorsenne, a écrit une vie non publiée de Marie-Charles David de Mayrena qu'il appelait son « fantôme de gloire ». Il l'évoque longuement dans ses Antimémoires, chapitre « La voie royale » où Perken est son double. Il lui consacra aussi un roman inachevé intitulé *Le Règne du malin* dont le texte s'arrête à l'arrivée de Mayréna chez les Moïs. Schoendorfer pour sa part y puisa le sujet de son livre *l'Adieu au roi*, et Michel Aurillac celui du « *Royaume oublié* ».

L'Afrique du Nord

Après l'Inde et l'Indochine, l'Afrique du nord aura été un des grands théâtres de l'aventure pour les Français et d'ailleurs, quelques uns des personnages qui figurent dans d'autres chapitres de cet ouvrage ont également fréquenté cette région du monde, à commencer par la comtesse du Luart, que nous venons de rencontrer.

Général Youssouf



Origines et jeunesse

Contrairement à ce que son nom pourrait faire croire, celui qui est passé à la postérité sous ce nom de général Youssouf n'était pas un Arabe passé au service de la France. Il s'appelait Joseph Vantini. Ou Valentini. dit Youssouf (Joseph en arabe), et était d'origine italienne. Ou corse. Bref, ses origines étaient floues. Il faut dire qu'il n'avait conservé aucun souvenir de sa famille, se rappelant seulement avoir vu Napoléon I^{er} en 1814. En effet, il était né en 1808 sur l'île d'Elbe, qui était française depuis 1802, fils d'un grenadier et aurait été élevé jusqu'à l'âge de trois ans par Pauline Bonaparte.

Sa vie commence comme dans un roman ou une pièce de théâtre du XVII^{ème} siècle : en 1815, il fut embarqué pour Florence où on l'envoyait faire ses études ; mais – premier coup du Destin - le navire fut capturé par un corsaire tunisien, près de Piombino. A Tunis, il fut vendu au Bey comme esclave, et élevé dans le sérail. Ses qualités physiques et intellectuelles (ayant appris en peu de temps le turc, l'arabe, l'espagnol) et son adresse dans tous les exercices militaires) le firent choisir pour entrer dans la garde du Bey, et il reçut à cet effet les leçons spéciales comportant la pratique du cheval et des armes ainsi que l'étude du Coran. Il eut alors l'occasion d'être le compagnon de jeux d'une fille du bey, la princesse Kaboura, sut plaire à l'enfant, si bien que plus tard, quand elle eût grandi et qu'il fût devenu garde, une intrigue se noua entre eux.

Surpris, un jour, dans un de ses rendez-vous, par un gardien, il conçut aussitôt l'audacieuse résolution de suivre ce dernier dans les jardins et de s'en défaire pour éviter qu'il le dénonce. Il jeta le corps dans une piscine profonde, n'en conservant que la tête et, le lendemain, pendant que la jeune princesse l'entretenait des vives terreurs auxquelles elle était en proie, il la conduisit, pour toute réponse, dans la chambre voisine, et lui montra, dans l'une des

armoires, la tête de l'esclave dont il avait arraché la langue. Cette aventure pouvait néanmoins finir par s'ébruiter. Comme, au début de 1830, il manifestait son enthousiasme pour le parti français qui s'était formé à Tunis, ses ennemis dévoilèrent cette intrigue, et il eût été assassiné s'il n'avait été prévenu par la princesse. Il ne songea plus dès lors qu'à quitter Tunis, et prépara son évasion.

Pendant quelques jours, feignant d'être malade, il obtint la permission de sortir du sérail, et, trompant la vigilance de ses surveillants, put concerter les moyens de s'échapper, aidé par les fils du consul de France, de Lesseps. C'était au mois de mai 1830. Le brick français *l'Adonis*, était à l'ancre dans la rade ; un canot devait l'y conduire, mais cinq Turcs étaient apostés là pour s'opposer à son embarquement. Youssef, qui les avait vus de loin, remarqua qu'ils avaient laissé leurs fusils en faisceau sur un rocher : il s'élança de ce côté, jeta les armes à la mer, se débarrassa de deux de ces hommes, mit les autres en fuite, et gagna l'embarcation.

Campagne de 1830 en Algérie

L'Adonis –deuxième coup du Destin - faisait partie de l'expédition française contre le Dey d'Alger. L'un des buts de l'expédition était de mettre fin à l'esclavage des chrétiens par les « Barbaresques » ; notre Youssef, qui sortait de quinze années de captivité chez eux ne pouvait qu'adhérer d'enthousiasme à ce projet. Débarqué à Sidi Ferruch le 16 juin 1830, deux jours après le gros du corps expéditionnaire, Youssef fut attaché par Bourmont comme interprète à son état-major. Il avait vingt-deux ans.

Placé ensuite comme interprète militaire auprès du commissaire général de police, il accomplit plusieurs missions auprès des chefs des diverses tribus éloignées, missions qui lui ouvrirent la carrière des armes. Il fut nommé capitaine dans le 1^{er} régiment des chasseurs d'Afrique le 25 mai 1831, puis promu aux fonctions de

khalifa (adjoint) auprès de l'Agha des Arabes. Il vendit pour une trentaine de mille francs les pierres précieuses des armes qu'il avait apportées de Tunis, équipa avec cet argent quelques cavaliers indigènes et fit avec eux des razzias fructueuses

Dans l'expédition de Clauzel sur Médéa, Youssouf se conduisit avec beaucoup de courage ; il tua un chef turc qui l'avait blessé, lui prit son cheval et se fit remarquer dans tous les combats. Clauzel, qui venait de créer un escadron de chasseurs algériens, y fit engager Youssouf et l'y nomma, le 2 décembre 1830, capitaine indigène à titre provisoire, grade qui fut confirmé quelques mois plus tard. Dés lors, dans toutes les expéditions, Youssouf se montra si plein d'audace, d'initiative et d'endurance, qu'il devint rapidement légendaire dans l'armée d'Afrique. Lorsqu'il rentrait dans les camps avec ses cavaliers, " ses enfants " comme il les appelait, il était acclamé par les troupes françaises.

Sa réputation le fit désigner au début de 1832 pour aller, avec le capitaine d'Armandy, secourir la casbah de Bône ; il y risqua sa vie dans des conditions qui lui valurent une véritable célébrité, par son sang-froid et son énergie dans des circonstances tragiques : depuis huit jours, la poignée d'hommes à laquelle avait été confiée la défense de la ville, était enfermée dans la casbah assiégée par l'ennemi.

Youssouf, averti par un de ses gens que certains des Turcs passés au service des Français avaient formé le complot de l'assassiner pendant la nuit, de massacrer les Français et de s'emparer du fort, va trouver le capitaine d'Armandy qui commandait la garnison, lui fait connaître l'imminence du danger, et lui déclare qu'il ne sait qu'un moyen d'y échapper. « *Il faut, que je sorte avec mes Turcs, ajoute-t-il. — Mais ils te tueront, répond l'officier français. — Que m'importe, répond Youssouf ; j'aurai le temps d'enclouer les pièces qui sont à la marine. Je succomberai, je le prévois, mais tu seras sauvé, et le drapeau français ne cessera pas de flotter sur Bône.* » À peine a-t-il

prononcé ces mots qu'il sort de la casbah, suivi de ses Turcs. La porte de la casbah est aussitôt murée derrière lui ; parvenu au bas de la ville, il s'arrête, et s'adressant à sa troupe : « *Je sais, dit-il, qu'il y a parmi vous des traîtres qui ont résolu de se débarrasser de moi dans la nuit prochaine. Je les connais, qu'ils frappent d'avance ceux qui ne craindront pas de porter la main sur leur chef* », puis, se tournant vers l'un d'eux : « *Toi, tu es du nombre* », lui dit-il, et il l'étend mort à ses pieds. Cet acte de résolution déconcerte les conjurés ; ils tombent à ses genoux, et lui jurent une fidélité à laquelle ils n'ont pas manqué depuis.

Suite des campagnes en Algérie

Youssouf se fit encore remarquer pendant les campagnes de 1832 et 1833, et fut nommé, le 7 avril 1833, chef d'escadron dans le corps des spahis réguliers du « colonel-acha » Marey.

Lorsqu'en 1835 Clauzel fit l'expédition de Mascara, il appela Youssouf à son état-major, et fut séduit aussitôt par ses qualités : "*Youssouf*, écrivit-il au Ministre, *est un homme des plus intrépides et des plus intelligents que je connaisse. Il est venu me rejoindre près de Mascara, après avoir traversé trente-cinq lieues de pays au milieu des Arabes qui nous suivaient pour nous combattre.*"

Clauzel l'emmena avec lui à l'expédition de Tlemcen, et lui donna une nouvelle occasion de s'illustrer le 15 janvier 1836, à l'attaque du camp d'Abd El Kader. Youssouf, à la tête d'une cinquantaine de cavaliers Douairs et Smela, chargea les cavaliers ennemis avec une fougue incroyable. Monté sur un excellent cheval, il s'attacha à la poursuite d'Abd El Kader et crut à plusieurs reprises qu'il allait l'atteindre. Cette course effrénée dura 25 kilomètres. Youssouf se trouvait seul en avant de tous les siens, grâce à la vitesse de son cheval. En vain l'Émir criait-il à ses gens : "Lâches, retournez-vous et voyez : il n'y a qu'un homme qui vous poursuit." La frayeur l'emportait sur la voix du chef, et la fuite

continuait. Le cheval d'Abd el Kader était meilleur encore que celui de Youssouf et le mit finalement hors d'atteinte.

Les succès remportés par Clauzel à Mascara et dans la province d'Oran lui permettant de penser à l'expédition de Constantine, c'est Youssouf qu'il considéra comme l'homme capable de l'aider puissamment dans cette tâche. A cet effet, il le nomma, dès le mois de janvier 1836, bey de Constantine, comptant sur l'habileté du jeune chef d'escadrons, qui connaissait si bien le caractère indigène, pour aplanir nombre de difficultés et lui ouvrir la voie. Youssouf avait à sa disposition les spahis réguliers et auxiliaires, était autorisé à lever un corps de 1.000 Turcs ou Arabes. Il devait, pour préparer les voies, gagner progressivement à sa cause les tribus entre Bône et Constantine. C'était une excellente méthode, qui depuis lors a fait ses preuves.

Dès le mois d'avril 1836, Youssouf s'établit au camp de Dréan, recevant comme nouveau bey la soumission de nombreuses tribus, et allant châtier celles qui ne reconnaissaient pas son autorité. Il commandait en chef indigène, à la manière d'Abd el Kader, c'est-à-dire rudement, faisant trancher la tête après un jugement sommaire à son secrétaire convaincu de trahison, razziant sans pitié les agglomérations qui lui restaient hostiles. Clauzel se rendit en France, cherchant à obtenir des renforts qui lui furent refusés. Parti trop tard en novembre, il arriva cependant sans combat devant Constantine, grâce à l'habile préparation politique de Youssouf, qui le précédait à l'avant-garde avec ses Turcs et ses Indigènes; mais il fut vaincu par le mauvais temps et l'insuffisance des munitions.

Youssouf porta en partie le poids et cet échec et fut accusé d'ambition, de cupidité et de cruauté. Il reprit cependant ses fonctions de bey au camp de Dréan, avec la même mission, car Clauzel comptait bien renouveler l'expédition. La nomination de Damrémont comme gouverneur militaire modifia sa situation, et

le fit revenir comme chef d'escadron aux spahis réguliers de Bône. Youssouf, plein d'amertume, fit un voyage en France et pu constater que les calomnies n'avaient pas terni son prestige : fêté partout, il fut même nommé lieutenant-colonel avant de revenir en Algérie, en février 1838, pour prendre le commandement des spahis réguliers d'Oran.

Quoique Musulman, Youssouf tenait à reprendre la nationalité française, dans laquelle il était né, et il reçut cette qualité en 1839, tout en restant dans les cadres de l'armée au titre indigène. Apprécié par Bugeaud comme par ses chefs précédents, il fut proposé pour le grade de colonel en avril 1842, dans des termes qui le dépeignent mieux encore que ses nombreuses citations à l'ordre de l'armée :

« L'éloge du lieutenant-colonel Youssouf, écrivait Bugeaud au ministre, est dans toutes les bouches. Il n'est pas un officier, pas un soldat de la province d'Oran qui ne l'admire ! Jamais on n'a montré plus d'élan, plus d'activité dans l'esprit et dans le corps... Youssouf est un officier de cavalerie légère comme on en trouve bien peu. Aussi désirai-je vivement qu'il soit fait colonel, commandant tous les spahis d'Algérie. Il saura donner à tous les habitudes, l'esprit et l'élan guerriers qui ont si fort distingué les escadrons de Mascara, auxquels on doit une grande partie des succès obtenus. »

Youssouf continua à se montrer glorieusement dans la lutte contre Abd el-Kader : lors de la prise de la smala d'Abd el-Kader par le duc d'Aumale, le 16 mai 1843, le premier échelon est composé des spahis et du goum, commandés par le colonel Youssouf ; le 23 décembre 1845, il battit l'émir à Tenda dans un combat de cavalerie. Le 13 mars 1846, il l'atteignit de nouveau, le battit, lui enleva tous ses bagages et fut sur le point de l'enlever lui-même.

Dans l'expédition du duc d'Aumale contré la Smala, toujours à l'avant garde avec ses spahis, il éclairait la colonne ; s'apercevant

que sa marche était signalée par des indigènes qui allumaient des feux, il décida de faire un exemple, parvint à en surprendre quelques-uns et les fit exécuter sur le champ. Le procédé était cruel, mais produisit son effet ; les signaux lumineux cessèrent, ce qui permit de surprendre la Smala.

Lorsque, le 16 mai 1843, les auxiliaires indigènes aperçurent les premiers l'immense agglomération que formait la Smala, une sorte de conseil se tint autour du duc d'Aumale ; Youssouf avait avec lui trois escadrons de spahis et les trois escadrons de chasseurs d'Afrique du lieutenant-colonel Morris : "*Eh bien! Messieurs, en avant!*", conclut le duc d'Aumale.

Bientôt les spahis au burnous rouge partirent au galop. La surprise fut telle que les femmes, les prenant pour des cavaliers réguliers de l'Émir, poussèrent des you-yous afin de célébrer leur retour. Cette joie se transforma en stupeur lorsque les premiers coups de feu éclatèrent; un cri lugubre se propagea ; "*Er Roumi, er Roumi !*" Youssouf avec ses spahis se précipita sur le douar d'Abd el Kader, tandis que le duc d'Aumale avec l'intrépide Morris abordait la Smala de flanc. La panique saisit la foule indigène et provoqua un sauve-qui-peut général, si bien que les troupes françaises s'emparèrent de milliers de prisonniers et d'un immense butin, en n'éprouvant que fort peu de pertes.

Youssouf fit dresser pendant la nuit, devant la tente du duc d'Aumale, la tente d'Abd el Kader, et la fit entourer des drapeaux, des armes et des plus beaux trophées enlevés à l'ennemi, pour donner au jeune prince un joyeux réveil. Il fut cité, dans le rapport rédigé par le duc d'Aumale, pour "*son brillant courage et son intelligence militaire.*"

Le duc d'Aumale étant ensuite parti pour la France, Youssouf exécuta avec un plein succès diverses opérations contre les tribus de la province d'Alger. Mais c'est surtout en 1844, lors de la

campagne contre le Maroc, qu'il trouva de nouvelles occasions de donner sa mesure. A la bataille de l'Isly, il commanda le premier échelon de la charge de cavalerie, formé de six escadrons de spahis, et, malgré le feu de onze pièces de canon marocaines, aborda le camp du fils du Sultan, sabra les servants et s'empara des pièces. Entré dans cet immense camp, il fut arrêté un moment par des cavaliers et des fantassins lui opposant une farouche défense individuelle; mais, grâce à l'approche de trois escadrons de chasseurs, il put repartir de l'avant; il poursuivit les Marocains en retraite jusqu'à plusieurs kilomètres du camp. Les quatre officiers tués dans cette journée étaient quatre officiers de spahis. Youssouf mérita, à cette occasion, sa dix-septième citation.

Un événement romanesque devait encore une fois se produire dans sa vie; étant allé en France accompagné du maréchal des logis Weyer, son secrétaire, il s'éprit de la soeur du jeune sous-officier, la demanda en mariage, abjura la religion musulmane et l'épousa. Revenu avec sa femme en Algérie, il reçut en juillet 1845 le grade de maréchal de camp à titre indigène et le commandement d'une brigade de vingt escadrons de spahis, en trois régiments.

C'est dans la période qui s'ouvre en septembre 1845, par le fameux combat de Sidi Brahim, et qui marque l'effort suprême d'Abd el Kader, que Youssouf allait se surpasser. Chargé par Bugeaud du commandement de colonnes mobiles successives, il poursuivit, avec une inlassable activité, Abd el Kader et les tribus qui avaient pris son parti.

Il eut l'occasion à cette époque de démontrer souvent l'excellence de ses principes de guerre africaine, si différents de ceux de la guerre européenne. En décembre 1845, Abd el Kader fuyait devant lui en deux colonnes, l'une formée de ses cavaliers, l'autre de ses bagages et troupeaux; ce fut non la première, mais la

seconde qu'il poursuivit, certain d'obliger ainsi son adversaire à venir défendre son bien. Le combat eut lieu à l'oued Temda : Abd el Kader eut son cheval tué sous lui, s'échappa à grand'peine grâce au dévouement des siens, et laissa entre les mains de Youssouf ses morts, ses blessés et ses bagages.

La cavalerie de Youssouf, rentrée à Alger exténuée par trois mois de dure campagne dans des pays difficiles, repartit à la fin de février 1846, mais pour le Sud, c'est-à-dire pour des régions plus favorables à son action. Le 12 mars, Youssouf découvrit les traces d'Abd el Kader ; alors ce fut une poursuite sans répit, qui dura pendant plus de 20 kilomètres, dans la région de Bou Saada, et qui fit tomber entre ses mains plusieurs drapeaux, des prisonniers, des tentes et un convoi de 800 mulets. Abd el Kader serré de près à plusieurs reprises avec 14 de ses cavaliers, par plusieurs officiers français qui avaient de bons chevaux, dut encore une fois son salut à la qualité supérieure de son cheval.

Si Youssouf épuisait ses chevaux, il pouvait les remplacer, tandis que l'Émir ne le pouvait pas : Bugeaud écrivait le 31 mai à Léon Roches que les éclaireurs de Youssouf avaient suivi Abd el Kader en fuite vers le sud-ouest et qu'ils l'avaient vu réduit à " environ 150 cavaliers, éparpillés sur la route, les uns démontés, les autres traînant leurs chevaux, d'autres montés sur des haridelles maigres et blessées. "

Youssouf avait conquis l'estime et l'affection de Bugeaud, qui le considérait comme un magnifique cavalier, et l'appelait le " Murat de l'armée d'Afrique ". Après le départ pour la France de l'illustre Maréchal, il n'eut plus guère l'occasion de chevauchées, car Abd el Kader s'était réfugié au Maroc et fut bientôt amené à se rendre : l'ère glorieuse était close, il fut nommé inspecteur général permanent de la cavalerie indigène.

Le livre qu'il publia en 1851 " De la guerre en Afrique " témoigne de son activité dans un nouveau domaine. Les principes qu'il y exposait ont servi de bases aux règlements spéciaux si nécessaires à l'armée d'Afrique. Aux conseils militaires pratiques, il ajoutait des pages d'une portée plus haute, celles par exemple où il indiquait le rôle de l'officier des bureaux arabes : " *La France veut coloniser, écrivait-il ; elle appelle de ses vœux le moment où la charrue pourra entrouvrir ce nouveau sol, où les baïonnettes ne seront plus que protectrices, et où le colon n'aura plus à craindre de voir surgir un ennemi derrière chaque buisson. Dès ce jour (puisse-t-il bientôt luire), l'officier des bureaux arabes verra encore s'agrandir sa mission : il sera plus que jamais l'homme nécessaire, le trait d'union indispensable; pendant de longues années, il sera appelé, sur les zones de l'intérieur, à diriger, surveiller, protéger la colonisation qui aura franchi le Sabel, et se sera aventurée presque jusqu'au désert.* "

Youssef obtint en décembre 1851, à 43 ans, la récompense qu'il souhaitait ardemment, l'admission dans le cadre des généraux français; le Président de la République, Louis-Napoléon, lui écrivit à ce sujet : " *Il était juste que la France adoptât celui qui, depuis de longues années, la défend en Algérie avec tant de courage et de dévouement.* "

Nommé au commandement de la subdivision de Médéa, Youssef mena en 1852 une colonne contre Laghouat ; il eut bien voulu attaquer seul, mais il n'avait que 1.500 hommes, et dut se résigner à attendre la colonne du général Pélissier, venant de la province d'Oran. Pélissier fit enlever brillamment l'oasis, mais n'oublia pas de citer Youssef, qui fut fait grand officier de la Légion d'honneur.

La guerre de Crimée

En 1854, durant la guerre de Crimée, le général Youssef fut chargé, dans la Dobroudja (dans l'est de l'actuelle Bulgarie), d'organiser en spahis quatre régiments de spahis d'Orient, formant un corps d'environ 3.000 " bachi-bouzouks " qui

n'épargnaient pas plus les Turcs que les Bulgares, mais ce corps, diminué par le choléra, fut licenciés au bout de deux mois.

Youssef revint en Algérie. Il fut promu général de division et dirigea, d'après les ordres du général Randon, des colonnes qui participèrent de la façon la plus efficace, en 1856 et 1857, à la soumission définitive de la Kabylie. En 1859, à l'expédition conduite par le général de Martimprey contre la tribu marocaine des Beni-Snassen, il montra, pendant l'épidémie de choléra qui décima ses troupes, une humanité, un courage et une abnégation admirables. Il fut nommé en 1860 grand'croix de la légion d'honneur par Napoléon III.

La grande expérience que Youssef avait du Sahara et des indigènes lui permit de rendre, pendant l'insurrection de 1864, des services importants dans le Sud des provinces d'Alger et d'Oran. Cependant, le maréchal de Mac-Mahon, nommé gouverneur général de l'Algérie, lui déclara au début de 1865 qu' " avec de nouveaux systèmes, il fallait des hommes nouveaux ".

Youssef demanda la division de Montpellier, mais il tomba gravement malade et alla mourir à Cannes le 16 mars 1866, âgé de 57 ans. Dans son agonie, il se revoyait au milieu de ses compagnons des charges d'autrefois ; à un moment, il se leva sur son séant, étendit les mains en avant comme s'il tenait les rênes de son cheval, et demanda en arabe : " *Agba Sliman, qui est autour de moi ?* " Dernière évocation de toute une vie héroïque au service de la France.

Youssef est le seul chef qui ait participé de bout en bout à la conquête de l'Algérie, depuis le débarquement à Sidi Ferruch en juin 1830, jusqu'à la soumission de la Kabylie en 1857, sans parler de l'expédition du Maroc et de l'insurrection de 1864. Il a été comblé de gloire et d'honneurs. Cependant il s'est attiré de

nombreuses inimitiés, dues autant à des jalousies inévitables qu'à l'incompréhension de sa mentalité.

En effet, Youssef, quoique redevenu Français, conserva toujours le caractère et la tournure d'esprit d'un Musulman de l'Afrique du Nord. Ses jugements sommaires, après lesquels il faisait trancher des têtes, ses procédés d'administration, n'ayant souvent rien de commun avec ceux de la bureaucratie officielle, l'ont fait critiquer, mais il faut se représenter les conditions et le milieu dans lequel il agit. Il vécut à l'époque héroïque de la conquête, qui ne ressembla en rien à la période suivante : superbe cavalier, habile sabreur, vigoureux entraîneur d'hommes, il était fait pour les chevauchées téméraires, les mêlées ardentes et les entreprises audacieuses. Il était adoré des troupes indigènes, et longtemps encore, dans les villages et dans les douars d'Algérie, les descendants des spahis qu'il a si brillamment commandés raconteront des épisodes du temps où leur aïeul servait avec Youssef.

Mariette Pacha

Le petit professeur de Boulogne-sur-Mer devenu le père de l'archéologie égyptienne.



Plus paisible fut le domaine où s'illustra Auguste Mariette. Il est, avec Jean-François Champollion, l'un des deux pères fondateurs de l'égyptologie. C'est donc dans son acception géographique large que la vie de Mariette Pacha prend place dans ce chapitre relatif à l'Afrique du Nord.

François Auguste Ferdinand Mariette naquit le 11 février 1821 à Boulogne-sur-Mer. À l'âge de seize ans, il arrête ses études et devient aide-rédacteur à la mairie de Boulogne. En 1839, il part

pour l'Angleterre enseigner le français à la *Shakespeare House Academy*, puis revient à Boulogne, mener simultanément une carrière de journaliste et de modeste professeur au collège de Boulogne-sur-Mer tout en s'intéressant à l'antique civilisation en découvrant les quelques objets égyptiens que le musée de Boulogne possédait alors. Il déclarera quelques années plus tard : « *Je suis entré dans l'Égypte par la momie du musée de Boulogne* ».

En 1845, l'un de ses cousins éloignés, Nestor L'Hôte, dessinateur de grand talent qui eut l'honneur d'accompagner Jean-François Champollion en Égypte meurt. Auguste Mariette est alors chargé de classer ses papiers et dessins et découvre l'égyptologie. C'est la révélation. Le jeune homme décide de devenir égyptologue; il dira cette phrase devenue célèbre : « *Le canard égyptien est un animal dangereux : un coup de bec et il vous inocule le venin et vous êtes égyptologue pour la vie*⁶¹ ».

Cette tâche d'apparence banale va donc déclencher chez Mariette une véritable passion pour l'égyptologie. Il se forme en autodidacte avec, comme seules références, *La description de l'Égypte*⁶², consultable à la bibliothèque municipale de Boulogne, le contenu des documents de son cousin ainsi que quelques pièces conservées dans la galerie égyptienne du musée. Sa première

⁶¹ La phrase in extenso est : « Le canard égyptien est un animal dangereux. Il vous accueille bénévolement, mais si vous vous laissez prendre à son air innocent et que vous le pratiquez familièrement, vous êtes perdu : un coup de bec, il vous inocule le venin et vous êtes égyptologue pour la vie. ».

⁶² *La description de l'Égypte*, est le Recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Égypte pendant l'expédition de l'Armée française de 1798-1800. Cet ouvrage, qui constitue une date dans l'histoire de l'égyptologie, car il est la première description scientifique des antiquités alors connues, comporte dix volumes de textes et treize volumes de planches. Sa première édition, sous la direction de Chaptal, s'est étalée de 1809 et 1829.

publication s'intitule tout naturellement "*Quelques mots sur la galerie égyptienne du Musée de Boulogne*".

En 1849, il abandonne une situation relativement confortable à Boulogne pour se rendre à Paris, où il est nommé auxiliaire à la Conservation des Antiquités égyptienne du Louvre. Ce petit emploi mal rétribué consiste à cataloguer les pièces récemment acquises par le musée. Il lui permet toutefois de poursuivre sa formation et d'apprendre le copte, mais également le déchiffrement des hiéroglyphes, le syriaque, l'araméen. Remarqué par Emmanuel de Rougé et Charles Lenormant, il se fait envoyer en Égypte par le musée du Louvre, en 1850, pour acquérir des manuscrits coptes et syriaques.

Il part le 28 août 1850 mais, une fois sur place, il n'obtient pas l'autorisation de l'administration égyptienne pour pénétrer dans les monastères coptes. C'est l'échec de sa mission, mais cet échec va déterminer la suite de sa destinée.

Alors qu'il passait par le plateau de Saqqarah, il remarque, émergeant du sable, la tête d'un sphinx ; il songe alors à la description, faite par Strabon, d'une avenue menant au Sérapéion, bordée de plus de cent quarante sphinx. Le voyageur grec affirmait qu'il se trouvait à Memphis « un temple de Sarapis dans un endroit tellement sablonneux que les vents y amoncellent des amas de sable sous lesquels nous vîmes des sphinx enterrés, les uns à moitié, les autres jusqu'à la tête... ».

Mariette prend le risque d'utiliser les fonds qui lui ont été confiés pour entreprendre des fouilles. Le lendemain, il s'équipe et, le 20 octobre, il campe au pied de la grande pyramide. Après avoir admiré la plaine depuis les remparts du Caire, ayant sous les yeux le spectacle des pyramides, du Nil, de la plaine de Saqqarah : « *Il y avait là, presque à la portée de ma main, tout un monde de tombeaux, de stèles, d'inscriptions, de statues. Que dire de plus ?* »

Les fouilles, très vite, vont s'avérer fructueuses ! Il met à jour le Sérapéum, nécropole des taureaux sacrés Apis, des sphinx, une statue du dieu Apis de belle facture. Rapidement (le 1^{er} novembre 1850), il découvre le *Scribe accroupi*, une des pièces maîtresses du département égyptien du Louvre, et poursuivra jusqu'en 1854 la fouille du Sérapéum de Memphis et de la nécropole de Saqqarah, où il dégagera de nombreux mastabas de l'Ancien Empire.

Cette découverte lui apporte brusquement la gloire. Dès 1852, à 31 ans, il est fait chevalier de la Légion d'honneur et, à son retour en France, est nommé conservateur adjoint au Louvre, place qu'il occupera jusqu'en 1861.

En 1857, il revient en Égypte et rencontre Ferdinand de Lesseps, qui apprécie la tournure d'esprit de Mariette en ce qui concerne la destination des antiquités et qui le présente au Khédivé⁶³ Saïd Pacha⁶⁴, qui avait succédé à Méhémet Ali : « *Il nous incombe de veiller avec soin sur les monuments. Dans cinq cents ans, l'Égypte sera-t-elle encore en mesure de montrer aux érudits qui la visiteront ceux-ci tels que nous les découvrons aujourd'hui ?* » écrit Mariette. Sensible à ses arguments, Saïd Pacha le charge l'année suivante de créer un Service des antiquités, dont il devient le directeur le 1^{er} juin 1858, puis de fonder un musée au Caire, dans le quartier du port fluvial de Boulaq, pour en abriter les découvertes. C'est le premier établissement de ce type au Moyen-Orient. Mariette publie son catalogue en français et en arabe, qui recense 22 000 objets. Le musée, inauguré en 1863, sera transféré au début du XX^e siècle, d'abord dans un palais de Gizeh, puis dans un nouvel édifice : l'actuel Musée égyptien. Ainsi, grâce à Mariette, après l'expédition d'Égypte de Bonaparte (1798-1801) et le déchiffrement des

⁶³ Gouverneur héréditaire de l'Égypte pour le compte de Constantinople.

⁶⁴ La ville de Port-Saïd porte son nom.

hiéroglyphes par Champollion (1790-1832), la France continue de jouer un rôle prépondérant en matière d'égyptologie.

En 1858 également, avec l'appui de Ferdinand de Lesseps, Mariette revient en Égypte afin de préparer le voyage du prince Napoléon, cousin de l'empereur Napoléon III, et de lui constituer une collection d'antiquités. Durant cette mission, il mène des fouilles à Gizeh, Saqqara, Abydos, Thèbes et Éléphantine.

Il ouvre un nouveau chantier à Dra Abou el-Naggah (Thèbes) sur la rive opposée à Louxor. En décembre, le sarcophage du roi Ahmôsis I^{er} (qui régna jusqu'en -1567 et qui mit fin à la dynastie des envahisseurs Hyksôs, lors de la prise d'Avaris) est retrouvé intact et, non loin du lieu où il avait exhumé le sarcophage de Kamosé, son équipe dirigée par Maunier, met au jour celui de son épouse Iâhhotep, ainsi que le mobilier et les somptueux bijoux qui l'accompagnaient. En l'absence de l'égyptologue français, les autorités égyptiennes ouvrent le sarcophage, « balacent » la momie et conservent les bijoux et objets trouvés qu'elles expédient au Caire, par bateau sur le Nil. Le directeur général des antiquités intercepte le convoi fluvial et récupère les caisses, se plaignant auprès de Saïd Pacha, qui conserve tout de même deux pièces pour son usage personnel.

En 1860, il découvre puis travaille au temple d'Edfou qu'il fait désensabler. Lors de l'Exposition universelle de Paris de 1867, alors qu'il est déjà bey dans la titulature ottomane, il est nommé par le Khédivé commissaire égyptien de l'exposition : quatre bâtiments sont édifiés pour l'occasion, dont une reproduction de temple égyptien. Les bijoux d'Ahotep sont exposés à Paris et l'impératrice Eugénie a très envie de certaines pièces, au point qu'elle les demande à Ismaïl Pacha, qui en réfère au directeur du musée de Boulaq. Mariette s'oppose à la volonté impériale, ce qui lui crée des soucis.

En 1869, Mariette participe à la rédaction du livret de l'opéra *Aïda* qui doit être mis en musique par Verdi. Il en conçoit en outre les costumes et les décors. Malheureusement, Verdi a tardé à livrer les partitions et l'opéra n'est pas prêt pour la cérémonie d'ouverture le 17 novembre 1869, en présence de l'impératrice. C'est un autre opéra qui est représenté (*Rigoletto*, semble-t-il). La création d'*Aïda* au théâtre du Caire, n'a lieu que le 24 décembre 1871 en raison du siège, puis de la Commune de Paris, où Mariette se trouve bloqué avec les décors et les costumes. Il avait fourni non seulement la base du livret, mais suivi de près le travail de mise en scène, afin que le spectacle soit conforme à ce que l'on savait de l'ancienne Égypte. Cependant, craignant un échec, il fait retirer son nom de l'affiche avant la première. La représentation est, au contraire, un triomphe.

Au même moment s'ouvre le chantier de fouilles du complexe funéraire de Snéfrou à Meïdoum. Les ouvriers qui dégageaient la stèle des membres de la famille royale semblant dater de l'Ancien Empire, découvrent l'ouverture d'un puits ; l'un d'eux progresse dans la galerie ainsi creusée, une bougie à la main, et réapparaît livide, comme vidé de son sang : il venait de croiser le regard brillant de deux personnes qui, le dévisageaient fixement et l'avaient effrayé au plus haut point. Lorsque le collaborateur de Mariette, Daninos, va voir ce qu'il en est, il se retrouve face aux statues de Rahotep et Néfret, qui vont ainsi rejoindre le musée de Boulaq.

En 1872, Mariette a 2 780 ouvriers travaillant sous sa direction en Égypte, et, en 1878, il est reçu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres. En 1879, en reconnaissance de l'importance de ses efforts pour la protection du patrimoine égyptien, le vice-roi d'Égypte lui accorde le titre de pacha. En 1880, il est rejoint par Gaston Maspero, tandis qu'il tombe à nouveau gravement malade du fait de son diabète.

Pour l'exposition universelle de Paris de 1878, il supervise la reconstitution, au Trocadero, d'une maison égyptienne issue de ses fouilles à Abydos.

Épuisé par la rude vie menée en Égypte, par une activité incessante et par le diabète dont il souffre depuis de nombreuses années, Auguste Mariette s'éteint le 18 janvier 1881 à Boulaq, à 59 ans, ayant fouillé 300 tombes, à Saqqarah et à Gizeh, dégagé de nombreux sites en Égypte et en Nubie, et retrouvé environ 15 000 objets. Son dernier ouvrage, *Mastabas de l'Ancien empire*, sera publié après sa mort sous le contrôle de Maspero.

Son tombeau a, depuis, été placé devant le Musée égyptien du Caire. "*À Mariette Pacha, l'Égypte reconnaissante*", peut-on lire sur le socle de sa statue.

Le marquis de Morès



Antoine de Vallombreuse, marquis de Morès, naît le 14 juin 1858 à Paris.

Il appartient à une très ancienne famille, les Manca-Amat, originaire de Sassari en Sardaigne et, lorsque l'île passa sous la domination de la Maison de Savoie, Don Antonio Manca-Amat, marquis de Morès et de Montemaggiore, reçut en 1775 du roi Victor-Amédée III, contre le paiement de 70 000 livres savoyardes, le titre de duc d'Asinara, du nom d'une île de

Sardaigne. Un neveu obtint de Victor-Emmanuel I^{er} de le changer en « Vallombrosa », du nom, plus élégant, d'une localité voisine.

Le grand-père de notre marquis, Vincenzo Manca-Amat, n'ayant pas réussi à faire échouer un complot contre le roi Charles-Félix, voit ses biens confisqués par la Couronne et s'exile en France dans les années 1820. Il épouse à Paris, le 31 août 1831, Claire de Galard de Brassac de Béarn (1809-1840) avant de rentrer en 1832 en possession de ses biens. Il meurt le 22 avril 1850.

Son fils, Richard (Paris, 1834 – Pouilly-sur-Loire, 1903), duc de Vallombreuse, épouse en 1857 Geneviève de Pérusse des Cars (Paris, 1836 – Abondant, 1886), fille d'Amédée de Pérusse, deuxième duc des Cars, général qui, en juin 1830, avait commandé la 3^e division lors de la conquête de l'Algérie. À vingt-deux ans, Richard a mené une expédition à travers l'Inde ; en 1858 il acquiert d'un riche anglais un palais à Cannes, qu'il revendra en 1893.

Le couple aura trois enfants, deux fils, Antoine et Amédée de Vallombreuse, et une fille Claire, comtesse Lafond.

Les premières années

Antoine fait ses études à Cannes et à Paris, au collège Stanislas, puis se présente à Saint-Cyr dont il sort breveté, en 1878, comme lieutenant de cavalerie, promotion Plewna. Il a eu pour condisciple Philippe Pétain, et Charles de Foucauld comme compagnon de chambrée. Il étudie à l'école de cavalerie de Saumur et est envoyé en Algérie, où il participe à une expédition contre une rébellion. Il y livre son premier duel. À sa majorité, il reçoit le titre de marquis de Morès et de Montemaggiore.

Le 15 février 1882 au château de La Bocca, propriété de sa belle-famille à Cannes, il épouse Medora von Hoffman (1856-1921), fille du baron Louis von Hoffman, banquier new-yorkais ; le

prince de Galles, futur Édouard VII, hôte assidu de la mère de la mariée et de nombreux membres de l'aristocratie internationale assistent, en l'église Sainte-Marguerite, au mariage, qui donne lieu à une somptueuse cérémonie. Il quitte alors l'armée (il n'a que 24 ans) et est versé dans le cadre de réserve du 22^e dragons

L'aventure américaine

Il part en 1883 pour les États-Unis et, après avoir travaillé dans la banque new-yorkaise de son beau-père, s'établit dans les *badlands*, au Dakota du Nord, où il fonde un village qu'il baptise du nom de sa femme, Medora. Il crée un ranch et une compagnie de diligences. Il a plusieurs duels au pistolet, est arrêté à plusieurs reprises pour meurtres et toujours acquitté. Il faillit même se battre avec son voisin Theodore Roosevelt, son voisin, avant de s'en faire un ami. Il organise des poursuites contre des voleurs de bétail.



Il se livre à l'élevage intensif du bétail. Au lieu d'envoyer les bœufs vivants à Chicago, il a l'idée visionnaire et qui sera généralisée quelques années plus tard, de créer son propre abattoir près des lieux d'élevage, à Medora et une compagnie de wagons frigorifiques pour conserver la viande et la transporter (la Northern Pacific Refrigerator Car Company) et alimenter ainsi directement les boucheries du pays. Confronté au capitalisme, au banditisme, à un monde qui lui est étranger et où il est allé pour défendre la libre entreprise et les "petits", à la difficulté de trouver du bétail de qualité, aux « barons » de la viande de Chicago, ainsi qu'à la coalition des éleveurs et des banques, son affaire décline et il rentre en 1886, ruiné.

La demeure américaine qu'il construit comme pavillon d'été et de chasse, est aujourd'hui un musée *Le Château de Mores* et fait partie d'un domaine qui inclut également le *de Mores Memorial Park*.

Au Tonkin

Sur les conseils de son père, il s'embarque en novembre 1887 à Marseille, avec sa femme, pour Bombay ; ils se rendent ensuite à Calcutta, puis au Népal et rentrent en France au printemps 1888. C'est sur le bateau du retour, où se trouvent de nombreux officiers rentrant du Tonkin, qu'il imagine divers projets, dont celui de la construction d'un chemin de fer partant du Yunnan, province fertile du sud de la Chine, au golfe du Tonkin, qui serait plus efficace que celui des Anglais partant de Birmanie. Il établit un plan de construction, avec l'appui d'ingénieurs et reçoit un avis favorable du Gouverneur Richaud, qui devait dé céder quelques temps après dans des circonstances mal élucidées. Les travaux sont commencés lorsqu'une interdiction formelle venue de Paris fait échouer ce projet. Cette idée n'est pas une lubie : d'autres y songent et ce Chemin de fer du Yunnan sera effectivement construit par les Français, mais sans lui.

Il obtient des autorités de pouvoir étudier son projet et quitte Marseille le 21 octobre 1888. C'est lors de l'escale à Hong-Kong, il se serait battu en duel avec David de Mayrena, dont nous avons relaté l'aventure. En 1889, le projet tourne court ; en effet, Ernest Constans, premier Gouverneur général de l'Indochine, qui a été nommé ministre de l'intérieur pour lutter contre le général Boulanger, et qui, sans doute, ne veut pas indisposer les Anglais, s'oppose à cette réalisation et fait rappeler Morès en France.

En France

Revenu en métropole, Morès se lance dans la politique et fonde la Ligue antisémite de France avec Édouard Drumont. Le fait que les banques qui lui ont tordu le cou lors de son aventure américaine étaient juives (comme celles qui concurrençaient celle de son beau-père), n'est sans doute pas étranger à sa judéophobie croissante. A la dissolution de la ligue de Drumont, il fonde en mars 1891 sa propre organisation, *Morès et ses amis*.

De par son activité en Amérique, il s'intéresse au sort des bouchers de l'abattoir de La Villette qui vont constituer sa « troupe de choc » pour les combats de rue, portant un large chapeau et la chemise rouge traditionnelle des bouchers ; il mène les actions et tient des meetings avec Jules Guérin (l'homme de « Fort-Chabrol »).

Il rejoint Drumont comme rédacteur à *La Libre Parole* et lance en mars 1892 une campagne antisémite accusant un groupe de bouchers juifs d'avoir fourni de la viande avariée à l'Armée. En juin 1890, il est condamné à trois mois de prison pour ses écrits.

Il multiplie les duels, d'abord avec le journaliste et député de gauche Ferdinand-Camille Dreyfus, et tue le capitaine Armand Mayer — à l'île de la Grande Jatte, le 23 juin 1892 — qui s'était insurgé contre une série d'articles dans *La Libre Parole* critiquant la

présence de Juifs dans l'armée. L'avocat Edgar Demange, qui défendra plus tard le capitaine Dreyfus, obtint son acquittement. Théodore Herzl s'inspira de ce fait divers pour écrire sa pièce de théâtre *Le Nouveau ghetto*.

Ennemi de Clemenceau, alors député du Var, Morès participe en 1893 à la campagne menée contre lui, en contribuant notamment à l'exploitation du « faux Norton », destiné à présenter Clemenceau comme un agent stipendié de l'Angleterre. A cette époque, il est connu, au point d'être cité dans le "*J'accuse*" de Zola.

La mort en Tripolitaine

Devant l'émotion soulevée par la mort de Mayer, mais surtout parce que Clemenceau révèle que Morès a emprunté de l'argent au banquier juif Cornelius Herz, associé au scandale de Panama, il part pour l'Algérie où il fonde en 1894 le « Parti antisémite algérien », pensant se rallier les musulmans.

De 1893 à 1895, Morès fait deux longs voyages en Algérie et au Sahara. Il séjourne dans le Souf où il prend contact avec des chefs indigènes. Il est fasciné par les grandes entreprises. Il se lie avec le prince de Polignac, colonel, ancien négociateur du traité de 1862 avec les Touareg. A ce moment, un grand mouvement soulève la colonie tout entière. L'Algérie est en proie à la misère. Colons et indigènes, jadis opposés, se rapprochent dans le découragement et l'esprit anti-juif sévit.

En 1894, Morès entreprend à travers la colonie une violente campagne qui donne une forme et une voix à la conscience populaire et à ses revendications. Un meeting est organisé le 27 février aux arènes de Bab-el-Oued. Dix mille personnes s'y pressent, remplissant les gradins. Morès est acclamé. Il dénonce l'action de l'Angleterre sur nos gouvernants. Il montre le rôle que doit jouer la France en Algérie, l'utilité d'une alliance avec

l'Espagne et l'Islam. Il souhaite traiter avec les musulmans tout en respectant leurs convictions et leurs croyances.

Anti-juif, il est aussi anti-anglais. Face à un gouvernement français républicain et laïc, timoré dans son expansionnisme colonial. Il veut combattre l'hégémonie anglaise en Afrique et, profitant des difficultés des Britanniques au Soudan, il imagine de créer un empire français du Soudan de l'Atlantique (l'actuel Mali) au Soudan oriental. Ce projet n'est pas sans rappeler l'objectif de la Mission Marchand, qui est de relier le Congo au Nil, en profitant de la guerre du Mahdi⁶⁵. Partie de Brazzaville en juillet 1896, mais déjà en préparation au moment où Morès entame sa propre expédition, la Mission Marchand arrive à Fachoda sur le Nil, dans le sud du Soudan anglo-égyptien, en juillet 1898 et se heurtera (décembre 1898) à la colonne du général Kitchener qui, entretemps, à vaincu les Mahdistes.

Quoi qu'il en soit, Morès s'aperçoit qu'il pourrait beaucoup plus opportunément traverser le désert par la frontière méridionale de la Tunisie que par l'Algérie et, ayant embarqué avec sa femme à Marseille en mars 1896, il donne à son arrivée à Tunis, devant une foule considérable et enthousiaste, une conférence sur "la pénétration au Soudan, la Méditerranée aux riverains et l'Alliance franco-islamique". Il entendait défendre les principes de l'autonomie et des alliances et délivrer la terre et l'humanité du joug de la finance dont les Anglais étaient à travers le monde les agents politiques.

Ce projet intéressait toute la Tunisie et prenait l'importance d'une œuvre nationale. Sollicitant l'assentiment du Résident Général à

⁶⁵ Soulèvement islamiste et anti-anglais conduit, à partir des années 1870, par un religieux nommé Muhammad Ahmad, qui promet le renouveau de l'islam et la libération du Soudan anglo-égyptien. Il se proclame le *mahdi*, c'est-à-dire le rédempteur de l'islam.

Tunis, René Millet, il monte une expédition, tendant à atteindre le sud tunisien. Il se heurte alors à l'opposition du commandant Rébillet, auxiliaire de René Millet, qui ne veut pas prendre la responsabilité de sa protection (et qui nourrit lui-même un projet d'expédition, à son compte).

Malgré les obstacles qu'il rencontre, notamment l'arrestation inexplicable de son guide El-Hadj Ali, Morès s'embarque pour Gabès. Là, il constitue son escorte : vingt chameliers et quarante chameaux et se dirige vers Kebili. Il porte sur lui d'importantes sommes d'argent. Il s'agit d'une expédition de reconnaissance destinée à essayer de réunir des tribus nomades, en particulier à travers les confréries des Senoussis et des Tidjane et à placer sous influence française les territoires de l'actuelle Libye (turque, à l'époque), considérée comme un premier jalon en direction de l'Afrique orientale. La caravane se dirige vers la frontière libyenne. Il part donc négocier avec les Touaregs de Ghadamès au prétexte officiel de passage des caravanes venant du lac Tchad pour qu'elles aillent plutôt vers la Tunisie et l'Algérie que vers la Tripolitaine. Il reçoit l'assistance du Cheikh Ben Otsmane El Hachaichi, un érudit tunisien francophile, qui lui propose de l'accompagner pour le présenter au chef de la confrérie Senoussis.

Sous la conduite d'EI-Kheir, homme peu recommandable de la tribu des Chaambas, qui campe à Ghadamès, des touareg fomentent une embuscade au sud de Djenaïen, le long de la frontière tripolitaine, probablement plus pour lui voler son or que pour des raisons politiques. Des Chaambas se mêlent à la caravane et décident Morès à renvoyer ses chameliers gabésiens. Morès, malgré l'inquiétude qui le gagne, poursuit sa route, se décidant seulement à remonter vers Sinaouen à 20 km plus au nord pour s'y enfermer et y attendre du secours.

Le 9 juin, en Tripolitaine (Libye actuelle), à quelques kilomètres de Sinaouen, non loin de la frontière de la Tunisie, ses nouvelles recrues, rejointes par d'autres Chambaas venus d'Algérie, l'attaquent, à 3 kilomètres du puits d'El Ouatia, à coups de sabre. De 9 h à midi, il oppose une résistance héroïque à ses assaillants qui l'environnent de toutes parts. Il reçoit un coup de poignard d'El-Kheir et s'affaisse sur le sable. Il allait avoir 38 ans.

Certains ont affirmé que le Gouvernement français, dérangé par cet hurluberlu, n'était pas étranger à cette fin tragique, mais il n'existe aucune preuve. Dès que le bureau militaire de Kebili a été prévenu du drame, le commandant Rébillet a dépêché un goum pour ramener le corps de la victime et celui de son interprète, originaire de Tunis.

Chez les Touareg, Morès devint un personnage légendaire. Les nomades, avec cette mémoire qui leur tient lieu de livres, évoquaient, au cours de leurs veillées, les exploits de ce Français qui affronta le "pays de la peur et de la soif" et qui, abandonné par les siens, trompé, trahi, avait lutté seul contre quarante ennemis.

Il est étrange de constater qu'il eut la même mort (assassiné par des indigènes dans le Sahara) que son compagnon de chambrée à Saint-Cyr, Charles de Foucauld. Il est intéressant de noter également que la Libye actuelle échappa à la France et passa 15 ans plus tard (1912) sous l'autorité de l'Italie, berceau de la famille de Morès.

La dépouille de Morès est ramenée le 2 juillet à Kebili. Ses obsèques sont célébrées à Notre-Dame de Paris le dimanche 19 juillet 1896 en présence de Georges Louis Humbert, représentant du Président de la République Félix Faure, du duc d'Orléans, ainsi que de nombreux militaires et députés. Maurice Barrès, Édouard

Drumont et Jules Guérin font son éloge funèbre. D'abord inhumée au cimetière Montmartre, sa dépouille sera transférée au cimetière du Grand Jas à Cannes (comme William Bonaparte-Wyse), où sa tombe est ornée de son portrait et de celui de sa femme par Prosper d'Épinay.

L'affaire est reprise dans la presse, Medora von Hoffman fait déclencher une enquête avec l'aide du député Jules Delahaye, les assassins sont arrêtés. Le procès eut lieu à Sousse. L'un d'eux fit quelques mois de prison et un autre, condamné à mort, fut gracié par le Président de la République sur demande de Medora. Le dernier fut condamné à vingt ans de travaux forcés. Millet sera muté, Rébillet mis à la retraite.

Une allée et une rue du Marquis du Morès existent à Garches, commune dont Charles Devos, administrateur de *La Libre Parole* entre 1895 et 1916, a été maire de 1925 à 1931.

Conrad Kilian



Les confins tuniso-libyens, où Morès trouve la mort, sont aussi le territoire qui va passionner Conrad Kilian et pour lequel, d'une certaine manière, il va donner sa vie.

Conrad Kilian naît le 23 août 1898 au château des Sauvages, à Desaignes, dans l'Ardèche). Il est le fils d'un Alsacien installé à Grenoble après la guerre de 1870, Wilfrid Kilian, professeur de géologie de la Faculté des sciences de Grenoble, qui fut un des pionniers de la géologie alpine, et d'Ammie-Anna Boissy

d'Anglas, petite-fille du conventionnel de ce nom, et arrière-petite-nièce du paléontologue Georges Cuvier.

Il suit des études secondaires au Lycée Champollion de Grenoble, puis s'inscrit en Mathématiques spéciales et veut préparer l'École navale à Louis-le-Grand, comme son frère aîné Robert. Une santé fragile l'oblige à renoncer à ce projet. En 1915, il regagne Grenoble et effectue ses premières recherches géologiques. Déclaré inapte en 1916 pour le service militaire, il fait intervenir des connaissances pour être engagé. Il termine la guerre sous-lieutenant avec la Croix de guerre.

Sur les conseils de son père, il participe en 1921 à une expédition suisse dans le Hoggar destinée à retrouver le très hypothétique « trésor des guerriers Garamantes », (peuple berbère qui nomadisait, trois siècles avant notre ère, entre le Fezzan, le Niger et l'Atlas marocain) trésor composé d'émeraudes. En conflit avec le chef de l'expédition, il abandonne celle-ci, poursuit ses observations géologiques, avec un guide, ramassant les fossiles et les pierres qui l'intéressaient et parvient, épuisé, à Tamanrasset. De retour en France, envoûté par le désert et la noblesse de ses habitants, il n'avait qu'une seule idée en tête : retourner au plus vite aux confins de l'Algérie et de la Libye, alors colonie italienne.

Il publie un mémoire dans lequel il soutient que les Tassili du Sahara central sont de formation ancienne, et que le Sahara lui-même était occupé il y a longtemps par une mer. Il a constaté la présence de micro-organismes, dont la décomposition a dû produire dans le sous-sol saharien des réserves de pétrole et de gaz. Il se heurte à l'incrédulité générale.

A la mort de son père, il utilise sa part d'héritage pour monter une expédition au Sahara occidental. Demandant à la jeune fille avec laquelle il s'est fiancé de l'attendre, il sillonne le désert pendant trois ans. Il s'y lie d'amitié avec le cheikh de Ghat, oasis

du Fezzan où aucun étranger n'avait encore osé pénétrer. Dans ces contrées, les Européens sont, à juste titre, regardés avec suspicion en raison des visées coloniales des grandes puissances. Considérés comme ennemis, ils sont tués. Explorant une série de grottes dans le Hoggar, dont certaines sont décorées de peintures rupestres, il découvre dans l'une d'elles une émeraude taillée. Il met à jour, dans les environs, des traces laissées, il y a 4000 ans, par les chars des Garamantes.

Les recherches effectuées par Kilian mécontentent le groupe pétrolier anglais Pearson⁶⁶ qui prospecte au Sahara algérien, et suscite la méfiance des hommes politiques français qui l'y ont autorisé. Le géologue, profondément patriote et d'un caractère rugueux, n'est pas homme à accepter les compromissions et le fait savoir. A son retour en France, en 1929, il sombre dans la misogynie en apprenant que sa fiancée, à qui il n'a donné aucune nouvelle depuis son départ, s'est mariée. Puis, reprenant ses études à la Sorbonne, conscient de l'importance de ses travaux, il refuse de « s'abaisser à solliciter son doctorat », estimant qu'on devait le lui décerner au seul regard de ses découvertes.

Kilian adresse son rapport de mission à différents ministères et demande au président Gaston Doumergue, qui le reçoit (comme il avait reçu Makhonine), d'exiger une rectification des frontières sahariennes et d'intégrer le Fezzan, terre à forte potentialité pétrolière, dans la partie française. Les présidents du Conseil de la

⁶⁶ La société Pearson, fondée en 1884 par Weetman Pearson s'est développée dans le domaine pétrolier avec la création de la *Mexican Eagle Petroleum Company* qui fait partie de la *Shell* depuis 1919. Le groupe Pearson est aujourd'hui connu pour son empire de presse qui comprend plusieurs quotidiens et maisons d'édition. Il possédait, jusqu'en 2001, 22% du groupe RTL qu'il a cédé à Bertelsmann. Le siège londonien du Groupe Pearson est celui de l'ancienne *Shell-Mex Limited*.

III^{ème} République, auxquels il adresse ses rapports ne veulent rien entendre, comme si, depuis la Conférence de San Remo de 1920, tout ce qui concerne le pétrole est du domaine réservé britannique. En janvier 1935, Kilian proteste lorsque Pierre Laval, alors président du Conseil qui négocie avec Mussolini le tracé de la frontière libyenne au Sahara, car la France cède alors des territoires qu'il a explorés au Fezzan, et la bande d'Aouzzou. Le Duce n'en sera pas reconnaissant à la France. Ce ne sont pour lui que des arpents de sable sans intérêt. Mais que penser de Laval qui refuse de répondre aux courriers de Kilian ?

Mission de reconnaissance au Ténééré

Le récit de son premier voyage et ses articles dans *L'Illustration* ont fait connaître Kilian en tant que spécialiste du sud algérien. C'est tout naturellement vers lui que se tourne l'explorateur Roger Frison-Roche, en 1935, pour savoir où se trouvent les peintures rupestres du Hoggar et gravir la *Garet El Djenoun*, la Montagne des génies, qui culmine à 3 375 m d'altitude. Il racontera cette expédition dans *L'Appel du Hoggar* (1936). Peu après, l'Etat-major de la Défense nationale finance sa troisième expédition, lui demandant de reconnaître la nouvelle frontière libyenne. Il accomplit sa mission avec succès, pratiquant au passage une césarienne en plein désert avec sa trousse de secours pour sauver une mère et son enfant. Sur ses conseils, un poste de méharis a été créé à In Ezzane, près de Djanet. Signe que ses ennemis sont toujours aux aguets, sur une des pistes qu'il doit emprunter, un puits a été comblé pour gêner sa progression. Après son retour à Paris, son appartement est cambriolé. Les voleurs ne mettent la main ni sur ses archives, camouflées dans la partie d'un meuble doté d'un mécanisme secret, ni sur ses cartes, en sûreté chez un ami. Les emplacements susceptibles de recéler du pétrole y sont indiqués.

Jusqu'en 1939, il sillonne le Sahara à dos de chameau, mais il se heurte toujours au scepticisme des autorités.

La guerre de 1939-1940.

Mobilisé à 41 ans, en 1939, comme lieutenant d'artillerie, Kilian défend vaillamment la citadelle du Quesnoy, qui commande la vallée de l'Oise. A court de munitions, après plusieurs assauts allemands et des bombardements intenses, il se rend avec les honneurs de la guerre, c'est-à-dire le droit de garder ses armes, un privilège rarement accordé par un vainqueur. Prisonnier, il est libéré en 1942 avec un contingent d'anciens combattants de la guerre de 14-18.

Retour en Algérie, 1942-1945.

Il est alors nommé attaché au laboratoire de géologie de la faculté d'Alger, à une époque cruciale. La guerre n'est pas terminée et les Américains vont débarquer en Afrique du nord avec, dans leurs bagages, des équipes de prospecteurs connaissant les travaux de Kilian. La *Shell* et l'*Aramco* le contactent. Ils lui offrent, selon l'expression consacrée, un pont d'or, sans résultat. On lui propose des moyens d'action considérables pour l'exploitation immédiate, on étale devant ses yeux des liasses de dollars, contre la remise de ses cartes. Déçus, les étrangers repartent, mais leur victoire est proche.

En 1943, chargé de mission par l'État-Major général de la Défense nationale, l'explorateur est chargé d'inventorier les richesses du sous-sol algérien. Il sait que le pétrole est un tabou, mais il ignore qu'il s'attaque à une puissance quasi-occulte, celle qui ne concerne plus les gouvernements, mais les intérêts des multinationales du pétrole. Il part d'Agadès le 7 janvier 1943 et surprend dans l'Air des étrangers qui exploitent pour le compte d'une compagnie britannique basée au Nigéria, semble-t-il, une mine de wolfram, minéral rare, nécessaire à la fabrication des aciers spéciaux. Scandalisé, il s'emporte, menace et rédige un rapport au gouverneur général de l'Algérie. La mine est fermée.

Quelques jours plus tard, son guide est abattu de deux balles dans la tête. Il aurait été torturé avant d'être assassiné. On aurait cherché à lui faire avouer les lieux où Kilian s'était attardé au cours de ses travaux de prospection. Kilian est ensuite victime d'un empoisonnement. Son nouveau guide, peut-être soudoyé par les Anglais, lui avait donné à boire du thé au *bor-bor*, une décoction d'herbes empoisonnées du désert, mélangée, dit-on, à de la cervelle humaine. Il s'était, en tout cas, enfui, sans demander son reste. Kilian, transporté mourant à dos de chameau à Tamanrasset, puis à Alger où il est resté plusieurs mois entre la vie et la mort, survit miraculeusement, mais il gardera jusqu'à sa mort de graves séquelles de cette tentative d'empoisonnement, notamment des crises nerveuses qui lui donnent un air d'illuminé.

En 1945, le général de Gaulle, par mesure de sécurité, le fait rapatrier d'Alger avec ses documents, à bord d'un contre-torpilleur.

Après guerre

Killian est nommé au CNRS, mais, malgré son âge (quarante-sept ans) et ses états de service, il n'est que chargé de mission. Il est probable que son refus de passer le doctorat et son caractère entier, aggravé par les séquelles de son empoisonnement, lui ont nui.

Il essaie d'intéresser les personnalités politiques à des gisements d'hydrocarbures dans le Sahara : le général de Gaulle, le général Juin, Vincent Auriol, etc. Ses travaux n'intéressent guère les ministres français. De Gaulle, avec qui il avait rendez-vous, quitte le pouvoir, en janvier 1946, quelques jours avant leur rencontre. Les fonctionnaires du Quai d'Orsay, à qui il a affirmé – preuves à l'appui – que des millions de barils dorment sous les sables du désert, le prennent pour un fou.

Seul le général Leclerc semble s'intéresser à son dossier et notamment aux gisements d'Hassi Messaoud et du territoire libyen de Fezzan. En août 1947, il accorde une audience à Killian, qui plaide avec passion pour l'annexion du Fezzan au Sahara français. A l'époque, l'Italie est dans le camp des vaincus et la Libye est occupée par les Britanniques et par les Français. Il propose de demander un couloir jusqu'au port de Brega, sur le golfe de Syrte, qui permettrait d'exporter le pétrole du Fezzan. En échange, la France céderait aux Britanniques la région de Koufra, conquise par le même Leclerc en 1941. Une partie du pétrole libyen est, aujourd'hui, exporté par le port de Brega qui possède également une raffinerie.

Leclerc demande que la Marine fasse mouiller un navire de guerre devant Brega et laisse une garnison derrière lui à chaque lieu cartographié par Kilian comme gisement potentiel. Trois mois plus tard, le 28 novembre 1947, Leclerc meurt, justement dans le Sahara, près de Colomb-Béchar, dans un accident d'avion⁶⁷. Kilian est le premier à lancer l'idée : l'Angleterre aurait fait assassiner Leclerc à cause de la guerre secrète du pétrole, mais aucun argument décisif n'a pu être apporté à l'appui de cette thèse.

Mort suspecte

En 1948, Kilian dépose ses rapports à l'Académie des Sciences, sous pli cacheté, pour le cas où il lui arriverait aussi malheur. Humilié, se disant traqué ou persécuté par les compagnies pétrolières ou les puissances étrangères, Conrad Kilian est

⁶⁷ La présence d'un passager inconnu dans l'avion demeure inexpliquée, tout comme les brûlures constatées sur les corps projetés hors de l'avion. Selon un témoin, les restes de l'avion et les endroits proches de l'accident étaient recouverts d'une mousse beige très claire qui s'évaporait quand on la prenait dans la main et dont on n'explique pas la provenance.

retrouvé pendu à l'espagnolette d'une fenêtre de la pension de famille qui l'hébergeait, rue Thiers à Grenoble, le 29 avril 1950, dans des conditions mystérieuses. L'enquête -bâclée, selon certains- conclut au suicide, bien que son visage soit tuméfié et ses poignets tailladés, bien qu'une voiture roulant sur le trottoir ait tenté de l'écraser quelques jours plus tôt. Selon les enquêteurs, les traces de blessures sur son corps, ses poignets entaillés et le sang qui a giclé sur les murs, sont la preuve qu'il a d'abord tenté de se tuer avec un couteau de cuisine et un morceau de bouteille d'eau de Cologne trouvés sur les lieux ! N'y parvenant pas, il s'est alors pendu.

L'Intelligence Service a été soupçonné, les services secrets britanniques ayant pu être chargés de protéger les intérêts de la Shell et de l'Anglo-Persian Oil Company. Faut-il prendre au sérieux la confidence d'un major de l'armée britannique qui, cinq ans plus tard, dans une réception parisienne, reconnut que l'*Intelligence Service* s'était occupé de lui, comme on dit dans le Milieu⁶⁸ ? Après tout, ce n'était pas la première fois que l'on attentait à sa vie. Pourquoi certains médias racontèrent qu'il s'était donné la mort sur la tombe de ses parents ? Pourquoi Robert Schuman⁶⁹, inamovible ministre de la IV^e République, refusait-il

⁶⁸ Sous la IV^e République, tous les fonctionnaires et les hommes politiques n'avaient pas coupé les liens qu'ils avaient tissés, pendant la guerre, avec l'*Intelligence Service*. Quand on évoque les services secrets britanniques, il ne faut pas oublier que les pétroliers ne sont jamais très loin. Cela explique peut-être pourquoi les rapports de Conrad Kilian étaient classés sans suite, la rapidité avec laquelle l'enquête sur sa mort s'est déroulée, ainsi que sa conclusion.

⁶⁹ Robert Schuman a été ministre dans les gouvernements de la VI^e République de 1946 à 1953, notamment des Affaires étrangères à neuf reprises. A ce titre, il a été un des négociateurs du *Traité de l'Atlantique Nord* qui a donné naissance à l'*OTAN*. Elu Président du premier Parlement européen en 1958, il est un des pères fondateurs de l'Europe. Il est

de le recevoir et faisait jeter ses rapports aux oubliettes, alors que les Soviétiques considéraient le Fezzan comme un Bakou français ? Pourquoi le gouvernement français refusa-t-il de répondre au Canada qui proposait de financer la prospection pétrolière et son exploitation à hauteur de 49%, et d'abandonner en sus sa dette de guerre estimée à cinquante milliards ? On a parlé de pressions qu'aurait exercées l'*Intelligence Service* sur le ministre. Le futur *Père de l'Europe*, avait été sous-secrétaire d'Etat aux Réfugiés du maréchal Pétain, en juin 1940. Redevenu parlementaire, il lui avait voté les pleins pouvoirs. A la Libération, la Haute cour de justice, chargée de l'épuration, avait conclu au non-lieu pour fait de résistance. Schuman avait, en effet, été arrêté par la *Gestapo* pour refus de collaborer et emprisonné en Allemagne, mais certains lui reprochaient d'avoir vécu un peu trop discrètement en Zone libre où il s'était réfugié après son évasion en 1942.

La mise en scène du suicide laissait pourtant à désirer. Kilian possédait un rasoir sabre, trouvé avec ses affaires de toilette, autrement plus efficace qu'un tesson de bouteille pour se couper les veines. Les policiers n'ont pas voulu noter qu'un homme d'un mètre soixante-dix-huit ne peut se pendre à une espagnolette située à un mètre vingt du sol, ni que les yeux de Kilian étaient fermés, alors que ceux d'un pendu restent ouverts. Les amis du géologue étaient persuadés que les assassins l'avaient torturé pour l'obliger à dévoiler ses secrets, puis maquillé – laborieusement – sa mort en suicide. Il avait d'ailleurs dit à l'un d'eux, quelques jours auparavant, que si on le retrouvait mort, il ne fallait pas croire au suicide. D'autres pensèrent que Kilian, connu pour son courage, s'était battu avec ses agresseurs et était peut-être mort

aujourd'hui avéré, depuis la déclassification en juillet 2000 des archives de la CIA, que Robert Schuman était un agent d'influence des Etats-Unis.

d'une crise cardiaque provoquée par l'empoisonnement dont il avait été victime, sept ans plus tôt, au Sahara. Surpris, ils l'auraient alors pendu. Le général Paul Grossin, devenu plus tard patron du SDECE – le service de renseignement extérieur français – aurait penché pour la thèse de l'assassinat.

En 1957, lorsque le pli déposé à l'Académie des Sciences fut ouvert, on découvrit que le pétrole décelé un an plus tôt à Edjélé et à Hassi-Messaoud – la Colline du bonheur - l'avait été en des lieux répertoriés par Conrad Kilian, tout comme le sera celui trouvé au Fezzan en 1958.

Kilian n'avait que cinquante-et-un ans. Il est inhumé au cimetière Saint-Roch de Grenoble.

En fuyant la Russie des Soviets

Dans l'Histoire russe, qui est elle-même particulièrement mouvementée, la révolution de 1917 a précipité des millions d'hommes dans la tombe ou dans la tragédie. Pour y échapper, certains fuirent à l'étranger et ce grand rebattage des cartes les obligea à des reconversions ou réorienta toute leur existence d'une manière imprévue. En voici trois exemples.

Le général Pechkoff



Zinovi (Zénobe) Alekseïevitch Pechkov ou **Pechkoff** naquit le 16 octobre 1884 à Nijni Novgorod sous le nom de Yeshua Zalman Sverdlov, au sein d'une famille juive. Son père, Mikhaïl Izraïlevich (1846 – 1921) est un chaudronnier et graveur sur cuivre itinérant relativement prospère, lui-même originaire de la région de Bialystok, en Pologne, aux confins des frontières biélorusse et lituanienne. Sa mère, Elisabeth Solomonovna Averbach (1864 - 1900), est apparentée aux familles commerçantes d'une cité qui connaît depuis le début du XIX^e siècle un vigoureux développement économique.

La génération de Zinovi est emblématique de la destinée des familles juives situées au contact des empires centraux à la charnière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. En effet, des huit enfants connus de Mikhaïl et d'Elisabeth, une partie restera en Russie soviétique – parfois en adoptant le nouveau régime - tandis que le reste, ayant fait le choix de l'émigration, fera souche, après un passage en Europe occidentale, aux États-Unis. Ainsi, Sarah, la sœur aînée, née à Polotsk près de Vitebsk en Biélorussie en 1876, émigre à New York dès 1913. Elle y meurt en 1947. Zinovi, le plus âgé des garçons, né en 1884, est suivi par Iakov, le futur dirigeant soviétique. Après ces deux frères au destin singulier et opposé, viennent plusieurs garçons et filles que sépareront à leur tour la politique et l'émigration.

Secrétaire de Maxime Gorki

Peu enclin à suivre des études, prêt dès son adolescence à toutes les aventures, le jeune Zinovi traîne dans les rues de Nijni Novgorod, aux lisières de la légalité, fréquentant des voyous, alors nombreux au bord de la Volga. En 1896, le salut vient de sa rencontre avec un personnage qui possédait sans doute des liens avec la famille Sverdlov, sans qu'on en connaisse la nature exacte. Originaire d'Arzamas où il est assigné à résidence (Nijni Novgorod, sa ville natale, est à 100 kilomètres au nord), Maxime

Gorki (Alexis Maximovitch Pechkoff, dit) (1868-1936) - qui a alors 28 ans - prend sous sa protection le jeune Zinovi en qui il voit sans doute une sorte de double et un reflet décalé de son propre parcours. Leurs chemins ne vont plus se séparer pendant plusieurs années.

Sverdlov adopte l'idéalisme et la foi dans le progrès social de son ami, lequel partage résolument l'existence des humbles, qui forme la matière de son œuvre. Gorki organise des réunions, promeut ses idées un peu partout en Russie avec une énergie peu commune. Il va faire de Zinovi une sorte de secrétaire, d'« homme à tout faire », qui lui apporte un soutien aussi fervent qu'efficace. Il partage les arrestations, les emprisonnements décrétés par un régime d'autant plus hostile que Gorki est alors au début d'un immense succès dans et hors de Russie, succès qui s'appuie sur une critique radicale de l'autocratie. Sous la férule de son mentor, le jeune homme, peut-être sur le conseil de Stanislavski, s'essaie à Moscou au théâtre, à l'écriture. Il collectionne aussi les conquêtes féminines, s'ouvre au monde.

1902, l'année même où son frère est arrêté pour la première fois par la police pour agitation subversive⁷⁰, est une date charnière dans les vies croisées de Gorki et de Sverdlov. Elle marque, avec la présentation sur la scène du théâtre de Moscou des *«Bas-fonds»*,

⁷⁰ Après le coup de force bolchevik d'octobre 1917, Iakov Sverdlov est un des principaux acteurs de la liquidation de l'assemblée constituante et de la demande de paix séparée avec l'Allemagne. Bras droit de Lénine, dont, malgré sa jeunesse, il peut passer pour le successeur possible, on lui attribue l'ordre d'assassiner le tsar Nicolas II et toute sa famille, exécuté à Iekaterinbourg, dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918. En souvenir de ce haut fait, la ville s'est appelée Sverdlovsk de 1924 à 1991.

En 1919, pendant la guerre civile, alors qu'il parcourt le pays pour engager la population à se soulever contre les armées blanches, il est victime, semble-t-il, de l'épidémie de grippe espagnole et meurt à Orel.

le premier triomphe de l'écrivain. Au même moment, son élection à l'Académie de littérature – annulée par Nicolas II – événement public important, s'ajoute à un autre plus privé, l'adoption à Arzamas, selon le rite orthodoxe, du jeune Zinovi. A ce moment, Zinovi veut faire du théâtre et, à l'époque, ça n'est possible que si on a un certificat de baptême. Qu'à cela ne tienne, sans regret particulier pour la foi de ses pères, mais au scandale de sa famille, il répudie le judaïsme, se fait baptiser le 30 septembre 1902 dans l'église de la ville et change officiellement de nom, adoptant le véritable patronyme de son parrain, Gorki, Pechkoff.

À 20 ans, avide de découvrir le monde, influencé par son parrain et peu soucieux de faire son service militaire, Zinovi part pour l'étranger. Après la Finlande (qui est encore une possession russe), l'Angleterre, la Suède, il finit par s'établir au Canada, où il exerce de nombreux petits métiers. On ne connaît pas les détails de cette vie errante, sinon ceux que l'on trouve dans les lettres qu'il adresse à Gorki. À Toronto, il travaille dans une usine de pelleterie puis enchaîne les « petits boulots », apprenant l'anglais sur le tas. « Zina » est à New York en avril 1906 pour y accueillir Gorki venu collecter des fonds pour la révolution, premier pas d'une tournée où les foules se pressent pour écouter ses conférences. C'est Zinovi qui s'occupe de l'intendance, sert de traducteur pour lire les nouvelles et rédiger le courrier. L'opinion américaine, d'abord charmée par les capacités oratoires de Gorki, auxquelles le truchement de Pechkoff donne un relief pittoresque, est rapidement retournée lorsqu'elle apprend, sans doute informée par la police russe, que l'écrivain voyage non pas avec sa femme mais avec sa maîtresse, Maria Andreïeva. *Persona non grata*, il faut à Gorki, qui est expulsé de son hôtel, trouver un pied à terre improvisé à New York. Dès octobre, il quitte les États-Unis pour l'Italie, laissant Zinovi sur place.

Après une année d'errance à travers le Pacifique, de San Francisco à la Nouvelle-Zélande (à la recherche d'or !), Pechkoff

est de retour en Russie au terme de ce voyage initiatique de 2 ans. Mais la Russie ne le retient pas et il rejoint son père adoptif en Italie en mai 1907. Cette époque est celle de "*l'École de Capri*" particulièrement formatrice pour lui, car se pressent à la Villa Blaesus de nombreux intellectuels et artistes (Chaliapine, par exemple, déjà rencontré en Russie) mais aussi tous les révolutionnaires bolchéviques alors exilés – Lénine, Bogdanov, Bazarov etc. – généreusement reçus par l'écrivain qui assume tous les frais de ces séjours dans lesquels théorie et action politique s'associent quotidiennement pour le plus grand danger de la monarchie.

Zinovi joue les factotums, organise cette vie collective, veille aux détails, profite aussi pleinement des rencontres exceptionnelles dont il est le témoin, se forme en autodidacte. Il côtoie Lénine qu'il apprécie peu et dont il indiquera plus tard que ses relations avec Gorki étaient compliquées par des opinions souvent divergentes. C'est à cette époque, en octobre 1910, alors qu'il séjourne à La Spezia, chez Alexandre Amfiteatrov, sans qu'on en connaisse les détails exacts, qu'il épouse une italienne, fille d'un colonel cosaque, Lydia Bourago cinq jours après la première rencontre. Il émigre avec elle aux États-Unis, où il peine à se faire une situation. Peu après, la séparation est consommée. De cette courte union, Pechkoff a alors eu une fille, Élisabeth, dont le destin reste mal connu.

Il retourne en 1913 à Capri où il reprend ses activités auprès de Gorki, lequel peu après, profitant de l'amnistie offerte par le gouvernement aux écrivains coupables de délit d'opinion, rentre en Russie. Zinovi reste en Italie et c'est là que la guerre le surprend en août 1914. Sans qu'on puisse en connaître les raisons profondes - il n'a pas eu de liens particuliers avec la France durant son exil hors de l'Empire, ayant plutôt résidé outre-Atlantique et en Italie - il se rend au consulat de France à Gênes pour s'engager dans la Légion étrangère, il a près de 30 ans. On peut imaginer

qu'il a envie de se battre, mais pas de servir le tsar. La Légion étrangère fournit une solution à ce dilemme.

Le héros de la Légion étrangère

On l'oriente vers le poste de recrutement de Nice, où il est incorporé le 31 août 1914 comme EVDG (Engagé Volontaire pour la Durée de la Guerre) (l'Allemagne a déclaré la guerre à la France le 3) au bataillon de marche du 1^{er} régiment étranger. Deux mois suffisent pour équiper et former les volontaires en ce début de conflit. Pechkoff qui s'est distingué - il connaît outre le russe, le français, l'anglais, l'italien et l'allemand, ce qui peut servir dans une troupe où se regroupent des hommes du monde entier - est nommé 1^{re} classe le 21 octobre 1914. Dans les premiers jours de novembre, il part pour le front en Champagne. Nommé caporal le 1^{er} avril 1915, il commande une escouade. Quelques jours plus tard, en mai 1915, lors des combats menés par sa division devant Arras, il est grièvement blessé. Lors de la prise de Carency, une balle lui fracasse le bras droit alors qu'il est à la tête de ses soldats.

Soigné près du front, il doit à son énergie de trouver son salut vers l'arrière. Réussissant à emprunter un train, il se retrouve à l'hôpital américain de Neuilly où l'amputation le sauve, *in extremis*, de la gangrène et de la mort. Décoré de la médaille militaire avec palme, le caporal Pechkoff est ensuite réformé le 3 avril 1916 puis pensionné. Il repart alors pour l'Italie. Introduit dans la haute société où il fait sensation, il prononce des conférences sur la guerre, probablement inspirées des séances organisées avec Gorki quelques années plus tôt, et qui ont un grand succès public. Il retrouve ensuite Paris. Le 22 juin 1916, Pechkoff signe un nouvel engagement, «*pour la durée de la guerre*» comme 2^e classe. Il est détaché à la 20^e section d'état-major. À Paris, il rencontre Philippe Berthelot, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, qui saisit ce que ce jeune mutilé décoré peut apporter pour la

propagande auprès des pays neutres, en premier lieu aux États-Unis, que Pechkoff connaît bien.

Convaincu de l'intérêt de cette stratégie, le ministre des affaires étrangères, Briand, envoie Pechkoff auprès de l'ambassadeur de France, Jusserand, avec le grade d'« interprète de 3^e classe (lieutenant) à titre temporaire pour la durée de sa mission », pour faire une tournée de conférences qui a du succès. Apprécions le sel de la situation de ce Russe, connu pour être le fils de Gorki, faisant des conférences vantant l'effort de guerre de la France et persuadant les foules américaines de la nécessité d'une entrée en guerre des États-Unis à ses côtés ! Au titre de cette mission, il est placé en sursis d'appel jusqu'au 10 janvier 1917. Dans la perspective d'une entrée en guerre prochaine des États-Unis, l'ambassadeur demande son maintien en Amérique. Il y reste jusqu'au 1^{er} mai 1917.

Sa distinction, son énergie, ses qualités humaines autant que ses compétences linguistiques et son entregent l'ont fait remarquer de l'état-major. Il est promu « officier interprète de 2^e classe » (capitaine) le 13 mai 1917.

À cet instant, l'attention diplomatique se porte sur le continent européen. Aussitôt de retour des États-Unis, il est envoyé en Russie, pour rejoindre M. Noulens, sénateur du Gers et ambassadeur de France auprès de Kerenski. De Petrograd, il conduit le premier secrétaire de l'ambassade, Charles de Chambrun, auprès de Gorki, puis à Kiev, auprès de la mission militaire commandée par le général Janin, l'objectif étant pour la France de convaincre le nouveau pouvoir russe de poursuivre la guerre contre les Empires centraux.

Il va rester en Russie ou à sa périphérie de juin 1917 à la fin d'octobre 1919. La situation militaire est catastrophique. Le front russe se disloque. Pechkoff assiste aux événements qui plongent

la Russie dans la révolution. Ce retour aux sources est, pour lui, l'occasion de renouer avec son pays natal et sa famille. Par son frère Iakov, il a des contacts avec les Bolchéviques mais ne partage en aucune manière leur point de vue. Il voit aussi probablement son frère Vienamine et ses sœurs restées en Russie, tous favorables à la révolution. Les contacts avec Gorke sont froids mais ce climat ne remet pas en cause la solide amitié qui lie les deux hommes.

La prise du pouvoir par Lénine en octobre est rapidement suivie en décembre par l'armistice de Brest-Litovsk, qui fait sortir la Russie de la guerre mondiale, ce qui signe l'échec de la mission diplomatique française. Zinovi rentre à Paris mais le gouvernement français, conscient des capacités diplomatiques du capitaine Pechkoff, l'envoie aussitôt conseiller les Armées Blanches sur tous les fronts de la guerre civile qui ensanglante alors la Russie. Quatre jours après Brest-Litovsk (mars 1918), Pechkoff reçoit de l'état-major « ordre de se rendre en Sibérie orientale par l'Amérique et le Japon, le ministère des Affaires étrangères me confiant une mission à Washington ».

Il est promu chef de bataillon à titre temporaire pour la durée de la mission pour compter du 9 décembre 1918. Il rencontre ainsi l'ataman des cosaques Semenov (ou Semonov), qui opère à partir de la Mandchourie et de Vladivostok, puis Pechkoff rejoint la mission Janin en Sibérie orientale pour réorganiser les trente mille soldats tchèques, ex-prisonniers de l'armée autrichienne, sous les ordres de l'amiral Koltchak, dans l'Oural, et préparer l'ouverture d'un front oriental contre les Bolcheviks. Dans un second temps, les gouvernements occidentaux ayant décidé de se faire représenter auprès des gouvernements nés sur les marches méridionale et orientale de l'empire (dans le Caucase, en Asie centrale, Crimée et Sibérie notamment), Pechkoff est l'un des officiers agents de liaison qui représentent auprès d'eux le

gouvernement français. Il parcourt la Mandchourie, passe au Japon et de là gagne les Etats-Unis puis la France.

Mais la guerre civile continue. Le gouvernement français envoie une nouvelle mission diplomatique dirigée par le comte de Martel, dans le Caucase, auprès du général Wrangel, nouvel espoir des Allkiés. Pechkoff est de l'expédition, où il tente vainement de jouer un rôle auprès du général Wrangel. La victoire définitive de l'Armée rouge sur les Blancs en novembre oblige Pechkoff à rentrer en France. L'étrange situation, où Pechkoff était en Russie comme officier français, pour combattre par armées blanches interposées, le pouvoir bolchevique, pendant que son frère occupait un des postes les plus en vue de ce même pouvoir, prenait fin.

Retour en France

À cette époque, Pechkoff est un homme à la mode, « "lancé" », selon l'expression du temps, qui est reçu dans les plus grandes maisons, en compagnie de la belle princesse Salomeïa Nikolaïevna Andronikova, qu'il a rencontrée dans le Caucase, ramenée en Europe et qui partage sa vie. Il est nommé capitaine à titre définitif par décret du 14 janvier 1920. Il est affecté au 1^{er} régiment étranger. Il fait un court séjour au 24^e RI, stationné en métropole, de juin 1920 à janvier 1921. Il est détaché au ministère des Affaires étrangères pour être envoyé aux États-Unis. Rentré le 25 mai 1921, il reste détaché comme secrétaire de la délégation française de la commission internationale pour la Russie. Toujours lié à la Russie, Zinovi, secrétaire général d'une organisation « *contre la famine* », relaie l'appel désespéré de Gorki auprès de la presse du monde entier pour obtenir de l'opinion internationale une aide alimentaire pour son pays. Cette campagne - et le séjour que l'écrivain fait alors en Allemagne, où il se fait soigner - rapprochent le père et son fils adoptif.

Au Maroc

La vie de garnison en temps de paix ne lui convient guère, et il obtient en mai 1922 son affectation au Maroc où, quelques mois plus tôt, Abd el-Krim a pris la tête de la révolte contre les autorités françaises et espagnoles. Il est mis à la disposition du maréchal Lyautey, commandant des troupes du Maroc pour une affectation à l'état-major de Meknés, puis est affecté au 4^e régiment étranger d'infanterie le 17 février 1923, où il commande la 12^e compagnie. Une fois encore, tout, dans cette nomination, est étonnant. Pechkoff, qui ne sera naturalisé français que l'année suivante, retrouve la Légion étrangère avec le grade de chef de bataillon alors même qu'il ne possède aucune formation de commandement et aucune expérience à ce poste. Quoi qu'il en soit, il sait relever le défi. Le "*manchot magnifique*" tel que le surnomment ses soldats mène ses troupes au combat contre les Rifains avec vaillance. En juin 1925, il est blessé à la jambe gauche lors d'une attaque (combat de Bab Taza), "*par symétrie*" dit-il en montrant la manche droite de son uniforme inutile depuis dix ans. Cette blessure grave l'oblige à se remettre temporairement à la disposition des Affaires étrangères.

A Hollywood

En 1926, les Affaires étrangères le chargent d'une nouvelle tournée de conférences à travers les Etats-Unis. A l'automne de la même année, la sortie du film *Beau Geste*, produit par la Paramount, émeut les autorités françaises. Celles-ci souhaitent rétablir devant l'opinion américaine l'image de la Légion étrangère et tentent avec succès de faire modifier ou interdire le film en Europe et en Amérique latine.

Pechkoff rédige un livre sur la Légion étrangère spécialement destiné aux lecteurs anglo-saxons. Le livre, intitulé *The Bugle Sounds. Life in the Foreign Legion*, relate sa propre expérience de légionnaire au Maroc de mars 1923 à juin 1925. Préfacé par André Maurois, il est publié chez Appleton Books Company simultanément à New York et Londres au printemps 1927. Le

livre, à l'image de son épilogue, est un véritable plaidoyer pour l'œuvre coloniale de la France au Maroc. Pechkoff assure ensuite la promotion de son livre par une tournée de conférences, d'émissions de radio et d'interviews, puis rédige, à partir de son livre, un scénario d'une soixantaine de pages qui deviendra en 1929 le film *Bugle sounds*.

Dès octobre 1927, la Metro-Goldwyn-Mayer (MGM) a fait savoir qu'elle était intéressée par l'idée de tourner un film basé sur l'ouvrage du commandant Pechkoff. Tandis que la correspondance entre Will H. Hays et l'ambassadeur de France, qui n'est autre que Paul Claudel, rend compte du bras de fer qui se joue entre la *MPAA* et le gouvernement français, Pechkoff annonce au Service des œuvres que l'affaire avec la MGM est conclue. En accord avec le producteur et l'ambassadeur de France, le commandant Pechkoff conseillera le réalisateur, contrôlera la mise en scène sur les lieux même du tournage et rendra compte du montage avant la présentation publique du film.

L'équipe technique de la MGM accompagnée du commandant Pechkoff et d'un autre agent des services français à Hollywood, Valentin Mandelstamm, est à pied d'œuvre en avril 1928 pour six semaines de tournage. Pechkoff retrouve le Maroc et le Sahara, et le tournage et le séjour au Maroc se déroulent normalement.

À son retour en Californie, Pechkoff appréhende de devoir rester à Hollywood pour superviser la fin du tournage de son film prévue en mars de l'année suivante. « Ce milieu, ces gens, tout cela n'est pas sympathique et étranger à mon caractère. Je ne suis pas heureux ici et je ne suis pas moi-même dans ce milieu et cette vie trop factice. » Il passera cependant encore deux années à Hollywood comme responsable du contrôle des scénarios touchant la France et son armée. Enfin, au printemps 1930, le Service des œuvres lui rend, à contrecœur, sa liberté.

Au Levant

Après quelques années passées dans le monde de la diplomatie, n'y tenant plus, il demande une fois de plus à retrouver la vie qui lui plaît, celle de soldat. Il débarque à Beyrouth le 11 septembre 1930 pour être mis au service du haut-commissaire de la République en Syrie et au Grand Liban. Sauf une mission au Maroc (décembre 1932 - septembre 1933), il séjourne constamment au Moyen-Orient.

C'est durant ces années qu'il apprend la mort de Gorki dont les cendres sont portées en terre, lors d'obsèques grandioses, par les plus hauts dignitaires du régime soviétique. Zinovi Pechkoff avait repris le chemin de Sorrente une ou deux fois au début des années 1930, pour aller voir celui pour qui il avait tant d'affection, avant que celui-ci rentre définitivement en Russie.

Lors de plusieurs séjours entrecoupés de commandements au Maroc, il joue un rôle important au Levant notamment en intervenant auprès de groupes chiïtes du Gabal 'Amil (actuel Liban-Sud). À cette époque, il rencontre sa deuxième épouse, Jacqueline Delaunay-Belleville, veuve d'un diplomate, mais ce mariage, prononcé en janvier 1933, sera rapidement dissous, comme le précédent. À la veille du conflit mondial, le chef de bataillon Pechkoff commande une unité au Maroc, chef plein de panache et de vigueur dont la célébrité lui vaut de côtoyer régulièrement de nombreuses personnalités, gens du monde ou journalistes.

C'est alors qu'il commande le 3^e bataillon du 2^e Régiment Étranger, qu'il apprend l'armistice de juin 1940. Atteint par la limite d'âge en août, en vertu d'une nouvelle loi, il est mis à la retraite, il va avoir 56 ans.

La France libre

Après avoir entendu l'appel du 18 Juin du général de Gaulle, il décide de le rejoindre. On ne sait pas comment il gagne Londres.

Son action est désormais essentiellement diplomatique. A l'été 1941, il accompagne René Plevin lors d'une mission à Washington au sujet du sauvetage des scientifiques français et de leur possible participation à l'effort de guerre américain. A la fin de 1941, il est promu colonel (il sera resté près de 20 ans chef de bataillon) et envoyé en mission en Afrique du Sud, où il organise le transport d'armement à destination des forces françaises libres, tout en gardant un œil sur Madagascar. Comme souvent, Pechkoff réussit à établir des relations de confiance avec le chef des armées dans la région, le général Smuts. L'occupation britannique de la Grande Île précipite les événements.

Il est nommé général à titre fictif pour une mission de renseignement en Chine au printemps 1943. Trois mois plus tard, nommé général de brigade, il devient le délégué du Comité français de libération nationale auprès de Tchang Kai-Chek, alors siège du gouvernement nationaliste, qui vient de rompre avec Vichy. Arrivé à Tchoung-King, capitale provisoire du pays du fait de l'occupation japonaise, Zinovi doit gérer la présence d'une autre mission française émanant du général Giraud, concurrence qu'il sait avec souplesse marginaliser. Il gère la retrocession à la Chine nationaliste des concessions françaises. Ambassadeur en novembre 1944, sa présence, une fois de plus, lui donne l'occasion de démontrer de sa capacité à se faire apprécier des dirigeants de toutes origines qui se pressent nombreux dans une Chine en pleine révolution.

Jacques Guillermaz, l'attaché militaire qui le rencontrera sur place après guerre, le décrit ainsi : « *Taille médiocre, traits réguliers, crâne rasé, vif et mobile d'allure. [...] Esprit subtil, insaisissable même, il engageait plus souvent son opinion par de soudaines remarques que par des développements argumentés, mais savait ce qu'il voulait ou plutôt ce qu'il ne*

voulait pas. [...] Bon chrétien, il disait lire chaque jour l'Imitation de Jésus-Christ. » Diplomate atypique, représentant d'un pays important mais ruiné, il obtient beaucoup par son habileté et sa prestance, mais ses collaborateurs reprennent discrètement ses dépêches, écrites dans un français à la diable.

L'évacuation de l'Indochine par les troupes chinoises.

Le moment culminant de la carrière de Pechkoff est sans doute celui où, en septembre 1945, il doit obtenir des autorités chinoises qu'elles évacuent le Tonkin, où les troupes nationalistes sont entrées, officiellement pour assurer le désarmement des soldats de l'armée japonaise vaincue. Quasiment seul, sans moyens et surtout sans moyens militaires, face à une armée d'occupation chinoise dont la principale préoccupation est de faire en Indochine française le maximum de butin, il obtient l'évacuation avec le minimum de casse.

Le diplomate gaulliste

Il restera en poste auprès du gouvernement chinois jusqu'à la chute de celui-ci cinq ans plus tard, non sans avoir accepté brièvement d'être le chef de la mission française de liaison auprès du général Mac Arthur à Tokyo (1946). Soucieux de ménager le vaincu, le diplomate s'attache à créer des liens de confiance avec le gouvernement japonais, ce qu'il réussit peu à peu à obtenir au long de son mandat. En 1950, le général Pechkoff, âgé de 66 ans, est mis à la retraite et remplacé par Maurice Dejean. Il quitte le Japon pour un retour définitif à Paris. Deux ans plus tard, le gouvernement l'élève à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur. Pechkoff devient une figure parisienne, que l'on rencontre dans les dîners en ville.

Le retour aux affaires du général de Gaulle en mai 1958 ravit le général Pechkoff qui a toujours apprécié le chef de la France libre. En retour, le chef de l'État n'oublie pas son fidèle allié des temps difficiles. Il le charge de diverses missions diplomatiques

avant de l'envoyer en 1964 auprès de Tchang Kai-chek. La France ayant décidé de soutenir la Chine populaire - c'est-à-dire la reconnaître diplomatiquement - l'annonce de ce retournement doit se faire avec le plus de respect possible pour le vieux maréchal réfugié à Taïwan. Il fallait trouver, pour ce geste de courtoisie diplomatique envers le généralissime, un homme de confiance, un homme qui sût avec tact transmettre un message douloureux à son destinataire.

Zinovi Pechkoff s'éteint à Paris, le 27 novembre 1966, à l'âge de 82 ans (si son année de naissance, 1884, est exacte, ce qui est incertain). Ses cendres reposent au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois. Sa tombe porte à sa demande, seule l'inscription suivante : « Zinovi Pechkoff, Légionnaire ».

Pour illustrer comment des liens mystérieux relie des personnalités singulières à travers les siècles, citons, F. Huré, diplomate qui fut un des collaborateurs de Pechkoff. En poste en Turquie en 1960, il reçoit son ancien chef, à la retraite, et lui fait visiter Istamboul : *« il avait moins apprécié, raconte-t-il, ma suggestion de visiter la sépulture du comte de Bonneval, dans la ravissante mosquée où elle repose depuis trois siècles. Il connaissait la carrière de ce mauvais garçon, sujet du roi de France passé au service de l'Empereur pour finir chef de l'artillerie du Sultan [...]. Non s'incliner devant la tombe de cet aventurier ne lui disait rien : « Il a été trop loin », estimait-il. »*

Le « commandant » Pechkoff personnalise avec chaleur et générosité ces Russes exilés amis de la France qui, mieux que d'autres, pour ne lui être attaché ni par le sang ni par le sol mais par l'esprit, l'ont défendue avec talent. Les Russes blancs, ont en effet joué un rôle essentiel dans le réseau international des amitiés de la France au moins dans la première moitié du siècle. Ils ont aussi servi de « passeurs culturels » entre le Vieux et le Nouveau Monde.

Ivan Makhonine



Ivan Makhonine naquit à Saint-Pétersbourg (Russie) en 1885. Son père fut ruiné en 1900. Il effectua ses études à la Faculté de Sciences économiques de l'Université polytechnique de Saint-Pétersbourg. Il créa à Saint-Pétersbourg un bureau d'étude spécialisé en aéronautique au début des années 1910.

Makhonine, se retrouva pendant la guerre de 14/18 dans un centre de recherche d'État, à inventer des armes et des munitions de toutes sortes (balles perforantes, torpilles aériennes,...), ce qui lui apporta la fortune : la fabrication de ces matériels génèrait un

chiffre d'affaire dont l'Etat lui laisse 10 % à titre de royalties. Vers 1917, il inventa le moyen de produire un carburant sur lequel nous reviendrons.

Après la révolution d'Octobre, il proposa toute une série de projets d'amélioration du réseau ferré, ruiné par la guerre civile, et de développement de l'aviation. Il semble qu'il y ait eu deux trains Makhonine, reposant sur deux principes différents.

En 1918 ou 1919, l'usine de Mytichtchi construisit, selon ses plans, un premier train électrique, à bord duquel les moteurs électriques étaient alimentés par une génératrice fonctionnant au carburant qu'il avait inventé l'année précédente, le fameux « carburant Makhonine ». L'ingénieur aurait perçu 30 millions de roubles de subvention pour concevoir, construire et exploiter son train.

Un second train fut assemblé par le Chantier naval de la Baltique à partir de trois locomotives désaffectées de la ligne Saint-Pétersbourg-Moscou. Les accumulateurs (264 pièces, charge de 7500 A×h) avaient été récupérés sur des U-Boots (sous-marins allemands). Le 12 octobre 1920, la motrice d'Ivan Makhonine, partie à 8h15 de la gare de Petrograd, atteignit Moscou en douze heures, soit une vitesse moyenne de 60 verstes/h (ou 64 km/h). Le train avait dû marquer cinq arrêts, et il avait fallu recharger les accumulateurs une fois.

Puis Makhonine se consacra à un ballon dirigeable capable d'emporter 60 000 Poud (env. 982 tonnes). Il pouvait être tiré par un avion (monoplan ou biplan), une automobile ou un torpilleur, embarquer 1 000 passagers et atteindre une vitesse de 100 verstes/h (env. 107 km/h). La construction de ce dirigeable aurait dû être achevée le 1^{er} mai 1921.

Comme le financement d'un tel projet était devenu impossible dans la Russie post-révolutionnaire de Lénine, il décida, à l'âge de 36 ans, de quitter sa patrie et obtint des facilités pour ce faire

grâce à Djerzinski, le chef de la police politique soviétique qu'il connaissait. Début 1922, Makhonine, avec sa femme (la cantatrice Nathalie Ermolenko) et sa fortune, essentiellement sous forme de bijoux, arrive en France, décidé à proposer son invention à l'État français. Il s'installe dans un hôtel particulier, d'abord rue Vineuse, dans le XVI^{ème} ardt, puis dans un autre, rue Brémontier, dans le XVII^{ème} ardt (cet hôtel a disparu). Il mène une vie fastueuse et reçoit beaucoup. Sa femme se produit à l'Opéra.

Le carburant Makhonine

Le carburant que nous appellerons désormais carburant Makhonine, ou CM, est ce qui a fait la célébrité momentanée et peut-être le malheur de notre héros.

Le produit de base utilisé est le goudron, provenant indifféremment des matières premières les plus impropres à cette opération, c'est à dire des goudrons de houille, les plus mauvais charbons, du pétrole brut, des huiles végétales et tous déchets carbonés ou hydrocarbonés. C'est ce qui en fait l'intérêt pour un pays comme la France dépourvu de sources d'énergie fossiles. Ce goudron est mis en ébullition dans une chaudière, et ses vapeurs sont aspirées et traitées par un dispositif de catalyse qui fait l'objet de l'invention avec une particularité jamais dévoilée par Makhonine. D'après les témoins, il sort de ce dispositif une vapeur qui a l'aspect d'une fumée épaisse. Si cette « fumée » est envoyée dans un appareil de distillation classique, elle se condense en ce fameux carburant qui peut donc être stocké pour son utilisation ultérieure.

La lecture de son brevet indique qu'il s'agit d'une transformation de résidus lourds (pétroliers ou autres) par crackage, procédé largement employé dans le domaine pétrolier. Il préparait le produit de base avec des moyens qui différaient selon ce produit (voir brevet N°622.036), de façon à en extraire une vapeur qu'il faisait passer dans une sorte de gros tube calorifugé

extérieurement – dispositif non décrit dans le brevet – dont l'autre extrémité était raccordée soit directement à un moteur, soit à un appareil de distillation classique d'où sortait le carburant. Ce sont évidemment les détails de ce dispositif, absent du brevet, qui nous sont inconnus.

Les rendements de production de ce carburant exceptionnel étaient d'environ 95 % avec les pétroles bruts et les goudrons de houille. Ces résultats n'ont rien de comparables avec ce qu'on obtient en quantité comme en qualité par les méthodes classiques qui nous sont connues. Nous savons aussi que les moteurs qui brûlaient ce carburant, en plus de leur rendement exceptionnel, ne semblaient pas polluer, ils ne produisaient ni fumée ni l'odeur désagréable habituelle, mais seulement une sorte de gaz chaud.

Contrairement à l'essence, ce carburant ne peut pas s'enflammer à froid, mais seulement à chaud (80 degrés) comme le fioul, ce qui est particulièrement appréciable pour l'aviation. Il ne peut que difficilement s'enflammer par auto-allumage, contrairement à l'essence, il peut donc permettre d'augmenter considérablement le rendement des moteurs à explosion par simple élévation de leur taux de compression.

Ce carburant, un peu plus gras et dense que l'essence (indice 930 ou 940), ayant l'aspect du gasole, est facilement pulvérisable par les carburateurs des moteurs, à condition de les munir de quelques adaptations. Selon les témoignages, ces adaptations consistaient à remplacer des joints en caoutchouc par des joints en amiante, à mettre en place un dispositif de réchauffage avant l'entrée du carburateur, du carburateur lui-même, soit par des résistances électriques, soit (solution préférée par Makhonine) par la récupération des gaz d'échappement, et entre le carburateur et la culasse. Quelques adaptations du poids des flotteurs et des tailles des gicleurs sont également à effectuer en raison de la densité de ce produit.

Les tentatives de mise en œuvre

Makhonine propose son carburant au ministère de la Guerre. Il fut reçu par le président de la République, Doumergue, en décembre 1924. Le ministre en poste à l'époque, le général Morin, décide de l'expérimenter. Il confie ce soin à la Marine nationale, souvent moins conformiste que l'armée de Terre. Sous l'impulsion du ministre de la Marine, Georges Leygues, le capitaine de frégate Bion mena les expérimentations, A Cherbourg, elles portent sur des vedettes, des chasseurs de sous-marins et des torpilleurs. Les bâtiments munis du dispositif Makhonine distancèrent tout au long des essais ceux qui fonctionnaient au carburant classique, quoique plus récents.

La Marine expérimenta le nouveau carburant sur des camions et sur des torpilleurs remis par l'Allemagne au titre des Réparations. Leygues, convaincu, fit faire des essais sur un hydravion, qui vola à Cherbourg en juillet 1926 sans problème pendant une heure et demi.

Makhonine, optimiste, créa une société qui entre en Bourse et une usine située à Saint-Maur, près de Paris et commercialisa son invention. Des voitures particulières, des camions de livraison d'un grand magasin parisien, le paquebot Ile de France, de la Transat, des avions de la Compagnie des messageries aériennes et d'Air Union (ancêtres d'Air France) fonctionnaient au CM. La presse, majoritairement, soutint Makhonine, mais il y eut aussi des articles, des rumeurs qui le dénigraient et le présentaient comme un escroc. Ses partisans voyaient dans ces attaques la main des compagnies pétrolières.

Et puis tout s'arrête début 1927. Les services techniques de l'aéronautiques interdirent la poursuite des vols des avions équipés Makhonine, le CM n'étant pas homologué, le chef des essais de la Marine fut muté et les essais officiels furent au point

mort. Un député interpelle le gouvernement à ce sujet et une commission d'enquête fut créée. De nouveaux essais furent effectués sur Goliath⁷¹ et sur Bréguet 19, donnant toute satisfaction. Le rapport d'enquête, rendu en mars 1928, fut très positif pour le CM et dénonça les sabotages, l'inertie des services officielle et l'influence des compagnies pétrolières. Comme par hasard, la grande loi sur le pétrole, qui régira la politique pétrolière de la France jusque dans les années 1970, date du 30 mars 1928⁷².

En 1928, Maurice Bokanowski, ministre de l'Industrie et du Commerce, interdit l'usage du carburant Makhonine. Par une ironie de l'Histoire, ce ministre mourra deux mois plus tard dans un accident d'avion, carbonisé. Il n'en reste pas moins que cette hostilité des pouvoirs publics conduisit la société de Makhonine à la faillite et que son usine cessa son activité.

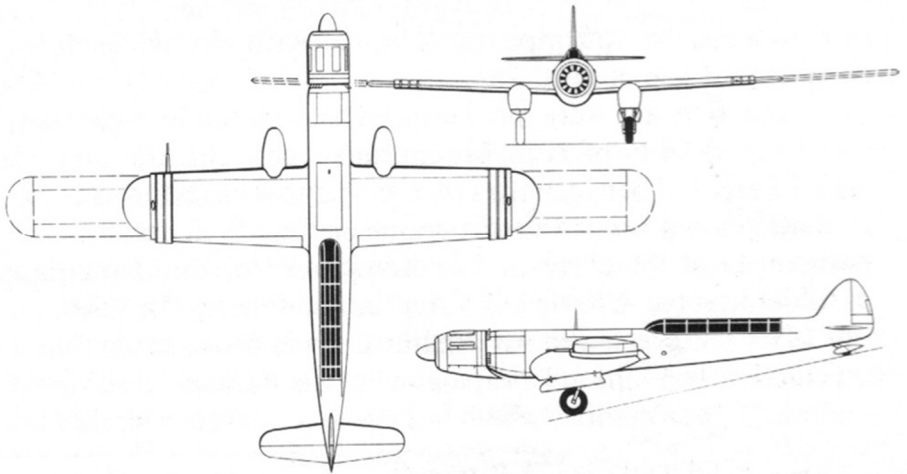
Pendant l'Occupation, il obtint par ses relations 7 tonnes de goudrons, avec lesquelles il fabriqua un nouveau stock de son carburant, qui lui permit de rouler.

Les avions de Makhonine

Pendant toutes ces années consacrées à essayer de convaincre les autorités françaises de la valeur de son carburant, il chercha à développer une ou deux autres inventions, notamment l'avion à géométrie variable, ou, plus exactement, à surface alaire variable, la variation de surface étant obtenue par des plans télescopiques. Cette invention, sur laquelle il s'obstinera à ses frais, finira de le ruiner complètement.

⁷¹ Construit par Farman ; le plus gros avions français de l'époque, employé sur Paris-Londres au lendemain de la 1^{ère} guerre mondiale.

⁷² 1927-1928 est aussi une période de rebattage des cartes dans le monde du pétrole, avec la conférence d'Achnacary et l'Accord de la ligne rouge, dont nous reparlerons dans la notice relative à C. Gulbenkian.



Site pinterest.se
Le prototype de 1947.

Après la guerre, Makhonine découvrira des analogies entre l'essence de synthèse utilisée par les Allemands pendant la guerre et de son carburant et entre les V1 et V2 et la fusée qu'il avait conçues dès la Première guerre mondiale et dont il avait communiqué des plans à la direction de l'Artillerie en 1924.

Les malheurs et les déconvenues s'accumulent. Sa femme meurt d'un cancer. Il la fit embaumer et obtint de placer son cercueil, avec un couvercle de verre dans la crypte d'une église russe de Paris sur laquelle il venait prier régulièrement.

Pour toucher les dommages de guerre liés à son avion détruit pendant l'Occupation (19 millions de F), il doit en construire un nouveau. Il s'y attelle, et le nouvel avion est d'une conception plus moderne que le précédent, mais l'amenuisement des ressources de son commanditaire se reflète dans le caractère un peu bricolé de l'appareil (les ailerons télescopiques sortent ou

rentrent trop brutalement, toutes les innovations mises au point par les belligérants pendant la guerre n'ont pu être prises en compte car trop coûteuses). L'avion, le Makh 3, construit chez Gourdou-Leseurre, est achevé en 1947 et effectue des essais de roulement à Toussus-le-Noble. Lors du décollage, le pilote d'essai, effrayé par la puissance de l'ascension, réduit trop fortement les gaz et l'avion se pose dans un champ, avec des dégâts. Il n'était pas assuré, Mahonine n'a pas les moyens de le faire réparer, il est ruiné. Personne au sein des pouvoirs publics ni des grandes sociétés aéronautiques de l'époque, ne semble s'intéresser à cette innovation. Il fait remonter l'épave dans le parc de sa maison de Ballainvilliers⁷³ (Essonne).

Makhonine, âgé de 62 ans, continua à réfléchir à des solutions innovantes autour du concept de surface alaire variable. L'idée est de varier la surface à l'air et donc la portance non seulement au décollage et à l'atterrissage, mais tout au long du vol, en l'adaptant au plus prêt des vents et de l'altitude, etc., de manière à économiser du carburant et à accroître le rayon d'action. Il proposa vers 1959, d'adapter cette technique à la Caravelle de Sud-Aviation, pour permettre à ce moyen courrier de franchir l'Atlantique.

En 1960, un pilote de vol acrobatique, Léon Biancotto, eut l'idée d'utiliser le CM pour son avion, un Nord 3002. L'avion se produisit lors d'un meeting en Tchécoslovaquie. A l'occasion d'une des figures, une commande ne répondit plus et l'avion s'écrasa, entraînant la mort du pilote. L'enquête mit en évidence une « paille » dans le métal du câble ou de l'une des poulies de commandes de gouverne de profondeur. Comme pour l'accident du Makh 3, certains pensèrent à un sabotage inspiré par les

⁷³ Signe de l'oubli profond où il est tombé, il n'est pas mentionné dans l'article de Wikipedia consacré à cette commune parmi les personnalités qui y résidèrent.

compagnies pétrolières, mais cela paraît peu vraisemblable. Bien que le carburant ne soit pour rien dans cet accident, cela renforçait l'image de malédiction qui entoure celui-ci.

Le carburant Makhonine après la guerre

Après la guerre, avec les problèmes d'énergie que connaissait la France et la dépendance qu'ils entraînaient, Makhonine retrouva l'espoir d'intéresser à nouveau à son invention les politiciens et autres décideurs et détenteurs de pouvoir, mais se heurta toujours aux mêmes refus et aux mêmes silences.

A la fin des années 1950, Makhonine se rendit à une réunion publique de l'UDCA, le mouvement de Pierre Poujade. L'affaire Makhonine était connue des milieux patriotes et notre héros était une image du combat des petits entrepreneurs contre les trusts étrangers, comme les commerçants et artisans de l'UDCA. Il fut invité à la tribune, et la salle lui fit une ovation. Il fut alors appuyé à fond par Pierre Poujade et des membres de l'UDCA, de nouvelles automobiles furent adaptées au CM (Simca Aronde, Traction 15, Ford), un poujadiste engagea même une machine équipée CM aux Six-heures de Paris, une course de hors-bord, mais sans pouvoir attirer l'attention des pouvoirs publics.

Dans les années 60, alors que la fermeture progressive de nos mines de charbon mettait tant d'ouvriers au chômage, Ivan Makhonine batailla encore pour proposer son carburant, qui aurait pu, selon certains, sauver l'exploitation minière. En 1962, il accompagna Pierre Poujade à Decazeville, dont la mine allait fermer, pour tenter d'intéresser les pouvoirs publics ou les élus locaux, prêt à relancer une production si on mettait à sa disposition des locaux, en vain. Après trente mois de lutte, Poujade jeta l'éponge⁷⁴.

⁷⁴ On le retrouvera quelques années plus tard propriétaire d'un parc de loisirs de 100 hectares en Dordogne, la Vallée heureuse, et il se trouva

En 1963, Makhonine avait épuisé sa dernière réserve de carburant. Il s'enfonça dans la misère et s'enferma dans sa maison, près de son avion qui pourrissait dans son jardin, ne souhaitant pas de visites pour ne pas donner le spectacle de sa déchéance. En 1966, l'homme qui était arrivé 44 ans plus tôt à Paris les poches pleines de diamants et de bijoux, n'avait plus que 12 francs par mois pour vivre. Il fut admis dans une maison de retraite pour immigrés russes démunis, le *Prompt Secours*, où il mourut le 9 juillet 1973, âgé de 88 ans, sans avoir dévoilé avec précision le secret de son invention.

Trois mois plus tard, c'était le premier choc pétrolier. On reparla brièvement du carburant Makhonine.

Epilogue

La France était-elle passée une fois de plus à côté d'une solution technique qui aurait permis de réduire sa facture pétrolière ? Plusieurs livres et de nombreux articles furent écrits sur ce cas, ainsi qu'une émission de télévision (*Les Dossiers noirs*, en 1978).

L'histoire de Makhonine serre le cœur. Certes, à notre époque d'hyper-spécialisation, où l'on n'est « audible » sur un sujet que si l'on a les diplômes correspondants à cette discipline, il y a chez lui un côté amateur, Geo Trouvetout, s'intéressant aussi bien aux trains électriques, aux armes, à l'aéronautique, qu'aux carburants (il a même inventé un violon électrique, sur le principe qui sera repris pour les guitares électriques).

A-t-il été victime des menées des compagnies pétrolières ? Le carburant M aurait-il été un « carburant national » au sens où on l'entendait en France dans les années 1930-1940 ? Il n'est pas

encore de mauvaises langues complotistes pour sussurer qu'il avait été acheté avec l'argent des compagnies pétrolières.

certain que les réserves de charbon de la France, par ailleurs malaisément accessibles, aient permis de produire ce carburant. C'est, en tous cas, ce que le gouvernement répondit à un député qui, peu après le premier choc pétrolier, adressa une question écrite sur le sujet. En tout état de cause, en notre époque d'allergie aux énergies fossiles, la production du carburant M aurait peut-être fini par être interdite comme trop polluante.

Indépendamment des possibilités d'une action malveillante des trusts pétroliers, la production et la distribution sur une grande échelle du CM nécessitait l'adhésion des compagnies pétrolières, qui disposaient des infrastructures de production, des réseaux de distribution et des stations-services. L'adoption du CM, non pas comme substitut des carburants existants, mais comme un choix supplémentaire offert à la clientèle, était envisageable, mais elle nécessitait de lourds investissements que ces compagnies, ainsi que les constructeurs automobiles n'ont peut-être simplement pas souhaité faire.

En outre, Makhonine n'était pas un partenaire facile en affaires, car il était excessivement soucieux de garder son secret de fabrication. Dans les années soixante, quand l'usine à gaz du Landy fut désaffectée, on lui proposa d'y installer une chaîne pour relancer la fabrication de son carburant, mais il fallut bien lui demander quels matériels il souhaitait garder, et il préféra faire capoter l'affaire plutôt que de risquer de révéler ainsi son procédé. Makhonine n'a jamais voulu préciser dans ses brevets ni la température, ni la pression, ni le type de catalyseur employé. Il semble qu'il ait ainsi préféré perdre des occasions de faire fructifier celle-ci, plutôt que d'en révéler le secret.

La comtesse du Luart

Du mannequinat chez Chanel à la maraine de la Légion étrangère



Hala Elmiskhan Hagondokoff, (en tcherkesse Elmeskhan Hagundokue) est née le 6 février 1898 dans une petite ville d'eau du Caucase, Kislovodsk, par le hasard des nominations d'un père militaire qui, aussitôt après sa naissance, emmène les siens en Mandchourie. Son père est un officier tcherkesse (ou circassien) de l'armée russe, Constantin Hagondokoff, alors lieutenant, issu d'une famille princière du Caucase, qui sera gouverneur militaire

et commandant en chef des forces impériales en Extrême-Orient et Ataman des Cosaques de l'Amour. Sa mère est Elizabeth von Bredow, descendante d'une vieille dynastie militaire d'origine prussienne. Notre héroïne porte tour à tour les prénoms de Gali puis, après sa naturalisation, Irène et enfin Leïla.

Les Circassiennes étaient recherchées pour leur beauté dans les harems de Constantinople et Gali faisait honneur à cette réputation de beauté. En 1917, à 19 ans, elle est infirmière bénévole à l'hôpital militaire de Circassie et soigne un capitaine de la Garde impériale, Nicolas Bagenoff, grièvement blessé. Selon un schéma qui se reproduisit dans toutes les armées de l'époque, l'infirmière tombe amoureuse du bel officier courageux et l'épouse.

La Révolution bolchevique les oblige à fuir avec leur jeune fils Nicolas vers les zones récupérées par les armées blanches, mais ces zones se réduisent comme peau de chagrin. Ils se trouvent sur les rives de la Mer Noire quand ils décident d'émigrer. Une connaissance, qui travaille pour la Banque russo-asiatique, leur suggère de partir non pas pour Constantinople, mais pour l'extrême-orient russe et, de là, pour Harbin, en Mandchourie, où il y aura un emploi dans la succursale de la banque pour Bajenoff. Le voyage commence à l'été 1919 et dure des mois, dans des wagons de marchandise, entrecoupées de contrôles et d'arrestations arbitraires par les Bolcheviks. Ils arrivent à Harbin au printemps 1920 ; Bajenoff devient employé de banque, elle vivote de leçons de piano, de prestations d'interprète ou travaille pour un magasin de mode. Bajenoff est muté à la succursale de Changhaï.

Le train par lequel ils s'y rendent, en troisième classe, est attaqué par des bandits chinois, mais le mécanicien parvient à s'en débarrasser en reprenant de la vitesse. A Changhaï, ils s'installent dans la concession française, comme la plupart des réfugiés

russes, et y bénéficient de la solidarité de leurs nombreux compatriotes.

Le caractère ombrageux de son mari s'est encore aggravé sous l'effet des épreuves et le couple divorce. En dépit de la gêne matérielle, Gali échappe à la condition de nombreuses belles femmes russes réfugiées en Chine et ne tombe pas dans la prostitution, mais elle rencontre des messieurs généreux. Gali est embauchée dans un magasin de mode mais se lasse de cette vie précaire et quitte la Chine en mars 1922.

Comtesse du Luart

Elle rejoint les États-Unis puis la France, où se trouve déjà une partie de sa famille et où elle a vécu avant la guerre. Elle est reconnue réfugiée Nansen par l'Office des réfugiés. Elle est embauchée par Chanel comme mannequin. Elle prend ensuite en charge une maison de couture appartenant au Prince Youssouppoff, ce qui lui ouvre les portes de certains milieux. La crise économique, qui atteint la France en 1932, met son affaire en difficulté. Elle rencontre à point nommé le comte Ladislas du Luart, bel homme issu d'une grande famille sarthoise, amateur de chasse à courre et de carburateurs automobiles. En 1934, à 36 ans, elle parvient, non sans mal, à se faire épouser au prix de quelques arrangements avec l'état civil. Divorcée de Bagenoff, pour donner tout l'éclat et la solennité possibles à cette nouvelle union, elle le déclare mort, car une veuve peut se marier à l'église, non une divorcée. Et, plutôt qu'Hagondokoff, nom pourtant célèbre au Caucase et en Russie, mais qui en France pourrait paraître exotique, elle préfère celui, plus simple à retenir, de son supposé défunt époux. Elle va alors vivre la vie d'une aristocrate aisée, se partageant entre son hôtel particulier parisien et son château et recevant avec élégance.

Ambulancière

Gali qui, pour se marier avait choisi de se prénommer Irène, devient soudain Leïla, comme la Circassienne que rencontra Alexandre Dumas dans son voyage au Caucase, et le restera jusqu'à sa mort. Leïla comtesse du Luart, qui a naguère réussi à se sauver de la révolution, à survivre matériellement, n'est-elle pas comblée ? Mais elle se découvre femme d'action, guère disposée à recevoir passivement les cadeaux ou les coups du destin. La guerre d'Espagne qui vient de commencer l'épouvante. La révolution va-t-elle gagner l'Europe ? Elle veut aider ceux qui s'opposent au «péril rouge» et invente pour cela un système d'ambulances chirurgicales permettant de traiter en urgence, sur place, les blessés. Elle rassemble les bonnes volontés, surtout trouve l'argent nécessaire -et il en faut pour acheter et équiper ces ambulances-, sillonne avec courage les zones de combat et participe personnellement aux soins des blessés, retrouvant les gestes qu'elle a pratiqués durant la Première Guerre mondiale. Gali a montré alors qu'elle était capable de mener à bien une entreprise impensable, créer de toutes pièces, en le finançant, un véritable système chirurgical d'urgence.

La guerre civile espagnole à peine terminée au printemps 1939, une guerre d'une autre ampleur se profile. La comtesse du Luart se rend aux Etats-Unis et met en place une véritable structure de *fund raising*, pour obtenir des fonds pour financer son unité chirurgicale. Elle constitue une Formation chirurgicale mobile franco-américaine (FCM). Avec une quarantaine de véhicules aménagés d'origine américaine, qui permettent une grande rapidité de mise en place, elle participe à la bataille de France de mai à juin 1940, à la suite de la 3^{ème} armée, tandis que ses trois frères et son mari combattent comme officiers. Le général Weygand la cite à l'ordre de l'Armée et lui remet les insignes de la légion d'honneur. Après l'armistice, la comtesse supporte difficilement l'inaction et le général, devenu délégué général du gouvernement en Afrique du Nord accepte de l'accueillir en Algérie avec son unité médicale. Pour l'occuper, les autorités

locales la dirigent sur le chantier du chemin de fer transsaharien, grand projet des années Trente, auquel Vichy donnera un commencement d'exécution mais qui, peut-être du fait de cette origine, sera abandonné après la guerre⁷⁵. Elle y vit pendant un an dans des conditions spartiates et y fait tourner un dispensaire.

Après le débarquement de 1942, elle comprend très vite qu'elle peut reprendre un rôle auprès de l'armée française d'Afrique qui entame sa modernisation. Elle connaîtra l'apogée de sa carrière de 1943 à 1945. Sa «formation d'ambulances», dont elle a réussi à préserver le statut indépendant, est sur tous les fronts, utilisant les méthodes les plus efficaces de réanimation, de transfusion, de prophylaxie : campagne de Tunisie de 1943, campagne d'Italie dans le Corps expéditionnaire du général Juin, puis campagne de Provence et d'Allemagne avec de Lattre de Tassigny et la 1^{re} Armée. Elle trouve le temps de se rendre aux Etats-Unis en 1943 pour réchauffer l'enthousiasme des généreux donateurs. Durant cette période, Leïla, charismatique, fait régner une discipline paternaliste -qui ne lui vaut pas que des amis- sur une équipe parfaitement au point. Elle reçoit la visite de tous les chefs : Giraud, Clark, Juin (qui est un habitué), de Gaulle (en mars et en mai 1944).

⁷⁵ Le chantier est stoppé par le débarquement américain de novembre 1942.



Italie 1944. Le général de Gaulle rendant visite à la formation médicale de la comtesse du Luart.

La FCM, affectée à la 3^{ème} division d'infanterie algérienne (DIA) de Montsabert, suit les durs combats du Garigliano, Leïla séjourne à Rome (à l'Excelsior, évidemment), participe au débarquement de Provence, remonte les Alpes, le Jura, les combats de Montbeliard et la campagne d'Alsace, puis la traversée du Rhin et la fin de la guerre du côté de Tubingen.

La comtesse ne reprend pas du service à l'occasion de la guerre d'Indochine, mais, en 1956, la mort de son fils unique Nicolas, d'une tumeur, la brise et la pousse à chercher dans l'aide à ceux qui combattent une raison de survivre. Elle ira la chercher en Algérie, mais les temps ont changé. Dans les opérations contre le FLN, il n'y plus place, dans le Service de santé de l'Armée, pour des initiatives semi privées comme celles de la comtesse du Luart

et, surtout, il s'agit plus d'opérations de police et de maintien de l'ordre que de véritable guerre. Alors, à défaut de recréer une antenne médico-chirurgicale, elle crée un centre militaire de détente au camp de Chenoua, puis d'autres, pour les légionnaires et autres soldats du 2^e corps d'armée qui séjournent à Alger, ce qui est aussi un moyen d'éviter qu'ils traînent dans les bars. Les «centres du Luart» y deviennent aussi populaires que l'étaient des années auparavant les «ambulances du Luart». Ici aussi, Leïla a su trouver les financements, créer les équipes, soulager les souffrances. Patriote à 200 %, elle est spontanément «Algérie française» et, lors du putsh d'avril 1961, seuls les conseils d'amis avisés la dissuadent de justesse de s'associer au mouvement. Lors des heurts auxquels donne lieu le soulèvement, elle trouve encore l'occasion d'organiser un poste de secours aux blessés dans le hall de l'hôtel Aletti.

A l'indépendance de l'Algérie, en 1962, elle a 64 ans. C'est à peu de choses près l'âge de la retraite, mais, jusqu'à sa mort, elle va garder le contact avec l'armée, au travers de son engagement auprès de la Légion étrangère.

Maraine de la Légion étrangère

En novembre 1943, près de Rabat au Maroc, la comtesse du Luart avait accepté, à la demande du lieutenant-colonel Miquel, de devenir la marraine du 1^{er} REC. Ses actions militaires lui valent plusieurs citations et l'honorariat du 1^{er} REC, dans lequel elle est nommée légionnaire d'honneur de 1^{re} classe, le 11 novembre 1943, brigadier d'honneur, le 1^{er} janvier 1944 et brigadier-chef d'honneur, le 25 décembre 1944. Le soir de Noël 1943, elle offre aux légionnaires du 1^{er} REC, rassemblés dans la clairière de la Mamora, leur premier cadeau de Noël.

Depuis le retour en France du 1^{er} REC en 1967, cantonné à Orange, elle honore de sa présence tous les grands moments de la vie du régiment : Noël, Saint-Georges, Camerone, passations de

commandement. La légion sera la seconde famille de Leïla, celle qui lui restera lorsque disparaît Ladislas du Luart, le mari fidèle et patient qui l'a soutenue dans toutes ses équipées sans jamais regimber. Elle retrouve sans cesse cette famille à Orange, à Paris où elle entoure et fête ses filleuls.



La comtesse du Luart lors d'une cérémonie au 1^{er} REC (années 1980)

Leïla Hagondokoff, comtesse du Luart, meurt le 21 janvier 1985, à l'hôpital américain de Neuilly, à l'âge de 86 ans. Commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, elle totalise six citations, dont trois à l'ordre de l'armée. Ses obsèques se déroulent le 29 janvier en la cathédrale Saint-Louis-des-Invalides, où les derniers honneurs lui sont rendus par la Légion, puis elle est inhumée dans une chapelle du cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois, comme Pechkoff.

Une stèle à sa mémoire est inaugurée le 21 janvier 1989, au sein du quartier Labouche, à Orange. Le 4 décembre 2001, le colonel Yakovleff, chef de corps du 1^{er} régiment étranger de cavalerie, inaugure au sein du même quartier, la nouvelle *salle de souvenirs* des brigadiers-chefs, dédiée à la comtesse du Luart.

Ces identités successives et si diverses - caucasienne, russe et enfin aristocrate française - recouvrent une personnalité puissante, dominée par une volonté d'exister à son gré jamais démentie, et une vie, ou plutôt des vies multiples, mais, au fond, ce destin, certes romanesque, a une profonde unité : l'armée. Fille d'officier russe, épouse d'officier russe (en première noce), elle aura voué sa vie 40 ans de sa vie à l'armée française.

Aventuriers de la Finance

L'histoire du capitalisme comporte beaucoup de *self made men* partis de rien et parvenus au sommet de la fortune. Tous ne présentent pas le même pittoresque. Les trajectoires des fondateurs des grandes firmes informatiques de la fin du XX^{ème} siècle sont somme toute assez linéaires.

Nous en avons retenu deux particulièrement intéressants en raison de la destinée exceptionnelle de ces fils de petits commerçants levantins devenus, par leur travail, leur astuce et les circonstances, des puissants de ce monde.

Basile Zaharoff

Le petit escroc grec devenu l'homme le plus riche du monde



Basile Zaharoff est né le 6 octobre 1849 d'une famille grecque de Constantinople. Sa famille part en exil en Russie après les pogroms anti-grecs de 1821, puis, ayant entre temps russifié son nom de Zakaropoulos en Zaharoff, retourna en Turquie dans les années 1840 et s'installa en Anatolie dans la ville de Muğla. En 1855, la famille revint à Constantinople et elle résida dans le quartier pauvre de Tatavla, où Basil grandit comme un enfant des rues. Une sorte de philanthrope mécène du Phanar (quartier de Constantinople habité par la bourgeoisie grecque), Iphestidi, finance les études à l'école anglaise des enfants les plus doués de cette cour des miracles. Ainsi, Basil, petit boursier avant l'heure, bénéficia d'une excellente éducation.

Cette éducation de qualité tombée du ciel n'empêcha pas Basil, jusqu'à ses 18 ans, de grappiller des piastres en jouant au changeur de monnaie, et autres petits boulots rémunérateurs. Dans ce business toléré, avec un système de change complexe, on peut se faire 10 à 20 % de commission... en refourguant 10 à 20 % de fausse monnaie ou de pièces dévaluées aux touristes qui n'y prêtaient pas attention jusqu'à ce qu'ils fussent sur un navire, loin de Constantinople. Basil affirmera plus tard qu'il avait des occupations plus saines, comme celle de pompier volontaire ou guide pour touristes dans Galata, mais si Galata était le centre des affaires, c'était aussi un quartier de prostitution de Constantinople ; de là à penser que le guide servait aussi de rabatteur pour les maisons de tolérance...

C'est à l'occasion d'un grand incendie à Constantinople que Basil fut accusé de vol et de meurtre par un comparse, et qu'il disparut de la ville pendant cinq ans. Première affaire grave et louche.

Un petit escroc grec à Londres

En 1873, à 24 ans, on le retrouve à Londres, accusé dans le procès que lui intente son oncle, un homme d'affaires que Basile aurait escroqué. Un agent britannique témoigna en sa faveur. On tergiverse sur l'âge qu'il avait alors : 22 ou 24 ans ? Soudain, l'oncle abandonna ses charges, et demanda une peine plus douce. Les mauvaises langues disent qu'il avait subi des pressions. Basil fut relâché contre le paiement d'une caution de 100 livres⁷⁶ et à la condition qu'il rembourse au plaignant la somme litigieuse et reste dans la zone de juridiction de la cour. Il partit immédiatement pour Athènes, où il guida à nouveau les étrangers et se livra peut-être au proxénétisme.

Il se lia d'amitié avec un journaliste politique, Stéphanos Skouloúdis, qui deviendra Premier ministre de Grèce. Zaharoff,

⁷⁶ L'équivalent de 30 000 euros.

éloquent, réussit à convaincre Skouloudis de son innocence dans son procès à Londres. Par un coup de chance, un autre ami de Skouloudis, un capitaine suédois, quittait son poste de représentant du fabricant d'armes Thorsten Nordenfelt pour un poste plus important ailleurs. Skouloudis, grâce à son entregent politique, put recommander Zaharoff pour le remplacer. Après une enquête bâclée sur son passé, Basil fut embauché le 14 octobre 1877. Pourquoi Basil, qui avait un passé douteux ? Peut-être, justement, en raison de ce passé douteux : jeune, sportif, beau parleur, peu scrupuleux, aventurier... le profil parfait.

Vente d'armes

Les circonstances politico-militaires dans les États des Balkans, en Turquie et en Russie fournirent une excellente occasion au jeune marchand d'armes. Chaque État était prêt à payer pour contrer les intentions agressives réelles ou supposées de ses voisins, même après le traité de Berlin de 1878.

Les Russes, qui avaient donné la liberté aux Balkans pour élargir leur façade maritime sur la mer Noire, voulaient Constantinople. Les Anglais se rapprochaient des Turcs pour garder la mainmise sur le Bosphore ; ainsi, tout le monde s'armait. Basil vendait de la munition au meilleur moment. L'agent de Nordenfelt pour la région n'était plus n'importe qui. La menace bulgare en 1885 conduisait le gouvernement grec à augmenter encore son budget militaire.



Le sous-marin ottoman Abdülhamid (1886), premier sous-marin à tirer une torpille en immersion. Deux sous-marins de cette classe, les Nordenfelt II (Abdülhamid, 1886) et Nordenfelt III (Abdülmecid, 1887) furent achetés par la marine ottomane.

Une des ventes les plus importantes de Zaharoff fut celle d'un sous-marin, le *Nordenfelt I*. On était au tout début des sous-marins et cette machine, à moteur à vapeur construite selon les plans du révérend anglican George W. Garrett, était considérée par les services de renseignements de la Marine américaine comme susceptible de « mouvements dangereux et excentriques ». Thorsten Nordenfelt avait déjà fait une démonstration de son engin à un congrès international. Si les grandes puissances n'en voulaient pas, les nations plus petites étaient intéressées par le prestige apporté par ce type de bâtiment.

Zaharoff vendit le premier modèle aux Grecs avec la promesse de modalités de paiement souple. Il convainquit alors les Turcs que le premier modèle des Grecs représentait une menace et il leur en vendit deux. Il persuada alors les Russes du danger significatif de la flotte turque en mer Noire et il leur en vendit deux. Aucun de ces sous-marins ne fut jamais vu dans un combat. Dans un test de tir de torpille effectué par la marine turque, le navire devint si instable qu'il coula.

La mitrailleuse Maxim

C'est alors qu'entra dans l'histoire de Zaharoff l'ingénieur américain Hiram Maxim. Celui-ci avait inventé un modèle de mitrailleuse qui représentait une amélioration par rapport aux modèles de mitrailleurs à main de l'époque. La mitrailleuse de Maxim était certainement meilleure que tout ce qu'avait Nordenfelt dans sa gamme à ce moment-là.

Les mitrailleuses de Maxim et de Nordenfelt furent présentées pour la première fois à La Spezia en Italie devant un parterre de

personnalités importantes, dont le duc de Gênes. Les représentants de Maxim n'étaient pas présents.

La seconde démonstration se déroula à Vienne. Les démonstrateurs furent invités à modifier leurs armes de manière à ce qu'elles pussent fonctionner avec le calibre des munitions de l'infanterie autrichienne. Après plusieurs centaines de tirs, les mitrailleuses de Maxim commencèrent à marcher de manière erratique avant finalement de s'enrayer. Quand Maxim prit son arme pour voir ce qui s'était passé, il se rendit compte qu'elle avait été sabotée. Mais il était déjà trop tard.

Le troisième essai eut lieu également en Autriche à Vienne et, cette fois, la mitrailleuse de Maxim marcha parfaitement. Mais un inconnu réussit à convaincre les militaires qu'elle nécessitait une adaptation manuelle, arme par arme, et que, pour cette raison, elle ne pourrait jamais être produite en masse, empêchant ainsi la possibilité d'avoir assez d'exemplaires pour une armée moderne.

Nordenfelt et Zaharoff avaient triomphé. Maxim, cependant, qui était conscient d'avoir un bon produit, chercha un accord avec Nordenfelt. Finalement, après une entrevue secrète, les deux firmes concurrentes fusionnent, avec Zaharoff comme principal vendeur, disposant d'un taux de commission élevé. La nouvelle association proposera la meilleure mitrailleuse avec le meilleur vendeur, combinaison qui va faire la fortune de Basil. Toute la Terre voudra cette « *machine gun* », incroyable de précision et de vélocité, à plus de 600 coups par minute (certains disent 666 coups...).

En 1888, la banque Rothschild (Angleterre) et la grande société d'armement britannique Vickers firent pression sur Nordenfelt, pour fonder la Maxim-Nordenfelt Guns and Ammunition Company, et l'éloignent de la direction. En 1890, l'association entre Maxim et Nordenfelt se termina et Zaharoff choisit de

rester avec Maxim. Avec ses commissions, Zaharoff acheta des parts de la société, jusqu'à ce qu'il puisse annoncer à Maxim qu'il n'était plus un employé, mais un actionnaire aussi important que lui.

Pour l'ancien petit escroc grec, il n'y avait pas de voie impénétrable, de petit moyen. A Saint-Pétersbourg, il séduisit la danseuse d'un grand duc qui se trouvait être à la tête de l'artillerie impériale, un décideur très difficile à approcher. A mesure que ses moyens financiers augmentaient, il commençait à acheter les ministres qui avaient la main sur les commandes d'État. La presse disait qu'il *séduisait*, en vérité il achetait tout le monde. Il offrait deux yachts à un amiral fraîchement nommé, réputé incorruptible, mais amateur de bateaux. À 40 ans, Basil avait ses entrées à la cour du tsar, logeait dans les grands hôtels européens, et finit par atterrir à Paris. Dans les années 1890, sa fortune était évaluée à 500 000 livres (40 millions d'euros de 2017).

En 1897, l'entreprise Maxim était devenue assez importante pour susciter une offre d'achat de la part de Vickers. L'offre fut très honnête en termes de liquidités de la part de la Vickers pour Zaharoff et Maxim. À partir de ce moment et jusqu'en 1911, alors que l'enthousiasme de Maxim déclinait, celui de Zaharoff et son portefeuille d'actions de la Vickers grandissait. Avec le retrait de Maxim, Zaharoff rejoignit le conseil d'administration de la Vickers.

Son empire s'étendait toujours. Dans le train qui l'emmenait en Espagne pour une grosse négociation, Basil rencontra une aristocrate, Maria del Pilar, apparentée à la famille royale, dont nous reparlerons, qui le transforma. Elle transforma aussi ses commandes par la même occasion : elles passèrent à 30 millions de livres sterling. Basil couvrait désormais l'Espagne, le Portugal, puis l'Amérique du Sud.

La première décennie du XX^e siècle fut une époque de réorganisation et de modernisation pour beaucoup d'armées européennes. L'Allemagne et l'Angleterre menèrent toutes deux un effort particulier pour améliorer leurs flottes. Zaharoff et la Vickers étaient présents, aptes à aider chacune des deux parties. Après sa défaite désastreuse face au Japon en 1905, la Russie devait, elle aussi, rebâtir sa flotte, mais un fort protectionnisme exigeait l'utilisation de l'industrie nationale pour la reconstruire. Qu'à cela ne tienne, Zaharoff créa un gigantesque complexe industriel en Russie à Tsaritsine (rebaptisée par la suite Stalingrad, aujourd'hui Volgograd).

Le « Système Zaharoff »

On peut parler d'un système Zaharoff, dont ressortent cinq principes.

1. Préparation : cibler les décideurs, leurs besoins et leurs faiblesses (sexe, jeu, argent), pour lever les obstacles et déclencher les commandes. Parallèlement, espionner les concurrents, et neutraliser leurs actions en cours.
2. Corruption : ne pas hésiter à arroser ministres et officiers supérieurs. À l'image de l'amiral du Japon, grand dévoreur de cadeaux. Zaharoff était considéré comme un maître dans la corruption, mais peu d'incidents parvinrent aux oreilles du public. Cependant, certaines affaires, comme les pots-de-vin versés à l'amiral japonais Fuji, suggèrent que beaucoup de choses se passaient en coulisse.
3. Escalade : c'est l'as des opérations bilatérales. Lors de la guerre russo-nippone de 1905, les deux parties sont armées par Zaharoff. Certes, il ne crée pas les conflits, mais les envenime pour les changer en or.
4. Contournement de l'armement national : profiter de ses contacts internationaux pour effectuer des *joint-ventures* entre maison-mère et entreprises nationales (cas de la fabrication du canon italien). Pour pénétrer le marché français de l'armement, réputé inviolable, et dominé par Schneider-Creusot, Zaharoff

grignotera des parts dans la banque de l'Union parisienne, propriété conjointe de l'industrie lourde française et de la holding Creusot.

5 Incitation : L'ouverture des archives impériales après la Première Guerre mondiale montra des détails de la stratégie de l'industrie de l'armement. Une lettre de 1907 en particulier, écrite par l'usine de Paul von Gontard (société contrôlée en secret par la Vickers en Allemagne) à un associé de la Vickers à Paris recommandait que des articles payés soient transmis aux journaux français prônant un effort d'armement de la France pour faire face aux dangers de l'armée allemande. Ces articles furent publiés et lus au Reichstag, qui vota une augmentation des dépenses militaires.

Le plus habile, ce sont les informations aux journaux qui sont dans sa poche, pour faire monter les craintes nationales, dans l'opinion et les assemblées. Application parfaite en 1907 entre la France et l'Allemagne à propos des mitrailleuses : premier coup de pression via la presse française, qui chante ses commandes de mitrailleuses. L'annonce alarme le parlement allemand, qui vote sur le champ les crédits pour équiper son armée en artillerie légère. D'où la nécessité, quand on vend des armes, de posséder la presse. Ce principe est résumé par les Anglo-saxons dans la formule : « *no guns without editors* ».

L'empire Zaharoff à la veille de la Première Guerre mondiale

Dans les années précédant la Première Guerre mondiale, les possessions de Zaharoff s'étendirent à d'autres domaines, mais qui favorisaient son commerce d'armes. Ainsi, pour développer l'armement français, Zaharoff doit posséder un journal, et d'abord, devenir français. En 1906, il sera français et allemand,

En France, il prit des parts dans Schneider-Creusot, pénétra notre pays, devint philanthrope et fut élevé au rang de chevalier de la

Légion d'honneur. Il devint rapidement le principal actionnaire du journal politique *Excelsior*, fondé en novembre 1910 par l'homme de presse Pierre Lafitte (et disparu en juin 1940) qui lui assura une ligne éditoriale favorable à l'industrie de l'armement. Il s'en débarrassa en 1920, n'en ayant plus besoin. De même, en rachetant une société financière, l'Union parisienne des banques, qui était spécialisée dans les crédits à l'industrie lourde, il put mieux contrôler les arrangements financiers entre sociétés.

Zaharoff, qui était par ailleurs associé à Loewe-Gontard (fabricant du Parabellum, et du Mauser) en Allemagne, possédait outre une grosse participation dans les usines Schneider du Creusot, le contrôle de fait des aciéries d'Henécourt et de Chatillon-Commanderie ; il possédait aussi des jetons dans la compagnie Le Nickel, qui exploitait les mines de Nouvelle-Calédonie, société stratégique, car le nickel est un métal indispensable à la fabrication des obus et des pièces d'artillerie par son alliage avec le chrome, résistant aux températures extrêmes grâce à ses propriétés anticorrosives. C'est dans le domaine de la propulsion (aéronautique, balistique) que les alliages nickel-fer-cobalt montrent toute leur valeur.

Parvenu au sommet de la réussite matérielle, il n'avait plus soif que d'honneurs. Diverses fondations philanthropiques, dont la création d'une maison de retraite pour anciens de la Marine nationale, lui valurent la Légion d'honneur. Il fonda ensuite une chaire d'aérodynamique à l'Université de Paris et fut promu officier. Enfin, le 31 juillet 1914, le président Poincaré le promouvait commandeur.

La Première Guerre mondiale

La branche anglaise de la Vickers produisit à elle seule, durant la guerre, 4 bâtiments de lignes, 3 croiseurs, 53 sous-marins, 3 navires auxiliaires, 62 bâtiments légers, 2 328 canons, 8 millions de commandes d'acier, 90 000 mines, 22 000 torpilles, 5 500

avions et 100 000 mitrailleuses pour un bénéfice de 3 milliards 400 millions, dont 67 % à inscrire à son nom. Selon certaines sources, ses compagnies pétrolières auraient aussi ravitaillé en carburant les sous-marins allemands en Méditerranée. Zaharoff entretenait des relations étroites avec Lloyd George et Aristide Briand, et s'était assuré la bienveillance de Clémenceau en casant des membres de la famille de celui-ci dans des entreprises et des conseils d'administration de son empire. On raconte que, lors d'une visite à Aristide Briand, il aurait laissé une enveloppe contenant un million de francs pour les veuves de guerre, sur le bureau de ce dernier. L'Histoire ne dit pas si le million alla effectivement aux veuves.

L'un des objectifs de Zaharoff était de s'assurer de l'entrée en guerre de la Grèce au côté des Alliés, pour renforcer leur front oriental. Ce projet était difficile à réaliser car le roi Constantin I^{er} était le beau-frère de Guillaume II. En établissant une "agence de presse" en Grèce (Agence Radio) répandant des nouvelles favorables aux Alliés, Zaharoff accompagna les menées des alliés, qui aboutiront à la destitution du roi Constantin, en juin 1917, en faveur de son deuxième fils Alexandre, afin de laisser le champ libre à la politique pro-alliés du premier ministre, Venizélos.

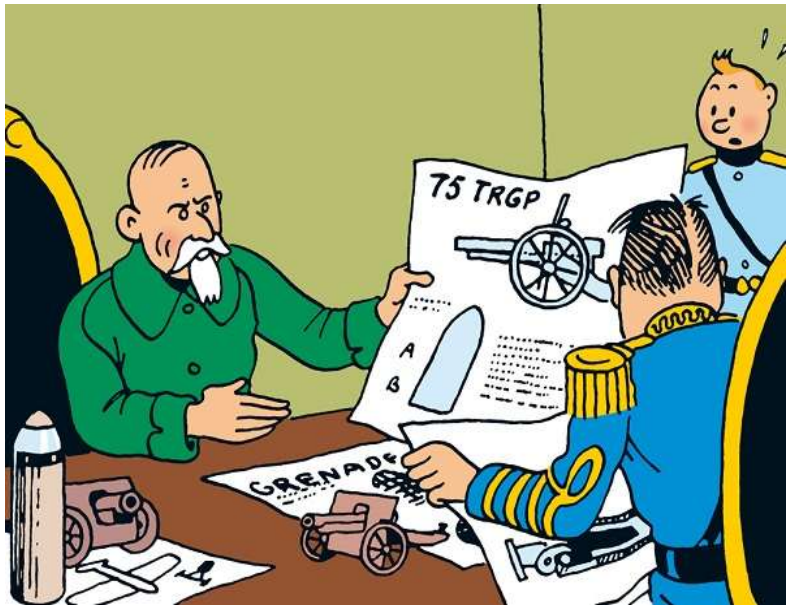
À la fin de la guerre, le *Times* estimait que Zaharoff avait dépensé 50 millions de livres pour la cause alliée, mais ce n'était là qu'une fraction des bénéfices qu'il avait tiré des ventes d'armes aux Alliés.

Les Français le considéraient comme un agent britannique ; les Anglais le protégeaient, pour des raisons politiques et donc, commerciales. Il fut élevé au rang de baron et pouvait donc être appelé *Sir* Basil Zaharoff. Il était alors, peut-être, l'homme le plus riche du monde. Son pouvoir d'influence politique (au service de ses intérêts et, accessoirement du gouvernement britannique) était immense et on lui en prêtait plus encore.

Commerce après guerre

A l'issue du conflit, Zaharoff exerça son influence pour que la Grèce reçoive une part du partage de l'Empire ottoman. Le traité de Sèvres, avec le découpage totalement irréaliste de l'empire qu'il prévoyait, est indirectement son œuvre. Il convainquit Venizélos d'attaquer les Turcs (il aurait contribué pour 4 millions de livres sur sa cassette personnelle), et l'armée grecque fut d'abord rapidement victorieuse. En novembre 1920, les monarchistes fidèles à Constantin I^{er} remportèrent les élections, et Venizélos abandonna le pouvoir. Zaharoff resta et convainquit le roi d'attaquer à nouveau la Turquie en 1922. Mais ce conseil s'avéra désastreux : entre temps, la Turquie s'était ressaisie sous l'impulsion de Mustapha Kémal (Atatürk), et cette aventure militaire se termina par ce que les Grecs ont appelé la Grande Catastrophe. Peu soutenu par la presse à Londres et Paris, la Grèce perdit au traité de Lausanne, la plus grande partie des bénéfices du traité de Sèvres.

Hergé s'inspirera de Zaharoff pour créer son personnage du marchand d'arme Bazaroff, de la Vicking Ltd, dans *L'Oreille cassée*, dans le cadre d'une guerre sud-américaine qui évoque la guerre du Chaco qui opposa le Paraguay et la Bolivie de 1932 à 1935, guerre meurtrière dans laquelle le vrai Zaharoff avait vendu des armes aux deux belligérants, comme il se doit.



Bazaroff (Hergé, L'oreille cassée)

Il était aussi un gros actionnaire de la Royal Dutch-Shell, et « *la cheville ouvrière* », via la Banque de la Seine et la Société navale de l'Ouest, du groupe qui, derrière l'Anglo-Persian Oil Co., avait fondé, en 1921, la Société générale des huiles de pétrole, cheval de Troie de la politique anglaise « *d'accaparement* » de l'or noir de l'ex-Empire ottoman, au détriment des ambitions américaines et de l'indépendance française. C'étaient aussi ses hommes qui étaient à la tête de la Société d'études, de recherches et d'exploitation des pétroles en Algérie, autre sous-marin des intérêts britanniques, directement ou indirectement (par étouffement de la production saharienne)

Son association avec les princes de Monaco, Albert I^{er} puis Louis II, l'amena à acheter la *Société des bains de mer*, qui était alors couverte de dettes. Cette société gère le Casino de Monte-Carlo, qui était à l'époque la principale source de revenus du pays, et il réussit à rendre à nouveau le casino bénéficiaire. À la même

époque, Zaharoff s'assura auprès de Georges Clemenceau que le Traité de Versailles garantirait la protection des droits de Monaco comme ils avaient été établis en 1641. De fait, son représentant en France, Nicolas Pietri, était proche de Clemenceau. Trente ans plus tard, c'est un autre milliardaire d'origine grecque, Onassis, qui devait prendre le contrôle de la *Société des bains de mer*⁷⁷.

Vie privée

On prêtait à Zaharoff une sorte de police privée, et un véritable culte du secret. Rarissimes étaient ceux auxquels il ne présentait pas « *un masque* ». « *Manœuvrier invisible* », il cultivait la dissimulation, le mutisme, l'anonymat. On racontait qu'il avait au moins deux sosies dont la seule tâche était d'apparaître à Londres ou à Monte-Carlo quand le vrai Zaharoff était à Washington ou ailleurs.

Marié en premières noces au début des années 1870 avec Emily Ann Burrows sous le nom de Zacharia Basileus Gortzacoff, en tant que « général à Kiev et prince russe », il se sépara de cette épouse quelques années plus tard sans divorcer, d'où un scandale lorsqu'un journal révéla ses secondes noces en 1885 avec une héritière américaine, qui en faisait un bigame. Il se tira d'affaire en prenant la fuite et en changeant de nom.

Le 22 septembre 1924, à près de 75 ans, Zaharoff se remaria avec l'amour de sa vie, Maria del Pilar, duchesse de Villafranca de Los Caballeros, apparentée à la famille royale d'Espagne et veuve en premières noces du duc de Marchena.

Milliardaires, qu'ils soient juifs, levantins ou sud-américains, tous communiaient alors dans l'admiration pour le XVIII^{ème} siècle français ; ce sont les Camondo, qui ont laissé un musée dans la

⁷⁷ Dont on n'a pas oublié qu'elle avait été fondée par le grand-père d'une autre de nos personnalités hors du commun, Marie Bonaparte.

plaine Montceaux empli d'objets d'art et de mobilier de ce siècle, les Rothschild, les Cahen d'Anvers qui possédaient le château de Champ sur Marne, les Bischoffsheim, un hôtel néo-Louis XVI place des Etats-Unis, Arturo Lopez un autre à Neuilly, Niarchos, qui possédait un hôtel dans le faubourg Saint-Germain, Charles de Besteigui, qui possédait le château du Bourray à Montfort l'Amaury, le baron de Reddé, qui occupait l'hôtel Lambert sur l'île Saint-Louis, Antenor Patino un hôtel de 3000 m² avenue Foch, etc. Pour Zaharoff, ce fut Ballincourt, dans le Val d'Oise. C'est là que Le mariage fut célébré, dans le château que le roi Léopold II de Belgique avait fait restaurer, redécorer et remeubler (par Jansen) pour l'offrir à sa jeune maîtresse puis épousemorganatique la baronne de Vaughan, qui le vendit à Zaharoff en 1915 pour un million de francs-or.



Le château de Balincourt

Zaharoff avait rencontré Maria del Pilar trois décennies auparavant, en 1886 exactement, à bord d'un train, nous l'avons dit, alors qu'elle rencontrait des difficultés avec son mari déficient mental ; elle avait 17 ans. Zaharoff, qui en avait 37, avait tout de suite été sous le charme de la jeune femme ; elle n'était pas libre, mais il était prêt à attendre. Bien que le duc fût interné dans un asile, Maria, catholique, ne voulait pas entendre parler de divorce. Ils durent attendre la mort du duc. Mais, en 1926, après dix-huit mois de mariage, Maria mourut d'une infection. Cet évènement le terrassa moralement. Sir Basil liquida ses affaires et entreprit de rédiger ses Mémoires. Cette rumeur fit trembler le monde tant les États et leurs chefs compromis dans les négociations tortueuses du marchand d'armes étaient nombreux. Les Mémoires furent dérobés par un domestique qui espérait peut-être faire fortune en révélant les secrets des Grands de ce monde, à moins qu'il ne travaillât pour l'un d'entre eux... Le domestique fut rattrapé alors qu'il tentait de négocier le manuscrit au bois de Boulogne. La police le rendit à son propriétaire en toute discrétion.

À Paris, Zaharoff vivait dans un hôtel particulier, 41 (aujourd'hui 53) avenue Hoche, qu'ornait une profusion des fleurs magnifiques. L'imposte de la porte cochère portait « *deux Z orgueilleux* ». Il a été propriétaire du château de L'Échelle dans la Somme, détruit par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale

On prêtait à Zaharoff un véritable culte du secret. Rarissimes étaient ceux auxquels il ne présentait pas « *un masque* ». « *Manœuvrier invisible* », il cultivait la dissimulation, le mutisme, l'anonymat. On racontait qu'il avait au moins deux sosies dont la seule tâche était d'apparaître à Londres ou à Monte-Carlo quand le vrai Zaharoff était à Washington ou ailleurs. Une garde personnelle hindoue veillait vingt-quatre heures sur vingt-quatre. S'intéresser de trop près à Zaharoff était dangereux. Quelques bavards du village où se situe le château de Balincourt, Arronville,

avaient perdu leur travail ou avaient été arrêtés par la police, deux avaient disparu. Un journaliste trop curieux (un Américain ?) avait été repêché dans le lac Léman. Un ancien policier du tsar puis de la Sûreté française, qui avait enquêté sur Zaharoff, devenu portier au casino de Monte-Carlo, avait été retrouvé mort

Le fameux manuscrit, cette ultime provocation, ce dernier pied de nez au monde trouva sa fin dans les flammes, lorsque le baron Zaharoff le fit brûler, dégoûté semble-t-il de tout et de tous. Un incendie se déclara et Sir Basil, cloué dans une chaise roulante, n'eut que le temps de faire appeler les pompiers, les suppliant à leur arrivée qu'on sauvât surtout un mystérieux placard. Dans ce placard, plutôt une luxueuse petite pièce où étaient disposés des paniers douillets, des soucoupes et des assiettes de lait, celui qui avait porté sans état d'âme le commerce de la mort à un niveau jamais atteint d'efficacité, d'ingéniosité et de ruse commerciale, élevait secrètement des chats qu'il adorait, des chats qui, par leur finesse, leur malignité, leur souplesse, leur instinct, lui ressemblaient en quelque sorte, et évoquaient son caractère de félin prédateur.

Les dernières années furent donc douloureuses et solitaires. Zacharias Basileios Zacharopoulos, alias Basil Zaharoff, qui partageait ses jours entre son château de Balincourt l'été, et Monaco l'hiver, s'éteignit à Monte-Carlo, à l'Hôtel de Paris, le 27 novembre 1936 au matin, à 87 ans.

On prétend que les trois filles que Maria del Pilar avait eues de son premier mariage étaient celles de Zaharoff, qui les fit d'ailleurs héritières de son immense fortune et du château de Balincourt, où il est enterré. Cristina, née en 1889, morte à Londres en 1981, Elena, née en 1890, morte à 20 ans en 1910 et Maria de Los Angeles (Marie-Angèle), née en 1895, qui se maria à Balincourt avec le comte Jean d'Ostrorog en 1920. Cette dernière hérita du domaine de Balincourt et, très humaine, affectée par le

fait que son beau-père ait bâti sa fortune en vendant des armes, eut une vie humble et généreuse, comme en compensation.

À sa mort, survenue à Abano Terme, en Italie, le 19 juillet 1964, elle demanda à être enterrée au cimetière de Theuville, petit village du Val d'Oise à deux kilomètres à peine du château, où sa tombe est toujours visible. Les descendants de sa fille unique Anne, elle-même morte à 80 ans en 2004, sont les actuels possesseurs de Balincourt.

Calouste Gulbenkian

Monsieur Cinq pour cent



Calouste Gulbenkian (en arménien *Գալուստ Մարգիս Կուլպենկյան*), cadet de vingt ans de Zaharoff, naquit le 23 mars 1869 à Constantinople, dans le quartier de Scutari, dans une famille aisée de négociants et de petits banquiers arméniens, lointains descendants de la famille royale du Vaspourakan, les Rechtouni.

Il fit ses études au collège Saint-Joseph d'Istanbul, où il apprit le français puis étudia le génie civil, notamment dans le domaine du

pétrole, au King's College de Londres, où il apprit l'anglais et la mentalité anglo-saxonne, puis se perfectionna à Paris. Il commença sa carrière chez un ami de son père, pétrolier à Bakou (dans les années 1880, c'était l'un des rares gisements pétroliers exploités en dehors du continent américain). Il y resta 2 ans. Il y fit de nombreuses rencontres et devint un expert pétrolier, compétence rare à l'époque.

Il retourna à Londres et y vendit du pétrole russe. Peu à peu il étendit son champ d'action, tant en ce qui concerne les sources d'approvisionnement que les débouchés et acquit une réputation de fin négociateur, souple et tenace. A la fin du XIX^{ème} siècle, à moins de 30 ans, sa fortune était faite. Il avait un appartement à Hyde park Terrace et une suite louée à l'année au Ritz de Paris. Il rata néanmoins une affaire extraordinaire en 1901 en refusant l'offre que lui faisait la Perse de rechercher et d'exploiter ses gisements de pétrole, alors à leur tout début. Ce sera d'Arcy, un autre magnat du pétrole de l'époque qui remportera la mise.

Monsieur Cinq pour cent

Gulbenkian était un fin connaisseur de l'empire turc et lorsque Londres charge Lord Cassel d'y défendre les intérêts financiers britanniques après le coup d'Etat des Jeunes-Turcs, qui avaient chassé le Sultan Abdul Hamid, Cassel recruta Gulbenkian comme conseiller. Sur les conseils de ce dernier, une banque d'affaires anglaise, la Banque nationale turque (BNT), fut créée, dont Gulbenkian fut nommé directeur. Celui-ci orienta l'activité de la banque vers les intérêts pétroliers. Il convainquit Cassel de ce que la priorité était d'écartier les Américains et, pour ce faire, de regrouper les intérêts européens (en fait allemands et britanniques) dans un consortium, l'African and Eastern Concession Company, dont le capital fut réparti entre la Deutsche bank (25 %) ; la BNT (35 %) et lui, Gulbenkian (40 %). Il souhaitait élargir la base de cette entreprise et fit entrer au capital la Royal dutch Schell, dont il connaissait le patron, Henry

Deterding, qui partageait sa volonté de tenir les Américains (c'est-à-dire, principalement, Rockefeller) à l'écart. La société devint ainsi, en 1912, la *Turkisch Petroleum*, avec un capital ainsi réparti : Deutsche bank (25 %), Shell (25 %), (BNT (25 %), Lord Cassel (15 %) et Gulbenkian (15 %). Mais ce montage n'était pas du goût de Churchill, alors Premier Lord de l'Amirauté, qui se méfiait de la Shell et qui ordonna à Lord Cassel (qui n'était qu'un prête-nom du gouvernement britannique), de céder à l'Anglo-Persian, beaucoup plus soumise au gouvernement de Londres, ses parts et celles de la BNT. L'Anglo-Persian devint ainsi le principal actionnaire de la *Turkish Petroleum*. Ce fut au tour de Deterding d'être furieux. Une négociation fut alors entreprise à Londres, à la veille de la guerre de 1914, grâce à l'entremise de Gulbenkian, et le capital de la *Turkisch* fut à nouveau remanié sur la base : Deutsche Bank : 25 %, Shell : 25 % et Anglo-Persian, 50 %. Gulbenkian percevrait 5 % des bénéfices, prélevés à égalité sur la part de l'Anglo-Persian et de Shell. Cette part de 5 % est à l'origine de son surnom : Monsieur Cinq pour cent.

La TPC recevait la concession des gisements se trouvant de part et d'autre du Bagdad Bahn, c'est-à-dire des gisements de l'actuel Irak. Après la guerre de 14-18, aux termes de l'accord de San Remo, la France récupéra les 25 % de la Deutsche Bank, au titre des dommages de guerre. En 1927, des gisements géants furent découverts dans le nord de l'Irak. La *Turkish* devint l'Iraq Petroleum Company. Les Américains, qui avaient acquis du poids avec leur aide décisive aux Alliés durant la guerre, exigeaient une part du gâteau. Cette part ne pouvait être prise aux Français, car l'oléoduc destiné à enlever le pétrole d'Irak passait par la Syrie sous mandat français. Une nouvelle négociation s'engagea dans laquelle Gulbenkian exerça à nouveau son art du compromis : le capital de l'IPC fut partagé entre l'Anglo-Persian, Royal Dutch Shell, la Compagnie française des pétroles et la Near-East Corp (regroupant les intérêts américaines) (23,75 % chacune), et Gulbenkian, 5 %. Le surnom de l'homme d'affaire reçut ainsi

une nouvelle justification, mais cette fois-ci, il ne s'agissait plus de 5 % des bénéfices, mais de 5% du capital.

L'accord, signé à Ostende en juillet 1928, prévoyait en outre que les signataires s'interdisaient toute activité pétrolière séparée sur le territoire de l'ancien empire ottoman dans son état de 1919, (soit la Turquie d'Asie, l'Irak, la Syrie et le Liban, la Jordanie, l'Arabie Séoudite et les Pays de la péninsule arabique à l'exception du Koweït. On raconte que ce périmètre fut tracé par Gulbenkian au crayon rouge sur une carte du Moyen-Orient achetée chez un libraire voisin. Cette carte devait être annexée à l'accord, qui, de ce fait, est resté dans l'Histoire pétrolière sous le nom d'Accord de la ligne rouge.

Ce fut un peu le dernier coup de maître de Gulbenkian, qui, âgé de 59 ans, était à l'apogée de son talent et de son influence.

Le collectionneur

Gulbenkian s'installa à Paris en 1923 et acquit l'hôtel du collectionneur Rodolphe Kahn au 51, avenue d'Iéna, qu'il fit transformer pour y placer ses importantes collections. Armé de patience et de persuasion, le financier constitua en effet une des premières collections d'art mondiales. Il reste connu pour avoir habilement négocié avec le gouvernement soviétique à court de devises, entre avril 1929 — alors que les agents du collectionneur et ancien secrétaire d'État au Trésor américain Andrew Mellon avaient déjà approché les responsables de la vente de certains éléments des collections du Palais de l'Ermitage — et octobre 1930, des œuvres d'art d'une rare beauté et d'une grande valeur.



L'hôtel de l'avenue d'Iéna, à Paris (XVI^{ème})⁷⁸

Alors que l'hôtel devenait la résidence de sa famille, de sa nombreuse domesticité et de ses secrétaires, il préféra vivre dans une suite de l'hôtel Ritz. Les trois étages de la maison et ses dépendances étaient remplis de nombreux tableaux de maîtres anciens, dont 19 *vedutes* de Guardi, deux Hubert Robert, et d'un ensemble exceptionnel d'art décoratif français du XVIII^e siècle dont une paire de flambeaux ciselés par Gouthière, considérés comme parmi les plus beaux connus. Seuls ses proches étaient admis à apprécier ses collections. On y trouvait également « *tapis, céramiques de Perse, de Turquie, de Syrie, du Caucase, manuscrits enluminés arméniens, porcelaines et laques d'Extrême-Orient, ivoires médiévaux,*

⁷⁸ Cet hôtel a été acheté en 2016 par le magnat des télécommunications X. Niel.

tapisseries flamandes, mobilier et objets d'art de la Renaissance, peintures, mobilier français du XVIII^{ème} siècle »⁷⁹.

Parmi les pièces inestimables - et surtout introuvables sur le marché de l'art actuel - qu'il réussit ainsi à acheter pour quelques centaines de milliers de dollars figurent ces œuvres insignes : le *Portrait d'Hélène Fourment* (1630-1635) de Rubens ; le *Portrait d'un veillard* (1645) et *Pallas Athénée* (vers 1660) de Rembrandt ; la *Diane*, marbre de Houdon, de 1776, acquis par Catherine II, « qu'il fit voyager de Leningrad à Paris blottie dans un lit de paille tressée, couchée au fond d'un vaisseau à fond plat affrété à cet effet »⁷ ; une paire de soupières réalisées par Germain en 1761 pour l'impératrice Élisabeth I^{re}, parmi une somptueuse argenterie, et un magnifique mobilier français du XVIII^e siècle.

L'unique artiste moderne dont il devint le client et l'ami fut René Lalique, dont il acquit le fameux *Pectoral à la libellule* (vers 1897-1898), chef-d'œuvre très admiré à l'Exposition universelle de 1900, qu'il prêta à Sarah Bernhardt.

Le manque de place dans ses propriétés pour ses achats incessants le conduisit à prêter à partir des années 1930 et à long terme des œuvres à la National Gallery et au British Museum de Londres, puis à la National Gallery de Washington.

Maurice Rheims, jeune commissaire-priseur parisien, entra en contact avec lui en juin 1937 pour la vente aux enchères de deux miniatures arméniennes de haute époque ; Gulbenkian l'envoya ensuite à Rome examiner un tableau attribué au Greco qui lui était proposé, et le désigna pour inventorier ses collections après sa mort.

⁷⁹ Jérôme Coignard, *Le mobilier royal d'un prince du pétrole* (« Connaissance des arts » n°623-janvier 2005,

« (...) Ce nom me dit bien quelque chose, mais sans plus. Gulbenkian, quelque négociant en tapis ?

- Ignorer jusqu'à mon nom, c'est grave quand on prétend exercer votre métier ! (...) et il raccrocha.

(...) La jeune fille, en détaillant le mot syllabe par syllabe, Gul-ben-kian, lui donnait une tournure sauvage, comme s'il s'agissait de l'identité de quelque prince barbare, un de ces porteurs de cimenterie dont s'entourait le Grand Khan (...) D'une voix hachée par l'anxiété, le vieil expert me brosse un aperçu de la situation financière de M. 5 %, le roi du pétrole, le plus grand collectionneur de la planète qui, lorsqu'il désire une chose, ne recule devant rien. (...) Lorsqu'il m'arrivait de passer devant l'immense hôtel de l'avenue d'Iéna, aux volets toujours clos, j'échafaudais des rêves à l'idée des trésors accumulés dans cette demeure. (...). J'ouvris les yeux, prêt à dévorer du regard ce qui allait s'offrir à ma vue. Mais j'eus droit au salon simili-Empire où m'attendait un petit homme à la tête de bourreau turc. »⁸⁰

Il acquit également, en 1937, le domaine des Enclos, situé à Benerville-sur-Mer, près de Deauville. C'était alors un hôtel entouré d'un parc de 33 hectares. Il allait réaliser là le jardin dont il rêvait et en confia la réalisation à Achille Duchêne. On raconte que l'envie de posséder un beau jardin lui serait venue lors d'un séjour en 1928 en Espagne, où il aurait été charmé par la découverte des jardins du Retiro près de Malaga. De fait, à l'issue de cette visite, il nota dans son journal : "Homme de science et rêveur dans un jardin à ma façon, voilà deux grands objectifs de ma vie que je n'ai pu atteindre".

Pendant la Seconde Guerre mondiale

En 1940 Gulbenkian, qui avait été pendant vingt-quatre ans conseiller économique près la légation d'Iran à Paris, ne souhaita pas démissionner et, considérant qu'il lui serait ainsi plus facile de protéger ses collections restées dans un Paris déjà occupé, quitta la capitale pour Vichy, où il s'installa afin de représenter les

⁸⁰ In M.Rheims, *Haute curiosité*, Robert Laffont, 1975

intérêts de la Perse auprès du gouvernement de l'Etat français, ce qui lui sera reproché par le gouvernement anglais qui l'inscrivit au *Custodian of Enemy Property* jusqu'en 1943.

En avril 1942, invité par l'ambassadeur d'un Portugal alors gouverné par le docteur Salazar, il découvrit Lisbonne. « *On dit que, réfugié à Lisbonne, à l'hôtel Aviz (Gulbenkian) ne fut pas étranger à certaines décisions des plus importantes pour le cours de la guerre, qu'il encouragea Franco à louvoyer, faisant ainsi perdre un temps précieux au Führer. Le poids de Monsieur 5 % était tel que jamais les Allemands ne pénétrèrent dans l'hôtel de l'avenue d'Iéna. Et les collections restèrent là, indemnes. À l'issue du conflit, Gulbenkian revint à Paris.* »⁸¹.

Les dernières années.

De 1948 à 1954, il entretint une correspondance avec le poète et ancien diplomate français Saint-John Perse (Alexis Leger), riche de renseignements sur l'une et l'autre personnalité ainsi que sur l'état du monde.

C'est néanmoins à Lisbonne que Calouste Gulbenkian mourut, le 20 juillet 1955, à l'âge de 86 ans ; il fut enterré à Kensington à Londres, dans l'église arménienne de Saint Sarkis, qu'il avait financée. Son fils, Nubar Sarkis Gulbenkian, est enterré à Châteauneuf-Grasse.

Donation

Il donna sa collection au Portugal sous forme de la fondation qui porte son nom, qui est la plus riche du monde dans son genre en dehors des États-Unis. Les statuts furent approuvés en 1956 et le musée, édifié par Albert Pessoa, fut ouvert en 1969.

⁸¹ M.Rheims, *op. cit.*.

Quant au Parc des Enclos, il fut d'abord géré par la Fondation Gulbenkian, puis celle-ci en fit donation, en juillet 1973, à la Ville de Deauville, qui lui a donné le nom de *Parc Calouste Gulbenkian*.

Aryens d'honneur

A l'automne 1940, les forces d'occupation allemandes en France installent différents bureaux d'achats, plus ou moins officiels, pour acheter toutes sortes de produits nécessaires à l'économie de guerre allemande, avec l'argent que l'État français doit verser. En effet, en application des clauses de l'Armistice, la France doit verser aux Allemands une indemnité journalière, au titre des frais d'occupation, de 400 millions de francs (soit, sur l'année, l'équivalent de 158 millions d'euros actuels représentant près de la moitié du budget de l'Etat à l'époque).

Les autorités d'occupation mettent en place des « bureau d'achat », qui achètent en France des matières premières (textile, métaux, cuirs et peaux, etc) destinées à alimenter l'effort de guerre allemand et notamment la construction du « Mur de l'Atlantique ». Chaque puissance a son bureau : Wehrmacht, Marine, armée de l'Air, SS. Ces achats ne leur coûtent rien, puisqu'ils paient avec l'argent procuré par l'indemnité journalière imposée à la France. C'est donc un système de spoliation pure et simple de la France. Ces achats ont cependant l'avantage de faire rentrer dans le système financier français, sous forme de contrepartie des achats, une partie de l'argent qui en sort sous forme d'indemnité de guerre. L'argent ainsi récupéré revient à son tour en partie à l'Etat sous forme d'impôts, c'est ce que la direction du Trésor appelle le Circuit.

Ces bureaux d'achat vont alors favoriser un marché noir à grande échelle, au plus grand profit de quelques intermédiaires qui, par le volume d'affaires traité et l'importance des marges, vont se bâtir des fortunes rapides. Deux de ces intermédiaires méritent que l'on rappelle leur mémoire, de par leurs origines, par leurs talents et par l'ampleur de leur fortune.

Joseph Joanovici

Monsieur Joseph



Joseph Joanovici (ou Joinovici) naquit en Bessarabie (actuelle Moldavie), à Chisinau (à l'époque Kichinev, dans l'Empire russe), officiellement le 20 février 1905 (mais il est assez probable qu'il ait triché sur son âge) de parents tués peu après dans un des deux pogroms de sa ville natale (1903 et 1905, mais il se peut aussi que

ses assertions soient fausses), il arrive en France en 1925 et devient chiffonnier-ferrailleur. Bien qu'illettré, par son travail, sa gouaille et l'aide de son mentor ès ferrailles, un juif de Pologne nommé Yacoub, il devient un ferrailleur réputé à Clichy connu sous le nom de *Monsieur Joseph*.

Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, il comprend qu'étant juif, il aura besoin de « protection » et que les Allemands vont avoir besoin de gens pour leur vendre du métal, le nerf de la guerre.

Pour les bureaux d'achats, il est plus facile de traiter avec un petit nombre d'interlocuteurs. Pour ceux qui ont la chance d'être les heureux élus, c'est l'occasion de percevoir au passage de sympathiques commissions. Dans le domaine des métaux, le principal de ces heureux élus s'appelle Joanovici. Il a un réseau qui descend au plus fin du tissu productif français pour aller y chercher les métaux et les faire remonter jusqu'au bureau d'achat de l'Abwehr, à l'hôtel Lutétia. Il fait ainsi fortune pendant les quatre ans de l'Occupation, fournit l'Allemagne en métal, soudoie les Allemands influents, finance la Résistance, et fournit peut-être aussi des informations au service de Renseignement soviétique (on a même prétendu qu'il était un agent du Komintern).

Pourvu d'un aplomb extraordinaire, il fréquente les restaurants du marché noir où se retrouvaient aussi bien les Allemands et leurs mercenaires gestapistes français que des gens de cinéma, qui, par la suite, se targueront d'avoir réalisé des films subversifs à la barbe de la censure. A coups d'enveloppes et de soupers fins, il s'assure les bonnes grâces des margoulins et des tueurs. À partir de 1942, Joanovici se place sous la protection d'Henry Lafont, le chef de la « Gestapo française ⁸² », qui déclarera après son

⁸² Nom donné à une officine sise à Paris, 93, rue Lauriston, et servant, de 1940 à 1944, d'auxiliaire à la Gestapo dans la chasse aux Juifs et aux

arrestation: " *Je l'ai ressorti plusieurs fois des mains des Allemands comme de celles des Français. Tout le monde savait qu'il était protégé par moi*". On dit que, lors d'un dîner, Henri Lafont lui lance « *Après tout, Joseph, tu n'es qu'un sale youpin !* ». Joino, comme l'appelaient les gens de la Carlingue, aurait alors levé sa coupe de champagne et répliqué : « *Ça coûte combien pour ne plus l'être, Hauptsturmführer ?* ». Il est possible, mais il n'y a pas de preuves, qu'il ait servi de recelleur aux spoliations commises par la Carlingue, voire par le docteur Petiot⁸³. La DST affirme avoir eu en sa possession une fiche allemande immatriculant M. Joseph comme agent de la Gestapo. Il obtient le titre d'« aryen d'honneur ».

Joanovici joue aussi très tôt la carte de la Résistance. Dès juillet 1941, son nom apparaît dans des dossiers de policiers résistants relevant du réseau Turma-Vengeance. Quand tombe un pan de la structure (l'inspecteur Albert Dhalenne, de Clichy, et le brigadier Emile Gaget sont fusillés au Mont-Valérien en janvier et février 1942), il apparaît que Joanovici finançait leur sous-réseau d'exfiltration de déserteurs et de prisonniers évadés vers l'Angleterre, via son neveu Ivraïl ou Avraïli, qui dirigeait la succursale de son entreprise à La Rochelle. Il employait aussi Gaget sur son site de Saint-Ouen, après que celui-ci eut été révoqué de la Police pour abandon de poste. Avraïli fut alors condamné à cinq ans de prison par un tribunal allemand.

Joanovici finance le mouvement « Honneur de la police », ainsi que des groupements communistes. En juin 1944, il fait libérer Françoise Giroud de Fresnes. Après la Libération, il dénonce les

résistants et en profitant pour se livrer à des activités de banditisme. Également appelée la Carlingue.

⁸³ Hypothèse émise par A. Boudard dans sa biographie, « *Monsieur Joseph* ». Petiot sous couleur de connaître une filière d'exfiltration vers l'Amérique du sud, attirait des juifs fortunés dans son hôtel particuliers, munis de leurs bagages contenant leurs valeurs, et les assassinait.

membres de la Gestapo française qu'il connaît, permettant l'arrestation de Bonny et Lafont le 31 août 1944 dans une ferme de Seine-et-Marne. Apprenant qui l'a donné, Lafont aurait eu ce mot : « *Pour une fois que Joïno donne quelque chose !* »

Au lendemain de la Libération, il relance la politique de relations publiques qui lui a réussi pendant l'Occupation, et organise dans son luxueux appartement du boulevard Malesherbes des réceptions où le tout Paris est invité. Après le dîner, on joue aux cartes ; il a embauché des joueurs professionnels, non pas pour plumer les invités, mais au contraire pour les faire gagner, manière discrète d'acheter leur bienveillance. « Faut tout perdre ! » dit-il avec son accent moldave à ses joueurs stipendiés, en leur confiant des liasses de gros billets.

Il est plusieurs fois arrêté et interrogé sur ses affaires avec l'occupant, mais il est toujours relâché. Roger Wybot, alors directeur de la DST, affirme qu'il est protégé par la préfecture de police. Le 5 mars 1947, alors que la DST tente de l'interpeller à la préfecture de police même, recherché par quatre juges d'instruction et inculpé d'infraction à la loi sur les changes, intelligence avec l'ennemi, collaboration économique, vol et recel, des complicités internes l'aident à échapper aux enquêteurs et à partir pour l'étranger. Il s'ensuit une purge, qui touche jusqu'au préfet Charles Luizet, alors qu'il était remplacé pour cause de maladie.

Après 8 mois de « cavale », le 28 novembre 1947, Joseph Joanovici revient en France se livrer à la police : il prépare un faux rendez-vous à Phalsbourg, mais se rend directement à la Préfecture de Police, pour éviter d'être arrêté par la DST. Le chiffonnier milliardaire fait une entrée triomphale au quai des Orfèvres. A 11h 22, Joseph Joanovici est sorti des bureaux de la direction de la police judiciaire de la PP. On dit qu'il a fêté sa reddition dans la nuit en sablant le champagne avec le directeur

de la PJ. Il a les cheveux peignés et frisés, le visage rasé de frais. «Je n'ai rien à cacher», lâche-t-il, souriant et se prêtant de bonne grâce aux exigences des photographes. Un inspecteur lui tend un stylo, il signe un autographe, murmure : «Quelle gloire ! » Depuis sa fuite au nez de la police parisienne, on l'avait signalé en Espagne, au Maroc, en Irlande, en Amérique du Sud. Il était bourgeoisement installé en zone américaine d'occupation, près de Munich

Il est incarcéré le jour même à la prison de la Santé. Son procès, du 5 au 21 juillet 1949 est mené sans zèle excessif, et avec des annonces contradictoires (s'il a collaboré, il a aussi armé la Résistance), il aurait dit «*Je n'étais pas vendu aux Allemands puisque c'est moi qui les payais*» ou encore "*Que voulez-vous faire contre les Allemands ? Moi, j'ai fait fortune*". Joanovici écope de cinq ans de prison, et est libéré en 1952. La France tente de l'expulser du territoire, puisqu'il s'est présenté comme Soviétique, puis comme Roumain, mais aucun pays n'accepte de le recevoir.

Assigné à résidence à Mende, il se lance à nouveau dans les affaires. Depuis sa petite chambre d'hôtel, avec sa secrétaire, Lucie Bernard dite Lucie-fer, et un téléphone, il reconstitue une fortune dans le négoce des ferrailles, mais, en 1957, il est rattrapé par le fisc. Il pense alors que s'il s'en est sorti pendant l'Occupation, quoique juif, il va pouvoir s'en sortir cette fois parce que juif : une seule solution, se réfugier en Israël, qui, en vertu de la loi du retour, accorde la citoyenneté israélienne à tout juif qui s'installe sur son sol. En octobre 1957, il fausse donc compagnie aux gendarmes de Mende et se lance dans une nouvelle cavale qui le conduit à Haïfa via Genève et Casablanca. À Haïfa, coup de théâtre : les autorités d'Israël lui refusent le bénéfice de la loi du retour, en raison de son passé de

collaborateur. Il est l'un des rares, avec Robert Soblen et Meyer Lansky⁸⁴ à s'être vu refuser le bénéfice de cette loi.

Il est incarcéré en 1958 à la prison des Baumettes. Affaibli par une longue grève de la faim, miné par l'artériosclérose, il est libéré en mai 1962 « par humanité, pour raison de santé ».

Au début des années 1960, on pouvait voir dans un café modeste de Clichy, ou à la terrasse les beaux jours, un paisible retraité jouant aux cartes avec des habitués et d'anciens ferrailleurs, regagnant ensuite son modeste deux-pièces de l'avenue Anatole-France. C'était M. Joseph, toujours soigné par la fidèle Lucie Bernard. Ruiné, il meurt dans le dénuement le 7 février 1965, officiellement âgé de 59 ans, sans doute de quelques années de plus en réalité.

⁸⁴ Américains, respectivement espion au profit de l'URSS et chef maffieux.

Michel Szkolnikoff

Monsieur Michel



Mandel Szkolnikoff fut aux textiles, cuirs et peaux, ce que Joanovici fut aux métaux. Il existe de nombreux doutes, de zones d'ombre voire de légendes sur sa biographie. Les informations viennent en grande partie de déclarations, après la mort de Szkolnikoff, de témoins dans les différents procès qui suivirent la Libération, témoins qui cherchaient souvent à se dédouaner, des différentes enquêtes administratives et judiciaires qui furent conduites pour le séquestre des biens qu'il avait acquis sous l'Occupation mais également pour des disputes d'héritage. Szkolnikoff a lui-même souvent menti ou enjolivé son passé.

Origines

Mandel Szkolnikoff, dit Michel Szkolnikoff, naît le 28 janvier 1895 à Charkovtchina, petit bourg de Biélorussie, à la population principalement juive, situé à une centaine de kilomètres de la frontière de Lituanie. Szkolnikoff indiquera être le fils de riches industriels possédant de nombreux immeubles en Russie impériale, spoliés par les Bolcheviques, mais cela semble être l'un de ses inventions. Selon le récit fait après la guerre par sa nièce Olga, il semble qu'il était issu d'une famille commerçante prospère et que son père Azjik était marchand de tissus. Alors que Mandel est encore enfant, la famille s'installe en Lituanie, qui faisait alors partie de l'Empire russe, puis toujours selon Olga, elle s'installe à Moscou, habitant dans une grande maison bourgeoise.

« Juif apatride »

On ne sait pas vraiment si Szkolnikoff était juif ou s'il appartenait à la communauté karaïte, qui dans la Russie impériale n'était pas considérée comme juive, non plus que dans le III^{ème} Reich. Néanmoins, cette distinction n'était pas toujours faite en pratique par les Allemands. Le régime de Vichy, lui, ne faisait pas la différence entre Juifs et Karaïtes (le karaïtisme n'est alors ni connu, ni présent en France). Szkolnikoff sera considéré à son arrivée à Paris, pendant l'Occupation et dans l'immédiat après-guerre comme un juif russe ou un juif apatride. Les divers témoignages indiquent qu'il n'était pas religieux, ne pratiquant aucun culte. Lui-même indiquera selon les cas être de confession catholique, protestante ou orthodoxe. Ainsi sa carte de séjour monégasque portait la mention "Orthodoxe" mais, à l'Office des réfugiés russes de Nice, il sera enregistré comme observant le rite karaïte.

Premières affaires en Russie et pérégrinations en Europe

En 1916, il est grossiste en tissu pour l'armée impériale (il indiquera plus tard avoir été le « fournisseur officiel de l'armée du Tsar »), puis après la révolution bolchevique, pour la nouvelle

Armée rouge. Il se marie avec Raïssa Tchernobylski. Il fuit ensuite avec sa famille le régime communiste. On retrouve sa trace dans les années 1920 en Pologne, à Varsovie puis à Dantzig, où il exerce le métier de banquier et possède des propriétés. Il semble avoir fait une faillite frauduleuse puis avoir fui en Belgique où il est condamné pour escroquerie. Ses parents proches le suivent dans ses pérégrinations à travers l'Europe. Sa nièce Olga racontera ainsi que la famille a également séjourné un temps en Autriche.

Commerce dans le textile en France avant-guerre

Il arrive en France dans les années 1930. En septembre 1934, il crée avec son frère Gessel, la société Textima pour l'achat et la ventes de tissus d'occasion et soldés et, en 1936, s'installe rue d'Aboukir, dans le Sentier, à Paris, où il va être alors connu sous le nom de « Monsieur Michel ». Son affaire semble vivoter mais lui paraît vivre déjà confortablement, il possède ainsi une automobile américaine Cord. Il aurait revendu des tableaux et bijoux prétendument rapportés de Russie. Il est pendant cette période, plusieurs fois condamné pour chèques sans provisions ou exercice illégal de la médecine et du métier de banquier (probablement de l'usure). En 1937, à la suite de ces diverses condamnations, le tribunal ordonne son expulsion. Mais l'intéressé étant apatride, la sentence ne peut être exécutée et il est alors placé sous surveillance de la police mais peut continuer ses activités (il recrutera même pendant l'Occupation, le policier de la DST qui était chargé de sa surveillance).

Ses affaires prennent de l'ampleur juste avant la guerre par le négoce avec les grands magasins parisiens. Il va racheter également d'importants stocks à des concurrents dont les affaires périclitent.

Fournisseur de l'armée allemande au début de l'Occupation

Mais ses affaires vont surtout atteindre une ampleur extravagante sous l'Occupation. La Kriegsmarine ouvre un bureau d'achats à Paris, dirigé par le capitaine Klaus. Szkolnikoff ne se limite d'ailleurs pas à vendre aux Allemands des textiles utiles. Il leur fournit également de la maroquinerie, des parfums ou d'autres produits de luxe. Dans ce but, de nouveaux bureaux d'achat sont créés, les nombreux intermédiaires étant rémunérés par des bons au porteur délivrés par le commissaire allemand près de la Banque de France, Schaefer, qui avait été précédemment président du conseil d'administration de la banque d'État de Dantzig et a pu faire connaissance avec Szkolnikoff à cette occasion.

En décembre 1940, il acquiert la Société commerciale de l'Océan indien, dont le seul client sera la Kriegsmarine. Au début de 1941, sur dénonciation, il est pris en flagrant délit de marché noir par la police économique française, qui saisit alors une importante quantité de tissus. Les Allemands interviennent pour faire classer l'affaire et restituer la marchandise. Le rapport de la police constatera que la Kriegsmarine avait versé à Szkolnikoff 10 millions de francs en janvier 1941, 20 millions en février et 60 millions en mars.

Par ses contacts avec la Marine allemande, Szkolnikoff va rencontrer au printemps 1941 l'Allemande Ellen Elfrieda Sanson, née Tiez en 1898. Surnommée Hélène, elle est « aryenne » mais a épousé en 1920 un industriel juif allemand du meuble, Eugen Sanson, elle avait fui le régime hitlérien avec son époux en 1933 et ils se sont installés à Paris. Lors de l'armistice de juin 1940, ils s'étaient réfugiés en province. Elle revient seule dans la capitale. Ayant dû rentrer en contact avec les autorités militaires allemandes pour récupérer son appartement occupé par des soldats, les Allemands lui demandèrent de travailler pour eux. Elle "s'associe" alors avec un fourreur juif parisien installé 7, rue Sainte-Anne dans le quartier de l'Opéra, Fabius Finkelman. Celui-

ci, « non protégé », sera déporté ou fusillé en juin 1941) et elle devient fournisseur de la Kriegsmarine. Szkolnikoff et elle vont travailler ensemble et elle deviendra rapidement sa maîtresse.

Plusieurs entreprises textiles en France et en Belgique commencent à travailler presque exclusivement pour Szkolnikoff, comme une bonneterie à Lyon et une autre à Troyes, qui produit des bas de soie, un gros fabricant belge de bâche, un industriel du lainage à Roubaix, un tisseur à Castres, deux filatures à Rouen et deux autres dans les Vosges, une fabrique de cotonnades également dans les Vosges... Des rabateurs lui permettent aussi de fournir des produits de luxe comme du parfum ou des produits alors difficiles à trouver comme du fromage.

Fournisseur de la SS

À partir de 1942, la SS prend le dessus sur la Wehrmacht. Hélène Sanson va alors introduire Szkolnikoff dans le premier cercle SS en France en le présentant à l'*Hauptsturmführer* Fritz Engelke, responsable à Paris du WVHA (*Wirtschaftsverwaltungshauptamt* ou Service central de l'administration économique), chargé des fournitures des troupes SS et à son épouse. Engelke, parfait francophone et ancien secrétaire d'Hitler, a une réputation d'efficacité. Les deux couples sympathisent et deviennent intimes, passant des week-ends et des vacances ensemble. Szkolnikoff va alors augmenter ses bénéfices, rachetant à vil prix des marchandises dont il savait qu'elles allaient être saisies, pour les revendre plus cher aux SS.

Ses revenus sont alors estimés à un à deux millions de francs par mois, des revenus considérables pour l'époque. Entre mi-1941 et mi-1943, le chiffre d'affaires et les bénéfices de Szkolnikoff explosent. Il est difficile de les quantifier puisque, depuis fin 1940, Szkolnikoff ne tient plus de comptabilité. Mais les volumes représentent des trains entiers de marchandises et plusieurs milliards de francs.

En août 1943, alors qu'Engelke se trouve en déplacement en Allemagne, Szkolnikoff et sa maîtresse sont arrêtés par le service de la Gestapo chargé de la répression du marché noir et ses résidences sont perquisitionnées. Engelke, à son retour à Paris, aura quelques difficultés à le faire relâcher. Par la suite, Szkolnikoff va se placer complètement sous l'aile d'Engelke, ne traitant plus qu'avec le service économique de la SS et se consacrant surtout à une activité d'acquisitions immobilières.

Immobilier et hôtellerie

Szkolnikoff fonde de multiples sociétés immobilières et hôtelières ayant leur siège à Monaco. Il obtient d'ailleurs une carte de résident monégasque.

Il rachète ainsi de nombreux palaces sur la Côte d'Azur : 7 hôtels dont le Louvre et le Windsor à Monaco, Le Plaza à Nice, le Majestic mais aussi à Aix-les-Bains (le Grand Hôtel), à Biarritz et à Paris (le Grand Hôtel, boulevard de la Madeleine). Ces achats sont facilités du fait que la plupart de ces hôtels de luxe se sont fortement endettés, avec la crise de 1929, auprès de la Foncière du Nord, société elle-même en difficulté dont Szkolnikoff prendra le contrôle.

Szkolnikoff se constitue donc un très important portefeuille immobilier au travers de multiples sociétés dirigées par des prête-noms, rachetant une cinquantaine d'immeubles à Paris principalement dans le quartier des Champs-Élysées. La plupart de ces acquisitions sont faites via le rachat de la Société générale immobilière pour 139 millions de francs qui possédait de nombreux immeubles parisiens dont seize dans la seule rue Marbeuf ainsi que plusieurs rue Clément-Marot, rue de La Trémoille et rue du Bocador (toutes ces rues se trouvent dans le « triangle d'or », c'est-à-dire le quartier de Paris où le mètre carré est le plus cher, près de l'avenue Montaigne). Il achète également

des biens sur la côte d'Azur, comme le palais Bellevue à Nice, et à Monaco, où il acquiert au moins six immeubles et sept villas, faisant flamber les prix de l'immobilier monégasque et devenant le premier propriétaire foncier de la Principauté, ce qui pousse le Ministre d'État (équivalent de chef de gouvernement), Émile Roblot, à modifier la loi monégasque pour exiger l'autorisation du gouvernement pour toute acquisition immobilière.

Le patrimoine de Szkolnikoff est alors estimé à deux milliards de francs. Il n'est pas certain qu'une fortune aussi colossale ait pu être bâtie en si peu de temps uniquement en fournissant des produits textiles et autres à l'occupant. On a émis l'hypothèse qu'il était aussi un prête-nom de la SS pour le placement des capitaux acquis par celle-ci en France et en Europe par divers moyens, notamment la spoliation des Juifs, mais il n'existe semble-t-il aucune preuve. Les services allemands s'intéressaient alors au tourisme en France et souhaitaient créer un groupe hôtelier de stature internationale sous le contrôle de Göring.

Vie de grand luxe

Avec leurs affaires qui prospèrent, Szkolnikoff et sa maîtresse mènent une vie de plus en plus luxueuse. Pierre Abramovici dans sa biographie sur Szkolnikoff indique que de « somptueux » en 1942, leur train de vie devient « extravagant » en 1943. Le couple réside depuis cette année-là 19, rue de Presbourg, à deux pas de la place de l'Étoile, entourés d'une dizaine de domestiques. Ils sont également souvent à Monaco, descendant à l'hôtel Windsor où M. Michel loge sa nièce et son épouse. Ils passent leurs week-ends dans leur grande villa de Chatou ou dans le château d'Aine à Azé, non loin de Mâcon, en Saône-et-Loire. Ces demeures ont été luxueusement meublées et réaménagées. Leur table est ouverte midi et soir et acquiert la réputation d'une des meilleures de Paris, fréquentée chaque jour par une dizaine de personnes. On y retrouve régulièrement Engelke et ses adjoints, Otto, le chef du bureau d'approvisionnement de l'Abwehr ou le docteur

Wunderlich, le représentant à Paris de la police économique allemande. La rumeur veut même qu'Himmler y soit venu une fois, amené par Engelke, lors d'un passage à Paris. Szkolnikoff convie aussi régulièrement ses rabateurs et ses fournisseurs français et belges. Hélène Sanson a progressivement abandonné la gestion des affaires et mène une vie oisive, achetant de nombreux bijoux et fréquentant les boutiques des grands couturiers, particulièrement la maison Paquin où, à la Libération, on retrouvera une dizaine de manteaux de fourrure lui appartenant.

Fuite en Espagne

Dès janvier 1944, il entreprend des voyages en Espagne, semble-t-il pour y mettre à l'abri une partie de sa fortune, sous forme d'or et de bijoux avant que ses biens soient mis sous séquestre. Bien qu'il soit protégé par l'ambassadeur d'Espagne à Paris, de Lequerica, il a également connu ce même mois sa seconde interpellation par la Gestapo. L'inspecteur Speck, du BDS, le bureau allemand chargé de la répression du marché noir, l'arrête à Chatou, malgré la présence d'Engelke. Il ne sera libéré qu'au bout de plusieurs jours, semble-t-il après le versement d'une importante caution. Cet épisode traduit les guerres internes au sein de la SS et semble aussi viser Engelke, soupçonné d'enrichissement personnel.

Surveillé par la Sureté espagnole, intriguée par ses nombreux allers-retours, il est arrêté par les Espagnols en mai 1944 en possession d'une importante quantité de bijoux, d'une valeur de 800 millions de francs. Il n'est libéré, sur intervention d'Engelke, que le 26 juin mais avec interdiction de quitter l'Espagne. A cette date, la Libération de la France a commencé avec le débarquement de Normandie et ne pas revenir en France l'arrange plutôt, mais reste à trouver le moyen de sauver son immense fortune immobilière.

Mort présumée et controverses

Il existe plusieurs rumeurs sur la mort de Szkolnikoff ou sur sa possible fuite en Amérique du Sud.

Selon la thèse la plus couramment admise, la DGER, les services secrets du gouvernement provisoire français, aurait monté en 1944 un groupe chargé d'arrêter ou de liquider les collaborateurs français réfugiés dans l'Espagne franquiste. Des membres de ce groupe montent un plan pour capturer Szkolnikoff et l'exfiltrer vers la France. Sous le prétexte d'une revente de bijoux, il est prévu de l'attirer dans un piège à Madrid, de le droguer et de le rapatrier en France. Mais le plan ne marche pas comme prévu, Szkolnikoff se défend. Il est finalement assommé, puis drogué par piqure et mis dans le coffre d'une voiture qui part vers la frontière française. Sur la route, le commando s'aperçoit de sa mort et se débarrasse du corps dans un champ ou sous un pont après l'avoir aspergé d'essence et y avoir mis le feu, près du village d'El Morlar, à une trentaine de kilomètres au nord de Madrid, sur la route de Burgos. Il est retrouvé plus tard par un paysan, en partie carbonisé. Selon la police espagnole, Szkolnikoff avait une fracture du crâne. Les membres du commando sont dénoncés et arrêtés par la police secrète espagnole. Ils seront ensuite échangés contre des agents espagnols.

D'autres versions circuleront (crise cardiaque après un interrogatoire musclé, surdosage de son traitement médicamenteux injectable...) et sur les motivations du commando : le ramener en France, récupérer son immense fortune pour l'État ou pour leur compte.

Le corps en partie carbonisé est précipitamment identifié d'après ses chaussures typiques par son frère, ce dernier étant ensuite rapidement expulsé d'Espagne. Pierre Abramovici, dans sa biographie, pointe des incohérences dans cette reconnaissance du corps, révèle que sa tombe, dans le cimetière d'El Morlar, est en

fait une fosse commune et indique qu'un compte bancaire à Buenos-Aires au nom de Michel Szkolnikoff a été actif jusqu'en 1958. Szkolnikoff avait obtenu en Espagne en octobre 1944 le titre de vice-consul auprès de l'ambassade d'Argentine, trois passeports cubain, argentin et portoricain et la nationalité argentine, envisageant une possible émigration. Selon certaines sources, M. Michel aurait mis en scène sa propre mort, et aurait vécu vingt ans de plus, en usurpant l'identité de son frère, qui n'encourait aucune poursuite.

Suites

Un des objectifs prioritaires du gouvernement de la France libérée mais exsangue est de récupérer au plus vite les fortunes constituées illicitement sous l'Occupation. Le ministre des Finances René Pleven et la Justice s'intéressent particulièrement au cas de Szkolnikoff, que les services de renseignements du Comité français de Libération nationale d'Alger suivent depuis 1943.

À la Libération, des comités de confiscation des produits illicites sont mis en place dans chaque département, six dans le département de la Seine au vu du nombre d'affaires à traiter sur Paris. Les ordonnances du 12 et du 28 décembre 1944 des tribunaux civils de la Seine, de Grasse et de Nice placent sous séquestre tous les biens de Szkolnikoff ainsi que ceux des personnes reconnues solidaires. Le « séquestre Szkolnikoff » (ou « séquestre Skolnikoff - Sanson ») est à ce jour le plus gros séquestre français de l'Histoire. Plus de 28 personnes seront déclarés solidaires de ce séquestre, dont sa famille, sa maitresse et divers associés.

Plusieurs autres procès suivront, certains relatifs à des conflits sur son héritage, dont un en Espagne, opposant son ancienne maitresse à la famille Szkolnikoff, cette dernière contestant son testament. La Cour de cassation espagnole, ainsi qu'un tribunal

suisse leur donneront raison. À cette époque, son père a disparu, mort en 1948, mais son frère Gessel vit alors en Espagne et sa sœur en Belgique. Hélène Sanson vit un temps en Espagne puis en Allemagne. Elle meurt à la fin des années 1960.

70 ans après, une affaire est toujours en cours, l'affaire du Martinez, du nom de l'hôtel cannois acquis par Szkolnikoff au détriment de son fondateur Emmanuel Martinez. Les descendants de ce dernier réclament toujours réparation, contestant sa mise sous séquestre à la Libération en plaquant qu'Emmanuel Martinez n'avait pas vendu l'hôtel à Szkolnikoff. L'hôtel avait été placé sous séquestre en 1944 puis administré par l'administration des Domaines, qui le plaça en gestion. Il fut finalement revendu à un groupe hôtelier, le groupe du Louvre, en 1981.

Toutes sortes de rumeurs ont couru sur ce que sont devenus les biens non immobiliers de Szkolnikoff. Parmi celles-ci, qu'une partie aurait été récupérée par les services secrets français et aurait servi à financer les installations du 11^e bataillon de choc (alors le bras armé des services spéciaux) et diverses opérations clandestines en Indochine. Pierre Abramovici, dans sa biographie, indique que malgré les années passées, la DGSE a refusé de lui ouvrir ses archives et qu'il ne peut donc confirmer ou infirmer cette rumeur.

En 1950, la Justice française n'est pas encore convaincue du décès de Szkolnikoff et, le 8 mai, elle le condamne à mort par contumace, à la confiscation de tous ses biens et à une amende de deux milliards de francs. En 1956, Hélène Sanson fait une demande auprès du tribunal militaire de Paris pour faire reconnaître que Szkolnikoff est mort en 1945 et faire annuler le jugement de 1950 qui tenait les héritiers pour « solidairement responsables » des sommes dues par Szkolnikoff. La Justice espagnole fournira alors à la Justice française des éléments sur sa

mort, confirmant la mort accidentelle à la suite de l'enlèvement par des agents français. Le tribunal reconnaitra alors officiellement la mort de Szkolnikoff.

Le choix perdant

Les années Trente et Quarante et l'Occupation allemande, comme toutes les périodes troublées, ont été à l'origine de bouleversements dans le destin de nombreux individus. Pendant l'Occupation allemande, la masse des Français a essentiellement cherché à survivre et à sauver sa peau ; certains ont cherché à profiter financièrement de la situation, - nous en avons vu deux spécimens dans le chapitre précédent – certains, moins nombreux, ont choisi de s'engager. Parmi ceux-là, les uns l'ont fait dans le camp de la résistance à l'occupant et, parmi ceux qui en ont réchappé, quelques uns ont connu des destinées inattendues, commerçant, employés, fonctionnaires, devenus généraux, ministres ou chefs d'entreprises ; les autres ont fait le choix de la Collaboration avec l'occupant, le choix perdant, et l'ont généralement payé de la ruine, de la prison ou de la mort, comme les trois personnages que nous présentons ici.

Violette Morris



Violette Morris était née le 18 avril 1893 à Paris, rue des Saints-Pères. Elle était la fille du baron Pierre Jacques Morris (capitaine de cavalerie en retraite) et d'Élisabeth Marie Antoinette Sakakini, dite « Betsy Sakakini », d'origine arabe palestinienne. Elle passa son adolescence au couvent de l'Assomption de Huy (Belgique). Entraînée par des religieuses d'origine anglaise, Violette pratique le cricket, le hockey et le basket et découvre sa voie, celle du sport et des exercices physiques. A 16 ans, elle quitte le collège et commence à pratiquer la boxe, la natation, le water-polo. A 19 ans, en août 1914, elle épouse Joseph Gouraud, dont elle divorce en mai 1923, mais cela ne ralentit pas sa fringale d'activités physiques et mécaniques (elle fait également de la moto). Quand la guerre de 1914 éclate, elle se porte rapidement volontaire comme estafette avec sa moto. Ses supérieurs remarquant sa maîtrise des engins motorisés, elle est versée dans le service de Santé, où elle conduit des ambulances. Enfin, elle redevient motocycliste de liaison et, quotidiennement, elle porte des plis sur le front de Picardie. Elle est finalement évacuée pour pleurésie.

Carrière sportive

Après la guerre, c'est une véritable orgie de sport et de records. Mesurant 1,66 m pour 68 kg, elle est une sportive complète : athlète spécialiste du lancer du poids, également sélectionnée au disque, et licenciée du Fémina Sports de Paris de 1917 à 1919, puis de l'Olympique de Paris de 1920 à 1926. Elle est également joueuse de football, avant-centre ou demi-centre, sélectionnée en équipe de France féminine de water polo, sélectionnée en équipe de France mixte en 1925 et 1926, membre de l'équipe des Libellules de Paris ; boxeuse ne craignant pas d'affronter les hommes, coureur cycliste, motocycliste, pilote automobile, aviatrice. Sa grande rivale au poids est Lucienne Velu. Tous sports confondus, sa carrière s'étale de 1912 à 1935, ses plus brillantes années sportives se situant entre 1921 et 1924. Elle s'adonne également, hors compétition à l'équitation, au tennis, dont elle vit en donnant des cours en 1940, au tir à l'arc, au plongeon de haut vol, à l'haltérophilie et à la lutte gréco-romaine.

Son palmarès comprend plus de 20 titres nationaux, tous sports confondus, une cinquantaine de médailles dans des épreuves nationales et internationales, tous sports confondus, plus de 150 rencontres d'athlétisme disputées, plus de 200 matchs de football officiels disputés

C'est le sport automobile qui la fit connaître du grand public. En douze ans, entre 1922 et 1934, elle remporta le Bol d'or automobile en 1927 (voiturettes de tourisme 1 100 cm³, sur *Benjamin*), le Rallye des Dolomites en 1934 (tourisme, sur *BNC*), le Circuit des routes pavées du Nord en 1922 (cycle-cars sur *Benjamin*), la course Paris-Les Pyrénées-Paris en 1922 et 1923 (cycle-cars 750 cm³, sur *Benjamin*), Paris-Nice automobile (*Criterium International de Tourisme Paris-Nice*) en 1923 (cycle-cars 750 cm³, sur *Benjamin*), le Grand Prix de San-Sébastien automobile en 1926 (voiturettes de tourisme 1 100 cm³, sur *Benjamin*), le Paris-Nice automobile en 1927 (voiturettes de tourisme 1 100 cm³, sur *Benjamin*).

Consommant deux ou trois paquets de cigarettes américaines par jour, le plus souvent engoncée dans un complet gilet-veston d'homme et pourvue d'un vocabulaire de charretier, elle a pour slogan : « Ce qu'un homme fait, Violette peut le faire ! »

Figure parisienne

Violette Morris défraie la chronique à plusieurs reprises.

En 1929, trouvant que sa poitrine est trop opulente et la gêne pour tourner le volant, elle se fait faire une mastectomie bilatérale. Les journaux s'empareront de l'affaire, qui sera largement reproduite.

Après son divorce, en 1923, sa vie sentimentale se partage entre les hommes et les femmes. Entre 1923 et 1929, elle s'affiche publiquement avec Raoul Paoli, qui la quitte à la suite de son opération des seins. Lors des débuts de sa préparation physique en vue des Jeux olympiques d'été de 1928, les premiers où sont programmées des épreuves ouvertes aux femmes, son renouvellement de licence est refusé par la Fédération française sportive féminine en 1927, pour cause d'atteinte aux bonnes mœurs.

Dans le même temps, elle porte plainte contre la Fédération française sportive féminine. Le procès, qui a lieu en février 1930, fait les titres des journaux. Invoquant l'ordonnance du préfet de police de Paris du 16 brumaire an IX (7 novembre 1800) qui règlemente le port du pantalon pour les femmes, l'avocate de la fédération, Yvonne Netter, plaide qu'il est interdit aux femmes de « porter culotte dans la rue ». Le tribunal déboute Violette Morris et la condamne aux dépens, estimant que s'il n'est pas de son ressort de s'occuper de la façon dont les femmes doivent se vêtir, « le fait de porter un pantalon n'étant pas d'un usage admis pour les femmes » reconnaît à la fédération le droit de l'interdire.

Devenue une personnalité du tout Paris, elle s'essaie à la chanson, et débute au music-hall en 1934 en distillant « *Gisèle, fleur d'amour* », une mélodie-tango composée par Denyse Luciani sur des paroles de René Buxeuil, mais ces débuts seront sans lendemain.

A partir de 1928, elle tient avec quelques employés un magasin d'accessoires automobile à Paris, porte de Champerret⁸⁵, qui sera racheté par le constructeur parisien Bollack, Netter et C^{ie} (BNC) en 1932. Si elle a son magasin porte de Champéret, elle a élu domicile sur une péniche sur la Seine, « La Mouette ». Là, en 1937, elle tue à coup de révolver Joseph Le Cane, un ajusteur, ancien légionnaire, qui la menaçait.

Espionne et agent de la Gestapo

Le destin va basculer pour Violette à la fin des années Trente. Son palmarès sportif extraordinaire lui vaut d'être invitée d'honneur aux Jeux olympiques de Berlin en 1936. Elle est approchée par des recruteurs allemands pour se livrer à des activités d'espionnage pour le compte de l'Allemagne.

Comment en est-elle arrivée là ? Probablement comme beaucoup de Français qui tombèrent dans la collaboration avec l'Allemagne, avant même l'armistice de juin 1940, écoeurés par la faiblesse des gouvernements français et l'avilissement de l'esprit public, angoissés en outre par le péril communiste, et qui sont séduits par le culte de l'héroïsme, la discipline du III^{ème} Reich et voient dans le rapprochement avec celui-ci la seule alternative à la décadence pour la France et même pour l'Europe. Violette déclarera un jour, parlant de la France, que « *ce pays de petites gens n'est pas digne de ses aînés, pas digne de survivre. Un jour, sa décadence l'amènera au rang d'esclave, mais moi, si je suis toujours là, je ne ferai pas partie des esclaves* ». En outre, ses goûts pour la virilité, la force, la santé, se trouvent

⁸⁵ 6, rue Roger Bacon.

plus en harmonie avec l'Allemagne nationale-socialiste qu'avec la III^{ème} République du Front populaire. Ensuite, le goût du risque, une forte thanatos, favorisent sans doute le passage à l'acte.

En 1940, Helmut Knochen, chef du service de renseignements de la SS à Paris, la recrute. Elle est chargée de recruter des agents destinés à infiltrer les réseaux de résistance et à contrer les réseaux anglais du Special Operations Executive (SOE). La région du Grand ouest lui est attribuée. Elle passe ensuite, par le biais d'Henri Chamberlin dit « Lafont », à la Gestapo française, déjà rencontrée au chapitre précédent, où elle interroge notamment sur des femmes résistantes, n'hésitant pas à recourir à la torture. Elle est responsable de secteur dans les organigrammes de la Gestapo de la rue des Saussaies à Paris de 1942 à 1944. Son efficacité lui vaut chez les résistants le surnom de *hyène de la Gestapo*.

Elle est condamnée à mort, soit par l'*Intelligence Service*, soit par le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) de la France libre. Le 26 avril 1944, elle est exécutée par des maquisards du groupe normand Surcouf, alors qu'elle se trouve sur une route de campagne en Normandie, au volant de sa traction avant Citroën, alors qu'elle se rend à une réunion familiale. Elle vient d'avoir 51 ans. Son corps, criblé de balles, comme ceux des cinq autres occupants de la voiture, dont deux jeunes enfants, est inhumé en septembre 1945.

Jean Fontenoy

De Dada aux décombres du III^{ème} Reich



Jean Fontenoy naquit à Fontainebleau le 21 mars 1899. Son père, entrepreneur hableur, buveur, coureur de jupon qui les a abandonnés sa mère, sa sœur et lui, alors qu'il avait 2 ans, et mourut à Hanoi, origine, peut-être, du goût de Jean pour les voyages lointains.

Elevé par sa mère, il fut un élève brillant, premier dans presque toutes les matières, mais en même temps, un côté sale gosse, instable, qu'il gardera toute sa vie. Après ses études secondaires, il

vit de petits boulots : pion, ouvrier dans une compagnie de distribution de gaz, dans une fabrique d'obus, puis, en mars 1918, à dix-neuf ans, il s'engage pour quatre ans, est reçu sous-lieutenant de réserve dans l'artillerie, mais l'armistice survient avant qu'il ait le temps de partir pour le front. Il reste sous les drapeaux jusqu'en mars 1922. Il séjourne en Allemagne et sa connaissance de l'allemand lui permet de servir comme interprète.

Revenu à la vie civile, il enchaîne à nouveau les petits boulots, pion dans un lycée, commis au consulat de France à Londres. En 1920-21, à la suite de la lecture des *Mamelles de Tirésias* de Guillaume Apollinaire, il découvre le mouvement dada, dont le côté iconoclaste et semeur de désordre pour le désordre ne peut que lui convenir. Il fréquente assidument leurs spectacles, et les après-spectacles, où il rencontre des membres du groupe. C'est d'ailleurs dans l'un de ces spectacles qu'il fait la connaissance de sa première femme, roumaine, Lizica Codreano, danseuse et modèle, qui l'introduit dans ce milieu.

Parallèlement, il apprend le russe aux Langues O, dans l'idée d'aller sur place découvrir la révolution russe. Dans le cadre de sa scolarité, il obtient une bourse pour un séjour linguistique à Riga et va de là à Moscou. Il traduit Tolstoï et sera toujours un excellent traducteur. Son travail est encore utilisé dans l'un des volumes de Tolstoï parus dans la Pléiade (*Souvenirs et Récits*).

L'URSS

En 1924, premier tournant de sa vie, il est embauché à l'agence Havas qui, en raison de sa connaissance du russe, l'envoie à Moscou pour créer le poste de correspondant permanent de l'agence en URSS. Il a alors deux grands hommes : Maïakovski et Trotski. L'un et l'autre sont en délicatesse avec le pouvoir soviétique et cela, ajouté au caractère policier du régime, à la mesquinerie bureaucratique et aux conditions de vies matérielles, dégoûte Fontenoy du soviétisme et du stalinisme. Cette

exécration sera désormais l'axe de toute sa pensée politique. Il fera partie de ces hommes de gauche venus à la collaboration par l'anti-stalinisme. Elle sera renforcée par l'exécution du maréchal Toukhatchevski, avec qui Fontenoy avait sympathisé à Moscou.

Il fait plusieurs séjours en URSS. A chaque fois sa désillusion ne fait que prendre de l'ampleur. Il ne se contente pas de fréquenter les cercles du pouvoir. Le récit de ses rencontres fortuites en Sibérie, dans des petites villes inconnues, dans les banlieues des grandes villes, là où aucun officiel étranger ne met les pieds valent leur pesant d'or. Plus que la misère noire qu'il décrit, même 10 ans après la Révolution, c'est toute l'aberration de l'utopie qu'il révèle et décortique par ses témoignages.

Fontenoy quitte Moscou en avril 1926 sans avoir vu Trotski et en n'ayant que très rarement rencontré Maïakovski, dont il traduira certaines œuvres. Havas supprime le poste de correspondant permanent à Moscou, qui ne sera recréé qu'en 1934. Il épouse Lizica à son retour d'URSS.

La Chine

Dix mois après son retour de Moscou, il est envoyé en Chine. Il débarque à Shanghai en mars 1927. Fontenoy ne se contente pas d'être le correspondant permanent de l'une des trois ou quatre plus grandes agences de presse au monde : bien que la colonie française de Shanghai ne compte alors qu'environ 1200 immatriculés, il fonde un journal en français, le *Journal de Shanghai*. Si l'idée que des articles de Fontenoy ont pu inspirer Hergé dans la composition de Tintin au pays des Soviets, est hypothétique, le rapprochement est certain en ce qui concerne Tintin et le Lotus bleu. Hergé lui rend d'ailleurs hommage, dans *Le Lotus bleu*, en dessinant (page 60 de l'album) une fausse Une du *Journal de Shanghai*.

Le Journal de Shanghai vise à diffuser le point de vue politique français, mais lui rapporte aussi de l'argent, par la publicité et plus encore par la « publicivité rédactionnelle » (rémunérée, bien sûr) : le délit d'initié n'existe toujours pas à l'époque. Autre élément favorable aux positions de la France en Chine, Fontenoy suit dans ses campagnes le général Tchang Kai-Chek et réussit à en devenir un proche ainsi que de son épouse Song Meiling (notre photo de titre). Il est même nommé « Conseiller pour les communications » (on dirait aujourd'hui pour la Communication) du gouvernement de Nankin. Moins positif, c'est durant cette période qu'il devient alcoolique et, comme dirait ce pauvre Levet, qu'« *il prit la manie funeste de l'opium* ».

En 1928, Lizica accouche d'un fils, Frédéric, qui sera le seul enfant de Fontenoy. Il fait plusieurs allers-retours entre la Chine et Paris, via la Mandchourie et le Transsibérien, pour voir son épouse, rentrée en France, et leur enfant. En avril 1931, il quitte définitivement la Chine.

L'avant-guerre

Dans les années 1930, tout en restant journaliste (il est pigiste au quotidien Le Journal), il devient écrivain. C'est son ami Brice Parain qui le fait entrer à *La Nouvelle Revue française* dans laquelle, en 1933, il participe à l'élaboration d'un numéro consacré à *Mon combat (Mein Kampf)*, de Hitler.

Il est nommé inspecteur à l'agence Havas et, à ce titre, en 1933-34, voyage, à Londres, aux Etats-Unis, au Japon, puis retour par Moscou. Il est plus que jamais antistalinien et, lorsqu'il revient à Moscou, on l'accuse d'être venu comme espion.

Il divorce de Lizica, mais ce divorce le plonge dans une crise profonde que l'opium et l'alcool ne font qu'aggraver au lieu de l'apaiser, et, en décembre 1935, il fait une tentative de suicide aux médicaments.

Fin 1936, il publie *L'école du renégat*, annonçant qu'il tourne définitivement le dos au romantisme bolchevique de sa jeunesse. A la même époque, il fait la connaissance de Madeleine Charneaux (1902-1943), aviatrice de grande classe, détentrice de plusieurs records du monde, qui avait été d'abord épouse de l'écrivain Pierre Frondaie, qui sera le grand amour de sa vie.

En juin 1937, il adhère au PPF (Parti populaire français) de Doriot en réaction aux purges stalinienne : il prend sa carte du parti le jour de la condamnation du maréchal Toukhatchevski. Madeleine le suit. Passer du socialisme bolchevique à un populisme nationaliste est un saut moins important qu'il y paraît ; Doriot lui-même était, il y a encore deux ans un des dirigeants du parti communiste : entre le régime stalinien et les dictatures nationalistes qui servent de modèle au PPF, que de points communs ! Même régime policier, même censure, même espionite, même mépris pour « l'Etat de droit », même formatage des esprits, même embrigadement des masses, même prétentions à la construction d'un homme nouveau et à la régénération, même glorification de la jeunesse et sport, même omni-présence de la propagande d'Etat, même hostilité à l'art dégénéré, même parti unique, mêmes camps de concentration. En outre, le national-socialisme a toujours comporté un volet révolutionnaire et anti-capitaliste même si dans la pratique, il s'est accommodé de la survie d'un secteur industriel privé pourvu que celui-ci se mette au service du programme du parti.

Le saut aurait été beaucoup plus important –pour lui impossible– entre le bolchevisme et, par exemple, la démocratie représentative et la libre-entreprise. La constante de Fontenoy réside dans le rejet des partis traditionnels et de tout ce qui peut passer pour centriste ou petit-bourgeois. Cet attrait pour les partis anti-démocratiques vient aussi de l'espoir que seuls les partis révolutionnaires peuvent provoquer le chambardement, le grand

rebattage des cartes auquel il aspire. Après tout, ce grand rebattage des cartes auquel il aspire, comme beaucoup d'hommes à l'époque, ne se traduit-il pas en anglais par « New Deal » ?

Il intègre l'équipe du périodique du parti, l'Émancipation nationale. En août-septembre 1937, il se lance dans un grand reportage le long de la frontière occidentale de l'URSS, de la mer Noire à la Baltique, qui sera édité hors commerce sous le titre *Frontière rouge, frontière d'enfer*.

Le basculement

C'est aussi à l'été 1937, semble-t-il, qu'il entame une relation qui va devenir de plus en plus intense avec les services allemands, et notamment avec le président du comité « France-Allemagne », Otto Abetz.

Fontenoy n'a jamais été germanophobe, mais qu'est-ce qui le pousse à un tel rapprochement, à un moment où l'Allemagne apparaît à nouveau et de plus en plus comme l'ennemi de la France ? Sans doute plusieurs facteurs : le côté sale gosse de Fontenoy, qui le conduit, par esprit de contradiction, à se rapprocher de l'Allemagne précisément au moment où la France s'en éloigne, le fait que l'Allemagne apparaît comme le fer de lance de la lutte anti-soviétique, l'hostilité à l'égard de ceux qui, en France, sont le plus hostiles au Troisième Reich (les staliniens, les juifs), en vertu du principe « les ennemis de mes ennemis sont mes amis », et aussi, comme chez Céline et beaucoup d'autres, l'idée que ces gens là poussent la France vers une guerre qui n'est pas la sienne et où elle ne peut que perdre (c'est le « Mourir pour Dantzig » de Déat). Enfin, probablement, l'argent, dont Fontenoy a besoin pour acheter l'opium.

Comme Violette Moris, Fontenoy et Charneaux sont invités par les autorités allemandes ; pendant qu'il visite le camp de travail de Sachsenhausen, elle visite des usines de construction

aéronautique. A son retour, Charneaux écrit des articles dans différentes publications sur le retard alarmant de la France dans ce domaine. Elle s'efforce de créer une unité d'auxiliaires féminines de l'armée de l'air, préfigurant ce que feront toutes les puissances durant le conflit mondial.

Fontenoy (et Madeleine avec lui) quitte le PPF après les Accords de Munich de septembre 1938. Il n'est pas mobilisé lors de la déclaration de guerre du 3 septembre 1939, mais, dès le lendemain de l'attaque de la Finlande par l'armée soviétique, le 30 novembre, il se présente à l'ambassade de Finlande à Paris pour demander à s'engager aux côtés de l'armée finlandaise. Quelques jours plus tard, son offre est agréée, il part pour un périple en bateau passant par Londres et la Suède, puis en train de la Suède à la Finlande. De façon symétrique aux brigades internationales de la Guerre d'Espagne, auront participé à défense de la Finlande des volontaires de tous les pays, surtout des Scandinaves (9 300), 350 Hongrois, etc. Le nombre des Français ? Deux : Fontenoy et un autre, dont l'Histoire n'a pas retenu le nom (il est vrai qu'à ce moment là, les Français en âge de se battre sont déjà mobilisés face à l'Allemagne). Fontenoy, qui a été intégré par les Finlandais à son grade dans l'armée française, celui de lieutenant, se bat, à plus de 40 ans, dans l'infanterie d'assaut à ski et affronte des températures de -10 à -50. Il rentre à Paris en avril 1940, après la cessation des combats par l'armée finlandaise, riche seulement de quelques gelures et d'un poignard commémoratif remis par le commandant des forces finlandaises, le général Manerheim.

Collaboration

Après l'occupation de Paris, avant même l'armistice, il est au premier plan dans les discussions avec l'ennemi sur l'organisation de la presse. Il joue les intermédiaires entre le chef du gouvernement Pierre Laval et l'Allemand Otto Abetz, ambassadeur en France, qu'il connaît bien. Il fonde un des premiers journaux de la collaboration, l'hebdomadaire *La Vie*

nationale, dont le premier numéro sort dès la fin juin 1940. Cette feuille sera suivie de plusieurs autres : *Lectures 1940*, mensuel dont le premier numéro sort en août, *La France au travail*, qui exprime la pensée des collaborateurs de gauche, et *Révolution nationale* en 1942, dans lequel écriront Robert Brasillach et Pierre Drieu La Rochelle

Fin 1940, dans l'orbite du fondateur de la Cagoule, Eugène Deloncle, il participe à la création du Mouvement social révolutionnaire, qui fusionnera avec le Rassemblement national populaire de Déat en février 1941. Il est alors un des cinq membres du Comité directeur du nouveau parti et l'un des personnages les plus en vue de la Collaboration.

Fin novembre 1941, il va faire un séjour de quatre semaines sur le front russe au sein de la LVF (Légion des volontaires français contre le Bolchevisme), toujours à son grade de lieutenant et approche de Moscou avec son unité. Il se bat courageusement, mais est évacué en décembre et revient en janvier 1942 prendre sa place de journaliste pour l'hebdomadaire *Révolution nationale*, dont il démissionne peu après.

Début 1941, on diagnostique à Madeleine un carcinome de la colonne vertébrale. Elle va vivre encore deux ans et demi, avec des souffrances croissantes entrecoupées de rémissions. En mars 1942, Madeleine publie ses souvenirs d'aviatrice, qui se vendront honorablement.

En juin 1942, il est nommé chargé de mission par Laval à Lisbonne, mais, après un séjour de quatorze mois il revient se jeter dans la gueule du loup début septembre 1943, parce que sa femme, rattrapée par son cancer des os, veut mourir en France, alors qu'entre temps, par les actualités cinématographiques portugaises, il a eu la révélation que la supériorité industrielle

américaine écraserait tôt ou tard l'Allemagne. Désormais, il sait que le combat est perdu, que la mort est au bout de l'aventure.

Il assiste avec dévouement Madeleine, dont les dernières semaines sont terribles. Terribles aussi sont les 18 derniers mois de la vie de Fontenoy, avec la perte du grand amour de sa vie (10 octobre 1943) et celle de son combat politique. La pensée du suicide ne le quitte plus, il vit avec un revolver sous son oreiller. En décembre 1943, il devient néanmoins directeur général adjoint de l'Office français d'information.

Il prend la route de l'exil le 16 août 1944. Il fait partie de l'un des convois de camions, de cars et de voitures qui passent par Nancy à destination de l'Allemagne. Pour lui, ce sera Siegmaringen, comme pour les autres dignitaires du régime vaincu. Rongé par le désespoir et par l'opium, il ne fréquente aucun des pensionnaires du château des Hohenzollern, sauf Laval, et en part pour Berlin en avril 1945. De ses dernières semaines, on ne sait à peu près rien ; pourquoi a-t-il voulu être à Berlin lors de sa prise par l'Armée rouge ? Comment est-il mort ? En avalant une dose de cyanure ou en se tirant une balle de revolver ? Selon certains (c'est la thèse reprise par G. Guégan), il aurait été hébergé par l'un des traducteurs allemands de Tolstoï, et, les soldats soviétiques étant à quelques dizaines de mètres de son immeuble, se serait empoisonné au cyanure le 29 avril à l'aube. Un obus aurait peu après détruit l'immeuble, ce qui expliquerait qu'on n'ait pas retrouvé son corps et qu'il ait été condamné par contumace après la Libération – les juges n'ayant pas de certitude sur son décès.

* *
*

Ressemblant un peu à Drieu La Rochelle, un peu dandy, comme lui, d'un physique étonnamment moderne, de type nordique ou

anglo-saxon, brillant, cultivé, spirituel, enjoué, fantasque, doué pour les langues, travaillant vite, il a un charme incontestable. Oublié après 1945, ainsi que ses livres, de son vivant il a marqué tous ceux qui l'ont rencontré par son charisme, sa personnalité excessive, son culot vis-à-vis des puissants, à Moscou comme en Chine, la clairvoyance de certains de ses reportages, parmi les premiers sur l'URSS (bien avant les « repentir » d'un Gide ou d'un Céline) et sur la Chine « en folie »⁸⁶ comme aurait dit Londres.

Mais il a aussi des limites, et des défauts que la consommation d'opium aggravera. Il partage avec Drieu des moyens limités dans l'intimité des dames, il est instable, colérique comme un enfant gâté. C'est un faible, incapable de se sortir de l'alcool et de l'opium, mais, en même temps, capable de « mettre sa peau au bout de ses idées », au moins contre l'URSS, en Finlande en 1940, puis en Russie en 1941. Mais ces idées, notamment politiques, sont confuses et son style s'en ressent souvent. Né un 21 mars, Fontenoy était -comme Violette Morris (et comme Hitler) du signe zodiacal du Bélier, signe dont les natifs ont une tendance à foncer dans une voie et, quand cette voie est perdante, à s'y enfermer.

Attiré par la cause révolutionnaire russe moins par conviction idéologique que par goût de la révolte, du chambardement par principe et par une sorte d'anarchisme confus, il est de ces hommes pour qui semblent avoir été écrits ces vers de Saint-John Perse, « *l'intempérance est notre règle, l'acrimonie du sang notre bien-être, et nous n'avons, ô dieux, que* » *mésintelligences dans la place* ».

Son ami d'enfance le philosophe Brice Parain lui a consacré un livre sous une forme romancée, *La mort de Jean Madec* ; il est aussi le personnage principal d'un roman d'Emile Henriot, *Tout va finir*,

⁸⁶ Il sera le premier à informer l'Occident de la liquidation des communistes de Shanghai par Tchang-Kaï-Tchek, en 1928.

sous le nom de Fourcroy, et de celui de Marc Chadourne, *Chine*, sous le nom de Rocroy.

Il a laissé quelques livres, une décevante *École du renégat* (Gallimard 1936), pamphlet qui manque de souffle, mais aussi un *Shanghai secret* sur son expérience de journaliste en terre chinoise à l'époque des combats entre nationalistes et communistes, qui est, selon certains un chef d'œuvre, supérieur à la Condition humaine de Malraux.

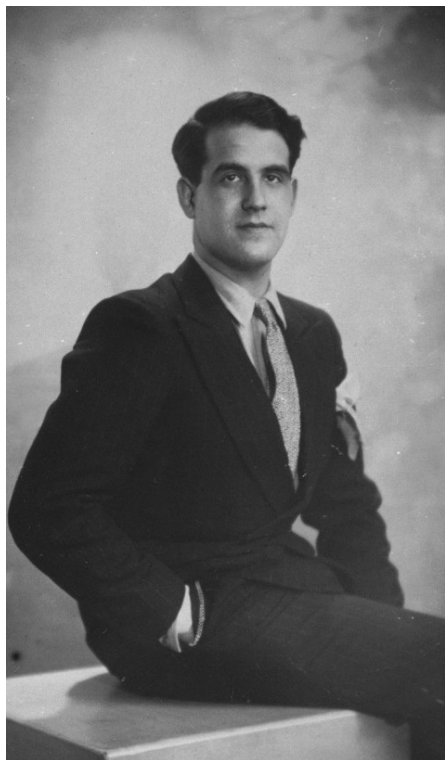
L'École du renégat, Gallimard, 1936.

Cloud ou le communiste à la page, Grasset, 1937.

Shanghai secret, Grasset, 1938.

Songe du voyageur, Grasset, 1939 (réimp. 2000).

Maurice Sachs



Maurice Sachs naît à Paris le 16 septembre 1906 dans une grande famille de joailliers juifs, irrégieuse, anticléricale et républicaine. Son père, Herbert Ettinghausen, dont la famille est originaire d'Höchst en Allemagne, abandonne le domicile conjugal (comme le père de Fontenoy) et divorce en 1912. Sa mère, Andrée, est la fille de Georges Sachs, courtier en bijoux et familier de Jean Jaurès. Elle épouse, après son divorce, le chroniqueur mondain Michel Georges-Michel. Maurice connaît une enfance malheureuse, de pensionnat en pensionnat. En mai 1923, Andrée

s'enfuit à Londres, poursuivie pour escroquerie. Elle ne reviendra en France que dans les années cinquante.

À 17 ans, sans ressources, Sachs doit se débrouiller seul. Il fréquente assidûment les milieux homosexuels de la capitale, il rencontre Jean Cocteau, en deuil de Radiguet, dont il devient le secrétaire. Cocteau, qu'il vénère littéralement, lui présente la bonne société, dont Jacques Maritain. Il se laisse convertir au catholicisme par celui-ci et sa femme Raïssa le 29 août 1925, et va même jusqu'à entrer au séminaire. Un scandale dû à son homosexualité affichée l'en fait chasser. Recueilli par Max Jacob, qui l'encourage à écrire, Sachs tente de faire fortune par diverses escroqueries et indécitesses (il a notamment vendu des objets d'art et manuscrits de Cocteau) jusqu'à se brouiller avec tous ses proches. En septembre 1930, il part pour les États-Unis, pour fuir la justice, et y signe avec la NBC⁸⁷ un contrat pour une émission de radio qui connaît un grand succès. Ambitionnant une carrière politique, il se convertit au protestantisme pour épouser Gwladys Matthews, la fille du Modérateur de l'Église presbytérienne. Trois ans plus tard, ses rêves enfuis, il rentre en France, accompagné d'un jeune Américain rencontré à Hollywood en 1933, Henry Wibbels, qui sera son amant jusqu'en 1937.

André Gide le recommande à Jean Paulhan, qui lui confie en 1933 la direction d'une collection de romans d'aventure « Les Chefs-d'œuvre du roman d'aventures », publiée par Gallimard. En 1935, Sachs publie son premier roman, *Alias*. Au théâtre, il collabore avec Pierre Fresnay. On lui doit aussi, en 1936, une plaquette à la gloire du Parti communiste, *Maurice Thorez et la victoire communiste*. En 1937, ruiné et épuisé, il se fait interner pour échapper à ses créanciers. En 1939, il achève un livre-confession, *Le Sabbat*, dont la publication est empêchée par la déclaration de guerre.

⁸⁷ National Broadcasting Corp.

Collaboration

En 1940, Maurice Sachs anime sur la station de radio Paris Mondial⁸⁸, une émission de propagande, destinée à convaincre les États-Unis d'entrer en guerre contre l'Allemagne et les nazis l'inscrivent sur la liste des propagandistes antifascistes à arrêter. Lors de la retraite, il se réfugie à Bordeaux avant de rentrer à Paris le 29 juin 1940. Là, il se livre au marché noir jusqu'en septembre 1942, où, compromis et ruiné dans divers trafics, il se cache à Anceins dans l'Orne, en compagnie de Violette Leduc, qu'il fait passer pour sa femme.

La campagne l'ennuie. En novembre 1942, une fois de plus à bout de ressources, il s'engage comme travailleur en Allemagne (et non au STO, comme on l'écrit parfois) et part pour Hambourg. Il y achève ses mémoires, qui deviendront *La Chasse à courre*. Pour améliorer l'ordinaire, en avril 1943 il offre ses services à la Gestapo comme espion et agent provocateur sous un nom d'emprunt, pour débusquer les trafiquants et les gaullistes et communistes parmi les travailleurs français. Sachs aurait pu figurer dans la catégorie des aryens d'honneur, car, comme les deux compères mentionnés dans le chapitre qui porte ce titre, il sera un temps un juif qui travaille pour les autorités allemandes, qui le connaissent pour tel.

Ce « juif collabo » mène alors une vie d'aventurier, fréquentant les milieux homosexuels de Hambourg, les Français de la LVF, vivant de combines et d'escroqueries, et dénonçant les trafiquants du marché noir à ses nouveaux maîtres. Bientôt connu sous le sobriquet de “Maurice la tante”, il vit avec deux jeunes collaborateurs français, Philippe Monceau et Paul Martel.

⁸⁸ Station d'Etat, précédemment appelée Poste colonial et émettant sur ondes courtes dans le monde entier 24 H sur 24, progressivement en 20 langues à partir de 1938.

Beaucoup se sont bien juré de faire la peau de la “balance” le moment venu, mais, le 16 novembre 1943, après avoir refusé de dénoncer un père jésuite engagé dans la Résistance, il est lui-même arrêté par la Gestapo, fatiguée de ses vols, de ses imprudences et de ses faux rapports. Il est incarcéré avec les membres de son groupe au camp de concentration de Fuhlsbüttel, où il continue à espionner et trahir les Allemands anti-hitlériens incarcérés avec lui.

La fin

Mis au secret, dans une cellule de trois mètres sur trois, Maurice Sachs se consacre à l'écriture et rêve d'une gloire tardive. Il semble avoir eu une forte créativité pendant ces dix-huit mois de captivité, jetant les bases du *Tableau des mœurs de ce temps* et d'autres textes réunis dans le recueil *Derrière cinq barreaux*. Par faveur, il est autorisé à écrire et il noircit des centaines de pages qu'il transmet à Gallimard.

En avril 1945, devant l'avance des troupes alliées, les prisonniers du camp sont évacués vers Kiel. Au matin du 14 avril, comme il est à bout de forces après trois jours de marche et incapable de se relever, un S.S. le tue d'une balle dans la nuque. Il est enterré dans le cimetière de Neumünster, sous un tertre de terre qui porte le numéro GC 54. Comme pour beaucoup d'autre à la même époque, son sort a tenu à peu de chose : s'il avait eu assez d'énergie pour aller jusqu'à Kiel, il eut été libéré, ou plutôt remis à la Justice française mais c'eut peut-être été, dans le climat de l'époque, pour finir fusillé pour ses multiples trahisons, mais s'il avait réussi à se cacher quelques années, il s'en serait sorti avec quelques années de prison et aurait fini comme écrivain reconnu, interviewé par B. Pivot à « Apostrophe ».

Sachs est un faible, comme Fontenoy. Aventurier, séducteur, jouisseur, amoral, dilettante, snob, archétype du demi-mondain, alcoolique, charmeur, cynique, naïf, menteur, hédoniste,

opportuniste, irresponsable et velléitaire, mais doué d'un réel talent d'écrivain, l'homme ne peut laisser indifférent, sans compter son parcours qui a traversé toute la vie littéraire et mondaine de l'entre-deux-guerres. "*Il ne montre pas [...] de compassion particulière pour le peuple juif, dont il déplore la résignation qui lui semble le trait dominant de son caractère. Voyant, à la campagne, passer un troupeau de moutons, il soupire tristement : "Les Juifs..."*. Le drame qui se joue ne lui échappe pas. Mais, enfermé dans son amoralisme, Sachs ne croit pas qu'il existe des victimes innocentes." [Emmanuel Pollaud-Dulian.]

L'œuvre littéraire

Le Sabbat est publié en 1946, *Chronique joyeuse et scandaleuse* en 1948, *La Chasse à courre* en 1949. Ces livres assurent la réputation d'écrivain de Sachs. Il a été l'observateur privilégié de la vie intellectuelle des années 1920 et de celle du Paris de l'Occupation et du marché noir. Le meilleur de son œuvre est une chronique pointue du milieu qu'il fréquentait. *La Décade de l'illusion* (1933) est déjà une description - dans un texte de circonstance, plein de clichés - du milieu parisien. Mais les textes posthumes sont plus nerveux, parfois virulents (ainsi les passages sur Cocteau délibérément scandaleux dans *Le Sabbat*), souvent plein d'ironie sur soi-même dans leurs moments autobiographiques (par exemple la suite de mauvaises affaires ou d'amours déçues décrites par le menu dans *La Chasse à courre*), mais sans sombrer dans l'auto-apitoiement ou l'humeur dépressive. Dans les derniers textes, écrits en prison, inachevés, Sachs se prend d'une ambition balzacienne, essayant de décrire, par des portraits acérés, toute la société contemporaine. Il meurt avec, semble-t-il, une œuvre en devenir. La liste de ses textes (romans, chroniques, etc.) publiés à titre posthume est si longue qu'on peut se demander si certains d'entre eux ne sont pas apocryphes.

Au temps du Boeuf sur le toit (d'après le bar-dancing à la mode des années Vingt), reste un témoignage intéressant sur cette époque,

celle de ses vingt ans (même s'il faut le prendre avec prudence). Rédigé dans la hâte en 1939 par un auteur criblé de dettes, acculé par une promesse de publication à la *Nouvelle Revue Critique* d'Alfred et Fernand Keller, *Le Boeuf sur le toit* est un rapiécage d'anecdotes et de ragots, déguisé sous la forme d'un journal, en grande partie fictif.

Le journal est aussi l'occasion pour Maurice Sachs de revenir sur ses amis et ex-amis et de décocher quelques flèches assassines. Max Jacob est présenté comme un M. Punch excentrique, Picasso comme un calculateur méchant, Cocteau comme un faiseur hypocrite "*Il n'a rien écrit qui vaille une demi-heure de sa conversation*". "*Il a je ne sais quoi de glacé et de faux*". Après avoir abusé maintes fois de la gentillesse de Cocteau, Maurice Sachs fait preuve d'un ressentiment sournois à son égard.

Sachs revient sur la formidable révolution des mœurs de ce premier après-guerre, sur la frivolité et l'appétit de jouissances faciles des gens, sur les farces surréalistes qui épatent et divertissent le bourgeois. *Le triomphe du genre, ce fut plus tard Dali: "Je vous pisse dessus", criait-il à une conférence. "Bravo ! Bravo!", s'écriaient les dames ravies par l'intelligence. Il est inutile de chercher plus longtemps à choquer. Rien ne choque.* Il parle aussi du marché de l'art et de la spéculation, domaines qu'il a bien connus. Il revient sur la folie des *Ballets russes*, bientôt suivis des *Ballets suédois*, évoque *Les mariés de la Tour Eiffel*, *Relâche*, *La Création du Monde*...

À la fin du livre, le narrateur reprend la main d'une écriture mélancolique, comme saisi d'un étrange pressentiment de fin de règne, dans une ambiance de bal finissant. Nous sommes en 1929.

Patrick Modiano a été influencé par le personnage et l'ambiance générale entourant Maurice Sachs.

Autodidacte certes, il possède néanmoins une vaste culture littéraire et ses volumes, tout du moins les deux opuscules autobiographiques cités ci-dessus, constituent peu à peu une véritable bibliothèque idéale qui retrace toute l'histoire de la littérature française du XVII^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle.

Citations

« On estime davantage ses juges que ses avocats, car on juge ses avocats par cela même qu'ils nous défendent. » — *Derrière cinq barreaux*

« Il n'est de bons moralistes que ceux qui ne s'occupent que de la morale d'autrui. » — *Derrière cinq barreaux*

« En ce qui concerne son espèce, l'homme n'est fait que pour l'amour et la haine. L'indifférence est un acquis des sociétés. » — *Derrière cinq barreaux*

« Les tricheurs ne connaissent pas la vraie joie de gagner. » — *Derrière cinq barreaux*

« On ne trahit bien que ceux qu'on aime. » — *Derrière cinq barreaux*

« Je suis un mauvais exemple dont on peut tirer de bons conseils. »

« Ce que les femmes font de mieux, après les blessures, c'est la charpie. »

“La majorité des hommes présents au camp français est d'une sottise, d'une vulgarité affligeante. On remarque en eux tous une dégénérescence de la volonté terrible. (...) Quand on pense qu'ils votaient grâce au suffrage universel, on est évidemment atterré.”
(Lettre de Hambourg).

“Le national-socialisme me plaît entre autres raisons parce qu'il a enlevé son lustre au commerce et l'a ramené à sa juste et médiocre valeur.”

“Les Juifs, peuple élu. Élu pour la malédiction.”

“Ma vie n'a été qu'une longue complicité avec des coupables. J'ai toujours été du côté des parias de ma famille et je me suis dès l'enfance senti le plus coupable de tous, car à leurs fautes capitales (dont je ne savais rien, mais dont je sentais le poids) venaient

s'ajouter les miennes dont je ne connaissais que trop le détail." *Le Sabbat*.

Soldats de fortune, derniers aventuriers ?

Si on les appelle soldats de fortune, les personnages dont nous allons parler maintenant n'en ont possédé aucune ; à cet égard, le contraste avec l'opulences de ceux qui faisaient l'objet d'un des chapitres précédents est total. D'eux aussi, on peut dire qu'ils ont fait le choix perdant, mais du moins, contrairement aux personnages du chapitre qui porte ce titre, sont-ils tous morts dans leur lit.

Roger Faulques



Roger Faulques représente l'archétype de ces soldats de métier auxquels la génération à laquelle ils appartiennent et les guerres du XX^{ème} siècle ont permis d'enchaîner les différents conflits qui se succèdent, de la 2^{ème} guerre mondiale au Yemen, en passant par l'Indochine, l'Algérie, puis le mercenariat en Afrique, par goût pour l'aventure, la camaraderie, l'adrénaline, l'appât du gain, le désintéret pour une vie rangée de salarié ou de commerçant, ou parce qu'ils ne savent rien faire d'autre.

Né le 14 décembre 1924, Roger Faulques s'engage dans le maquis en 1944 et prend part aux derniers combats de la Seconde Guerre mondiale au sein de la 1^{re} Armée. Alors caporal, il est cité et reçoit la Croix de guerre à l'âge de 20 ans. Remarqué pour son ardeur au

combat et son sens du commandement, il est désigné pour l'École spéciale militaire de Saint-Cyr qui facilite largement ses conditions de recrutement pour palier le manque d'officiers dans l'armée française à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En janvier 1946 il est promu sous-lieutenant et est affecté sur sa demande, à la Légion étrangère, au 3^e REI (3^e Régiment étranger d'infanterie).

L'Indochine

Son unité participe aux premiers combats de la guerre d'Indochine et, le 26 février 1948, commandant un groupe de légionnaires, il tombe dans une embuscade sur la route coloniale n° 3, à Phu Tong Hoa. Ayant perdu la moitié de ses hommes, il mène un combat au corps à corps lorsqu'il voit ses deux pieds ouverts par une balle de mitrailleuse. Ses légionnaires le récupèrent alors *in extremis* et l'éloignent de la ligne de feu. Rapatrié en métropole pour graves blessures de guerre, il est nommé, à 23 ans, chevalier de la légion d'honneur, et titulaire de cinq citations.

Rétabli et promu au grade de lieutenant, il revient en Indochine au 1^{er} BEP (Bataillon étranger de parachutistes). À la tête du Peloton des élèves gradés du bataillon, il participe aux combats de la RC4 (Route Coloniale n° 4), lors de l'opération d'évacuation de Cao Bang en septembre et octobre 1950. Grièvement blessé à quatre reprises lors de cette bataille, dans laquelle le 1^{er} BEP perd 80% de ses effectifs, il gît sur le terrain et est laissé pour mort durant 3 jours. Ayant survécu, il est fait prisonnier par les troupes du Viêtminh qui, le jugeant condamné, décident de le rendre, avec d'autres blessés graves, aux autorités françaises. Un colonel de l'armée Viêtminh le félicite alors pour son courage. Cité à l'ordre de l'armée il est promu officier de la Légion d'honneur pour services exceptionnels de guerre et se voit de nouveau rapatrié vers la France. Ses blessures lui imposent de séjourner

durant plusieurs années à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce pour se rétablir.

L'Algérie

Il retourne en Indochine en 1953 et termine la guerre avec six blessures et huit citations, Roger Faulques sert ensuite en Algérie. Ardent partisan des théories sur la guerre révolutionnaire défendues par le colonel Trinquier, chef du GCMA (Groupement des commandos mixtes aéroportés) en Indochine, il prend un commandement de compagnie au 1^{er} bataillon étranger de parachutistes, qui devient, peu de temps après, le 1^{er} régiment étranger parachutiste (dissous après le putsch d'avril 1961) que commande le colonel Jeanpierre, et sert en particulier comme officier de renseignement de ce régiment, lors de la bataille d'Alger (1957). Il assume la torture pratiquée en Algérie, destinée à obtenir des individus interrogés des informations qui permettraient de déjouer des attentats et d'épargner des vies humaines ; il se vante d'avoir notamment interrogé le porteur de valises Henri Alleg, auteur plus tard de *La Question*. Faulques obtient des résultats de guerre exceptionnels et est personnellement l'artisan du démantèlement de plusieurs réseaux du FLN. Chef de bataillon en octobre 1959, il est commandant en second du 2^e régiment étranger de parachutistes à partir de l'été 1960.

Chez les « Affreux », au Katanga.

Les heures les plus noires de la guerre d'Algérie ne sont plus très loin et Faulques est près d'être englouti dans la tourmente algérienne, quand, en décembre 1960, Moïse Tshombé lance la rébellion de la très riche province du Katanga, au Congo ex-belge. Dans un contexte de guerre froide qui la voit craindre l'influence grandissante de l'URSS et des États-Unis en Afrique de l'Ouest, la France du général de Gaulle soutient discrètement la rébellion katangaise, par l'intermédiaire de Jacques Foccart. Les forces katangaises se limitent à 2.000 gendarmes hérités de l'ancienne

"force publique" belge. Ils sont encadrés par une douzaine de sous-officiers katangais issus de la force publique.

Rapidement, la rumeur se répand que le Katanga recrute des mercenaires pour encadrer les soldats de Moïse Tshombé, que les journaux appelleront vite "les affreux". Les Français, qui sortent des guerres de la décolonisation (Indochine, Algérie) sont aguerris et très prisés. Recruté par Tshombé pour engager des mercenaires européens, Trinquier explique (*Le Temps perdu*, Albin Michel, 1978) : "*Certains étaient laissés dans une inactivité dangereuse. Leur donner un nouveau champ d'action où ils pourraient à la fois servir la France et l'Occident m'apparaissait à cette époque comme une occasion providentielle qu'un gouvernement lucide avait tout intérêt à favoriser.*"

Avec l'appui du ministre des Armées Pierre Messmer, le commandant Roger Faulques et le capitaine Yves de La Bourdonnaye sont mis en disponibilité et recrutés par le Katanga. Mais ce sont des militaires belges qui ont la haute main sur les mercenaires français. Les Belges exigent de Moïse Tshombé que les Français soient soumis à leur autorité. Trinquier refuse, mais pas Roger Faulques. Il reste au Katanga et remplace Trinquier, qui rentre en France avec les colonels Godart et Broizat, ce qui permettra à ces derniers de participer au putsch d'Alger.

Au Katanga, les hommes de Faulques sont le lieutenant Répagnol, le lieutenant Tony de Saint-Paul, les capitaines Lasimone, de Clary, Toupé-Thomé. L'école des paras - commandos de Kolwezi - est dirigée par un Français ancien du 11e Choc, le lieutenant Badaire. Le commandant Faulques est l'officier de Trinquier, écrit encore ce dernier, "qui a le plus de valeur intellectuelle et morale". Plus tard, jeune soldat de fortune encore inexpérimenté, Bob Denard le rejoindra. Mais c'est une autre histoire...

En décembre 1961, les troupes de l'ONU lancent l'offensive contre le Katanga. Le plan de défense a été conçu par Faulques. L'aviation de l'ONU attaque les mercenaires, également pilonnés au mortier. Ils résistent brillamment. Les casques bleus suédois entrent dans Élisabethville, suivis par la brigade indienne du général Raja. Le camp Massart, où se trouvent les forces katangaises, est attaqué par l'ONU.

Les hommes de Faulques, bien renseignés par la population blanche et noire, se battent comme des lions, et ripostent avec efficacité. Le 21 décembre, le cessez-le-feu est signé à Kitona. Roger Faulques quitte le Katanga en disant que plus jamais il n'acceptera d'être commandé par un Africain. Il lance au chef d'état-major katangais Muké qu'il ne "voudrai[t] même pas de lui comme ordonnance".

Après cet épisode, l'ancien lieutenant de Faulques au REP, Tony de Saint-Paul, est devenu le sergent recruteur des mercenaires en France. C'est à la terrasse d'un café au nom bien trouvé, Le Père Tranquille, qu'il recrute les volontaires, qui partent dans les 48 heures après signature de leur contrat.

En 1963, Saint-Paul est contacté pour envoyer des mercenaires au Yémen. L'année précédente, une junte d'officiers "républicains" conduite par un officier formé au Caire, Sallal, installé et soutenu par les Soviétiques, par l'intermédiaire de Nasser, a renversé la monarchie de l'Imam El Badr et gouverne avec l'appui d'un corps expéditionnaire égyptien de plus de 30 000 soldats d'élite arrivés dans les mois qui ont suivi le coup d'État.

Une armée royaliste, commandée par le prince Mohamed Ibn Hussein essaie de reconquérir morceau par morceau le territoire de l'imam renversé. Une cinquantaine de mercenaires français et européens sont recrutés au service de l'armée royaliste, avec l'argent du MI6.

Saint-Paul contacte Roger Faulques, finalement écarté au profit de Bob Denard, qui en dit (dans sa biographie *Le Roi de Fortune*) : "Faulques, c'est un peu notre patron à tous. Il est triste que nous ne l'ayons pas avec nous, mais peut-on prendre le risque de faire capoter l'affaire ?" Faulques sera néanmoins chargé de la base arrière de l'opération yéménite, à Paris.

Au Biafra

On le retrouve quelques années plus tard au Biafra, pour lequel il recrute des mercenaires, toujours en compagnie de Bob Denard, et de l'un de ses anciens subordonnés à la Légion, Rolf Steiner. Comme le Katanga, le Biafra est une province sécessionniste, du Nigéria, cette fois, et le gouvernement français lui accorde un discret soutien. Il quitte le pays en janvier 1968, tandis que Steiner reste.

Faulques, qui n'aime rien tant que la discrétion, se retirera ensuite sur ses terres, pour n'en sortir qu'une fois par an, pour la cérémonie de Camerone. Il n'a jamais cessé d'être considéré par les légionnaires comme l'un de leurs plus grands soldats. En 2010, consécration ou réconciliation, c'est lui, le soldat de fortune, qui eut l'honneur de porter la main de Danjou lors de la cérémonie.

Roger Faulques, figure légendaire de la Légion et du mercenariat, qui a servi de modèle à certains personnages des romans de Jean Lartéguy, comme *Les Centurions*, *Les Prétoriens* ou *Les Chimères Noires*, meurt à 86 ans, le 6 novembre 2011 à Nice.

Bob Denard

Le corsaire de la République



Robert Denard est né le 7 avril 1929 à Bordeaux, fils de Léonard, militaire des troupes coloniales, et d'Andrée Laumond. Plus jeune que Faulques, il n'a pas participé au maquis, ni aux derniers combats de la Deuxième guerre mondiale. Il lui restera les guerres de la décolonisation

Enfance et jeunesse

Robert Denard grandit à Grayan (Gironde) et, après son certificat d'études, s'engage dans les fermes comme ouvrier agricole puis comme apprenti dans un garage, puis encore dans une verrerie à Bordeaux. A 16 ans, en octobre 1945, il s'engage dans la marine et rejoint l'école des apprentis mécaniciens de Saint-Mandrier. Il embarque à bord d'un dragueur de mine affecté au dragage des

mines posées en mer du Nord par les belligérants, puis à bord de l'avisos *Ancre*, qui sert à l'école de pilotage de Saint-Malo.

Breveté matelot mécanicien, il part fin 1948 comme volontaire pour l'Indochine en tant que matelot de deuxième classe. Les modalités de son passage de la spécialité de mécanicien à celle de fusilier marin restent inconnues. Il est affecté à la FAIS (Force Amphibie d'Indochine du Sud), c'est-à-dire dans les commandos. Il est brûlé lors de l'explosion d'un véhicule début 1949, puis affecté à bord d'un dragueur de mine au cap Saint-Jacques début 1950 puis rapatrié en métropole. Il séjourne aux Etats-Unis en 1951 pour suivre l'armement du *La Fayette*, porte-avion américain cédé par les Etats-Unis à la France. Il quitte le service actif en 1952, (après une altercation dans un bar, selon certaines sources).

Il trouve alors une place de conducteur d'engins et de mécanicien au Maroc, puis entre en 1953 dans la police d'un Maroc qui est encore sous protectorat français, et est affecté à la lutte contre le terrorisme indépendantiste. Accusé en 1954 d'avoir participé à un complot pour assassiner le Président du Conseil Pierre Mendès France, Bob Denard passe 14 mois en prison. Il bénéficiera d'un non-lieu en 1957, mais sa carrière de policier s'arrête là. Il aurait été mêlé, à un niveau modeste aux événements d'Alger en mai 1958. Ensuite, de 1958 à 1961, il travaille chez SADER, fabricant d'appareils de chauffage d'appoint comme représentant.

La vie bascule pour lui lorsque, las de cette vie de démonstrateur d'électroménager, il s'engage dans les gendarmes Katangais.

Au Katanga

Il se rend à Brazzaville, capitale du Congo ex-français et, de là, passe au Katanga, où il combat les troupes régulières de Léopoldville et celles de l'ONU.

De 1960 à 1963, il est l'un des chefs des « affreux » du Katanga de Tshombé, qui vient de déclarer l'indépendance de la province, le 11 juillet 1960. Il se distingue notamment en faisant défiler tous ses officiers, qu'ils soient noirs ou blancs, dans une stricte égalité (jusque là, les blancs passaient en premier). Le 21 janvier 1963, lors de la chute de Kolwezi et de la défaite des mercenaires, ces derniers se réfugient en Angola avec l'accord du régime portugais. Ils seront rapatriés en France où ils seront accueillis par les gendarmes.

Après le Katanga, où il a appris le métier de mercenaire, il va enchaîner missions sur mission pendant vingt ans.

Au Yemen

D'août 1963 à la fin 1964, avec 17 mercenaires, il rejoint les forces royalistes de l'iman Badr au Nord-Yémen, financées par l'Arabie Séoudite, pour combattre les républicains soutenus par les soldats de Nasser. Il est en relation avec le colonel britannique Smiley, ancien officier du Special Operations Executive durant la Seconde Guerre mondiale, officier des services secrets britanniques (MI6) pour l'approvisionnement de l'armée royale. Il construit une station de radio à proximité de la frontière séoudienne.

Katanga, le retour

Bob Denard revient en France fin 1964, et met sur pied le 22 février 1965 un véritable régiment de mercenaire, le 1^{er} choc. En recrutant des hommes issus des troupes parachutistes et de la Légion étrangère ainsi que des Katangais, il forme une petite troupe qui prend le surnom de « Katangais », à la tête de laquelle il repart rapidement pour le Congo-Léopoldville, où il est appelé par Tshombé. Cette fois-ci, cependant, il ne s'agit plus de la sécession du Katanga : Tshombé est devenu, pour une brève période, Premier ministre du Congo et il s'agit de lutter contre une dissidence communiste.

Mise à disposition du général Mobutu, alors commandant en chef de l'armée congolaise, la petite troupe contribue à la victoire sur les rebelles communistes soutenus par la Chine et menés par Gbenie, Soumialot et Mulele, victoire largement due au colonel Schramme et à son Bataillon Léopard. En intervenant sur un territoire vaste comme la moitié de la France et malgré de nombreux morts et blessés dans ses rangs, ce bataillon permettra à la population de réintégrer villes et villages.

Jean Schramme, ancien colon, instructeur et commandant du « Bataillon Léopard », décrit dans son ouvrage autobiographique *Bob Denard* comme un lâche et un irresponsable, incapable d'assumer ses décisions, entraînant ses Katangais à leur perte, et le Congo vers le désordre. Quoi qu'il en soit, Denard est grièvement blessé à Kisangani et se replie en Rodhésie, puis en Angola, où il prend ses premiers contacts avec les Portugais et les Sud-Africains. Il rentre en France courant 1967.

Biafra

Après un nouvel intermède où il aurait fait partie des « appariteurs musclés » qui furent introduits par le gouvernement dans les universités pour tenter d'y maintenir l'ordre à la suite des « événements » de mai 1968, il effectue une brève mission officieuse au Biafra, consistant à contribuer à l'approvisionnement en vivres et en armes de la province en guerre contre le pouvoir nigérian.

De 1969 à 1974, il effectue diverses missions de conseiller technique en Côte d'Ivoire, au Gabon et en Irak (au profit de la guérilla kurde), en Guinée-Conakry et en Libye (tentative de sauvetage de la famille royale lors du coup d'Etat de Khadafi).

Homme fort des Comores, homme lige de l'Afrique du Sud Comores 1975

Denard intervient une première fois dans la République des Comores, devenue indépendante le 6 juillet 1975 à la suite d'un référendum. Cette intervention, en septembre 1975, a pour but de consolider le coup d'État d'Ali Soilih. Il arrête le président Ahmed Abdallah, et le remplace par Ali Soilihi.

Angola

Denard intervient en Angola en 1975 avec l'UNITA de Jonas Savimbi et combat contre les troupes cubaines et le MPLA communiste. Il se replie en Namibie, puis en Afrique du Sud, qui va devenir pendant 15 ans sa base arrière et, à l'occasion, son bailleur de fonds.

Bénin

En accédant au pouvoir par un coup d'Etat en 1972, Mathieu Kérékou espère mettre un terme à l'instabilité chronique du Bénin caractérisée par une kyrielle de coups d'Etats. Il met en place dès son arrivée un Gouvernement militaire révolutionnaire (GMR), jette en prison les trois précédents présidents, qu'il considère comme étant à l'origine des troubles politiques du Bénin, et change le nom République du Dahomey par République populaire du Bénin pour faire plus rassembleur et opte pour le marxisme-léninisme.

Le 16 janvier 1977, au petit matin, un groupe d'une quarantaine de mercenaires conduit par Denard débarque d'un unique avion, un vieux DC 7, à l'aéroport de Cotonou, Nom de code de l'opération: «*Crevette*.» L'objectif est bien entendu de renverser le régime du président Mathieu Kérékou pour installer des opposants béninois en exil en France, dont le chef de file est Gratién Pognon. Denard affirme dans ses mémoires que l'opération a été avalisée par le gouvernement français.

Bob Denard et son groupe n'ont pas de chance. Ils n'ont pas les derniers renseignements sur Cotonou et les éléments de la

gendarmerie ainsi que des commandos parachutistes dont ils espéraient le soutien sur place ne bougent pas. Ensuite, ils n'ont pas compté avec l'alerte des hommes de la tour de contrôle de l'aéroport et la féroce riposte de la garde du palais présidentiel devant laquelle la première vague du lieutenant Thomas recule. Enfin, une délégation nord-coréenne séjourne au Bénin et des militaires de Corée du Nord sont présents pour la sécurité des officiels. La lourde riposte de ces derniers aux tirs des agresseurs change totalement la donne. Denard organise un repli stratégique :

«Je fais ramener le matériel lourd sous l'avion dont les hélices tournent déjà. Quelques voltigeurs reviennent avec des prisonniers que je fais aussitôt relâcher. L'un d'eux, un civil, réussit pourtant à monter dans l'avion où se tiennent déjà, Gratien Pognon et son secrétaire. Une fois mes groupes réunis à l'aérodrome, je m'inquiète de nos pertes. Je fais embarquer mes trois blessés légers, puis ordonne d'abandonner la plupart des caisses de munitions».

L'opération aura fait deux morts, trois blessés et un prisonnier du côté des mercenaires et dix-sept morts côté béninois. Le groupe se replie au Gabon.

Comores 1977-1978

Denard est ensuite pressenti en 1977 pour déstabiliser le régime de James Mancham aux Seychelles, mais sans suites. En 1978, il retourne aux Comores pour l'opération inverse en quelque sorte de celle de 1975, puisqu'il renverse le régime révolutionnaire de Soilih et replace alors Ahmed Abdallah au pouvoir.

L'expédition part de Lorient à bord d'un chalutier de haute mer, *l'Antinéa*, avec 4 marins et 46 hommes, via Las Palmas et Le Cap : 33 jours de mer. Débarquement le 13 mai 1978, neutralisation de la milice, arrestation du président, libération des prisonniers politiques, prise de contrôle de l'appareil d'Etat, reprise en main des îles autres que celle où se trouve la capitale. Avec l'aide financière sud-africaine, Denard crée une garde présidentielle, que

nous retrouverons plus tard, et lance des opérations de développement économique.

Ali Soilih meurt dans des circonstances non élucidées le 29 mai 1978.



Résidence de Bob Denard aux Comores

La période qui s'étend de 1978 à 1989 est en quelque sorte l'apogée de la carrière de Bob Denard. Chef de la garde présidentielle, il s'occupe d'organiser cette unité forte de 600 Comoriens encadrés par une poignée d'officiers européens qui entre en concurrence avec les forces armées comoriennes. Il se marie sur place, se convertit à l'islam sous le nom de Saïd Mustapha Mahdjoub, s'occupe de développement (construction de routes, ferme de 600 ha à Sangali, complexe hôtelier, etc.). Son autorité est alors incontestée. La RFI des Comores devient le centre d'un réseau parallèle qui permet à l'Afrique du Sud, sous embargo international, de se fournir en armes. Elle lui sert également de base logistique pour ses opérations militaires contre les pays africains qui lui sont hostiles : le Mozambique et l'Angola.

Tchad

En 1981-1982, Denard, sans quitter ses fonctions aux Comores, effectue une mission d'appui à Hissen Habré, qui, avec ses Forces armées nationale, renverse le président Goukouni Ouédeï et prend sa place à la tête du pays. Combats à Abéché et Gouro.

Comores 1989

En novembre 1989, Ahmed Abdallah signe un décret donnant l'ordre à la Garde présidentielle de Denard, de désarmer les forces armées soupçonnées de fomenter un coup d'État. Quelques instants après la signature du décret, un officier des forces armées serait entré dans le bureau du président Abdallah et l'aurait abattu, blessant également Bob Denard. Celui-ci fuit alors en Afrique du Sud. Quelques mois plus tard, il est condamné à cinq ans de prison avec sursis pour le coup d'Etat manqué au Bénin en janvier 1977. Il rentre en France en 1993, pour, dit-il se mettre en règle avec la Justice. Il est arrêté à sa descente d'avion à Roissy, le 1^{er} février, puis libéré au bout de 2 mois et demi. Il vit alors dans sa commune de son enfance, Grayan, près de sa sœur.

Comores 1995

Mais le démon du baroud le reprend en 1995, il a alors 66 ans. Dans la nuit du 27 au 28 septembre 1995, Denard renverse le président comorien Said Mohamed Djohar avec une trentaine d'hommes débarqués de zodiacs, avec son protégé Sauveur Farina, tireur d'élite, et le lieutenant Christophe Blancher, son pilote privé arrivé quelques heures plus tôt, qui avait pour mission d'exécuter plusieurs navettes entre l'île de Mohéli et l'île de la Grande Comore. Personne à ce jour ne connaît exactement la véritable mission du lieutenant Blancher et les raisons de ses multiples rotations entre les îles à bord de son Cessna 172. Bob Denard ouvre aux journalistes le vieil aéroport de Moroni et son camp retranché de Kangani pour éviter l'intervention de 600 hommes des forces françaises (GIGN, commandos Marine de

Djibouti, 2^e RPIMa). Cerné, il négocie une amnistie pour les insurgés et se rend.

Il aura encore quelques activités de formation paramilitaires en 1996-1998, au Congo-Kinshasa (encore appelé Zaïre), dans les derniers temps de Mobutu, et au Congo-Brazzaville de Sassou-Nguesso.

De retour en métropole, il se retire, cette fois-ci définitivement. Il vit alors dans le Médoc, où il rêve de construire, sur le terrain familial de la commune de Grayan-et-l'Hôpital, un musée de la décolonisation.

Homme d'affaires

Outre ses activités agricoles et hôtelières aux Comores, Denard a tenté sa chance à plusieurs reprises dans les affaires, en 1973 en créant une concession Citroën à Lesparre (Gironde), et dans les années 1990 en rachetant la revue spécialisée *Fire* (« le magazine de l'homme d'action ») à Euro-Editions et en créant *Courrier Austral*, lettre d'information mensuelle sur l'Afrique australe. En 1994, il est directeur commercial de la société IBS Conseil, société de sécurité, assistance et logistique. Ces opérations ne l'ont pas enrichi.

Ennuis judiciaires

Les différentes équipées de Bob Denard lui ont valu de nombreuses procédures judiciaires, mais pas la fortune, et les ennuis d'argent et de santé s'accumulent.

En 1996, il est écroué à la Santé pendant neuf mois. Inculpé du chef d'assassinat à l'encontre d'Ahmed Abdallah avec son lieutenant, Dominique Malacrino, les deux hommes sont acquittés le 20 mai 1999, par la cour d'assises de Paris.

Le président des Comores, Mohamed Taki, initiateur du coup d'État contre le président Abdallah, son ancien allié politique, fait toutefois savoir qu'il refuse que Bob Denard rentre au pays. Le 6 novembre 1998, Taki meurt dans d'étranges circonstances. La famille crie à l'empoisonnement et demande une autopsie. Rapidement, l'affaire est étouffée et l'autopsie oubliée. Il est officiellement décédé de mort naturelle.

En 2001, le procureur de Vérone, en Italie, poursuit Denard pour avoir tenté de recruter des mercenaires dans les milieux de la droite nationale italienne afin de renverser le colonel Azali Assoumani qui s'opposait aussi à son retour.

En 2006, c'est le procès du coup d'Etat de 1995. Un avocat, Élie Hatem, lui est commis d'office. Cette instruction dure depuis dix ans. De mauvaises affaires, comme l'achat du garage Citroën de Lesparre, et le coût des procédures, entraînent des difficultés. Son avocat affirme même que les problèmes d'argent de son client, pouvaient compromettre sa stratégie de défense : « *J'ai été commis d'office dans ce dossier, et M. Denard bénéficie de l'aide juridictionnelle* », confie M^e Hatem, qui ne cache pas une réelle proximité, affective et idéologique, avec l'ancien mercenaire. Bob Denard ne vivrait « que sur 250 euros par mois » de retraite pour ses états de service pendant la guerre d'Indochine. Le procès se déroule en février et mars 2006. Denard, qui a été dispensé d'y assister pour motif médical, est condamné à cinq ans de prison avec sursis pour sa participation à ce coup d'Etat manqué, peine ramenée à quatre ans de prison, dont trois avec sursis en appel, en juillet 2007.

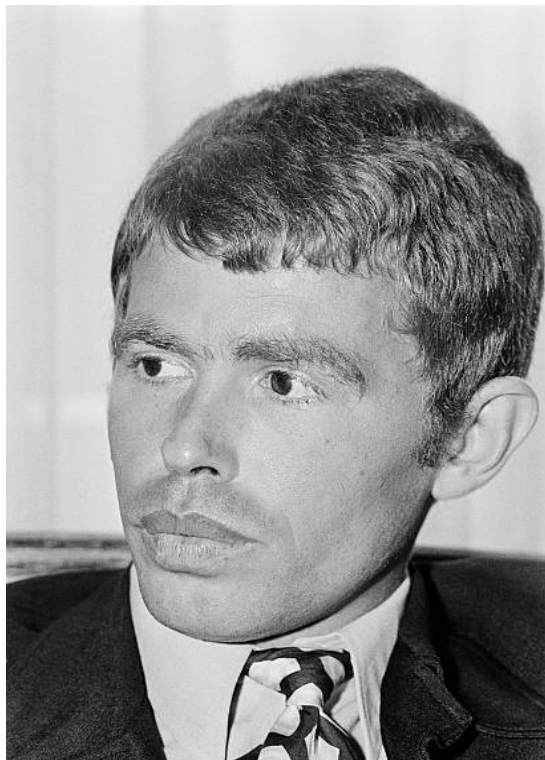
Robert, dit Bob Denard ne purgera pas sa peine : atteint de la maladie d'Alzheimer, il meurt trois mois plus tard, le 13 octobre 2007 d'un arrêt cardiaque, à 78 ans, dans le dénuement le plus total, emportant avec lui une partie de ses secrets. Il a raconté sa vie dans un livre, « *Le corsaire de la République* » (1998), dont le titre

laisse entendre que ses actions étaient secrètement commanditées par le gouvernement, ce qui n'a été que partiellement vrai.

Bob Denard est le représentant d'un mercenariat aujourd'hui révolu, non seulement parce que la loi en a fait un délit, mais parce que des hommes comme Faulque ou Denard avaient participé à la Deuxième guerre mondiale, ou aux combats d'Indochine et d'Algérie et qu'au-delà de la dureté des méthodes et de l'appât du gain, ils étaient habités par une conception héroïque et romantique de l'Histoire et du destin. Ce mercenariat à la papa est mort avec les dernières opérations un peu « pied-nickelés » de Denard aux Comores, et a fait place au système des armées privées, essentiellement américaines.

Jean Kay

Le « baroudeur illuminé »



« Pirate au grand cœur » pour certains, « baroudeur illuminé » pour d'autres, il dira de lui-même ne pas combattre pour l'argent mais pour défendre son idéal, « les valeurs chrétiennes » et la lutte contre le communisme, « *cette idéologie productrice de misère, de corruption, d'injustice et de mort* ».

Enfance

Jean Kay n'appartient pas à la même génération que Faulques ou Denard. Il naît le 5 janvier 1943 à Miliana en Algérie. Il y passe peu de temps car, très tôt, son père, officier des transmissions dans l'armée de terre, a été muté à l'école militaire de St Cyr Coëtquidan en Bretagne. Un de ses frères est aussi officier et notamment a servi à la Légion étrangère (4^e compagnie, à Holl-Holl – Territoire français des Affars et des Issas). Il séjournera également à Paris pendant sa scolarité en internat. Il perd sa mère à l'âge de huit ans. Il reçoit une éducation assez rigide, sans mère, dans une famille vouée à la vie militaire et bercée de traditions chrétiennes.

L'Algérie

En 1961, il est caporal. Son corps d'armée est basé à Montélimar, mais en intervention à Maison-Carrée en Algérie. Dans le but de défendre l'Algérie française, Jean Kay déserte et rejoint l'OAS ; il appartient aux commandos Delta du lieutenant Deguedre, qui sont chargés des attentats et des exécutions.

Il collabore aux émissions pirates de Radio-France, la radio clandestine de l'OAS, est mêlé à plusieurs attentats, est arrêté, emprisonné à la prison de la Santé puis au fort d'Ivry, en région parisienne, où il purge une peine de huit mois ; il est finalement condamné à deux ans de prison avec sursis. Cette inactivité lui permet de lire et découvrir Drieu la Rochelle, Brasillach et Malraux. Il est réintégré dans l'armée, à la caserne Duplex à Paris. Après les accords d'Évian, qui établissent l'indépendance de l'Algérie, il déserte à nouveau, définitivement cette fois.

En 1963, il est en Espagne à Alicante, où il rencontre des anciens de l'OAS, accueillis par le gouvernement franquiste. Pendant son séjour, il rencontre Marie Louisa, surnommée Marisa, avec laquelle il a une fille, Eva, qui naît pendant son séjour au Yémen.

Le Yémen du Nord

La guerre civile du Yémen est un des points de passages commun à nos trois soldats de fortune. En février 1964, Roger Faulques lui propose de partir comme mercenaire pource pays, dans l'armée royaliste. Il rejoint l'équipe du mercenaire Tony de Saint-Paul, qui était arrivé avec les hommes de Faulques en septembre 1963. Entre autres choses, il s'occupe des transmissions ; il est blessé à la main. Son livre *Le guerrier de l'espoir* laisse penser que c'est alors qu'il est enrôlé dans le mouvement des *Guerrilleros del Cristo Rey*. Finalement, les républicains gagnent et prennent le pouvoir au Yémen du Nord. Les mercenaires s'en vont.

Le Biafra

1967 est l'année de la guerre des Six Jours du 5 au 11 juin, de la fin de la première guerre du Yémen, et de la tentative de sécession de la province nigériane du Biafra qui est déclarée le 30 mai par le colonel Ojukwu, encouragée par la France, qui livre armes et mercenaires. Jean Kay fait partie des mercenaires commandés dirigés par Steiner.

Les mercenaires se battent sans armes lourdes, à un contre deux, face aux troupes nigérianes du général Gowon, soutenu par les Britanniques et les Russes. Jean Kay échappe de peu à la mort à bord d'un DC3 chargé de bombarder un destroyer britannique. Mais la cause est perdue d'avance, et c'est la débâcle pour les mercenaires. Jean Kay devra abandonner un jeune garçon qu'il avait adopté. Il dit volontiers avoir pris conscience du malheur des populations civiles pendant sa période en Afrique noire, et vouloir lutter à présent en leur faveur. Le Biafra est réintégré au Nigéria.

Le Liban

En 1968 on le retrouve au Moyen-Orient. Il y entraîne, à Tabrieh, au Liban, les phalanges chrétiennes maronites, dans le groupe de

résistance «Tanzim» de Fawzi Mahfouz Abou Roy, à l'appel de Bachir Gemayel. Il y rencontre également une esthéticienne d'origine arménienne, Seta Vanerian, qui a quitté la France après mai 1968 pour intégrer le Front populaire de libération de la Palestine tout récemment créé, et qui devient sa deuxième compagne. Ils se marient à Beyrouth suivant le rite orthodoxe, la religion de sa femme, le 25 février 1971. Ils auront une fille, Emmanuelle. Durant cette période, il a rédigé son livre-témoignage, *L'arme au cœur*, récit de ses extraordinaires aventures.

Vol 711

En 1971, Jean Kay est à Paris où il termine probablement ce livre dans un studio du 15^e arrondissement, près de l'appartement de son père, colonel en retraite. Une de ses idoles, André Malraux, âgé de 70 ans, se déclare prêt à partir combattre pour la liberté de ce qu'on appelle à l'époque le Bengale, ou "Pakistan oriental". Pour défendre ce peuple opprimé qui demande à faire sécession du Pakistan, ce "*pays enragé par son indépendance*", l'ancien ministre adresse une "*Lettre au président Nixon*" dans le quotidien "Le Figaro" du 20 septembre (page 1 et 3) et déclare vouloir s'y rendre lui-même. Il renonce finalement, mais pas Jean Kay : le 3 décembre 1971, le mercenaire prend en otage les passagers et l'équipage d'un avion, le vol 711 de la Pakistan International Airlines à Orly, pour réclamer des médicaments pour le Bangladesh, en les menaçant d'une arme à feu et d'une bombe, contenue dans une sacoche d'où sortent des fils électriques de mise à feu. Après quelques heures, la police feint de donner satisfaction à ses exigences et il est procédé à un chargement fictif de médicaments, qui permet à la police de monter à bord. Kay est arrêté, non sans avoir fait feu sur un de ses assaillants. Le sac du pirate n'était rempli que de livres, dont une bible, et un rasoir électrique d'où sortaient les fameux fils, qui simulaient une bombe.

Quelques jours plus tard, le 16 décembre, l'indépendance du Bangladesh est proclamée. André Malraux témoignera en faveur de Kay à son procès, en octobre 1973. Il est condamné à 5 ans de prison avec sursis et il sort donc libre. Son avocat était Jean-Marc Varaut.

Le livre *L'Arme au cœur* de Jean Kay est publié, puis son roman *Les Fous de guerres*, écrit en détention. Son séjour en prison lui a probablement permis de tisser quelques liens dans le «milieu» du banditisme ; la suite de sa vie le montrera. Puis il retourne au Liban, et entraîne à nouveau les «phalanges chrétiennes».

Le Cabinda

Le 24 avril 1974, au Portugal, c'est le début de la Révolution des œillets qui renverse le régime «salazariste» (conservateur et autoritaire) de Caetano. Cette révolution a été favorisée par les difficultés rencontrées par le Portugal en Angola. Le 30 juin 1974, des membres du F.L.E.C⁸⁹ du commandant Bissafi, qui souhaitent l'indépendance de l'enclave du Cabinda (encore une sécession), rentrent d'exil et ouvrent une représentation à Tchiosa (Capitale du Cabinda). Jean Kay, qui, selon certaines sources faisait alors partie du «Paladin group»⁹⁰, part avec ses mercenaires pour l'Angola, encadrer le F.L.E.C. Ils font face aux forces du mouvement indépendantiste angolais à tendance communiste, le MPLA, qui s'oppose à la fois aux Portugais et aux indépendantistes cabindais.

⁸⁹ Front pour la « libération » et l'« indépendance » du Cabinda.

⁹⁰ Organisation anti-communiste créée en 1970 par Otto Skorzeny, liée à la *World Anti-Communist League* (WACL) financée par Taïwan. Elle recrutait essentiellement des mercenaires afin de lutter contre le « communisme international ». Il n'y a pas de preuve que cette organisation ait eu une véritable activité concrète ; elle servit surtout à alimenter les fantasmes de la gauche de l'époque.

Dans un premier temps, ils vont réussir leur mission, et, le 10 août 1974, le gouvernement congolais envoie au Cabinda une troupe commandée par José Auguste Tchioufou, directeur-adjoint d'Elf-Congo, responsable du « MPC », installé à Pointe-Noire, qui s'autoproclame Président du Cabinda.

Mais cette aventure est de courte durée et, dès le 19 septembre, le MPLA annonce qu'il annexe le Cabinda au territoire qu'il contrôle en Angola. Le 2 novembre, les troupes du MPLA chassent effectivement le F.L.E.C et les mercenaires, dont Jean Kay. C'est la fin de la « libération » du Cabinda. Le 11 novembre, l'indépendance de l'Angola est proclamée à Luanda, par Agostinho Neto, chef du MPLA, en passe de devenir le premier président de la République populaire de l'Angola. Jean Kay et ses mercenaires fuient les troupes angolaises et se réfugient au Congo. Faits prisonniers à Brazzaville, ils sont extradés vers la France en septembre 1975 après neuf mois de prison. Jean Kay devient père, pour la troisième fois, pendant son "séjour" anglais, en juillet 1974, de Patricia, née à Beyrouth.

L'argent

Au début de 1976, Jean Kay, maintenant âgé de 33 ans, est à Paris. Il fréquente ses anciens amis, des ex-OAS, des mercenaires, dont certains ont mal tourné, comme Jacques Prévost, ancien conjuré du "Petit-Clamart" qui a participé en décembre 1975 au rapt de Louis Hazan, PDG de Phonogram. Il vit à Boulogne-Billancourt avec et dans l'appartement de Danièle Marquet, qu'il connaît depuis 1972.

Cette dernière a pour amie Bernadette Roels, 36 ans, ancienne prostituée reconvertie en gérante de restaurant (rue du rendez-vous, à Paris 12^e) grâce à l'argent de celui qui est son amant depuis plusieurs mois : Hervé de Vathaire.

Ce dernier, 48 ans, cadre puis directeur financier d'Avions Marcel-Dassault depuis 24 ans, vient de perdre sa femme Chantal, qui a succombé à un cancer le 19 avril. Sa conscience l'avait poussé depuis plusieurs années à constituer un dossier fiscal compromettant contre son patron. Il rencontre Jean Kay par l'intermédiaire de Bernadette Roels et de son amie, Danielle Marquet. Les deux hommes sympathisent, le financier est séduit par la personnalité hors norme de Kay, et ce dernier par la proximité avec l'argent. Tous deux échaudent un plan : grâce au dossier Vathaire, ils décident de faire chanter Dassault. Du 6 au 10 mai 1976, tous deux, accompagnés de leur amies, se rendront en voyage à Miami, en Floride, aux États-Unis ; suivant les sources, il s'agira soit de vacances, soit d'une rencontre avec des exilés cubains anti-castriste, et *a fortiori* anticommuniste. Jean Kay dira à de nombreux amis, dont le journaliste Alain Leluc venu le rencontrer dans un hôtel de luxe à Collins Avenue dans Miami Beach: « je suis sur une affaire d'un milliard ».

Mais à leur retour en France, Jean Kay a une meilleure idée : il subtilise le dossier du directeur financier et le fait chanter à son tour : le 6 juillet, Vathaire se rend à la succursale de la BNP au 24 avenue de la Grande Armée à Paris, et retire simplement, grâce à la signature qu'il a sur le compte de son patron, et à la confiance qu'il a obtenue du personnel de l'agence, 8 millions de francs (1,2 million d'euros ou 1,6 million de dollars de l'époque), soit 16 000 billets de 500 francs, sur le compte de Marcel Dassault, qu'il met dans deux gros sacs ; puis il disparaît avec Jean Kay. Les deux compères ne semblaient pas craindre de poursuites, puisqu'ils passent tranquillement leur première nuit à Boulogne dans l'appartement de "Dany" Marquet, puis la nuit du 7 dans le "Grand Hôtel du Château" à Divonne, près de la frontière suisse. Apprenant la plainte de Dassault, la fuite commence.

Vathaire seul sera retrouvé, en Grèce, pays où il a acheté (à Athènes) un voilier dont il ne peut se servir et où il s'est livré à la

police, mais sans l'argent. Jean Kay, lui, est, introuvable. Trois millions seront tout de même retrouvés sur deux comptes en banque suisses, l'un au nom de Kay, l'autre de sa compagne Danièle. Le 25 août, Jacques Chirac (impliqué dans le dossier de Vathaire, qui dénonce les versements occultes de Dassault au RPR), démissionne de ses fonctions de premier ministre (démission politique sans rapport avec cette affaire) ; deux jours après, la presse est au courant et l'affaire de Vathaire éclate au grand jour.

La destination de la somme disparue reste mystérieuse. Pour certains, elle aurait financé les Phalanges chrétiennes libanaises en pleine guerre civile et aidé des anciens de l'OOAS en Espagne ; pour d'autres, elle aurait financé deux cambriolages : le casse de la Société générale de Paris en août 1976, et le casse de Nice d'Albert Spaggiari, le week-end du 17 juillet 1976 ; Jean Kay est peut être aussi dans l'équipe de Nice, avec, entre autres, des anciens de l'OOAS (dont un certain «Targui», accompagné de «Mireille», et un certain «Baraka»). Spaggiari a lui aussi été à Miami avant son casse. Les deux affaires sont-elles liées à la lutte anticommuniste américaine?

En fait, il semble que Jean Kay ait gardé une grande partie de la somme volée, puisqu'il dira cinq ans plus tard : *« J'ai eu le Nirvana de l'argent. Je pouvais tout acheter : un avion, un yacht de luxe, une hacienda en Argentine... »*.

La fuite

Après l'arrestation en Grèce de Vathaire, son coéquipier de fortune, Kay tente de fuir au Liban rejoindre ses amis du Tanzim. Interpol et «certains services secrets» sont à ses trousses. À partir de 1977, il fuit un peu partout : Espagne, Portugal, Suisse, Singapour, Miami, et certains vont même le considérer comme mort. Il atteint finalement le Royaume-Uni, où il achète un deuxième bateau et commence sa fuite maritime, avec Danièle.

En 1981, son ami le journaliste Alain Leluc, de Paris Match, le retrouve en Inde, toujours accompagné de "Dany" Marquet, et le dit «clochard», habitant un refuge au pied de l'Himalaya, se nourrissant d'un bol de riz par jour. Il déclare «avoir trouvé la Paix», et aime à dire que pour lui, « l'avenir n'existe plus ».

Pourtant, en 1982, à New Delhi, l'avenir frappe à sa porte en lui présentant Fiona Field. Ils vivront ensemble. Au début 1984, chassés d'Australie, on les retrouve à Calcutta, où Jean Kay est à nouveau en prison, pour des troubles à l'ordre public. Ils sont finalement expulsés. En 1985 Fiona donne naissance dans les Caraïbes à une fille, le quatrième enfant de Kay. Ils vivront en mer jusqu'à l'âge de la scolarisation de leur fille.

La Guerre froide s'achevant dans les années 90, le moine-combattant Jean Kay prend sa retraite. Les années 1990 voient la fin (temporaire) de la cavale maritime. Jean Kay et sa famille vivent à terre, entre l'Espagne (Alicante, Barcelone) et la région de Toulouse, pour élever leur dernière fille. En 1997, il publie son autobiographie, *Le Guerrier de l'Espoir*. Le 24 février 2000, sa femme Fiona se suicide en se noyant dans une rivière. Jean Kay publie son nouveau livre tiré de l'épisode «Calcutta» 15 ans plus tôt : *L'île où l'amour est descendu sur terre*. Il repart vivre en mer avec sa fille en 2004.

Jean Kay est mort à 69 ans, le 23 décembre 2012 à Loze (Tarn-et-Garonne). A la fin de sa vie, il vivait retiré du monde, en toute discrétion, se contentant de publier deux autres récits autobiographiques sur Internet. Il est parti tout aussi discrètement, comme beaucoup d'autres combattants méconnus des temps modernes. Avec lui, c'est l'un des plus grands combattants de cette génération qui disparaît, sans doute la dernière à avoir compté d'authentiques guerriers en son sein. Si la vie de Jean Kay ne fut pas parfaite, avec une vie sentimentale éparpillée, des liens avec des milieux du grand banditisme ; elle a

néanmoins été haute en couleur et constamment placée sous le signe de la fidélité à la parole donnée, de l'honneur et du courage.

Depuis le 3 avril 2003, la loi française, appliquant les conventions internationales, interdit le mercenariat.

* *
*

Nous terminons ainsi ce livre comme nous l'avons commencé : dans le mercenariat, puisque les chevaliers normands, comme Robert Guiscard, notre premier personnage, qui tentèrent l'aventure en Méditerranée centrale au XI^{ème} siècle, commencèrent par être des soldats de fortune au service des ducs et princes lombards et grecs d'Italie méridionale.

Notre panorama s'étale sur huit siècles, mais ces destinées relèvent toutes de ces époques révolues où l'on était moins enserré dans le carcan des normes administratives, où l'on ne vous demandait pas de justifier d'un diplôme pour vous confier une mission, des responsabilités. Cela pouvait aboutir à des catastrophes mais aussi à des réussites exceptionnelles. Notre époque a préféré se priver de chances de réussites exceptionnelles plutôt que de courir le moindre risque de catastrophe.

Destinées

Des vies plurielles

Paladins en Méditerranée

1. Robert Guiscard (1020-1085)
2. Renaud de Châtillon (1120-1187)
3. Charles d'Anjou (1227-1285)
4. Le maréchal Boucicaut (1364-1421)

Marchands aventuriers

5. Jean de Béthencourt (1360-1425)
6. Jacques Cœur (1400-1456)
7. Jean-Baptiste Tavernier (1605-1689)
8. Pierre Poivre (1719-1786)

Ecclésiastiques de combat

9. Le père Joseph (1577-1638)
10. Mgr de Sourdis (1593-1645)
11. Abbé de Watteville (1618-1702)

Autour de la guerre de succession d'Espagne

12. Lord Galloway (1648-1720)
13. La princesse des Ursins (1642-1722)
14. Le comte de Bonneval

L'Indochine

15. L'abbé de Choisy (1644-1724)
16. Mgr Pigneau de Behaine (1741-1799)
17. L'empereur Vinh San (1898-1945)
18. L'amiral Thierry d'Argenlieu (1889-1964)

Fortunes indiennes

19. Claude Martin (1735-1800)

- 20. Le comte de Boigne (1751-1830)
- 21. Le général Allard (1785-1839)

Agents secrets

- 22. Chevalier d'Eon (1728-1810)
- 23. Charles Schulmeister (1770-1853)
- 24. Le colonel Boutin (1772-1815)

Autour de la Révolution et de l'Empire

- 25. Teresa Cabarrus (1773-1835)
- 26. Antoine Le Picard de Phélippeaux (1768-1799)

Quelques originaux dans la famille Bonaparte

- 27. le comte Léon (1806-1881),
- 28. Charles Bonaparte-Wyse (1826-1892),
- 29. Charles Joseph Bonaparte (1851-1921),
- 30. Marie Bonaparte (1882-1962).

Les hommes qui voulaient être rois

- 31. Maurice Beniowski (1746-1786)
- 32. Antoine de Tounens, roi d'Araucanie (1825-1878)
- 33. Marie I^{er}, roi des Sedangs (1842-1890)

L'Afrique du Nord

- 34. Général Youssouf (1808-1866)
- 35. Mariette Pacha (1821-1881)
- 36. Le marquis de Morès (1858-1896)
- 37. Conrad Kilian (1898-1950)

En fuyant le pays des Soviet

- 38. Général Pechkoff (1884-1966)
- 39. Ivan Makhonine (1885-1973)
- 40. La comtesse du Luart (1898-1986)

Aventuriers de la Finance

- 41. Basile Zaharoff (1849-1936)
- 42. Calouste Gulbenkian (1869-1955)

Aryens d'honneur

- 43. Joseph Joanovici (1905-1965)
- 44. Michel Szkolnikoff (1895-1945)

La carte perdante

- 45. Violette Morris (1893-1944)
- 46. Jean Fontenoy (1899-1945)
- 47. Maurice Sachs (1906-1945)

Soldats de fortune

- 48. Roger Faulque (1924-2011)
- 49. Bob Denard (1929-2007)
- 50. Jean Kay (1943-2012)

Sources : Wikipedia + Sources complémentaires suivantes : Robert Guiscard Site Illustresnormands ; Renaud de Châtillon : Un croisé contre Saladin. Pierre AUBE, Fayard) ; Site Histoire et polémique ; Charles d'Anjou les princes angevins in openedition ; Le maréchal Boucicaut : J. Gautier (Site Cosmovation.com Imago mundi) ; M. Jugie Le voyage de l'empereur Manuel Paléologue en Occident (site Persée.fr) ; Jean de Béthencourt : Joseph de Viera y Clavejo : Noticias de la historia general de las islas Canarias, Madrid, 1772, 3 vol. in-4° Sur Site Cosmovation.com ; Jean-Baptiste Tavernier : cosmovisions.com ; Le père Joseph : (Site Cahiers de la Méditerranée + Michel Carmona, Fayard) ; Mgr de Sourdis : Bordeauxaquitainemarine ; Troude, O. - *Batailles navales de la France* – Challamel Ainé, Paris, 1867) ; La princesse des Ursins : Saint-René Taillandier : *La princesse des Ursins* ; Le comte de Bonneval : *Biographie universelle ancienne et moderne*, 1843 ; L'abbé de Choisy : www.persée) ; Libération ; Jean Riverain ; Mgr Pigneau de Behaine : Christiane d'Ainval, *Les Belles heures de l'Indochine française*, Perrin 2001 ; L'empereur Vinh San : Général de Boissieu : *Pour combattre avec de Gaulle : 1940-1945*, Plon, 1981 ; Claude Martin : Site INRP.FR ; BM.Lyon.fr ; Le général Allard : Indiablognote ; Inde en ligne ; Chevalier d'Eon : Site Hérodote ; Charles Schulmeister : Site Napoleon.org ; Abel Douay et Gérard Hertault, Schulmeister. *Dans les coulisses*

de la Grande Armée, Nouveau Monde Éditions / Fondation Napoléon, 2002 ; Le colonel Boutin (1772-1815) : Alger-roi.fr ; Napoleon.org ; Antoine Le Picard de Phélippeaux : J. Benoît-Méchin : *Bonaparte en Egypte* (Perrin) ; le comte Léon : Site Ville de Pontoise – Maurice Rat ; Charles Bonaparte-Wyse : Site Occitania.eu ; Charles Joseph Bonaparte : Site NDF.fr ; Maurice Beniowski : (Christophe Grosdidier) Site imago mundi ; Site Maroantsetra.com ; Antoine de Tounens, roi d'Araucanie : Site La plume et le rouleau – André Thévenet ; Marie I^{er}, roi des Sedangs : Site Amica-Traval.com ; Général Pechkoff : Francis Huré, *Portraits de Pechkoff*, De Fallois, Paris, 2006 ; Ivan Makhonine : Site inventions europe.com ; Site Quanthomme.free ; Dossiers noirs (J-M Charlier et D. Lefevre-Toussaint) ; La comtesse du Luart : *La Circassienne*, Guillemette de Sairigné, Ed. Robert Laffont ; Site OFPRA. ; Le Figaro.fr ; Général Youssouf : Site Babeloued ; Mariette Pacha ; Site Bubastis.be ; Site Histoire-Image.org ; Le marquis de Morès ; Site Saharayro.free ; Memoireafriquedunord ; Conrad Kilian : Site France-Irak actualités.com ; Basile Zaharoff : site Egalité et réconciliation. Jean-Marie Moine : Basil Zaharoff, le « marchand de canons » ; Calouste Gulbenkian : *Géopolitique du pétrole*, A. Giraud Joseph Joanovici site Libération ; A. Boudard, *L'étrange M. Joseph* Robert Laffont ; Michel Szkolnikoff : Marianne.net ; Violette Morris ; Dominique Pascal in L'Enthousiaste, n°10 ; Jean Fontenoy : Site Lexpress ; Gérard Guégan *Fontenoy ne reviendra pas* (Stock) ; Bob Denard : Site l'Obs ; Site Slate Afrique ; Site orbspatrianostra.com.

* *
*